



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

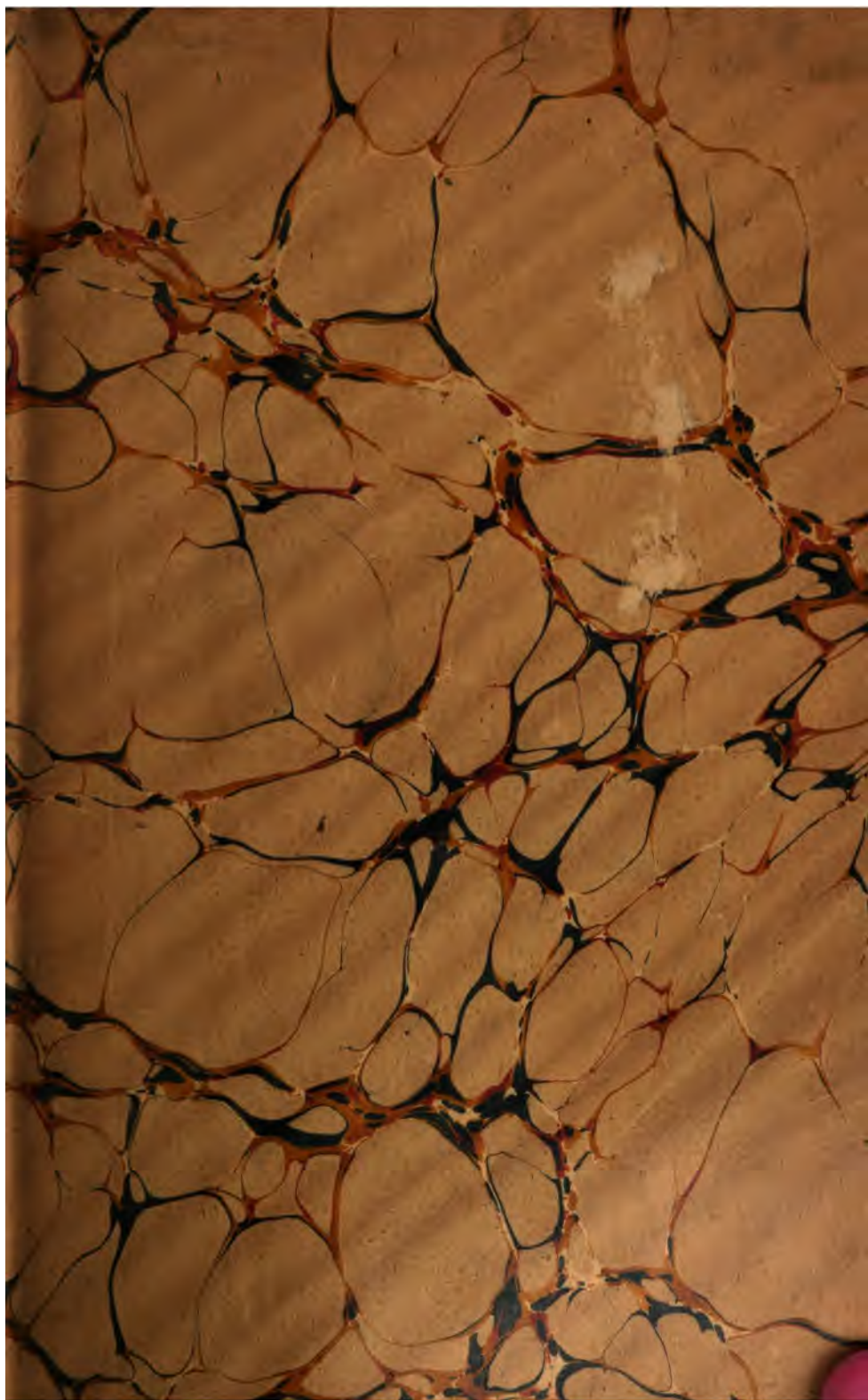
En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

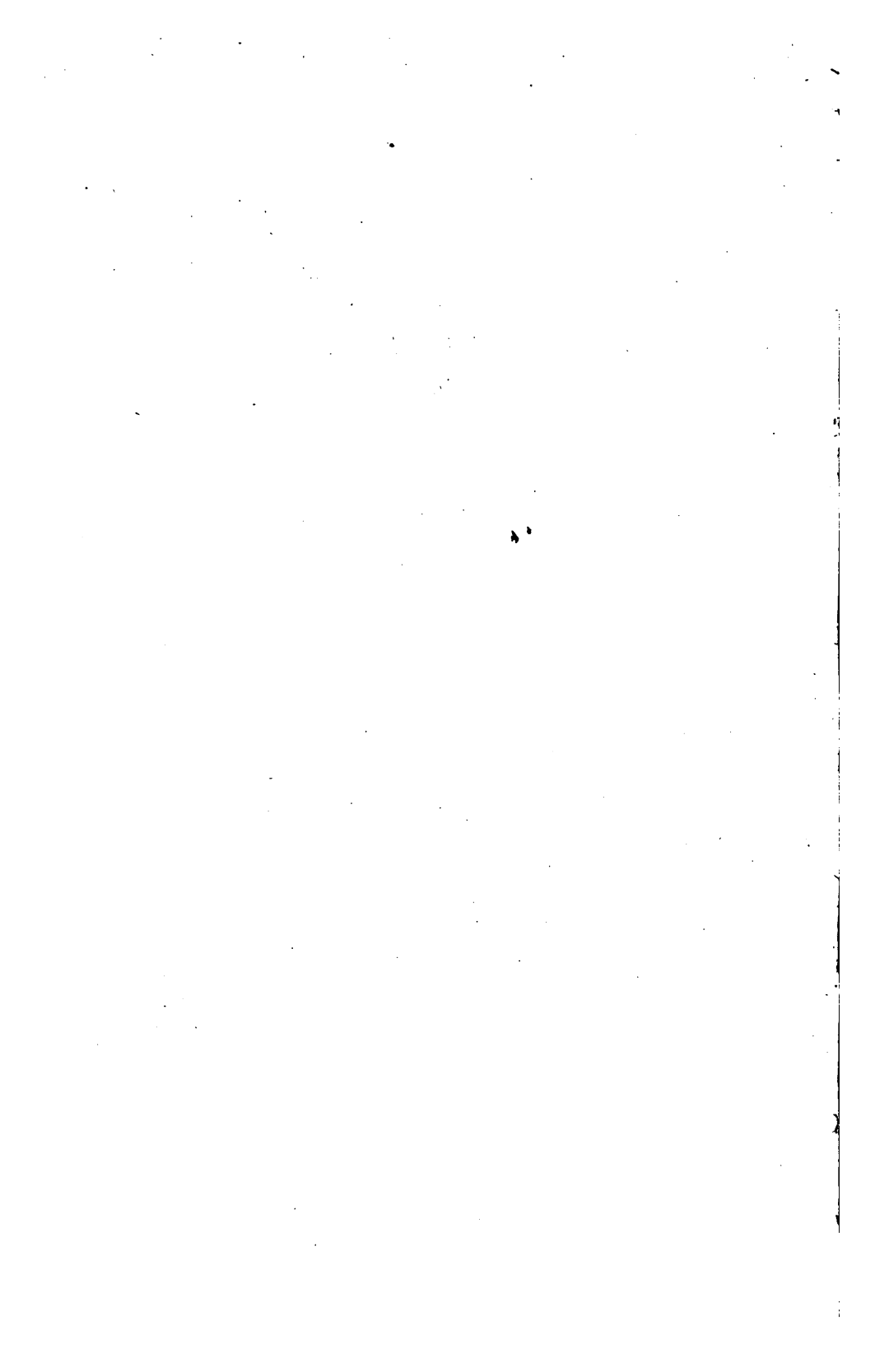


Library of the University of Michigan
Bought with the income
of the
Ford - Messer
Bequest



E. P. FARRER





AS
242
H893.
H9

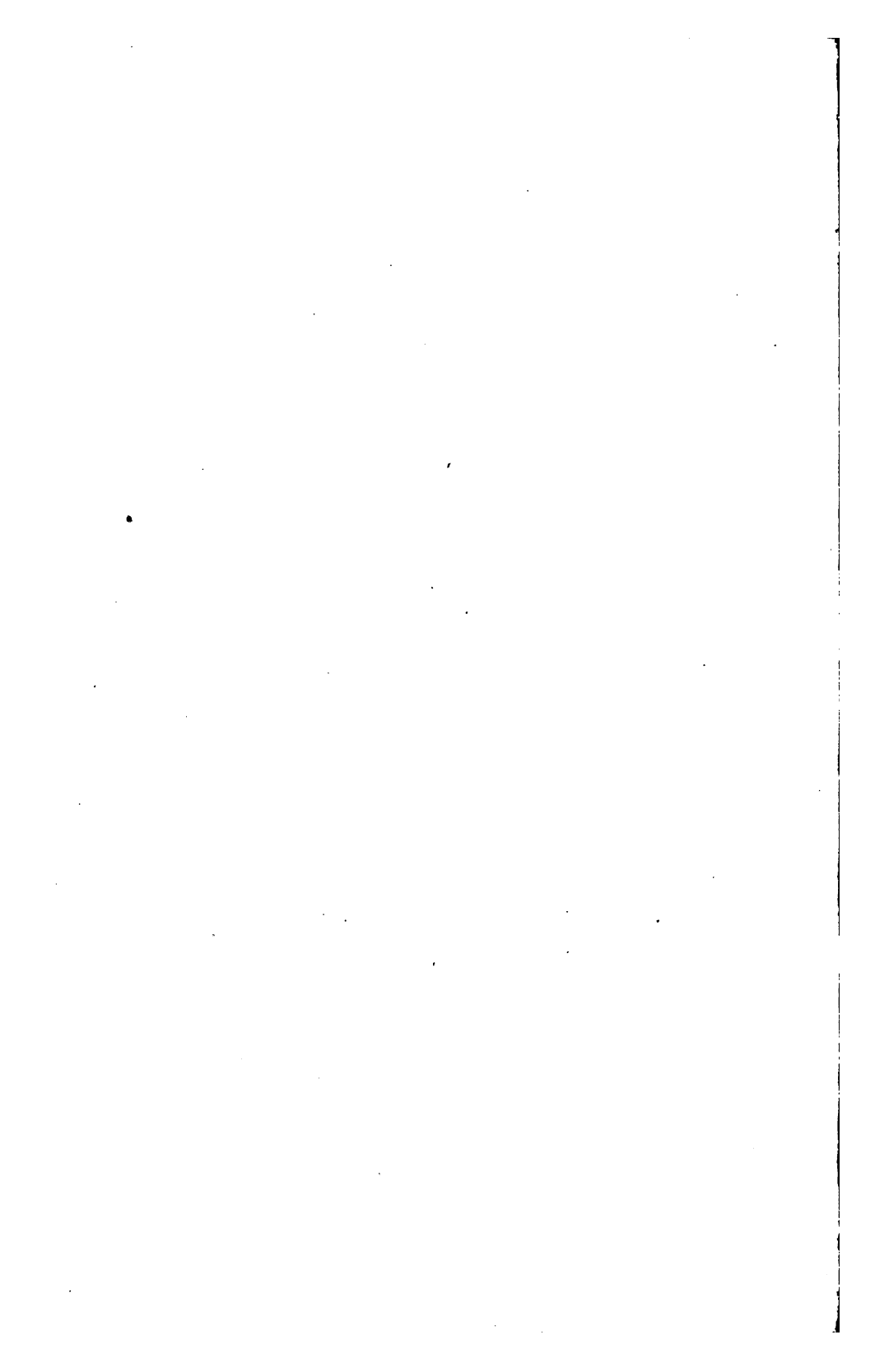
COMPTE-RENDU

DES SÉANCES DE LA

COMMISSION ROYALE D'HISTOIRE,

OU

RECUEIL DE SES BULLETINS.



COMPTE-RENDU
DES SÉANCES DE LA
COMMISSION ROYALE D'HISTOIRE,
OU
RECUEIL DE SES BULLETINS.

—
Deuxième Série.
—

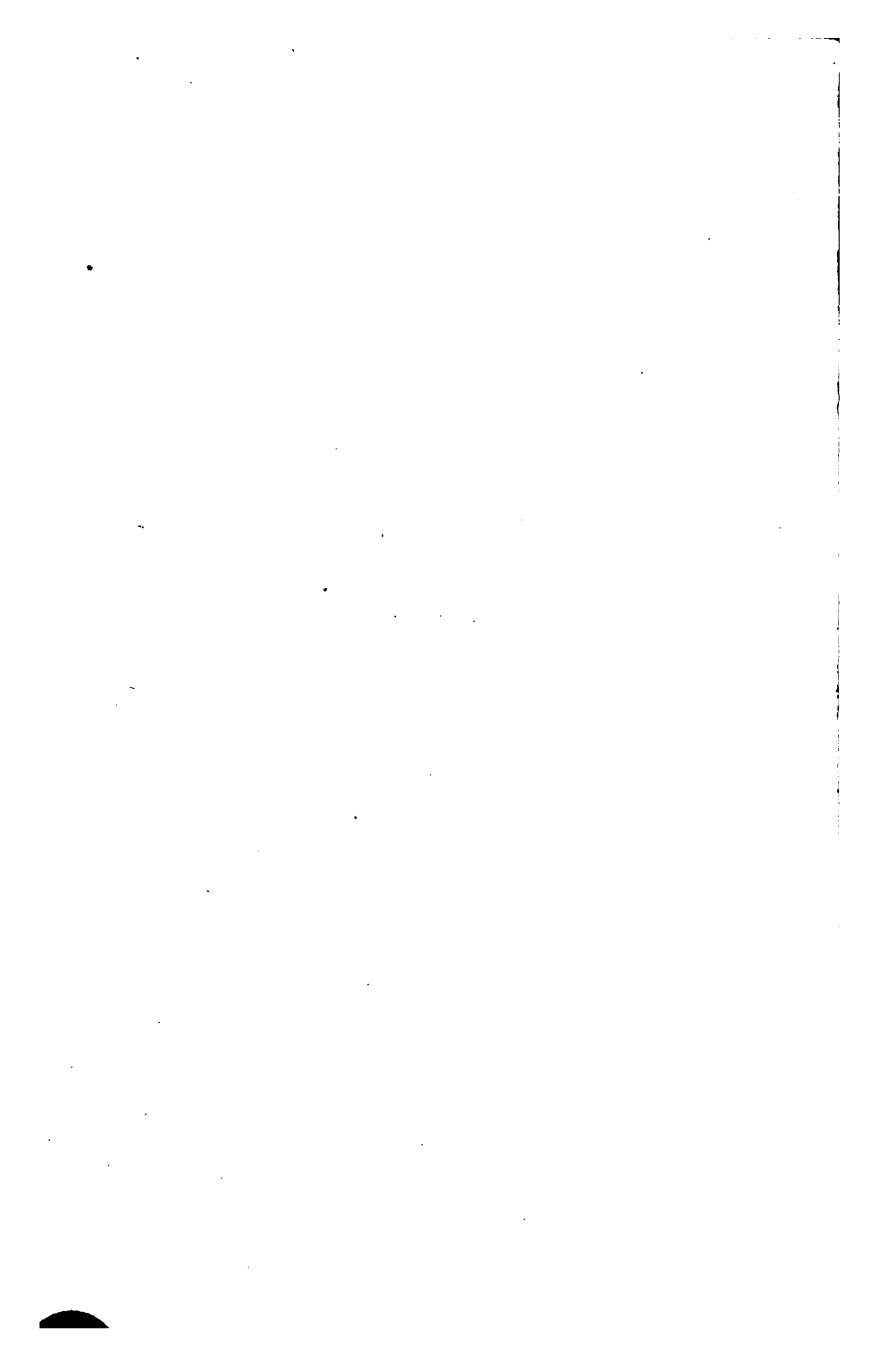
TOME PREMIER.



BRUXELLES,

M. HAYEZ, IMPRIMEUR DE LA COMMISSION ROYALE D'HISTOIRE.

—
1851.



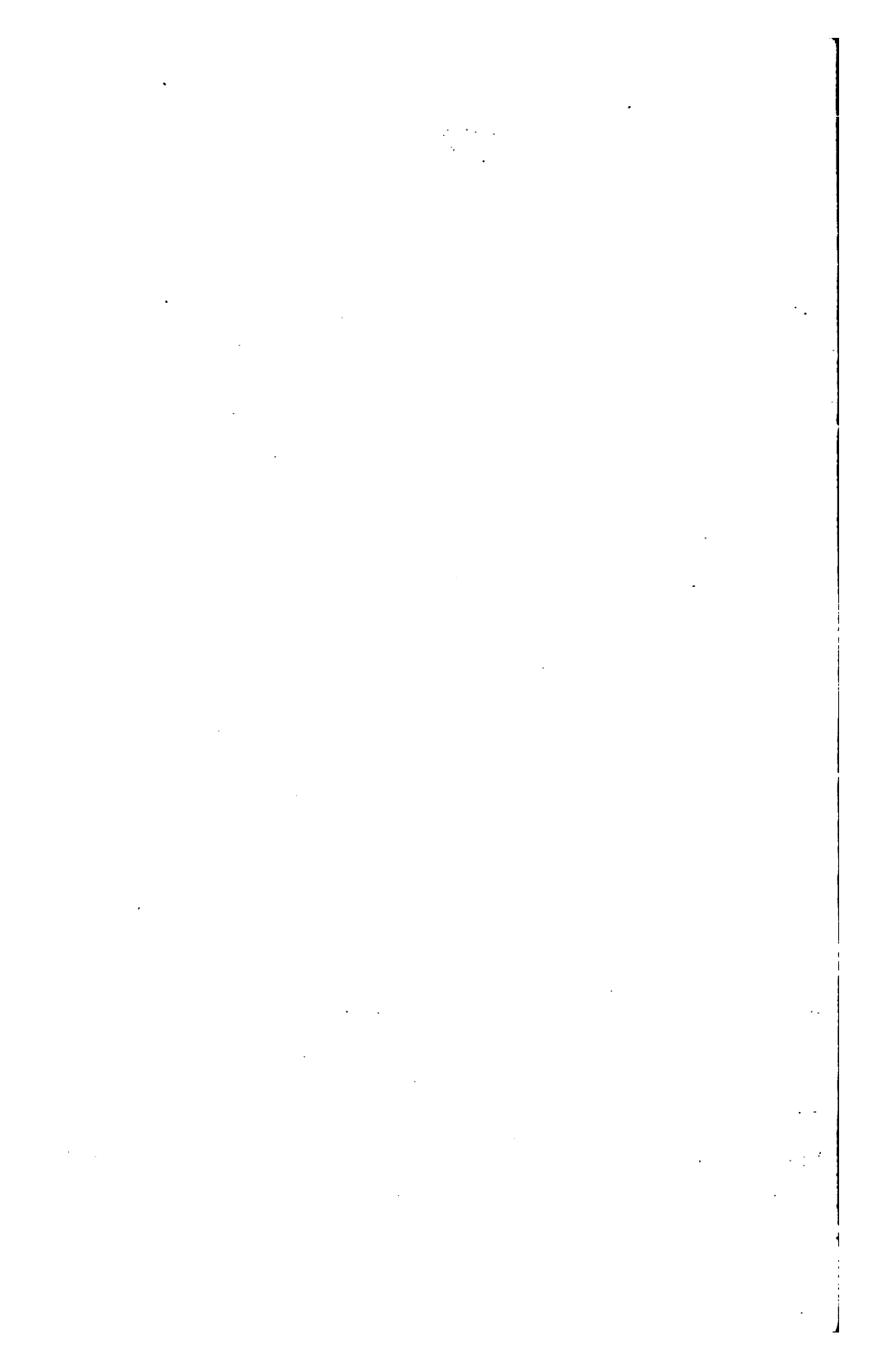
ACTES OFFICIELS

CONCERNANT

LA COMMISSION ROYALE D'HISTOIRE.

TOME I.

1



ACTES OFFICIELS.

I.

Rapport au Roi et arrêté royal du 22 juillet 1834, portant création de la Commission royale d'histoire.

SIRE,

L'histoire de la Belgique, comme celle de la plupart des nations de l'Europe, n'est encore qu'imparfaitement connue, malgré les travaux recommandables de plusieurs écrivains distingués.

Ce qui a manqué à ces écrivains, c'est moins le talent, il est juste de le reconnaître, que les matériaux qu'ils auraient pu mettre en œuvre avec succès, et qui étaient restés enfouis dans la poussière des archives et des bibliothèques.

Cependant, depuis que la Belgique, après tant de vicissitudes, a recouvré une existence indépendante, la connaissance de tous les faits qui se rattachent à son histoire a acquis un degré d'importance qu'elle n'eut à aucune autre époque : aussi les esprits se sont-ils reportés, avec une activité remarquable, vers les traditions du passé, et l'étude de nos fastes civiques a pris un essor qui s'est manifesté par des indices non équivoques.

Il appartenait au gouvernement auquel le vœu national a confié

les destinées du pays, de seconder de tout son pouvoir une tendance non moins favorable au développement du patriotisme qu'au progrès des lettres.

Dans un rapport que j'ai soumis récemment à Votre Majesté, j'ai retracé ce qui, dès le principe de notre régénération politique, et malgré les embarras de tout genre qui préoccupaient l'administration, a été fait pour la mise en ordre de nos dépôts d'archives ; j'ai proposé à Votre Majesté, comme l'une des mesures les plus propres à encourager les investigations sur l'histoire nationale, la publication des catalogues de ces dépôts. Votre Majesté a donné son assentiment à cette mesure (1).

Là ne s'est pas bornée la sollicitude du gouvernement.

Par une disposition qui date de l'année 1832, la mise en lumière des documents intéressants pour l'histoire générale de la Belgique, que renferment non pas seulement les Archives de l'État, mais tous les dépôts de titres du pays, a été ordonnée : cette publication, confiée aux soins de l'archiviste général du royaume, se poursuit avec activité. Déjà deux volumes de documents ont paru ; le troisième sera imprimé dans le courant de cette année.

Mais il est une autre source précieuse pour l'histoire, et à laquelle jusqu'ici il a été trop peu puisé : je veux parler des chroniques, des mémoires, des relations de tel ou tel événement, rédigés par des contemporains.

La Belgique était autrefois très-riche en monuments de ce genre : on y comptait peu d'abbayes et de chapitres dans lesquels il ne s'en conservât ; les archives des corps administratifs et judiciaires en recélaient aussi, quoiqu'en moins grand nombre.

Les événements qui marquèrent la fin du dernier siècle, ont

(1) Arrêté royal du 17 juillet 1834.

Il a paru trois volumes in-folio d'inventaires des Archives, savoir : en 1837 et 1845, deux volumes consacrés à l'inventaire des Archives des Chambres des Comptes, et, en 1848, un volume contenant les inventaires des cartes et plans manuscrits et gravés.

Le troisième volume de l'*Inventaire des archives des Chambres des Comptes* verra le jour avant la fin de 1850.

malheureusement occasionné la perte de beaucoup de nos chroniques, comme d'une quantité considérable de nos chartes : les unes ont été détruites, d'autres sont passées à l'étranger; toutefois il nous en est resté qui méritent l'attention des savants : telle est la chronique de Vander Heyden, dit *A-Thymo*, pensionnaire ou secrétaire de la ville de Bruxelles pendant près d'un demi-siècle, et de plus chanoine et trésorier de St^e-Gudule, mort en 1473 ; on crut longtemps qu'elle avait été la proie des flammes, lors du bombardement de Bruxelles en 1695. Tels sont encore la chronique d'Edmond de Dynter, qui fut successivement secrétaire des ducs de Brabant Antoine I^{er}, Jean III, Philippe I^{er} et Philippe II ; les chroniques flamandes rimées de Jean Van Heelu et de De Klerck, les voyages de Philippe le Beau et de Charles-Quint, et d'autres ouvrages sans doute qui ne sont pas connus.

Je viens proposer à Votre Majesté la publication de ces chroniques.

Bien des fois déjà, Sire, la même entreprise a été tentée, sans avoir eu jamais un résultat satisfaisant.

Dans le XVI^e et le XVII^e siècle, des savants isolés en conçurent le projet ; mais leurs plans reçurent à peine un commencement d'exécution.

Sous le règne de l'impératrice Marie-Thérèse, ce fut le gouvernement lui-même qui le forma : le comte de Cobenzl fit faire beaucoup de recherches et d'écrits dans ce but ; il s'assura de la coopération d'hommes distingués par leurs connaissances dans l'histoire du pays, le comte de Nény, chef et président du conseil privé, l'abbé Paquot, historiographe de l'Impératrice, l'abbé Nélis, bibliothécaire de l'université de Louvain, MM. Van Heurck et Verdussen. Différentes circonstances, mais principalement la mort du comte de Cobenzl, arrivée en 1770, rendirent infructueux tous les travaux préparatoires qui avaient été faits pour la publication du recueil dont le plan avait été adopté par lui.

Plus tard, l'Académie impériale et royale des sciences et belles-lettres de Bruxelles créa dans son sein un comité qu'elle chargea de la mise au jour des chroniques, mémoires et autres monuments propres à servir de matériaux à une histoire générale de la Belgi-

que. Cette création semblait promettre de grands résultats : mais, soit défaut de zèle ou de loisir de la part des membres du comité, soit manque des fonds nécessaires, tout ce qui en sortit se réduisit à l'édition, par le marquis du Chasteler, de la chronique de Gilbert, chancelier des comtes de Hainaut sur la fin du XII^e et au commencement du XIII^e siècle.

L'œuvre pour l'accomplissement de laquelle l'Académie et le gouvernement lui-même s'étaient en quelque sorte montrés impuissants, M. de Nélis, devenu évêque d'Anvers, crut pouvoir l'entreprendre, aidé de ses seules forces. Il s'était livré à des recherches étendues sur l'histoire de la Belgique; il avait eu accès aux bibliothèques et aux chartiers qui contenaient le plus de richesses : il annonça, en 1783, le dessein de publier, en trente à trente-cinq volumes in-4^o, une collection d'historiens des Pays-Bas.

Cette entreprise, ainsi que toutes celles dont le projet avait été précédemment conçu, n'eut point de suite. Il faut d'autant plus le regretter que, dans son *Prodromus rerum Belgicarum*, le seul monument que nous possédions de ses longs et importants travaux, le savant évêque d'Anvers a prouvé qu'il eût été capable de s'acquitter de la tâche difficile qu'il s'était imposée.

Dans les dernières années de notre communauté politique avec la Hollande, le gouvernement avait résolu de faire publier, aux frais de l'État, les chroniques belges inédites, et il avait institué une Commission à cet effet (1).

Au mois de septembre 1830, la Commission dont je viens de parler, n'avait encore livré au public aucun des ouvrages qu'elle avait annoncé l'intention d'éditer; seulement deux de ces ouvrages se trouvaient entre les mains de l'imprimeur : le premier volume de la chronique d'*A-Thymo* et quelques feuilles de la chronique flamande de Jean Van Heelu venaient de sortir de la presse.

(1) Cette Commission fut composée de MM. Bernardi, bibliothécaire de l'université de Louvain; Raoul, professeur à l'université de Gand; le baron de Reiffenberg, professeur de philosophie à l'université de Louvain; Sylvain Van de Weyer, bibliothécaire de la ville de Bruxelles; Van Hulthem, membre des états généraux; Willems, membre de l'institut des Pays-Bas. M. J.-J. Raepsaet

Je viens proposer à Votre Majesté de reprendre une œuvre nationale, aussi souvent abandonnée ou interrompue qu'entreprise. Je ne m'arrêterai pas à démontrer que c'est sous les auspices des gouvernements seuls, que de pareilles entreprises peuvent aujourd'hui être exécutées; seuls ils possèdent les ressources de tout genre qu'elles exigent: d'une part, en effet, les dépenses qu'elles entraînent ne sauraient être bien onéreuses pour eux, et, de l'autre, ils sont dépositaires des matériaux les plus importants qui doivent y être employés. Des individus isolés, quels que fussent leurs efforts, n'obtiendraient que des résultats partiels et nécessairement bornés.

Le projet d'arrêté ci-joint a été basé sur cette donnée.

L'article premier institue une Commission pour la recherche et la mise en lumière des chroniques belges inédites.

Il est évident qu'un aussi grand travail réclame le concours d'un

avait aussi été appelé à en faire partie; mais son âge avancé ne lui permit pas d'accepter.

La Commission tint sa première séance à Bruxelles, au mois de juillet 1827, sous la présidence de M. Van Gobbelschroy, ministre de l'intérieur.

D'après le prospectus qu'elle fit paraître au mois de septembre 1829, ses publications devaient comprendre :

- 1° La Chronique rimée du Brabant, de Nicolas de Clerck;
- 2° La Chronique de Jean Van Heelu;
- 3° L'Histoire diplomatique du Brabant, par Ed. de Dynter;
- 4° L'Histoire diplomatique du Brabant, par P. Vander Heyden, dit A-Thymo;
- 5° La Relation du voyage de Philippe le Beau en Espagne, par Antoine de Lalaing;
- 6° La Relation des troubles de Gand sous Charles-Quint;
- 7° Le Journal des voyages de Charles-Quint, par Vandenesse;
- 8° La Chronique de St-Bavon;
- 9° La Chronique de Gilles li Muisis;
- 10° Les Mémoires de Jean de Haynin. (Voy. le *Journal de la Belgique* des 5 et 24 août 1827, 11 et 13 septembre 1829.)

Plusieurs de ces ouvrages ont été mis au jour par la Commission actuelle; d'autres sont en cours de publication en ce moment.

certain nombre de coopérateurs. Les hommes que je désigne au choix de Votre Majesté, se recommandent à cette distinction par leurs connaissances et par leurs travaux sur l'histoire nationale.

L'art. 2 porte que la Commission, aussitôt après qu'elle aura été installée, s'occupera de rédiger un plan pour ses travaux.

Je pense, Sire, qu'à cet égard une grande latitude doit être laissée à la Commission.

Par l'art. 3 du projet d'arrêté, une somme annuelle de cinq mille francs, à prélever sur le crédit alloué au budget du département de l'intérieur pour l'encouragement des sciences et des lettres, est mise à la disposition de la Commission, jusqu'à ce qu'elle ait rempli la tâche qui lui est confiée.

Il m'a paru de toute nécessité, pour assurer aux travaux de la Commission une marche régulière, de lui allouer un subside fixe et sur lequel elle puisse compter; elle fera ses arrangements en conséquence. Il arrivera que, une année, les 5,000 francs ne seront pas dépensés, une autre année ils auront été insuffisants : le déficit de l'une sera couvert par l'excédant de l'autre.

Au surplus, la Commission est tenue, d'après le même article, de rendre compte, chaque année, au département de l'intérieur, de l'emploi des fonds affectés à ses travaux.

La somme annuelle de 5,000 francs est destinée à faire face aux frais de copie, aux frais de déplacement des membres de la Commission, et aux frais d'impression que ne couvrira pas la vente des ouvrages.

Dans l'art. 4 et dernier, le gouvernement fait espérer aux membres de la Commission les distinctions ou les récompenses que leurs travaux auront pu mériter : c'est un encouragement dont Votre Majesté reconnaîtra l'opportunité autant que la justice.

J'ose me flatter, Sire, que l'ensemble de ces dispositions répondra aux vues libérales de Votre Majesté, et je les soumets avec confiance à son approbation.

Le Ministre de l'intérieur,

CH. ROCIER.

LÉOPOLD, ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, salut.

Considérant que tous les travaux qui ont pour objet de répandre des lumières sur l'histoire de la Belgique, méritent notre sollicitude ;

Qu'ils doivent contribuer à la fois au développement du patriotisme et aux progrès des lettres ;

Que, déjà, mu par ce motif, nous avons ordonné la publication des catalogues des Archives de l'État et celle des documents intéressants pour l'histoire générale du royaume, qui existent tant dans ces Archives que dans les autres dépôts de titres du pays ;

Considérant que la mise au jour des chroniques belges inédites doit concourir puissamment au même but ;

Sur le rapport de notre Ministre de l'intérieur,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

ART. 1^{er}. Une Commission est instituée à l'effet de rechercher et mettre au jour les chroniques belges inédites.

Cette Commission est composée de :

MM. de Gerlache, premier président de la Cour de cassation, membre de l'Académie royale des sciences et belles-lettres de Bruxelles ;

L'abbé de Ram, archiviste de l'archevêché et professeur au séminaire archiépiscopal de Malines ;

Le baron de Reiffenberg, professeur à l'université de Louvain, membre de l'Académie de Bruxelles (1) ;

Dewez, inspecteur des athénées et collèges, secrétaire perpétuel de l'Académie de Bruxelles (2) ;

(1) M. de Reiffenberg est décédé le 18 avril 1850; il n'est pas encore remplacé au moment où s'imprime ce *Bulletin*.

(2) M. Dewez est décédé le 26 octobre 1854. M. le chanoine Joseph de Smet,

Gachard , archiviste général du royaume ;

Warnkœnig , professeur à l'université de Gand (1) ;

Et J.-F. Willems , receveur à Eecloo (2).

ART. 2. La Commission sera installée par notre Ministre de l'intérieur (3).

Elle s'occupera , dans ses premières séances , de la rédaction d'un plan pour ses travaux , qu'elle soumettra à l'approbation de notre Ministre.

ART. 3. Il sera mis à la disposition de la Commission , jusqu'à l'entier accomplissement de la tâche qui lui est confiée , une somme annuelle de cinq mille francs , destinée à couvrir les frais de toute nature qu'elle aura à supporter.

Cette somme sera prélevée sur le crédit alloué au budget du département de l'intérieur pour l'encouragement des sciences et des lettres.

La Commission rendra compte de son emploi , chaque année , à notre Ministre de l'intérieur.

ART. 4. Nous nous réservons d'accorder aux membres de la Commission telles distinctions et récompenses dont nous les aurons jugés dignes.

ancien membre du Congrès national , et membre de l'Académie royale des sciences et belles-lettres , a été appelé à le remplacer par arrêté royal du 26 février 1835.

(1) M. Warnkœnig ayant quitté la Belgique , M. B. Dumortier , membre de l'Académie royale des sciences et belles-lettres et de la Chambre des Représentants , fut nommé à sa place par arrêté royal du 28 août 1838.

(2) La Commission a perdu M. Willems le 24 juin 1846. Un arrêté royal du 8 mars suivant a nommé , pour le remplacer , M. Boremans , professeur à l'université de Liège , membre de l'Académie royale de Belgique.

(3) La séance d'installation de la Commission eut lieu le 4 août 1834 , à l'hôtel du ministère de l'intérieur.

Dans cette séance , elle choisit pour président M. de Gerlache , pour secrétaire M. de Reiffenberg , et pour trésorier M. Gachard.

ART. 5. Notre Ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au *Bulletin officiel*.

Donné à Bruxelles, le 22 juillet 1834.

LÉOPOLD.

Par le Roi :

Le Ministre de l'intérieur,

CH. ROGIER.

II.

Arrêté royal du 8 décembre 1837, ordonnant la formation d'une liste chronologique des chartes, diplômes, lettres patentes et autres actes imprimés concernant l'histoire de la Belgique (1).

LÉOPOLD, ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, salut.

Considérant qu'une grande quantité de chartes et diplômes relatifs à l'histoire de la Belgique, se trouvent répandus et disséminés dans un nombre considérable de volumes imprimés tant dans le pays qu'à l'étranger;

Considérant qu'il serait de la plus haute importance pour les études historiques, de rassembler ces documents dans un seul corps d'ouvrage;

Vu le rapport adressé par la Commission pour la publication des chroniques belges inédites à notre Ministre de l'intérieur et des affaires étrangères, sur l'utilité de cette entreprise, ainsi que le mé-

(1) Voyez, dans le tome I^{er} de la 1^{re} série du *Bulletin*, p. 255-261, le projet présenté à la Commission par M. Gachard, en la séance du 7 mai 1837, et, p. 285-290, le rapport fait par le même membre, à la séance du 5 août suivant.

moire de la même Commission sur la marche qu'il conviendrait de suivre dans l'occurrence;

Attendu qu'une publication de cette nature se lie intimement aux travaux confiés à la Commission prénommée;

Sur le rapport de notre Ministre de l'intérieur et des affaires étrangères,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

ART. 1^{er}. Il sera formé une liste, dans l'ordre chronologique, de toutes les chartes, diplômes, lettres patentes et autres actes imprimés qui concernent, soit l'histoire de la Belgique en général, soit l'histoire particulière de quelqu'une des provinces, villes ou localités dont elle est actuellement composée.

Cette liste sera rédigée en français, et portera le titre de *Table chronologique des chartes et diplômes relatifs à l'histoire de la Belgique*.

ART. 2. La Commission pour la publication des chroniques belges inédites proposera au choix de notre Ministre de l'intérieur et des affaires étrangères les personnes auxquelles sera confiée la rédaction de la table. Elle leur distribuera les ouvrages dont elles auront à faire le dépouillement, et les instructions à leur donner.

Elle soumettra à cet effet un règlement à l'approbation de notre Ministre prénommé, tant pour ce qui regarde le mode de rédaction, que pour le taux de l'indemnité à allouer.

ART. 3. Il est accordé, pour subvenir aux frais nécessités par le travail en question, et jusqu'au complet achèvement de la table, un subside annuel de 4,000 francs, imputable sur les fonds alloués en faveur des beaux-arts, des sciences et des lettres.

ART. 4. Notre Ministre de l'intérieur et des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 8 décembre 1837.

LÉOPOLD.

Par le Roi :

*Le Ministre de l'intérieur et des
affaires étrangères,*

Comte DE TREUX.

III.

Arrêté ministériel du 16 novembre 1838, portant règlement pour la confection de la liste chronologique des chartes, lettres patentes, etc., concernant l'histoire de la Belgique.

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR ET DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ,

Vu l'arrêté royal du 8 décembre 1837, ordonnant la formation d'une liste générale des chartes, diplômes, etc., concernant l'histoire de la Belgique ;

Vu l'article 2 dudit arrêté, portant que la Commission pour la publication des chroniques belges inédites soumettra un règlement, tant pour ce qui concerne le mode de rédaction, que pour le taux de l'indemnité à allouer aux personnes chargées du travail en question ;

Vu le projet d'arrêté soumis par la Commission prénommée ,

ARRÊTE :

ART. 1^{er}. Les travaux relatifs à la confection de la table chronologique des chartes et diplômes imprimés concernant l'histoire de la Belgique, ordonnée par l'arrêté royal du 8 décembre 1837, se feront sous la direction de la Commission royale d'histoire.

ART. 2. La Commission désignera aux personnes qui y seront employées les ouvrages dont chacune d'elles aura à faire le dépouillement.

ART. 3. Les conservateurs des différentes bibliothèques de l'État seront invités par le département de l'intérieur à confier, pour un temps limité et sous reçu, auxdits employés, les ouvrages dont le dépouillement leur aura été respectivement assigné.

ART. 4. Ce dépouillement se fera d'après les règles suivantes.

ART. 5. Toutes chartes, diplômes, lettres patentes, lettres missives, ordonnances, instructions, commissions, règlements et

autres actes imprimés qui concernent , soit l'histoire de la Belgique en général , soit l'histoire particulière de quelqu'une des provinces , villes ou localités dont elle est actuellement composée , seront repris et analysés.

ART. 6. L'analyse de chaque pièce formera la matière d'un bulletin séparé , écrit sur une carte.

ART. 7. Chaque analyse , toujours conçue en français , sera à la fois claire , concise et complète , c'est-à-dire qu'elle contiendra les noms des parties agissantes ou contractantes , avec leurs dignités essentielles et l'objet qu'elles se proposent , ou bien le sujet principal de l'acte , lorsqu'il renfermera plusieurs articles différents.

En tête sera indiquée la date de la pièce dans la langue qui y est employée , et avec toutes les circonstances qui s'y rapportent.

Le bulletin se terminera par l'indication , entre parenthèse , de l'ouvrage d'où la pièce aura été extraite , ainsi que du volume et de la page où elle se trouve , et enfin de l'édition dont on se sera servi , lorsque plusieurs en seront connues.

Les analyses suivantes sont données pour exemples :

1071:

Data 7^o calendis julii , anno dominicae incarnationis , indictione nona , anno autem ordinationis domini quarti Henrici regis decimo sexto , regni vero decimo quarto. Actum Aquisgrani.

Confirmation par l'empereur Henri IV à Théoduin , évêque de Liège , de la possession du comté de Hainaut , qu'il avait acquis , ainsi que de celle des abbayes et églises de Mons , St-Ghislain , Soignies , etc.

(Miræi , *Dipl.* III , 13.)

1131.

Actum Bronii feliciter anno dominicae incarnationis millesimo centesimo XXXI , indictione IX , concurrente III , epacte XX , imperante Lothario , anno regni ejus sexto , episcopatus nostri tertio.

Charte par laquelle Alexandre , évêque de Liège , rend compte

de l'exaltation du corps de saint Gérard, abbé de Broigne (*Bronii*), et fait la récapitulation des possesseurs de cette abbaye.

(*Miræi*, *Dipl.* I, 95).

1333.

Datum et actum Bruzellae, anno Domini millesimo trecentesimo tertio, in die b. Jacobi, apostoli.

Charte par laquelle Jean, duc de Lothier, de Brabant et de Limbourg, confirme, en faveur de Gérard, seigneur de Diest et châtelain d'Anvers, et de ses successeurs, toutes les concessions et privilèges accordés par ses prédécesseurs aux siens, et y ajoute le pouvoir de poursuivre, ou faire poursuivre par son écoutète, ceux qui commettraient des délits dans la juridiction de la ville de Diest.

(*Miræi*, *Dipl.* I, 218.)

ART. 8. Les personnes employées au dépouillement recevront une indemnité fixée provisoirement à quinze centimes par bulletin.

La Commission pourra proposer en outre de leur accorder des gratifications supplémentaires, proportionnées à l'intelligence et à la capacité dont elles auront fait preuve, ainsi qu'à la difficulté du travail qu'elles auront exécuté.

ART. 9. Tous les trois mois, chacune d'elles remettra à la Commission, rangés dans l'ordre chronologique par volume, et accompagnés de la liste détaillée des ouvrages dont ils présenteront le dépouillement, les bulletins formés par elle.

L'indemnité à laquelle elles auront droit, à raison du nombre de bulletins formés et remis, leur sera immédiatement payée.

ART. 10. Des dispositions ultérieures détermineront le mode et les principes d'après lesquels tous les bulletins devront être assemblés, coordonnés et révisés, pour en former la table chronologique générale destinée à être livrée à l'impression.

ART. 11. Expédition du présent arrêté sera adressée à la Commission, qui en communiquera les dispositions aux personnes employées à la formation de la table générale des chartes, etc.

Bruxelles, le 16 novembre 1858.

Comte DE TREUX.

IV.

*Arrêté ministériel du 29 mars 1848, portant règlement pour la
Commission royale d'histoire.*

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

Vu l'arrêté royal du 22 juillet 1834, organique de la Commission royale d'histoire ;

Vu les propositions de ladite Commission ,

ARRÊTE :

ART. 1^{er}. La Commission , composée de sept membres , nommés par le Roi , choisit dans son sein un président , un secrétaire et un trésorier.

ART. 2. Les membres de la Commission s'assemblent régulièrement à Bruxelles quatre fois l'an , dans les mois de janvier , avril , juillet et octobre , pour délibérer sur les matières soumises à leur examen , se concerter sur les publications qui font l'objet de leurs travaux , d'après le plan approuvé par le Ministre de l'intérieur , conformément à l'art. 2 de l'arrêté royal du 22 juillet 1834 , et s'aider mutuellement de leurs lumières et de leurs connaissances.

La Commission s'assemble extraordinairement , lorsque le président le juge convenable.

ART. 3. Le président met les matières en délibération , recueille les voix , et conclut au nom de la Commission.

En cas d'absence , il est remplacé par le doyen d'âge.

ART. 4. Il est publié un Compte-rendu ou Bulletin des séances de la Commission , dans lequel sont rapportés les sujets dont elle s'est occupée , et les communications qu'elle a reçues , en tant que celles-ci concernent l'histoire de la Belgique.

Aucune communication ne peut toutefois y être insérée , qu'après résolution prise par la Commission.

Le secrétaire est invité à continuer de placer, à la suite du compte-rendu, un bulletin bibliographique, où seront mentionnées les publications relatives à l'histoire de la Belgique, faites dans le royaume et à l'étranger, mais sans y exprimer d'opinion sur le mérite de ces ouvrages.

ART. 5. La Commission étant instituée uniquement à l'effet de rechercher et de mettre au jour les chroniques belges inédites, les membres éditeurs s'abstiennent d'introduire dans les publications qui leur sont confiées des matières étrangères au contenu du texte principal de l'ouvrage.

ART. 6. Les règles de publication arrêtées dans les séances de la Commission du 4 et du 16 août 1834, et imprimées dans le recueil de ses Bulletins, vol. 1^{er}, pp. 4, 5 et 6, seront strictement observées. Chaque volume à publier ne dépassera pas 100 feuilles in-4^o.

ART. 7. Aucune publication comprise dans le plan approuvé par le Ministre de l'intérieur, ne sera autorisée qu'après que le membre qui désirera en être chargé aura fait connaître, dans un rapport à la Commission, le plan qu'il se propose de suivre, ainsi que la nature et l'importance des documents qu'il croit devoir ajouter au texte principal. L'impression commencera, quand la copie d'un tiers de volume, au moins, pourra être livrée à l'imprimeur.

ART. 8. Les cartes et planches reconnues nécessaires, pour être jointes au texte des chroniques, ou de leurs appendices, ne seront confectionnées que lorsque la Commission en aura autorisé la dépense, sur évaluation approximative.

ART. 9. Tous les mois, l'imprimeur adressera à chaque membre de la Commission une bonne feuille de tout ce qu'il aura imprimé du texte des volumes de la collection.

ART. 10. Chaque membre reçoit un exemplaire sur grand papier et un exemplaire sur papier ordinaire des volumes de la collection, ainsi que six exemplaires du Bulletin. Il a droit, en outre, à vingt-cinq exemplaires, dits d'auteur, de chacun des ouvrages qu'il est chargé de publier.

ART. 11. La distribution et la mise en vente des volumes ne peuvent avoir lieu, en Belgique, que dix jours après leur présentation

au Roi , leur remise aux membres de la Commission et leur envoi dans les pays étrangers.

Art. 12. Les employés attachés à la Commission adressent au président, avant chaque assemblée trimestrielle, un rapport sur leurs travaux, pendant le trimestre qui a précédé.

La Commission elle-même adresse au Ministre de l'intérieur, à la fin de chaque année, un rapport général sur ses travaux.

Art. 13. La Commission s'abstient de porter un jugement sur les ouvrages imprimés d'auteurs vivants, quand ces ouvrages n'ont pas de rapport direct avec ses travaux.

Art. 14. Les résolutions et les pièces expédiées par la Commission, ou en son nom, sont signées par le président et par le secrétaire.

Art. 15. Le secrétaire est dépositaire des papiers et documents appartenant à la Commission ; il en tient inventaire.

Art. 16. Les comptes sont vérifiés par le trésorier et visés par le président et par le secrétaire.

Ils sont transmis ensuite au Ministre de l'intérieur, qui en soigne la liquidation.

Cependant une somme à déterminer par le Ministre de l'intérieur pourra être mise annuellement à la disposition de la Commission, pour faire face aux dépenses urgentes.

Il sera rendu un compte régulier de l'emploi de cette somme.

Art. 17. Les livres dont il est fait hommage à la Commission sont déposés à la Bibliothèque royale, contre le reçu du conservateur ; ils y formeront une section distincte sous le nom de *Fonds de la Commission royale d'histoire*, et seront, en tout temps, à la disposition des membres de la Commission. Les titres de ces livres, avec les noms des donateurs, sont imprimés dans le *Bulletin* (1).

Art. 18. Pour les cas d'urgence et de moindre importance, ainsi que pour les travaux relatifs à la confection de la table chronologique des chartes imprimées concernant l'histoire de la Belgique, les membres de la Commission domiciliés à Bruxelles, réunis à ceux

(1) Voyez ci-après l'arrêté ministériel du 8 juin 1847, qui modifie cet article.

qui s'y trouveraient temporairement, sont autorisés à prendre telles résolutions qu'ils jugeront convenir.

Il sera rendu compte à la Commission, à son assemblée ordinaire suivante, de ce qui aura été fait en conséquence de la présente autorisation.

Bruxelles, le 29 mars 1843.

NOTREMB.

V.

Rapport au Roi et arrêté royal du 1^{er} décembre 1843, maintenant la Commission d'histoire dans sa formation actuelle, mais la rattachant à l'Académie.

SIRE,

Par arrêté du 22 juillet 1834, Votre Majesté a créé une Commission, à l'effet de rechercher et de mettre au jour les chroniques belges inédites.

La Commission a dignement répondu au but de son institution. Elle a publié jusqu'aujourd'hui huit volumes de chroniques et dix volumes de Bulletins de ses séances.

Ces travaux, Sire, ont obtenu les suffrages du monde littéraire. Mais, jusqu'à présent, ils avaient été exécutés en dehors de l'Académie, quoique, par leur nature, ils paraissent appartenir à ce corps savant. En conséquence, il m'a semblé qu'il serait convenable de les faire rentrer dans le cercle de ses travaux.

Cette mesure est d'autant plus opportune, que Votre Majesté a assigné à chacune des trois classes de l'Académie un cercle de travaux bien distincts. Au premier rang de ceux qui sont confiés à la classe des lettres, se trouve l'histoire nationale. Dès lors, Sire, il paraît juste de lui donner aussi dorénavant la direction des recherches et des publications de la Commission d'histoire.

Il est, du reste, à remarquer que tous les membres de celle-ci font déjà partie de l'Académie, et rien ne sera changé à la consti-

tution actuelle de la Commission d'histoire, si ce n'est que ses travaux auront, dans le patronage de l'Académie, une garantie de plus aux yeux du monde savant.

C'est pour ces motifs, Sire, que j'ai l'honneur de soumettre à Votre Majesté le projet d'arrêté ci-joint.

Le Ministre de l'intérieur,

SYLVAIN VANDE WETER.

LÉOPOLD, ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, salut.

Vu notre arrêté de ce jour, portant réorganisation de l'Académie royale des sciences, des lettres et des beaux-arts de Belgique;

Revu notre arrêté du 22 juillet 1834, instituant une Commission à l'effet de rechercher et mettre au jour les chroniques belges inédites;

Sur le rapport de notre Ministre de l'intérieur,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

ART. 1^{er}. La Commission prérappelée, dans sa formation actuelle et avec son budget spécial, est maintenue.

Elle rentre dans le sein de l'Académie, et sa correspondance est soumise aux dispositions arrêtées pour cette Compagnie.

Il en est de même de ses archives.

Ses publications serviront de complément à celles de l'Académie.

ART. 2. Notre Ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Laeken, le 1^{er} décembre 1845.

LÉOPOLD.

Par le Roi :

Le Ministre de l'intérieur,

SYLVAIN VANDE WETER.

VI.

Arrêté royal du 30 janvier 1847, portant création d'un Bureau paléographique sous la direction de la Commission royale d'histoire.

LÉOPOLD, ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, salut.

Sur le rapport de notre Ministre de l'intérieur,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

ART. 1^{er}. Il est annexé à la Commission royale d'histoire, et sous la haute direction de celle-ci, un Bureau paléographique.

ART. 2. Ce Bureau est chargé de satisfaire aux demandes qui lui seront faites, tant par les administrations publiques que par les particuliers, et qui auront pour objet des transcriptions, des vérifications, des extraits, des analyses de textes, des traductions, des renseignements empruntés aux manuscrits et aux archives.

ART. 3. Le personnel se compose d'un chef de bureau et d'un certain nombre d'attachés.

ART. 4. Le chef de bureau seul est salarié; il est nommé par nous, et son traitement est fixé par l'arrêté de sa nomination.

ART. 5. Les attachés sont nommés par le Ministre de l'intérieur; ils doivent être au moins candidats en philosophie et lettres; ils sont exercés dans l'interprétation des manuscrits, dans leur transcription et, généralement, dans tout ce qui tient à la paléographie, surtout à la paléographie nationale.

ART. 6. Les attachés n'ont point de traitement; ils font gratuitement les copies et les recherches demandées par les départements ministériels pour le service de l'administration: mais celles qui sont exécutées pour des particuliers, ou pour des institutions littéraires ou scientifiques, leur sont payées suivant un tarif à établir.

ART. 7. Le nombre des attachés ne pourra dépasser six; il sera, pour commencer, limité à deux, et augmenté successivement, suivant que les travaux du Bureau en feront sentir la nécessité.

ART. 8. La Commission royale d'histoire proposera à notre Ministre de l'intérieur les mesures réglementaires pour l'organisation du Bureau.

ART. 9. Notre Ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Paris, le 30 janvier 1847.

LÉOPOLD.

Par le Roi :

Le Ministre de l'intérieur,

Comte DE TREUX.

VII.

*Arrêté royal du 30 janvier 1847, nommant M. Émile Gachet
chef du Bureau paléographique.*

LÉOPOLD, ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, salut.

Vu l'art. 4 de Notre arrêté de ce jour, annexant un Bureau paléographique à la Commission royale d'histoire;

Sur la proposition de notre Ministre de l'intérieur,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

ART. 1^{er}. Le sieur Émile Gachet, attaché à ladite Commission, est nommé chef du Bureau paléographique.

ART. 2. Il jouira, en cette qualité, d'un traitement annuel de trois mille francs (3,000 francs).

ART. 3. Notre Ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Paris, le 30 janvier 1847.

LÉOPOLD.

Par le Roi :

Le Ministre de l'intérieur,

Comte DE TREUX.

VIII.

Arrêté ministériel du 8 juin 1847, modifiant l'art. 17 du règlement intérieur de la Commission d'histoire.

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

Revu l'arrêté ministériel du 29 mars 1845, approuvant le règlement intérieur de la Commission royale d'histoire ;

Vu la proposition de ladite Commission,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. L'art. 17 du dit règlement est modifié de la manière suivante :

- « A l'avenir, les ouvrages dont il sera fait hommage à la Commission seront déposés à la bibliothèque de l'Académie, à l'exception de ceux dont le commencement a été envoyé à la Bibliothèque royale, qui continuera à en recevoir la suite. Les titres de ces ouvrages et les noms des donateurs seront insérés au *Bulletin*. »

Bruxelles, le 8 juin 1847.

Comte DE TREUX.

IX.

*Arrêté ministériel du 9 août 1847, portant règlement pour le
Bureau paléographique.*

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

Vu l'article 8 de l'arrêté royal du 30 janvier 1847, instituant un Bureau paléographique ;

Vu les mesures réglementaires pour l'organisation de ce Bureau, présentées par la Commission royale d'histoire,

ARRÊTE :

ART. 1^{er}. L'institution du Bureau paléographique a pour objet : 1° de faciliter les publications de la Commission royale d'histoire ; 2° de satisfaire aux demandes du gouvernement, des administrations publiques et des particuliers, en ce qui concerne des transcriptions, des vérifications, des extraits, des analyses de textes, des traductions, des renseignements, etc., empruntés aux manuscrits et aux archives.

ART. 2. Le Bureau s'occupe de préférence des travaux qui lui sont confiés par la Commission.

Le chef de ce Bureau est spécialement chargé : 1° de la réunion et de la mise en ordre des bulletins destinés à la rédaction de la table chronologique des diplômes relatifs à l'histoire de la Belgique, conformément à l'arrêté royal du 8 décembre 1837 (*Bulletins*, tom. II, page 42) ; 2° de la confection des tables analytiques des matières contenues dans le compte-rendu des séances de la Commission ; 3° de celle des tables qu'il sera jugé utile de joindre aux volumes de la collection des chroniques.

ART. 3. Les attachés au Bureau paléographique sont nommés et

révoqués par le Ministre de l'intérieur, sur la proposition de la Commission.

Ils devront être au moins candidats en philosophie et lettres.

ART. 4. Le Bureau est ouvert tous les jours non fériés, de neuf à trois heures.

ART. 5. Une fois par semaine au moins, le chef entretient les attachés de la théorie de la paléographie et de tous les détails historiques qui s'y rapportent.

Il s'occupe principalement, dans ses démonstrations, des principes de la paléographie nationale.

ART. 6. Toute demande que des départements ministériels, des administrations publiques, des corps littéraires, ou des particuliers, auraient à adresser au Bureau, doit être faite par écrit.

ART. 7. Les travaux que le Bureau exécute, soit pour la Commission royale d'histoire, soit pour les départements ministériels, sont gratuits.

Ceux qui lui sont demandés par des administrations publiques, des corps littéraires, ou des particuliers, sont rétribués, savoir :

Les transcriptions à raison de 40 centimes la page de trente lignes, et la ligne de trente lettres au moins, lorsque les pièces sont en langue française, et que le texte ne présente pas de difficulté sérieuse, et de 50 à 70 centimes, lorsque les pièces sont dans une autre langue, ou d'une écriture difficile à déchiffrer ;

Les recherches, vérifications, analyses, traductions, extraits et renseignements de tout genre, à raison de 1 fr. 50 c. par heure de vacation.

ART. 8. Les transcriptions sont revues par le chef du Bureau, qui les certifie conformes.

Il signe de même tous les renseignements qu'il fournit, ainsi que les comptes et reçus délivrés aux intéressés.

ART. 9. Le chef du Bureau tient registre de toutes les demandes qui lui sont adressées, et de la suite qui leur a été donnée.

Il tient un second registre, dans lequel il renseigne les sommes qu'il reçoit, avec indication des administrations, des corps ou des particuliers qui les ont payées, et des motifs de chaque paiement.

ART. 10. A la fin du mois de mars, de juin, de septembre et de

décembre de chaque année, le chef du Bureau adresse à la Commission un rapport détaillé sur les travaux qui ont été exécutés pendant le trimestre, ainsi que sur la part qu'y a prise chacun des attachés.

Il joint à ce rapport l'état des sommes reçues et celui des paiements faits pour frais de matériel.

Dans les rapports de juin et de décembre, il propose la répartition de l'excédant entre les attachés, selon le degré d'intelligence et de zèle dont chacun d'eux a fait preuve.

Le Ministre de l'intérieur prononce sur cette répartition, la Commission entendue.

ART. 11. La Commission peut, pour les publications qui lui sont confiées, charger le chef et les attachés du bureau de recherches et de transcriptions dans des villes étrangères.

Dans ce cas, il leur est alloué une indemnité, qui est fixée par le Ministre de l'intérieur, sur la proposition de la Commission.

ART. 12. Le chef et les attachés du Bureau ne peuvent s'absenter sans l'autorisation de la Commission.

ART. 13. La Commission royale d'histoire est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 9 août 1847.

Comte DE TREUX.

X.

*Arrêté ministériel du 8 septembre 1847, nommant M. Gigot
attaché au Bureau paléographique.*

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

Vu l'art. 3 de l'arrêté royal du 30 janvier dernier, annexant un Bureau paléographique à la Commission royale d'histoire ;

(27)

Sur la proposition de ladite Commission ,

ARRÊTÉ :

Le sieur Gigot est nommé attaché au bureau paléographique.
Bruxelles, le 8 septembre 1847.

CH. ROSIER.

XI.

*Arrêté royal du 14 février 1848, concernant les frais de route
et de séjour du chef et des attachés du Bureau paléographique.*

LÉOPOLD, ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, salut.

Sur le rapport de notre Ministre de l'intérieur ,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

ART. 1^{er}. Notre arrêté du 31 mars 1833, qui règle les frais de route et de séjour des fonctionnaires, employés et gens de service du département de l'intérieur est applicable au chef et aux attachés du Bureau paléographique.

Le chef de ce Bureau est assimilé, pour la liquidation des frais de route, aux commis de 1^{re} classe, et les attachés du même Bureau aux commis de 2^e classe du Ministère de l'intérieur.

ART. 2. Notre arrêté du 1^{er} septembre 1841, qui réduit de moitié les frais de route, pour les voyages qui se font par le chemin de fer, leur est également applicable.

(28)

ART. 3. Notre Ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 14 février 1848.

LEOPOLD.

Par le Roi :

Le Ministre de l'intérieur,

CH. ROGIER.



COMPTE-RENDU DES SÉANCES
DE LA
COMMISSION ROYALE D'HISTOIRE,
OU
RECUEIL DE SES BULLETINS.

DEUXIÈME SÉRIE.

TOME PREMIER. — 1^{er} BULLETIN.

Séance du 7 mai 1850.

Présents : MM. le baron DE GERLACHE, président;
GACHARD, trésorier, faisant fonctions de
secrétaire;
le chanoine DE RAM,
le chanoine DE SMET;
BORMANS.

Absent : M. DU MORTIER.

La Commission apprend, avec une vive douleur, la
perte qu'elle a faite dans la personne de son secrétaire,
M. le baron de Reiffenberg, enlevé aux sciences et aux
lettres le 18 avril dernier.

La Commission doit un tribut particulier de regrets à la mémoire du savant distingué, de l'écrivain ingénieux et fécond qui vient de lui être ravi. Membre de la première Commission d'histoire instituée en 1826, et à laquelle les événements de 1830 ne permirent pas d'accomplir sa tâche, ce fut M. de Reiffenberg qui, en 1834, provoqua, dans un mémoire adressé à M. Rogier, alors comme aujourd'hui, ministre de l'intérieur, la création de la Commission actuelle, et il prit à ses travaux la part la plus active et la plus brillante. Sept volumes de chroniques, de légendes, de poèmes historiques, mis en lumière par lui, et un nombre infini de notices et d'appréciations littéraires répandues dans les seize tomes du *Bulletin*, sont là pour attester l'érudition, autant que la fécondité de M. de Reiffenberg. Les prolégomènes qu'il ajoutait aux anciens documents dont il se faisait l'éditeur, formaient de véritables traités de philologie et d'histoire : c'était là qu'il étalait, avec la merveilleuse facilité dont le ciel l'avait doué, les trésors d'une science aussi variée que solide. Telle était l'ardeur qui l'animait pour l'étude, qu'alors même que la maladie qui l'a conduit au tombeau avait fait d'effrayants progrès, il ne songeait qu'à continuer sa grande *Collection des monuments de l'histoire de Hainaut, de Namur et de Luxembourg* : ses collègues, qui sentaient la nécessité de lui épargner des travaux pénibles, avaient dû recourir à des prétextes spécieux, pour arrêter l'impression d'un volumineux manuscrit préparé par ses soins.

La Commission ne perd pas seulement, dans M. de Reiffenberg, un coopérateur instruit, actif, plein de zèle pour les investigations historiques; ses membres perdent aussi en lui un collègue dont l'aménité de caractère et l'esprit conciliant ne se démentirent jamais dans leurs réunions.

La Commission vote des remerciements à M. Gachard, pour l'hommage que, au nom de ses confrères, il a déposé sur la tombe de M. de Reiffenberg.

Elle prend la résolution d'écrire une lettre de condoléance à madame la baronne de Reiffenberg.

Elle nomme aux fonctions de secrétaire M. Gachard, qui conservera sa qualité de trésorier.

Elle décide que, pour la place devenue vacante dans son sein, elle soumettra une proposition à M. le Ministre de l'intérieur.

CORRESPONDANCE.

Par des dépêches en date du 18 et du 30 avril, M. le Ministre de l'intérieur consulte la Commission sur deux demandes qui lui ont été adressées : l'une tendante à obtenir gratuitement les Chroniques et le Bulletin des séances ; l'autre ayant pour objet l'obtention d'un subside, afin de livrer à l'impression des manuscrits qui n'ont pas encore vu le jour.

La Commission fera connaître à M. le Ministre son avis sur ces deux demandes.

— Le secrétaire perpétuel de la Société des antiquaires de Picardie, par lettre du 24 avril, adresse à la Commission le tome II, 6^e série, des *Coutumes locales du bailliage d'Amiens, rédigées en 1507, et publiées, d'après les manuscrits originaux*, par M. A. Bouthors, greffier en chef de la Cour d'appel d'Amiens.

En faisant cet envoi, il témoigne le désir, au nom de la Société, de recevoir un assez grand nombre de numéros du *Bulletin* qui ne lui sont pas parvenus.

La Commission décide que les numéros réclamés seront, s'il est possible de les réunir, adressés à la Société des antiquaires de Picardie.

AFFAIRES INTÉRIEURES.

Il est résolu d'écrire à M. le Ministre de l'intérieur, pour lui rappeler la nécessité de rassembler, dans un local spécial, tout le fonds des chroniques, et d'en tenir une comptabilité régulière.

BULLETIN DES SÉANCES.

Le secrétaire fait connaître que le bulletin de la séance du 8 avril, actuellement sous presse, complètera le tome XVI de la collection.

A cette occasion, un membre propose que, à dater de la séance d'aujourd'hui, le Bulletin forme une nouvelle série, et que la table alphabétique des matières, dont la rédaction a été confiée à M. Émile Gachet, chef du Bureau paléographique, comprenne la totalité des seize volumes qui seront achevés prochainement : de manière que la première série soit composée de 16 volumes de texte et d'un volume de table.

Cette proposition, après avoir été mûrement discutée, est adoptée à l'unanimité.

— La Commission décide qu'elle revisera, dans sa prochaine séance trimestrielle, la liste des corps et établissements scientifiques et littéraires, ainsi que des particuliers, qui reçoivent gratuitement le Bulletin.

Séance du 2 août 1850.

Présents : MM. le baron DE GERLACHE, président;
GACHARD, secrétaire-trésorier;
le chanoine DE RAM;
le chanoine DE SMET;
BORMANS.

Absent : M. DU MORTIER.

La séance est ouverte à neuf heures.

Les procès-verbaux des séances des 8 avril et 7 mai sont lus et approuvés.

— Le secrétaire fait connaître que, le 11 mai dernier, M. le baron Frédéric de Reiffenberg lui a délivré les archives et le sceau de la Commission, ainsi que divers documents manuscrits, quelques volumes de la collection des Chroniques et le fonds des Bulletins. Il met sous les yeux de la Commission l'inventaire qui a été dressé des archives.

La Commission décide que copie de cet inventaire sera transmise à M. le secrétaire perpétuel de l'Académie, pour satisfaire au § 3 de l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1845.

OUVRAGES OFFERTS A LA COMMISSION.

Il est fait hommage à la Commission :

Par M. Vreede, professeur de droit des gens à l'univer-

TOME I.

sité d'Utrecht, de la *Correspondance diplomatique et militaire du duc de Marlborough, du grand-pensionnaire Heinsius et du trésorier général des Provinces-Unies, Jacques Hop*, etc., pendant les années 1706 et 1707 : 1 vol. in-8°;

Par la Société de l'histoire de France, des n^{os} 4, 5 et 6 du *Bulletin* de 1850;

Par la Société archéologique de Namur, de la 3^e livraison du tome I^{er} de ses *Annales*;

Par la Société historique et littéraire de Tournai, du n^o 1, décembre 1849, des *Tablettes tournaisiennes historiques et littéraires*, et du fascicule 2 du tome I^{er} de ses *Mémoires*;

Par M. Nijhoff, à Arnhem, de la 2^e livraison du tome V des *Bijdragen voor vaderlandsche geschiedenis en oudheidskunde*.

Aux termes du règlement, ces ouvrages seront déposés à la Bibliothèque de l'Académie, à l'exception de ceux dont le commencement a été envoyé à la Bibliothèque royale.

CORRESPONDANCE.

Par une dépêche du 15 juin, M. le Ministre de l'intérieur a informé la Commission qu'il approuvait entièrement les mesures proposées par elle pour la régularisation de la comptabilité relative au fonds des Chroniques belges, et qu'en conséquence, elle pouvait les faire réunir et déposer dans un des locaux des Archives du royaume, sous la surveillance du secrétaire-trésorier.

Par une autre dépêche du 8 juillet, M. le Ministre a fait parvenir à la Commission 341 volumes de la collec-

tion des Chroniques, appartenant aux divers ouvrages publiés, et qui étaient en dépôt chez le libraire Berthot, à Bruxelles.

Le bureau s'est empressé de répondre à M. le Ministre que la Commission prendrait les mesures nécessaires pour remplir ses intentions; qu'elle s'occuperait aussi de constater la situation du fonds des Chroniques, et qu'aussitôt que cette opération serait terminée, elle lui en communiquerait les résultats.

— Par une troisième dépêche, en date du 20 juillet, M. le Ministre de l'intérieur porte à la connaissance de la Commission qu'il accorde à M. de Godefroy, à Lille, la collection des Chroniques, en échange de différents volumes manuscrits qui seront cédés par lui aux Archives du Royaume.

— M. le docteur Oettinger, directeur de la Bibliothèque de l'université de Fribourg en Brisgau, écrit, en date du 4 mai, pour réclamer les tomes II, III et VI des *Monuments de l'histoire des provinces de Hainaut, de Namur et de Luxembourg*, recueillis par feu M. de Reiffenberg.

Il lui sera répondu que ces volumes n'ont pas été publiés encore.

— Le Bureau s'était adressé à l'administration communale de Courtrai, afin d'obtenir en communication deux manuscrits appartenants à la Bibliothèque *Goethals-Ver-cruysse* en cette ville, savoir : le *Compte de la dépense ordinaire et extraordinaire de Philippe le Bon, duc de Bourgogne, en 1427*, et le *Compte du maître de la chambre aux deniers du même prince, en 1441*.

MM. les bourgmestre et échevins de Courtrai, ainsi que M. Goethals-Danneel, fils du donateur de cette riche bibliothèque, ont accédé, avec une obligeance parfaite, au désir de la Commission. Par des lettres du 12 et du 13 juillet, ils lui ont fait parvenir, non-seulement les deux manuscrits demandés, mais encore un troisième volume, renfermant le *Compte du maître de la chambre aux deniers de l'archiduc Philippe le Beau, en 1497*.

Le bureau a adressé à MM. les bourgmestre et échevins de Courtrai et à M. Goethals-Danneel les remerciements de la Commission.

— M. le baron de Gerlache communique une dépêche qu'il a reçue de M. le Ministre de l'intérieur, concernant le *Miroir des nobles de la Hesbaie*, de d'Hemricourt, dont M. Vasse se propose de donner une nouvelle édition.

La Commission s'en réfère, relativement à ce projet de publication, à l'avis exprimé par la classe des lettres de l'Académie, dans une de ses dernières séances.

AFFAIRES INTÉRIEURES.

Le secrétaire-trésorier présente :

1° Un tableau offrant la situation du fonds des Chroniques belges, à la date de ce jour;

2° Un relevé méthodique des décisions ministérielles qui, depuis la création de la Commission, ont accordé la collection des Chroniques à des établissements, à des corps, ou à des particuliers.

La Commission décide que copie de ces deux pièces sera transmise à M. le Ministre de l'intérieur, accompa-

gnée de quelques observations. M. le Ministre sera informé en même temps que les instructions convenables ont été données à l'employé chargé de la comptabilité des Chroniques, pour qu'à l'avenir cette comptabilité soit tenue avec tout l'ordre et la régularité qu'on peut désirer.

RAPPORTS.

M. Gachard fait le rapport suivant sur une notice que M. Bakhuizen van den Brink a adressée à la Commission, et qui est intitulée : *La retraite de Charles V, analyse d'un manuscrit espagnol contemporain, par un religieux de l'ordre de S'-Jérôme à Yuste* :

« Un savant hollandais, qui, depuis plusieurs années, se livre, avec autant de sagacité que de persévérance, à des recherches historiques dans nos archives et nos bibliothèques, M. Bakhuizen van den Brink, a fait récemment, au palais de justice, en fouillant les papiers de l'ancienne cour féodale de Brabant, une découverte aussi intéressante qu'inespérée : il a trouvé une relation du séjour et de la mort de Charles-Quint au monastère de Yuste, écrite en espagnol par un des religieux de ce monastère.

» La Commission n'ignore pas qu'il existe déjà une relation des mêmes événements, rédigée par le prieur du couvent de Yuste, fray Martin de Angulo, à la demande de la princesse doña Juana, fille de l'Empereur, gouvernante des royaumes d'Espagne : Sandoval en a fait usage dans son *Historia de la vida y hechos de Carlos V*, et, comme

je l'ai annoncé en 1844 (1), il y en a, à la Bibliothèque nationale de Madrid, une copie textuelle que j'ai fait transcrire.

» La Commission sait aussi que, dans les archives royales de Simancas, on conserve les lettres écrites à la princesse doña Juana et au secrétaire d'État Juan Vasquez de Molina, durant la retraite de Charles-Quint à Yuste, tant par l'Empereur lui-même, que par Luis Quijada, son majordome, par Martin de Gastelú, son secrétaire, et par le docteur Mathys ou Mathisius, son médecin (2).

» La relation dont la découverte est due à M. Bakhuizen, servira à jeter de nouvelles lumières sur un événement dont les moindres détails exciteront toujours un vif intérêt.

» Cette relation, qui n'est vraisemblablement qu'une copie, contient, selon ce que nous apprend M. Bakhuizen, 45 pages in-folio, d'une écriture très-serrée, paraissant appartenir à la fin du XVI^e siècle, ou au commencement du XVII^e. Elle ne porte pas de nom d'auteur, et toutes les investigations auxquelles M. Bakhuizen s'est livré, n'ont pu le mettre sur la voie de celui qui l'a écrite : il conjecture seulement qu'elle a été rédigée vers l'année 1574. Du reste, il ne doute pas que le religieux dont elle est l'ouvrage, n'ait puisé, dans ses propres souvenirs, les détails qu'il y a consignés : « Hiéronymite lui-même, dit M. Bakhuizen, » il n'a pas quitté le couvent de Yuste depuis le moment où » Charles V conçut le projet d'y séjourner jusqu'à l'heure

(1) *Bulletins de la Commission royale d'histoire*, tom. IX, p. 246.

(2) Voy., dans les *Bulletins de l'Académie royale de Belgique*, tom. XII, 1^{re} partie, p. 29-38, ma *Note sur les Commentaires de Charles-Quint*.

» où les restes mortels de l'Empereur furent, seize ans
» après sa mort, transportés à l'Escorial, pour y être
» réunis, dans un mausolée commun, avec ceux de sa fa-
» mille. Attaché plus spécialement à son service durant
» sa retraite, il a été présent aux principaux événements
» qui marquèrent ses dernières années, et a assisté à sa
» mort. Lui quatrième, il eut la charge de veiller auprès
» du corps du défunt, jusqu'au moment de l'ensevelir,
» et, plus tard, il partagea, avec sept de ses frères en
» religion, l'honneur de l'accompagner, du sépulcre pro-
» visoire de Yuste, jusqu'à sa dernière demeure au palais
» de S'-Laurent. »

» Le narrateur anonyme a divisé son travail en qua-
rante-neuf chapitres : le premier concerne le mariage de
Philippe II avec Marie Tudor, en 1554; le dernier traite
de la réception qui fut faite à l'Escorial, en 1574, au corps
de Charles V et à celui de sa sœur la reine Éléonore.

» Dans la notice qu'il a présentée à la Commission,
M. Bakhuizen n'a pas voulu donner une traduction de ce
long récit, et il a eu raison : il se contente d'en offrir une
analyse, qu'il fait précéder de considérations générales,
et qu'il accompagne de remarques critiques.

» Une analyse n'est pas susceptible d'être analysée. Je
me bornerai donc à dire que, dans plusieurs des chapi-
tres de sa relation, le religieux hiéronymite rapporte des
particularités véritablement neuves, et auxquelles sa po-
sition de témoin oculaire donne le cachet de l'authenti-
cité. Le bon moine se trompe toutefois, lorsqu'il avance
que, à Yuste, Charles-Quint s'abstint entièrement d'affaires
séculières : les correspondances conservées à Simancas
lui donnent tort sur ce point. Il n'est pas étonnant, du
reste, et M. Bakhuizen en fait lui-même la remarque,

qu'il ait ignoré ce qui se passait dans le cabinet de l'Empereur : « Les vues de notre anonyme, dit M. Bakhuizen, » ne s'étendent guères au-delà de l'enceinte de son cou- » vent : observateur et rapporteur exact de ce que la vie » ascétique du monarque lui offrait de remarquable, sa » position, ou sa modestie, lui interdisait de pénétrer » dans le cabinet de l'homme politique. »

» Les chapitres les plus curieux, sans contredit, sont le XXXIII^e, intitulé : *Comment Sa Majesté ordonna de faire à Yuste les obsèques de ses aïeux et les siennes, ainsi que celles de l'Impératrice, sa très-chère épouse*, et le XXXVI^e, intitulé : *Comment Barthélemi Carranza, archevêque de Tolède, avec d'autres grands seigneurs, se trouva à Yuste au moment de la mort de Sa Majesté*. Je dirai deux mots du premier.

» J'ai fait connaître, dans une autre occasion (1), le démenti formel donné aux historiens qui ont avancé que Charles-Quint fit célébrer ses propres obsèques, — par don Tomás Gonzalez, garde des archives de Simancas; j'ai aussi reproduit (2), d'après la leçon conservée à la Bibliothèque nationale de Madrid, un passage de la relation de fray Martin de Angulo, dont il résulte que l'Empereur eut l'intention de faire célébrer ses obsèques en sa présence, mais qui laisse le lecteur indécis sur le point de savoir si cette intention fut suivie d'effet. Selon notre religieux hiéronymite, la question ne serait plus douteuse : non-seulement il raconte que la célébration des obsèques de Charles-Quint

(1) *Note sur le séjour de Charles-Quint au monastère de Yuste*, dans les *Bulletins de l'Académie royale de Belgique*, t. XII, 1^{re} partie, p. 241-261.

(2) *Ibid.*

eut lieu, ce monarque présent; mais encore ce fait est accompagn^é, dans son récit, de circonstances qui lui donnent une grande autorité.

» En résumé, et sans décider, comme le fait M. Bakhuizen, si la relation du religieux anonyme l'emporte sur celle du prieur Martin de Angulo, il faut reconnaître qu'elle mérite toute l'attention des écrivains qui voudront retracer l'histoire du grand Empereur auquel la Belgique peut se glorifier d'avoir donné le jour.

» Quant aux considérations dont M. Bakhuizen a accompagné l'extrait analytique du manuscrit qu'il a découvert, elles attestent une profonde étude du sujet et des connaissances historiques peu communes.

» J'ai l'honneur de proposer à la Commission l'insertion, dans le *Bulletin* de cette séance, de la notice de M. Bakhuizen. »

Cette proposition est adoptée.

COLLECTION DES CHRONIQUES.

Le secrétaire fait connaître que, en exécution de la résolution du 7 janvier, une partie du manuscrit du *Voyage de Philippe le Beau en Espagne en 1501* a été remise à l'imprimeur, mais que l'impression en a été retardée jusqu'ici, et le sera encore pendant quelques jours, M. Hayez s'étant déterminé à renouveler tout le matériel employé à la publication des Chroniques.

— La Commission, désirant orner d'un portrait de Philippe le Beau, exécuté par notre école royale de gravure, les relations des deux voyages de ce prince en Espagne, et

ne connaissant dans le pays aucun portrait original de l'Archiduc, prend la résolution d'écrire à M. le Ministre de l'intérieur, afin que la légation belge à Vienne soit chargée de s'enquérir s'il n'en existe pas dans les galeries impériales ou les musées de cette capitale.

— M. Bormans est autorisé à faire transcrire, soit pour l'insérer dans le 5^e volume des *Brabantsche Yeesten*, soit pour en faire l'objet d'une publication séparée, la chronique en vers portant pour titre : *Orloghe tusschen den hertoch van Brabant Godevaert ende d'heeren van Mechelen en Grimberghen*, copiée, en 1620, par Philippe de l'Espinoy, sur un très-ancien manuscrit en parchemin.

— M. Em. Gachet, chef du Bureau paléographique, satisfaisant à la résolution du 8 avril, adresse à la Commission le rapport suivant :

« MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

» Dans une des dernières séances de la Commission royale d'histoire, j'ai été chargé de rechercher s'il n'existait à la Bibliothèque royale aucune chronique de Flandre inédite, qui pût figurer dans le *Corpus chronicorum Flandriae*. Une maladie longue et grave est venue tout à coup interrompre mes travaux, au moment où j'allais vous adresser ma réponse, et c'est après plus de trois mois qu'il m'est enfin permis de reprendre la plume et de satisfaire à votre demande.

» Qu'il me soit permis d'abord de rappeler à la Commission d'histoire que je lui ai déjà signalé, à plusieurs reprises, des chroniques de Flandre dont personne jusqu'ici

ne s'est occupé. Je citerai entre autres le *Rapiarium* d'Adrien de But, qui compléterait, suivant moi, ce que M. le chanoine de Smet a déjà publié de ce chroniqueur. Abrégé de la volumineuse chronique de Brando, cet ouvrage pourrait ne pas être imprimé tout entier; l'éditeur y puiserait, par exemple, tous les détails biographiques relatifs à de But, et n'imprimerait que la partie contenant les faits de son temps. Si je propose d'agir ainsi, c'est que je suppose à la Commission d'histoire l'intention de ne pas négliger dans ses publications la chronique, un peu longue, il est vrai, du fameux Brando. Malheureusement le manuscrit de la Bibliothèque royale n'étant pas complet, il conviendra d'attendre, dans l'espoir que le premier volume se retrouvera.

» Un autre manuscrit que j'ai aussi indiqué dans un de mes rapports, et qui formerait un véritable appendice à la chronique de Li Muisis, c'est une chronique intitulée : *Croniques de Franche, d'Angleterre, de Lille et spécialement de Tournay*. Elle commence à l'an 1001, mais elle est très-sommaire pour les premiers temps; c'est seulement au XIV^e et au XV^e siècle que l'auteur entre dans des détails fort circonstanciés, surtout pour la ville de Tournai. Cette chronique se termine à 1431. Nélis l'a fait copier pour la publier, et la Bibliothèque possède cette copie.

» Un autre manuscrit acquis plus récemment et dont M. le baron de Reiffenberg avait fait faire, je crois, la copie, conviendrait mieux encore à M. le chanoine de Smet, pour compléter le volume préparé. C'est aussi une chronique de France, d'Angleterre, de Flandre et de Tournai. Elle commence à l'an 1294, avec l'histoire des démêlés de Guy de Dampierre et de Philippe le Bel. L'auteur y donne de nombreux détails sur les guerres de cette époque, puis

sur l'administration de Jacques d'Artevelde et les troubles de Gand, sur la guerre d'Édouard d'Angleterre et de Philippe de France, les Jacques de Beauvoisis, et la guerre contre le roi de Navarre.

» C'est surtout à compter du fol. 70 que l'on y trouve des détails sur l'histoire de Tournai, le tout entremêlé du récit des principaux faits relatifs à la France et à l'Angleterre.

» Vers le fol. 113, on revient à l'histoire du comté de Flandre, et nous lisons le récit des troubles qui agitent le pays sous le comte Louis. Enfin, dès le fol. 129, l'histoire de Tournai prend le dessus et occupe presque le reste du manuscrit jusqu'à l'an 1458. Nous rappellerons, comme exemples ou comme spécimens de cette chronique, divers extraits publiés par M. le baron de Reiffenberg dans les *Bulletins* de l'Académie de Belgique.

» Le manuscrit est un petit in-4° qui doit avoir été composé à Tournai, mais dont l'auteur n'est pas connu de nous. Il se compose de 269 feuillets ou de 538 pages. A la fin se trouvent transcrits : 1° les réponses de Charles VII aux ambassadeurs de Philippe le Bon, tant à cause de lui que du dauphin ; 2° une lettre sur les tremblements de terre du royaume de Naples ; 3° une épitaphe de Louis XI, en vers ; 4° enfin, un mandement obtenu du roi, dit le copiste, par les félons bourgeois de Tournai.

» Je crois, monsieur le Président, que ce manuscrit, dont la copie est toute prête et sera certainement retrouvée dans les papiers de M. de Reiffenberg, conviendrait mieux qu'aucun autre à former le complément du volume de M. de Smet. Il porte, à la Bibliothèque royale, le n° 19684. J'ai oublié de vous dire qu'il est en français.

» Un petit manuscrit en latin, composé de trente-huit

feuillet, a aussi attiré mon attention. Il commence à la mort de Jeanne de Constantinople, et finit à la conquête du Brabant par Louis de Male en 1356. M. de Reiffenberg, qui en a fait l'acquisition pour la Bibliothèque, le considérait comme très-curieux. J'y ai vu en effet des détails assez circonstanciés sur les faits relatifs à Jacques d'Artevelde. Ce manuscrit porte le n° 18417.

» Il est encore une publication que je prends la liberté de proposer à M. le chanoine de Smet. Il a imprimé, dans le premier volume du *Corpus chronicorum Flandriae*, quelques chapitres des antiquités de Flandre de Wielant, et, d'après ce que j'ai ouï dire, d'après l'opinion d'un grand nombre de personnes, c'est l'ouvrage tout entier que l'on attend maintenant de lui. Les manuscrits de Wielant sont nombreux; il faudrait tâcher de se procurer les plus exacts et les plus complets (1), et l'on ferait alors à coup sûr une publication des plus intéressantes et des plus utiles.

» Un examen rétrospectif de quelques-uns des travaux exécutés il y a quelques années me rappelle le manuscrit de Saint-Bavon publié aussi par M. le chanoine de Smet. On sait que cette chronique passa longtemps pour être du XII^e siècle, sur la foi de Nélis et de De Bast. Il a été démontré depuis que cet ouvrage est du XV^e siècle; mais s'est-on assuré qu'il n'existait pas de chronique de Saint-Bavon antérieure à cette époque? Outre les annales de Saint-Bavon, qui sont du XIV^e siècle, et que M. de Smet a aussi publiées, ne trouverait-on pas, dans le manuscrit de la Bibliothèque d'Amiens, intitulé : *Chronicon S^{ci} Bavonis Gandensis*, ou

(1) M. Warnkoenig signale surtout le manuscrit d'Arras comme le plus complet qu'il eût vu.

dans celui de Laon : *Bavonis, historia sui temporis*, des copies ou des originaux plus anciens de cette chronique du XII^e siècle, qui a sans doute existé ?

» Quoique j'aie déjà signalé à la Commission d'histoire une chronique de Flandre, dont s'est servi M. Edward Le Glay, lorsqu'il a écrit son histoire, je ne puis m'empêcher d'y revenir encore : d'abord parce que, à en juger par les extraits donnés par M. Le Glay, l'auteur y entre dans les détails les plus intéressants, et de plus, parce que j'ai vu moi-même ce manuscrit entre les mains de M. Le Glay. C'est un petit in-folio vélin à deux colonnes, et la chronique est divisée par chapitres. C'est véritablement un ouvrage capital.

» Sans parler des chartes nombreuses qui sont aux Archives de l'ancienne chambre des comptes à Lille, et qui ne doivent pas nous préoccuper maintenant, j'y ai vu des documents d'une haute importance sur les d'Avesnes et les Dampierre, qui seraient tout à fait de nature à entrer dans la collection formée par M. de Smet. M. le docteur Le Glay m'a signalé, en outre, il y a quelque temps, un compte en rouleau des dépenses de l'hôtel, qui remonte à une très-haute antiquité, et dont la lecture lui semblait d'une grande difficulté.

» Voilà, monsieur le Président, tout ce que, pour le moment, je puis indiquer à M. le chanoine de Smet; mais je vous prie de remarquer que mes souvenirs sont sans doute incomplets, à cause de l'impossibilité où je suis, par suite de ma maladie, de recourir à mes notes, et de les chercher.

» Après le rapport si favorable qui vous a été fait par M. le chanoine de Ram sur mon calendrier du moyen âge, il m'est peut-être permis de vous entretenir de mes projets

pour l'achèvement de ce travail important. J'ai résolu de le commencer par un examen critique des opinions suivies pour fixer le commencement de l'année dans les diverses provinces de la Belgique.

» Il m'a semblé préférable de m'occuper d'abord de l'usage des diocèses dont faisaient partie ces provinces. Cette question qui, au premier abord, semble avoir été résolue par les anciens diplomatistes, m'a offert les difficultés les plus épineuses. Je me contenterai de vous en citer une seule comme exemple.

» Il est généralement admis par les diplomatistes, d'après le témoignage de Jean Hocsem, chanoine de St-Lambert et historien liégeois, que l'usage du diocèse de Liège était de commencer l'année à Pâques, depuis la plus haute antiquité. C'est donc cette règle qui a été suivie par tous les historiens et par les savants, pour la chronologie liégeoise, jusqu'à l'an 1333 : car alors, dit Hocsem, on changea de style, et Liège commença son année à Noël.

» Personne n'a jamais mis en doute, jusqu'à nos jours, cette assertion de Jean Hocsem, et cependant voilà que j'apporte, pour mettre en balance, l'opinion d'un de ses compatriotes, d'un chroniqueur non moins exact, non moins consciencieux que lui, de Jean d'Outremeuse enfin. Ce dernier, tout aussi explicite que Hocsem dans ses assertions, affirme à plusieurs reprises que la réforme se fit en 1316; et ce qui est plus grave, il dit qu'antérieurement à cette date, l'année commençait chez les Liégeois le jour de l'Annonciation de la Vierge, le 25 mars. Il n'y a rien, dans ce commencement d'année, qui doive nous surprendre : le 25 mars n'était-il pas le style du diocèse de Trèves, le style de l'archevêché de Reims ?

» Cependant que devons-nous décider entre ces deux

assertions contradictoires de deux hommes également croyables? à laquelle accorderons-nous la préférence, et sur quoi la fonderons-nous? J'ai pensé que le moyen de trouver la vérité, c'était de rechercher, dans les chartes liégeoises, depuis les temps les plus reculés, s'il n'y aurait pas quelque date positive qui ne permit plus le doute. Miræus nous en fournit une de 1318, où le notaire a soin de mentionner qu'il se sert du style de Pâques en usage à Liège. Voilà donc l'opinion d'Hocsem corroborée d'un exemple, et la balance penche en sa faveur.

» D'un autre côté, je trouve un acte consistant en un accord de l'évêque Thibaud de Bar avec les bourgeois de Seraing, et cette pièce est datée de *l'an de grâce 1310 en mois d'avril le xii^e jour*.

» Or, monsieur le Président, si nous admettons avec Hocsem qu'il s'agit de l'année pascale, il est important de vérifier s'il est question de l'an 1310, 1311 selon le nouveau style. Je cherche donc dans les tables chronologiques, pour y trouver le terme pascal, et, au lieu de sortir d'embarras, voici ce que je découvre.

» L'année pascale 1310 a commencé le 19 avril, et s'est terminée à la fête de Pâques suivante, qui tomba le 11 avril. Cette année a donc eu huit jours de retranchés, huit jours qui ne figurent pas dans son calendrier : ce sont les 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17 et 18 avril. Mais alors que devient la date de l'accord fait avec les bourgeois de Seraing? Thibaud de Bar, en datant du 12 avril 1310, ne s'est donc pas servi du style pascal, et, en face de l'assertion de Jean d'Outremeuse, peut-être est-ce un motif pour croire qu'il commençait l'année au 25 mars? Cet exemple concluant donne raison à Jean d'Outremeuse, et plus que jamais il est difficile de savoir où est la vérité.

» Vous voyez, monsieur le Président, que cette question des styles est plus ardue que l'on ne pense. Je ne vous parle pas du désaccord des savants pour la résoudre. Ce qu'il y a de pis, c'est que presque tous les diocèses nous présentent les mêmes embarras : Utrecht et Cambrai, tout aussi bien que Liège. Il y a un point très-grave sur lequel je crois plus nécessaire de vous entretenir : c'est l'usage suivi par les chroniqueurs.

» Nous venons de voir Hocsem et Jean d'Outremeuse émettant des opinions toutes contraires, c'est-à-dire admettant une chronologie différente. Que direz-vous maintenant, si je vous démontre que tous ou presque tous les chroniqueurs se trouvent dans le même cas, et ne servent le plus souvent qu'à égarer les historiens? Ainsi je prouverai, dans mon travail, qu'il ne faut pas se fier le moins du monde à la chronologie de Gilles d'Orval, qui fait une vraie confusion, en se réglant sur le style pascal, tout en indiquant les années d'après le style du 25 mars, comme Jean d'Outremeuse.

» D'autre part, je montrerai qu'il faut se mettre en garde contre les assertions hasardées de quelques savants. C'est ainsi que le dernier écrivain liégeois, qui s'est occupé de notre question, dit que Gilles d'Orval et Sigebert de Gembloux se servent du style pascal. Passe pour Gilles d'Orval, et encore je vous ai dit de quelle façon il s'en sert, mais Sigebert de Gembloux! Celui-là, il suffit d'en lire quelques pages, pour s'assurer qu'il commence l'année à Noël, et non pas à Pâques. On sait, par exemple, que Charlemagne a été couronné empereur à Rome, le jour de Noël de l'an 800. Comment se fait-il pourtant que Sigebert place cet événement sous l'an 801? C'est qu'en effet, le jour de Noël fut le premier jour de l'an 801, mais qu'il appartient en-

core à l'an 800, selon notre nouvelle manière de compter.

« L'examen de quelques-unes des chroniques du pays m'a fait voir, sous ce rapport, des choses bien étranges, auxquelles on ne fait pas assez attention. Certains annalistes, compilateurs sans critique, ont composé des chroniques, en prenant à droite et à gauche des lambeaux qu'ils coussaient ensemble, et auxquels ils laissaient les dates qu'ils avaient trouvées dans les auteurs originaux. Qu'en résulte-t-il? C'est que ces ouvrages nous présentent aujourd'hui le mélange de différents styles. Ici un fait pris dans Sigebert a gardé le style de Noël; ailleurs un fait puisé dans Gislebert conserve le style pascal : c'est une véritable confusion.

» Le *Breve chronicon Elnonense*, entre autres, suit le style de Pâques assez généralement, et quelquefois celui de Noël, comme pour la translation des onze mille vierges qu'il place au jour des Rameaux ¹ 1181, tandis que, selon le style pascal, ce devrait être 1180.

» Iperius suit le style de Noël pour le couronnement de Charlemagne et pour la date de sa mort; mais, pour la mort de saint Thomas de Cantorbéry, qui eut lieu, suivant le style de Noël, en 1171, il suit le style de Pâques, et la place en 1170.

» D'après le style de Noël, Charles le Bon fut assassiné le 2 mars 1127, et on trouve ce fait rapporté ainsi dans Anselme de Gembloux, dans Iperius, dans Gualbert, dans Gualter, etc., etc.; cependant les textes du *Chronicum comitum Flandrensiū* nous montrent des variations : dans les uns on lit aussi 1127, dans d'autres, au contraire, on a mis 1126, suivant le style pascal.

¹ IV kal. april.

» La chronique d'Edmond De Dynter, dont M. le chanoine De Ram prépare maintenant la publication, exige surtout que l'on fasse une grande attention à ces divergences. Nous savons que, pour les premiers siècles de son histoire, De Dynter n'est qu'un compilateur. Il a copié Sigebert, André de Marchiennes et d'autres chroniqueurs. Cependant, malgré tout le mérite qu'il faut lui reconnaître, sa critique n'est guère plus savante que celle des annalistes dont je viens de parler. Ne croyez pas que De Dynter, qui pour tous les faits de son époque a suivi le style de Pâques, usité en Brabant, ait mis les dates des chroniqueurs copiés par lui, d'accord avec sa chronologie. Non, c'était un travail qui lui semblait ou trop difficile ou trop oiseux. Il a tout laissé dans l'état où il l'avait trouvé; aussi conçoit-on qu'il est absolument nécessaire à l'historien qui le consulte d'y regarder à deux fois, avant de lui emprunter une date ou un fait, pour les temps anciens. Il faut alors rechercher les sources auxquelles il a puisé, et voir quelle chronologie s'y trouve suivie. La publication de De Dynter n'en sera pas moins très-utile, et nous n'avions pas besoin de faire cette observation pour que l'éditeur qui s'en est chargé prit soin de jeter la lumière dans toutes ces obscurités. Cet auteur doit toujours être regardé comme un écrivain de la plus haute importance pour le XIV^e et le XV^e siècle.

» Je pourrais, monsieur le Président, multiplier ces observations : mais c'en est assez pour montrer combien il est important de faire attention à ces erreurs de chronologie dans la publication des chroniques.

» La Commission d'histoire m'a fortement encouragé à terminer le plus tôt possible mon travail : vous pouvez maintenant juger de la peine qu'il m'a déjà coûtée, et des difficultés que j'ai à surmonter. J'espère cependant être

bientôt en mesure de vous en donner la première partie, dès que ma santé, qui se rétablit lentement, me permettra de faire les recherches qui me sont encore nécessaires.

» Veuillez agréer, monsieur le Président, l'expression de mes sentiments les plus respectueux.

» 31 juillet 1850.

» ÉMILE GACHET. »

— La commission décide que M. Gachet ira visiter les bibliothèques de Lille, de Douai et d'Arras, afin de lui rendre un compte détaillé des chroniques de Flandre et de Brabant qui existent dans ces dépôts littéraires.

Il profitera aussi de ce voyage, pour compléter les matériaux de son important travail sur la vérification des dates des diplômes et des chroniques des Pays-Bas au moyen âge.

BULLETIN DES SÉANCES.

Le secrétaire présente la situation du fonds des Bulletins à la date de ce jour.

— Conformément à la résolution prise dans la dernière séance, la Commission procède à la révision de la liste des corps, des établissements et des personnes qui reçoivent gratuitement le *Bulletin*. Elle décide, en principe, que la nouvelle série du *Bulletin* sera distribuée :

Aux membres des deux Chambres;

Aux membres de l'Académie royale de Belgique, ainsi qu'aux correspondants et aux associés demeurant dans le pays;

Aux dépôts des archives de l'État à Bruxelles et dans les provinces ;

Aux bibliothèques publiques du royaume ;

Aux sociétés savantes du pays et de l'étranger qui envoient ou enverront leurs publications à la Commission.

Il pourra être également accordé :

Aux écrivains qui se sont fait connaître par des travaux importants sur l'histoire nationale ;

Aux personnes qui ont fait ou feront à la Commission des communications intéressantes.

COMMUNICATIONS ET LECTURES.

M. Gachard communique :

1° Un manuscrit autographe de Des Roches intitulé : *Ordre qu'il faut suivre pour lire avec fruit les auteurs de l'histoire belge* ;

2° Un manuscrit autographe de J.-B. Syben, conseiller pensionnaire des états de la Gueldre autrichienne en 1777, portant pour titre : *Note concernant l'histoire du duché de Gueldre* ;

3° Des extraits analytiques, formés par lui, de quelque comptes de la recette générale des finances et de la recette générale des confiscations pour cause des troubles du XVI^e siècle, conservés aux archives du département du Nord, à Lille.

L'insertion de ces divers documents dans le *Bulletin* est décidée.

— Le même membre présente un manuscrit qui a été trouvé, il y a peu de jours, aux Archives du Royaume,

mêlé avec des acquits de comptes qu'on n'avait pas remués depuis la translation de ce dépôt, en 1822, dans le local actuel. Ce manuscrit est intitulé : *Recoeil, par forme de mémoires, des actes et choses plus notables quy sont advenues es Pays-Bas, et spécialement en la ville et cité de Tournay, depuis l'an mil cinq cens et soixante cinq, mises et rédigées par escript par Pasquier de Le Barre, natif dudict Tournay, jusques en l'an mil v^e et....* (15 mars 1567). Ce Pasquier de Le Barre, ou de La Barre, était procureur général et fiscal de la ville de Tournai; il fut destitué par le seigneur de Noircarme (Philippe de Saint-Aldegonde) le 24 février 1567 (1).

(1) Un moine espagnol, qui se trouvait à cette époque aux Pays-Bas, d'où il adressait à Philippe II et à ses ministres des rapports sur les événements dont ces provinces étaient le théâtre, fray Lorenzo de Villavicencio, parle ainsi de Pasquier de La Barre, dans une lettre qu'il écrivit au Roi, de Bruxelles, le 25 juin 1566 : *En Tornay havia un hombre llamado Pasquier Del Bar, el qual los años passados era procurador de Vuestra Magestad, y siendo convencido de heregia y de público favorecedor de hereges, fué sentenciado, mereciendo el fuego, á que no tuviesse jamás officio real ni civil. Ahora le han hecho procurador general de la villa, y no a bastado la reclamacion del obispo y de todos los católicos para estorvarlo, ni han sido oidas sus razones. El consejo de V. M^a, en el qual preside Madama, ordenó que se hiciese* (A Tournai, il y avait un homme, appelé Pasquier de La Barre, qui, les années passées, était procureur de V. M. Ayant été convaincu de professer l'hérésie et de favoriser publiquement les hérétiques, crime qui méritait le feu, il fut déclaré, par sentence, inhabile à exercer jamais aucun office royal ni civil. Maintenant on l'a nommé procureur général de la ville, malgré les réclamations de l'évêque et de tous les catholiques, et les raisons qu'ils ont alléguées. Le conseil de V. M., auquel préside Madame, a ordonné que la nomination sortit son effet).

(Archives de Simancas, *Papeles de Estado*, liasse 539.)

De La Barre donne une autre explication du différend que sa nomination suscita; voici comment il s'exprime :

« Le mardy, un jour dudict mois de mars, ou lieu dudict de Le Barre,

Une note écrite sur l'un des fenillets de garde du manuscrit fait connaître comment il tomba dans les mains du gouvernement; elle porte : « Le présent Recueil a, par ordonnance de monseigneur le conte du Rœulx et commissaire » Du Cellier, advertiz de l'arrest fait sur la personne de » Pasquier de La Barre en la ville de Flessinghes, esté levé » de la maison dudict de La Barre en Tournay, le vi^e jour » d'octobre 1567. » Il est à remarquer que de La Barre avait écrit aussi la relation des événements antérieurs à l'année 1565 : c'est ce qui résulte d'un passage du manuscrit, fol. 30 v^e, où l'auteur, après avoir rappelé des faits qui avaient eu lieu en 1562, ajoute : *comme il est plus amplement contenu au second livre de ces présentes mémoires ou cronicques.*

» peu auparavant destitué de l'estat et office de procureur général de la ville, » fut maistre Jehan Hovine, advocat et officier à l'évesque de Tournay, admis » oudict estat de procureur général. Lorsque ledict de Le Barre avoit esté » receu oudict estat de procureur, ledict Hovine avoit prétendu d'y estre, et » ad ces fins en avoit fait présenter requeste aux consaulx : mais, pour ce que » ledict de Le Barre y fut préféré, en sourdit grand débat, car ledict évesque » rescrivit à Son Altèze que ledict de Le Barre estoit hérétique, blasant » en diverses sortes l'admission faicte par les consaulx de la personne dudict » de Le Barre; cuidant dès lors faire déposer ledict de Le Barre dudict estat » et y advancer ledict Hovine, son serviteur. Mais lesdicts consaulx rescrip- » virent à Sadicte Altèze les moyens qu'ilz avoient tenus à la réception dudict » de Le Barre, et de fait envoyèrent ledict de Le Barre en court, avecq un des » pensionnaires de ladicte ville, pour soy excuser et descherger vers Sadicte » Altèze des cherges contre lui imposées, contre vérité, par ledict évesque, et » huyt ledict évesque dès lors parvenu à son intencion, n'euyt esté que » monseigneur de Montegny, chevalier de l'Ordre, favorisa la cause dudict de » Le Barre, empeschant que, par calumnie, la bonne fâme dudict de Le Barre » ne feust ainsy à tort oppressée, et de fait remonstra sy bien le cas à Son » Altèze, que ledict de Le Barre fut confirmé audict estat de procureur gé- » néral. »

La Commission, après avoir entendu un rapport verbal de M. Gachard, décide l'insertion, dans le bulletin de la séance, des passages de la relation de Pasquier de La Barre qui concernent : les noces de Philippe de Montmorency, S^r de Montigny, avec la fille de la princesse d'Epinoÿ, célébrées à Tournai et à Antoing au mois d'octobre 1563; le mariage du prince de Parme, Alexandre Farnèse, avec l'infante de Portugal, qui eut lieu à Bruxelles le mois suivant; la disette dont les Pays-Bas souffrirent au commencement de 1566; le saccagement des églises à Tournai, commis dans les journées des 22, 23 et 24 août de cette année; l'arrivée du comte de Hornes à Tournai, le 30 du même mois; le banquet qui lui fut donné par les marchands, le 8 septembre; enfin, une altercation qu'eut avec le secrétaire La Torre, envoyé de la gouvernante, en présence du peuple, M^e Gilles Le Clercq, tournaïzien, qui prit une part active et joua un grand rôle dans les troubles religieux et politiques de cette époque (1).

(1) Voy. la *Correspondance de Guillaume le Taciturne*, etc., tom. II, p. cxviii.

COMMUNICATIONS.

I.

LA RETRAITE DE CHARLES-QUINT.

Analyse d'un manuscrit espagnol contemporain, par un religieux de l'ordre de S'-Jérôme à Yuste (1).

(Par M. BAKHUIZEN VAN DEN BRINK.)

L'histoire de Charles-Quint, remarquable sous plusieurs rapports, est unique par son dénouement. Ce météore brillant, après avoir, pendant un demi-siècle environ, dominé l'horizon politique de l'Europe, se dérobe aux regards, sans pâlir, sans s'éteindre, sans éclater. Avant d'avoir résolu l'énigme de son apparition, il s'enveloppe spontanément de ténèbres impénétrables; et les spectateurs étonnés se demandent, jusqu'à cette heure, si, dans sa longue carrière, cet astre radieux a purifié l'air et fécondé la vie dans les régions soumises à son influence, ou si, au contraire, présage et avant-coureur de catastrophes ter-

(1) Le manuscrit contient environ 45 pages in-folio, d'une écriture très-belle et très-serrée. La forme des caractères indique la fin du seizième siècle ou le commencement du dix-septième. Occupé à d'autres recherches, nous le rencontrâmes là où nous ne l'aurions guère cherché : c'est-à-dire dans un des portefeuilles des archives de la cour féodale de Brabant, conservés actuellement au greffe de la cour d'appel, à Bruxelles. Nous saisissons cette occasion pour exprimer à M. le greffier, ainsi qu'à M. le commis-greffier-archiviste, toute notre reconnaissance pour la complaisance extrême avec laquelle ils ont facilité nos recherches dans leur riche et précieux dépôt.

ribles, il n'a fait qu'amonceler et déchaîner les orages à venir.

Laissons là les métaphores, qui, en définitive, ne prouvent rien. On pourrait nous objecter que Charles-Quint, en entrant dans la solitude du couvent, accablé par les infirmités d'une vieillesse précoce, a voulu soustraire à ses nombreux ennemis le spectacle de sa décrépitude. Si l'histoire philosophique se trouve embarrassée d'établir le bilan du bien et du mal du règne de Charles-Quint, le biographe n'hésite pas moins à préciser et spécifier les motifs qui ont déterminé ce puissant prince à préférer la pénitence et l'isolement à la gloire acquise par ses laborieuses victoires. En vain interrogera-t-il les historiens et les panégyristes, pour savoir comment cette ambition incommensurable s'est trouvée tout d'un coup métamorphosée en une existence d'abnégation et de recueillement. En vain tâchera-t-il de scruter les détails de la vie intime de cet intéressant anachorète : les historiens et les panégyristes lui répondront d'après les inspirations de leur sympathie pour l'Empereur et pour la cause qu'il défendit. Ils ne reculeront pas devant les fables les plus grotesques, selon qu'ils considèrent la dernière résolution de Charles-Quint, soit comme la sanction d'une vie bien et pieusement accomplie, soit comme le fruit d'un remords tardif et de l'affaïssement d'une conscience accablée.

Ainsi, par exemple, les pamphlétaires du temps de Philippe II, pour noircir davantage le portrait de ce prince, se plaisent à ne voir, dans la résolution de Charles-Quint, qu'un acte de découragement motivé par les complots détestables d'un fils ingrat et parricide. Ils vont jusqu'à attribuer aux coupables menées de ce fils dénaturé, la fin rapide et presque simultanée de son père et de ses deux

tantes, les reines de Hongrie et de France. Brantôme, adroit calomniateur s'il en fut, a constaté, par différentes anecdotes, que Philippe II a abreuvé de dégoût les dernières années de son père; et partout où le chef-d'œuvre du poète-historien de l'Allemagne, Schiller, est mis en scène, l'accusation se reproduit que Charles-Quint est descendu du trône, parce qu'il tremblait devant son fils (1). Les écrivains protestants ne voient dans la retraite de Charles-Quint qu'un mouvement de dépit, causé par les victoires des luthériens, par le traité défavorable de Passau et par l'échec de son projet favori, l'hérédité de l'Empire. Et les catholiques? Le jésuite Strada, après avoir énuméré tous les motifs énoncés de part et d'autre, et discuté leur valeur, tranche la question, en affirmant que les considérations humaines ont très-peu pesé sur la décision de Charles-Quint; que l'inspiration divine y a fait tout.

Que se passa-t-il dans la solitude de Yuste? Le nouveau saint, les yeux fixés sur la gloire céleste, ne les tourna-t-

(1) Voyez Bayle, *Dictionnaire*, au mot : CHARLES-QUINT. Une accusation contre Philippe II, d'une date plus ancienne que celle qui a été relevée par Bayle, se trouve dans un livre assez rare, intitulé : *Totius Belgicae, urbium, abbatiarum, collegiorum divisio ad opprimendum per novos Episcopos evangelium. Anno MDLXX*; sans nom d'auteur, ni lieu d'impression. On prétend, dans une note manuscrite, ajoutée à l'exemplaire que nous avons vu, que l'auteur était un certain Geldorp, maître d'école à Duisburg. Nous y lisons, p. 257 : *Senserat monstrum ali, adeoque hoc ipsum agitari, quod tandem erupit, Maria regina; ideoque, ubi Carolum fratrem sepe- liisset, una cum Leonora sorore maturabat reditum in patriam : verum quominus perveniret, impediit subita mors utriusque sororis, quae incidit pene in eundem mensem, quo expiravit et Carolus, cujus familia quomodo, sublato domino, excepta sit ab inquisitoribus, testantur passim scripta, quae res et reginarum tam subita et concordia fata pertraxit in suspicionem.*

il jamais en arrière, pour s'occuper des vanités mondaines? Avait-il déposé, avec ses couronnes, leurs préjugés et leurs influences? N'a-t-il jamais regretté la résolution irrévocable qu'il avait prise? Mena-t-il la vie d'un cénobite, ou celle d'un grand seigneur en retraite? Sur toutes ces questions, les traditions les plus diverses se sont propagées. Tantôt on relève cette cruelle parole de Philippe II, à l'occasion de l'anniversaire de l'abdication de son père : *Le dernier jour de son règne a été le premier qu'il s'en est repenti*; tantôt on représente le monarque émérite, après avoir appris la victoire de St-Quentin, frappant du pied la terre, parce que son fils n'a pas mené ses bannières victorieuses jusqu'aux portes de Paris. Une nouvelle question vient aggraver les autres. En fait de religion, Charles-Quint a-t-il conservé jusqu'à la fin ses sentiments orthodoxes? Non, disent les auteurs protestants, et ils s'en rapportent à Augustin Caçalla, Constantin de Ponce, Barthélemi Carranza, tous les trois confesseurs et conseillers spirituels de Charles-Quint, et tous les trois victimes de l'inquisition d'Espagne à cause de leurs opinions religieuses. Ils ajoutent que l'Empereur est mort presque luthérien, au point que son fils fanatique a médité de faire déterrer son cadavre, et d'en jeter les cendres aux vents comme celles d'un infâme hérétique? Oui, affirment les auteurs catholiques; et, non contents de citer les miracles par lesquels le ciel même a presque canonisé la mémoire de l'Empereur, ils prétendent que le fouet destiné à la discipline de l'illustre pénitent, et portant les marques de sa rigoureuse application, se léguait de père en fils dans la maison d'Autriche, et se conservait encore jusqu'à la troisième génération. Preuve irréfutable, sans doute, mais qui eut le malheur de suggérer à Scioppius cette acerbe plaisanterie : il faut que les descendants s'en

soient bien peu servis, puisqu'on y reconnaît encore le sang de l'aïenl.

Que dire enfin de ces obsèques anticipées dans lesquelles Charles-Quint aurait, dit-on, joué lui-même le rôle du trépassé? C'est l'action d'un maniaque, si tout s'est passé comme une tradition assez vulgaire le débite : si le principal acteur s'est étendu dramatiquement dans son cercueil, et, si, la pièce jouée, il s'est furtivement glissé hors du caveau, pour remonter à sa chambre et y mourir de la fièvre. De quelque manière que l'on juge Charles-Quint, son histoire nous fournit la preuve qu'en réalité, il possédait les qualités d'un grand homme. C'est manquer de respect à sa mémoire, que d'admettre une caricature indigne de tous ses antécédents : mieux vaudrait presque s'en fier aux historiens espagnols, et ne voir dans ce dernier des gestes de l'Empereur qu'un acte de contrition sincère, inspiré par un pressentiment inexplicable de sa mort prochaine.

En effet, ces historiens, tout espagnols et ultra-catholiques qu'ils soient, méritent d'être consultés, si l'on veut se former une idée juste de la fin de Charles-Quint. Il est vrai que l'intérêt leur commandait de céler les torts que le fils, roi régnant d'alors, pouvait avoir envers son père : il se peut que l'ambition d'augmenter leur calendrier d'un saint aussi illustre les ait portés à exagérer les mérites du père : toujours est-il que personne n'a été plus à même de puiser ses renseignements aux meilleures sources. Fray Prudence de Sandoval, évêque de Pampelune et historiographe de Philippe III, occupe le premier rang parmi ces écrivains. Auteur d'une biographie très-détaillée, très-classique de Charles-Quint, il a consacré le dernier livre de son volumineux travail à la vie que menait son

héros dans le couvent de Yuste. Nous lui sommes redevables de quelques documents précieux, entre autres du testament et du dernier codicille de l'Empereur : il nous fournit les détails les plus curieux sur les occupations de Charles-Quint dans la solitude, et sur les sentiments qu'il manifesta à l'approche de la mort. Sa principale autorité était une relation officielle du prier du monastère, fray Martin de Angulo. Sandoval en possédait le manuscrit ; il en remania le style et arrangea les faits d'après le plan de son propre travail : c'était son droit comme historien, et cependant nous lui en voulons presque de n'avoir pas reproduit l'exposé pur et simple de l'original : car, panégyriste à outrance de Charles-Quint, à en juger d'après son récit, il n'a eu rien tant à cœur que de nous représenter son auguste héros comme le vrai modèle de la vie ascétique. Une autre tendance n'est pas moins évidente : on se racontait à la sourdine quelques faits de nature à compromettre gravement l'orthodoxie de l'illustre défunt. Sandoval s'empessa de réhabiliter sa mémoire. C'est dans ce but, qu'il nous raconte en détail les opinions de l'Empereur sur Caçalla et Ponce ; c'est avec dessein qu'il s'étend longuement sur son entrevue avec l'archevêque de Tolède. Nous attribuons aux mêmes considérations le récit si prolixe de la visite que le célèbre jésuite, François Borgia, fit à l'anachorète de Yuste. L'une et l'autre tendance, et les faits qui s'y rapportent, se rencontraient-ils de la même manière dans le récit primitif du prier ? L'affirmative nous paraît d'autant plus vraisemblable, que cette relation avait été composée à la réquisition expresse de doña Juana, princesse de Portugal et fille de Charles-Quint. Or, doña Juana était la digne sœur de Philippe II. Disciple docile du même François Borgia, ce fut sous ses inspirations qu'elle

devint la fondatrice du monastère des Clarisses , à Madrid. Durant le temps qu'elle avait gouverné le royaume de Castille, au nom de son père et de son frère, elle s'était distinguée par son zèle ardent et actif contre les hérétiques : persécutrice de l'infortuné Caçalla, elle avait préparé ces monstrueux auto-da-fé de Séville et de Valladolid par lesquels Philippe II célébra son retour dans ses États.

Ce n'est pas précisément la même tendance qu'on peut reprocher à fray José de Siguenza, autre auteur dont les écrivains espagnols nous vantent beaucoup les talents et l'érudition. Plus rapproché encore de l'époque de Charles-Quint que Sandoval, il s'était informé des faits auprès des religieux qui l'avaient vu et connu. Attaché au service de l'Escorial, il y entra dans l'ordre des Hiéronymites, et bientôt après, il devint l'historien et le défenseur de son ordre. Toutes ces circonstances contribuent sans doute à établir son crédit; hâtons-nous d'ajouter, en sa faveur, que Strada paraît lui avoir emprunté une grande partie de ses détails. Or, si rien au monde n'avait donné tant de relief aux religieux de Saint-Jérôme, que la retraite de Charles-Quint au milieu d'eux, leur historien ne pouvait manquer de s'emparer d'un souvenir si glorieux. Il l'a fait en effet; mais il est facile de deviner dans quel sens. La stricte observance de leurs règles, la pureté de leurs mœurs et de leur doctrine, les bienfaits répandus autour de leur établissement, les exercices méritoires par lesquels ils renchérisaient sur la rigueur de leurs institutions primitives, étaient pour tous les cénobites les titres les plus valables. Qu'on ne s'étonne donc pas si, dans la narration de Siguenza, l'empereur Charles-Quint cache les prestiges de son passé sous la bure du moine, et si nous y trouvons justement ces preuves d'une discipline tellement excessive,

qu'à nos yeux elle dépare la mémoire de Charles-Quint.

En dernier lieu, nous mentionnerons don Juan Antonio de Vera y Zúñiga, comte de la Roca. Quoique postérieur d'une génération à Sandoval et à Siguenza, son *Abrégé de la vie de Charles V* parut à peu d'intervalle de leurs publications. Bayle, critique savant et judicieux, s'il en fut, paraît, d'après ses nombreuses citations, avoir attaché quelque importance à cet écrit. En effet, concis pour ce qui regarde l'illustre carrière de l'Empereur, la Roca s'étend longuement sur ce qui se passa dans sa retraite. La moitié de ses détails a été puisée dans Sandoval; l'autre moitié accuse une source différente. La Roca nous paraît avoir habilement combiné les différents récits qui existaient de son temps : nous soupçonnons même que celui de notre anonyme fait partie de ceux qu'il a consultés. Est-ce là peut-être l'écrivain très-recommandable (*mucho cuerdo*) dont la Roca invoque l'autorité, en rapportant le miracle du lis éclos la nuit même que mourut Charles-Quint? Tout ce que nous pouvons affirmer, c'est que son récit concorde souvent littéralement avec celui dont nous donnons ici l'analyse.

Aux trois auteurs que nous venons de nommer, nous préférons notre anonyme : ce n'est pas pour faire valoir notre découverte; nos lecteurs apprécieront les motifs de notre jugement.

D'abord il se distingue de Siguenza, de Sandoval, de la Roca, comme contemporain et témoin oculaire des faits qu'il rapporte : il a donc puisé ses détails dans ses propres souvenirs. Hiéronymite lui-même, il n'a pas quitté le couvent de Yuste depuis le moment où Charles-Quint conçut le projet d'y séjourner jusqu'à l'heure où les restes mortels de l'Empereur furent, seize ans après sa mort,

transportés à l'Escorial , pour y être réunis dans un mausolée commun avec ceux de sa famille. Attaché plus spécialement à son service durant sa retraite, il a été présent aux principaux événements qui marquèrent ses dernières années, et il a assisté à sa mort. Lui quatrième, il eut la charge de veiller auprès du corps du défunt jusqu'au moment de l'ensevelir, et plus tard, il partagea avec sept de ses frères en religion l'honneur de l'accompagner depuis le sépulcre provisoire de Yuste jusqu'à son éternelle demeure au palais de S'-Laurent. Si, à ce point de vue, son autorité peut être comparée à celle du prieur Martin de Angulo, il l'emporte sur ce dernier sous d'autres rapports. Le prieur composa son récit par suite d'une obligation spéciale : l'amour et la vénération pour son ancien souverain, voilà, à ce qu'il paraît, les seuls motifs qui décidèrent notre moine à mettre ses souvenirs par écrit. Au milieu de sa narration, on rencontre des élans d'un dévouement naïf et d'une admiration sans bornes pour son idole : « Je ne puis entièrement rapporter ce qui se passa à la mort de l'Empereur, » s'écrie-t-il, « car encore à cette heure les larmes me coulent des yeux. » Il y a je ne sais quoi de touchant à voir cet Empereur, auquel ses sujets avaient sincèrement pardonné tous ses torts, pour ne pleurer que sa perte, entouré, dans sa nouvelle condition, d'une affection aussi ardente, d'une tendresse aussi vive que celle de ses anciens serviteurs. On ne peut s'empêcher, en lisant notre anonyme, de reporter ses pensées vers un spectacle plus moderne d'un pareil attachement : l'exilé de S^{te}-Hélène expirant au milieu de ses compagnons de gloire et d'infortune.

Quant à l'image même de l'empereur Charles-Quint, comme notre moine l'a reproduite, elle se distingue par sa

vraisemblance, par la vivacité de ses couleurs, par la pureté de ses contours, par le reflet même, nous oserions le dire, des ombres. L'auteur, il est vrai, ne voit que le côté brillant de son héros, le modèle d'humilité que, par son abdication et sa retraite spontanée, le souverain émérite légua à tous les monarques de la terre, la couronne dont il avait dépouillé son front pour en orner celui des cénobites de St-Jérôme, les bienfaits qui avaient rendu impérissable la mémoire de son court séjour au milieu d'eux. Mais, dans la candeur de son récit, il n'a pas obscurci les détails propres à nous rappeler que le personnage dont il s'agit est le bourgeois de Gand, le vainqueur de Pavie et de Tunis, l'ambitieux successeur et imitateur de Charlemagne, des Othon et des Frédéric. Vous y retrouvez un corps usé avant l'âge, en proie à des indispositions incessantes, aux douleurs les plus atroces, incapable de se soumettre aux exigences de sa nouvelle position ; vous y retrouvez l'ancien monarque, impatient de se voir contrarié, imposant ses volontés à ceux qui l'entourent, capricieux souvent dans ses désirs, et mêlant aux faveurs qu'il accorde, aux actes d'humilité auxquels il se résigne, cette supériorité gracieuse, empreinte indélébile de l'arbitraire et du *car ainsi nous plaît-il*. Enfin, vous reconnaissez Charles-Quint s'attirant l'amour des pieux religieux par les mêmes moyens qui lui avaient réussi auprès de ses compatriotes, s'abandonnant aux inspirations de sa verve naturelle, dès que ses souffrances lui donnaient du répit, plaisantant ses serviteurs avec une franche bonhomie, et jaloux avant tout du titre de bon et gracieux maître.

Nous sommes trop peu connaisseur en littérature espagnole, pour oser porter un jugement sur le style de notre anonyme. Toutefois, le soin donné à la rédaction ainsi

qu'à la distribution méthodique de son travail, le titre même, prouvent qu'il l'avait destiné au public. Mais écrire un livre, et parvenir à le faire imprimer, étaient deux choses bien différentes, surtout en Espagne sous Philippe II. C'est presque un mérite que d'être resté inédit. La censure espagnole, ou plutôt le système ombrageux de ce monarque, fit main basse sur les papiers de Guillaume de Male, pour les jeter au feu, de peur qu'il ne s'y rencontrât une histoire de Charles-Quint. Le manuscrit du prieur de Angulo, conservé à la Bibliothèque de Madrid, contient des particularités supprimées dans l'ouvrage de Sandoval, parmi lesquelles se trouve celle des obsèques de l'Empereur faites de son vivant. Rien ne pouvait se publier, que ce qui était du goût et à l'honneur du souverain régnant. Tout devait être conforme à l'orthodoxie la plus scrupuleuse, tout devait caresser les préjugés des puissants. Quant à notre auteur, Nicolas Antoine n'a pas même mentionné son manuscrit. Le catalogue des manuscrits historiques de Vienne et celui de Paris, rédigé par don Eugenio de Ochoa, nous laissent également dans l'ignorance.

Du reste, on connaît le caractère de ces ouvrages qui se composaient à l'ombre du couvent : une certaine exaltation mystique de la pensée, une appréciation outrée des mystères du rituel et des minuties de la discipline. Nous ne dirons pas que notre auteur ait évité toujours ces écarts communs aux écrivains de sa profession : mais, à côté de ces défauts, nous remarquons chez lui une piété sincère, une morale raisonnable et saine qu'aucune confession ne désavouerait. Nous ne manquerons pas, dans notre analyse, d'en relever quelques traits.

Ce que nous venons de dire assigne à notre manuscrit la

place qu'il doit occuper à côté de l'écrit inédit de don Thomas Gonzalez sur la retraite de Charles-Quint, et des particularités que M. Gachard a puisées au riche dépôt de Simancas. C'est de ce dernier surtout que nous attendons des éclaircissements sur tous les rapports politiques que l'Empereur peut avoir entretenus dans sa solitude. Déjà ses communications faites à l'Académie, et insérées dans le tome XII, p. 241 et suivantes des *Bulletins*, sont du plus grand intérêt. Ce serait montrer trop d'impatience que de rappeler sa promesse à l'archiviste distingué, dont l'activité infatigable continue à jeter tant de lumière sur l'histoire des Pays-Bas. Toutefois, la publication des documents sur le séjour et la mort de Charles-Quint au monastère de Yuste, peut seule combler une lacune d'autant plus sensible, que les détails s'accumulent pour tout ce qui n'est pas de l'existence politique de l'illustre Empereur. Car, nous en convenons volontiers, les vues de notre anonyme ne s'étendent guère au delà de l'enceinte de son couvent : observateur et rapporteur exact de ce que la vie ascétique du monarque lui offrait de remarquable, sa position ou sa modestie lui interdisait de pénétrer dans le cabinet de l'homme politique.

Enfin, qui est notre anonyme? La question pourrait être facilement résolue, si les bibliothèques de l'Espagne étaient à notre disposition : car alors même que les noms des moines qui ont habité Yuste depuis 1554 jusqu'en 1574 ne se laisseraient pas déterrer, du moins ceux qui ont environné de plus près l'Empereur ne seraient pas entièrement oubliés. Les procès-verbaux surtout du transport du cadavre impérial aux caveaux de l'Escorial doivent signaler les huit hiéronymites qui y assistaient. Dans son récit, notre auteur ne se trahit d'aucune manière. Des

quatre moines, chargés auprès de l'Empereur de fonctions spéciales, deux doivent être mis hors de cause. A coup sûr, notre auteur n'était ni le confesseur de Charles-Quint, fray Juan Regla (1), ni le prieur, fray Martin de Angulo. Notre moine parle de l'un et de l'autre d'une manière qui laisse entrevoir qu'il ne s'agit point de sa personne. Restent fray Lorenzo del Lossar, chargé des dépenses de l'Empereur, et fray Miguel de Torralva, son directeur de

(1) Léli, dans son *Histoire de Charles V*, a cité plusieurs fois un livret du frère Regla, intitulé (en italien) : *Vita e morte di Carlo Cesare nel deserto*. Il en reproduit même un paragraphe entier, t. IV, p. 583. Malgré cette citation, nous ne pouvons attribuer aucune autorité à ce texte. Nous sommes fermement persuadé que Léli, en s'en rapportant au livret de Regla, n'a joué qu'un de ces tours de gobelet par lesquels cet historien charlatan essaya de substituer à la vérité de l'histoire le faux brillant du mensonge. Voici nos preuves. Le livre de Regla n'a été connu de personne, si ce n'est de Léli, pas même de cet exact philologue espagnol, Nicolas-Antoine. Llorente, qui a étudié aux sources les procès, tant de l'archevêque de Tolède que de Regla, son adversaire acharné devant le saint-office, n'a eu aucune connaissance de l'écrit de Regla : et toutefois ce serait de toutes les pièces du procès la plus importante, si elle eût existé. Ce que Léli rapporte d'après le prétendu livret de Regla est dénué de toute vérité. Selon lui, l'archevêque de Tolède aurait visité l'Empereur quelques mois avant sa mort. Or, tous les documents judiciaires constatent le contraire. Selon lui encore, une des accusations dirigées contre l'illustre prélat aurait été fondée sur le conseil donné par lui à Charles-Quint, relativement à ses funérailles intempestives. Or, ce conseil, comme on le verra par notre auteur, avait été donné par Regla. Dans le procès de l'archevêque, sur lequel Llorente a fourni les détails les plus précis, rien ne se rapporte à cet événement. Nous ne pouvons que nous étonner de voir qu'un auteur sérieux, comme l'ancien secrétaire de l'inquisition, qui avait en mains les documents officiels, se soit encore attaché à citer et à réfuter Léli. Nous saisissons cette occasion pour stigmatiser, sous tous les rapports, Léli, comme un auteur infidèle, faussant l'histoire à bon escient, et indigne de la vogue qu'il a obtenue de son temps, grâce à l'esprit aveugle de parti et au crédit de son beau-fils, Jean le Clerc. Aussi ne nous occuperons-nous pas davantage des détails qu'il fournit.

fabrique (1). Nous inclinons presque en faveur du premier : car notre auteur, qui n'écrivait que vers l'an 1574, nous rapporte textuellement le procès-verbal d'après lequel le corps de l'Empereur fut confié provisoirement en dépôt aux religieux de Yuste. Or, à côté du confesseur et du prieur, nous retrouvons le même fray Lorenzo comme un des témoins et des dépositaires. Mais tout ceci n'est qu'une conjecture, que d'autres, les documents en main, renverseront à leur aise. Arrivons à l'analyse du manuscrit.

TITRE GÉNÉRAL. — *Histoire abrégée et succincte comment l'empereur Charles V, notre sire, prit la résolution de se retirer dans le monastère de Saint-Jérôme à Yuste, dans l'arrondissement de Plaisance, et d'abdiquer en faveur du prince Philippe, son fils, et de la manière dont il vécut dans le susdit monastère l'espace d'un an et huit mois, moins neuf jours, jusqu'à l'heure de sa mort; aussi des choses qui arrivèrent dans sa vie et à sa mort* (2).

CHAP. I. *Comment le prince don Philippe se maria en Angleterre l'an 1554. Avénement de la reine Marie au*

(1) Nous ne savons rendre autrement la qualification de *obrero*. *Obrero*, en général, *ouvrier* ou *artisan*, signifie spécialement le *marguillier*, soit qu'on entende par cela un religieux chargé de surveiller les bâtiments religieux et les travaux qui s'y exécutent, ou bien un laïque, percepteur ou fermier des dîmes, obligé de les appliquer aux besoins de l'église et du culte extérieur. Voy. *Dictionnaire de l'Académie*.

(2) Voici le texte espagnol : *Historia breve y sumaria de como el emperador don Carlos V, nuestro señor, trató de venirse á recojer al monasterio de S. Hierónimo de Yuste, que es en la vera de Plasencia, y renunciar sus Estados en el príncipe don Phelips su hijo, y del modo y manera que vivió un año y ocho meses, menos nueve días, que estuvo en este monasterio, hasta que murió, y de las cosas que acaecieron en su vida y muerte.*

trône d'Angleterre : elle renonça à la suprématie sur l'Église usurpée par son père. Afin de gérer avec plus d'énergie les intérêts de son royaume et de la religion catholique, elle se décida à prendre un époux, malgré ses 38 ans révolus et le désir qu'elle avait souvent manifesté de mourir vierge. Elle fixa son choix sur le prince Philippe, et fit négocier le mariage avec l'empereur Charles-Quint, son père, qui dans ce moment se trouvait aux Pays-Bas. L'importance des royaumes, que de part et d'autre on apporta en dot, ainsi que les intérêts du catholicisme, déterminèrent les parties contractantes à cette union. A dater de cette époque, Charles-Quint médita le projet de céder tous ses États, et de se retirer au monastère de Yuste. Il envoya au général de l'ordre des Hiéronymites, fray Juan de Ortega, le plan des appartements qu'il voulait s'y faire construire, et ordonna en même temps à son fils Philippe de prendre, avant son départ pour l'Angleterre, inspection des lieux, afin de choisir l'endroit le plus propice à cet effet. L'un et l'autre s'y rendirent le jour de la Fête-Dieu 1554, accompagnés de l'ingénieur Luis de Vega, et ordonnèrent que tout s'exécutât conformément aux ordres de l'Empereur. Après avoir passé deux jours dans les environs du monastère et assisté aux messes et exercices religieux, Philippe partit et s'embarqua pour l'Angleterre. — Afin de lui conférer un titre de plus, l'Empereur lui avait abandonné ses royaumes de Naples et de Milan. Le mariage se fit le jour de St-Jacques, patron de l'Espagne. — Réconciliation du royaume d'Angleterre avec le Saint-Siège. — Mort de la reine Marie, qui eut pour successeur sa sœur Élisabeth, fille de « cette infâme Anne Boleyn ». — Ainsi, pas un mot de la prétendue mésintelligence entre l'Empereur et son fils, pas un mot de l'ambition cou-

pable de celui-ci, au contraire la preuve certaine que tout s'arrêta et s'exécuta du meilleur accord; mais pas la moindre trace non plus qui confirme le récit de Sandoval (1). Selon celui-ci, ou plutôt selon le prier fray Martin qu'il cite, l'Empereur aurait raconté lui-même que le projet de se retirer dans un monastère avait été formé longtemps d'avance et peu après son mariage avec feu l'Impératrice, qui, de son côté, aurait manifesté la même intention. De plus, l'Empereur aurait, d'après le dire de ce vénérable témoin, déclaré que la chose qu'il avait ambitionnée le plus au monde était d'être moine ou frère lai dans un couvent, et d'y servir les autres, au lieu de se faire servir. De pareilles extravagances, même lorsqu'elles sont appuyées sur les autorités les plus respectables, n'inspirent guère de confiance. De tout cela, notre hiéronymite n'en a ou rien entendu, ou rien cru.

CHAP. II. *Comment on commença à construire les appartements de l'Empereur à Yuste, et du temps que dura l'ouvrage.* — Dès le départ de Philippe II, on se mit à l'œuvre. Un religieux, du nom d'Antonio de Villacassin, eut la surintendance du travail, qui ne s'acheva qu'après deux ans et neuf mois. Le général des Hiéronymites réunit les moines de Yuste en chapitre, et leur fit part des lettres de l'Empereur et de l'extrême faveur dont il avait honoré leur ordre.

CHAP. III. *Comment l'Empereur abdiqua la souveraineté des Pays-Bas en faveur de don Philippe, son fils.*

CHAP. IV. *Des tendres adieux que fit l'Empereur aux états des Pays-Bas, lorsqu'il prit congé d'eux.*

CHAP. V. *De ce que répondit le pensionnaire des états,*

(1) Sandoval, *Vida del emperador Carlos V*, vol. II, p. 825.

et comment don Philippe, notre sire, fut investi de la souveraineté.

Nous n'entrerons dans aucun détail sur ces chapitres. L'auteur, quoique passablement bien informé, ne nous apprend rien qui ne nous soit mieux connu par nos auteurs nationaux.

CHAP. VI. *Comment l'Empereur, un an avant son abdication, entra en communication sur ses affaires avec cinq savants théologiens et jurisconsultes.* — Avant de renoncer à ses dignités, l'Empereur appela auprès de lui cinq théologiens et jurisconsultes; il leur fit part de ses affaires, ainsi que de ses appréhensions et de ses scrupules de conscience: ce fut d'après leur avis qu'il rédigea son testament, pour l'exécution duquel il assigna quelques milliers de ducats. Le testament même, sur lequel notre auteur ne donne aucun détail, se trouve à la fin de l'ouvrage de Sandoval.

CHAP. VII. *Comment l'Empereur, étant aux Pays-Bas, avant de partir pour l'Espagne, se dépouilla de tout ce qu'il possédait.* — Renonciation de Charles-Quint, en faveur de son fils, à tous ses royaumes et à toutes ses seigneuries. Abdication de la dignité impériale en faveur de son frère Ferdinand. Ces actes accomplis, le dépouillement de Charles-Quint fut si complet, qu'il ne possédait plus un pouce de terrain. Quelque temps après, voulant ajouter un codicille à son testament, il se trouva dans l'incapacité d'autoriser un notaire pour le faire. Ce fut sa fille doña Juana, alors gouvernante de Castille, qui dut intervenir pour lui en désigner un. — Départ de Charles-Quint des Pays-Bas, en compagnie des reines douairières de France et de Hongrie, ses sœurs. Son arrivée à Laredo au commencement de septembre 1556. A Valladolid, il rejoint sa fille doña Juana et son petit-fils don Carlos. Rien sur la pré-

tendue mauvaise impression que produisit ce dernier sur l'Empereur.— De Valladolid il se retira à Jarandilla, ville située à une lieue de Yuste, où il séjourna jusqu'en février 1557.

CHAP. VIII. *Comment le général de l'ordre de S'-Jérôme vint à Valladolid congratuler l'Empereur, à son arrivée des Pays-Bas.*— Francesco Tofino, alors général, et frère Juan de Ortega, son prédécesseur, accompagnés des prieurs de Guadalupe et de Yuste, se rendent auprès de l'Empereur, pour le congratuler sur son arrivée, ainsi que pour le remercier de la distinction dont il a honoré leur ordre.— Ils le sollicitent de fixer le nombre et le personnel de ses serviteurs. D'abord l'Empereur demande fray Juan Regla pour son confesseur; il désigne ensuite plusieurs religieux de Yuste, pour lui servir de directeurs, prédicateurs, musiciens, afin qu'à son arrivée tout soit arrangé selon ses désirs.

CHAP. IX. *Comment Sa Majesté quitta Valladolid pour se rendre à Yuste, et comment il s'arrêta quelque temps à Jarandilla.*— L'Empereur se repose à Valladolid auprès de sa fille doña Juana : il « se réjouit » d'y voir le prince don Carlos (1).— Arrivée à Jarandilla, le 11 novembre 1556.— Il y donne congé aux domestiques qui étaient venus avec lui des Pays-Bas, leur paye leurs gages, et retient si peu de gens à son service « qu'un pauvre gentilhomme ne pourrait se passer de moins. » Remarquons que, dans le style de l'époque, le « *pobre hidalgo* » avait un sens très-élastique. C'est ainsi que se qualifient à l'occasion le comte de

(1) *Y holgábase de ver su nieto el príncipe don Carlos.* Voyez aussi, sur les sentiments de Charles-Quint à l'égard de son petit-fils, dom Prosper Lévesque, *Mémoires pour servir à l'histoire du cardinal de Granvelle*, t. I, p. 16-18.

Hornes, le sire de Brederode, le ringrave de Salm et bien d'autres grands seigneurs.

CHAP. X. *Comment Sa Majesté vint de Jarandilla à Yuste, pour visiter ses appartements.* — Étant à Jarandilla, l'Empereur insiste avec impatience pour que les travaux au monastère de Yuste s'achèvent au plus vite. — Le 25 novembre, il s'y rend lui-même, et reconnaît avec satisfaction que tout s'exécute selon ses ordres. — Les détails de notre auteur sur cette visite nous donnent la mesure de l'infirmité corporelle de Charles-Quint. On avait pratiqué dans un de ses appartements une porte en face du maître-autel. Charles-Quint ordonna de la boucher, de crainte que le chant des matines ne vint interrompre son sommeil. Les religieux avaient eu l'attention de faire de grands feux dans chacun de ses quatre appartements. Charles, épuisé de fatigue, s'assit dans chacun d'eux et s'y chauffa. — Le soir, il retourne à Jarandilla.

CHAP. XI. *De la situation du monastère de St-Jérôme à Yuste, de son origine et de son fondateur.* — M. Gachard a déjà signalé l'erreur qui se commet presque aussi souvent que l'on parle de la retraite de Charles-Quint. Les anciens auteurs, et Strada lui-même, en ont donné l'exemple aux modernes. Le couvent où s'abrita Charles-Quint, n'avait rien de commun avec St-Juste. L'endroit même où le monastère était bâti s'appelait Yuste, et il devait ce nom à une petite rivière sortant de la chaîne de montagnes contre laquelle les bâtiments s'appuyaient. La même rivière traverse le jardin de l'établissement, et alimente les arbres fruitiers qui s'y trouvent en grande abondance. L'air y est pur et salubre, le climat y est doux : l'hiver, sans rien exagérer, n'y dure qu'un mois. Éloigné du sentier des humains, le repos de l'âme y est complet. Enfin, « c'est un

» paradis terrestre, s'écrie notre auteur : et comment ne
 » le serait-il pas, puisqu'un pareil prince l'a choisi pour
 » son repos, sa santé et son amusement? » L'origine du
 monastère remonte au septième siècle. Ce fut alors que le
 seigneur du lieu le céda formellement par écrit à deux
 ermites, pour y construire leur retraite. D'ermitage, le
 bâtiment se transforma en un monastère d'Hiéronymites,
 et, en l'an 719, lors de l'envahissement de l'Espagne, ce
 lieu servit d'asile aux chrétiens persécutés, ainsi qu'à leurs
 évêques et prêtres. — La chaîne de montagnes s'appelle le
 mont St-Sauveur, d'après un ermitage qui se trouve sur
 le sommet. L'endroit même appartient à la juridiction de
 Plaisance, ville située à sept lieues de là. L'endroit le plus
 voisin de Yuste s'appelle Coacos.

CHAP. XII. *Du plan et de la distribution des appartements
 que Sa Majesté fit construire.*

Description de l'habitation de l'Empereur. Elle se com-
 posait de huit places de même dimension, c'est-à-dire de
 20 pieds de longueur sur 25 de largeur : les quatre places au
 rez-de-chaussée formaient le quartier d'été; les quatre au
 premier étage, toutes munies de grandes cheminées, ser-
 vaient à y passer l'hiver. Les deux paliers étaient traversés
 chacun par un large corridor. La façade du bâtiment, vers
 le midi, était flanquée de deux tourelles, au milieu des-
 quelles un jet d'eau alimentait un bassin au revêtement en
 carreaux de Hollande, destiné à conserver les truites de
 l'Empereur. L'aile droite était bordée par son jardin par-
 ticulier, richement garni d'arbres fruitiers et de fleurs
 choisis par lui, et arrosé également par un jet d'eau. A
 l'aile gauche s'étendait une spacieuse cour de même gran-
 deur que le bâtiment : on y admirait une fontaine con-
 struite d'un seul bloc tiré d'une carrière située à cinq lieues

de là et transporté, à grands frais et à l'aide des efforts combinés de tous les villageois, par des routes presque impraticables; un autre ornement de cette cour, ainsi que de tout l'édifice, était un cadran solaire, chef-d'œuvre du célèbre Gianello. Par derrière, l'église du monastère, élevée de vingt pieds au-dessus de l'habitation impériale, l'abritait contre le vent du nord. Un escalier couvert, en forme de galerie, conduisait l'illustre hôte, presque de plain-pied, soit au chœur du temple, soit dans les jardins du couvent. Dans les appartements mêmes, grand nombre de fenêtres ne versaient pas seulement des flots de lumière, mais ouvraient l'entrée aux tiges odoriférantes des citronniers et orangers du jardin. Par ces croisées, le regard plongeait ou dans la verdure touffue de ces arbres, ou se reposait sur les coteaux voisins, brunis par le feuillage des vignes. De ces coteaux, plusieurs sources, peuplées par des truites délicieuses se précipitaient pour porter le tribut de leurs ondes à une rivière rapide, qui, sous le nom de Tietar, se perdait dans le lointain.

La description de notre hiéronymite mérite d'être mise en parallèle avec celle de Sandoval. L'une explique ou complète l'autre. Ainsi Sandoval nous apprend que la plus grande partie des serviteurs de l'Empereur était domiciliée au hameau voisin de Coacos; que la boulangerie, la pharmacie, la brasserie, ainsi que les logements de leurs directeurs, avaient été prises sur l'enceinte du monastère. Mais Sandoval, tout en l'expliquant quelquefois, n'est pas toujours d'accord avec notre anonyme. Le premier ne sait trop se lamenter sur la pauvreté à laquelle l'Empereur s'était volontairement assujetti : « Ses appartements semblaient plutôt spoliés par des soldats pillards, qu'arrangés pour la réception d'un si grand prince : seulement, sa

chambre à coucher pouvait s'enorgueillir de quelques tapis, mais ils étaient noirs et couleur de deuil. Le siège le plus précieux de tout l'ameublement n'aurait pas rapporté quatre réaux dans une vente publique. » Selon notre auteur, Charles-Quint ne se trouvait pas aussi mal logé. Il admire son goût exquis dans la distribution de ses appartements. Celui, dit-il, qui les aurait jugés d'après leur chétive apparence, aurait été étrangement surpris, en découvrant dans l'intérieur tous les agréments qui en embellissaient le séjour. Quoique toute la construction ne fût qu'en bois, rien n'y manquait pour y passer la vie d'une manière satisfaisante. Enfin, si notre moine eût connu les touristes de nos jours, il leur aurait peut-être emprunté l'épithète de *confortable*, pour qualifier dignement cette demeure, devant laquelle il s'extasie un peu trop.

CHAP. XIII. *De la bonne chère que Sa Majesté, étant encore à Jarandilla, procura aux religieux du couvent.* — Description d'un régal composé de plusieurs sortes de gibier, que l'Empereur voulait envoyer à ses futurs convives, pour le jour de Noël 1556. Malheureusement, cette année-là, c'était un vendredi. L'Empereur eut la délicatesse de faire consulter le prieur, pour savoir si, par exception et eu égard à la fête, ses religieux ne se dispenseraient pas de faire maigre. La réponse ayant été négative, l'Empereur remit l'envoi jusqu'au samedi, afin que le repas eût lieu le dimanche. — Ce ne fut pas la seule fois que Charles-Quint montra tant de largesse. Étant à Yuste, il fit aux religieux la part de tout le gibier qu'on lui envoyait, et, pour les grandes fêtes, s'il n'avait rien à leur offrir, il ordonnait de leur remettre 200 réaux, afin qu'ils se régalaient.

CHAP. XIV. *Comment l'Empereur fit son entrée dans Yuste,*

le jour de Saint-Blaise, pour ne plus en sortir. — A cinq heures du soir, l'Empereur arriva de Jarandilla à Yuste, accompagné de tous ses serviteurs, tant de ceux qu'il gardait à son service, que de ceux qu'il venait de congédier. Tout le couvent vint le recevoir au chant du *Te Deum*. A l'entrée, l'Empereur descendit de sa litière, se plaça dans un fauteuil, et se fit ainsi porter par deux gentilshommes jusqu'aux degrés du maître-autel. A la droite de l'Empereur, se tenait le comte de Oropeza, Ferdinand Alvarez de Tolède; à sa gauche son maître d'hôtel, Louis Quixada. Le prieur, vêtu de sa chape, dit les prières solennelles. Ensuite tous les religieux furent admis par ordre de rang à baiser la main à Sa Majesté. Quelques-uns y mettaient tant d'empressement, qu'une fois l'Empereur fut obligé de retirer sa main en s'écriant : « Grâce! mon père, vous me faites mal. » Quoique, pendant cette cérémonie, la nuit fût déjà tombée, une infinité de cierges répandait dans l'église la clarté du jour, et le son plus que jamais étourdissant de toutes les cloches annonçait aux environs l'événement remarquable qui venait de s'accomplir à Yuste (1).

Quelque grande que fût la joie des cénobites de Yuste, elle ne pouvait se comparer à la douleur qu'éprouvaient les gens de l'Empereur, en faisant leurs adieux à leur ancien maître. Leurs gémissements et leurs sanglots brisaient le cœur de tous les assistants. En sortant de Jarandilla, les hallebardiers jetèrent leurs hallebardes par terre, comme si cette arme n'était plus d'aucun usage depuis que leur

(1) Notre auteur s'exprime d'une manière assez énergique : *las campanas se hundían y parece que sonaban mas que otras vezes, y ympedian el goçar de la festa.*

souverain s'était dépouillé de son rang. Pour entrer dans l'église, Charles-Quint traversa, le cœur navré et les yeux en larmes, les rangs silencieux de ses fidèles. Tout à coup un cri perçant se fit entendre. On croyait qu'un grand sinistre venait d'arriver. C'était une dame flamande attachée au service de l'Empereur, qui s'évanouissait en le voyant pour la dernière fois.

CHAP. XV. *Des serviteurs qui restèrent à Yuste au service de Sa Majesté.* — Le soir même, tous les serviteurs du monarque, qui venaient d'être congédiés, retournèrent, sans en excepter un seul, à Jarandilla. Dans ce chapitre, notre auteur nous donne les noms de ceux qui restèrent pour servir l'Empereur. Nous avons déjà reproduit ceux des quatre moines qui occupèrent auprès de lui des charges spéciales. Nous devons y ajouter celui de Georgius Nepotis, d'abord aumônier et en dernier lieu chapelain de l'Empereur. Nous remarquons ensuite, dans la liste de ses officiers, le fidèle Louis Quixada (1), son maître d'hôtel; Martin de Gaztelú, son secrétaire; Henri Mathys (2), son médecin; Moron, chevalier bourguignon (3), son chambellan;

(1) Louis Quixada est assez connu comme père nourricier de don Juan d'Autriche. Mais son attachement désintéressé à la personne de Charles-Quint fut son meilleur titre à la faveur dont il jouissait auprès de lui. Le codicille de l'Empereur fait son éloge. Voyez Sandoval, *l. c.*, p. 886.

(2) Sur Henri Mathys ou Mathisius, voyez Valerius Andreae et Foppens, *in voce*, ainsi que la *Biographie des hommes remarquables de la Flandre occidentale*, t. I, p. 314.

(3) Moron, que Sandoval, *l. c.*, p. 887, nomme *Guyon de Maoran*, est sans doute Guillaume de Moron, chevalier, baron et seigneur de Terny et de Beaumont. Il se fit remarquer plus tard par son inimitié contre la famille Granvelle, qu'il dénonça et poursuivit avec acharnement, à cause de quelques malversations dans l'administration des salines de Bourgogne. De concert

Gianello, son horloger (1). Nous trouvons, en outre, dans sa suite un intendant général, deux chirurgiens, quatre gentilshommes de chambre et deux laquais, un conservateur des bijoux, un conservateur de l'argenterie de l'Empereur, un sommelier, deux cuisiniers en chef et deux aides. Nous remarquons encore que toute cette suite — notre auteur énumère jusqu'à trente-huit personnes — était composée d'Espagnols, de Flamands et de Bourguignons. Charles-Quint avait eu le bon esprit de n'y admettre qu'un Allemand : c'était son aide-boulangier. Du reste, dit notre auteur, les cinquante religieux qui habitaient Yuste étaient à sa disposition et le servaient, selon sa volonté, en qualité, soit de prédicateurs, soit de confesseurs, soit enfin de musiciens, et ainsi Sa Majesté se trouvait gaie et contente et plus heureuse qu'elle ne l'avait été pendant toute sa vie,

avec les ennemis du cardinal, il alla, en 1565, en Espagne porter ses plaintes devant le Roi. Ce voyage eut pour lui un résultat des plus funestes. Livré par ses adversaires à l'inquisition, il périt sur le bûcher. Voyez Groen Van Pruiusterer, *Archives*, t. I, p. 278. Mais, de même que tous les procès de l'inquisition, l'affaire Moron est loin d'être suffisamment éclaircie.

(1) Gianello Torreano. C'est ainsi qu'il faudrait probablement écrire le nom de ce célèbre mécanicien que Strada et d'autres appellent Janellus Turrianus, et dont le nom est reproduit d'une manière tout à fait méconnaissable dans le codicille de Charles-Quint, par Sandoval, l. c., p. 887 : *Juan el Lotariano*. Il était natif ou habitant de Crémone, et avait été appelé, conjointement avec un Zélandais, du nom de Guillaume, par Charles-Quint, pour reconstruire une remarquable horloge que celui-ci avait admirée à Pavie. Gianello s'acquitta si bien de sa tâche, qu'il resta désormais au service de l'Empereur. L'horloge de Pavie n'était en définitive qu'une imitation de l'horloge de Jacques de Dondis; mais Gianello la restaura de façon qu'elle pouvait passer pour une pièce de son invention. Il remplaça, le premier, les cordes dont on se servait dans la construction de ces instruments par des rouages dentés. Selon Snouckaert de Schauburg (*Zenocarus*), l'horloge dont

n'ayant d'autre souci que de s'abandonner à Dieu, sans être distraite par les choses mondaines.

La liste des serviteurs de Charles-Quint, telle que nous la donne notre anonyme, n'est pas complète. Dans le codicille reproduit par Sandoval, l'Empereur lui-même en porte le chiffre jusqu'à cinquante, sans y compter les religieux, auxquels leurs vœux ne permettaient d'accepter aucuns gages, pas même à titre de legs. Dans ce même codicille nous rencontrons, en outre, deux apothicaires, un pâtissier, un garçon de cave, deux officiers chargés de la conservation des fruits. S'il y a loin de là à l'ancien état de la maison de l'Empereur, il y a plus loin encore à ce dénuement absolu auquel Sandoval s'efforce de nous faire croire. Tandis que Charles-Quint s'était entouré de

il s'agit ne contenait pas moins de 1500 de ces rouages. Outre les heures, elle indiquait le mouvement des sept planètes et de la huitième sphère. Toute la machine reposait sur deux pieds, et était renfermée dans une caisse octogone à plaques de cuivre doré. L'artiste y avait employé sept années de sa vie. Voyez Zenocarus, *De vita Caroli V*, p. 207. Gianello se distingua encore par d'autres ouvrages d'art. Nous avons parlé ci-dessus de sa fontaine. Strada raconte qu'il confectionna de bois des oiseaux automates, qui firent l'alarme du pieux confesseur, lorsqu'il les vit voler dans la chambre de Charles-Quint. Enfin Cardan lui attribue l'invention d'un siège ou caisse de voiture pour l'Empereur, arrangé de manière que celui qui s'y trouvait assis, gardait toujours la même position, quelque mouvement que l'on imprimât à l'ensemble. Voyez Cardanus, *De subtilitate*, lib. XVII. Charles-Quint récompensa largement ses services. En dehors de 65,000 maravedis par an de gages, l'Empereur lui accorda une pension viagère de deux cents écus : enfin, par son dernier codicille, il lui légua encore une année de ses gages ordinaires, et y ajouta 7,500 maravedis pour sa femme. Voyez Sandoval, p. 887 et 891, et sur Gianello en général, Cardanus, *De subtilitate*, lib. I, p. LXVII, p. 318 et 319; Saccus, *De Italicarum rerum varietate*, lib. VII, c. 17, et Falconet, dans les *Mémoires de l'Académie des inscriptions et belles-lettres*, t. XX, p. 452.

pharmaciens et de chirurgiens, cet auteur prétend que, poussé à bout par l'importunité de ses gentilshommes, il aurait, malgré lui, consenti à se servir du célèbre Mathys comme médecin particulier : chose d'autant moins vraisemblable que rien ne l'avait plus déterminé à se retirer que sa santé délabrée. Mais la pauvreté était de rigueur dans les exercices monastiques ; elle était d'un bel effet de rhétorique pour les panégyristes qui s'aviseraient de mettre en parallèle l'ancienne splendeur de l'objet de leurs éloges avec l'humilité de sa condition actuelle. Sandoval ne s'aperçut point que son récit se trouvait en contradiction manifeste avec le codicille de l'Empereur, qu'il reproduisit textuellement. Notre auteur, plus ingénu encore que lui, semble donner dans le même piège, quand il commence son énumération par cette remarque :

« Si nous considérons la grandeur de ce prince, ses domestiques à Yuste n'étaient pas plus nombreux que ne le sont ceux d'un *pobre hidalgo* : l'Empereur même aurait voulu se débarrasser de tous, mais il n'en garda que le nombre strictement indispensable (1). »

(1) Le dénuement absolu de Charles-Quint était, comme nous l'avons dit, le thème favori de ses biographes. Snouckaert, qui tenait ses renseignements d'un des intimes de l'Empereur, écrit, p. 202 : *Inter domesticos parietes duodecim tantum homines habebat. Hi in curia Caesaris omnes duodecim comedebant, praeter hos nemo : nullum sacrificum, nullum pagium, nullum nobilem, nullos satellites, nullos ambulones, unum equum per id tempus retinuit*. La chose n'est pas exactement vraie ; mais Snouckaert, partisan convaincu de la doctrine cabalistique des nombres, respectait la douzaine, comme la triade et le septénaire. Ensuite, il est acquis que la plus grande partie surtout des officiers subalternes de Charles-Quint était installée, soit dans l'enclos du monastère, soit au hameau voisin de Coacos. Or, voici comment Ludovico Dolce, auteur italien contemporain, amplifie le récit de Snouc-

CHAP. XVI. *De ce qui se passa entre Sa Majesté et fray Juan Regla, son confesseur.* — Lorsque l'Empereur le désigna pour son confesseur, Regla assistait au concile de Trente, comme délégué du royaume d'Aragon. Modeste à l'excès, malgré la réputation d'érudition dont il jouissait généralement, il ne répondit pas à cet appel. Le général des Hiéronymites dut le sommer de nouveau, en vertu de la sainte obéissance. Arrivé auprès de son illustre pénitent, lorsque celui-ci séjournait encore à Jarandilla, il déclina l'honneur qui lui était réservé, et s'excusa sur son insuffisance pour une charge si délicate. « Ne craignez rien, mon père! » répondit Charles-Quint : « pendant un an entier, cinq théologiens de Flandre ont entrepris ma conscience; maintenant il n'y reste plus de scrupules, que pour autant que chaque jour en fournira. » Réponse caractéristique et frappée au coin de cette légèreté qui rendit toujours si problématique la sincérité religieuse de Charles-Quint. Néanmoins, Regla céda et s'acquitta de ses fonctions d'une manière qui lui valut les éloges de notre auteur. Il distribua ses quatre cents écus d'appointement annuel aux

kaert : *Vita di Carlo Quinto*, p. 165 : *Diede licenza a tutti i suoi creati et a quelli massimamente che più gli erano stati familiari et più cari* (Quixada et Gianello prouvent le contraire), *retinendone solamente agli usi necessari alquanti : perciocchè non erano più che dodici*. Le bruit que faisaient les admirateurs de Charles-Quint de l'extrême simplicité de sa vie eut son côté fâcheux. On reprocha à Philippe II d'avoir laissé manquer son père du nécessaire. Sandoval prend à cœur de défendre ce prince, et, pour excuser le nombre élevé des serviteurs de l'Empereur que son codicille accusait d'une manière irréfutable, il prétend que, pour satisfaire aux instances de ses gentilshommes, ainsi qu'aux exigences de ses infirmités, l'Empereur augmenta le chiffre de ses officiers, et doubla, bien malgré lui, leurs gages, *l. c.*, p. 826.

religieux et aux domestiques de l'Empereur, afin qu'ils s'évertuassent mieux à son service. Charles-Quint s'attacha tous les jours davantage à lui. Un jour, il était allé voir un de ses anciens disciples à Plaisance, pour lui emprunter quelques livres qui lui étaient nécessaires, lorsque son pénitent le fit appeler. Informé qu'il s'était absenté sans le prévenir, l'Empereur, qui s'était fait ermite, reprit ses anciennes allures de commandement. Par un billet extrêmement laconique, le vénérable latitant fut sommé de reparaitre. Le courrier porteur de cet ordre piqua si bien des deux, que l'un et l'autre arrivèrent à leur destination au même instant. Le mandement de Yuste fut respecté comme s'il avait été signé de Vienne. Le confesseur laissa là son ami et ses livres, et se hâta de faire ses excuses à son maître. « Sachez, frère Juan, reprit celui-ci sévèrement, que c'est ma volonté bien arrêtée que vous ne sortiez d'ici sans que je ne le sache, parce que je prétends que vous ne me quittiez pas un seul instant. » Notre anonyme nous assure que, depuis cette rencontre, il n'y eut pas de demoiselle plus soumise à sa mère que ne le fut frère Juan à son auguste pénitent (1).

CHAP. XVII. *Des aumônes que Sa Majesté fit faire dès son entrée dans Yuste.* — Ces aumônes se distribuaient par tout l'arrondissement. Grâce à elles, plusieurs débiteurs insolubles quittèrent la prison, à Plaisance. La bienfaisance de l'Empereur était d'autant plus opportune, que le pain se vendait à un prix excessif, et que les pauvres étaient nombreux. En dehors de ces aumônes publiques, l'Empereur en fit plusieurs en secret : tous les mois, il donna cent

(1) Le frère Regla est jugé bien plus sévèrement par Llorente, dans son *Histoire de l'inquisition d'Espagne*, t. III, p. 84 et 85.

ducats, et le confesseur Regla, ainsi que le prieur de Angulo, en furent les dispensateurs. Quoique l'Empereur fût bien-faisant de caractère, — c'est notre anonyme qui l'affirme, — l'un et l'autre de ses aumôniers exercèrent une grande influence sur ses largesses. — Éloge du prieur Martin de Angulo, qui, plus tard, confesseur de doña Juana, persuada à celle-ci d'ériger le monastère des Clarisses de Madrid, et qui en fournit le plan et le règlement.

CHAP. XVIII. *Comment Sa Majesté, depuis sa retraite, se tenait en dehors des affaires séculières.* — Si on avait voulu admettre tous ceux qui se présentaient à l'audience, Yuste se serait changé en une cour nouvelle; mais la plupart furent renvoyés, soit à doña Juana, gouvernante des royaumes d'Espagne, soit à Philippe II, en Flandre. L'auteur se souvient d'avoir vu un jour un laboureur se présenter pour parler à Sa Majesté. Il avait, affirmait-il, à lui communiquer des choses tellement graves, qu'il ne pouvait les confier à personne. L'Empereur, habitué par expérience à de pareilles importunités et souffrant de la goutte, lui refusa l'entrée, et envoya Quixada pour s'informer de ce qu'il voulait. Sur ce refus, le paysan de se démenier comme un énergmène, de jurer que le monde ne resterait pas à sa place, si on ne l'écoutait pas, et de dire des choses tellement épouvantables que notre auteur, témoin de la scène, en fut effrayé. « En effet, ajoute-t-il avec une naïveté aimable, bien des événements étranges sont arrivés depuis; mais Dieu seul, qui s'y entend, aurait pu y remédier. » — Malgré l'abstention complète de l'Empereur de toute affaire d'État, quelques grands seigneurs étaient reçus chez lui. Notre anonyme nomme le duc d'Arcos, Juan de Vega, président du conseil royal, don Léopold d'Autriche, oncle de l'Empereur et évêque de Cordoue, Madelaine de Ulloa, épouse de

Quixada. Celle-ci, accompagnée de l'infant don Juan d'Autriche, entrait par la porte de l'oratoire, y entendait la messe et sortait peu de temps après. Souvent même, l'Empereur ne se laissait pas distraire par de pareils personnages : il les renvoyait à Quixada. De ses serviteurs, deux seulement, qui l'avaient été depuis sa jeunesse, jouissaient d'une certaine intimité : don Fernando de la Cerda, frère du duc de Medina-Celi, et don Luis d'Avila y Çûniga, grand commandeur d'Alcantara et marquis de Miravel. Le dernier surtout, comme il tenait sa résidence à Plaisance, visitait souvent son ancien souverain.

CHAP. XIX. *Comment Sa Majesté distribua sa journée.*

— Chaque matin, l'horloger Gianello entrait le premier dans la chambre de l'Empereur. Après lui venait le frère Juan Regla, pour dire et diriger ses prières. Au confesseur succédaient les chirurgiens et le médecin. A dix heures, le dîner se servait pour tous les officiers qui devaient assister à la table de l'Empereur. Le gentilhomme qui était de service le présidait. Le dîner fini, ces officiers suivaient leur maître à la messe. Rentré de la messe, lui-même dînait et s'amusa, en dînant, à entendre les discussions du docteur Mathys et de Guillaume de Male, un de ses gentilshommes (1). L'un et l'autre étaient des gens instruits, et leur entretien roulait tantôt sur des matières historiques,

(1) Guillaume de Male, brugeois de naissance, jouissait auprès de l'Empereur d'une certaine intimité. Snouckaert, son ami particulier, le classe parmi les douze serviteurs qui suivirent l'Empereur à Yuste, en y ajoutant : *inter quos non infimæ authoritatis erat municeps meus Malinæus. De vita Caroli V*, p. 292. M. le baron de Reiffenberg a publié, en 1843, les lettres de de Male au S^r de Praet. Elles justifient, par leur élégance, l'éloge pompeux que Juste Lipse en a fait. Voyez, sur la vie et les ouvrages de de Male,

tantôt sur l'art de la guerre. Un jour ils ne surent tomber d'accord sur le sens d'un passage de Pline. A la réquisition de l'Empereur, le confesseur intervint, et se prononça en faveur du *philosophe* Guillaume. C'est ainsi qu'il est qualifié par notre auteur. D'autres fois, pendant son diner, Charles-Quint exigeait que son confesseur lui lût un chapitre de saint Bernard, ou de quelque autre bon auteur, jusqu'à ce que le sommeil vint le surprendre, ou qu'il se levât de table, pour aller assister soit au sermon, soit à la lecture.

CHAP. XX. *Comment il distribua les jours de la semaine.*

—D'après les ordres de l'Empereur, il y avait sermon le dimanche, le mercredi et le vendredi. Les sermons se firent par fray Juan de Arcoleras, depuis évêque des îles Canaries, prédicateur des plus célèbres : témoin le grand commandeur d'Avila qui, dans une lettre à un de ses parents, affirma, à son sujet, qu'un nouveau prophète s'était élevé à Madrid. Quelquefois fray Juan fut remplacé par fray Francisco de Villalva, collègue de l'évêque de Grenade au concile de Trente, et, depuis la mort de l'Empereur, chapelain de Philippe II. Les autres jours de la semaine, il y avait lecture de l'Écriture sainte. C'était alors que fray Bernard de Salinas, frère du célèbre docteur Velasco et docteur lui-même à l'université de Paris, expliquait l'épître de

Valerius Andreæ, Foppens, *la Biographie des hommes célèbres de la Flandre occidentale*, t. I, p. 305, et surtout de Reiffenberg, *Introduction*, p. xix et *passim*. D'après le codicille de Charles-Quint, rapporté par Sandoval, l'emploi de maréchal de la cour avait été destiné à de Male. Mais la volonté du monarque ne put être satisfaite. Retourné dans sa patrie, de Male suivit bientôt son maître au tombeau. Voyez aussi M. Gachard, *Bulletins de l'Académie*, t. XII, p. 29.

saint Paul aux Romains. L'auditoire se composait de tous les religieux du monastère : Charles-Quint n'y manquait que par exception, et seulement dans le cas où il venait de recevoir quelque lettre d'importance de son fils don Philippe, ou de sa fille doña Juana. Le sermon et la lecture n'en avaient pas moins leur cours; seulement le frère Regla était obligé de rapporter à l'Empereur ce qui avait été prêché ou récité. La lecture et le sermon se faisaient régulièrement à trois heures de relevée.

CHAP. XXI. *Des messes que Sa Majesté faisait dire à Yuste chaque jour.* — Par ordre de l'Empereur, quatre messes se disaient journellement : deux pour son père et sa mère ; une troisième, à laquelle assistaient tous ses serviteurs, se disait à huit heures pour feu l'Impératrice. La quatrième se disait pour l'Empereur lui-même. C'était à celle-là qu'il assistait en personne, mais souvent elle se disait très-tard, « lorsque Sa Majesté n'avait pas bien dormi. » En outre, l'Empereur faisait dire, tous les jeudis, la messe du saint sacrement à plain-chant et avec autant de solennité presque qu'à la Fête-Dieu. C'était une observance religieuse dans la maison d'Autriche, à laquelle Charles-Quint et son fils Philippe se montraient également attachés. En dehors de ces messes perpétuelles, il en fit dire plusieurs autres, tant pour le succès des armes de son fils, que pour les chevaliers de la Toison d'Or qui moururent durant son séjour à Yuste. « Enfin, » dit notre auteur, « quoique » nous fussions en si grand nombre de prêtres, nous étions » tous occupés à ces sacrifices, de sorte que je ne saurais » dire si, pendant son règne, Sa Majesté s'est prise de » plus de zèle pour diriger ses guerres entreprises pour la » cause de la foi et de la sécurité de l'Église, qu'elle n'en » a montré à Yuste à se prosterner devant les autels, à faire

» des sacrifices, à dire des messes. De l'une et de l'autre
 » manière, il n'envisagea qu'un seul et même but, la gloire
 » de Dieu, et il fit bien de s'en tenir aux prières, depuis
 » que ses infirmités ne lui permettaient plus de courir la
 » chance des armes. »

CHAP. XXII. *Comment Sa Majesté et tous ses officiers étaient assidus à communier.* — Ils se confessaient et communiaient tous les grands jours de fête. Pour confesser ses serviteurs, l'Empereur mandait un frère mineur, flamand d'origine, qui résidait au couvent de Jarandilla. — Bulle du pape Jules III, par laquelle l'Empereur est dispensé de communier à jeun, à cause de ses indispositions et de son infirmité. Notre anonyme ne communique pas cette bulle, « parce qu'il n'est pas nécessaire; » mais il ajoute que Sa Sainteté, tout en exhortant l'Empereur à s'occuper de son salut, l'y intitule : Défenseur de la foi, fils obéissant de tous les statuts et canons de l'Église, et son chef et capitaine.

CHAP. XXIII. *De la fête de l'apôtre saint Matthias et du jubilé qui s'y gagnait.* — L'Empereur professait une grande vénération pour cet anniversaire. C'était le jour de sa naissance, et, en conséquence, lui-même avait été baptisé *Charles-Matthias* : c'était le jour de la célèbre victoire de Pavie, le jour enfin où il avait été couronné deux fois empereur. Dès le matin, ses officiers se présentaient en habit de fête pour communier : leurs femmes, qui demeuraient à Coacos, accouraient à Yuste en grande toilette, pour assister à la solennité. On venait de 47 lieues à la ronde, pour gagner l'indulgence plénière qui s'accordait ce jour-là. Pour satisfaire à l'empressement de la foule, un autel et une chaire se dressaient hors de l'église : deux offices se célébraient, l'un en plein champ, l'autre à l'intérieur de l'église. L'Empereur lui-même, simplement vêtu, mais paré

du grand collier de la Toison, fut conduit ou plutôt porté par deux de ses gentilshommes jusqu'au pied de l'autel : là il se mit à genoux et rendit grâces à Dieu des bienfaits qu'il avait reçus pendant le cours de sa vie, et en implora la prolongation pour mieux se vouer à son service; là il présenta en offrande autant d'écus que sa vie comptait d'années, et un de plus pour l'année dans laquelle il venait d'entrer. Pendant son séjour à Yuste, Charles-Quint ne put célébrer que deux fois ce jubilé : mais on continua à le fêter jusqu'au moment où son corps fut transféré à l'Escurial. Ce fut là que la solennité eut lieu depuis, le pape ayant concédé qu'elle se célébrât partout où se trouverait l'Empereur, mort ou vif.

CHAP. XXIV. *De ce qui se passa entre l'Empereur et les pères visiteurs de notre ordre à S'-Jérôme de Yuste.* — Arrivée de ces pères à Yuste pour s'informer, de la part du général, si l'Empereur y trouve tout à son gré, ou si quelque chose requiert remède. — L'Empereur ne sut assez louer le bon ordre qui régnait dans le monastère, et l'amour et le dévouement dont on l'y entourait. Seulement il proposa que désormais les aumônes ne se distribuassent plus à la porte du couvent, mais dans les villages voisins. La vue, disait-il, de tant de femmes qui accouraient pour recevoir les aumônes, pouvait faire naître dans le cœur des garçons qui étaient à son service des idées peu en harmonie avec la sainteté du lieu (1). Les pères firent droit à la réquisition

(1) L'épisode de la visitation a fourni à Sandoval la matière de trois paragraphes. Nous y renvoyons nos lecteurs, *l. c.*, p. 826-828. On remarquera que, dans son récit, rien n'est épargné pour mettre en relief la rigueur de la règle des Hiéronymites. Quant à l'éloignement des femmes hors de l'enceinte de Yuste, nous trouvons la version de notre anonyme plus simple et d'autant plus

de l'Empereur; mais, à leur tour, ils formulèrent contre lui deux griefs : le premier, qu'il avait laissé dire du mal de l'ordre, sans en prendre la défense; l'autre, qu'en récompense des services qu'on lui avait rendus, il avait accordé de l'argent à quelques-uns des religieux, chose non-seulement prohibée par leurs règles, mais encore entièrement contraire au désintéressement qu'ils devaient à leur ancien souverain. L'Empereur les écouta avec bonté, puis se défendit en disant, que tout le mal qu'on lui avait dit de leur ordre se réduisait à quelques doutes énoncés devant lui au sujet de la salubrité du monastère, et que l'expérience lui avait prouvé le contraire. Quant à l'autre grief, il avouait avoir distribué de l'argent, mais non à qui que ce fût des frères dans son intérêt privé; au contraire, puisqu'ils s'étaient endettés envers des particuliers, afin de construire et de garnir ses appartements, il était juste que lui les secourût, pour qu'ils s'acquittassent de leurs obligations. — Grande satisfaction qui résulta de part et d'autre de cette visite d'inspection.

CHAP. XXV. *Comment Sa Majesté dîna un jour dans le réfectoire avec tout le couvent.* — Autre caprice de grand seigneur. Quoique la goutte ne lui eût, pour ainsi dire, laissé ni mains ni pieds ni dents, un jour le vieux gastronome (1) eut la fantaisie de goûter de la cuisine du monastère, et de ne s'y faire servir que par les religieux. Une table séparée fut couverte pour lui dans le réfectoire : le buffet était à côté, et Guillaume de Male, le seul de ses gentilhommes

vraisemblable que celle de Sandoval, qui attribue la demande de Charles V à sa préoccupation extrême pour le repos de l'âme des vénérables religieux.

(1) Pour justifier cette épithète, nous renvoyons nos lecteurs à D. Prosper Levesque, *Mémoires pour servir à l'histoire du cardinal de Granvelle*, t. I, p. 15.

qui l'accompagnait, s'y tenait pour découper les viandes et diriger l'ordre du service. Il paraît que le dîner des cénobites ne valait pas les truites du réservoir. Du moins, l'Empereur mit tant de hâte à finir son repas que, lorsqu'il se leva de table, plusieurs mets restaient intacts. « Je ne vous en tiens pas quitte : qu'on les garde pour moi, » répondit-il au prieur qui s'en plaignait, et en même temps il fit l'éloge du bon accueil qu'on lui avait fait. Charles-Quint sut s'attacher par de pareilles prévenances le cœur des religieux. S'ils lui envoyaient quelques fruits de leur jardin, il les faisait mettre soigneusement de côté, et personne n'y touchait, excepté lui.

CHAP. XXVI. *Du zèle que montrait Sa Majesté dans l'observance des pratiques religieuses.* — Notre anonyme en donne deux preuves. Un des religieux ayant présenté trop timidement à l'Empereur la sainte patène, celui-ci la saisit de ses mains, la couvrit de baisers et la serra si fortement contre le cœur, qu'il semblait vouloir l'y faire entrer. — De la même manière, il arracha le goupillon des mains d'un autre religieux, qui l'avait manié avec trop d'hésitation, s'en aspergea largement, et le lui rendit en disant : « C'est ainsi qu'il fallait faire, mon père; une autre fois n'ayez pas peur. »

CHAP. XXVII. *De la manière dont Sa Majesté assistait aux offices.* — S'il y faisait quelquefois défaut, c'était bien malgré lui, et seulement à cause de son extrême faiblesse. Une tribune réservée était construite pour lui dans le chœur de l'église.

CHAP. XXVIII. *De l'ordre qu'il donna pour le jeudi saint, et de l'adoration de la sainte croix le vendredi saint.* — Ne pouvant, à cause de ses infirmités, accomplir la cérémonie du lavement des pieds, il en chargea son confesseur. Les

treize pauvres furent renvoyés , après avoir été bien nourris, bien vêtus et pourvus d'une bonne somme de deniers. A l'adoration de la croix, l'Empereur suivit immédiatement les religieux, et se mit à terre à leur exemple, ou plutôt, comme il était hors d'état de se remuer, ce ne fut qu'à l'aide des deux gentilshommes qui l'accompagnaient constamment, qu'il réussit à se prosterner et à se relever.

CHAP. XXIX. *De la grande vénération que Sa Majesté montrait pour le saint sacrement.* — Nouveaux détails sur le recueillement et sur l'empressement avec lequel il communiait. Il attribuait ses victoires sur les hérétiques à la vertu de ce mystère. Notre anonyme raconte à ce sujet deux anecdotes de la vie passée de l'Empereur. Un de ses meilleurs hommes de guerre, célèbre par ses talents comme artilleur, mais luthérien reconnu, avait volé dans une église l'ostensoir avec le saint sacrement; Charles-Quint refusa de lui faire grâce, et ne consentit pas même à se mettre à table, avant qu'il n'eût vu de ses yeux le criminel pendu. — Une autre fois il rencontra le saint sacrement sur la grande place de Valladolid, au moment où on le portait à un malade. L'Empereur descendit immédiatement de cheval, et s'agenouilla, sur sa toque, au milieu de la boue. — Disposition testamentaire de l'Empereur, prescrivant que son corps fût placé, moitié sous le maître-autel, moitié en dessous des marches, de sorte que le prêtre qui dirait la messe posât le pied au-dessus de sa poitrine. — Cette disposition se trouve amplement relatée et commentée dans Sandoval, p. 825 et 882.

CHAP. XXX. *De la réjouissance qui eut lieu à Yuste, à l'anniversaire de la retraite de l'Empereur.* — Quelques jours d'avance, le directeur des novices s'avisa de plaisanter. « Écoutez, dit-il au chevalier Moron, il y aura bientôt un an que

Sa Majesté est ici : qu'elle y prenne attention, son noviciat sera alors terminé, et, si même elle voulait nous quitter après, elle n'en serait plus le maître. Je l'en avertis pour le bon motif, afin qu'on ne se plaigne point de moi, quand il sera trop tard. » Moron n'eut rien de plus pressé que de rapporter à l'Empereur la conversation qu'il venait d'avoir. Celui-ci, quoique plus que jamais tourmenté de la goutte, trouva la plaisanterie de bon aloi, et, sans dissiper l'anxiété de Moron, il le renvoya auprès du directeur des novices, pour connaître ce que le couvent jugerait de son noviciat, et si on serait content de l'admettre dans l'ordre. Moron exécuta sa commission : « Que voulez-vous, señor Moron, répondit le maître des novices, nous serions bien difficiles, si nous n'étions pas plus que satisfaits d'un pareil novice dont, pour ne pas parler de ses autres qualités, l'honnêteté et la piété ont servi d'exemple à tous. » A peine Moron fut-il retourné avec cette réponse, que Charles-Quint fit appeler son confesseur, et voulut savoir de lui ce qui se pratiquait à la réception d'un novice dans l'ordre. Or, ces pratiques consistaient d'abord dans l'examen de l'origine du récipiendaire, pour s'assurer s'il avait le sang pur de tout contact avec les Maures et les Juifs; ensuite, dans une procession solennelle et un sermon dans lequel le prélat expliquait au nouveau profès les devoirs qu'il s'était imposés. Puis la journée était consacrée à la joie : les pères allaient s'amuser avec le jeune profès dans les champs ou au jardin; ils s'asseyaient à un repas largement servi, et on retirait des caves du couvent ce qu'elles contenaient d'exquis en vin. D'après ces renseignements, l'Empereur ordonna qu'on en fit autant pour lui; qu'il y eût messe, procession, chant du *Te Deum* et sermon; qu'on accordât aux religieux un jour de sortie, le seul qu'ils eussent eu depuis le moment de son

entrée, et que surtout on les regalât copieusement à ses frais. La nouvelle de la fête qui se préparait se répandit bientôt, et on commença à croire qu'en réalité Charles allait prononcer les vœux. Le jour même, ses serviteurs revêtirent leurs habits de fête; les dames de Coacos, leurs épouses, vinrent également parées, pour assister, comme elles disaient, à la profession de l'Empereur, et les endroits d'alentour portèrent leur tribut de gibier et de fruits pour la table de l'illustre récipiendaire. Celui-ci malheureusement ne put partager les joies de la journée. Ses souffrances l'enchaînaient au lit, et messe, procession, chant, récréation, tout se passa en son absence. Toutefois, notre auteur trouve nécessaire de combattre l'opinion erronée de quelques-uns qui s'obstinaient à croire que Charles eût alors pris les ordres. En effet, la comédie fut jouée à tel point qu'on commença à Yuste un nouveau registre des profès dans lequel la fête du jour fut enregistrée en premier lieu, « à l'éternelle mémoire de cet illustre monarque et puissant roi, » et afin que les futurs religieux pussent se glorifier de voir inscrits leurs noms et leurs professions à la suite du nom de ce glorieux prince. »

CHAP. XXXI. *Des grands seigneurs qui firent des amitiés à Sa Majesté étant à Yuste.* — On y rencontre les noms de plusieurs grands personnages, entre autres, de doña Catarina, reine de Portugal et sœur de Charles-Quint, de don Ferdinand de Tolède, comte de Oropeza, de plusieurs évêques. Les cadeaux étaient d'ordinaire des produits de la chasse, des fruits nouveaux ou du bétail. Le cadeau le plus singulier fut celui du prieur de Guadalupe : il envoya à l'Empereur un frère tailleur de son ordre, afin de lui couper une simarre de fourrure et des gants, avec ordre exprès de n'accepter aucune rétribution pour son travail;

attention tellement agréable à l'Empereur, que personne ne fut mieux hébergé que ce prieur, les deux fois qu'il vint rendre visite à Yuste.

CHAP. XXXII. *Comment Sa Majesté accueillit la nouvelle qu'elle n'était plus Empereur* (1). — A la nouvelle que son frère Ferdinand avait obtenu la couronne de l'Empire, Charles V appela son confesseur, et lui recommanda qu'on omit désormais, dans les prières ainsi que dans la messe, son nom et qu'on y substituât celui de son frère Ferdinand; puis il ajouta : « Quant à moi, le nom de Charles me suffit, parce que je ne suis plus rien. » *Je ne suis plus rien* : inutile de dire que ce mot excite l'admiration de notre anonyme, surtout parce que l'Empereur le prononça une seconde fois, après avoir convoqué ses officiers pour leur faire part de la communication qu'il venait de recevoir. Nous serions le dernier à contester que, dans sa simplicité, ce mot n'ait eu quelque chose de sublime, et nous croyons volontiers à l'impression douloureuse qu'il produisit sur ses serviteurs éprouvés. Les religieux mêmes, d'après notre auteur, partagèrent ces sentiments, lorsque, pour la première fois, le nom de l'empereur Charles ne se prononça plus dans la messe. — Il y a loin de là à cette humilité d'apparat dont le même auteur nous fournit une preuve. Les dames de Coacos avaient envoyé à Charles-Quint une corbeille d'œillets composée de tout ce qu'il y avait de rare et de beau. Le jardinier, pour l'embellir davantage, y ajouta un treillage de sa façon, dans lequel on voyait tous les insignes du

(1) Notre traduction n'est pas textuelle. L'inscription porte dans l'original : *De como hicieron saver à Su Mag^d que ya no era emperador*; nous avons tâché de mettre en rapport le sommaire du chapitre avec son contenu.

Saint-Empire. Mais cette flatterie déplut à l'Empereur : mécontent, il fit ôter le treillage de sa chambre, et ce fut seulement lorsque les couronnes et les écussons avaient disparu, qu'il se mit à admirer toutes ces belles choses que Dieu avait créées. Ses armes et ses écussons restèrent désormais irrévocablement bannis de ses appartements.

CHAP. XXXIII. *Comment Sa Majesté ordonna de faire à Yuste les obsèques de ses aïeux et les siennes, ainsi que celles de l'Impératrice, sa très-chère épouse.* — Il semble, dit notre auteur, que Sa Majesté ait voulu prédire sa mort, en ordonnant ses obsèques et en y assistant lui-même. Un jour qu'il se trouvait mieux portant et mieux disposé que jamais, il fit appeler son confesseur : « Fray Juan, dit-il, je me sens bien portant, soulagé et sans douleurs : que vous semble-t-il si je faisais faire le service funèbre de mes aïeux et de l'Impératrice? » Le confesseur approuva d'autant plus cette idée, que cette fois sa santé permettait à l'Empereur d'y assister en personne. « Eh bien, dit Charles-Quint, qu'on fasse donc les obsèques dès demain ; qu'on les fasse longuement et solennellement, qu'on dise beaucoup de messes, et que, en dehors des prières ordinaires, on dise des prières spéciales pour chacun des défunts. » Tout s'exécuta selon ses ordres ; lui-même quitta sa tribune et se plaça à côté de l'autel pour dire les prières. Le service fini, il s'adressa de nouveau à son confesseur : « Fray Juan, dit-il, je désirerais bien faire mes propres obsèques également, et y assister de mon vivant : que vous en semble-t-il? » Le religieux fondit en larmes, et ce ne fut qu'en sanglottant qu'il put répliquer : « Vive Votre Majesté ! comme nous le désirons tous ; à Dieu ne plaise qu'elle nous annonce sa mort avant l'heure ! » — « Tout de même, repartit Charles-Quint, une telle cérémonie ne serait-elle pas profitable à

mon salut. » — « Sans doute, Sire : toute bonne œuvre religieusement accomplie y est profitable, répondit le religieux. » — « Alors, interrompit le monarque, qu'on prépare tout dès ce soir. » Le lendemain matin (31 août 1558), tout était prêt : un catafalque, environné de nombreuses torches, se trouvait placé dans la grande chapelle. L'Empereur fut lui-même présent et se fit accompagner par ses gentilshommes, tous vêtus de deuil. Ce spectacle, tandis qu'il édifiait les religieux, fendit le cœur à tous les amis du monarque et les frappa comme d'un sinistre pressentiment. En effet, après le service, qui ne se termina que vers la soirée, Charles se fit asseoir dans la cour de son habitation. Tourné vers l'occident et les yeux fixés sur le cadran de Gianello, il resta absorbé dans ses pensées. D'abord il ordonna qu'on lui apportât le portrait de feu l'Impératrice. Il le regarda pendant quelque temps; puis il se fit apporter une peinture représentant le Christ au jardin des Oliviers, et enfin, après l'avoir longuement contemplée, il demanda un troisième tableau, celui du dernier jugement (1). Tout à coup un frisson le prit; il se tourna vers le docteur Mathys, son médecin, et lui dit : « Je me sens indisposé, docteur. » A ces mots, ses gentilshommes accoururent et le portèrent au lit, qu'il ne quitta plus depuis. « Rien donc que le simulacre du dernier jugement représenté sur une toile, lui causa une rechute, » ajoute notre pieux moine; « qu'a-t-il dû éprouver lorsque, vingt jours après, il se présenta devant le tribunal de Dieu en réalité? »

CHAP. XXXIV. *Comment Sa Majesté se confessa et communia le lendemain qu'elle tomba malade, et comment elle*

(1) La Roca assure que c'était un Titien, p. 111.

ajouta un codicille à son testament, par lequel elle ordonna de faire grand nombre d'aumônes. — La confession eut lieu le jour même; la communion le lendemain. — Codicille de l'Empereur : doña Juana autorise Martin de Gaztelú pour le signer et le sceller. Exécuteurs testamentaires : fray Juan Regla, Louis Quixada et Martin de Gaztelú. Les dispositions de ce codicille restèrent cachées aux Hiéronymites de Yuste : seulement on sut qu'il ordonna beaucoup d'aumônes à distribuer dans les endroits d'alentour. Coacos fut le mieux partagé, et reçut pour sa part 140,000 maravedis, dont 70,000 restèrent déposés pour les pauvres, afin d'acheter du blé : largesse dont ils jouirent jusqu'à l'époque où notre anonyme écrivit ses mémoires (1).

CHAP. XXXV. *Des soins qu'eurent fray Juan Regla et Louis Quixada de Sa Majesté durant sa dernière maladie.* — Quixada ne quitta jamais le chevet de son maître. Il fit prier doña Juana d'envoyer en consultation l'ancien médecin de l'Empereur qui, actuellement, était celui de la reine Marie. Charles-Quint se montra content de son arrivée, et voulut apprendre des nouvelles de sa fille et de sa sœur. Le docteur Corneille (c'était le nom du vieux médecin) approuva le traitement du docteur Mathys, et promit à l'Empereur une prompte convalescence. Néanmoins, la fièvre devenait de jour en jour plus ardente. Alors ce fut le tour du confesseur. Ayant promis, dès le commencement, à son pénitent de lui donner l'extrême onction dès qu'il serait nécessaire, il l'administra le 19 septembre, en présence du prieur et des quatre frères prédicateurs de l'ordre.

(1) Nous avons déjà dit que ce codicille a été (sauf les erreurs) entièrement reproduit par Sandoval à la suite de sa Vie de Charles-Quint.

L'Empereur avait été préparé à cet acte suprême par son fidèle Quixada. Cependant il demanda encore le lendemain la communion, qui lui fut donnée.

CHAP. XXXVI. *Comment Barthélemi Carranza, archevêque de Tolède, avec d'autres grands seigneurs, se trouva à Yuste au moment de la mort de Sa Majesté.* — Il est important de suivre ici presque à la lettre le récit de notre anonyme (1).

De retour des Pays-Bas, l'archevêque arriva à Yuste la veille même de la mort de l'Empereur. Dès que celui-ci en fut averti, il lui donna permission d'entrer, et, après s'être informé de la santé de son fils le roi Philippe II, il dit au prélat qu'il n'était pas disposé à parler d'affaires. Celui-ci

(1) La simplicité de notre auteur est la meilleure garantie de sa bonne foi. Mettons en présence de son récit celui que Ulloa publia, sept ans seulement après l'événement : *Il di avanti la sua morte arrivò monsignor Bartolomeo de Miranda, arcivescovo de Toledo, che, intendendo la sua malattia, era ito per confortarlo in quel passo. L'Imperador si alleggrò molto della venuta di questo reverendissimo prelato et gli disse: Conosco veramente, Monsignor reverendissimo, che voi mi siete buon amico, poichè in tal tempo siete venuto a visitarmi et ad ajutarmi a ben morire. Però vi prego che non mi abbandonate fin chè l'anima mia, lasciando questo terreno corpo, vada à miglior vita. Avenga che (il Imperador) se fosse confessato e comunicato, volse nondimeno la mattina del dì San Matteo comunicar, etc. — et que l'arcivescovo dicesse messa, et da lui se reconciliò l'ultima volta, e di sua mano prese el santissimo sacramento. E poi, ragionando sempre con tutti con buonissimo conoscimento, toccandosi lui medesimo il polso et non trovatose lo disse: Benedetto sia el nostro signor Giesu Cristo, che è già venuta l'ultima hora de miei giorni. Et detto questo, fattosi dare un crocifisso in mano, demandò perdono a Christo con grandissima devotione di tutti i suoi peccati, sempre chiamandosi peccatore. Et per ultime parole disse: Signor mio et Dio mio, ti rendo infinite grazie delle molte che mi hai fatto mentre che sono vissuto in questo misero mondo, delle grandezze et vittorie datemi et de' regni de'*

retourna alors à Coacos avec sa suite, quoique le prieur eût mis le monastère à sa disposition. Après avoir dîné, il revint une seconde fois vers la soirée; mais il dut se tenir dans l'antichambre, l'Empereur ne l'ayant pas admis. En attendant, d'Avila, le comte d'Oropeza et Quixada furent successivement introduits auprès de l'Empereur; chacun d'eux fit des efforts pour que l'archevêque pût jouir de la même faveur; mais ils n'obtinrent aucune réponse, rien qu'un signe de tête, qui valait un refus. A la fin Quixada interpella le confesseur : « Que Votre Paternité dise ce qu'il en est, dit-il, tout le monde ici est d'avis que c'est elle qui détourne Sa Majesté de recevoir l'archevêque. » Seigneur Louis Quixada ! répondit l'autre : plutôt à Dieu que tous les prélats de l'Espagne fussent ici présents, rien

*quali me hai fatto Re et Imperadore; ma più ti lodo, Signore, et ti debbo per havermi dato conoscimento, de due anni prima de mia morte, di te et di me medesimo, che tutte le cose del mondo fuori di te sono vane et transitorie, et dell' havermi spirato et illuminato di appartarmi da simili vanità et che io mora nella tua grazia, conoscendo la tua grandezza et divinità. Et finalmente dicendo quella parola delle sette che disse il Salvatore su la croce : In manus tuas, Domine, commendo spiritum meum, spirò, con lagrime di tutti quelli che v'erano presenti, senza passion o alteration. Louis Dolce, qui public sa Vie de Charles V un peu après Ulloa, profita de ces détails et y ajouta un nouveau trait. Le médecin avait préparé une potion qui devait prolonger encore de quelques heures la vie de l'Empereur; mais celui-ci, désireux de la gloire éternelle, la repoussa et saisit de l'autre main le crucifix. Rien ne confirme plus la véracité de notre auteur que les documents mentionnés par Llorente à l'occasion du procès intenté à l'archevêque de Tolède, *Histoire de l'inquisition d'Espagne*, t. II, pp. 160-166. On sait que Regla dénonça ensuite ce prélat comme ayant prononcé à la dernière heure de Charles-Quint ces paroles : *Sire, il n'y a plus de péché : la mort du Christ les a tous effacés*. Observons que, sur ce point, notre anonyme aurait pu servir à l'archevêque de témoin à décharge.*

ne me serait plus agréable. Mais Sa Majesté, à ce que j'entends, ne veut pas de celui-ci, et nous autres, nous devons nous conformer à ses désirs, surtout dans ce moment suprême. » Comme on continuait néanmoins à croire que c'était lui qui s'opposait à l'entrevue de ces deux personnages, il s'offrit à solliciter l'entrée pour l'archevêque, en présence de d'Avila et de Quixada. Mais lorsqu'il s'adressa à son maître, celui-ci ne répondit mot, et, fixant sur lui son regard troublé, sembla lui dire : Et vous aussi, mon père ! Après cette épreuve, on resta convaincu qu'il n'y avait aucune intrigue de la part du confesseur, mais que l'Empereur ne voulait pas, dans ces instants, écouter chose qui ne touchât au salut de son âme. Quelque temps après, le bruit se répandit que Sa Majesté était à l'extrémité. L'archevêque, sans en avoir demandé la permission, entra avec les autres grands seigneurs dans la chambre, et, s'étant approché du lit, il dit entre autres choses à l'Empereur : « Tout est fini », et se mit à lui expliquer le psaume *De profundis*. Ensuite il se retira dans l'intérieur du couvent et, laissant le mourant avec son confesseur et un autre religieux, il leur recommanda de l'avertir lorsque le dernier moment serait venu. Après son départ, le malade se tourna vers le confesseur : « Avez-vous entendu, dit-il, comment l'archevêque a dit : *Tout est fini* ? » Dès lors le mal s'accrut d'heure en heure, et à minuit le religieux jugea convenable de faire avertir l'archevêque. Celui-ci accourut immédiatement, accompagné des autres seigneurs ; mais ils trouvèrent l'Empereur déjà à l'agonie. Alors le prélat se mit à le consoler, mais d'une voix si forte que Quixada dut le prier de parler plus doucement, et d'avoir égard aux angoisses dans lesquelles se trouvait leur maître. Il s'éloigna donc du lit, et se plaça contre une fenêtre de

l'appartement. Le prédicateur fray Francisco de Villalva lui succéda auprès du moribond, et d'une voix douce lui dit : « Que Votre Majesté se réjouisse, aujourd'hui c'est le jour de Saint-Mathieu. C'était Saint-Matthias, quand Votre Majesté vint au monde : c'est Saint-Mathieu, aujourd'hui qu'elle en sortira. Saint Mathieu et saint Matthias, deux apôtres, deux frères, tous les deux à peu près du même nom, tous les deux disciples de Jésus-Christ. Avec de pareils avocats on n'a rien à craindre. Que Votre Majesté reprenne donc courage, qu'elle élève son cœur vers le Ciel, qu'elle espère en Dieu le très-haut, qui lui donnera sa gloire ! » Quelque incohérente que nous paraisse cette allocution, elle produisit sur l'agonisant une vive impression qui se trahissait par la sérénité de ses traits. Mais le dernier moment ne tarda pas à venir : « l'âme tourmentée de César allait cherchant par où sortir (1). » Aux pieds du lit, le docteur Mathys épiait les phases de l'agonie. Le malade poussa un gémissement, et le médecin en élevant la voix prononça son arrêt : *Jam moritur*. Alors tous s'empressèrent autour de lui. Dans une main on lui mit un crucifix, dans l'autre un cierge. Encore quelques instants, le mourant fit un dernier effort : « Jésus ! » s'écria-t-il d'une voix inintelligible, et Charles-Quint avait cessé d'exister. C'était le 21 septembre 1558, à deux heures et demie du matin, au moment même qu'on finissait de chanter les matines de l'apôtre.

CHAP. XXXVII. *Courte considération sur la mort de Sa Majesté.* — Cette considération ne manque ni d'une certaine éloquence, ni de profondeur de sentiment. Notre au-

(1) *La alma di Cesar alborotada andava buscando por donde salir.*

teur se demande si la dernière heure de l'Empereur eût été plus heureuse s'il fût mort au milieu de sa cour, dans les bras du roi, son fils, ou bien, comme il expira, dans la solitude du couvent, environné des symboles de la religion, et raffermi par les prières des religieux.

CHAP. XXXVIII. *De quelques signes miraculeux qui apparurent pendant la maladie et à la mort de l'Empereur.* — Les vrais signes du chrétien, dit notre auteur, et qui seuls servent à consoler ceux que nous devons quitter, sont les bonnes œuvres, fruit de la foi. Il ne laisse pas cependant de suivre le goût de son siècle, en racontant les prodiges dont la mort de l'Empereur fut accompagnée. De ces prodiges était en premier lieu la comète, visible pendant un mois par toute l'Espagne, et qui, après s'être arrêtée pendant les dix derniers jours au-dessus du monastère de Yuste, disparut au moment même que l'Empereur rendit le dernier soupir. Notre auteur, pour prouver que les comètes et autres signes du ciel sont les présages providentiels de la mort des grands monarques, rappelle qu'une éclipse eut lieu lorsque l'Impératrice mourut à Tolède en 1539, et qu'une comète d'une grandeur extraordinaire apparut en 1578, lorsque don Sebastien périt avec la noblesse de son royaume dans la guerre d'Afrique. — Le second prodige était une fleur de lis qui, après s'être contenue dans le bouton, sans se dessécher, depuis la Fête-Dieu jusqu'à la nuit de la mort de l'Empereur, rompit alors sa tunique et s'épanouit dans toute sa beauté. Par ordre de l'archevêque de Tolède, la fleur fut coupée et déposée sur le voile qui couvrait le tabernacle du saint sacrement. Notre auteur a soin d'indiquer avec la plus grande exactitude le lieu où la plante se trouvait dans le jardin du couvent, du temps qu'il écrivait son histoire. — Le troisième miracle fut un

oiseau inconnu, de la grandeur d'une poule d'Inde, qui s'abattit sur le toit de la grande chapelle, et qui, pendant les deux nuits que le corps de l'Empereur y resta enseveli, poussa les cris les plus lugubres. L'oiseau, c'est notre auteur même qui l'a vu et entendu, « et, ajoute-t-il, un autre religieux digne de foi m'a assuré plus tard que le jour même que mourut la reine Marie de Hongrie, le même oiseau de sinistre augure s'était fait entendre sur le même lieu. » Ainsi, conclut-il, le ciel, en montrant la comète, la terre, en produisant la fleur de lis, et l'air, en envoyant l'oiseau, concoururent à célébrer l'illustre défunt. — Notre anonyme nous laisse dans l'incertitude si le quatrième élément a aussi fourni son contingent du merveilleux; mais que nos lecteurs se rassurent, l'équilibre des éléments est resté entier. Un autre miracle a traversé les mers, pour annoncer dans le Pérou la béatitude du bienheureux défunt. Sandoval nous en a conservé le document notarié et authentiqué, *l. c.*, p. 856-858 (1).

CHAP. XXXIX. *Comment, immédiatement après la mort de Sa Majesté, on désigna quatre religieux pour veiller au-*

(1) On nous dispensera de rapporter au long ces miracles. La Roca et après lui Strada ont raconté l'apparition de la comète. et le prodige de la fleur de lis. Sandoval est riche en détails sur l'oiseau miraculeux, p. 856-858. Bayle, dans son *Dictionnaire*, art. CHARLES-QUINT, et dans ses *Pensées diverses sur les comètes*, t. I, p. 179, se moque de toutes ces traditions avec la verve satirique qu'on lui connaît. Il est à remarquer que ni Staphylus, ni de Barres, les panégyristes obligés de Charles-Quint, ni même les auteurs italiens qui écrivaient peu de temps après sa mort, Alfonso d'Ulloa et Ludovico Dolce, n'en ont fait mention. Mais — *fama vires acquirit eundo*. Snouckaert, dans ses hallucinations astrologiques, fut, je crois, le premier qui avança le fait de la comète. Il tenait au chiffre, lui, et il se complaisait à enregistrer que, tout bien compté, c'était le septième météore céleste qui vint illustrer la car-

près de son corps. — Lettres expédiées, par l'archevêque de Tolède et les seigneurs, à Philippe II et à doña Juana, pour leur annoncer le décès de leur père. — Expertises faites par les médecins jusqu'au lendemain pour constater la mort de l'Empereur, tantôt en appliquant l'oreille sur sa poitrine, tantôt en soutenant un miroir au-dessus de sa bouche. — Notre auteur partage avec trois autres religieux l'honneur de veiller auprès du corps. — De tous les serviteurs de l'Empereur, Quixada se montra le plus inconsolable. A chaque instant, il s'introduisait dans la chambre pour se jeter sur les restes de son auguste ami. C'est à cause de lui que les religieux surveillants n'osaient tirer les rideaux et contempler le cadavre. Cependant la curiosité l'emporta. Voici comment était Charles-Quint, une heure après sa mort : sa figure était plutôt gaie et couleur de rose ; il était revêtu de sa robe de nuit, et portait sur la tête un bonnet brodé à l'aiguille ; de la tête jusqu'à la ceinture, un taffetas noir couvrait sa poitrine ; sur son cœur était le crucifix qu'avait tenu l'Impératrice à l'heure de sa mort : au-dessus de son chevet pendait une belle peinture de la sainte Vierge.

rière terrestre de son héros. L'inquisition supprima-t-elle la comète dans l'ouvrage de Sandoval ? On la découvre dans les sommaires marginaux, p. 354 ; mais elle fait éclipse dans le texte. — Pour l'oiseau inqualifiable, il en est autrement : notre auteur l'a vu. Sans avancer que les ombres de la nuit peuvent grandir les objets au point de transformer un canard en un coq d'Inde, nous observerons qu'au temps de Charles-Quint et de son fils, on voyait de singulières choses. D'Avila, par exemple, auteur respectable s'il en fut, dont la narration a été revue par Charles-Quint lui-même, a vu qu'à la bataille de Muhlberg, en 1547, le soleil s'arrêta, rien que pour procurer aux soldats de l'Empereur le loisir de vaincre leurs ennemis, sans perdre de temps. Après un exemple pareil, nous devons être indulgents pour Sandoval et pour notre hiéronymite.

Nos religieux n'eurent pas le loisir de continuer leur autopsie : le fidèle Quixada frappait encore une fois à la porte.

CHAP. XL. *Du catafalque qui fut dressé dans la grande chapelle, pour célébrer les obsèques.* — Le catafalque ne fut pas grand. Le cercueil avec le corps fut provisoirement placé sur le maître-autel. A l'enterrement de l'Empereur, on observa les prescriptions de son codicille.

CHAP. XLI. *De l'affliction que montrèrent le marquis de Miravel (Louis d'Avila), Louis Quixada et Gaztelú, en voyant l'Empereur mort.* — C'étaient, selon notre auteur, les trois favoris de l'Empereur. Aussi ne tarissaient-ils pas dans les éloges qu'ils faisaient du défunt. Leur désolation allait au point de compromettre leur dignité et de faire douter de leur bon sens.

CHAP. XLII. *Des cérémonies funèbres et obsèques qui se firent à Yuste en l'honneur de Sa Majesté.*

CHAP. XLIII. *De la rencontre entre Louis Quixada et un des gentilshommes qui assistèrent aux obsèques, le jour que prêcha fray Francisco de Villalva.* — Les obsèques durèrent trois jours. Parmi les grands seigneurs qui y assistèrent, on remarqua le comte de Oropeza et le grand commandeur don Louis de Avila. L'archevêque de Tolède dirigea les offices, qui furent alternativement faits par les Hiéronymites de Yuste, les Dominicains de S^{te}-Catherine et les Cordeliers de Jarandilla. Notre auteur énumère les prédicateurs qui firent le sermon ; mais personne n'excita davantage l'admiration de l'auditoire distingué que fray Francisco de Villalva. Son sermon (quoique, selon un document reproduit par Llorente, *Histoire de l'inquisition*, t. III, p. 85, il fit dresser les cheveux à tous les auditeurs) leur plut tant qu'ils en demandèrent copie, pour

le communiquer à Philippe II. Il valut à son auteur le titre de prédicateur du Roi et sa protection même contre l'inquisition. Fray Francisco avait choisi pour texte une sentence de Sénèque. Après l'avoir expliquée par l'Écriture sainte, il était arrivé à cette partie de la péroraison dans laquelle les prédicateurs s'adressent aux personnages les plus considérables de l'auditoire. Tout le monde croyait qu'il allait apostropher soit l'archevêque, soit don Juan d'Autriche, qui se trouvaient parmi ses auditeurs ; mais l'orateur, profitant habilement des paroles du texte, d'après lesquelles la vertu survit à l'homme qui la pratique, se retourna vers le corps mort de l'Empereur, et lui adressa les hommages que les grands seigneurs avaient l'habitude de réclamer pour eux. Ce mouvement oratoire produisit une impression d'autant plus vive que l'application était, à l'insu même du prédicateur, palpitante d'actualité. Voici comment. Un page avait placé dans le chœur une chaise pour un des grands seigneurs qui venaient entendre la messe. Quixada la fit instantanément reporter, en disant qu'il ne permettrait jamais que personne s'assît devant et en présence de l'Empereur. D'Avila rencontra le page à la sortie, et, quelque dévoué qu'il fût à son maître défunt, il se récria contre la décision de Quixada. La chaise, prétendit-il, était destinée à un seigneur infirme, et pour ce cas, il fallait faire exception à l'étiquette. A ce sujet, une altercation s'ensuivit entre les deux dignitaires ; car Quixada soutint fort et ferme que les égards qu'on avait eus pour l'Empereur vivant, devaient s'observer envers l'Empereur mort, et que quiconque ne savait ni se tenir debout, ni s'agenouiller, devait plutôt ne pas assister aux offices. Les grands d'Espagne et tout le monde, à leur exemple, étaient préoccupés de ce débat, lorsque fray Fran-

cisco débita son sermon. Sans être prévenu de la question, il se prononça en faveur de Quixada, et la cour espagnole confirma l'oracle de la chaire. L'année suivante, le duc d'Albe et le cardinal Pachéco vinrent passer trois jours à Yuste : ils assistèrent tous les jours aux offices, mais jamais ils ne s'assirent dans des stalles particulières. En entrant dans l'appartement de Sa Majesté, le duc se découvrit, et ne remit son chapeau qu'en sortant. « Or, » dit notre auteur, « en manières de cour, qui en savait plus » que le duc d'Albe, dont le duc Brancuy, lors de sa visite » à Yuste, affirma qu'il ne connaissait de courtisan plus » accompli au monde que lui? »

Quixade prêcha aussi d'exemple. Notre auteur raconte qu'il assistait, depuis le matin jusqu'au soir, à tous les offices, vêtu de deuil, la tête voilée, sans jamais s'asseoir; mais le plus remarquable, selon lui, fut que don Juan; tout jeune qu'il était, se tint également toujours debout. Lui seul sembla réparer les fautes que les autres avaient pu faire pendant le service funèbre de l'illustre défunt (1).

CHAP. XLIV. *Comment le corps de l'Empereur fut enterré sous le grand autel de S'-Jérôme à Yuste.* — L'Empereur étant mort le mercredi au matin, son corps resta exposé à l'église jusqu'au vendredi. La mauvaise odeur qu'il ré-

(1) C'est bien malgré nous, mais encore une fois, l'histoire doit faire son procès au romantisme. La Cyropédie de don Juan — car quel autre nom donner à cette élégante et classique histoire de la jeunesse de don Juan, que Strada et après lui d'autres historiens nous ont léguée, et dans laquelle don Juan joue le rôle de Cyrus comme Philippe II celui d'Astyages? — cette Cyropédie est dénuée de tout fondement historique. On voit, par notre auteur, que, lorsque don Juan avait l'âge de douze ans — c'est alors que mourut Charles-Quint — son origine était parfaitement connue, ou du moins qu'elle

pandait, décida alors les exécuteurs testamentaires à procéder à l'enterrement. — Copie de l'acte authentique par lequel, conformément aux dispositions codicillaires de Charles-Quint, son cœur fut déposé à Yuste et remis aux frères Martin de Angulo, Lorenzo de Lossar et Ferdinand de Corral, délégués à cet effet par le chapitre entier, jusqu'au moment que le roi Philippe II en aurait décidé autrement. Dans cet acte, daté du 23 septembre 1558, comparaissent, comme exécuteurs testamentaires, Louis Quixada et Juan de Regla; comme témoins, le docteur Mathys, le corrégidor de Plaisance, Zapata-Osorio et deux gentilshommes de la chambre de feu Sa Majesté. Le tout était signé et scellé par le secrétaire et notaire Martin de Gaztelú.

CHAP. XLV. *Comment l'archevêque de Tolède et les religieux des couvents de S^t-Dominique et de S^t-François prirent congé.* — L'Empereur enterré, ils partirent le samedi. Dans le réfectoire, l'archevêque tint un discours, tant pour préconiser le défunt, que pour remercier le prieur et les religieux de Yuste de tous les services qu'ils lui avaient rendus durant sa vie. Malgré leur départ, la neuvaine s'acheva avec la même solennité, et le frère Villalba prêcha, devant un auditoire moins illustre, avec autant de zèle qu'auparavant.

était le secret de tout le monde. Sans cette supposition, comment expliquer l'attente des ouailles de fray Francisco, que celui-ci irait s'adresser ou à don Juan, ou à l'archevêque de Tolède, comme aux deux personnages les plus illustres de l'assemblée? Comment surtout expliquer l'observation que fait l'anonyme sur la dévotion et la piété avec laquelle cet enfant assistait aux offices, si don Juan n'avait été considéré que comme le fils d'un inconnu quelconque, comme un *terra filius*, recommandé par on ne sait qui aux soins de son père nourricier Quixada?

CHAP. XLVI. *Des obsèques et des honneurs funèbres qui se firent par tout notre ordre.* — Le général ordonna à tous les religieux de l'ordre de faire les suffrages et de dire les messes pour l'Empereur, comme s'il avait fait partie de leur corporation, en y ajoutant qu'il pouvait être considéré comme tel, puisque tous les bienfaits exercés par eux n'étaient en grande partie que les effets de sa munificence. Cette manière d'agir acquit à l'ordre les bonnes grâces de doña Juana et de Philippe II. — Messes ordonnées par doña Juana en l'honneur de son père et richement payées. Quoi-que, à son arrivée des Pays-Bas, Philippe II en réduisit le nombre et les dépenses, elles furent entretenues jusqu'à la translation du corps de l'Empereur à l'Escorial.

CHAP. XLVII. *Comment le roi Philippe II, notre sire, envoya enlever à Yuste les corps de l'Empereur, son père, et de la reine de France, sa tante.*

CHAP. XLVIII. *De l'ordre qui s'observa, en route, dans le cortège.*

CHAP. XLIX. *De la réception qu'on fit aux corps, à leur arrivée au monastère de S'-Laurent, et des sermons qu'on y prononça.* — Nos lecteurs nous en sauront sans doute gré, si nous expédions rapidement ces chapitres, quelque longs qu'ils soient dans l'original. Il y eut un temps où l'exposé des cortèges funèbres et d'autres solennités publiques constituait une partie de l'histoire. Le peuple gémissait dans l'oppression, les institutions périssaient, sans qu'on en portât le deuil; mais l'éclat des inaugurations et des inhumations princières firent les délices des Chifflet et des Butkens. Pussions-nous dire que leur génération est éteinte! Quoi qu'il en soit, nous avons le tort de croire que l'histoire a profité bien moins de ces détails, que ne l'ont fait les prétentions aristocratiques.

Or, vers la fin de janvier 1574, arrivèrent à Yuste l'évêque de Jaen et le duc d'Alcala, munis d'une autorisation du Roi pour enlever du monastère le corps de l'Empereur, et le conduire à l'Escorial. Ils devaient amener, en même temps, de Grenade les corps de l'Impératrice, de la princesse doña Juana, sœur du roi Philippe, de don Ferdinand et de don Juan, ses frères, morts en bas âge. L'évêque de Coria arriva vers le même temps de Mérida avec le cadavre de la reine de France. Le cortège se mit en route de Yuste, et n'atteignit sa destination qu'après dix jours de marche. Inutile de dire que cette promenade funèbre se fit avec la plus grande solennité. Plusieurs des principaux nobles, les chapelains du Roi, avec le pennon et l'étendard royal, vingt-quatre religieux des ordres mendiants et huit religieux délégués par le monastère de Yuste, parmi lesquels se trouvait notre auteur, entouraient les cinq litières où étaient déposés les six corps : car il n'y en avait qu'une pour les deux enfants. En dehors des cérémonies religieuses qui s'exécutaient à chaque relais, la chose qui impressionna le plus vivement notre auteur, fut une querelle des moines mendiants avec les Hiéronymites, sur le rang qu'ils devaient occuper dans le cortège à cette occasion. Les premiers se démenèrent avec pétulance ; les Hiéronymites se conduisirent avec dignité et eurent la satisfaction d'obtenir gain de cause de don Luis Manrique, chef dirigeant du cortège avec le secrétaire Gastelú. La réception des corps et les obsèques qui eurent lieu à l'Escorial furent proportionnées au luxe des préparatifs et à la dignité des personnages. L'Empereur fut enterré à côté de l'Impératrice, en dessous du maître-autel, à l'endroit qu'il avait indiqué dans son codicille. L'évêque de Ségovie fit les offices pour l'Empereur et l'Impératrice. Deux jours après, l'évêque de Sala-

manque, don Pedro Gonçalez de Mendoza et le marquis d'Aguilar vinrent réunir à ceux de leurs parents les restes de la reine doña Juana de Castille et de sa fille Marie, reine de Hongrie. Elles avaient été déposées l'une à Tordesillas, l'autre à Valladolid. Dans l'exécution de cette charge, le marquis d'Aguilar se fit remarquer par la splendeur qu'il déploya et les énormes dépenses qu'il fit à ses propres frais. En traversant la province de Grenade avec le corps de la reine mère, il dépensa chaque jour mille ducats; et l'auteur avait entendu dire à une personne digne de foi, que toute cette mission avait coûté au marquis 54 millions (de maravédís sans doute). Aussi, en récompense de la manière somptueuse dont il s'était acquitté de sa charge, le Roi lui accorda la grâce de son beau-frère, condamné pour s'être révolté à Oran, avec son régiment, et décora son cousin germain, don Pedro Lopez Puerto-Carrero, du titre de marquis d'Alcala. A la fin de toutes ces cérémonies, l'évêque de Salamanque régala si largement, à leur départ, les religieux de St-Jérôme et les autres chevaliers, qu'un courtisan très-vieux assura à notre auteur de n'avoir jamais assisté à un banquet aussi somptueux. Après le banquet, notre anonyme mentionne les sermons qui se firent pendant les huit jours que durèrent les obsèques. Ce fut encore fray Francisco de Villalva qui y obtint le plus grand succès.

CHAP. L^{re} ET DERNIER DE CETTE HISTOIRE. *De l'affliction que montra le village de Coacos et toute la province, lorsqu'on emporta de Yuste le corps de l'Empereur.*—Quelques échantillons de poésie espagnole, qui ne font pas trop d'honneur à l'époque qui vit surgir Lopez de Vega. Les habitants de Coacos avaient exposé, en peinture, au passage de l'auguste cadavre, une femme qui représentait la Solitude. Les

mais croisées sur la poitrine et les yeux en larmes, elle interrogeait une autre figure allégorique, en ces termes :

La Solitude. Dis donc, que viens-tu faire ici, village affligé?

Le Village. (C'était l'autre figure). — Nous venons pour te tenir compagnie, et pour pleurer nuit et jour dans ce désert la perte de notre bien-être. Nous ne demandons qu'à égaler le peuple troyen et ses semblables par nos gémissements et nos pleurs : car notre perte est plus grande que la leur.

La Solitude. Que personne ne pleure cette mort ni s'en lamente. Au lieu de perte et de malheur, elle doit compter pour un gain et pour un événement bienheureux en toute éternité : car l'Écriture Sainte nous enseigne que celui qui a été vainqueur de tant d'infidèles, ne meurt jamais, mais jouit de la vie véritable, en abandonnant la vie terrestre, qui n'est que caduque et fragile. »

Mais *Ohe! jam satis est.* Les villageois étaient des sujets honnêtes, mais des poètes pendables.

Quelque grande que fût l'affliction à Coacos, elle ne fut rien en comparaison de celle qui fendit le cœur aux cénotabites de Yuste, en se voyant enlever les dépouilles de leur illustre hôte. Après la poésie du village vint l'éloquence du couvent. Un des religieux tint l'allocution suivante :

« Quoique tu ne sois qu'un corps sans vie et sans sentiment, ayant laissé depuis tant d'années ce que tu avais de mortel dans ce sépulcre, pour jouir, comme nous croyons, de la gloire de Dieu, nous remercions Ta Majesté Césarienne de la grâce qu'elle a faite à Yuste et à notre ordre entier. Nous sommes fermement persuadés que tu as gagné plus de renommée ici en un an et huit mois, que tu n'en as obtenu pendant tout le cours de ton long règne,

quelque grand que soit d'ailleurs le mérite d'avoir tout fait pour le bien commun. Car il est vrai : tes actions ont été si héroïques que jamais l'histoire ne les oubliera : mais ce que tu as fait vers la fin de ta vie, les surpasse toutes. Les hommes sont ainsi faits : pour autant qu'ils aiment à s'élever eux-mêmes au-dessus de leur niveau, ils admirent et chérissent ceux qui en descendent de leur propre volonté. La douleur de te voir enlever à nous, que tu chérissais comme les tiens, me ferme la bouche : car, quoique nous resterons toujours tes dévoués serviteurs et chapelains, nous ne pouvons éloigner la pensée que le jour viendra où, dans ce lieu même, on négligera ta mémoire, comme si jamais tu n'étais entré ici, comme si jamais tu n'avais demeuré avec nous. Si tu avais su, monseigneur, ce que nous éprouvons, jamais tu n'aurais voulu nous quitter. Mais hélas ! impossible de retenir les bras de ceux qui t'emportent loin de nous. Une prière nous reste : Éleve-nous bien vite à ce royaume de béatitude où Dieu, notre Seigneur, t'a placé. Je termine, et que ces mots soient la péroraison de mon discours et le sceau de notre amour. »

« A tout Dieu a mis un terme, au ciel, à la terre, à la mer. Mais à l'amour seul il a permis de rester à jamais sans aucune limite. »

Puis l'Empereur lui-même apparaissait apostrophant l'orateur, et lui disant :

« Mes bien-aimés, consolez-vous en Dieu ! L'heure de partir a sonné pour moi. Ne pleurez pas, je vous en prie : qu'à cause de mon départ, je ne vous voie ni tristes ni affligés. Déjà ma femme et mes enfants sont arrivés ; comment pourrais-je ne pas les rejoindre ? J'espère en Dieu ; la foi en sa miséricorde fait la béatitude de mon âme et de tous mes sens : car, en contemplant Dieu

- » dans sa grandeur, je sens que tout ici-bas n'est que
- » misère. »

Nous finirons notre analyse, avec ce mot du philosophe que nous avons eu l'occasion de citer souvent, de Pierre Bayle :

- « Si le sujet étoit grand, l'imagination et la rhétorique
 - » des Espagnols le furent aussi, et sûrement les histo-
 - » riens de ce prince auroient plus honoré sa mémoire,
 - » s'ils avoient donné plus de bornes à leurs louanges. »
-

II.

Ordre qu'il faut suivre pour lire avec fruit les auteurs de l'histoire belge; par Des Roches (1).

(Communiqué par M. GACHARD, membre de la Commission.)

On a dit cent fois que la géographie étoit la sœur de l'histoire; il n'y a pas de mal à le répéter encore une fois. Ajoutons qu'il est ici d'autant plus nécessaire de commencer par la géographie, parce que les noms des habitants de nos Pays-Bas n'ont aucune ressemblance avec celui des anciens peuples belgiques. Nous avons, sur cette matière, la *Germania antiqua* de Cluverius, et *Notitia Galliarum* de Valesius, deux énormes in-folio; la *Notice des Gaules* de M. d'Anville, et la *Description de la Gaule Belgique* du père Wastelain, in-4°. Je préférerois ce dernier, parce qu'il peut être lu de suite: les autres, quoique bien plus remplis d'érudition, ne sont propres qu'à être consultés par les savants.

Il nous manque une bonne description de l'ancienne Belgique. Il faudroit qu'elle ne fût point trop longue, qu'on en écartât toutes les disputes, et surtout qu'elle fût accompagnée d'une carte bien faite: toutes celles que j'ai vues sont remplies de fautes. J'ai fait une description semblable, et je compte de faire aussi la carte. Cela servira d'introduction à l'essai que je donnerai un jour sur notre histoire.

Pour les mœurs, la religion, les lois, les coutumes, la langue, et l'état des sciences, des arts, métiers et commerce, en attendant un ouvrage où tout cela soit traité dans une juste étendue, il faudra lire la *Germania* de Tacite, qui se trouve dans les OEuvres de cet auteur, dont M. de La Bletterie a donné une ex-

(1) Manuscrit autographe, conservé aux Archives du Royaume.

cellente traduction. J'ai lu à l'Académie un grand mémoire sur la religion des anciens Belges ; il parattra dans le premier volume des Mémoires académiques , qu'on a commencé d'imprimer. Les mémoires que l'Académie a couronnés en 1773 expliquent assez bien l'habillement, l'agriculture, etc., des anciens. On y traite aussi de la langue, mais fort superficiellement, l'espace borné n'ayant pas permis aux auteurs de s'étendre. J'ai lu à l'Académie une première partie d'une grande dissertation sur cette matière, que je tâcherai d'épuiser, pour n'y plus revenir ; mais il me faut du temps pour y mettre la dernière main.

Après ces connoissances préliminaires, sans lesquelles l'histoire n'est qu'un squelette décharné, il faut lire les historiens qui ont parlé du premier période de notre histoire. J'appelle ainsi tout le temps écoulé depuis le siècle de Jules César jusqu'à la décadence de l'empire romain, ce qui forme un espace de 500 ans. Les livres où l'on trouvera les faits qui nous regardent sont les *Commentaires* de César, l'*Histoire* et les *Annales* de Tacite. Si on veut en séparer ce qu'il y a d'étranger, et s'attacher à ce qui nous concerne directement, on pourra lire le livre intitulé : *Guerres des Bataves contre les Romains*, in-folio, de la dernière édition ; ajoutez à cela le *Belgium romanum* de Bucherius, in-folio, dont je voudrois extraire les chapitres qui traitent de nos provinces, en abandonnant tout le reste. On pourra s'instruire de l'état civil et ecclésiastique des Pays-Bas, pendant le V^e et le VI^e siècle, dans un grand mémoire sur ce sujet, qui a remporté le prix en 1771.

Nous voilà arrivés au second période de notre histoire, pendant lequel nos provinces faisaient partie de la domination des Francs : période qui a duré jusqu'au temps de nos ducs, vers le commencement du XII^e siècle. Il faut ici une nouvelle géographie, qu'on trouvera dans le mémoire couronné en 1770 ; il faut connoître les mœurs et les usages de ce temps-là. J'indiquerai là-dessus trois ouvrages excellents : l'*Introduction à l'histoire de Charles-Quint*, traduite de l'anglois de Robertson, les deux premiers volumes ; *Les mœurs des François*, par Le Gendre, ou *Mœurs*

et *Coutumes des François*, par Poullin de Lumina, 2 vol. in-8°, et l'*État des personnes en France, sous la première et la seconde race*, par l'abbé de Gourcy.

Pour l'histoire, on ne la trouve que par lambeaux. Il faut lire le premier volume des *Trophées de Brabant* de Butkens, ou bien le *Chronicon Miræi*, ou le *Chronicon Locrii*, ouvrages fort secs, mais exacts et vrais.

Les Hollandois ont eu plus de soin et plus de succès que nous dans cette partie de l'histoire. Les livres intitulés : *Aloude Hollandsche historie*, par Van Loon, in-fol., et *Vaderlandsche historie*, par Wagenaer, 22 vol. in-8°, ne laissent rien à désirer. C'est dommage que ces auteurs ne parlent de nos affaires, que pour autant qu'elles avoient des liaisons avec celles de leur pays.

Le troisième période de notre histoire, et le plus intéressant, s'étend depuis l'an 1100 jusqu'au règne de Charles-Quint. Le meilleur ouvrage que nous ayons pour ces temps-là est intitulé : *Rerum Brabanticarum libri XIX, auctore Petro Diveo*, in-4°.

Pour les ducs de Brabant de la maison de Bourgogne, on doit lire les *Chroniques de Froissart*, la *Chronique de Monstrelet*, les *Mémoires d'Olivier de La Marche*, et surtout les *Mémoires de Philippe de Commines*.

L'histoire de Charles-Quint la moins mauvaise est celle de Robertson. Il en eût fait un chef-d'œuvre, s'il avoit pu trouver accès aux archives de la chambre des comptes de Bruxelles, et aux bibliothèques de Besançon et de l'Escurial. Les lettres précieuses qu'on garde à la première, les manuscrits de Granvelle que possède la seconde, et les dépêches importantes conservées à la troisième, renferment des anecdotes ignorées jusqu'à présent.

Les troubles au sujet de la religion, ou plutôt au sujet du gouvernement dur des Espagnols, ont exercé une foule d'écrivains. Sans parler de Strada, trop passionné partisan de l'Espagne, Grotius, dans les *Annales Belgici*, Hooft, dans ses *Nederlandsche Historien*, et Bor, dans son *Oorsprong der Nederlandsche beroerten*, sont ceux qui en ont parlé avec plus de fidélité et plus d'intelligence.

Voilà les meilleurs livres que je puisse indiquer sur l'histoire de Brabant. Je n'ai point parlé des *Annales Haræi*, livre trop au-dessous du médiocre, ni d'une infinité de petites chroniques dont on trouve la substance dans les auteurs que j'ai nommés.

En lisant ce catalogue d'auteurs, on sent bien qu'il nous manque une histoire suivie, qui rassemble les différents événements, et qui les sépare de ceux qui appartiennent particulièrement à l'histoire générale de la France et de l'Empire. On voudroit y trouver non-seulement des dates, des sièges et des batailles, mais les mœurs, les usages et les lois, et les différents changements qu'elles ont soufferts. J'osai entamer, il y a deux ans, un ouvrage semblable. J'assemblai des matériaux et j'écrivis quelques pages dont j'étais assez content; mais les circonstances ne m'ont pas permis de continuer mon travail. Je me vis forcé de l'abandonner pour un temps, bien résolu de le reprendre au premier loisir que la fortune m'accorderoit.

Nous avons quelques histoires particulières de plusieurs de nos provinces, comme les *Chroniques de Flandres*, par Oudegherst, in-4°; *Annales Flandriae* par Meyerus, in-folio, livre très-utile et très-estimé; *Histoire du comté de Namur*, par le père de Marne, in-4°; *Histoire générale du Hainaut*, par le père Delewarde, 6 vol. in-8°, histoire assez nourrie, mais mal écrite; *Historia sacra et profana archiepisc. Mechliniensis*, par Van Gestel, in-folio, livre à consulter, mais qu'on ne lit point tout d'une suite; *Histoire ecclésiastique et civile du duché de Luxembourg*, par Bertholet, 8 volumes in-4°.

Les Provinces-Unies ont eu leurs historiens, qui, comme je l'ai déjà dit, ont mieux réussi que les nôtres. Pour la Hollande : *Vaderlandsche historie*, 22 vol. in-8°; pour la Zélande : *Chronyk van Zeeland*, par Smallegange; pour la Frise : *Ubonis Emmii rerum Frisicarum historiae*, 8 vol. in-8°; pour la Gueldre : Slichtenhorst, *Geldersche historien*, in-fol., ou bien : Pontani *Gelriae historia*, in-folio; pour la province d'Utrecht : *Beka et Heda*, de l'édition de Buchelius.

III.

Note concernant l'histoire du duché de Gueldre ;
par J.-B. Syben (1).

(Communiquée par M. GACHARD, membre de la Commission.)

Pontanus, Slichtenhorst et Knippenbergh ont écrit cette histoire des temps les plus reculés : mais, depuis la mort du roi d'Espagne Charles II, survenue le 1^{er} novembre 1700, on n'en trouve guère des idées nettes, précises, et nourries des preuves authentiques.

Les mémoires de Lamberty ; le Recueil d'actes, négociations et traités de Rousset ; son Histoire des guerres entre les maisons de France et d'Autriche ; les Mémoires de la Torre, etc., paroissent ci et là les toucher.

Mais je pense d'avoir recueilli cette histoire : 1^o des archives de la province, qui sont restées à Ruremonde, en vertu du 18^e article du traité de la Barrière, du 15 novembre 1715 ; 2^o de celles que j'ai feuilletées en 1762, dans la partie du roi de Prusse, par ordre du gouvernement, du temps des François, et 3^o par toutes les pièces curieuses et intéressantes que je sus me procurer pendant vingt ans de service.

(1) Le manuscrit autographe de cette Note est conservé aux Archives du Royaume : le pensionnaire Syben l'envoya au conseil privé, par une lettre du 12 novembre 1777, où il disait :

« J'ai reconnu, par le plan provisionnel d'études, les vues du gouvernement concernant la partie de l'histoire, qui tendent, entre autres, à donner aux jeunes gens une idée succincte de ce qui s'est passé dans leur patrie. C'est depuis bien du temps que je m'y suis appliqué, et je pense d'avoir touché pertinemment ces vues dans l'ouvrage dont la note est ci-jointe. »

Voici le plan divisé en quatre chapitres :

*CHAP. I, qui désigne les événements remarquables survenus depuis
1700 jusqu'à 1712.*

1. Observations générales sur l'ancienne constitution du pays jusqu'au traité de Venlo, du 12 septembre 1543, par lequel l'empereur Charles V le conquiert, qui en est la loi fondamentale et sert de joyeuse-entrée. 2. Explication de ce traité. 3. La description du duché de Gueldre en quatre quartiers. 4. Celle du quartier de Ruremonde, resté au roi d'Espagne, Philippe II, du temps des révolutions. 5. Abrégé de ce qu'a dit le syndic Dulcken, du même quartier, dans son manuscrit.

J'entre dans l'histoire : 1. Les prétendants à la couronne d'Espagne, vers la fin du siècle passé. 2. Les fondements de leurs prétentions. 3. Les traités de partage de 1698 et 1700. 4. Le testament de Charles II, fait le 2 octobre 1700, par lequel il se choisit un successeur. 5. Les points les plus essentiels de cette disposition. 6. La mort de ce prince, avec ce qui en fut notifié lors dans la province de Gueldre. 7. Le traité d'alliance fait par l'empereur Léopold avec le roi d'Angleterre et les états généraux des Provinces-Unies, le 7 septembre 1701. 8. Accession du roi de Prusse à ce traité, faite le 30 décembre 1701. 9. La mort du roi d'Angleterre, le 19 mars 1702, par rapport à l'ouverture de la terre de Monfort, située au pays de Gueldre. 10. Les opérations de la guerre dans la province. 11. La prise de la ville de Weert, le 12 août 1702. 12. Description de cette ville. 13. Son état et nature. 14. L'assaut du fort de St-Michel devant Venlo, donné par les alliés, le 18 septembre 1702, avec la reddition de la ville, le 23. 15. La capitulation. 16. La prise du fort Stevens-Weert, le 2 octobre 1702. 17. Celle de la ville de Ruremonde, le 6, par le prince de Nassau-Saarbruch. 18. Le blocus de la ville de Gueldre, en 1703. 19. Sa reddition. 20. Le changement survenu lors dans la province, par la conquête de ces différentes places.

21. Un détail de la commission envoyée par Leurs Hautes Puissances à Ruremonde, le 9 avril 1706, afin de s'informer de l'administration de la justice, police et finances. 22. Leur rapport, qui est très-intéressant pour consuire une parfaite notion de la consistance du pays, de ses lois et coutumes; enfin, de tout ce qui y tient, avec une énumération des anciens privilèges, concordats avec les voisins, et plusieurs pareils autres points. 23. Un précis exact de tout ce qui est survenu de plus mémorable dans le haut quartier de Gueldre, depuis 1706 jusqu'à 1709. 24. Articles préliminaires, pour servir aux traités de la paix générale. 25. Les négociations de Gertruydenberg en 1710, quant à ce qui nous concerne.

CHAP. II, *qui trace tout ce qui est survenu dans la province, depuis 1712 jusqu'à 1720.*

La guerre, dont l'Europe avoit été désolée pendant douze années, fut terminée par la paix conclue à Utrecht en 1713.

1. Le traité fait entre l'Empereur, d'une part, et le roi de Prusse, de l'autre, le 2 avril 1713, par lequel lui fut cédée la plus grande partie de la Gueldre. 2. Celui que conclut la France avec les Provinces-Unies, le 11 avril 1713, avec celui arrêté entre la France et le roi de Prusse, renfermant la même cession. 3. Ce qui s'est passé dans la ville de Gueldre, le 13 septembre 1713, à l'inauguration du roi de Prusse. 4. Le changement lors fait dans cette partie 5. Description de la ville de Gueldre. 6. Le traité de Rastadt, conclu, le 6 mars 1714, entre l'Empereur, d'une part, et la France, de l'autre, par rapport à notre dessein. 7. Celui de Bade, conclu, le 7 septembre 1714, entre l'Empereur et l'Empire, d'une part, et la France, de l'autre, au même sujet. 8. Tout ce qui fut négocié dans l'entre-temps, concernant les points de la Barrière, dans les Pays-Bas espagnols, et notamment touchant Ruremonde et son district. 9. Le traité de la Barrière, conclu à Anvers le 15 novembre 1715, quant aux places y cédées

aux états généraux dans la Gueldre, avec ce qui est resté à Sa Majesté. 10. Remarques sur ce traité. 11. Les griefs détaillés que la cour de Berlin porta contre le même traité, à la fin de 1715 et au commencement de 1716, avec les réponses individuelles des états généraux et de la maison d'Autriche. 12. Le récit de ce qui s'est passé, les 27, 28 février et 1^{er} mars 1716, dans la ville de Ruremonde, lorsque Sa Majesté en fit prendre possession, avec ce qui lui est resté du haut quartier de Gueldre. 13. Description de la ville de Ruremonde. 14. Cour de justice établie dans la ville de Venlo pour ce district, en 1717. 15. Recueil de la brochure qu'a faite le président de cette cour, Van Aefferden, sur la constitution du haut quartier, qui influe beaucoup dans notre idée. 16. Description de la ville de Venlo. 17. La convention faite, le 22 décembre 1718, entre l'Empereur, le roi de la Grande-Bretagne et les états généraux, touchant l'exécution de quelques articles et points du traité de la Barrière. 18. La cession de la ville d'Erckelens, dans le duché de Gueldre, à l'électeur palatin, et le traité sur ce fait le 1^{er} mai 1719. 20. La description de cette ville. 21. L'inauguration de Sa Majesté Impériale, comme duc de Gueldre, faite le 6 décembre 1719, dans la ville de Ruremonde. 22. La constitution du conseil, des états et du magistrat en 1720.

CHAP. III, *qui rappelle les faits les plus intéressants dans la Gueldre, depuis 1720 jusqu'au traité d'Aix-la-Chapelle, du 18 octobre 1748.*

1. Les édits, règlements et ordonnances de la police et finances, émanés depuis 1720 dans les parties de la Gueldre prussienne et hollandaise. 2. Les changements survenus dans ces parties. 3. La publication de la Sanction-Pragmatique, faite le 15 mai 1725, à laquelle les députés des états de la Gueldre autrichienne ont assisté. 4. Le congrès de Soissons, en 1728, pour autant qu'il y fut traité de notre dessein. 5. Les négociations

de 1732 entre le roi de Prusse et le prince d'Orange, concernant la terre de Monfort située dans la Gueldre hollandaise. 6. Le nouveau diplôme du conseil en Gueldre à Ruremonde, du 2 octobre 1737, avec tout ce qui y est suivi. 7. Contestations entre les deux chambres, terminées par décret du 27 juin 1738. 8. Événement survenu dans la ville de Maeseyck, qui avoisine Ruremonde, par rapport à la prétention du roi de Prusse sur Herstal. 9. La mort de l'empereur Charles VI, le 20 octobre 1740. 10. La guerre qui en résulta, pour autant qu'elle influoit dans la Gueldre. 11. La paix faite le 18 octobre 1748, à Aix-la-Chapelle.

CHAP. IV, *qui désigne tout ce qui est survenu de plus mémorable depuis le traité d'Aix-la-Chapelle, de 1748, jusqu'aux époques présentes de 1773.*

1. Tout ce qui s'est passé dans les parties démembrées depuis 1748. 2. Le renforcement de la deuxième chambre, à Ruremonde, par deux conseillers de ville, fait par l'édit du 14 novembre 1750. 3. La variation par le diplôme du 12 juin 1756, qui rétablit le magistrat sur son ancien pied. 4. La guerre lors commencée relativement aux événements qui influent au pays de Gueldre. 5. Les dispositions de Sa Majesté, du 30 juin 1757, pour la partie de la Gueldre conquise sur le roi de Prusse. 6. Les invasions hanovriennes dans le pays, du 28 juin 1758. 7. Le traité d'Hubertsbourg, conclu le 15 février 1763. 8. Tous les événements remarquables, jusqu'à 1773.

IV.

Extraits analytiques de quelques comptes de la recette générale des finances et de la recette générale des confiscations, pour cause des troubles du XVI^e siècle, conservés aux archives du département du Nord, à Lille.

(Par M. GACHARD, membre de la Commission.)

Dans un rapport sur les archives de Lille, publié en 1841 (1), j'ai donné des extraits analytiques de plusieurs comptes appartenants à des séries diverses de la collection de l'ancienne chambre de comptes de Flandre. L'utilité de ces extraits a été appréciée; on les trouve plus d'une fois cités dans les ouvrages historiques qui ont paru depuis.

Ayant eu récemment des recherches à faire dans le dépôt qui est si bien confié à la garde de M. Le Glay, j'ai profité des courts instants dont je pouvais disposer, pour jeter un coup d'œil rapide sur quelques nouveaux comptes de la recette générale des finances et de la recette générale des confiscations pour cause des troubles du XVI^e siècle : j'ai choisi de préférence l'époque de 1573 à 1596, parce que cette époque coïncide avec les travaux, dont je suis en ce moment occupé, concernant le règne de Philippe II.

Tous ceux qui se livrent à des investigations historiques

(1) Rapport à M. le Ministre de l'intérieur sur différentes séries de documents concernant l'histoire de la Belgique, qui sont conservées dans les archives de l'ancienne chambre des comptes de Flandre, à Lille, etc. Bruxelles, Hayez, 1841. In-8° de 484 pages.

savent, par expérience, que rien ne facilite autant celles-ci, que la possession de faits et de dates précis et certains. Or, cette précision, cette certitude, il n'y a pas de documents qui les offrent à un si haut degré que les comptes.

Les extraits qui suivent sont fort sommaires; le temps me manquait pour leur donner plus d'étendue. Tels qu'ils sont néanmoins, on y trouvera beaucoup de faits ou d'indications qui, pour n'avoir pas tous une égale importance, n'en sont pas moins bons à connaître pour ceux qui étudient l'histoire dans les sources.

I.

COMPTES DE LA RECETTE GÉNÉRALE DES FINANCES.

COMPTE 3^e DE NICOLAS BAERT, DU 1^{er} JANVIER AU
31 DÉCEMBRE 1573.

Fol. 167. *Ambassades et gros voyages.*

Payement de 2,000 livres à *Georges de Westendorp*, syndic de la ville de Groningue, tant pour lui que pour et au nom de *Gérard de Oistendorp*, conseiller au conseil d'Overyssel, à compte sur les frais du voyage que, par ordre du grand commandeur de Castille, gouverneur général des Pays-Bas, ils allaient faire le 28 décembre 1573, savoir : ledit Georges de Westendorp vers le roi de Danemark, duc de Holstein, et vers la république de Lubeck, et ledit Gérard de Oistendorp vers les villes de Brème et de Hambourg : « le tout, pour affaires concernant certain esquippeige d'aucunes navires de guerre qui se devoient » préparer pour le service de Sa Majesté. »

A messire *François de Hallewin*, chevalier, seigneur de Zweveghem, 216 livres, à compte sur les frais du voyage qu'il a fait en Angleterre vers la reine, pour le service du Roi et affaires concernant les pays de par deçà, à raison de 8 livres par jour, ayant pris cours depuis le 6 février 1570 (1571, n. st.).

COMPTE 4^e DE NICOLAS BAERT, DU 1^{er} JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 1574.

Fol. 246. *Menus et gros voyages.*

A *Jean d'Allamont*, fils de messire *Antoine d'Allamont*, chevalier, seigneur de Mallandry, gouverneur et capitaine de Montmédy, tant pour lui que pour son père, 122 livres, savoir : 72 livres, pour douze jours de vacation de son père au voyage que, par ordre du grand commandeur, il a fait vers le duc de Lorraine, et les 50 autres livres pour le voyage dudit Jean, de Montmédy à Anvers.

A messire *Jean Fonchius*, prévôt de Notre-Dame et archidiacre de l'église d'Utrecht, conseiller au conseil privé, 534 livres, pour un voyage que, par ordre du duc d'Albe, il a fait vers les archevêques de Trèves et de Cologne, l'évêque de Liège, le chapitre et le magistrat de Cologne; auquel voyage il a vaqué 60 jours.

Fol. 260. *Ambassades et gros voyages.*

A messire *Chappin Vitelli*, marquis de Cetona, 6,000 livres, pour tout ce qu'il pouvait prétendre à cause du voyage qu'il avait fait, en 1571, en Angleterre.

A messire *Charles de Gavre*, chevalier, seigneur de Fresin, 400 livres, à compte sur les frais du voyage qu'il allait, au mois de juin 1574, faire en France.

A messire *Gilles de Lens*, baron d'Aubigny, 500 livres, pour

complément des frais du voyage que, par ordre du grand commandeur, il a fait en Angleterre.

A messire *Philippe, sire de Croy*, duc d'Arschot, prince de Chimay et de Porcean, comte de Beaumont, chevalier de l'Ordre, 2,000 livres, pour le voyage que, au mois de juillet 1574, il allait faire au comté de Bourgogne, afin d'y attendre le roi de Pologne (Henri III).

Au même, 2,000 livres, pour complément des frais de ce voyage.

A *George de Westendorp*, 755 livres 8 deniers, pour solde des frais du voyage qu'il a fait en Danemark et à Lubeck, et auquel il a vaqué 88 jours, depuis le 26 décembre 1573 jusqu'au 24 mars suivant.

A *Jacques de Raville*, seigneur d'Ansembourg, 300 livres, à compte sur les frais du voyage qu'il devait faire en Allemagne, au mois de septembre 1574, afin d'assister, au nom du Roi, aux noces de la fille du duc de Juliers avec le duc des Deux-Ponts.

A messire *Charles, comte d'Arenberg*, 3,000 livres, pour complément des frais du voyage que, par ordre du grand commandeur, il avait fait vers l'Empereur en Allemagne, et sur lesquels, au mois de décembre 1573, il avait reçu 2,000 livres du receveur des confiscations.

A don *Bernardino de Mendoça*, 1,634 livres, pour tout ce qu'il pouvait prétendre, à cause du voyage qu'il avait fait vers la reine d'Angleterre, par ordonnance du grand commandeur.

COMPTE 3^e DE NICOLAS BAERT, DU 1^{er} JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 1575.

Fol. 242 v^o. Au *duc d'Arschot*, etc., 8,400 livres, pour son traitement de conseiller d'État, charge que le Roi lui conféra par lettres patentes données au bois de Ségovie, le 17 octobre 1565, et ce pour les sept premières années, commencées à la Noël 1565, « que lors apparemment ladicte retenue luy pouvoit avoir esté

» signifiée, nonobstant l'omission de serment par luy com-
» mise, dont Son Altèze l'avoit relevé. »

Fol. 243 v°. Au *duc d'Arschot*, etc., 14,000 livres, à cause de 1,000 livres par mois, en qualité de chef et superintendant du conseil d'État, en l'absence du duc d'Albe, auquel état il avait été commis par lettres patentes du 18 août 1572, et ce pour quatorze mois, commencés le 18 septembre 1572 et finis le 17 novembre 1573.

Fol. 244 v°. Au *duc d'Arschot*, etc., 3,000 livres, à cause de 1,000 livres par mois, pour trois mois, commencés le 26 février 1574 et finis le 25 mai suivant, en qualité de chef et superintendant du conseil d'État, en l'absence du grand commandeur, suivant lettres patentes données à Anvers, le 26 février 1573 (1574, n. st.).

Fol. 246. A *dame Anne de Pallant*, dame douairière de Glajon, veuve de messire *Philippe de Staveles*, baron de Chaumont et de Haveskercke, seigneur de Glajon, chevalier de la Toison d'Or, maître de l'artillerie et conseiller du conseil d'État, 6,000 livres, pour les gages arriérés de conseiller d'État de son mari, dé-cédé le 26 décembre 1563.

Fol. 248 v°. A *Christophe d'Assonleville*, nommé conseiller d'État par lettres patentes données à Bruxelles, le 7 avril 1573 avant Pâques (1574, n. st.)....

Fol. 249 v°. A messire *Hieronyme de Roda*, nommé conseiller d'État le même jour....

Fol. 250 v°. A *Baptiste Berty*, trésorier et garde des chartes et lettriages du conseil d'État, 50 livres.

Fol. 267. A messire *Josse de Damhoudere*, conseiller et commis des finances, 50 livres, comme trésorier et garde des chartes et lettriages de la cour concernant les finances.

Fol. 276. A messire *Lancelot de Berlaymont*, chevalier, comte de Meghem, seigneur de Beuraing, comme mari et bail de dame *Marie de Brimeu*, héritière de messire *Charles de Brimeu*, comte de Meghem, maître de l'artillerie, décédé le 8 janvier 1572.....

Fol. 281 v°. A messire *Philippe*, comte de Ligne et de Fau-

quembergue, chevalier de la Toison d'Or..... Il avait une pension de 1,000 livres.

Fol. 285 v°. Messire *Eustache de Croy*, chevalier, seigneur de Rumenghien, grand bailli et capitaine, par provision, de Saint-Omer : pension de 300 livres.

Fol. 286. Messire *Gilles de Senzelles*, chevalier, vicomte d'Aublain, seigneur de Fontaine, etc., gouverneur et superintendant, par provision, de Bois-le-Duc : pension de 200 livres.

Fol. 287 v°. A *Antoine de Bourgogne*, seigneur de Wacken et Cathem, fils et héritier de feu messire *Antoine de Bourgogne*, chevalier, seigneur dudit lieu, capitaine et superintendant des pays et comté de Zélande et île de Walcheren, pour une année des gages de son père, finie le 9 juillet 1571.....

Fol. 292 v°. A demoiselle *Barbara Blomberch* (1), veuve de feu *Hierôme Kegel*, écuyer et commissaire général des montres des gens de guerre, pour trois années, finies le 31 mai 1575, de la pension de 100 livres, dont son mari jouissait, et qui lui avait été continuée.....

Fol. 295. A *Jacques Van Noey*, ingénieur des fortifications des villes frontières.....

Fol. 338 v°. Pour une chaîne d'or donnée à l'ambassadeur de la reine d'Angleterre, à Anvers, en mars 1575, 616 livres 8 s.

Fol. 347 v°. Autre chaîne d'or donnée au même ambassadeur, en décembre 1575, à Anvers, 595 livres 3 s.

Fol. 359. Messire *Philippe de Recourt*, chevalier, baron de Licques, gouverneur et capitaine de la citadelle de Cambrai.

Fol. 313. *Menus et gros voyages.*

A *Louis del Rio*, conseiller du conseil privé et garde des chartes de Flandre, *Charles de l'Espinoy*, conseiller au conseil

(1) Mère de don Juan d'Autriche.

en Flandre, et *Jean de Winghene*, docteur en droit, conseiller en Brabant, 124 livres 12 sols, « pour cinquante-cinq jours » qu'ilz avoient vacqué, en se transportant du lieu de leur résidence vers Ryplemonde, pour illecq visiter, d'article en article, les chartres, papiers, registres, répertoires et aultres munimens reposans en la trésorie desdites chartres, au chasteau dudict Ryplemonde, purger tous lesdicts répertoires, et iceulx relivrer es mains dudict Loys del Rio, comme trésorier desdictes chartres. »

A messire *Jean Fonck*, etc., 2,065 livres, pour voyages faits vers l'évêque de Liège et l'archevêque de Cologne.

Fol. 331. *Ambassades et gros voyages.*

A messire *Jean Van Boisschot*, conseiller et avocat fiscal en Brabant, 800 livres, à compte sur les frais du voyage que, par ordre du grand commandeur, il allait faire vers la reine d'Angleterre, à raison de 8 livres par jour, depuis le 18 mars 1574, jour de son départ.

A messire *Adrien, chevalier, seigneur de Gomicourt*, gentil-homme de la bouche du Roi, 843 livres 11 sols, pour complément des frais des voyages faits par lui, en 1572, au duché de Clèves, et l'année suivante en Angleterre.

A *Charles de Glymes*, baron de Florines, gouverneur et capitaine de Philippeville, 350 livres, pour les frais d'un voyage fait à Paris vers le duc de Lorraine, par ordre du grand commandeur.

A don *Guillen de San Clemente*, 800 livres, pour les frais du voyage qu'il allait faire, accompagné du S^r *Ludovico Guasco*, vers le pays de Lorraine, pour assister, au nom du Roi, aux noces de la sœur du duc avec le duc Éric de Brunswick.

COMPTE 6° DE NICOLAS BAERT, DU 1^{er} JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 1576.

Fol. 236. *Aux grands seigneurs, chevaliers de l'Ordre et autres du conseil d'État.*

A messire *Maximilien Vilain*, chevalier, baron de *Rassenghien*, etc., nommé conseiller d'État par patentes du 23 janvier 1576, paiement de la première demi-année de ses gages, commencée le 1^{er} janvier 1576.....

A messire *Arnould Sasbout*, chevalier, président du conseil privé, nommé conseiller d'État par patentes données à Madrid, le 24 mars 1576.....

A messire *Christophe d'Assonleville*, pour deux années de ses gages, commencées le 1^{er} avril 1574 avant Pâques (1575, n. st.).....

A *Hiéronyme de Roda*, pour une année de ses gages, commencée le 1^{er} avril 1574 avant Pâques (1575, n. st.)....

A dame *Jeanne de Locquenghien*, veuve de messire *Philibert de Bruxelles*, chevalier et conseiller d'État, décédé le 21 octobre 1570.....

Fol. 242. *Gages du privé conseil.*

Messire *Viglius de Zwichem*, prévôt de St-Bavon, président du conseil d'État et conseiller du privé conseil.

Hermès de Winghene, décédé le 2 mars 1572 (1573, n. st.).

Messire *Nicolas Micault*, chevalier, seigneur d'Indevelde.

Messire *Christophe d'Assonleville*, chevalier, seigneur de Hauteville.

Messire *Jean Fonckius*, prévôt de Notre-Dame et archidiacre d'Utrecht.

Messire *Jean Van Boisschot*, pour ses gages, depuis le 16 juin 1573, que le duc d'Albe chargea messire *Viglius* de l'installer.

Messire *Louis del Rio*, pour ses gages, depuis la même époque.

Jean Vander Aa, secrétaire ordinaire du conseil privé, payement de ses gages à sa veuve, jusqu'au 31 décembre 1575.

Josse Bave, secrétaire ordinaire du privé conseil.

Sébastien Bourgeois, secrétaire ordinaire du privé conseil, pour ses gages du 1^{er} janvier 1572 au 31 décembre 1574.

Ambroise Boonen, secrétaire du conseil privé, nommé par patentes données à Bruxelles, le 19 juin 1574.

Demoiselle *Louise de Raedt*, veuve de maître *Jean Van Vlierden* (1), décédé le 10 mars 1574 (1575, n. st.).

Jacques de la Torre, secrétaire ordinaire, supernuméraire : ses gages, depuis le 1^{er} janvier 1571 (1572, n. st.).

Jean Mesdach, secrétaire ordinaire du conseil privé.

Baptiste Bert (2), secrétaire ordinaire du conseil privé.

Étienne Praets (3), secrétaire ordinaire.

Arnould d'Ennetières, secrétaire ordinaire.

François Le Vasseur, secrétaire ordinaire, nommé par lettres patentes données à Anvers, le 10 mars 1574 (1575, n. st.), en remplacement de Van Vlierden.

Urbain Scharberger, secrétaire en langue allemande.

Jean-Michel de Prado (4), secrétaire en langue espagnole, depuis le 25 octobre 1572 jusqu'au 14 avril 1573, jour de son trépas.

Corneille de Pottelsberghe, secrétaire extraordinaire du conseil privé.

Pierre Lasne, secrétaire aux honneurs du conseil privé.

(1) Il était garde des papiers du conseil privé.

(2) Il avait servi sous Charles V, comme premier secrétaire et greffier du conseil en Gueldre.

(3) Il succéda à *Vlierden* pour la garde des papiers.

(4) Il avait été à Milan, en 1558, avec le duc de Sessa, et recevait une pension de 200 livres de ce chef.

Fol. 267. *Gages et pensions de ceux des finances.*

Messire *Charles de Berlaymont*, chef des finances.

Messire *Maximilien Vilain*, baron de Rassenghien, nommé chef des finances par lettres patentes données à Anvers, le 23 janvier 1576.

Gaspar Schetz, chevalier, seigneur de Grobbendoncq, conseiller et trésorier général des finances.

Messire *Josse de Damhoudere*, chevalier, conseiller et commis des finances.

Jacques Reingout, conseiller, commis des finances et trésorier de l'épargne.

Engelbert d'Oyenbrughe, conseiller et commis des finances.

Philippe Stercke, greffier des finances.

Paul Van Croonendaele, aussi greffier.

Fol. 277 v°. A messire *Louis de Blois*, chevalier, seigneur de Trelon, nommé maître de l'artillerie, en remplacement de feu comte de Meghem, par lettres patentes données à Bruxelles, le 28 mars 1573 avant Pâques (1574, n. st.).

Fol. 294 v°. A *Jean Mertens*, armoyeur du Roi, 109 liv. 10 s., à cause de 3 sols de pension par jour qui lui sont accordés, « pourveu que, moyennant icelle, il est tenu de nectoyer et entretenir, à sa charge et despens, vingt-ung harnas et lances, » espées et javelines, selles et aultres parties estant en l'armoirie de Sa Majesté à Bruxelles. »

Fol. 299. A messire *Pierre-Ernest*, comte de *Mansfelt*, 15,000 livres, par mandement du 6 février 1576, à compte sur les prétentions qu'il élevait, à cause de son traitement de gouverneur, pendant sa détention en France et de voyages par lui faits vers le marquis Jean-George de Brandebourg, au baptême de l'enfant de Lorraine, avec la duchesse de Parme en Italie, au secours de France, en 1568, etc.

Fol. 366. A messire *Robert de Trazegnies*, chevalier, seigneur

de Sepmeries, gouverneur des ville et châtellenie d'Ath, 4,000 livres, pour les frais d'entretien des prisonniers français restant de la défaite de Genlis.

Fol. 366 v°. A messire *Frédéric Perrenot*, chevalier, baron de Renaix et d'Aspremont, seigneur de Saint-Loup, Champagne, etc., gouverneur et capitaine d'Anvers, pour affaires secrètes, 682 liv. 18 s.

Fol. 342. *Ambassades et gros voyages.*

A messire *Frédéric Perrenot*, chevalier, seigneur de Champagne, gouverneur d'Anvers, 1,200 livres, pour le voyage qu'il allait faire vers la reine d'Angleterre. (Il partit le 13 janvier 1576.)

A messire *Jean Van Boisschot*, conseiller du Roi, 400 livres, à compte sur les frais du voyage qu'il allait faire vers l'évêque de Trèves.

A messire *Lancelot de Berlaymont*, comte de Meghem, 300 livres, pour ses vacations au pays de Clèves, où le grand commandeur l'envoya, afin de présenter au duc ses compliments de condoléance, à l'occasion de la mort de son fils aîné, à Rome.

Fol. 344 v°. A *Jacques de Raville*, seigneur d'Ansembourg, 84 livres, pour ses vacations au pays de Lorraine, où le grand commandeur l'envoya, afin de présenter au duc ses compliments de condoléance, à l'occasion de la mort de la duchesse.

A *Jean-Baptiste Dubois*, envoyé vers don Juan d'Autriche, à Milan, 300 livres, à compte sur les frais de ce voyage.

COMPTE 7^{me} DE NICOLAS BAERT, DU 1^{er} JANVIER AU
31 DÉCEMBRE 1577.

Fol. 130 v°. *Conseil d'État.*

Messire *Pierre-Ernest, comte de Mansfelt*, nommé conseiller d'État par lettres patentes données à Madrid, le 1^{er} juillet 1576.

N. B. C'est le seul changement dans le conseil d'État. Il n'y en a pas pour le conseil des finances, et le conseil privé ne figure point dans le compte.

Fol. 188 v°. *Ambassades et gros voyages.*

A messire *Maximilien Vilain*, baron de Rassenghien, conseiller d'État, 600 liv., à compte sur les frais du voyage qu'il a fait en Espagne et vers don Juan d'Autriche.

A messire *Charles, prince-comte d'Arenberg, etc.*, 2,464 liv., pour complément des frais d'un voyage qu'il avait fait vers l'Empereur et les princes de l'Empire.

A messire *George de Ligne*, comte de Fauquemberghe, 600 livres, à compte sur les frais du voyage que, par ordre de don Juan, il allait faire vers le roi de France.

A messire *Jacques Vanden Nesse*, chevalier, de la chambre du Roi, envoyé par don Juan vers la reine de Navarre, 200 liv.

A *Jean-Baptiste de Roncioni*, gentilhomme du duc d'Arschot, envoyé par le conseil d'État en Italie, 220 liv.

A messire *Charles Rym*, chevalier, seigneur d'Eeckenbeke, conseiller au conseil privé, et au docteur *Wamesius*, 252 liv. pour le voyage qu'ils avaient fait à Cologne, par ordre de don Juan.

II.

COMPTES DE LA RECETTE GÉNÉRALE DES CONFISCA-
TIONS POUR CAUSE DES TROUBLES DU XVI^e SIÈCLE.

COMPTE 1^{er} DE BENOÎT CHARRETON, SEIGNEUR DE CHASSET,
DU 1^{er} JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 1579.

Parmi les dépenses de ce compte figurent :

167 livres payées à *François Le Vasseur*, seigneur de Morien-
sart, secrétaire d'État, à raison de 4 fl. par jour, que don Juan
d'Autriche lui avait accordés, le 18 juillet 1578, pour tout le
temps qu'il suivrait sa personne ;

275 livres à *Alonso de Laloo*, aussi secrétaire d'État, auquel,
le même jour, don Juan avait accordé le même traitement ;

780 livres à *Antoine del Rio*, seigneur de Cleydale, pour lui
donner le moyen de se rendre en Espagne, attendu qu'il avait
perdu et abandonné tous ses biens occupés par les rebelles ;

2,000 livres à dame *Élisabeth d'Autriche*, comtesse douairière
de Rochefort, « pour l'aider à s'entretenir et vivre honorable-
» ment, selon le lieu dont elle est issue ; »

2,600 livres à *Andres de Prada*, secrétaire du Roi en langue
espagnole, pour le soulager des frais qu'il a faits tout le temps
qu'il a servi depuis l'arrivée du seigneur don Juan d'Autriche
aux Pays-Bas ;

1,040 livres à *Francisco Guillamas*, aussi secrétaire en langue
espagnole ;

2,880 livres à *Cosme de Massi* (1), secrétaire en langue ita-

(1) Il devint le secrétaire intime d'Alexandre Farnèse, et eut, durant tout
le gouvernement de ce prince, une part principale à sa confiance.

lienne, en considération des services qu'il a rendus depuis le gouvernement du prince de Parme.

COMPTE 2^{me} DE BENOÎT CHARRETON, SEIGNEUR DE CHASSEY, DU
1^{er} JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 1580.

773 liv. 15 sols à demoiselle *Marie de Halmale*, veuve d'*Urbain Scharenberger*, en son vivant secrétaire d'État pour les affaires d'Allemagne, en considération des grands travaux et diligence du défunt, depuis l'an 1540 jusqu'à son décès, arrivé le 21 octobre 1576, et de ce qu'il a été constitué prisonnier à Bruxelles avec ceux du conseil d'État.

6,000 livres à dame *Jeanne de Blois*, veuve de *Philippe de Lannoy*, seigneur de Beauvoir.

COMPTE 3^{me} DE BENOÎT CHARRETON, SEIGNEUR DE CHASSEY, DU
1^{er} JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 1581.

2,400 liv. à messire *Léonard de Tassis*, mattre général des postes, pour son traitement d'une année.

6,000 livres à madame *Marie de Hornes*, princesse de Gavre, comtesse d'Egmont, en considération des grandes pertes que son mari et elle font en leurs biens.

3,000 livres aux demoiselles *Madeleine*, *Anne* et *Jeanne d'Egmont*, en considération de ce qu'elles se sont retirées de Bruxelles, pour se maintenir en l'ancienne foi et religion catholique, et sont privées par là du revenu dont elles jouissaient en Hollande.

3,000 livres à messire *Guillaume de Pamele*, chevalier, chef et président du conseil privé; 5,000 livres au *baron de Rassenghien*, du conseil d'État et chef des finances; 6,000 livres à *Philippe, comte de Lalaing*, du conseil d'État, gouverneur, capitaine général et grand bailli du comté de Hainaut : ces sommes sont accordées pour indemniser ceux qui les obtiennent du pré-

judice qu'ils reçoivent de l'occupation de leurs biens par les rebelles.

8,000 livres à dame *Marguerite de la Marck*, princesse-comtesse d'Arenberg, pour deux années de la mercède que le Roi lui a accordée.

6,000 livres à *Marie de Licques*, comtesse douairière du Rœulx, en considération de la perte de ses biens et du décès de son mari.

COMPTE 4^e DE BENOÎT CHARRETON, SEIGNEUR DE CHASSEY, DU
1^{er} JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 1582.

2,000 livres à dame *Anne de Rennenbourg*, comtesse douairière de Hooghstraeten, pour la pension à elle accordée par lettres patentes du Roi données à Lisbonne, le 27 septembre 1581.

2,000 livres à dame *Lamberte de Croy*, comtesse douairière de Berlaymont, pour une année de la pension à elle accordée le même jour.

1,200 livres à dame *Catherine Van Ursel*, veuve de messire *Gaspar Schetz*, chevalier et seigneur de Grobbendoncq, pour une année de la pension à elle accordée le même jour.

3,000 livres à messire *Jean de Blasere*, président du conseil en Flandre, pour gratification.

4,200 livres au *prince-comte d'Arenberg*, à compte sur les frais du voyage qu'il a fait à la diète impériale d'Augsbourg.

400 livres à dame *Marie de Bonnières*, douairière de Thoulouse, à elle accordée « pour certains bons respects. »

6,000 livres à l'*évêque de Middelbourg* et au conseiller *Vendeville*, « comme députés de par S. M. à l'érection et entretenement des deux séminaires érygez par icelle ès deux universités de ces pays (1). »

(1) Le même paiement se reproduit dans les comptes qui suivent.

1,000 livres à messire *Gérard de Hornes*, chevalier, baron de Bassigny, pour le dédommager de ses biens occupés par les rebelles.

100 livres à *Jean Tsestich*, entremis aux affaires qui se représentent en la chambre des récompenses, à compte sur ses vacations.

2,850 livres à *Flaminio Garnier*, secrétaire des consaux d'État et privé du Roi pour les frais du voyage qu'il a fait, étant appelé d'Allemagne aux Pays-Bas, afin de remplir l'office du secrétaire de Laloo, qui allait en Espagne.

3,000 livres à messire *Jean Richardot*, chevalier, seigneur de Barli, président du conseil provincial d'Artois, et conseiller au conseil privé, pour les bons et agréables services par lui rendus.

COMPTE 5^e DE BENOÎT CHARRETON, SEIGNEUR DE CHASSEY, DU 1^{er} JAN-
VIER AU 31 DÉCEMBRE 1583.

500 livres à dame *Marguerite d'Autriche*, abbesse d'Orient, en considération de la ruine de son monastère.

3,000 livres à messire *George de Montmorency*, seigneur de Croisilles, pour les pertes qu'il souffre dans ses biens.

3,000 livres à dame *Bonne de Lannoy*, douairière de Noircarmes, pour le même motif.

300 livres à *Dionise de Nieukercke*, veuve de *Corneille Halmaer*, orfèvre à Bruges, en considération des bons offices faits par feu son mari pour parvenir à la réduction de cette ville, et de ce que, pour ce respect, il fut torturé par les rebelles et mis à mort.

100 livres à messire *Jean Vander Burch*, conseiller du conseil privé et commis aux causes fiscales, pour ses vacations en la chambre ordonnée sur le fait des récompenses.

6,000 livres à messire *Marc de Rye*, marquis de Warambon, pour le restant des frais du voyage qu'il fit, par ordre de don Juan d'Autriche, vers l'Empereur, les archiducs Charles et

Ferdinand, le duc de Bavière et d'autres princes de l'Empire.

240 livres à *Jean Lautten*, conseiller et maître de la chambre des comptes à Lille, pour son traitement en qualité de commis en la chambre ordonnée sur le fait des récompenses.

COMPTE 6^e DE BENOÎT CHARRETON, SEIGNEUR DE CHASSEY, DU 1^{er} JAN-
VIER AU 31 DÉCEMBRE 1584.

2,000 livres à messire *Jean de Mérode*, chevalier, seigneur de Morialmez, Houffalize, Han-sur-Heur, Sautour, pour le dédommager des pertes qu'il souffre dans ses biens.

600 livres à *Pierre Dronckman*, secrétaire de S. M. en langue allemande, pour les frais qu'il supporte à la suite de S. A., en campagne.

600 livres à messire *Jean de Trazegnies*, chevalier, baron et seigneur de Merlimont, Dixmude, à compte sur son traitement de gouverneur de la ville d'Ath.

300 livres à messire *Jean de Cottreau*, docteur en théologie et chanoine de Notre-Dame, à Tournai, pour les services qu'il rend par ses prédications.

1,425 livres au seigneur de *Witperg*, gentilhomme de la maison du Roi, pour les frais du voyage qu'il a fait d'Espagne aux Pays-Bas.

4,320 livres à *Flaminio Garnier*, secrétaire des consaux d'État et privé, pour son traitement de commis en la chambre des récompenses, depuis le 20 janvier 1582.

COMPTE 7^e DE BENOÎT CHARRETON, CHEVALIER, SEIGNEUR DE CHASSEY,
DU 1^{er} JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 1585.

2,000 livres à dame *Philippe de Mastaing*, veuve de messire *Maximilien Vilain*, comte d'Isenghien, baron de Rassenghien, du conseil d'État, chef des finances, gouverneur de Lille, Douai

et Orchies, pour une année de la pension à elle accordée par lettres patentes du Roi données à Madrid, le 20 mars 1584.

2,000 livres à dame *Marguerite de Lille*, comtesse douairière de *Bucquoy*, pour une année de la pension à elle accordée par lettres patentes du Roi données à Madrid, le 12 décembre 1584.

337 livres à *Paul de Croonendaele*, greffier des finances, pour ses vacations en la chambre des récompenses, du 26 juillet 1581 au 20 janvier 1582, que lors la connaissance des confiscations fut ôtée aux seigneurs des finances.

5,720 livres à *Christophe d'Assonleville*, pareilles sommes à *Richardot* et à *Charreton*, pour leur traitement de membre de la chambre des récompenses, depuis le commencement qu'elle fut érigée de nouveau, le 20 janvier 1582, jusqu'au 31 décembre 1585.

COMPTE 8° DE BENOÎT CHARRETON, CHEVALIER, SEIGNEUR DE CHASSEY,
DU 1^{er} JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 1586.

1,200 livres au comte *Charles d'Egmont*, pour les frais de son entretien aux études.

COMPTE 9° DE BENOÎT CHARRETON, CHEVALIER, SEIGNEUR DE CHASSEY,
DU 1^{er} JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 1587.

2,000 livres à dame *Jeanne de S'-Quentin*, veuve de messire *Gaspar de Robles*, baron de Billy, pour une année de la pension à elle accordée par lettres patentes du Roi données à S'-Laurent-le-Royal, le 3 septembre 1586.

60 livres à *Catherine Doedens*, veuve de M^e *Liévin de Gheytere*, pour une année de la pension qui lui a été accordée, en considération de ce que ceux de Gand, durant la dernière rébellion de cette ville, firent ignominieusement mourir son mari par l'épée.

4,000 livres à *Charles de Gavre*, baron de Fresin, en consi-

dération des pertes qu'il a faites et des frais qu'il a supportés à la suite du prince de Parme.

3,000 livres à *Antoine de Vertaing*, seigneur de Rubempré, grand veneur de Brabant, maître d'hôtel de Son Altesse, en considération des pertes qu'il souffre dans ses biens.

COMPTE 10^e DE BENOÎT CHARRETON, CHEVALIER, SEIGNEUR DE CHASSEY,
DU 1^{er} JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 1588.

400 livres à *Jean Vermuelen*, musicien et joueur de cornet à bouquin de la chapelle du Roi à Bruxelles, en rémunération des bons services qu'il fait en l'acquit de sa charge.

5,000 livres à *Philippe de Croy*, seigneur de Molembais, capitaine de la garde ordinaire du Roi, pour les frais du voyage qu'il lui a été ordonné de faire en Espagne.

COMPTE 11^e DE BENOÎT CHARRETON, CHEVALIER, SEIGNEUR DE CHASSEY,
DU 1^{er} JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 1589.

3,000 livres à messire *Charles de Gavre*, comte de Beurieu, gentilhomme de la bouche du Roi, *superintendant* général des vivres de l'armée, en contemplation des services qu'il a rendus et continue de rendre.

3,000 livres à messire *Charles de Croy*, prince de Chimay, comte de Meghem, pour les frais qu'il a faits au voyage de Bonn, où Son Altesse l'a envoyé secourir l'électeur de Cologne.

4,025 livres à *Arnould d'Ennetières*, secrétaire d'État du Roi pour les affaires des Pays-Bas, lez sa personne, « en subvention » des affaires privez d'icelluy par deçà. »

COMPTE 1^{er} DE RICHARD D'ALSCHIEDT, DU 1^{er} JANVIER AU 31 DÉCEMBRE
1590.

3,739 liv. 15 s. 11 d. à dame *Marie de Halmal*, épouse du seigneur de Houtain, grand mayeur de Liège, en considération

des services rendus au Roi par son premier mari, le secrétaire *Scharenberger*.

1,200 livres à dame *Catherine de Tisnacq*, veuve de messire *Jean de Saint-Aldegonde*, baron de Selles, chevalier commandeur de l'ordre militaire de Calatrava, gentilhomme de la bouche du Roi, pour une année de la pension à elle accordée par lettres patentes de Sa Majesté, données à Madrid, le 28 mai 1587, et ce eu égard aux services rendus par son feu mari, lequel finit ses jours au château de Ramekens, où il fut détenu par les rebelles l'espace de cinq ans.

COMPTE 2° DE RICHARD D'ALSCHIEDT, DU 1^{er} JANVIER AU 31 DÉCEMBRE
1591.

6,000 livres à messire *Frédéric de Granvelle*, Perrenot, baron de Renaix, seigneur de Champagny, chef des finances du Roi, pour subvenir aux frais du voyage de France, où il a eu ordre de suivre Son Altesse (le duc de Parme).

COMPTE 3° DE RICHARD D'ALSCHIEDT, DU 1^{er} JANVIER AU 31 DÉCEMBRE
1592.

.

COMPTE 1^{er} DE CHRISTOPHE GODIN, DU 24 JANVIER AU 31 DÉCEMBRE
1593.

1,000 livres à dame *Cornélia de Lalaing*, baronne douairière de Hamal et de Monceau, pour une année de la pension à elle accordée par lettres patentes du Roi, données à Saint-Laurent-le-Royal, le 4 août 1591, en considération des grands devoirs et services de feu son mari.

11,052 liv. 18 s. 8 d. à feu messire *Jean de Stryen*, évêque de Middelbourg, comme recteur et superintendant du séminaire

des Bons-Pasteurs, érigé par le Roi, à l'université de Louvain.

3,000 livres à messire *Charles-Philippe de Croy*, marquis d'Havré, gentilhomme de la chambre et conseiller du conseil d'État, en considération des frais qu'il a supportés, comme chef dudit conseil d'État, lorsque le comte de Mansfelt est allé secourir Gertrudenberg.

3,000 livres à dame *Marie de Hornes*, princesse douairière de Gavre, comtesse d'Egmont, etc., en considération des pertes qu'elle a souffertes par le décès de son mari en France.

1,000 livres à dame *Catherine Boisot*, veuve de messire *Charles de Tisnacq*, président du conseil privé et trésorier de la Toison d'Or, en récompense des peines qu'elle a souffertes et des dangers auxquels elle s'est exposée, « pour, durant la rébellion de la » ville de Bruxelles, conserver, maintenir et garder les joyaux, » ornemens et colliers dudit ordre qui luy estoient demeurez » en main après le trespas de sondit feu mary, mesmes y avoir » soigné en sorte que, après la réduction dudit Bruxelles, elle » en a fait tout bon renseing, sans que chose aucune en soit » esté perdue. »

2,000 livres à dame *Marie de Bonnières*, veuve de messire *Jacques de Marnix*, chevalier, seigneur de Toulouse, en vertu de lettres patentes du Roi, données à Madrid le 8 décembre 1589, « en considération des services faits par sondit feu mari, l'es- » pace de 24 ans, en diverses charges, mesmes en estat de com- » missaire général de la gendarmerie, et depuis en légations en » France et Angleterre. »

1,000 livres aux margliseurs de l'église collégiale de *Sainte-Gudule* à Bruxelles, « en avancement de la construction d'un » nouveau doxal (?) devant le chœur de ladite église. »

2,000 livres aux margliseurs de l'église cathédrale d'*Anvers*, « en avancement de la construction d'un nouveau doxal devant » le chœur de ladite église. »

200 livres aux margliseurs de l'église de *Saint-André*, à Anvers, « pour avancer l'érection du grand autel de ladite église,

» étant de la fondation de feu de très-haute mémoire l'empereur Charles-le-Quint. »

COMPTE 2^e DE CHRISTOPHE GODIN, DU 1^{er} JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 1594.

365 livres à *Antoine Basset*, « pour une année de gages de 20 » patars par jour que feu le duc de Parme, par acte du 28 juillet 1592, avoit accordé par provision audit Antoine Basset, » à cause de la garde, par icelluy acte à luy commise aussi provisionnellement, des papiers délaissés par feu Flaminio Garnier, » à son trespas secrétaire des consaux d'État et privé de S. M., » concernant le conseil des récompenses et quelques autres; » ayant aussy par le mesme acte esté commis pour dresser, tenir » note et registre de toutes les dépenses des confiscations. »

3,000 livres à dame *Marie de Hornes*, veuve de messire *Philippe d'Egmont*, chevalier de la Toison d'Or, prince de Gavre et de Steenhuyze, comte d'Egmont, baron de Fiennes, pour une année et demie de la pension que le Roi lui a accordée par lettres patentes données à Aranjuez, le 19 mai 1593.

4,000 livres à dame *Bonne de Lannoy*, veuve de messire *Philippe de Saint-Aldegonde*, chevalier, seigneur de Noircarmes, pour deux années de la pension que le Roi lui a accordée par lettres patentes données à Madrid, le 8 décembre 1589.

4,725 livres à messire *Charles-Philippe de Croy*, marquis d'Havré, etc., à compte sur les frais de la mission dont l'archiduc Ernest l'avait chargé à la diète impériale, en juin 1594.

3,000 livres au même, « pour certains bons respectz. »

2,000 livres à dame *Anne de Hamal*, veuve de messire *Gérard de Berghes*, seigneur de Stabroek, pour l'indemniser des pertes qu'elle souffrit dans ses biens à Stabroek, à Deurne et à l'entour, au temps que l'on dressa l'estacade sur l'Escaut.

COMPTE 3^e DE CHRISTOPHE GODIN, DU 1^{er} JANVIER AU 31 DÉCEMBRE
1595.

2,000 livres à dame *Anne d'Aymeries*, marquise douairière de Roubaix, pour une année de la pension que le Roi lui a accordée par lettres patentes données à Madrid, le 8 décembre 1589, « en » considération des grands, remarquables et agréables services » que feu son mari, messire *Robert de Melun*, marquis de Roubaix, avoit fait à S. M. en plusieurs charges et estat兹, comme » de gouverneur du pays et conté d'Artois, de conseiller du conseil d'Estat, et chief général de la cavallerye légière du camp et » armée de S. M., èsquelles charges il avoit continué de très- » grand zèle, et valereusement perdu la vye pour le service » d'icelle, en l'estacade d'Anvers. »

800 livres à *Justus Lipsius*, professeur de la langue latine en l'université de Louvain, en vertu de lettres patentes du 3 juin 1595, et « en considération de la petitesse de ses gages, chièreté » du temps et le bénéfice qu'il avoit fait à la jeunesse estudiant » en ladicte université. »

COMPTE 4^e DE CHRISTOPHE GODIN, DU 1^{er} JANVIER AU 31 DÉCEMBRE
1596.

3,000 livres à messire *Charles-Philippe de Croy*, marquis d'Havrè, etc., en vertu de lettres patentes du 18 décembre 1595, « et pour ce que, durant l'absence de monseigneur le comte de » Fuentès au camp, il seroit demeuré, cinq mois entiers, occupé au conseil d'Estat, et s'y estoit acquitté avecq toute fidélité et diligence. »

V.

Recueil, par forme de mémoires, des actes et choses plus notables quy sont advenues ès Pays-Bas, et espécialement en la ville et cité de Tournay, depuis l'an mil cinq cens et soixante-cinq; mises et rédigées par escript par Pasquier de Le Barre, natif dudict Tournay, jusques en l'an mil v^e et..... (1).

(Extraits communiqués par M. GACHARD, membre de la Commission.)

Fol. 1 v^o. Cherté des grains ès Pays-Bas. — Bleds des pays estrangers y ammenés. — Soing du peuple à soy pourvoir de bleds. — Cautelle des laboureurs et paysans. — Malice d'iceulx paysans. — Police mise par le magistrat pour la réserve des bleds, au soulagement des mannans de Tournay. — Visitation faite des grains estans au Pays-Bas, par ordonnance du Roy.

Durant ce temps (2), jusques au commencement de caresme, fut le bled et les autres grains fort chers, non pas seulement

(1) Ce manuscrit a 97 feuillets écrits et cotés. On lit sur le premier feuillet :

Hélas ! mon Dieu, ton yre s'est tournée
Vers moy, ton serf, quy me poursuyt sans cesse :
La peur que j'ay fait que l'âme estonnée
Donne à mon cueur une extrême détresse.
Le sens me fault, et vertu me déleisse,
Estant tousjours crainte devant mes yeux.
Je te réclame et appelle en tous lieux,
Pour mettre fin à l'ennuy qui me point :
Sy tu ne veulx, hélas ! m'envoyer mieulx,
Au moins, mon Dieu, ne m'abandonne point.

Oultre ne puis.

1566.

DE LE BARRE.

(2) L'auteur dit, quelques lignes plus haut : « Au commencement du » mois de septembre 1565..... »

en Tournay et ès environs, mais généralement en tous les Pays-Bas, et meismement davantaige sur les frontières vers France, et en tout ledict pays de France, de sorte que le froment valloit plus de trente gros le hotteau, et les aultres grains à l'advenant : qui causa que les pauvres gens endurèrent des grandes pauvreté et indigences. Touttes les villes, voyans sy grand chérété advenir au commencement de l'année et sy tost après la moisson d'aoust, eubrent grande crainte de l'issue de ladicte année : par quoy une chascune d'icelles firent devoir de députer gens qui se transportèrent à Amsterdam, Anvers et aultres villes où ont acoustumé d'estre admenez les bledz et grains estrangers, sicomme des pays de Prussie, Rève, Suède et aultres pays, qui sont petis bledz soilles nommés *revenaires*, et èsdictes villes achetèrent grand nombre desdicts bledz, qu'ilz firent amener par navires èsdictes villes : quy vint fort bien à propos pour supler au deffault des grains desdicts Pays-Bas, car, sans le support desdicts petits grains, le péril estoit fort éminent de grande famine générale èsdicts Pays-Bas. Les marchans de grains aussy, voyans et perchevans ledict péril de famine, firent aussy extrême devoir de négocier et faire amener des pays estrangers grand nombre de grains et bledz, adfin de faire leur proffit, et furent pluseurs marchans quy en devindrent rices et puissans au commencement de ladicte année, car tous ceulx quy avoient bledz en greniers le déroient et dényoient, sans les vouloir vendre ny distribuer aux pauvres gens ; et aussy tous ceulx et celles qui avoient un peu de puissance se pourvoioient de quelque bled, selon leur puissance et qualité ; voire, les aulcuns, pour furnir à leurdicte pourvoiance, vendoient leurs meilleures baghes et joyaulx, estaing et aultres ustensilles de maisnaige : quy causa que l'on ne trouvoit que bien peu de bledz à acheter, et en recouvroit-on à grande difficulté. Aussi les laboureurs et gens du plat pays, de leur costé, n'estoient en moindre crainte que les gens de villes et bourgeois : par quoy, tant pour eulx tenir pourveuz de grains, comme par finesse et cautelle, donnoient à entendre

aux maistres de leurs terres qu'ilz tenoient en cense, d'avoir fait bien petit recoeil de grains durant ladicte moison dernière, et, par importunité, démonstrans n'avoir aucuns bledz ou aultres grains pour furnir à leursdicts maistres le rendaige de leurs censes, faisoient tant qu'ilz rachetèrent de leursdicts maistres les bledz qu'ilz leur devoient pour ladicte année, et ce au meilleur marché qu'ilz pooient, soubz prétexte et faulx donner à entendre qu'ilz n'avoient fait recoeil de grains pour furnir audict rendaige de leursdictes censes. Et davantaige, pour mieulx couvrir leurdictte astuce ou malice, avoient cachez leursdicts grains en lieux absconsez, adfin de mieulx monstrier à leursdicts maistres leurs granges vuides, quy en estoient par telz moyens deceuz et trompez, et, par l'importunité de leursdicts censiers, inclinez à leur faire revente de leursdicts bledz à très-juste prix, et encoires à payer à longs termes, pour mieulx supporter leursdicts censiers. Oultre, iceulx censiers et laboureurs, pour mieulx couvrir leurdictte finesse, faisoient difficulté de vendre les bledz, ainsi par eulx réservez en cachette, à leurs co-paysans et voisins : quy causa que lesdicts paysans, et meismement les pauvres, endurent de grandes disettes et pauvreté, attendu meismes le petit gaingnaige qu'ilz avoient; et estoient lesdicts pauvres paysans, au lieu de apporter grains pour vendre dedens les villes fermées, et meismement par deffaulte d'en trouver à acheter sur les villaiges et censiers (1), en aller acheter, pour la substantation de eulx et leurs familles, dedens lesdictes villes fermées, à sy très-grandes flottes et nombre de gens, que, sans y pourveoir par ceulx desdictes villes, icelles villes heuyssent en brief temps esté deffurnies des grains et bledz par eulx achetez pour les manans et inhabitans desdictes villes. Ceulx du magistrat dudict Tournay, entre ceulx des aultres villes voisines,

(1) Le copiste du manuscrit a oublié ici quelque mot, ce qui rend le passage presque inintelligible. Nous croyons qu'il faut lire : *obligés d'en aller acheter*.

voeillans préférer le bien de leursdicts manans ausdicts paysans du plat pays, attendu que lesdicts manans, chascun selon sa qualité, s'estoient efforché de faire prest de deniers à ladicte ville, pour faire pourvoyance desdicts bledz, et avoient souffert mettre et haulser quelque assis, tant sur le vin que la bière, en ladicte ville, au payement desquelz assis lesdicts mannans contribuoiént journellement, ce que ne faisoient lesdicts paysans, et obvyer à la despourvoyance des bledz et aultres grains qu'ilz avoient fait acheter, en firent mettre certain nombre par chascunes des paroisches de ladicte ville, et le distribuer aux pauvres honnestes gens d'icelle, soubz mereaulx quy leur estoient délivrez par gens pour ce commis et députtez de la part dudict magistrat, lesquelz mereaulx néantmoins estoient dényez et reffusez aux gens rices, ou aultres démonstrans estre rices assez pour eulx en pourveoir d'ailleurs : d'autant que ledict grain, ainsy délivré par mereaulx, estoit donné et distribué ausdicts pauvres gens cinq à six gros au hotteau meilleur marché qu'il n'avoit cousté et qu'il ne valloit au marché, ce que redondoit à l'intérêt du corps de la ville. Par lequel moyen, lesdicts paysans estoient privez de la joyssance du fruict dont estoient suportez les pauvres inhabitans dudict Tournay, et ladicte provision faicte par ladicte ville réservée au proffit et utilité d'iceulx. Le Roy feist faire, par toutes lesdictes villes et plat pays, visitation des grains qui y estoient, et, après que raport en fut fait à ceulx de son conseil à Bruxelles, pour pourveoir à ladicte chierté desdicts bledz et aultres grains, durant la feste de la Saint-Mahieu, audict Tournay, fut publiée une ordonnance ou placcart de Sadicte Majesté sur la police desdicts grains, mettant tous marchez fais desdicts grains au néant : quy tourna au grand interrest de plusieurs marchans, eulx entremectans de ladicte marchandise. Aussi on deffendit, audict Tournay, aux taverniers de vendre pain blancq, soubz peine de grosse amende, quy causa assez que le pris et valeur du bled demoura quelque temps sans rehaulche, au grand soulagement du menu populaire.

Fol. 3 v°. Assemblée de pluseurs princes en Tournay. — Noepces de monseigneur de Montegny. — Bastillon fait au chasteau d'Anthoing. — Les noms des princes soustenans le combat. — La reyne Philodoxe. — Dictiers des eschaffaulx et hourdaiges. — Description d'un aultre eschaffault. — Le prince de Gavre et aultres en chevaliers errans. — Devises du combat. — Combat à la foule.

Le lundi, xiiii^e dudit mois (octobre 1565), arrivèrent en Tournay le prince de Gavre, conte d'Egmont, le prince d'Aurenge et aultres princes, chevaliers de l'Ordre, et aultres seigneurs et gentilshommes en bon nombre et quantité, pour honorer la personne de messire Floris de Montmorency, aussy chevalier de l'Ordre, baron de Montegny et de Leuze, gouverneur, capitaine général et bailliy desdictes ville, cité, chasteau et bailliaige de Tournay et Tournésis, lequel le lendemain se allyoit par mariage à l'une des filles de deffunct mons^r le prince d'Espinoy, seigneur d'Anthoing. Et soupèrent tous lesdicts princes et seigneurs par ensemble sur le Moncheau, en la maison du chanoine Fourmanoir. Le lendemain après le disner, environ les deux heulres, ledict seigneur de Montegny monta à cheval, estant acompagné de monseigneur l'arcevesque de Cambray, lesdicts prince de Gavre, gouverneur de Flandres et Artois, prince d'Aurenges, le conte de Hornes, admiral de la mer, frère audict seigneur de Montegny, le seigneur de Hocstraten, son beau-frère, le marquis de Berghes, grand bailliy de Haynnault, et grand nombre d'aultres princes et chevaliers dudit Ordre, et aussy d'aultres seigneurs et gentilshommes; allèrent en bel ordre et équipaige triumpfant, haultement acompaignez, jusques auprès dudit Anthoing, où ilz furent receuz et bienvengez par le prince d'Espinoy, son futur beau-frère, le duc d'Arcot, et bon nombre d'aultres seigneurs du costé de la dame des noepces. Au soir se fit le banquet d'honneur desdictes noepces audict Anthoing, de raconter la sumptuosité et magnificence duquel seroit chose

trop prolix, et m'en suys déporté, pour cause de briefveté. Le jour de lendemain desdictes noepces, fut fait un brave bastillon et combat à la picque et à l'espée en la court du chasteau dudict Anthoing, ad ce proppos bravement préparé de hourdaiges, eschaffaulx, portes à l'anticque et aultres décorations rices et magnifiques. Les sousteneurs dudict combat estoient en nombre de trois, chevaliers de l'Ordre, assavoir : ledict seigneur prince d'Aurenges, l'admiral conte de Hornes et ledict seigneur conte de Hocstraeten, lesquelz estoient ricement armez et empenaschez, ayans leur retraicte en une grande porte à l'anticque, qui estoit érigée soubz un grand hourdaige posé à l'encontre de la haulte tour ou dongeon dudict chasteau d'Anthoing, sur lequel hourdaige, qui estoit fait à l'anticque et très-ricement paré, estoit assize en pompe magnifique une jeusne royne parée et acoustrée à l'anticque, belle par excellence, quy avoit à nom la royne Philodoxe, laquelle estoit celle portant le nom de maistresse dudict combat. Elle portoit en ses armoiries une royne tenante en la main gauche la teste d'un géant, et en la dextre une espée en forme de victoire. Et, au-dessus dudict hourdaige, au long de la frize, estoit escript en grosses lettres romaines :

Ceste grand' reyne est couronnée,
Oultre ses rices fleurons d'or,
D'autant de vertueux trésor
Que reyne feust jamais ornée.

Au long de la frise d'embas dudict hourdaige, estoit pareillement escript, en semblables lettres romaines :

Les coulannes des monarchies
Sont vertu et justice unies;
La vertu et justice aussy
Sont quant et Philodoxe icy.

Au-dessus de la dessusdicte porte, en laquelle estoit la re-

traicte desdicts trois nobles princes et chevaliers, estoit escript
en quatre vers alixandrins :

Par cest arche royal nul n'aye hardiesse
D'entrer, s'il n'est amys de vertu et honneur :
Car ce palais n'est seul pour reine et grand seigneur,
Mais pour la vertu meisme, honneur, gloire et noblesse.

Au côté dextre :

Qui veult voir la beauté que tout le ciel adore,
Qui veult voir la gloire, honneur et majesté,
Puis [en] un corps royal la propre chasteté,
Viengne voir Philodexe; il vira plus encore.

A senestre :

Pour les vertus, l'honneur d'une reine et sa grâce,
Vous voyez en ce lieu tout l'honneur du levant,
Voir de septentrion, du midi et ponant
Mis en trois chevaliers qui deffendront la place.

Au costé estant à l'opposite de la grande salle du corps de logis
et palais dudict chasteau, estoit eslevé un aultre long hourdaige,
servant pour asseoir les juges dudict tournoy ou combat.

Au costé dextre duquel hourdaige estoit escript :

La grand' gloire et prospérité
Du plus grand roy des Émachies
Causant les morlantes envies,
Puis la guerre à Sa Majesté.

Au mitant dudict hourdaige :

Tous ses voisins luy firent guerre,
Et vainquirent luy et les siens;
Mais la reine raquist leurs biens,
Les vainquit tous et meist par terre.

Au costé gauche :

Dès lors en ses armes portat
Pour sa féminine victoire,
A jamais l'immortèle gloire
De l'ennemy qu'elle domptat.

Au devant de la porte dudict chasteau d'Anthoing, y avoit un perron en forme de pyramide, contre laquelle estoit attaché le cartel dudict tournoy, la manière de conquister les pris, et les moyens qu'il convenoit observer pour y parvenir.

Le tournoy fut excellent et rice, et merveilleusement et adextrement soutenu et deffendu par les dessusdicts trois princes et chevaliers souteneurs, lesquelz y acquirent grand loz, bruyt et honneur, car ilz démontrèrent évidamment leur grande prouesse et agilité, recepvans tous survenans au combat d'une vaillantise merveilleuse. Entre les chevalliers et gentilshommes assaillans, monseigneur le prince de Gavre, avecq cinq aultres chevaliers et gentilshommes armez ricement, ayans belles rondelles et espées antiques en leurs mains, comme chevaliers errans, montez sur un rice chariot à l'antique, triomphal, mené de deux éléphans, quy estoient chevaulx industrieusement revestus et acoustrez à la vraysemblance d'éléfans, conduicts par Maures et Affricains revestus de plumes, comme sont les gens des isles de l'Amérique et Terres-Noefves, sur le devant duquel chariot y avoit un rice trophée, et sur la partie de derrière une image d'une déesse de grande haulteur, estant armée, aux pieds de laquelle y avoit escript : *Bello pace*.

Les devises du combat estoient tèles que, sy les assaillans faisoient mieulx leur devoir audict combat que les deffendeurs, au dict et ordonnance des juges, iceulx avoient une lettre d'or, à leur chois, du nom de leur maistresse, quy leur estoit prestement portée par un hérault d'armes, vestu d'une cotte d'armes armoyée des armoyeries de la reyne Philodoxe, et leur estoit ladite lettre d'or présentée avecque révérence, avant partir du lieu. Et, au contraire, sy les souteneurs faisoient mieulx leur devoir

de combatre que les assaillans , iceulx assaillans estoient tenus, suivant l'ordonnance desdicts juges, de délivrer audict hérault une plume, laquelle estoit présentée par ledict hérault, de la part desdicts deffendeurs, à la reyne Philodoxe, estant assize en majesté sur sondict hourdaige.

Après que tous les princes, barons, chevaliers et seigneurs se furent vaillamment esprouvez contre les trois princes et chevaliers soustenans, tant à la picque comme à l'espée, et que un chascun d'iceulx eut fait son devoir, se fit le combat à la foule, la moitié des combatants d'un costé, et l'autre moitié de l'autre, qui fut chose belle à veoir, et bien resenant son combat de guerre : car les soldats de la garnison dudict Tournay estoient sur les galleries, garnys de leurs harquebouses, tous armez, lesquelz incessamment, durant ledict combat à la foule, déserroient leursdictes harquebouses, lesquelles donnoient esbahissement aux assistens, avecq le son des artilleries et grand nombre de chambres à propos apprestées, qui furent deschargées par mesure, durant icelluy combat, quy menoit tel bruyt que l'on ne heuyt oy tonner. Ce fait, se feyt le soupper audict chasteau, et, avec continuation de pompes et banquets, fina le festin desdictes noepces, et finablement furent les nouveaulx mariez, par le département de ceste tant noble compaignie, délaissiez en leur privé, accomplissans leurs plaisirs et voluntez.

Fol. 5 v°. Noepces du prince de Parme à l'infante de Portugal. — Grandeur de la grand' salle de la court de Bruxelles. — Joustes sur le Marchet de Bruxelles. — Le conte de Mansfelt sousteneur des joustes. — Le conte Ludovic de Nassau.

Le dimence, x^r de novembre, oudict an mil V^e et LXV, moy estant en la ville de Bruxelles, Alixandre Farnèze, prince de Parme, filz de Octave, duc dudict Parme et de Plaisance, et de dame Marguerite d'Austrice, sa femme, fille naturele à deffunct Charles-le-Quint, en son temps empereur des Romains, espousa,

à la chappelle de la court, ès mains de l'arcevesque de Cambray, l'infante de Portugal, laquelle estoit venue audict Bruxelles ledict jour, environ les sept heulres du soir, et avoit esté amenée par mer par le conte de Mantsfeld, chevalier de l'Ordre, et son espouse. Le lendemain, ledict arcevesque célébra la messe en ladicte chappelle, et béneyt les nouveaulx espousez, ès présences desdicts duc de Parme, sadicte femme, régente et gouvernante de ces Pays-Bas, les princes, chevaliers de l'Ordre et grand nombre d'aultres grands seigneurs; et le soir couchèrent les nouveaulx espousez ensemble. Le dimence ensuivant, fut fait le festin honnorable desdictes noepces en la grand'salle de la court, laquelle estoit ricement tapissée de la tapisserie servant au mistère de la célébration du chapitre général de la Thoison d'Or, laquelle tapisserie contient l'histoire de Gédéon; et estoit ladicte salle ainsy accoustree fort belle et magnifique, et est la plus belle salle que je veids jamais, car elle contient cent quatrevingts pieds de long et soixante pieds de large.

Le mardy, un^e jour de décembre ensuivant, furent faictes, pour raison dudict festin, unes belles joustes sur le Marchié de Bruxelles, desquelles joustes estoient juges le duc de Parme, le prince de Gavre et le duc d'Arschot. Le sousteneur et deffendeur estoit le conte de Mansfeld, chevalier de l'Ordre, lequel avoit pour assistant le conte Charles, son filz, jousteur fort adextre et extimé entre les princes. Le seigneur de Boussut obtint le pris, comme ayant le mieulx rompu et couru la lance; ledict conte Charles, le plus beau cop des dames; le seigneur de Beauvoir, la plus belle entrée, et le conte Lodewic de Nassau, frère au prince d'Aurenges, eut l'honneur, comme ayant le mieulx fait à la foule. Tous les princes soupèrent en la maison de la ville avecq les nouveaulx mariez, aux despens de ladicte ville, et furent, durant ledict souper, donnez et distribuez les pris desdictes joustes à ceulx les ayans mérités, au grand contentement des assistens.

Fol. 33. Les ymaiges sacagées à Anvers et Gand. — Ghayt mis sus pour empescher le sacaigement des ymaiges. — Le sacaigement des ymaiges en Tournay. — Les tableaux de la Thoison d'Or réservez entiers. — La thésaurie découverte. — Les relicquaires gardez en la thésaurie. — Le vin de chapitre mis en garde. — Les previllèges de l'église et des chanoines brulez. — Les ministres prétendoient absoldre le Roy et le magistrat du serment par eulx fait aux chanoines.

Le joedy, xxii^e dudit mois (aoust 1566), environ le soir, les nouvelles furent aportées comment, ès villes de Gand et Anvers, les ymaiges avoient entièrement esté sacagées et abatues : qui fut cause que, à bien grand'paine, on sceut contenir le peuple de faire le semblable en Tournay la meisme vesprée. Touttesfois, sur ce que je feuz advertiz que le peuple commenchoit à abattre certaine croix estant derrière l'église Saint-Pierre, je m'y transportay en la compagnie de Ghuy Bernard, escuier, seigneur de Froitman-teau, et feismes tant, luy et moy, par doulces remonstrances que leur feysmes, que pour ceste fois ilz se abstindrent de procéder plus avant. Et néantmoins, pour empescher que l'on ne feist le semblable en aultres lieux, je feys mettre sus un ghayt à la lanterne par toutes les rues de la ville, et quant et quant le seigneur Du Bus feist sonner le tambourin et mettre sa bende sur le Marchié et par les quarrefours de la ville : quy empescha que le sacaigement des imaiges ne se fit ladicte vesprée.

Néantmoins, le lendemain, jour de vendredy, xxiii^e jour dudit mois d'aoust, on commença à abattre et sacager les ymaiges, premiers à l'hospital Saint-Jacques, de là à Cordeliers et à la croix Saint-Pierre, et conséquamment en toutes les églises et paroiches de la ville de Tournay, et meismement en l'église cathédrale Nostre-Dame, y faisant un merveilleux dégast : car, sans respecter excellence de tableaux, orghes, ricesse des autelz, ny aultre chose quelconque, sacaigèrent entièrement ce qui estoit dédié et approprié pour l'agensissement de ladicte église, y délaissans seullement entiers les pilliers et principaulx bastimens

de la machonnerie, avecq les tableaux des armoyeries des chevaliers de l'ordre de la Thoison d'Or, qui fut célébré en ladicte église, l'an mil V^e et XXXI, par feu de très-excellente mémoire l'empereur Charles-le-Quint, quy demourèrent en estre, sans brisure, par le moyen que je y feys mettre garde de vingt hommes, pour les préserver en leur entier, durant que ledict sacaigement et abat se faisoit. Le meisme sacaigement fut fait en toutes les aultres églises, cloistres, chapelles et abbayes, tant dedens que alentour de ladicte ville, et deschirèrent tous les aornemens, calices, relicquaires, aubes, chasubles, cappes, tornicqueaulx, cibolles, croix, chandelers, lampes et aultres ustensiles servans à service de l'église, qu'ilz sceurent avoir en leurs mains, sans délaisser riens de entier.

Après avoir fait grand dégast en ladicte église Nostre-Dame, ilz trouvèrent finalement un lieu secret par-dedens la thésaurie, où toutes les ymaiges et aultres relicquaires d'or et d'argent, appartenans à ladicte église, estoient cachez et enmurez, et les tirèrent dehors, mettant et cassant le tout en pièches, sans esparagner pierres ny perles précieuses dont iceulx relicquaires estoient enrichis.

Les ministres se trouvèrent en ladicte thésaurie, comme je feys pareillement, pour garder que riens ne feust pillé ou desrobé; et, après que toutes lesdictes ymaiges, reliques et calices furent rompus et cassez, les feysmes renclorre en aucuns coffres, où ilz furent réservez aucuns jours avecq gardes, tant que finalement, après estre inventoriez et poisez, ès présences des commis de par la ville et lesdicts ministres, ilz furent menez en la Halle et mis en sceureté en la prison de Pigagnye, gardée de pluseurs clefs, dont les commis de par lesdiets ministres en avoient les aulcunes, et ceulx de par la ville les aultres.

On fit aussy amener en Halle tous les chandelers de cuivre rompus, ensemble les matières de plomb et ferrailles, adfin que riens ne feust desrobé : ce que fut aussy fait de aucunes des aultres églises de ladicte ville. Pareillement, le vin que fut trouvé

au celier de chapitre, après que les sacaigeurs en eubrent beu à leur plaisir, fut tiré dehors et mis en garde en certain celier, où il fut vendu et distribué par aucuns commis de par la ville, au proffit toutesfois des seigneurs dudict chapitre.

Le lendemain, jour de sabmedy, non content le peuple d'avoir fait ledict sacaigement des imaiges, firent, par Ambroise Wille, leur ministre, brusler et mettre en cendres, dedens ladicte église, tous et quelconques les previlléges, haulteurs, prééminences, auctoritez et lettriaiges qu'ilz trouvèrent en la thesaurie desdicts chanoines, quy estoient fort beaulx, antiques, rices et excellens, et mis en bel ordre dedens les doyses ou layes de bois ad ce servans, sans aucuns en réserver, ny meismes les lettriaiges des terres, bois, seignouries, censes, pretz, pastures, dismes, rentes, fundations et revenues à iceulx chanoines et chapitre appartenans; et fut le tout consummé, sy que dit est, disant par ledict ministre que ce qu'il en faisoit, estoit pour absouldre le Roy et ceulx du magistrat de la ville du serment qu'ilz avoient fait de garder et observer lesdicts previlléges, lequel serment estoit renouvelé, par chascun an, par ceulx dudict magistrat, incontinent que la loy de la ville estoit renouvelée.

Fol. 36 v°. Joyeuse entrée du conte de Hornes en Tournay. — Le banquet fait en Halle pour l'arrivée du conte de Hornes. — Bonne affection vers la ville par le conte de Hornes.

Le vendredy, xxx^e d'aoust, le conte de Hornes, admiral général de la mer, frère au seigneur de Montegnny, gouverneur de la ville, fut envoyé par la court, et arriva en ladicte ville au soir, où il fut joyeusement receu par tout le peuple, lequel, partout où ledict seigneur conte passoit, de joye et alégresse, crioyt à haulte voix : *Vive le Roy et les gueulx* ! Il y eut environ ⁱⁱⁱⁱ~~iiii~~ chevaulx des gentilshommes et bons marchans, allans à l'encontre de Son Excellence, comme aussy firent les capitaines avecq leurs enseignes et compaignies. Tous, en armes et en bel ordre, me-

nèrent Sadicte Excellence jusques en la maison de Jehan Says, marchant, demeurant en la rue Saint-Martin, où le logis luy estoit apresté, car il avoit résolu de se loger en la ville, et non pas au chasteau, adfin que de sa présence le peuple se teinst d'autant plus asseuré qu'il n'euyt esté, sy ledict seigneur se feust logé audict chasteau. Les marchans et aultres affectez à la nouvelle religion avoient choisy ledict logis, adfin d'avoir meilleur accès de povoir communiquer avecq ledict seigneur conte, pour ce qu'ilz congnoissoient ledict Jean Says estre de leur opinion. Le magistrat avoit prétendu de faire loger ledict seigneur en la maison de quelque aultre bourgeois, tenant la religion catholique, pour rendre les communications desdicts marchans et leurs semblables plus difficiles vers ledict seigneur conte: car, si icelluy seigneur heuyt esté logé en quelque aultre logis, où lesdicts marchans ne heuyssent heu tant libre communication avecq ledict seigneur, il sembloit à voir au magistrat que à plus grande difficulté ceulx de ladicte nouvelle religion heuyssent parvenu à leur prétendu, quy estoit d'avoir les presches et exersice de leur religion dedens l'enclos de la ville, ce que heuyssent volontiers empesché ceulx dudict magistrat, n'euyt esté les évidens périls aparans, sy lesdictes presches heuyssent seulement esté permises hors de la ville. Au soir, ledict seigneur conte souppa en Halle avecq pluseurs seigneurs et gentilshommes, où messieurs de la ville avoient à proppos fait aprester le souper, et se fit le soupper en la halle de gehynne, d'autant que la noeufve sallette estoit empeschée à la réserve des aornemens de l'église de Nostre-Dame, qui y avoient esté portez. Le conte démonstra assez joyeuse contenance durant le soupper, devisant joyeusement avecq les seigneurs d'Esquerdes et de Villers, gentilshommes de iceulx estans confédérez, lesquels s'estoient logez au devant du logis dudict seigneur conte, assavoir en la maison de Franchois Cocquiel, dit *le Mercher*, affin d'estre plus prochains dudict seigneur conte. Et promist ledict seigneur conte de ne soy départir de la ville, que premiers il n'euyt en-

tièrement appaisé les troubles y estans; démontrant par ses parolles avoir très-bonne et saine affection vers la ville et le peuple d'icelle, lequel il disoit avoir trouvé plus doulx et modéré que le bruyt ne couroit en court, où il sembloit que le peuple estoit tellement troublé et desréglé, qu'il n'estoit possible y remédier : de quoy il avoit trouvé le contraire à sa venue.

Fol. 42 v°. Bancquet fait par les marchans au conte de Hornes. — Discours du couroux du conte de Hornes contre le procureur du Roy. — Thésaur caché en l'église Nostre-Dame. — Désir des chanoines de entrer en l'église Nostre-Dame. — Demande du conte de Hornes au procureur du Roy. — Responce du procureur, prinse de mauvaïse part par le conte. — Le conte enchasse le procureur. — Le procureur du Roy mal volu du peuple, et pourquoy.

Le dimence, viii^e jour de septembre (1566), les marchans de la ville ausy, pour congratuler et bienvegner l'Excellence dudict seigneur conte de Hornes, et acquerre la bonne grâce d'icelle, le festoyèrent en un disner et banquet exquis, qu'ilz luy firent sur le grand Marchié, au logis du Pourcelet, duquel disner furent ausy le seigneur de Beauvoir, capitaine d'une enseigne de gens de pied estans audict chasteau, le seigneur de Villers et pluseurs aultres gentilshommes, avec le second prévost, procureur général de la ville et aultres gens notables y appelez : lequel banquet fut fort joyeux, et firent lesdicts seigneurs bonne chière. Touttesfois, en la fin dudict disner, y advint quelque petit trouble que je n'ay volu délaïsser à icy insérer. Et, pour le donner à entendre, convient présupposer que, durant tout ce temps, il y avoit garde en l'église Nostre-Dame de aulcuns des manans de la ville soubz lesdictes enseignes, pour ce que le conte faisoit souyr en pluseurs endroicts de ladicte église, y cuidant trouver quelque ancien thésaur caché, d'autant que le commun bruiet portoit que en ladicte église il y avoit quelque merveilleux thésaur anciennement réservé, voires sy grand et opulent, comme le bruiet couroit, que aulcuns chanoines avoient par ci-

devant déclaré qu'il estoit suffissant pour rédifïier de nouveau ladicte église, en cas que, par quelque fortune de guerre ou aultre, elle tumbast en décadence et ruyne. Touttesfois (ne sçay s'il y a quelque thésaur caché, ou non), advint que l'on n'en trouva aucun, combien que l'on trovast soubz terre pluseurs machonneries, voutes et aultres aparences de musches ou secretz. Or est-il que aucuns chanoines, estans restez audict Tournay, avoient journallement grand désir de entrer en ladicte église, pour veoir ce que l'on y faisoit : mais, pour ce qu'il n'estoit permis à aucuns, quelz qu'ilz feussent, y entrer, sans donner au chef de ladicte garde le mot du ghayt, pour avoir le moyen d'entrer en laquelle église, deux ou trois desdicts chanoines s'adressèrent à Léon de La Chapelle, procureur du Roy au bailliage de Tournésis, lequel, pour complaire ausdicts chanoines, s'advancha de venir demander le mot au capitaine de ladicte garde, quy estoit Nicolas Bernard, lequel estoit audict disner, et, au moyen dudict mot, fit entrer lesdicts chanoines en ladicte église. Et, pour ce que aucuns desdicts chanoines, démonstrans assez d'estre mal contens des fouaynes que ledict conte faisoit faire en ladicte église, usèrent de aucunes parolles haultaines contre ceulx de ladicte garde, lesquels en vindrent faire leur complainte audict seigneur conte, lequel print cest affaire merveilleusement de mauvaise part, et en sceut très-mauvais gré audict procureur, pour quoy l'envoya prestement querre, et, estant arrivé, luy demanda instamment en quelle qualité il s'estoit ingéré de venir querre le mot du ghayt, et faire à ceste heulre entrer lesdicts chanoines en ladicte église; s'il l'avoit fait en qualité de procureur du Roy, ou en qualité de personne particulière. Le procureur fut longtemps en doubte de bailler responce, quy malcontentoit fort l'Excellence du conte; touttesfois, finalement, respondit qu'il avoit ce fait comme personne privée ou particulière, et pour faire plaisir ausdicts chanoines. Laquelle responce fut prinse par Sadicte Excellence de très-mauvaise part, sçachant icelle que ledict procureur, comme personne privée,

ne pouoit ou deuoit demander ny auoir ledict mot du ghayt : pour quoy il usa de pluseurs parolles baultaines, y adjoustant des menasches rigoreuses à l'encontre dudict procureur; disant que, pour peu de chose, il le heuyt fait lyer et garoter, et ainsy le fait mener à Bruxelles; et, l'enchassant comme un villain hors de ladicte compaignie, luy déclara qu'il luy en feroit rendre la raison en aultre lieu, avec le temps. Laquelle rémunération eubt ledict procureur, pour auoir plus volu complaire ausdicts chanoines, qu'il ne deuoit. Tous les marchans estoient fort joyeux que le conte auoit ainsy espouffé ledict procureur, car il estoit très-mal volu du populaire, pour auoir, plus qu'il ne deuoit et que sa charge ne portoit, recherché les mannans et inhabitans de la ville pour le fait de la religion : ayant fait pluseurs recherches secrètes et trop affectées pour pugnir ceulx qui auoient, tant peu que ce feust, offensé les placarts fais sur le fait de la religion, à présens cessez et endormis.

Fol. 61. Maistre Gilles Le Clercq, tournaisien. — M^e Gilles Le Clercq mandé par ceulx de la religion. — Le secrétaire La Torre reprent M^e Gilles Le Clercq. — Interrogation dudict Le Clercq au secrétaire La Torre. — Le peuple aduoue le dict d'icelluy Le Clercq. — La Torre auoit esté induit par aulcun du magistrat.

En ladicte assemblée (1), du costé de ceulx de la religion, y auoit un josne homme bien éloquent et sçauant, nommé maistre Gilles Le Clercq, licencié ès loix, natif de Tournay, filz de sire Nicolas Le Clercq, ayant par ci-devant esté prévost et ès aultres degrez honnourables du magistrat de la ville, lequel maistre Gilles s'estoit desjà beaucoup entremis des affaires de la religion, en ce meismement qui concernoit le fait de la confédération des seigneurs et gentilshommes ayans présenté la requeste tendant

(1) Celle du 2 novembre 1566. Voy. les *Extraits du registre des Consaux de Tournay*, dans les *Bulletins de la Commission*, 1^{re} série, t. XI, page 424.

adfin d'avoir abolition de l'inquisition et des placarts, et avoit, sycomme disoit, esté mandé par ceulx de ladicte religion en ceste ville, pour les assister en l'affaire pour laquelle ilz estoient assemblez : ce qu'il avoit voluntiers fait, comme un bon naturel est tenu faire pour sa patrie. Et, pour ce que ledict Le Clercq, comme il estoit bien sçavant et expérimenté en semblables matières, pour en avoir veu traicter en beaucoup d'aultres lieux, parloit un peu mieulx à propos ou plus avant que ne désiroient les gouverneur, secrétaire La Torre et aultres dudict magistrat (non tous toutesfois), fut reprins par ledict La Torre, luy déclarant que luy, quy estoit estranger, ne se devoit entremesler sy avant de la matière, attendu qu'il n'estoit du nombre des manans de la ville. Auquel ledict Le Clercq respondit qu'il estoit enfant de la ville, comme aussy estoit son père, et qu'il avoit tout son bien en icelle, et partant en pavoit bien parler. Ledit La Torre fut aussy en ce assisté par les conseillers et pensionnaires confortans ses propos, disans audict Le Clercq que son père s'estoit escarssé, et estoit demourant hors de la ville, et que partant il estoit tenu pour estranger. Lesquelz proppos furent interrompus pour ce cop : mais, le débat pour laquelle l'assemblée s'estoit faicte cessé, ledict Le Clercq demanda bonnement audict secrétaire La Torre (1) de quelle auctorité il luy avoit imposé silence, et s'il avoit pover de ce faire, d'autant qu'il n'en avoit monstré commission, remonstrant que ce qu'il s'estoit entremis de ceste affaire, il l'avoit fait par la charge du peuple illecq présent, quy de ce faire luy en avoit requis; alléghant davantaige qu'il pavoit bien faire ce qu'il faisoit, et qu'il avoit en semblables affaires fait service à monseigneur l'admiral et aultres grands seigneurs. Et, sur ce que le peuple confusément advoa le dict du-

(1) Il y a une particularité assez piquante à noter ici. Le manuscrit de La Barre ayant été envoyé au conseil des troubles, le secrétaire La Torre en prit connaissance, et il écrivit à la marge de ce passage : *L'auteur ment.*

dict Le Clercq, après que ledict de La Torre heuist demandé audict Le Clercq quel service il avoit fait aux seigneurs, et s'il avoit servy de messaiger, et que ledict Le Clercq luy eubt respondu assez arrogamment ces mots en substance : « J'ay fait tel service » que vous, monsieur », ledict La Torre fut constraint de s'en taire et contenter, car le peuple, parlant tous ensemble, comme par une bouche, déclaira qu'ilz avoient baillé charge audict Le Clercq de parler pour eulx. Il me sembla qu'il heuyst bien aultant esté bienséant audict secrétaire de soy taire et procéder plus tacitement en ceste affaire, que de soy avoir attaché à vouloir reprendre ledict Le Clercq, sans aultre occasion raisonnable. Je croyz bien qu'il s'en repentit par après, voyant que ledict Le Clercq fut advoué par tout le peuple en sa présence, et qu'il ne heuyst ce fait, n'euyst esté que aulcun dudict magistrat, à l'apétit duquel ledict Le Clercq ne parloit, luy heuyst ce conseillé et mis en avant (1) : car, à vrayement parler, comme j'ay desjà dit, j'ai entendu de pluisieurs que ledict de La Torre n'est de sy grand cerveau que pour de soy-mesmes estre inventeur.

(1) La Torre a encore écrit à la marge de ce passage : *L'auteur ment.*

COMPTE-RENDU DES SÉANCES
DE LA
COMMISSION ROYALE D'HISTOIRE,
OU
RECUEIL DE SES BULLETINS.

DEUXIÈME SÉRIE.

TOME PREMIER. — II^me BULLETIN.

Séance du 4 novembre 1850.

Présents : MM. le baron DE GERLACHE, président ;
GACHARD, secrétaire-trésorier ;
le chanoine DE RAM ;
le chanoine DE SMET ;
BORMANS.

Absent : M. DU MORTIER.

La séance est ouverte à dix heures et demie.
Le procès-verbal de la séance du 2 août est lu et adopté.

OUVRAGES OFFERTS A LA COMMISSION.

Il est fait hommage à la commission :

Par M. Vreede, professeur de droit des gens à l'université d'Utrecht, des *Brieven van Everard van Weede, heer van Dykveld, aan de staten van Utrecht*, écrites dans les années 1700, 1701, 1702, et qu'il a récemment mises en lumière;

Par M. Jeantin, président du tribunal civil de Montmédy, des *Chroniques de l'abbaye d'Orval*, un volume in-8°, 1850;

Par M. l'abbé Carton, membre de l'Académie, de *l'Inventaire des objets d'art et d'antiquité des églises principales de Bruges*, un vol. in-8°, 1848;

Par M. Nijhoff, membre de l'Institut royal des Pays-Bas et conservateur des archives de la province de Gueldre à Arnhem, de la 3^e livraison du tome VII des *Bydragen voor vaderlandsche geschiedenis en oudheidkunde*;

Par la Société de l'histoire de France, du n° 7 du Bulletin de 1850;

Par M. l'abbé Jules Corblet, des *Dictons historiques et populaires de Picardie*, mémoire lu à la séance publique de la Société des antiquaires de Picardie, le 18 août dernier.

CORRESPONDANCE.

Par une dépêche du 12 août, M. le Ministre de l'intérieur demande l'avis de la Commission sur les deux questions suivantes :

1° Quelles sont les archives qui doivent appartenir au dépôt général des Archives de l'État?

2° Quelles sont celles qui doivent appartenir à chacun des dépôts existants ou qui pourraient être créés plus tard dans les provinces?

La Commission adopte un projet de réponse présenté par deux de ses membres, auxquels l'examen de cette affaire avait été renvoyé.

— La Commission avait écrit, le 2 août, à M. le Ministre de l'intérieur, afin que la légation belge à Vienne fût chargée de s'enquérir si l'on ne conservait pas, dans les galeries impériales ou les musées de cette capitale, de portrait original de Philippe le Beau.

M. le Ministre fait connaître, par une dépêche en date du 6 septembre, « que, d'après les renseignements qui lui sont donnés par M. l'inspecteur général des beaux-arts, il existe un très-joli portrait de Philippe le Beau dans la cathédrale de Bruges, et qu'il est peu probable que l'on puisse trouver un portrait de ce prince qui soit plus curieux et plus gracieux. »

La commission a également reçu des lettres de M. Isidore Hye, professeur à l'université de Gand, et de M. l'abbé Carton, membre de l'Académie à Bruges, qui lui signalent l'existence, dans la chapelle de la confrérie de Notre-Dame des Sept-Douleurs, à la cathédrale de cette dernière ville, du portrait de Philippe le Beau. L'auteur en est Hugo Vander Goes, peintre de l'archiduc; on croit qu'il fut fait vers l'année 1480. « Il est parfaitement conservé, dit M. l'abbé Carton. Le cadre est artistement sculpté en bois. Ce portrait a été donné par le prince à la confrérie de

Notre-Dame des Sept-Douleurs, qu'il avait fondée, et qui subsiste encore. »

— Par une troisième dépêche, en date du 22 octobre, M. le Ministre de l'intérieur demande un rapport sur la situation actuelle du bureau paléographique.

Renvoi au chef de ce bureau pour renseignements.

— M. Jeantin, dans la lettre par laquelle il fait hommage à la Commission des *Chroniques de l'abbaye d'Orval*, annonce qu'il publiera prochainement l'*Histoire de l'ancien comté de Chiny*. Il offre d'envoyer à la Commission des analyses ou des notices sur différents points de l'histoire du Luxembourg, à laquelle il consacre particulièrement ses études, et, à ce sujet, il entre dans les détails suivants :

« Je ne sais si je me trompe; mais, à une foule d'indices, je découvre tout autour de moi l'établissement primitif des tout premiers Belges au sein des Gaulois indigènes; l'établissement secondaire des hommes du Nord antérieurs à la conquête des Romains. Ils pénètrent dans le bassin des *Thones*; ils y établissent le village rudimentaire l'*Haupt-Wäeth*, *A-Wäet* (*Avioth*), l'habitation de cent familles, la *centena*, la *tête du canton*; ils y placent au centre l'autel de *Thot*, *Theutates*, et le culte de ce dieu s'imprime sur toutes les localités voisines et sur tous les cours d'eau : à *Ethe*, on lui érige un temple, et le ruisseau qui en découle prend le nom de *Thon*; uni aux *Wyr* des gorges de *Meix*, *Robelmont*, *Houdrigny*, *Villers-la-Loue*, il donne son nom à *Wyr-Thon* (*Virton*). Dans la gorge voisine, la *Thone* découle du sommet (*Somma-Thonæ*); plus bas, un affluent, c'est le *Thonneux*; et, au milieu de tous ces cours d'eau,

l'établissement primitif *Thone-la-Lon* (c'est-à-dire le vieux), par opposition aux autres villages créés plus récemment.

A ces indices tirés des localités, joignons des preuves plus solides; ce sont les divinités *scandinaves* elles-mêmes qui vont les fournir. Il n'y a pas deux mois que nous avons découvert, dans l'emplacement du château romain d'*Hierou*, en face de Gêrouville, trois statuettes, plus ou moins grossières, en terre cuite, celles de *Nehalennia* et de *Sirona*, que l'on ne trouve que sur le passage des hordes danoises (à l'île de Walcheren, par exemple) : la première était, vous le savez, la patronne des bergers et des foires aux bestiaux; Avioth (et Thone-la-Lon) est le plus ancien marché de cette nature connu dans la contrée. Voulez-vous encore d'autres preuves? Je vous citerai la *Bosse des Fées*, près de Breux : c'est un *tumulus scandinave*, une tombe de chef barbare, comme on en a découvert dans les environs d'*Upsal* ! En voulez-vous d'autres encore? c'est le nom de *Landin* (pays des Danois), que conserve toujours la large bande de terrain qui part du village de *Landin*, et qui tombe jusqu'à Breux, Avioth et Thone-la-Lon. Viennent ensuite les établissements successifs des Romains à *Orolaunum*, des *Læti-Asti* à Yvoy, des *Læti Lingonensium* aux sources de la *Chièr*e, de la *Crune*, de l'*O-thain*, et puis le culte de *Mad* (la Lune) au *Mons Madiensis* (Montmédy), le culte de *Bel* et de *Saten* (même divinité du nord), à *Baulou*, à *Pathanax*, et puis celui de la Lune au mont St-Walfroid (*in Janilergeo*), *monumentum erectum Janae*, et puis de la même divinité à Arlon, et puis celui des Jumeaux (les enfants de Latone) à Jamoigne (*Gemengis*, *Gemini*) ; l'autel de *Luce*, sur la hauteur de Gêrouville, le temple du Soleil à *Soleuvre*, *Solubrium*, au *Titelberg*, au *Lutzelburgum*. Je ne finirais jamais cette lettre, si je voulais

poursuivre ces simples aperçus. La matière est tellement vaste, que j'ai maintenant près de 1000 pages prêtes à imprimer, et qu'il me faudra deux volumes, au lieu d'un, pour mon introduction à l'histoire du comté de Chiny. »

La Commission recevra avec gratitude les renseignements sur l'histoire du Luxembourg, que M. Jeantin voudra bien lui envoyer.

— M. Kervyn de Lettenhove adresse à la Commission la lettre suivante :

« MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

» A plusieurs reprises, la Commission royale d'histoire n'a pas jugé au-dessous de sa haute mission d'appeler le concours empressé de toutes les lumières et de toutes les sympathies. J'espère qu'elle voudra bien, en faveur de mes longues recherches sur l'histoire de la Flandre, accueillir aujourd'hui quelques observations que me suggère le rapport récent de M. Gachet.

» J'ai eu sous les yeux deux textes du manuscrit dont M. Gachet a fait l'objet principal de son rapport. L'un, qui appartient à la bibliothèque de feu M. Goethals-Vercruysse, à Courtrai, est plus complet en tout ce qui concerne la fin du XV^e siècle, et j'ai pu lui emprunter de précieux documents sur la mambournie de Maximilien et les merveilleuses aventures de Peterkin Werbecq. L'autre est le n° 19684 de la bibliothèque de Bourgogne. Il est évidemment plus ancien, et le texte qu'il présente est d'autant plus recommandable, qu'il paraît avoir été écrit successivement par divers annalistes contemporains. Si mes souvenirs ont conservé quelque degré d'exactitude, le manuscrit 19684 con-

tiendrait un texte original de 1378 à 1480; mais il ne serait point impossible de retrouver ailleurs les éléments dont est formé le récit antérieur à 1378. M. le baron de Reiffenberg avait eu la bonté de me communiquer la copie qu'il avait fait faire de ce manuscrit. Cette copie était assez fautive, et les notes écrites de la même main que la copie, qui y avaient été jointes, réclamaient de nombreuses corrections. La science historique ne saurait assez déplorer qu'une mort prématurée ait enlevé M. de Reiffenberg à un travail de révision dont il était si capable.

» Il serait toutefois fort regrettable que la Commission royale d'histoire s'arrêtât à considérer le manuscrit 19684 comme la seule source inédite de quelque prix, relativement à l'histoire de la Flandre, conservée à la bibliothèque de Bourgogne. La Flandre fixait trop l'attention publique au moyen âge, par sa splendeur commerciale, et surtout par ses luttes politiques, pour qu'on ne s'occupât point de reproduire le tableau de sa prospérité et celui de ses désastres et de ses malheurs.

» Je me bornerai à citer le manuscrit de la bibliothèque de Bourgogne, 10432, qui offre, dans les premiers feuillets, quelques rapports avec la chronique de Reims, l'une des plus précieuses chroniques du moyen âge, et avec le roman de Baudouin, qui occupe également l'une des premières places dans le cycle des légendes historiques. Peut-être le texte du manuscrit 10432 serait-il plus complet. Quoi qu'il en soit, à partir du folio 52 v°, il est complètement original. Toute l'époque de Philippe le Bel y est racontée avec des détails que l'on chercherait vainement ailleurs; bien que parfois l'auteur s'y montre trop crédule, ils sont pleins d'intérêt et de vie. Ce manuscrit appartient à la première moitié du XIV^e siècle (1346? voir fol. 73 v°).

» La chronique de Flandre n° 8380 de la Bibliothèque nationale à Paris, est aussi probablement un manuscrit unique : suspect de quelque partialité en faveur de la maison de Bourgogne, il mérite d'être étudié attentivement par les historiens qui s'occuperaient de la malheureuse époque où l'indépendance communale de la Flandre partagea les revers de Philippe d'Artevelde et de François Ackerman.

» Permettez-moi, monsieur le Président, de ne pas vous entretenir plus longtemps du manuscrit 8380; j'ai hâte d'arriver au monument le plus magnifique de notre passé historique, je veux parler des *Grandes Chroniques de Flandre*. Supérieures aux chroniques de St-Denis, égales peut-être à celles de Froissart, elles possèdent, comme les premières, toute l'autorité d'un récit reproduit et poursuivi d'âge en âge; comme les secondes, elles se distinguent par l'éclat du style, où tout marche, s'agite et resplendit.

» Les *Grandes Chroniques de Flandre* paraissent avoir été commencées sous saint Louis. Elles ne furent interrompues que sous Jean sans Peur; et, pour faire apprécier toute leur importance, il me suffira d'observer qu'avant 1342, elles offrent six ou sept continuations différentes, et que, depuis 1342 jusqu'à la fin, le nombre des continuations n'est pas moins considérable : c'est un monument du premier ordre pour la Flandre et pour toute l'Europe.

» La bibliothèque de Bourgogne possède plusieurs manuscrits des *Grandes Chroniques de Flandre*; j'indiquerai, entre autres, les manuscrits 10233, 11139, 10434, 14910. A Paris, la Bibliothèque nationale renferme aussi, dans son riche dépôt de manuscrits, plusieurs textes des *Grandes Chroniques de Flandre*, n° 10196, 7136, 1006 (fonds Sorbonne), etc. Tous ces manuscrits diffèrent les uns des

autres par des variantes de la plus haute importance. Ceux qui m'ont paru les plus précieux sont, à Bruxelles, les n° 10233 et 11139; à Paris, le n° 10196.

» Dès le XVI^e siècle, les *Grandes Chroniques de Flandre* avaient fixé l'attention des érudits. Denis Sauvage, historiographe de Henri II, en publia une édition d'après un manuscrit qui avait appartenu, si je ne me trompe, à Guillaume Poupet, trésorier de Bourgogne en 1454; mais, fidèle à son système, il eut soin de mutiler les faits, pour rajeunir le style, de telle sorte que son édition présente à peine le quart du texte complet des *Grandes chroniques de Flandre*; et encore ce fragment, où tous les noms propres sont dénaturés, où toutes les réflexions sont omises, où la signification même des phrases est sans cesse prise à contre-sens par le traducteur officiel, est-il à peu près illisible. Trois siècles se sont écoulés depuis cette mutilation. Le moment d'une réparation solennelle n'est-il point venu? N'est-ce point à la Belgique qu'est imposé le devoir de l'accomplir, et où pourrait-elle mieux être placée que dans le recueil de la Commission royale d'histoire? Si ce vœu tout patriotique que j'appuie dans l'humble mesure de mes forces et de mes espérances, devait être exaucé, je serais heureux de pouvoir concourir à sa réalisation, en vous adressant, monsieur le Président, des notes assez nombreuses sur les manuscrits que j'ai collationnés.

» Ne serait-il pas aussi digne de la Commission royale d'histoire de publier le texte complet des œuvres historiques de Chastelain, qui se rapportent presque spécialement à la Flandre? J'ai pu restituer à Chastelain un manuscrit de la Bibliothèque de Bourgogne qui, au catalogue, ne portait pas de nom d'auteur, et je me suis également assuré que le manuscrit 15845 de la même Bibliothèque

présente (voyez notamment le fol. 317 verso) le manuscrit original de Chastelain, revu et corrigé par l'auteur lui-même.

» Une autre tâche éminemment utile serait la publication d'une édition critique des chroniques de Flandre écrites en flamand, dont les travaux isolés de MM. Lambin, Blommaert et Serrure ont fait entrevoir toute l'importance. L'*Excellente Chronycke* pourrait être rééditée d'après de nouveaux manuscrits, en y ajoutant le texte encore inédit de quelques chroniques semblables. A ce sujet, je me contenterai d'indiquer les n^{os} 1132 et 13167 de la Bibliothèque de Bourgogne. Le premier (1485-1497) contient une partie d'une chronique générale de Flandre fort estimable, bien que l'on ne puisse l'attribuer à Jacques Despars; le second offre un journal tenu à Bruges depuis le 15 février 1477 jusqu'au 25 juillet 1491, qui rappelle par ses détails le *Journal du bourgeois de Paris* compris dans les collections de mémoires sur l'histoire de France.

» D'autres manuscrits de la Bibliothèque de Bourgogne relatifs à l'histoire de la Flandre, se recommanderaient à d'autres titres aux honneurs de la publicité, et ils les mériteraient bien plus que les manuscrits de Brandon et d'Adrien de Budt, s'il est vrai que les œuvres originales doivent toujours être préférées à de vagues et stériles compilations.

» Il ne me reste, monsieur le Président, qu'à terminer cette lettre, en adhérant à toutes les vues de M. Gachet sur l'intérêt que présenterait la reproduction des documents les plus précieux du dépôt de Lille, confié aux soins aussi éclairés qu'obligeants de M. Le Glay. Un *Codex diplomaticus* qui embrasserait toute l'époque de Gui de Dampierre, formerait un recueil de la plus haute importance : il suffirait,

pour le compléter, d'y joindre quelques documents des anciennes archives de Ruppelmonde et des archives nationales de Paris.

» J'ai l'honneur d'être, etc.

» KERVYN DE LETTENHOVE. »

— Le conseil d'administration du *Nederduitsch Taalverbond* envoie plusieurs exemplaires du programme du concours qu'il a ouvert pour 1851.

Dépôt aux archives.

AFFAIRES INTÉRIEURES.

La Commission confère avec M. le secrétaire perpétuel de l'Académie sur l'exécution de l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1845.

Il est convenu que, à l'avenir, l'envoi des Bulletins et des Chroniques, tant à l'intérieur du pays qu'au dehors, se fera par l'intermédiaire de M. le secrétaire perpétuel; que toute réclamation qu'on aura à présenter de ce chef devra lui être adressée; que, de même, tous les livres et brochures qu'on destinera à la Commission devront être envoyés à M. Quetelet.

— Le bureau fait connaître qu'il a reçu de M^{me} la baronne douairière de Reiffenberg différents documents manuscrits qui ont été trouvés dans les papiers de M. de Reiffenberg, et qui appartenaient à la Commission; il en communique la liste.

RAPPORTS.

M. Ém. Gachet adresse le rapport suivant sur les recherches auxquelles il s'est livré dans les bibliothèques de Lille, de Douai et d'Arras, en exécution de la résolution du 2 août, et sur les nouveaux renseignements qu'il a recueillis concernant le calendrier du moyen âge dont il s'occupe :

« MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

» Les bibliothèques publiques de Lille, de Douai et d'Arras, que la Commission royale d'histoire m'a chargé de visiter, ont été bien souvent, depuis quelques années, explorées par les savants de tous les pays. La Belgique, pour son compte, a été représentée dans ce grand travail de recherches par des hommes d'un savoir et d'une expérience rares, et je puis presque dire que MM. Warnkœnig, Gachard et de Reiffenberg ont fait dans ces différents dépôts littéraires des moissons à peu près complètes. Si j'ajoute maintenant que le savant docteur Le Glay a publié il y a quelques années le catalogue des manuscrits de la bibliothèque de Lille; si je vous rappelle que M. Duthil-lœul a fait aussi le catalogue des manuscrits de la bibliothèque de Douai, vous conviendrez qu'il devait me rester fort peu de chose à glaner après ces hommes distingués.

» Vous m'aviez engagé, monsieur le Président, à rechercher principalement les manuscrits qui peuvent être utiles à la Commission d'histoire, et à continuer mes recherches pour le calendrier du moyen âge que j'ai commencé. Je

ne me suis pas écarté de ce double but dans toutes mes explorations, et j'ai l'honneur de vous adresser aujourd'hui le résultat de mon voyage. Je commencerai par les objets qui intéressent directement la Commission d'histoire.

» La bibliothèque de Lille a fourni déjà plusieurs manuscrits à vos publications. D'autres vous ont été signalés et n'ont pas encore été mis à contribution. Je crois devoir appeler de nouveau votre attention sur les suivants :

» MS. n° 207. Chronique de France de 1297 à 1463, in-fol., écriture du XV^e siècle. Cet ouvrage est à proprement parler une chronique de Flandre et l'auteur paraît être du pays; les détails qu'il donne, surtout pour le XV^e siècle, ont un intérêt particulier, en ce qu'il s'éloigne parfois du récit de Commines, de Chastellain et de J. Duclercq.

» MS. n° 246. Entrée solennelle de LL. AA. SS. Albert et Isabelle en la ville de Lille, le 5 février 1600. Écriture du XVII^e siècle.

» Cet ouvrage pourrait être consulté pour la publication des voyages des princes. Millin, dans ses *Antiquités nationales*, t. V, 61, a rapporté la plupart des inscriptions de la fête, ainsi que les dessins et emblèmes qui s'y rattachent.

» MS. n° 273. Chronique dite de Jehan-le-Tartier. Copie du XVIII^e siècle.

» L'examen que j'ai fait de ce manuscrit m'a convaincu qu'il ressemble beaucoup à la chronique de Flandre, publiée par Denys Sauvage et dont il existe plusieurs copies à Bruxelles. La copie de Lille est au reste fort défectueuse.

» MS. n° 280. Recueil de l'histoire de Flandres, par Philippe Wielant, conseiller du grand conseil.

» Je note ce manuscrit comme étant à consulter pour la publication des ouvrages de Wielant.

» *MS. n° 287. Transcripta chartarum de rebus gestis in Flandria inter annos 1176 et 1310.*

» Ce manuscrit vous a déjà été signalé (*Bulletins*, 1834, p. 35; 1838, p. 76). M. Gachard y a vu en effet un recueil précieux d'actes relatifs au Hainaut, et il a proposé de faire copier ceux de ces titres qui ne se trouvent pas à Mons dans la trésorerie des comtes de Hainaut. Un examen plus approfondi de cette espèce de cartulaire m'a fait découvrir qu'il n'est que la copie du premier cartulaire de Hainaut conservé à Lille, aux archives de l'ancienne chambre des comptes (1). Or, il en existe à Bruxelles une copie, assez mauvaise il est vrai, mais qui, si on la collationnait exactement, pourrait épargner les frais d'une nouvelle transcription. Je rappellerai d'ailleurs que M. de Reiffenberg a fait copier beaucoup de ces chartes.

» Quelques-uns de ces manuscrits se trouvent déjà, monsieur le Président, mentionnés dans les *Bulletins de la Commission*, ainsi que je l'ai dit plus haut. J'ai cependant cru nécessaire de vous soumettre, à leur sujet, les observations ci-dessus, dont vous apprécierez la valeur.

» Le *MS. n° 369* de ce même dépôt a attiré de nouveau mon attention. Vous vous rappellerez peut-être que j'ai extrait de ce codex un petit glossaire latin-roman que la Commission a fait imprimer dans ses *Bulletins* (2). Cette fois-ci, j'ai pensé qu'il pouvait nous être utile d'avoir du moins

(1) M. Le Glay, dans son *Catalogue des manuscrits de Lille*, ne s'est pas aperçu de cette identité, et il a cru devoir publier la table des chartes contenues dans ce volume.

(2) Tom. XI, p. 500.

un abrégé du *Catholicon* latin-français, qui compose la plus grande partie de ce volume. La philologie est un des accessoires indispensables des études historiques, et ces sortes de glossaires anciens sont quelquefois d'une fort grande utilité pour l'explication des textes. J'ai donc tiré du *Catholicon* tous les mots qui m'ont semblé devoir être recueillis. L'importance de ce glossaire n'est pas, comme on pourrait le croire, exclusivement locale. Quoique la traduction française ait été faite par un habitant de la Flandre gallicane, il n'en présente pas moins un objet de comparaison fort curieux avec les autres dialectes des provinces belges, les dialectes flamands aussi bien que les wallons. J'en trouve un exemple remarquable dans le premier mot. Le latin *ablactare* s'y trouve traduit par *sevrer de lait, espanir*. Eh bien, le wallon dit encore aujourd'hui *spdni* dans le même sens, et le rouchi, s'éloignant un peu de la forme primitive, dit *épénir*. Or, si nous comparons ces mots romans avec le flamand, nous trouvons que *spenen* signifie également *sevrer*; et Kiliaen nous donne les expressions *spene, spenne, sponne, spinne* avec le sens de *succus, suckus, lac muliebri*. Le mot *spene* veut même dire *mamma, uber animalium*. C'en est assez, je crois, pour établir, sinon l'origine de ces mots romans et wallons (1), au moins leur parenté fort étroite avec le flamand, et, par conséquent, l'utilité des comparaisons de ce genre entre les deux langues.

» Je tiens ce glossaire à la disposition de la Commission d'histoire, qui pourra l'insérer dans son Bulletin, si elle le juge convenable.

(1) On pourrait en effet trouver cette origine dans le grec *Σπανάω*.

» L'examen des manuscrits de la bibliothèque de Lille a été rendu plus facile depuis que l'excellent catalogue de M. Le Glay a été publié. Aussi l'ai-je pris continuellement pour guide. Un certain nombre de volumes retrouvés depuis l'impression et non inventoriés, m'ont paru devoir être aussi examinés. J'en ai donc fait l'analyse.

» Quelques-uns sont des répertoires des titres de la ville, qui pourraient être fort utiles pour l'examen des archives communales; d'autres sont des recueils d'arrêts sur une foule de points intéressants; je citerai surtout le manuscrit appelé *Livre de M. Herreng*, dont l'écriture est plus ancienne que celle du n° 238, inventorié par M. Le Glay. Si l'on se rappelle l'importance historique du *Livre de Roisin*, concernant les coutumes de Lille, on ne sera pas surpris que je signale avec intérêt les recueils du même genre.

» Un autre manuscrit concernant la Flandre est intitulé : *Tiltres et attitulations de pluseurs seigneurs et justices* (en date de septembre 1568). Il est suivi d'un recueil de jurisprudence, avec une table des matières.

» J'y ai aussi remarqué un chapitre curieux sur les villes et villaiges de la chastellenye de Lille, selon les quartiers et par nombre des terres.

» Quelques manuscrits ecclésiastiques ont aussi été analysés par moi. Le premier, qui se rapporte à la liturgie, est un *Ordo processionum* du XV^e siècle, dans lequel les antiennes sont notées. Il est suivi d'un chapitre qui m'a semblé intéressant pour l'histoire des mœurs claustrales. C'est l'ordre que l'on devait suivre lorsqu'un religieux était à l'article de la mort. Il commence ainsi : *Cum frater penitus morti appropinquaverit, crebris ictibus pulsetur tabula in claustro et in aliis locis, si necesse fuerit, et statim*

fratres, ubicumque fuerint, accurrant ad morientem, dicendo : CREDO IN DEUM, tam alte ut possit audiri, repetendo illud quousque ad infirmum pervenerint. Le volume se termine par un catalogue des indulgences que l'on peut gagner à Rome. Cette dernière partie est du XIV^e siècle.

» Certaines particularités historiques m'ont également frappé dans un manuscrit de la collégiale de S^t-Pierre de Lille. L'obituaire, par exemple, qui commence à la Saint-Jean-Baptiste, mentionne les articles suivants : *IN SEPTEMBRI. Ob. illustrissimi Balduini comitis ; cuilibet canonico praesenti LX sol. et cuilibet capellano et clerico VII sol.*

» — *Ob. Caroli V, imperatoris LXIII lib. V s.*

» *IN JANUARIO. Ob. ill^{mi} imper. Maximiliani, L lib.*

» Ces deux dernières dates de mort sont parfaitement exactes. Charles-Quint est mort le 21 septembre 1558 et Maximilien, son grand-père, est mort le 12 janvier 1519. Quant à la première, elle ne peut se rapporter qu'à Bauduin le Pieux, fondateur de la collégiale de S^t-Pierre, lequel, s'il faut en croire le *Breve Chronicon Elnonense*, mourut le IV des calendes de mai (28 avril) 1067 (1). Comment se fait-il pourtant que son anniversaire figure ici au mois de septembre? Il y a erreur d'un côté ou de l'autre, et pour ma part, je suis tenté de croire les chanoines de Lille mieux informés que les religieux de S^t-Amand, car le comte Bauduin mourut à Lille, et c'est dans la collégiale de S^t-Pierre qu'il fut enterré.

» Le fait dont nous venons de parler, méritait d'autant plus d'être signalé, que les derniers historiens de la Flandre ont varié entre les deux dates. M. Kervyn de Lettenhove

(1) *Corpus chron. Fland.*, t. II, p. 17.

a suivi l'opinion du moine de S^t-Amand et, suivant lui, Bauduin est mort à Lille, le 28 avril (1). M. Le Glay, au contraire, a adopté le 1^{er} septembre (2), ce qui s'accorde fort bien avec l'obituaire de S^t-Pierre. Plusieurs autres motifs nous engagent à préférer la date du 1^{er} septembre 1067, malgré le *Breve Chronicon Elmonense*, et malgré l'autorité de M. Kervyn. Le premier, c'est que la chronique de S^t-Amand est la seule qui donne la date du 28 avril; le second, c'est que nos chroniques de Flandre les plus importantes et les plus anciennes donnent l'autre. Ainsi la *Brevior genealogia comitum* dit positivement : *Prima die mensis septembris* (3) et le *Chronicon comitum Flandriae* dit également : *Kalendas septembris* (4).

» La troisième raison, qui a échappé, je ne sais trop comment, à M. Kervyn de Lettenhove, c'est que Bauduin le Pieux ayant assisté, le 9 mai 1067, à l'élévation du corps de saint Macaire et à la consécration de la nouvelle église de S^t-Bavon à Gand, il est impossible qu'il soit mort le 1^{er} des calendes de mai ou le 28 avril, comme l'affirme la chronique de S^t-Amand. Or, les *Annales S^t-Bavonis* (5) mentionnent sa présence à cette solennité religieuse, où il était accompagné de Philippe, roi de France, et le *Chronicon S^t-Bavonis* (6) ajoute même qu'il mourut, quelque temps après, dans cette même année 1067.

» Ainsi les principales chroniques de Flandre sont

(1) *Histoire de Flandre*, t. I, p. 275.

(2) *Histoire des comtes de Flandre*, t. I, p. 177.

(3) *Corpus Chron. Flandr.*, t. I, p. 11.

(4) *Ibid.*, p. 48.

(5) *Ibid.*, pp. 446-447.

(6) *Ibid.*, p. 560.

d'accord avec l'obituaire de la collégiale de St-Pierre : Bauduin de Lille est mort le 1^{er} septembre, et tout semble démontrer que ce fut en 1067. Il ne faudra donc pas trop s'arrêter à la différence d'année que présentent certains chroniqueurs. Bauduin de Ninove dit, en effet, que Bauduin mourut en 1068 (1). La *Brevior genealogia comitum* dit la même chose. Ce sont là des erreurs peu importantes en présence de l'unanimité des historiens qui ont écrit 1067; et comment ne les pardonnerions-nous pas aux écrivains du XIII^e ou du XIV^e siècle, lorsque nous voyons M. Leglay lui-même fixer la date de cette mort au 1^{er} septembre 1069? Évidemment il y a là une faute d'impression, dont nous nous garderons bien de l'accuser. Nous en dirons autant de la date de la consécration de l'église de St-Bavon, qu'il fixe au 29 mai. Il faut lire avec les *Annales St-Bavonis*, le 9 mai 1067 (*VII idus maii*). Il n'y a guère moyen qu'un écrivain puisse échapper à ces petites misères de la typographie.

» Outre ces notes nécrologiques et ces pitances de chanoines, le manuscrit en question renferme une liste des fondations de chapellenies pour cette même collégiale, avec les rentes y attachées et les obligations des chapelains. Ici nous trouvons des désignations quelque peu singulières, qui jurent avec l'objet religieux qu'elles rappellent. Je ne parle pas de la chapellenie de la *fierte* (*feretri*), fondée en l'honneur du précieux lait de Notre-Dame, par Walter de l'Atre et sa femme Mathilde; mais que penser de la chapellenie des *anguilles* (*anguillarum*), fondée par Gilles de Quesnoy, seigneur dudit lieu? Que

(1) *Corpus Chron. Flandr.*, t. II, p. 688.

penser de celle des *pommes pourries* (*pomorum putridorum*), fondée par N...? et enfin de celle de *Turlurette*, fondée par la comtesse Jeanne de Constantinople? Tous ces noms étranges donnés au moyen âge à des fondations pieuses, le dernier surtout, quelle signification peuvent-ils avoir? J'avoue qu'en faisant mes recherches, je ne m'attendais pas à trouver le refrain d'une chanson vulgaire, accolé au nom de la fille de Bauduin IX et servant à désigner une messe. Ce sont là des énigmes cachées, dont le sens est irrévocablement perdu sans doute, mais qu'il n'en est pas moins intéressant de connaître.

» Indépendamment des manuscrits de la bibliothèque communale de Lille, j'ai cherché à voir ceux de quelques bibliothèques particulières. M. Gentil-Descamps, adjoint de la ville, m'a obligeamment communiqué les merveilles de son cabinet, où j'ai principalement trouvé des manuscrits relatifs à mon travail sur les dates. La bibliothèque de la ville m'en avait aussi offert un grand nombre où j'ai largement puisé.

» Par malheur, il m'a été impossible de visiter la bibliothèque de M. Godefroy, où j'étais désireux d'examiner le manuscrit des voyages de Philippe le Beau. Peut-être M. Gachard, à qui je l'ai signalé, en a-t-il depuis obtenu communication (1).

» Les archives du département du Nord m'ont, comme toujours, été obligeamment ouvertes par M. le docteur Leglay; mais le peu de temps dont j'avais à disposer m'a empêché d'y faire de longues recherches. J'ai acquis la

(1) J'ai pu me convaincre qu'un autre manuscrit de ces voyages qui est à Amiens n'est pas plus complet que les autres, malgré son titre. *Voy. le Catalogue des manuscrits d'Amiens*, par M. Garnier, n° 457.

certitude que les inventaires des Godefroy ne pouvaient être que d'une médiocre utilité pour mon travail sur les dates, et qu'on peut, à la rigueur, se contenter des analyses publiées par le comte de S'-Genois, dans ses *Monuments anciens*. Les anciens archivistes de la chambre des comptes à Lille, au lieu de reproduire les dates des diplômes dans la langue même des originaux, les ont toujours traduites en français; il en résulte que je ne pouvais me contenter de leur travail; il m'aurait fallu examiner les chartes elles-mêmes, ce qui eût exigé un temps fort considérable. J'ai pris cependant un certain nombre de notes, qui sont venues confirmer mes premières observations, soit pour l'explication des dates, soit pour celle des styles.

» A Douai et à Arras, j'ai trouvé, comme à la bibliothèque de Lille, peu de manuscrits qui eussent échappé aux investigations des savants qui m'y avaient précédé. Voici au surplus, les remarques qu'ils m'ont suggérées.

» Les *Antiquités de Flandres* de Philippe Wielant sont dans les trois bibliothèques de Douai, de Lille et d'Arras. M. Warnkœnig signale pourtant l'exemplaire de cette dernière ville comme le plus complet qu'il eût vu. C'est, en effet, un manuscrit fort bien exécuté, mais qui n'a pas plus de chapitres que la copie de Lille. Il se termine, comme elle, par le chapitre 151, relatif aux affaires de la Flandre avec l'Angleterre, et si les textes diffèrent, on ne pourrait s'en assurer que par une collation exacte. Le manuscrit de Douai compte au contraire 158 chapitres, mais cela ne veut pas dire qu'il soit plus complet que les deux autres. La division seule est différente, autant que j'ai pu en juger; car le dernier chapitre est exactement le même que dans les autres manuscrits. Au surplus, il serait bon

de vérifier le fait en conférant les textes. La seule partie qui m'ait paru, dans le manuscrit d'Arras, tout à fait particulière, c'est une sorte d'avant-propos, composé de quatre petits chapitres dont voici l'intitulé :

- » *Que c'est de Flandres anciennement.*
- » *De la nature et conditions des Nerviens.*
- » *Du langaige belgien.*
- » *Des meurs et conditions anciennes des Belgois.*
- » Le manuscrit d'Arras, à part ces quatre paragraphes, n'est pas plus complet que les autres. Il est coté sous le n° 288.
- » Un manuscrit de Douai, du XV^e siècle, intitulé : *Recueil de pièces, de mémoires, etc.*, et portant le n° 851, contient une suite de lettres ou d'ordonnances de Charles le Téméraire, et des récits d'entrées solennelles ou de joyeuses entrées, qui pourraient peut-être servir à M. Gachard.
- » La bibliothèque de Douai possède un grand nombre de manuscrits ecclésiastiques, provenant surtout de Marchiennes, et j'y ai trouvé pour mon calendrier des renseignements très-utiles. Je parlerai tout à l'heure d'un autre manuscrit de ce dépôt, qu'il convient de comparer avec un exemplaire d'Arras.
- » Dans cette dernière ville, il n'existe pas de catalogue imprimé, et c'est grâce à l'obligeance du bibliothécaire, M. Bacuel, qu'il m'a été permis, malgré la solennité de la fête communale, de faire mes recherches pendant plusieurs jours.
- » J'ai remarqué, dès l'abord, un manuscrit du XVI^e siècle, intitulé : *Plusieurs choses et mémoires advenues en Flandres, des guerres des roys de France contre les Flamengs et plusieurs autres choses.* Cette chronique commence à l'an 1058 et finit en 1478. Elle ne m'a rappelé aucune des

chroniques de Flandre que j'avais vues antérieurement, et les nombreux détails qu'elle renferme, surtout pour le XIV^e et pour le XV^e siècle, lui donnent une véritable valeur. Ce manuscrit curieux provient de St-Vaast d'Arras; il porte le n^o 315.

» Un manuscrit de Jean d'Outremeuse, coté sous le n^o 286, me fit concevoir un instant l'espérance de trouver le livre qui nous manque. Mais cette illusion n'a pas été de longue durée. L'exemplaire d'Arras n'est qu'un abrégé fort incomplet, qui ne vaut pas la peine qu'on en parle.

» Un exemplaire de la chronique d'Edmond de Dynter m'occasionna un désappointement tout pareil. Depuis le commencement de mon voyage, je n'avais pas cessé de rechercher les traductions francaises de Dynterus, et nulle part je n'en avais vu. Le manuscrit 655 me présentait enfin la chronique de cet auteur, malheureusement ce n'était que le texte latin, et encore n'est-il pas complet, car il ne comprend que les cinq premiers livres : une note indique que le 6^e livre était dans un autre volume. J'ai cependant fait une remarque intéressante au sujet de ce manuscrit, c'est qu'il est d'une écriture toute semblable à celle du manuscrit de la traduction qui est à la Bibliothèque royale. De plus, c'est le même format, gros volume et même papier. Si, comme je le suppose, l'exemplaire de Bruxelles est la copie originale de Jean Vauquelin, le texte latin d'Arras est aussi de sa main. Au commencement se trouvent des vers latins contenant l'éloge des villes des Pays-Bas, et signés par Henri d'Oesterwyck.

» Le volume coté n^o 34 est intitulé : *Petit traitté de chronique des comtes de Flandres*, fait par sire Jean de Foecy, abbé d'Hénin-Liétart. Il se compose principalement du récit des faits relatifs au règne de Charles-Quint. On y

rouve aussi plusieurs chapitres concernant l'ordre de la Toison d'or et ses privilèges, entre autres la fête et solennité de l'ordre tenue en la ville de Gand, par Philippe le Bon, et celle qui fut tenue à Mons, en 1451. Au fol. 256, il y a un discours : *Sur l'estat présent des provinces du Pays-Bas* (pendant la trêve sous les archiducs), et au fol. 271, le *Traitté de réconciliation faict à Arras*, le 17 mai 1579.

» On voit par ce qui précède que cet ouvrage est moins une véritable chronique qu'une sorte de compilation historique. J'y ai trouvé une complainte en vers français sur la défaite des Flamands et la mort du duc de Gueldres, en 1477. Cette pièce, qui sort tout à fait du genre ordinaire, m'a paru digne d'être copiée. Je ne veux pas dire que ce soit un chef-d'œuvre, quant à la forme; évidemment, il s'y trouve beaucoup d'endroits faibles; mais eu égard au temps, elle a un véritable mérite. L'idée en est originale et poétique, et dans plusieurs passages, il s'y trouve une certaine verve qui empêchera de la confondre avec la plupart des poésies du même temps et du même genre.

« Je suis Tournay quy me complains :
J'ay bien cause de me douloir
De mes voisins qui tous sont pleins
De me haïr et mal vouloir, etc.

» Puis Tournay se console de l'espérance qu'elle at en Nostre-Dame, sa patronne et advocatte, en ceste manière :

» Je n'ay cause d'estre marye,
Quelle douleur que je recorde,
Car la douce vierge Marie,
Fontaine de miséricorde,
Mect en mon cœur paix et concorde.
Elle at de moy toute la charge :
Face quy voeult guerre ou discorde,
Elle est mon escut et ma targe.

Mais j'ay regret de mes voisins
Qui tant ont peine à me blâmer ;
Mes bons enfants et chers cousins
Se souloient chacun renommer ,
Ilz s'en venoient cy réclamer
La douce Vierge débonnaire,
Et maintenant de me blâmer
Leur est ainsy qu'un ordinaire.

» Or, voions comme Dieu ordonne
Des maux dont l'homme est entasché,
Et les punitions qu'il donne
A chacun selon son péché.

» Quand il me souvient que Gand ,
Quy estoit ma fille plus grande ,
Venoit tous les ans, allégant
Qu'à moy complaire estoit engrande (empressée),
Et portoit sa notable offrande
A ma patronne Nostre-Dame ;
Quand je voy qu'elle en est recrande (fatiguée),
Il m'en desplaist de corps et d'âme.

» Gand apportoit sa fiertre belle
Le jour de l'Exaltation (1),
Et riche cotte d'or nouvelle
A la pucelle de Syon.
La douce modulation
De ces trompettes et buisines
Resveilloit ma procession ,
Plus que toutes villes voisines.

» Olres , voicy l'année présente ,
Et la procession venue ,
Flandre ny Gand ne s'y présente,
N'oblation grosse ne menue.
La Vierge poeult demeurer nue ,
Cest an n'aura robe gantoise.

(1) Le jour de la procession de Tournay.

L'amour n'est point entretenue,
Dont Dieu sçayt comme il me poise.

» Les Gantois et autres Flamengs
Vindrent ardoir mes beaux fauxbourgs (1),
Et quand j'aperceu la flamme ens,
J'y envoyai plus que le cours.
Là mourut sans avoir secours
Adolphe, duc de Gueldres courtois,
Et sy finist aussy ses jours
Le prévost de l'host des Gantois (2).

» Une fiertre de plomb fut faicte,
Le duc de Gueldres y fut mis,
Et la solennité parfaicte
Par église et par ses commis.
Son corps fust d'enterrer permis
En mon église la plus grande (3).
Ce joyel aux Flamens transmis
A Notre-Dame en lieu d'offrande.

» En lieu de robbe accoustumée,
La Vierge at les pennons de soye
Et les estendars de l'armée
Des Flamengs que tant chérissøye.
Quy pense à la piteuse voie
De leur partir du pont d'Espierre,
N'est homme quy pleurer ne doihve,
S'il n'at le cœur plus dur que pierre.

» Deux mil Flamengs et mortz et pris
Furent par les François alors;

(1) La première invasion des Flamands dans le Tournaisis eut lieu au mois de mai 1477. Ils avaient pour capitaines le duc de Gueldres, le sire Jean de Luxembourg et le sire Jean de la Gruuthuse. Le 27 juin, à l'affaire du pont d'Espierres, le duc de Gueldres fut tué après s'être défendu vaillamment.

(2) Il se nommait Gillis Vander Gracht, suivant le *Daegboeck van Gendtsche col-latie*, p. 487.

(3) Dans la chapelle de Saint-Louis, dit M. Gachard, qui cite le manuscrit de Vande Letuwe, conservé aux archives d'Ypres (édit. de Barants, t. II, p. 273).

Et ne furent à ce compris
Plus de fuians que pris que mortz.
Mil de prisonniers grands et fortz
Vindrent comme à proession
Et offrirent tous leurs trésors.
Pour obtenir rémission.

» Pour enceas, croix et confanons,
Trompettes et autres beautés;
Tentes, pavois, pouldre et canons,
Des Flamengs me sont apportés.
Ilz ont toutes honnestetez
Tourné en grand' dérision,
Sy ont receu de tous costez
Honte, perte et confusion. »

» Je le répète, cette pièce est tout à fait remarquable, il y règne une facilité qu'on ne trouve pas toujours dans les poésies de cette époque, et une fierté railleuse qui convient tout à fait au genre (1).

» Un autre manuscrit d'Arras (n° 249) nous apprend le sort qui fut réservé aux dépouilles mortelles d'Adolphe de Gueldres. « Les sectaires de Tournai, au XVI^e siècle, s'avisèrent d'ouvrir le sépulcre pour avoir le plomb, jectant son corps inhumainement sur le pavé, où il demoura pluseurs jours à la vue de tout le monde, aussy entier que le jour de son inhumation, à cause des espisses excellentes qui l'avoient préservé de pourriture. » Cela produit, il faut l'avouer, un bien hideux contraste avec les honneurs que lui avaient rendus les Tournalsiens environ un siècle auparavant.

» Le vol. n° 249 d'où nous avons extrait cette dernière

(1) Au moment de mettre sous presse, je découvre qu'elle avait déjà attiré l'attention des historiens, Voy. Cousin, *Hist. de Tournai*, t. IV, p. 248.

citation, a été déjà plusieurs fois l'objet des recherches des savants, et il le mérite à tous égards. Il est intitulé : *Commencement de l'histoire des troubles des Pays-Bas advenuz soubz le gouvernement de madame la duchesse de Parme*, et commence ainsi : « La guerre tant renommée de la maison d'Austrice et de Bourgogne contre celle de France estoit finée. » C'est l'ouvrage d'un homme qui avait vu beaucoup de choses et qui était doué d'un grand sens et d'un grand esprit d'observation. On trouve dans un passage qu'il doit avoir écrit après la mort de M. Richardot, évêque d'Arras, et il dit dans un autre, en parlant de messire Jacques Le Clercq, pensionnaire de la ville de Tournai : « Avec lequel j'ai conversé familièrement, étudiant à Louvain, personnage affectionné à la religion catholique et doué de grande éloquence et érudition. » Ce peu de lignes ne suffisent pas pour nous faire connaître l'auteur, et le manuscrit d'Arras ne porte à ce sujet aucune autre indication. Comparons-le un instant avec le n° 862 des manuscrits de Douai. Celui-ci est un recueil dont voici le titre : *Collectio quorundam historicorum rerum Atrebatensium, scilicet Dyonisii Bersacii, Ant. Sconovii, Ferd. de Cardevaque, dom. de Beaumont, Ponti Payen, Jacobi du Clercq, dom. de Beauvoir, seu Valerandi Obert, dom. de Gaudimpré*. Nous n'avons pas à nous occuper des trois premiers auteurs; voyons seulement quels rapports il peut y avoir entre les trois derniers et celui qui a écrit les mémoires manuscrits cités plus haut.

» L'un des ouvrages du recueil de Douai commence comme celui d'Arras : « La guerre tant renommée de la maison d'Austrice et de Bourgogne contre le royaume de France, etc. ; » et il est attribué, dans une note, à Jacques Du Clercq, seigneur de Beauvoir, ou à Wallerand Obert ;

Liber sequens videtur esse Jacobi Du Clercq domini de Beauvoir... vel Valerandi Obert domini de Gaudiempré. Je ne sais qui est l'auteur de cette note, mais elle a fait commettre à M. Duthillœul plusieurs erreurs assez graves dans son catalogue des manuscrits. La première a été de croire que ces mémoires sur les troubles du XVI^e siècle pouvaient être l'ouvrage de Jacques Du Clercq, seigneur de Beauvoir, qui mourut, dit Foppens, en 1462, à l'âge de 86 ans. Évidemment le doute n'était pas possible. Il est probable que celui qui a écrit la note latine ci-dessus, ayant lu dans le manuscrit le nom de Jacques Le Clercq, aura confondu le nom de ce pensionnaire de la ville de Tournai au XVI^e siècle avec celui de l'historien du règne de Philippe le Bon, dont MM. de Reiffenberg et Buchon ont publié l'ouvrage. Mais on peut voir par les termes mêmes du passage que j'ai cité, que l'auteur parle de ce Jacques Le Clercq, comme d'un homme très-érudit et très-éloquent, dont il avait fait la connaissance à l'université de Louvain. Il ajoute même, dans un autre endroit, qu'au demeurant, c'était « un homme fort libre et violent en son parler. » Ce qui démontre suffisamment que ce Jacques Le Clercq est un personnage tout différent de l'auteur. D'ailleurs les bibliographes ne connaissent aucun ouvrage de ce Le Clercq. Il n'y a même, si l'on en croit Foppens, qu'un seul écrivain belge de ce nom, et c'est un théologien (1).

» On ne peut pas en dire autant de Wallerand Obert, conseiller au grand conseil d'Artois. Il existe de lui un ouvrage intitulé : *Tractatus de motibus a° 1578 a rebellibus geusiis*

(1) *Bibliotheca belg.*

Atrebat excitatiss (manuscrit de l'abbaye de St-Vaast). Mais est-il possible de trouver le moindre rapport entre cet ouvrage sur les troubles d'Arras et les mémoires sur les commencements des troubles dont nous recherchons l'auteur? L'un est une histoire générale, l'autre une histoire particulière, et, en définitive, nous en venons à conclure que le manuscrit en question n'est ni de Jacques Du Clercq, seigneur de Beauvoir, mort en 1462, ni de Jacques Le Clercq, pensionnaire de Tournai au XVI^e siècle, qui paraît n'avoir rien écrit, ni enfin de Wallerand Obert, qui n'a écrit qu'une histoire locale, un épisode de l'histoire des troubles des Pays-Bas.

» De qui est donc le manuscrit commençant par : *La guerre tant renommée*? Les exemplaires d'Arras et de Douai ne donnent par eux-mêmes aucun éclaircissement; mais il existe à la Bibliothèque royale, à Bruxelles, un manuscrit qui tranche la question. Il porte les n^{os} 6041-42, et renferme deux ouvrages : l'un sur le commencement des troubles, l'autre sur ce qui s'est passé à Arras, en 1577-1578. C'est un manuscrit du XVII^e siècle, relié en parchemin et sur le dos duquel on lit : *Pontus Payen. De la guerre civile des Pays-Bas et des séditions en Arras es années 1577-1578*. Or, nous trouvons justement dans le premier de ces ouvrages les mémoires d'Arras et de Douai; ils y sont même plus complets. Le tout se compose de quatre livres. Il n'y en a que trois dans les autres copies.

» 1^{er} LIVRE. *Incipit* : La guerre tant renommée de la maison d'Autriche et de France estoit finie, etc.

» *Explicit* : Fin de l'estat fleurissant du Pais-Bas et du premier livre de nostre histoire.

» 2^e LIVRE. *Incipit* : Les inimitiez et mescontentement croissoient de jour en jour.

» *Explicit* : De ceux qui s'assembleroient en armes , à peine d'estre privez de leurs offices.

» 3^e LIVRE. *Incipit* : L'accord ainsy fait , juré et accepté.

» *Explicit* : Et réduire leur pais en une servitude misérable.

» 4^e LIVRE. *Incipit* : Le partement de monseigneur le cardinal de Granvelle en la sorte que je vous ay raconté.

» *Explicit* : Les conseillers rendoient là dessus leurs sentences, qui estoient ordinairement du dernier supplice, qu'ils envoioient aux commissaires pour les prononcer et mettre à exécution.

» Ces quatre livres sur les commencements des troubles sont donc attribués à Pontus Payen , dans cette copie du XVII^e siècle, et si nous rapprochons cette assertion de celle de Foppens, nous verrons que le fait est très-vraisemblable. La *Bibliotheca Belgica* cite, en effet, trois ouvrages de Pontus Payen , d'après le témoignage de Ferreolus Locrius :

» 1^o *De initiis tumultuum Belgicorum usque ad ducis Albani tempora*. C'est justement l'ouvrage dont nous nous occupons, ouvrage qui finit avec l'établissement du conseil des troubles.

» 2^o *Res ab Alexandro Farnesio, duce Parmensi in Belgio gestas*. Ce manuscrit nous est inconnu.

» 3^o *Commentarium de tumultu urbis Atrebatensis a^o 1578*. C'est le discours véritable de ce qui s'est passé en la ville d'Arras, depuis l'union et confédération des estats d'Arthois avec autres provinces des Pays-Bas.

» Il n'y a donc plus à douter. Pontus Payen est l'auteur du manuscrit de Bruxelles, n^o 6041, et les manuscrits de Douai et d'Arras, n'en étant que la copie, sont par conséquent aussi de lui. Au surplus, me dit M. Backhuisen,

on demeurera convaincu du fait, si l'on prend la peine de comparer le style de ces mémoires avec celui du discours sur les troubles d'Arras. Il est impossible de ne pas y reconnaître la même main.

» Quelques autres manuscrits d'Arras doivent trouver ici leur place : le n° 143 est un recueil de copies relatives à la réconciliation de 1579. On y trouve entre autres « la remonstrance faicte aux manans et inhabitants de la ville de Gand, déclarant pourquoy la réconciliation tant avecq les Espaignolz que avecq les Francois, ne se trouve con-seillable; avec ouverture de certains moyens convenables pour la défense de la patrie contre les forces des ennemis d'icelle. Imprimé en LXXXIV. »

» Le n° 211 contient des extraits des résolutions des états de Hainaut en 1579-1580.

» Un autre manuscrit d'Arras, qu'on ne s'attendrait certainement pas à trouver dans ce dépôt, c'est un livre censal du XIII^e siècle appartenant à l'église de Cologne. On y lit pour tous les jours de l'année les pitances assignées aux chanoines. Il commence par ce titre : QUALITER WARINGA DETUR. J'ai noté les chapitres suivants, dans lesquels on rencontre la trace de plus d'une ancienne coutume :

» *De cervisia dominorum quae incipit in festo S^{ti}-Mauritii.*

» *De grossis diebus carniurn qui incipiunt proxima die Nativitatis sanctae Mariae et Trinitatis, proxima v^a feria ante Pentecosten inclusive.*

» *De parvis diebus carniurn qui incipiunt v^a feria infra ebdomadam Pentecostes inclusive, et terminantur in vigilia Nativitatis sanctae Mariae inclusive.*

» *De grossis diebus piscium qui dantur in Adventu et in XL^a et ante festum beati Johannis Baptistae.*

» *De parvis diebus piscium qui dantur a vigilia Nativi-*

tatis sanctae Mariae inclusive usque ad aliam vigiliam Nativitatis sanctae Mariae inclusive.

- » *De lardo dominorum quod datur Andreae.*
- » *De caseis, allec., nigra pysa et mortuis pullis.*
- » *De alba pysa quae datur dominica Esto mihi.*
- » *De meringa in Assumptione. (Pondus magni panis dictae meringae ponderabit xiii marcas.)*
- » *De ovibus quae dantur dominica qua cantatur Esto mihi. (De novem ovibus sunt fercula, quae vocantur caldunae a cocis).*
- » *Qualiter in dedicatione et in festo Thomae apostoli vaccae et apri dentur a villico de Wileke.*
- » *De pullis in Pascha et aliis sollempnitatibus.*
- » *De anseribus in festo beati Michaëlis.*
- » *De duobus salmonibus in Annuntiatione S^{ae}-Mariae.*
- » *De rufo convivio dominorum quod tribus vicibus in anno, videlicet circa medium Aprilem, in vigilia beati Geleonis, in octava sancti Martini.*
- » *De blogmus. Datur in Nativitate Domini (In quatuor diebus Nativitatis Domini dantur quolibet die quatuor blogmus tantum praesentibus. In Circumcisione Domini, in Epiphania Domini, et in Purificatione sanctae Mariae, blogmus etiam successive secundum ordinem officiorum et canonicorum in utraque parte chori dividuntur).*
- » *De barmus quod datur in Ascensione et in aliis sollempnitatibus.*
- » *De rumbo qui datur dominis.*
- » *De candelis in Purificatione dandis (ponderis xxx solidorum).*
- » *De cerasis dandis in festo beati Johannis Baptistae et in festo beatorum Petri et Pauli apostolorum (dantur duo sumberini de cerasis).*

» *De juncis dandis tantum praesentibus (in festo Beatorum apostolorum Petri et Pauli datur cuilibet officio et loco bona ligatura de juncis et gramine).*

» *In die Paschae, major custos dat custodibus et scolari-bus canonicis circa processionem unum cuneum album de ob., duo crura porcina, unum pullum assum et denariatum vini.* (On en donnait autant à plusieurs autres fêtes, entre autres à la Noël, lorsqu'elle tombait un dimanche.) »

Ducange, qui a connu ce manuscrit, donne dans son glossaire les mots *waringa*, *meringa*, *caldunae*, *rufum convivium*, *blogmus*, *rumbus*, *dies grossi et parvi carniū et piscium*; mais il a négligé *barmus* et *alba pysa*. D'ailleurs ses explications ne sont pas toutes satisfaisantes. Nous croyons, par exemple, que la *waringa* était la distribution quotidienne et ordinaire, en ancien flamand *in de waringe*, synonyme de *in de wandeling*; et que la *meringa* était la distribution extraordinaire, synonyme de *meerdering*, *vermeerdering*, augmentation. Quant à *rufum convivium*, *barmus*, etc., nous n'avons pas pu jusqu'ici en trouver le sens.

« Le dernier manuscrit d'Arras dont il me reste à parler est le n° 184. C'est un petit in-folio du XIII^e siècle dans lequel j'ai remarqué un fragment de la *Genealogia comitum Flandriae*, et un autre sur les comtes de Boulogne (1). A la suite se trouvent les noms des rois de France jusqu'à Louis VIII, et ceux des comtes de Ponthieu et de Boulogne jusqu'à Mathilde, fille du comte Renaud. Est-ce d'elle qu'il est question dans le panégyrique suivant, qui est à la fin

(1) M. de Reiffenberg a publié un extrait de cette généalogie, mais il s'est arrêté aux enfants d'Eustache *as Gernons*. Voy. Mouskés, t. II, p. cccviii et suiv.

du volume? Cela est probable. Citons-le d'abord et puis nous comparerons l'histoire avec la poésie :

Mors, quom estes de tote gent haïe,
Si le devés bien estre par raison,
Qu'il n'a en vous déport ne cortoisie,
Ne qu'il auroit en un dervé (1) lion.
Or nous avés tolu à desraison,
Dont Bolenois avoit le haut renom,
La comtesse qui Dex face pardon;
Dont honeurs est et amosne abaissie,
Tant qu'il n'en a ailleurs se petit non (2).

Si doit-on bien parler après sa vie,
En tos haus lieux, et faire mension
De son franc cuer, cortois sans vilonie,
Où tote honeurs traïoit à garison (3) :
De li faisoit l'estandart au dragon (4).
Que tos adîès trover la péust-on
En largeté, sans estre hors saison.
Ne cuit que nus (5) pour bone seignorie
En liu de li volsist le roi Charlon.

Hé! Bolenois, com estes esgarée
De bonc dame! ains nus ne vit mellor.
Gentils païs, franche gent, honorée
De cortoisie, et parfaite en valor,
Or estes-vous en change de seignor.
Bien se porroit vanter au premier jor
Cil qui de vous recevra l'onor,
C'onques ne vit en nule autre contrée
Autant de gent de loiauté gregnor.

Qui fera mais bele feste criée?
Qui fera mais ne joie ne baudor?

(1) Enragé, furieux.

(2) Sinon fort peu.

(3) Venait à réconfort.

(4) Il faisait d'elle un rempart contre le génie du mal.

(5) Je ne crois pas que personne.

Qui donra mais parement ne collée
 A chevalier novel, ne bel ator,
 Quant cele a fait de cest siècle retor
 Qui des dames estoit rubins (1) et flor,
 Et son país sostenoit en vigor?
 Par qui ert mais (2) povre dame gardée
 Ne pucele de faire désonor?

» Le panégyrique est complet. Mathilde, à en croire le trouvère, était la perfection même. L'histoire cependant parle de cette princesse d'une façon bien différente. Mariée fort jeune à Philippe, dit Hurepel, fils du roi de France, elle ne paraîtrait pas avoir été le modèle des épouses. Des chroniques racontent qu'en 1234, dans un tournoi donné à Corbie, elle eut l'imprudence de laisser voir à son mari combien elle était éprise du comte de Hollande Florent IV, et que ce dernier fut tué dans une mêlée par un des chevaliers de Philippe. Quelque temps après Philippe lui-même fut *enhierbé*, c'est-à-dire empoisonné, et Mathilde demeurée veuve, céda la garde du Boulonais au roi de France pour un terme de dix années. Elle se contenta d'en toucher les revenus. La passion de Mathilde pour Florent IV n'est pas, il est vrai, un fait incontestable; on peut en dire autant des causes qui amenèrent la mort du comte de Hollande. Les chroniques de Hollande se montrent à ce sujet plus explicites que celles de France, et le doute est permis (3). Mais que dire de l'administration du comté de Boulogne abandonnée au roi de France pour dix ans? Est-ce bien là cette *bone segnorie*, dont parle le trouvère, et qui

(1) Rubis.

(2) Par qui sera désormais.

(3) Voy. *Mouskés*, t. II, vv. 28129 et 28769.

eût fait préférer cette princesse, même au roi Charlon (Charlemagne)? Est-là cette princesse *qui sostenoit son país en vigor?*

» En 1238 la reine Blanche fit épouser à Mathilde, son neveu Alfonse, frère de Sanche II, roi de Portugal, et de Ferrand, comte de Flandre. Ce second mariage ne fut guère plus heureux. Alfonse, à la demande des Portugais, alla, en 1245, prendre l'administration du royaume de son frère, auquel il succéda bientôt (1248). Le nouveau monarque oubliant les liens qui l'attachaient à Mathilde, épousa Béatrix de Cusange, fille naturelle d'Alfonse X, roi de Castille. C'était là sans doute un mariage politique, mais la comtesse de Boulogne ne pouvait facilement subir un pareil abandon. Elle partit donc pour le Portugal, et arrivée sur les côtes de la Galice, elle fut forcée de rebrousser chemin. Son mari impitoyable ne voulut pas même la voir. Dès lors sa vie se passa dans le deuil, et elle mourut à Boulogne vers 1258. On l'enterra dans la grande église, où tous les ans son anniversaire était célébré le 14 janvier. Durant le service, on faisait aux pauvres une distribution de pain et de harengs saurs, et cette aumône s'appelait *la partie Mathaut* (1).

» Le règne de Mathilde ne justifie pas, on le voit, toutes les louanges que lui a données le poète. Pourtant si l'on considère que les dix dernières années de sa vie ne ressemblent nullement aux premières, si l'on songe que les malheurs de cette princesse délaissée durent la rendre plus intéressante encore aux yeux de ses sujets, on comprendra peut-être que l'éloge funèbre publié par nous, a été vraiment l'expression publique des regrets des habi-

(1) Voy. l'Art de vérifier les dates.

tants. Sous ce rapport, nous croyons que cette pièce a un intérêt historique. Comme œuvre poétique, elle en présente plus encore : c'est un exemple remarquable de cette poésie du XIII^e siècle, cultivée avec tant de succès par les trouvères du Nord. Il y règne un sentiment de tristesse dont l'expression est toujours vraie. Le dernier couplet surtout sera lu avec plaisir, nous n'en doutons point, et l'on peut regretter que cette pièce ne figure pas dans les *Trouvères artésiens* de M. Dinaux.

» Cette revue assez longue des manuscrits que j'ai vus à Lille, à Douai, à Arras, est enfin terminée, et je désire, Monsieur le Président, qu'elle vous paraisse de nature à intéresser la Commission royale d'histoire. Il me faut maintenant, pour satisfaire à vos intentions, vous rendre compte, aussi brièvement que possible, des recherches que j'ai faites au sujet du calendrier du moyen âge.

» Ainsi que j'ai en l'honneur de vous le dire au commencement de ce rapport, il m'a été difficile de faire toutes les explorations nécessaires aux archives du département du Nord. Si j'y avais commencé l'examen des originaux, je n'aurais pas eu assez de temps pour le restant de mes recherches. Il m'a donc fallu y renoncer. En revanche les dépôts de Douai, de Lille et d'Arras m'ont fourni des documents précieux qui trouveront place dans mon grand travail. Je ne vous citerai pour le moment qu'une de mes observations nouvelles, dont la Commission d'histoire appréciera certainement l'importance.

» On rencontre fréquemment dans les dates des diplômes les noms de saint Mahieu et de saint Mathieu. Je m'étais souvent demandé si ces deux noms considérés comme synonymes, l'étaient bien véritablement, et en voyant que cette question ne faisait l'objet d'aucun doute

chez la plupart des diplomatistes, je m'en étais tenu à l'usage. Ainsi toutes les dates du jour de S^t-Mathieu ou de S^t-Mathiu, étaient comme celles de S^t-Mahieu fixées au 21 septembre. M. le baron Jules de Saint-Genois, dans son inventaire des chartes de Rupelmonde, a fait de même. Le jour de S^t-Mahieu est pour lui le 21 septembre, tout comme le jour de S^t-Mathieu. Ne trouve-t-on pas en effet les dates suivantes où le doute n'est pas permis ?

1284. El mois de septembre, le dimenche apriès le jour Saint-Mahiu (24 septembre).

(Monuments pour servir à l'histoire de Hainaut, etc., p. 22.)

1290. Ou mois de septembre, le vigille Saint-Mahiu (20 septembre).

(Inventaire des chartes de Rupelmonde, p. 160.)

» Ces exemples péremptoires permettaient donc de confondre saint Mahieu ou Mahiu, avec saint Mathieu ou Mathiu. Et cependant on rencontrait de temps en temps des dates qui remettaient la chose en doute. Ainsi :

1289. El mois de février, l'endemain dou jour Saint-Mathiu.

(Inventaire des chartes de Rupelmonde, p. 154.)

1289. Le vigille Saint-Mathiu l'apostele ou mois de février.

(Dierickx, Gendts Charterboekje, p. 65.)

» Mais c'était là, disait-on, une mauvaise orthographe du nom, et, sans aucun doute, il fallait lire Mathias, puisque les chartes étaient datées du mois de février. Eh bien, Monsieur le Président, nous avons tous été dans l'erreur,

et les mots *Mahieu* et *Mathieu* n'étaient pas synonymes au XIII^e siècle. Comme on vient de le voir, dans les dates ci-dessus, *saint Mahieu* ou *saint Mahiu* signifiait saint *Mathieu*, et chose singulière! on traduisait le mot *Mathias* par *Mathiu*, *Mathieu*. De nombreux calendriers romans sont venus m'en donner la preuve, entre autres les manuscrits de Douai n^o 223 et 221, où l'on trouve *saint Mathieu* en février, et *saint Mahieu* en septembre, et un livre d'heures appartenant à M. Gentil-Descamps de Lille, où saint *Mathias* est appelé *saint Mathiu*, et où saint *Mathieu* s'appelle *saint Mahiu*.

» Tout cela concorde trop bien avec les dates positives que j'ai citées, pour qu'on puisse ne pas être convaincu. Pour moi, je suis persuadé qu'au XIII^e siècle, la fête de *S'-Mathieu* indiquait la fête de *S'-Mathias* en février, et que, d'autre part, la *S'-Mahieu* voulait dire la *S'-Mathieu* en septembre. Il me serait possible de citer une foule d'exemples, extraits des chroniques en langue romane où le fait est fort bien prouvé. Joinville se sert presque toujours des mots *Mahi*, *Mahy*, *Mahiu* et *Mahieu* au lieu du mot *Mathieu*, et dans le roman de la Rose on trouve *S'-Mahi l'évangélis-tre*. Quant à *Mathias*, Jean de Stavelot l'appelle *Mathier*.

» Nous n'hésitons donc pas à croire que les dates du XIII^e siècle où il est question de *S'-Mathie* se rapportent à *S'-Mathias*, tout comme *Mathiu* et *Mathieu*, et c'est ainsi que nous traduirons les suivantes :

(1256. Henri III, roi d'Angleterre.) Le jeodi prechein, après le fest seint Mathie l'apostle.

(Rymer, t. I, p. 339.)

1271. Le dimenge après le saint Mathie.

(Chartrier du chapitre de Sclayn, aux Arch. du Roy.)

1282. Le samedi après le jour saint Mathieu l'apostelè.

(*Inventaire des chartes de Rupelmonde*, p. 98.)

1283. Le jour saint Mathieu l'apostle.

(*Ibid.*, p. 105.)

1284. Le jour saint Mathieu le apostle.

(*Ibid.*, p. 109.)

1290. Le merkedi devant le saint Mathieu l'apostle.

(*Ibid.*, p. 160.)

» Toutes ces dates appartiennent donc au mois de février, et celles qui sont calculées d'après le style de Pâques doivent, par conséquent, être avancées d'une année.

» Il restera maintenant à déterminer vers quelle époque on a cessé d'employer ces dénominations. J'ai quelques raisons pour croire qu'au XIV^e siècle, l'usage commençait à changer. Ainsi les calendriers de cette époque portent S^t-Mathias en février et S^t-Mathieu en septembre, absolument comme aujourd'hui. Cela ne veut pas dire que l'ancienne coutume fût entièrement abandonnée, car longtemps après, au XV^e siècle, on disait encore *S^t-Mahieu* pour S^t-Mathieu. M. Gachard m'a en effet communiqué la date suivante :

1464. Jendi veille de la feste saint Mahieu 20^e jour de septembre.

(*Compte de la recette générale des finances*, 1463-1464.)

Et la bibliothèque royale nous montre encore, dans un manuscrit du milieu du XV^e siècle, *S^t-Mathieu* au mois de février et *S^t-Mahieu* au mois de septembre,

» J'ai dit qu'au commencement du XIV^e siècle il semblait y avoir eu un changement dans l'usage. Je ne puis, en effet, me résoudre à expliquer *Mati* par Mathias dans la date que voici :

1304. Semmedi après la fieste saint Mati apostre, devant Lille.

(Willems, *De Klerck*, t. I, p. 720.)

» Il s'agit d'une charte donnée par Philippe le Bel. Or ce prince était effectivement au siège de Lille, dès le commencement du mois de septembre 1304. Le 14 de ce même mois, les habitants capitulèrent et promirent de se rendre *dedans le mercredi après ceste prochienne feste S^t-Mahiu*, si à cette époque ils n'avaient pas reçu de secours et si la paix n'était pas conclue; le même jour Philippe ratifia cette capitulation.

» Nous trouvons donc ici l'emploi des deux usages presque simultanément. Le roi date de la *fieste saint Mati* (1), et les commissaires de la capitulation nomment ce même jour la *feste S^t-Mahiu*. Que devons-nous en conclure, sinon que la réforme de ces deux étranges dénominations était bien près de s'établir? Guillaume de Nangis, qui mourut vers 1302, nous en fournit aussi la preuve. On sait qu'il existe de sa chronique un texte latin et un texte français, et que tous les deux sont de lui. Dans l'un je lis : *abbatem S^t Dyonisii in Francia Matæum*..., et dans la traduction : *l'abbé de S^t-Denys qui avoit nom Matyeu*. Le moyen d'ex-

(1) La date suivante : 1285 le jour saint Mathi (*Inventaire des Chartes de Rupelmonde*, p. 120), devrait aussi, d'après cet exemple, être portée au mois de septembre, ainsi que M. le baron Jules de S^t-Genois l'a conjecturé.

plier toutes ces anomalies serait peut-être de rechercher si ce n'est pas, en définitive, une simple différence de dialectes. Il faudrait pour cela des objets de comparaison qui nous ont manqué, mais que l'on trouvera peut-être (1).

► Les mêmes noms dans les langues germaniques donnent lieu à des difficultés semblables. Un calendrier bas-allemand du XIV^e siècle (bibl. roy. n° 14686) nous donne en février *Sent Matheis dach* et reproduit le même nom en septembre. Pilgram avait déjà signalé ce fait dans les documents allemands : *Difficile saepe est, dit-il, dignoscere inter festum S. Mathiae et festum S. Mathaei*. Il cite : *Matheus tag, sant Matis, sant Mathys tage, sand Mathie tag, sand Mathies, S. Mathyns tag vor vasching, S. Mathinsen tag, sand Mathias tag*, et enfin, ce qui met le comble à la confusion, *sand Mathias tag des zwelfspoten und ewangelisten* (2).

► La règle générale au XIV^e siècle dans les calendriers flamands ou hollandais, c'est de traduire Mathias par *Matthijs* et Mathieu par *Matheus*. Nous avons même des dates fort positives, entre autres :

1321. Des goensdaechs na sente Matheus dach, aposteles ende ewangelists.

(Willems, *De Klerck*, t. I, p. 764.)

(1) N'y a-t-il jamais eu d'exception à cette règle, même au XIII^e siècle? je n'oserais l'affirmer. Voici, par exemple, la date d'une charte de Nivelles qui s'y montre contraire : 1272, *le dimanche devant la feste saint Mathiu li apostle et ewangeliste* (Cartul. de Nivelles, f° 493, aux Archives du Royaume). Aussi dois-je répéter que c'est l'examen des dialectes qui peut seul nous faire découvrir la vérité.

(2) Pilgram cite, en outre, deux proverbes qui éclaircissent encore moins la question. On dit en parlant de saint Mathias : *Matheis brichtz eis* ; c'est notre

» D'après cette règle, nous serions tenté de traduire les mots allemands *Matis*, *Mathys*, *Mathie*, *Mathies* par le mot *Mathias*. *Mathyns tag vor vasching*, n'est pas douteux non plus et nous explique *Mathinsen tag*; c'est également *Mathias*. Mais comment expliquer le saint *Mathias*, apôtre et évangéliste, sinon en disant qu'il doit y avoir ici une erreur?

» En résumé, je pense que l'on doit traduire *Mathys* par *Mathias*, sauf certaines exceptions fort rares; selon moi, la date suivante est donc du mois de février :

1315. Up sente Mathys dach (1).

(*Cartul. de St-Michel d'Anvers*, marqué MIC, fol. 47, aux Archiv. du royaume.)

» Au moment de terminer mon rapport, je reçois de M. Backhuisen une nouvelle qui doit intéresser M. le chanoine de Ram. Ayant appris que ce savant devait faire un voyage en Hollande, je le priai de vouloir bien me rapporter quelques renseignements sur le manuscrit de la traduction de Dynterus qui fait partie du fonds Gérard à la bibliothèque de La Haye. M. Backhuisen a eu l'obligeance de faire cette recherche et m'a remis une note de M. Jonckbloet, dont voici la substance : « Le manuscrit Gérard est une copie moderne incomplète, puisqu'il ne renferme que le 5^e livre et les 15 premiers chapitres du 6^e. Mais la Bibliothèque royale de La Haye possède, sous le n^o 936, un autre manuscrit in-fol. sur papier, qui contient aussi une

Mathias qui casse les glaces. Mais on dit également en parlant de saint Mathieu : *Mathies macht d' Weinber süss* (Mathieu rend le raisin doux). Nous soupçonnons qu'il faut lire *Matheus* dans ce dernier exemple.

(1) *Te sinte Matijs was er nog geen tjs*, dit un proverbe de la Gueldre Voy. Buddingh, *Westland*, p. 345.

traduction française de Dynterus. Ce volume, dit M. Jonckbloet, est de la fin du XV^e siècle ou des premières années du XVI^e. Il contient l'histoire des ducs de Brabant, depuis 1286 jusqu'à 1463 (!). Le dernier chapitre est intitulé : *Comment les communes de Liège se resmurent pour ce qu'ilz ne voldrent point paiier ce à quoy s'estoient composés.* »

» Ce dernier manuscrit va donc plus loin que la chronique de Dynterus, qui s'arrête à l'an 1442, mais ce n'est point là un motif suffisant pour concevoir des doutes. N'est-il pas possible que Jean Wauquelin, le traducteur français, ait fait une continuation jusqu'à l'an 1463 ? Dans ce cas, le manuscrit de La Haye aurait même pour nous un double prix, car nous y trouverions la fin du VI^e livre qui nous manque, et de plus, un fragment original sur toute la fin du règne de Philippe le Bon. Je ne doute pas que cette nouvelle ne soit agréable à l'éditeur de la célèbre chronique brabançonne.

» Veuillez, monsieur le Président, agréer l'expression de mes sentiments les plus dévoués.

Le chef du Bureau paléographique,

» ÉMILE GACHET.

» Bruxelles, 5 octobre 1850. »

COLLECTION DES CHRONIQUES.

M. de Ram met sous les yeux de la Commission les premières feuilles de la chronique des ducs de Brabant, de Dynterus.

Sur sa proposition, la Commission décide que M. Émile

Gachet se rendra à La Haye, pour vérifier, à la bibliothèque royale de cette ville, le texte de la traduction française du Dynterus, qui est contenu dans le manuscrit n° 936.

M. le chef du Bureau paléographique examinera en même temps les autres manuscrits qui pourraient intéresser la Commission, par rapport aux publications dont elle s'occupe.

— M. Gachard, après avoir fait connaître que l'impression du 1^{er} volume de la *Collection des Voyages des souverains de la Belgique* est commencée, ajoute :

« Conformément à la résolution prise dans la séance du 2 mars 1836 (1), ce volume contiendra, indépendamment de la relation du premier voyage de Philippe le Beau en Espagne, écrite par Antoine de Lalaing, seigneur de Montigny, et du récit du deuxième voyage de l'Archiduc, dû à la plume de Jean Lemaire de Belges, les itinéraires du même prince et des souverains, ses prédécesseurs, qu'il m'a été possible de recueillir dans les archives de l'ancienne chambre des comptes de Bourgogne à Dijon, dans celles de l'ancienne chambre des comptes de Flandre à Lille, dans les archives générales du royaume à Bruxelles, et dans la bibliothèque *Goethals-Vercruysse* à Courtrai.

» J'ai signalé précédemment à la Commission (2) plusieurs des comptes des archives de Lille, où était retracé l'itinéraire de Philippe le Bon pendant certaines années. Tout récemment, j'ai fait un nouvel et très-attentif examen de la collection de ces comptes, et j'y ai découvert des indications qui m'avaient échappé la première fois : de sorte que, en définitive, les itinéraires dont sera précédée

(1) *Bulletins*, 1^{re} série, tom. I (1^{re} édition), pp. 132-138.

(2) *Ibid.*, pp. 197 et suiv.

la relation du seigneur de Montigny, seront les suivants :

» 1^o Itinéraire de Philippe le Hardi, du 1^{er} février 1395 au 31 janvier 1405 ;

» 2^o Itinéraire de Jean sans Peur, du 1^{er} juillet 1411 au 10 septembre 1419 ;

» 3^o Itinéraire de Philippe le Bon dans les années 1427, 1428, 1441, 1462, 1463, 1464, 1465 et 1466 ;

» 4^o Itinéraire de Maximilien dans les années 1484, 1486 et 1488 ;

» 5^o Itinéraire de Philippe le Beau en 1497. »

— La Commission décide que le premier volume des *Voyages des Souverains* sera orné du portrait de Philippe le Beau, gravé d'après l'original existant en la cathédrale de Bruges ; elle confie l'exécution de cet ouvrage à M. Calamatta, associé de l'Académie, directeur de l'École royale de gravure.

Et, comme elle ne connaît d'autre manuscrit du deuxième voyage de Philippe le Beau en Espagne, que celui qui est conservé à la Bibliothèque nationale de Paris, fonds Du Puy, volume n^o 505, elle prend la résolution d'écrire à M. le Ministre de l'intérieur, afin qu'il veuille bien faire faire, auprès du gouvernement français, les démarches nécessaires pour que ce manuscrit soit confié à la Commission.

BULLETIN DES SÉANCES.

La liste des corps, des établissements et des personnes auxquels le *Bulletin* sera distribué gratuitement, est définitivement adoptée.

Copie en sera transmise à M. le Ministre de l'intérieur, ainsi qu'à M. le secrétaire perpétuel de l'Académie.

COMMUNICATIONS ET LECTURES.

M. Arsène Loin, préposé au classement des archives judiciaires à Mons, envoie une relation des cérémonies observées, lors de l'installation du comte Philippe de Laing, comme grand bailli de Hainaut, à Mons, à Soignies, à Maubeuge et à Valenciennes, en 1574.

Sur le rapport de M. Gachard, l'insertion de ce document dans le *Bulletin* est ordonnée.

— M. de Ram communique des *Particularités concernant le règne des ducs de Brabant, Jeanne et Wenceslas*, extraites des comptes des fiefs de Brabant de 1368 à 1388.

Insertion au *Bulletin*.

— M. Gachard présente une collection de *Lettres écrites par les souverains des Pays-Bas aux états de ces provinces, depuis Philippe II jusqu'à François II (1559-1794)*.

Insertion au *Bulletin*.

COMMUNICATIONS.

I.

Relation des cérémonies observées lors de l'installation du comte Philippe de Lalaing, comme grand bailli de Hainaut, à Mons, à Soignies, à Maubeuge et à Valenciennes, en 1574.

(Communiqué par M. Arsène Loir.)

Le xii^e jour du mois de mars 1573(1), retournant de l'hostel de Saint-Ghislain, où estoient assemblez les députez des estatz, avoit, par monseigneur de Vaulx, lors comis au gouvernement de la ville de Mons, pour cause de la surprise d'icelle, rentré à l'hostel de Liessies où que il estoit logié, esté déclaré à MM. du conseil comme, la nuicte précédente, il avoit receu lettres, par la poste, que monseigneur de Noircarmes, lieutenant, capitaine général et grant bailly de Haynnault, estoit décédé à Utrecht, le vendredy, v^e dudict mois, et que l'on avoit beaucoup perdu, estant les inhabitants de ladicte ville et aultres plus que obligiez à pryer Dieu pour son âme, etc. Au moyen duquel trespas, Séverin Franchois, retourné à sa maison avec aultres du conseil, telz que Guillaume le Bèghe, Antoine Lebrun, Philippe de le Samme, Quintin Dupret, Gilles de Buzegnies et moy, Joveneau(2), avoit demandé comme l'on averoît à soy conduire et reigler au fait de la justice. Et, premiers entrer à dire advis, fut par moy, ledict Joveneau, esté querre le m^e registre de la court à Mons, du temps feu Gilles de Bievène, jadis greffier, pour veoir comme l'on en avoit uzé ensuyvant le trespas de monseigneur

(1) 1574, n. st.

(2) Greffier de la cour.

de Molembaix. Et, après avoir faict lecture de ce que s'estoit conclud et passet lors, avoit par lesdicts conseilliers esté trouvé fort bon, meisme résolu de l'ensievir au pied; néanmoins, premiers en faire advertence audict seigneur de Vault, pour savoir s'il le trouveroit bon, meisme s'il ne trouveroit expédient d'en faire déclaration aux prochaines journées servantes de ladicte court. Et, après par moy Joveneau, ledict jour, avoir discourrut le tout à icelluy seigneur de Vault, avoit trouvé bon de sievir le piedt que l'on avoit tenu au faict de la justice, par le décez dudit seigneur de Molembaix, mais n'estoit mestier d'en faire quelque déclaration auxdictes journées servantes, parce qu'il n'estoit encoire adverty de Son Excellence (1), ny de la court, du trespas dudit seigneur de Noircarmes, ains seulement par amys : quy avoit causet ne faire à icelles journées quelque déclaration ny advertence dudit trespas, ains besongnier au fait de la justice, sicomme, pour la court, à toutes journées servantes et affaires requises, soubz le nom des féodaulx, et, pour l'office du bailliaige, soubz le nom des seigneurs du conseil de Sa Majesté : tenant par lesdicts du conseil plaix du bailliaige, terraiges, matières bénéficiales, audience et toutes autres journées servantes en dépendant; mesme uset du seel de l'office dudit bailliaige, comme ilz ont acoustumez faire en l'absence de monseigneur le grant bailly de Haynnault, estant icelluy seel es mains dudit Séverin Francoys, comme y déleissié par ledict feu seigneur de Noircarmes, à son partement pour Holande, après ladicte ville de Mons remise es mains de Sa Majesté.

Raisons, pour le fait de la court : que les hommes féodaulx d'icelle avoient de loing temps aconstumez de administrer la justice en l'absence du grant bailly de Haynnault, par tenir journées servantes, recevoir requestes, et baillier apostilles sur requestes à eulx adreschantes et autrement; que leur auctorité

(1) Le grand commandeur de Castille, don Luis de Requesens, gouverneur général des Pays-Bas.

ne derive d'un grant bailly de Haynnault, ains de ladicte court, par renforcement, joint que la justice ne doit mendier si avant que se poelt trouver remède;

Pour le bailliaige, que lesdicts du conseil sont juges et ont toute-puissance, jusques qu'il plairoit au prince aultrement y pourveoir : aussey, puisqu'ilz avoient acoustumez de tenir plaix en l'absence dudict seigneur grant bailly de Haynnault, le povoient aussey bien faire après son trespas;

Que ung grant bailly de Haynnault est comme ung chancelier ou président d'autre pays; que, quant tel chancelier ou président vont de vie à trespas, l'aisnet du conseil tient le lieu, adfin que la justice ayt son cours, et qu'elle ne mendie, comme aussey elle ne doit cesser ny morir;

Aussey ne se trouve que en aucun pays la justice soit retardée par le trespas des officiers principaulx, ains les aultres du conseil vaquent au fait de ladicte justice;

Et, quant un seigneur hault justicyer de ce pays va de vie à trespas, sy est-ce que ses bailly, mayeur, eschevins, sergians et aultres officiers exersent le fait de la justice, tant que aultre seigneur, ayant prins possession, les viègne destituer;

Fait aussey à considérer que le Roy, nostre sire, est présentement en Espagne : quy polroit causer n'estre sy tost pourveu d'un grant bailly de Haynnault, au moyen de quoy n'y averoit apparence de leissier mendyer la justice :

Avec plusieurs aultres raisons déclarées par le devantdict m^{re} registre Bievème, foliis 70 et 71.

Quelque temps après la conclusion et résolution que dessus, avoit, de la part du gouverneur de ce pays, esté envoyé lettres à messieurs du conseil, contenant ce que s'enssuyt :

**DON LOYS DE REQUESENS ET DE ÇUNIGA, GRAND COMMANDEUR DE CASTILLE,
LIEUTENANT, GOUVERNEUR ET CAPITAINE GÉNÉRAL.**

Très-chiers et bien amez, vous aurez entendu le volloir de Dieu avoir esté d'appeller à soy le seigneur de Noircarmes; lieutenant et

grant bailly de Haynnault. Et, pour ce que désirons que la justice en Haynnault ne cessasse, pendant que se va advertissant le Roy du trespass dudit seigneur de Noircarmes, jusques à ce que Sa Majesté y aura pourveu, pour obvyer à l'intérêt que beaulcop de parties en sentiroient, nous avons bien voulu vous faire ce mot, adfin que nous advertissiez incontinent de la forme que se auroit à tenir, pour commettre quelcun pour exercer l'estat et office de grant bailly, par provision, jusques à l'ordonnance susdicte de Sadicte Majesté, pour, vostre response veue, y ordonner comme se trouverat apertenir. A tant, très-chiers et bien amez, Nostre-Seigneur vous ait en sa sainte garde. D'Anvers, le xii^e jour de mars 1575. *Signé* : D. LOYS DE REQUESENS. *Souscript* : BERTY.

Et sur le dos y avoit superscript : A noz très-chiers et bien amez, ceulx du conseil du Roy, à Mons.

Response auxdictes lettres.

Monseigneur, pour respondre à celles qu'il a pleut à Vostre Excellence nous escrire, du xii^e de ce mois, pour l'ordre quy se polrat donner, par provision, à l'estat de grant bailly de ce pays, vacant par le décez de feu monseigneur de Noircarmes, dont l'âme soit en repos, avons trouvé bon d'envoyer jointement le double de la première commission de mondict feu seigneur de Noircarmes, quy estoit aussy par provision : par où Vostre Excellence serat informée de tout ce quelle désire sur ce fait.

Monseigneur, Dieu, nostre Créateur, voeille à Vostre Excellence donner très-heureuse et longhe vie; nous recommandant très-humblement à la bonne grâce d'icelle. De Mons, le xiiii^e mars 1575. *Plus bas* : De Vostre Excellence très-humbles et très-obéyssants serviteurs, les gens du conseil du Roy, à Mons. *Signé* : S. FRANCHOIS. *Superscript* : A Son Excellence.

Le lundi, xxix^e jour du mois de mars 1575 avant Pasques, suivant la conclusion cedict jour prinse à la maison de Séverin Franchois, conseiller ordinaire du Roy et premier clerc de l'office du bailliaige de Haynnault, pour son indisposition et absence, furent assemblés, à la maison du greffier de la court, Guillaume

le Bèghe, Antoine Lebrun, Philippe de le Samme, aussy conseillers ordinaires du Roy; Philippe du Trieu, Jacques le Febvre, Guillaume du Mont, Philippe Huvelle, advocatz en la court à Mons; Loys Carlier, greffier de l'audience; Jehan Longhehay, greffier criminel de l'office du bailliaige de Haynnault; maistre Jehan Tahon, lieutenant du prévost de Mons; Nicolas Moreau, greffier de la court des mortes-mains; Gilles Lelièvre, greffier de ladicte prévosté, et Jacques Joveneau, greffier de ladicte court : que lors, par ledict Joveneau, avoit esté déclaré, comme monseigneur le comte de Lalaing, pourveu de l'estat de grant bailly de Haynnault, par le trespas de monseigneur de Noircarmes, devoit au lendemain faire son entrée en ceste ville, y ayant à cest effect envoyé son maistre d'hostel, pour en faire advertence : par quoy convenoit adviser quel ordre se polroit prendre pour aller au-devant de luy. Et, après avoir visité les registres, en espécial ce que s'estoit fait à la venue de feu monseigneur le marquis de Berghes, comme le trouvant bon, fu conclu de l'enssiévir.

Et, au lendemain, pénultiésme desdicts mois et an, lesdis du conseil, avec les advocatz de la court à Mons, greffier et aultres supostz d'icelle court, meisme aucuns gentilzhommes y requis par les sergeans de ladicte court et office du bailliaige de Haynnault, en vertu de trois billetz que leur avoit fait et délivré ledict Joveneau, greffier, par l'avis desdis conseillers, sicomme : l'un d'iceulx billetz pour lesdis conseillers, greffiers et aultres de l'office; le second pour les advocatz de ladicte court et aucuns postulans ayans fait requeste pour aussy estre advocatz, et le m^e pour les gentilzhommes.

Lesquels, par ensemble, du moins la pluspart, sauf lesdis gentilzhommes, s'estoient, sur les deux heulres et demye puis noesne, assemblez tant en la court dudict Séverin Francois, que pied du Chastel à Mons et au-devant d'icelle; et, party sur les trois heulres, et lesdis gentilzhommes quelque peu devant, sortant par la porte de Håvrech, en ordre, les sergeans de la court et bailliaige tout devant, ayant par lesdis du conseil rencontré

ledict seigneur comte de Lalaing sur les bruyères approchant le bois d'Oubourgs, qui estoit seullement accompagné des gentilzhommes de sa maison, bailly et recepveur de Condet et aultres de sa sieulte, avec aucuns archiers de sa bande d'ordonnance : que lors Guillaume le Bèghe, conseiller et avocat de Sa Majesté, pour l'indisposition et absence de Séverin Francois, aussy conseiller et premier clerckue dudict office et bailliaige, au nom de toute sa sieulte et compagnie, en gratiffyant la venue dudict seigneur comte, avoit fait, estant à cheval, la proposition que s'enssuyt :

Monseigneur, messieurs du conseil du Roy, nostre sire, les advocatz de la court à Mons, les [supostz] d'icelle et de l'office du bailliaige de Haynnault, [icy] présens, viennent vers Vostre Seigneurie faire à icelle [la révérence], estans fort joyeux qu'il a pleu à Sa Majesté pourveoir Vostre Seigneurie des estats de gouverneur, lieutenant, capitaine général et grant bailly de ce pays et comté de Haynnault; offrant à Vostre Seigneurie tous services à leur pouvoir, en tout ce qu'il plairait icelle leur commander, non pas seulement ès qualitez de leurs offices, mais aussy en tous aultres endroitz à eulx possibles.

Lequel seigneur fist response qu'il merchioit bien lesdis du conseil et aultres, et qu'il espéroit bien soy conduire avec eulx par leur bon advis, conseil et autrement.

Ce fait, lesdis du conseil, advocatz et aultres de leur sieulte s'estoient mis en ordre, marchant derrière ledict seigneur, qui à cest effect avoit fait rethirer ses paiges.

Et, tost après, estoit venu aussy le bienvœiller et gratiffier monseigneur de Vaulx, gouverneur de la ville de Mons, pour cause de la surprise d'icelle, estant en housse, accompagné du seigneur de Bernissart. Et, après par ledict seigneur de Vaulx avoir donné la salutation et bienvenue audict seigneur comte, s'estoit mis à son costé gauche, et, quasy au meisme instant, icellui seigneur comte avoit appelle par diverses fois ledict seigneur de Bernissart, et le fait demorer à son costé dextre; et

marchant en tel ordre, assavoir : les sergens de la court, bailliaige de Haynnault et archiers d'ordonnance tout premier; en après, les seigneurs et gentilzhommes devant ledict seigneur comte, et lesdis du conseil, advocatz et supostz de la court le siévant derière, estoit entré en la ville par la porte de Havrech, environ les quatre heures, et soy esté loghier à l'hostel de monseigneur le duc d'Aerscot, con dist de Chimay.

A laquelle porte de Havrech, par dedens la ville, l'atendoient les seigneur, mayeur, eschevins et gens du conseil de ladicte ville de Mons, estans à pied, combien que, ci-devant, pour son feu père, feux seigneurs duc d'Aerscot et Molembaix, euissent esté à cheval, comme se trouve par registres, ayant fait, par maistre Franchois Gaultier, pentionnaire à icelle ville, la proposition telle qu'il est de coustume, et que luy estoit enchargié par lesdis eschevins et conseil. Et, après avoir acompagné ledict seigneur comte jusques ledict hostel de Chimay, chascun s'estoit rethirét à sa maison, sans, pour ce jour, y avoir plus esté, du moins en nombre.

Au lendemain, dernier jour dudict mois de mars, mondict seigneur le comte de Lalaing fist assembler ceux du conseil pour se trouver en son hostel environ dix heulres du matin, comme ilz feirent, ayant demandé de veoir les sermens qu'il luy convenoit faire: ce que luy fu monstré et lieult par ledict Joveneau, meisme luy en délivré copie à sa requeste. Sy avoit lors par lesdis du conseil esté demandé de veoir sa commission, qu'y au meisme instant l'avoit envoyé querir et leur monstré; qu'ilz avoient [lieult] entre eulx, tout et au loing, et, siévant ce, l'avoient rendu audict seigneur, lequel tost après s'estoit [party de] sondict hostel et en allet, acompagné desdis [du conseil], le seigneur de Bernissart et plusieurs aultres, à l'église Sainte-Wauldru, où qu'il avoit oy la messe, [et icelle] achevée, entré au cœur, où que estoient les dammes et damoiselles d'icellui chapitre; et, estant ledict seigneur au-devant du grant autel, le devantdict Anthoine Lebrun, pour l'indisposition et absence dudict Séverin Franchois,

conseillier de Sa Majesté et premier clerc de l'office du bailliage de Haynnault, et aussy que Guillaume le Bèghe s'en estoit excusé, avoit fait lecture, à haulte voix, de la commission dudict seigneur grant bailly; et, prestement ladicte lecture faicte, iceluy seigneur avoit fait le serment acoustumé, que Jehan Bulte, lors greffier dudict chapitre, avoit leu, contenant ce que s'ensuit :

Monseigneur, vous jurez, sur les saintes évangilles quy cy sont, et sur le benoit affique quy cy est, que l'église madamme sainte Wauldru de Mons, les personnes d'icelle, leurs biens, les lettres, les chartres, les previlégés, les franchises, les libertez et les anchiennes coutumes de chéyens approuvez, vous warderez et tenrez bien et loyaulment, à vo pooir, et ferez droit et loy au pays. Sy vous ait Dieu et chil saintz-chy, et tout ly aultres. Et ainsy vous le jurez.

Ce fait et achevet, ledict seigneur comte, ainsy acompagné que dict est, estoit allé à l'église Saint-Germain, dont au cœur d'icelle estoient atendants les mayeur et eschevins de ceste ville de Mons, avec leur pentionnaire et greffiers : que lors fut aussy par ledict Lebrun fait lecture de sa commission, et presté le serment acoustumé, tel que s'ensuyt :

Sire bailly, sy jurez-vous par vostre serment que la ville de Mons, tous les bourgeois et masuyers d'icelle, comme bailly de Haynnault, vous garderez et les maintenez, par le loy et jugement des eschevins de ladicte ville, de tous cas dont eschevins doibvent jugier, et de tous aultres cas par la loy souveraine de la court de Mons, et par les pointz des chartres faisant mention de la loy, des coutumes et de le paix de le comté de Haynnault; et tenrez et ferez tenir les querques que les eschevins de Mons querqueront aux juteurs dont ilz sont chief-lieu; et se tenrez aussy et ferez tenir toutes les chartres, lettres, previlégés et franchises que la ville a de monseigneur et de ses prédicseurs; et garderez les orphenins et les vefves. Et ce jurez-vous sur tous les benoitz sains de paradis, et sur les saintes évangilles quy cy sont.

Après ledict serment fait et achevet, iceluy seigneur comte,

avec sa sieulte, estoit retournet à sondict hostel, [où] tost après se misrent au disner, par ensemble:

Le joedy, premier jour du mois d'april oudict an, ledict seigneur comte, acompaigné du seigneur baron d'Aubigny estant venu à Mons, aussy ledict seigneur de Bernissart et plusieurs autres gentilzhommes, avec lesdis seigneurs du conseil, s'estoit party sur les sept heures du matin, pour aller à Songnies. Et aprochant la justice au-delà du bois, et en bas d'icelle justice, prochant ung fon qui démontre avoir ci-devant esté à usance de vivier, estoient [à cheval] plusieurs dudit Songnies, venu au-devant de mondict seigneur le bienveiller, sicomme : maistre Charles....., prévost de chapitre, maistre Philippe Leurent....., Gilles de Boudry, bailly dudit Songnies, Michel....., massart d'icelle ville, Simon Desenffans, George Bonnet, commis de ladicte ville, Philippe de Froymont, Vinchien d'Esperies, Bertrand de Forrest, Dominique Persel, jurez, et Jehan le Duc, sergent du bailliaige de Haynnault; lequel Boudry, bailly, s'estoit mis à piedt, donnant à la Seigneurie de mondict seigneur la bienvenue, de la part de ceulx desdis de chapitre et de la ville; suplyant Sadicte Seignourie de les vouloir maintenir en leurs droits et previlèges, comme souverain gouverneur et grant bailly de ce pays, lequel feist responce qu'il les remercyoit et qu'il les maintiendrait selon que ses prédicesseurs avoient fait. Ce fait, estoient passet oultre, acompaigné comme dessus, et aussy du seigneur de Cherrens, ayant espouzet la damme de Herripond, quy aussy estoit venu au-devant de luy. Et, venu audict Songnies, ledict seigneur comte ally deschendre au logis du Heaulme. Et, après avoir illecquelque peu séjourner, estoit allé en l'église monseigneur saint Vinchien, où qu'il avoit oy messe, et, icelle achevée, entré au cœur au-devant du grant autel; ouquel lieu, après lecture de sa commission, que fist le devantdict Anthoine Lebrun, pour la maladie et absence dudit Séverin Franchois, iceluy seigneur comte avoit fait le serment tel que s'enssuit, que avoit leu ledict sieur doyen, présent le colliège.

Chier sire, vous jurez cy-endroit, comme baillly de Haynault, sur le chief monseigneur saint Vinchien, que les chartres et privilèges fais de nos très-redoubtez seigneurs et princes, et par ioeux jurées, et pareillement par vos prédicesseurs, baillieux de Haynnault, vous tenrez et warderez, et ferez tenir et warder par vos subjectz, officiers et sergens, bien et enthièrement, sans de riens aller allencontre, en tout ne en partye. Item, vous jurez que vous warderez l'église de Songnies, les personnes d'icelle, les habitans de le terre de Songnies et leurs biens, léallement et enthièrement, et les leurs adroit(1), et hosterez de forche. Et, en telle manière, vous le jurez, à tenir enthièrement, sur les saintes évangilles quy cy sont présent.

Ce fait, ledict seigneur, acompagné comme dessus, retourna disner à son logis, et, tost après, ledit disner achevet, estoit party d'illecque, et retourné ce meisme jour à Mons. Sy fu banquerter à la maison de Philippe Franneau, recepveur des aydes, avec le seigneur de Bernissart et aucuns du conseil.

Lelendemain, vendredy, second jour dudict mois d'apvril, ledict seigneur comte de Lalaing, acompagné desdis seigneurs barons d'Aubigny, Bernissart, de Serrens et aultres, avec lesdis du conseil et aucuns de l'office du bailliaige, sauf le Bèghe qui estoit demoret audict Mons, par estre lasse d'aller à cheval, à cause de son grant éaige, s'estoient party de ladicte ville de Mons pour Mauboege, sur les sept heures du matin; et, venu oultre le bois dudict Mauboege, avoient illec trouvé messire Robert de Sivry, dict de Buach, seigneur d'Americourt, prévost d'icelle ville, aussi ung surnommé Bouloigne, baillly aux dammes de chapitre Sainte-Aldeghonde, avec pluisieurs aultres de la loy et communaulté, quy venoient au-devant dudict seigneur le bienveillier; et après, par ledict Sivry, prévost, luy avoir donné la salutation et fait la révérence à cheval, ledict de Bouloigne, baillly, s'estoit mis à pied, et le gratiffyé en la manière acoustumée.

Ce fait, estoient passet oultre, thyrant vers Mauboege, quy

(1) Sic dans le registre.

n'avoit esté sans, par ledict seigneur de Mericourt, prévost, et quelque aultre personnaige de son costé, faire pluisieurs thours de lièvre sur les champs avec leurs chevaux. Et, venu près la ville dudict Mauboege, avoit sur les thours et rampars d'icelle esté déserréz aucunes harquebouzes à crocques. Estant entré en icelle ville en bonne ordre, ledict seigneur comte estoit deschendu au logis dudict Mericourt, où qu'il avoit bien peu séjournet; et, suyv-
 vant ce, s'en allet à l'église madamme sainte Aldeghonde et en icelle oy la messe, sicomme en la chapelle du feu doyen Gipu. Laquelle achevée, estoit entré au cœur, audevant du grant autel, et, en la présence de la damme abesse et damoiselles d'icelluy chapitre, siévant lecture de sa commission par ledict Lebrun, pour les causes dictes, avoit fait le serment acoustumé, tel que senssuit:

Nous, Philippe, comte de Lalaing, grant bailly de Haynnault, jurons, sur les saintes évangilles, que nous garderons les droitures et coutumes, droix, privilèges et juridictions de l'église, pareillement du seigneur comte du pays, aussy la loy de la ville et les anciens usaiges, comme bailly, à nostre pover.

Et, en sortant par ledict seigneur grant bailly hors de l'église, estant au-devant du portal d'icelle, où il y a deux pierres bleut, icelluy seigneur marchant sur lesdictes deux pierres, avoit fait le serment aux mayeur et eschevins dudict Mauboege, tel que s'ensuit :

Monseigneur le bailly, les droitures et loy de la ville de Mauboege, le jugement des eschevins d'icelle, les orphènes et les vefves, aussi les anciens éditz et usaiges que y sont maintenus pour le bien commun, et toutes les franchises et libertez, chartrez et seeliez, que les comtes et comtesses de Haynnault ont par ci-devant donnez et accordez à icelle ville de Mauboege, vous jurez cy-endroit, par vostre serment, à garder et faire garder et entretenir, comme bailly de Haynnault.

Siévant lesdis sermens fais et achevez, ledict seigneur comte

avoit esté disner à la maison dudict seigneur de Mericourt, prévost par....., avec lesdis seigneurs baron d'Aubigny, Bernissart et aultres, meisme aucuns du conseil. Sy avoient aultres du conseil disné à la maison de la ville avec les eschevins, par en estre aussy réquis; et plusieurs aultres au logis de l'Escu de France, où qu'estoient deschendus et esté logié les gentilzhommes dudict seigneur comte, comme à l'estat, où qu'il avoit fait préparer le disner pour tous de sa compaignie y voeillans aller. Tost après, ledict disner achevet, s'estoit icelui seigneur party pour Vallenchiennes, et esté banqueter et couchier à la Longheville, à la requeste dudict seigneur baron d'Aubigny; et, quant ausdis du conseil et aultres de sa sieulte, estoient allez à Bavay, et par eulx aussi banqueté au logis de l'Ange, comme à l'estat de mondiet seigneur, où qu'estoient la pluspart de son escuyrie et banquet préparé.

Au lendemain, sabmedy m^e d'avril, nuicte de Pasques florie, sur les six heulres du matin, ledict seigneur comte, acompagné desdis seigneurs barons d'Aubigny, Bernissart et aultres, marchant pour Vallenchiennes, avoit passé au travers la ville dudict Bavay, qui fut siévy par lesdis du conseil et aultres illec logié.

Dont, de la part de la mère de soeres grises d'icelle ville, assistée d'une sienne compaignie, luy fut présenté, avec la révérence, certain petit bouquet, qu'il accepta et receut de fort bon gré, sans toutesvoies soy arrester; et venu sur les champs, distance dudict Bavay d'un quart de lieuwe, ledict seigneur baron d'Aubigny, à la requeste d'iceluy seigneur comte, avoit prins congié de Sa Seignourie, prenant le chemin pour ladicte Longheville, et ce, pour aultant qu'il sembloit ne se porter fort bien, marchant tousjours par Sadicte Seignourie vers ledict Vallenchiennes. Et aprochant icelle ville, comme environ demy-lieuwe, estoient venu au-devant de luy le bienveillier le seigneur de Hamette, prévost dudict Vallenchiennes, acompagné de plusieurs aultres officiers d'icelle ville. Tost après estoient aussi venu assez bon nombre de gentilzhommes de ladicte ville, suyvant ce plusieurs bourgeois; et par après le chastellain du chasteau, avec son lieutenant et quelque

capitaine allemand, et le tout à cheval : de sorte que la compagnie estoit tellement augmentée, que, entrant audict Vallenchiennes, y pouvoit bien avoir, y comprins monseigneur l'abbé de Hasnon, quy aussy estoit venu bienveillier ledict seigneur, estans tous entrez par la porte Cardon. Se y avoit, à deux rengz, du loing la rue, des harquebouziers et picquenaires allemands entremeslez, quy n'avoit esté sans avoir faict plusieurs harquebouzades, lorsque l'on marchoit à deulx, depuis ladicte porte jusques et..... oultre l'hostel d'iceluy seigneur, où qu'il estoit descendu; lequel tost après avoit esté oyr la messe à Saint-Paul, et siévant soy transporté sur les halles, comme à la [maison] eschevinalle dudict Vallenchiennes, auquel lieu, après lecture de sadicte commission que fist le devantdict Lebrun, pour les raisons prédites, iceluy seigneur avoit fait le serment tel que s'enssuit :

Vous fyanchez par foy et jurez sur sains que vous sauverez et warderez les bourgeois de le ville, et les bourgeoises, et les masuyers, aussy leurs corps et leur avoir, dedens le ville et dehors, et les demeurez et maintenez par le loy de le ville et par le jugement des commissaires du Roy, nostre sire, ordonnez en icelle, tenant lieu des jurez de le paix, et ferez les ayeuwes tenir et accomplir, sy avant que ly loix de le ville enseigne, et asseurez lesdis commissaires et les mayeurs et il vous, et ferez droit et loy entre toute gent, à voz sens et à vo pouvoir.

Ce serment ainsy fait, il doit baisier les sains, et baisier le prévost, au nom des jurez, et le mayeur.

Siévant quoy, ledict seigneur s'estoit rethiré à sadicte maison et hostel, où qu'il avoit disné avec lesdis du conseil et aultres de sa sieulte, ayant par luy retenu à sondict disner ledict seigneur de Hamette, prévost, quelque capitaine allemand et pluisieurs aultres dudict Vallenchiennes. Et, après icelui disner achevet, s'estoit party dudict Vallenchiennes pour Lalaing, où que estoit madame sa femme en couche, l'ayant par lesdis du conseil et aultres convoyet à cheval environ de demye-lieuwe dudict Valenchiennes ;

que lors avoient prins congié de Sa Seignourie, par ou meisme instant avoir icelle prins la poste. Sy ne faict à obmettre que, en prenant ledict congié, le devantdict seigneur abbé de Hasnon avoit esté fort bleschié en la jambe, du cheval d'un capitaine alleman, par avoir ruet après le syen. Sy estoient lesdis du conseil pour ceste journée demorez audict Vallenchiennes, par estre trop tard pour gaigner la ville de Mons: ce que néantmoins euissent volontiers fait, à cause du bon jour de lendemain Pasques florie, ayant par eulx esté évocqué, pour banqueter à la maison de la ville, par ledict Hamette prévost, anssy Sanson le Vilain, lieutenant et aultres.

(Extrait d'un registre portant sur la couverture : *Dixième registre de la court à Mons, Jacques Joveneau, greffier*, conservé au greffe du tribunal civil à Mons.)

II.

*Particularités concernant le règne des ducs de Brabant
Jeanne et Wenceslas (1).*

(Communiqué par M. le chanoine DE RAM.)

§ 1. ANNÉE 1368 A 1370.

*Haec sunt redditu et exposita per dominum Nicolaum Specht a
festo Paschae anno MCCCCLXVIII et ultra.*

Item Troyaes misso ipso die Pascae per dominos ducem et ducissam ad videndum de societatibus, quae dicebantur esse circa Hannoniam v. mut. val. v. s. gr.

Item nuntio dicto Bogard misso jussu dominae ducissae ad dominum de Scoinvorst pro induciis impetrandis ad opus Johannis de Lathem capti, 1 mut. val. xii d. gr.

Item eodem tempore domicellae Male de Lobbewairt pro quodam famulo portante pira ad opus dominae ducissae, 1 mut. val. xii d. gr.

Item Johanni dicto Wever currenti ad comitem Namurcensem in Winendail xv^a die Aprilis, xii d. gr.

Item Petro Brau clerico capellae eunti versus Drubuyx xvi^a die Aprilis jussu dominae ducissae, duos mut. val. ii s. gr.

Item pro expensis Nicolai Specht missi apud comitem Namurcensem pro induciis solutionis cujusdam pecuniae, et fuit tam

(1) Extrait du *Registre des comptes de fiefs de Brabant, depuis Pâques 1368 jusqu'à Pâques 1388*, reposant aux Archives du royaume, à Bruxelles.

in via quam ibi per quatuor dies, antequam poterat expediri, xxvi die Aprilis quatuor mut. val. iiii s. gr.

Item dominae ducissae in ductu cum domino duce ad *tabulas* per manus Philippi de Tudikem, quos receperat de uno feodo, xi mut. val. xi s. gr.

Item domicellae Male ad opus dominae ducissae pro quodam ludo in parva pecunia xi^a die Maii, duos mutones valent. ii s. gr.

Item cuidam dictatori de alta Alamania unum muton. val. xii d. gr.

Item pluribus nuntiis missis hinc inde, qui ire noluerunt supra cedulas, eo quod non dabatur eis pecunia jussu domini ducis et etiam dominae ducissae pro diaetis factis cum patria Brabantiae de istis societatibus et alibi. iiii s. gr.

Item cappellanis et presbyteris cappellae pro immolationibus domini ducis de hoc anno praeterito viii s. gr.

Item famulo dominae comitissae de Namurco portanti *trutas* secunda die Junii per Willelmum Truwant, ii mut. val. ii s. gr.

Item cuidam lusori de Francia portanti de manu i mut. val. xii d. gr.

Item Bunclino misso cum nuntiis episcopi Leodiensis ad notificandum pacem regis Franciae per totam Brabantiam et etiam apud Limburg, circa festum Johannis Baptistae, vi mut. val. vi s. gr.

Item Johanni Pynnoc pro chirothecis caninis domini ducis, i mut. val. xii d. gr.

Item pro expensis Nicolai Specht missi versus Buschum-ducis ad senescallum Brabantiae, ut ulterius iret ad ducem Gelriae penultima die Julii. Consumpsit tam in Busco quam in via eundo et redeundo viii mut. Tamen senescallus solvit expensas factas in Gelria, val. viii s. gr.

Item pro expensis Nicolai Specht factis in Lovanio et ibi missi ex parte dominae ducissae pluribus vicibus tam pro pecunia quam pro aliis negotiis, prout computavit cum hospite suo usque festum Remigii; viii mut. val. viii s. gr.

Item cuidam famulo domini ducis de sommariis, jussu domini ducis, pro uno *wambosio*, circa festum Remigii, ii mut. val. ii s. gr.

Item xvi^a die Septembris nuntio regis Franciae, qui nuntiavit dominae ducissae, ut veniret penes eum apud Tornacum, viii mut. val. viii s. gr.

Item adhuc Renero dicto Spoermaker pro duobus paribus calcarium pro domino et uno pare lagenarum in equitatione ultra Mosam contra Gelrenses. iii s. gr.

Item nuntio dominae reginae Johannaë Franciae, misso apud dominam xxvii^a die Octobris, iiiii s. gr.

Item pro expensis equorum Nicolai Specht apud Lovanium cum domino senescalco et domino Theoderico una vice in tractatu Lovaniensi in crastino beatae Katerinae, ii s. gr.

Item concessit Nicolaus dominae ducissae pro ludo dicto *Potrain* xi^a Decembris vi mut. val. vi s. gr.

Item nuntio domini Arnoldi Bouchgrave portanti caseos per manus Willelmi Truwant, xii d. gr.

Item Johanni clerico de cappella de Valenchenis pro una *penna* jussu receptoris in vigilia Nativ. xii d. gr.

Item nuntio dominae comitissae Flandriae portanti juvenes aucas, per manus Johannis de coquina circa vigiliam Nativitatis Domini, iii mut. val. iii s. gr.

Item pro expensis Nicolai Specht, missi apud Lovanium feria sexta post Nativitatem Domini ad sciendum certum diem solutionis illorum trium millium muton. quos dare deberet oppidum Lovaniense domino duci, iii mut. val. iii s. gr.

Item pro expensis Nicolai Specht iterato missi apud dictum oppidum xiii^a die Januarii (pro dicta pecunia, quam portavit, stetit per duos dies), iii mut. val. iii s. gr.

Item nuntio domini Johannis de Wambeke, portanti pisces dictos *Prieken* ad opus dominae ducissae xv^a die Januarii per manus Johannis clerici de coquina, xii d. gr.

Item quos domini dux et ducissa dari fecerunt per manus

Johannis de Nederhem, Spernay, Claesken, Titart et cuidam alteri Gyraldo, missis hinc inde ad pronuntiandum hastiludium circa quadragesimam, quod fuit in Bruxella, xv mut. val. xv s. gr.

Item quos dominus dux postea dari commisit Nicolao Titart, eo quod ivit versus comitem de Marca et ejus fratrem, iii muton. val. iii s. gr.

Item pro factura wambosiorum quorundam garchionum dominae ducissae de sommariis cuidam Daemkino de Bardigem, xv lib. pag. vel circiter xxi d. gr.

Item domino duci pro ludo *tabularum* vel *potrani* xiii^a die Februarii, ii mut. val. ii s. gr.

Item pro expensis factis ad Namurcum et in via per Nicolaum Specht ibi missum pro quadam littera, quae petebat quamdam prorogationem solutionis cujusdam pecuniae xv die Martii, per quatuor dies, iiii mut. val. iiii s. gr.

Item pro expensis Nicolai Specht factis in hospitio Gilkini meester Claes apud Lovanium, ibi missi pluribus vicibus ex parte dominae ducissae pro pace facienda inter Walterum de Watermale et Johannem de Ratsenhoven (tamen non computat nisi expensas equorum suorum), l. lib. xii s. pag. val. circiter v. s. vi d. gr.

F^o 4 recto. Usque ad festum Johannis Bapt. anno LXVIII.

Primo Margaritae Willekins pro lineo panno ad faciendum linteamina, camisias et vestes lineas magistro Johanni et ejus famulo, quinquaginta duas ulnas panni linei cum dimidio. De quo panno facta sunt tria paria linteaminum de xxxvi ulnis, iiii^{or} camisias pro magistro Johanne de x ulnis et duo paria vestium pro ejus famulo Stirken de vi ulnis cum dimidia, et est computata quaelibet ulna de xxxvi ulnis pro sex gross. et quaelibet ulna de reliquo pro septem gross., val. simul lxvi lib. vi s. pag.

Item eidem Margaritae de factura dictorum negotiorum, iiii^{or} lib.

Item pro pueris stabuli, videlicet patsen (*pages*), primo Mabeugen sartori pro factura quatuor tunicarum dictarum wamboys de liberata dominae ducissae, xliiii lib.

Item eidem de lineo panno lana et stoffis pro eisdem, x lib. x s.

Item de tonsura ejusdem panni, xxxii s.

Item adhuc Mabeugen pro pueris stabuli de tunicis, quas domina ducissa adhuc eis dederat, videlicet de factura quatuor tunicarum, viii lib. xvi s.

Item de lineo panno forrato sub eisdem, vii lib.

Item de quatuor togis et capuciis viii lib.

Item Mabeugen sartori, ex parte dictorum puerorum et ex mandato receptoris de duabus tunicis pro pueris de stabulo ducis forratis de albo panno dicto *voderlaken*, eis expeditis et datis tempore quo dominus dux ivit ultra Mosam supra ducem Gelriae, videlicet xxiiii^a die Septembris, tam de panno, de factura, quam de aliis stoffis, simul xxxix lib. iii s.

Post festum S. Remigii, anno LXVIII.

Primo Mabeuge pro quinque wambosiis et capuciis, quae domina ducissa eis (pueris stabuli) fieri fecit, et mandavit omnia quae sequuntur, videlicet xv ulnas fustani, ulna pro decem gros. val. xxx lib.

Item eidem pro factura quinque togarum duplicum et capuciis, quas domina ducissa emi fecit per Johannem de Beaulmont, videlicet de panno blavio et rubeo cum stoffis datis per Mabeugen, xii lib.

Pro viii paribus caligarum tam pro Croenken, Rulken, Bursen, et pro uno pare ad opus Heynkini currentis juxta equum dominae ducissae, simul computatum xliiii lib. iiii s. (1).

Item magistro Johanni de una tunica data per dominam ducissam de panno dicto *blaugelecght laken* forrato de albo panno et capucio.

(1) Un autre page est appelé Colin.

Item adhuc magistro Johanni pro tunica duplice dicta *Kerle*, data per dominam ducissam de rubeo panno rigato forrata de albo panno, de factura vi lib.

Primo Henrico de factura unius tunicae forratae de lineo panno, de panno dicto *witgelecght laken*, tam de factura quam de lineo panno et stoffis simul vi lib. iii s.

Reddita per dominum Nicholaum Specht ex parte dominae ducissae a die Paschae LXIX usque ad idem Pascha LXX.

Item dedi jussu dominae ducissae cuidam garchioni capienti corvos in pomerio, i mut.

Item, dedi dominae ducissae in vigilia Ascensionis in sua manu propria apud Bruxellas, nescio quid inde fecit, quatuor duplices mut. val. viii mut.

Item pro sumptibus domini Nicholai Specht missi apud Buscum ante Pentecosten pro diaeta contra Gelrenses, quia iverat antea, et domini de Bergen et de Wittham sequebantur eum.

Item dominae ducissae quos dedit cuidam mercatori seu auri-fabro nomine Segerus Treyt de Brugis, de duobus *Pater noster* aureis et dyamantis. xlv mut.

Item adhuc dominae ducissae quos dedit, ut credo, Ludovico de Velthem misso in loco secreto, nescio ubi, circa mensem Julii pro expensis suis, xxv mut.

Item Hanssen et Henderlyn, euntibus in Francia ad regem jussu dominae ducissae in mense Maii, vi mut.

Item dedi apud Aloust, domina ducissa eunte versus Flandriam, cuidam garchioni reducenti canes versus Bruxellas et Johanni Onckel, simul dimidium mut.

Item Henrico de Kent, misso de Binchio apud Yvodium ad dominum ducem xviii die Julii, jussu dominae ducissae, tum in Binchio existentis, vi mut.

Item Henkino de Habays nuntio misso quinta die Augusti ad

dominum ducem de Bruxellis in Lucemburg, duos francos val. iii mut.

Item Erckino de stabulo, misso cum quadam equa data per abbatem Bonae Spei apud Symeries x^a die Augusti, ii mut.

Item dedi Bunclino nuntio, jussu dominae ducissae misso per litteras in exercitu Francorum jacente ante Calecium circa Lamberti, iiii mut.

Item Nycholao, misso apud Trajectum ad diaetam contra Leodienses cum senescallo Brabantiae et villico Lovaniensi in octavis Assumptionis (solverunt expensas senescallus et villicus), sed in Lovanio eundo et redeundo per duas noctes exposuit Nicholaus ii mut.

Item xvm^a die mensis Augusti misit dominus dux Nicholaum Specht in Montibus causa domini de Gommengniez cum littera domini de Bloys de vi^m mut., illam ibi dimittendo, et quasdam quitancias recipiendo, consumpsit iiii^{or} mut.

Item Nicholao Specht, misso per dominam ducissam dominica post Nativitatem Beatae Mariae ad dominum de Scoinvorst in Leodio, ut sciret de tractatu Leodiensium, quia voluerunt venire super Brabantiam. Stetit ibi et in via per sex dies, consumpsit viii mut.

Item pro expensis domini Johannis de Borng et Nicholai Specht, missorum ad comitem Namurcensem de Lovanio apud Polvache pro induciis solutionis cujusdam pecuniae debitae per dominam ducissam et ejus fidejussores ante festum Remigii; consumpserunt viii mut.

Item pro locatione unius equi apud Lovanium, cum quo ivit Johannes Treyt apud Bruxellas pro littera comitis Namurcensis de dicto debito, de nocte, tertiam partem unius mutonis.

Item dedi cuidam famulo, portanti uvas dominae ducissae ex parte abbatisae de Camera in crastino Remigii, i mut.

Item dedi Corbiis et Mulken, portantibus uvas comiti Flandriae ex parte dominae ducissae, de Lovanio apud Gandavum, quarta die Octobris, pro expensis ii mut.

Item Mailherbe, misso in Montibus circa Omnium Sanctorum ad nundinas pro uno equo emendo, pro expensis duplicem mutationem val. ii mut.

Item et ibidem rubeo equo empto, dedi mercatoribus pro licopio jussu dominae ducissae ii mut.

Item dominae ducissae ludenti cum comite de Cleve, de Bouchout et aliis ad ludum *Potrayn*, in vigilia Circumcisionis, quinque duplices mut. val. x mut.

Item dedi famulo domini Johannis de Wambeke, portanti dominae ducissae scapula porcorum, i mut.

Item Coenkino pro pilles stramineis factis et emptis pro domino duce, iii mut.

Item Danieli *borduerwerker*, qui fecerat togam blaviam pro domino duce operatam cum cervis, circa festum Paschae, vi mut.

Item Michaëli feodorum inquisitori ex ordinatione domini de Wittham et aliorum camerariorum, circa dominicam quadragesimae, pro equo uno emendo, xviii mut.

Item pro magistro Johanne fatuo de una sargia nova sibi empti pro loco suo in curia, circa Omnium Sanctorum, tres mutones val. xii s. vi d. gr.

Item pro uno pare ocrearum apud praefatum Gossuinum pro dicto fatuo eunte versus Flandriam, iiii s. ii d. gr.

Item pro dicto fatuo apud Henricum de Fura de factura vestium, primo de quadam veste dicta *Samitkerle* de rubeo panno quasi *dobbelsteeyn*, et suo famulo Sterken similiter unum de eodem panno de factura simili et stoffa, vi s. vi d. gr.

Item eidem de tunica data per amannum Bruxellensem de panno dicto *Bruenstrypt*, de quo panno Sterken similiter habuit unam tunicam tam de factura quam lineo panno, simul vi s. viii d. gr.

Item de quadam veste dicta *Kerle* de panno dicto *Blauwestrypt* et rubeo dato per dominam ducissam foratam de albo panno et tunicam pro dicto fatuo etiam de eodem panno albo, et pro Ster-

ken ejus famulo tunicam de eodem panno, de factura et stoffa simul x s. vi d. gr.

Item pro mutsis et capuciis magistri Johannis fatui apud prae-fatum Henricum, viii d. gr.

Item pro dicto fatuo de factura unius tunicae et pro ejus famulo Sterken de factura unius wambosii de panno dicto *Blauwegeleeght laken*, circa festum Paschae, dato per dominam ducissam etiam de lineo panno et stoffis, simul vii s. x d. gr.

Item magistro Johanni Dartois, fatuo comitis Flandriae, de eodem panno tunicam et ejus famulo unum wambosium, de factura et lineo panno. vii s. x d. gr.

Item pro stufa et rasura capitis dicti fatui, pro hoc anno, v. s. gross.

Item adhuc pro panno empto contra praefatum Petrum videlicet *Bruenstrypt* et *Blancgemeynt* pro wambosiis faciendis, tam pro pueris de stabulo ducis quam dominae ducissae, et erant de panno xiii $\frac{1}{2}$ ulnae, quaelibet ulna pro xxviii $\frac{1}{2}$ gros, val. xxxii s. cum obulo. gr.

Item eidem Mabeuge de factura quinque tunicarum et quinque wambosiorum pro dictis pueris de liberata dominae ducissae, de Pascha, de panno dicto *grauwestrypt* et de xx ulnis panni linei forrati sub dictis tunicis et wambosiis, de lana et aliis stoffis simul xxvi s. viii d. gr.

Item habuit Colyn paedse (*page*) ducis apud Gossuinum Daneels pro hoc anno xvii paria calceorum, quodlibet par de septem gr. et unum par ocrearum de xl gr. val. simul xiii s. iiii d. gr.

Item de factura quinque togarum de panno dicto *geleeght laken* empto per Johannem de Beaulmont, v. s. gr.

Item habuerunt praedicti pueri post Pascha, existente domino duce et domina ducissa in Yvodio, tam in calceis et ocreis reformandis quam aliis negotiis, duplices mutones val. viii s. iiii d. gr.

Item Petro de Huesden de longa tunica data per dominam ducissam, de *Boxhoren Gemeynck*, ii s. vi d. gr.

Item recepit Nicholaus Specht de sculteto, videlicet domino Johanne Bryn, quos quaedam villa nominata de Bertheyke dedit dominae ducissae de quodam salvo conductu, c mutones, et illos dedi Willelmo Truwant pro solutione expensarum hastiludii circa quinquagesimam pro parte dominae ducissae et de ejus mandato.

Reddita et exposita de praefato anno LXX^o.

Primo domina ducissa eunte versus Luccembourg, dicto tempore dedit Nicolaus pro coopertoriis dextrariorum Mabeuge ii mut.

Item domina ducissa exeunte apud Yvodium, dedit Nicolaus nuntio misso de Yvodio apud Namurcum ad comitissam Namurcensem circa xiii^{am} diem maii cum litteris, ii mut.

Item adhuc de Yvodio nuntio misso ad comitissam de Vianen cum litteris eodem quasi tempore, i mut.

Item reversa domina ducissa de Luccembourch apud Bruxellam, de praesentatione sertorum de rosis factorum per famulum Johannis de Radingen in vigilia Sacramenti, et mandato dominae ducissae, mutonem.

Item cuidam nuntio venienti ex parte comitis de le Marche de Francia pro pecunia domino suo debita ex commissione receptoris Brabantiae pro expensis, quia dominus dux commiserat, xvi mut.

Item circa divisionem Apostolorum iverunt domini dux et ducissa versus Aquis et Lymbourch et ulterius versus Durbuys, et fuit Nicolaus Specht ordinatus, ut esset in diaeta tenenda contra Leodienses apud Leuwes, quae fuit conservata duabus vicibus, et fuit ibi dominus de Bergen, senescallus Brabantiae, oppida Brabantiae et dominus Henricus. De expensis prafaeti Nicolai eundo et redeundo, quia fuit bis in Durbuis juxta dominam, iiii mut. absque expensis factis in Leuwis, quas dux fecit solvi.

Item Johanni de Wesenbeke, misso apud comitem Namurcensem in Flandria, ut impetraret dilationem solutionis pecuniae

sibi debitae ex commissione dominae ducissae. Habuit pro expensis viii mut.

Item in venatione cervorum apud Cortenbergem domina ducissa ibidem exeunte post Assumptionem Beatae Mariae; prandio facto, fecit domina dari hospiti pro caseis et aliis apud eum receptis ii mut.

Item domino duce ac domina ducissa existentibus apud Binchium circa festum Remigii et ante, miserunt Nicolaum Specht cum Willelmo Vanden Geest apud Kaisnoit ad ducem Aelbertum pro negotiis domini de Bergen, expenderunt ii mut.

Item fuit Nicolaus missus in Flandria apud dominam comitisam ex parte dominae ducissae cum quadam corona circa xiiii^m diem octobris. Remansit ibi per tres dies ad habendum responsum. Exposuit duos duplices val. iiii mut.

Item ex mandato domini receptoris Johanni Treit, qui per diversa loca missus fuerat, ut sigillari faceret litteras Lombardorum de pecunia concessa, videlicet quatuor millium duplicum mutonum, pro expensis circa xiiii^m diem octobris, vi mut.

Item pro expensis Nicolai Specht missi ex parte dominae ducissae apud Gandavum, ut sciret de statu comitis et aliis negotiis tangentibus dominam de Valkenberch; stetit ibi per tres dies et consumpsit duos duplices val. iiii mut.

Item per manus Willelmi Truwant jussu dominae ducissae Johanni mimo regis Scotiae vel Scotlandiae, vi mut.

Item hystriionibus domini regis Angliæ per manus Johannis de Nederhem jussu receptoris infra tempus quadragesimae, octo duplices val. xvi mut.

Item concessit Nicolaus dominae ducissae circa diem Innocentium, quos delusit cum comite Clevensi, quindecim duplices mutones val. xxx mut.

Item domino duci per manus Treit jussu dominae ducissae eodem tempore 4 duplicem val. ii mut.

Item adhuc domino duci, quos Nicolaus valde invite concessit, vi duplices val. xii mut.

Item de tunica data circa festum Paschae de panno dicto *Sau-drey*, tam de lineo panno, tonsura panni et stoffis xxxvii gr. val. vii lib. viii s.

Item pro panno ad quaedam capucia pro dictis paedsis de viride et *Strypt*, tam de panno quam de factura simul xix lib.

Item dicto Mabeuge de panno dicto *Roetstrypt* de liberata dominae ducissae circa Pascha, de quo quilibet de padsis ducis habuit duo wambosia et de padsis dominae ducissae quilibet tunicam et wambosium, de factura cujuslibet wambosii xxviii gr. et de factura cujuslibet tunicae xiiii gr. val. xix s. x d. gr. val. xlvii lib. xii s.

Item apud Henricum de Fura primo de factura cujusdam vestis dictae *Kerle* de viride et blavio panno, dato per dominam ducissam, ix lib.

Item de duplice tunica de panno, dato per dominam ducissam, dicto quasi *Bleecstrypt*, de factura vii lib.

Item Petro de Huesden de liberata dominae ducissae circa Pascha de tunica facta de panno *Roet arainge* contra *Blauwegeleeght lake*, de factura, stoffis et lineo panno viii lib.

§. 3. ANNÉE 1371 A 1372 : COMPTE DE NICOLAS SPECHT.

Colardo nuntio civitatis Aquensis pro portandis litteris pro expensis jussu domini ducis circa octavam diem julii, unum duplicem val. ii mut.

Item circa post festum beati Johannis Baptistae pro expensis domini de Bantershem, domini Henrici de Bastonia et Nicolai Specht eundo et redeundo ad diaetam in Huesden contra ducem Gelrae et ducem Albertum pro amicitia tractanda, expensis in Huesden factis solutis per receptorem de Buscho. Consumpserunt in via vi mut.

Item in chevacia contra ducem Juliacensem pro uno equo empto contra Alberto Boke mercatore in hospitio Henrici Blicke, et dato per dominum ducem, prout dominus Henricus scit, de

quo habet Nicolaus litteram ducis, et solvit equum xxxi duplices val. lxii mut.

Item lectori fratrum Praedicatorum de Busco, quem domina ducissa miserat hinc inde pro redemptione captivitatis domini ducis. Cui dominus receptor dederat tres duplices, dedit Nicolaus Specht similiter in reditu suo jussu dominae ducissae tres duplices val. vi mut.

Item praefato lectori, qui rediit apud dominam ducissam adducens secum quemdam bonum virum, mercatorem credo, qui dixit dominae ducissae multa negotia de redemptione domini ducis. Dedit Nicolaus adhuc jussu dominae per manus Johannis de Mameren tres duplices mutones val. vi mut.

Item Barwet nuntio misso de Fura apud Gelriam duodecima die aprilis ad comitissam Clevensem et alios, jussu dominae ducissae, duos duplices val. iiii mut.

Item fuit Nicolaus Specht missus apud Gandavum ex parte dominae ducissae ad dominam comitissam Flandriae, ad sciendum aliqua secreta, feria tertia ante Ascensionem Domini, et stetit ibi per tres dies integros; expendit v. mut.

Item equitavit Nicolaus Specht de Bruxella apud Buscum ducis ad unam diaetam conceptam inter dominam ducissam et comitissam Clevensem de una amicitia et confoederatione facienda, et invenit ibi dominum de Lecka et senescallum Brabantiae, et solvit expensas ibi factas scultetus de Busco, et fuit diaeta ista post festum Epiphaniae, et ivit Nicolaus cum punctis ibi concordatis versus Aquis apud dominam ducissam, et expendit de Bruxella usque Buscum et de Busco usque Aquis in via iii mutones.

Item recedente domina ducissa de Aquis ante festum Purificationis, tractato non finito cum duce Juliacensi, versus Luxembourg, ut expectaret nuntios Imperatoris, remisit dictum Nicolaum Specht versus Buscum-ducis, ut amicitia et confoederatio adimpleretur, sicut factum fuit. Consumpsit dictus Nicolaus, expensis in Busco factis non computatis, quas solvit scultetus, sed de expensis in via de Aquis apud Buscum, et de Busco usque

Bastoniam, in quo fuit decem dies quia nix magna erat, decem duplices mutones val. xx mut.

Item equitavit Nicolaus missus ex parte dominae ducissae in Petegem ad dominam de Rossy ultima die Martii, exposuit in expensis ii mut.

Item quando domina ducissa, nunc ultimo post Epiphaniam ivit versus Luccembourg, in trajecto pro calceis et aliis necessariis unum mutonem. val. xii lib. x s.

Item Petro de Huesden de factura unius tunicae de liberata dominae ducissae, videlicet panno albo mixto cum lineo panno et aliis stoffis, ix lib.

Item eidem Petro de tunica facta data fatuo Gevaest, de panno dato per monetarium dicto *Swaert en Esel*, de factura, lineo, panno et stoffis xxii lib.

Item de tunica data per dominam ducissam Hollandiae de panno *Strypt jegen gruen*, de factura, lineo, panno et stoffis ix lib.

Item de factura unius togae de panno *Esel en wit*, de stoffis, factura et aliis v lib.

Item Frederico de uno wambosio de lineo, panno, lana et factura et stoffis et de mufflis, xi lib.

Item eidem Petro de Huesden de tunica dominae ducissae dicta *coec rocke* de factura, lineo, panno et stoffis xii lib. xii s.

§. 4. COMPTE DE NICOLAS SPECHT, DE 1372 A 1373.

Primo quos retinuit Philippus de Tudekem pro solutione de equo Johannis Treit facienda, domino duce existente in captivitate Juliacensi, de feodo Johannis Gruter de Leuwis, xxx mut.

Item domina ducissa eunte, post Ascensionem Domini, apud Aquis et ulterius apud Luccembourg et Maguntiam versus Imperatorem, dedi eundo et redeundo ex mandato dominae pauperibus in via, excepto illo quod receptor et domicella Maria dederunt, vi duplices val. x mut.

Item dedit Nicolaus dominae ducissae in Fura circa feriam sextam ante Purificationem ludenti cum annulo, duos duplices val. iiii mut.

Item famulo domini Johannis de Wambeke portanti prickas.

Item mittebatur Nicolaus Specht ad quamdam diaetam in Busco feria secunda post Nativitatem Domini, conceptam inter dominum ducem et Johannem de Bloys ducem Gelriae, ubi nullus venit de parte adversa, et ivit dictus Nicolaus ulterius ex mandato dominae ducissae ad ducem Albertum in Haga, et ipso redeunte apud Buscum fuit sibi missa littera domini ducis, ut exspectaret diaetam conceptam de negotio illorum, de Busco in Breda, quod fecit, et consumpsit per xix dies, exceptis expensis consulum, quas scultetus de Busco expedit, xv duplices val. xxx mut.

Item dedi de pendiculis de serico litterarum et confirmationis chartae de Cortenberg, quarum litterarum erant quinque, tot habentia sigilla, quot pendicula, non poterant fieri de pergameno, vii duplices val. xiiii mut.

Item dedi pro locatione unius equi, quem equitavit Johannes de Habay, ut dictae litterae portarentur per patriam ad milites, ut sigillarentur, unum duplicem val. ii mut.

Item dedi famulo receptoris de Trajecto, per manus Willelmi Truwant, portanti dominae ducissae apud Furam circa dominicam Passionis pisces dictos *lampreden*, et erant quatuor, unum francum val. i mut. et i *tierch*.

Item dedi cuidam presbytero vestito de ordine de Chantherain, ut apparebat, circa Pascha misso ad duos nuntios ex parte comitis de Marca et de Clivis pro pecunia eis debita ex relatione domini Johannis Godevarts per manus Gibkini, quatuor duplices val. viii mut.

Item in diaeta, quae fuit apud Buscum ducis inter dominos ducem Brabantiae et ducissam Clevensem, episcopum de Trajecto et suos, dominica post Invocavit; fuerunt mandati domini de Gruithusen, de Borguevael, Johannes Godevarts et Nicolaus

Specht tunc existentes in Breda ad quamdam diaetam contra ducem Aelbertum, ut diaetam in Busco etiam tenerent, et inveniunt ibi Johannem de Gravia informatum de intentione domini ducis; qui iverunt versus Buscum-ducis, et fecerunt omnes simul expensas in hospitio Henrici Costers usque xl duplices vel circiter, pro quibus scultetus debuisset respondisse, sed hospes noluit sibi credere, ita quod erat conditionatum per dominos nuntios, quod hospes deberet expectare usque ad octavas Paschae. Et in casu in quo scultetus..... non solveret, quod tunc Nicolaus Specht et Petrus clericus senescalli reintrent cum sex equis, quod consules nostri fecerunt, sic Nicolao Specht et Petro promittente. Et fuerunt moniti per hospitem, et intraverunt, et fecerunt expensas per octo dies tam in hospitio dicti Henrici Custodis quam in via usque ad xvi duplices. Tamen concesserunt pecuniam principalem ad usuram Lombardorum in Busco, antequam potuerunt exire hospitium, val. xxxii mut.

Item fuit Nicolaus Specht ad plures diaetas in Breda conceptas et tentatas contra gentes ducis Aelberti, consilio Brabantiae ibi veniente, sed non computavit de expensis suis in via et ideo computat hic pro omnibus, simul tres duplices mut. val. vi mut.

Item de duobus caputiis factis de panno blavio *Gefaisit* tam de panno quam factura, xii lib.

Item de panno albo ad subtunicam et de rubeo panno ad capucium duas ulnas emptas pro duobus mutonibus et de factura simul xxx lib.

§. 5. COMPTES DE NICOLAS SPECHT, DE 1373 A 1374.

Item famulo domini de Gronsselt, portanti dominae ducissae unam accipitrem, ii mut.

Item nuntio dominae ducissae Gelriae, qui portavit dominae ducissae hynnulas dictas *ree*, circa festum beati Mathei, per manus Willelmi Truwant, duos duplices val. iiii mut.

Item dedi Henrico Lobbe in camera dominae ducissae pro

sportis et parvis pelvibus, circa festum Remigii, i duplicem val. ii mut.

Item garchioni dominae Gelriae, domina Gelriae pro tunc existente in Bruxella, circa Martini, dominae ducissae portanti hynnulas dictas *ree*, duos duplices val. iiii mut.

Item dedi Lemkino jussu dominae ducissae pro expensis cujusdam famuli missi cum falconibus ex parte magistri superioris ordinis Teutonicorum per manus Pet. Brau.

Item dedi per manus Willelmi Truwant, jussu dominae ducissae, mimis et bistrionibus totius villae Bruxellensis pro enchenniis suis, vii duplices val. xiiii mut.

Item fecit domina dari per manus Johannis de Beaulmont ad sponsalia filiae Johannis de Assche xxii^a die Januarii, ii duplices val. iiii mut.

Item dedi dominis Godefrido de Turri et Johanni de Wittham militibus missis per dominos ducem et ducissam in Hollandia ad ducem Aubertum et ducissam, ut venirent ad hastiludium in Bruxella, dominica Quinquagesimae, viii dupl. val. xvi mut.

Item dedi nuntio hospitis nostri in Tenremunda, qui portavit dominae ducissae sina allica, per manus Willelmi Truwant. i franc. val. i mut. i *tierch*.

Item ludentibus dominabus nostris de Brabantia et de Gelria circa Martini ad *potrayn*, dedi eis tres duplices val. vi mut.

Item dedi dominae ducissae, ludenti ad falias ipso die Innocentium, iiii^{or} duplices val. viii mut.

Item fuit Nicolaus Specht missus ad Buscum-ducis, ad scabinos oppidi, ut tractaret una cum domino de Perewys, quem ibi invenit, cum oppido de perditione bonorum oppidanorum de Busco, quae bona dixerunt esse perdita occasione domini ducis, et ad mediandum dicta damna stetit ibi, antequam poterat expediri, plus quam per octo dies, domino de Pereweys recedente, et consumpsit in hospitio Henrici de Gravia viii duplices val. xvi mut.

Item fuit Nicolaus missus apud sanctum Trudonem, ut trac-

taret cum oppido de oppidanis Brabantiae, videlicet de Thenis, de Leuwis, de Lovanio et aliis ibi arrestatis pro pecunia quam dominus dux eis promiserat solvere in tractatu Imperatoris, dum expediebatur de sua captivitate, stetit ibi per duos dies; exposuit eundo et redeundo, iiii muton.

Item fuit Nicolaus missus ad Namurcum ad comitem una vice et alia vice apud Vielville pro induciis impetrandis de debito, in quo dominus dux et domina sibi debebatur, et fuit istud circa Martini, et consumpsit eundo et redeundo quatuor duplices val. viii mut.

Item fuit Nicolaus, ante Natale Domini, missus ad quamdam diaetam ordinatam apud Woudrichem, domino Jacobo de Bourbonio existente in captivitate domini de Vianen, contra dominum de Vianen, ad quam praepositus de Zuitphen debuisset venisse, et ipso Nicolao et duobus famulis domini Jacobi venientibus prope Santhovem obviavit eis Johannes de Hoemen, qui eis nuntiavit dictam diaetam esse prorogatam, et consumpserunt in via eundo et redeundo, quia fecerunt expensas dicti Johannis de Hoemen usque Bruxellam quatuor duplices, quos Nicolaus solvit de mandato dominae, val. viii mut.

Item ivit Nicholaus Specht cum domino Jacobo de Bourbonio apud Eymeries, ipso domino Jacobo ulterius eunte versus Remis cum Johanne de Rang ad impetrandum absolutionem matrimonii domini de Vianen. Consumpsit Nicolaus in reditu suo versus Bruxellam dominica post Epiphaniam, quia erat ita ingelatum quod nullus potuit ire, duos francos val. ii mut. ii tierch.

Item computavit dictus Sterkinus de quodam opere quo domina miserat praefatum stultum juxta dominam ducissam Bavariae uxorem ducis Auberti, ubi stetit per septem septimanas et nihil dabatur ei, et de tempore quo domina miserat eum apud Gandavum ad comitem Flandriae, ubi stetit xix septimanis et nihil dabatur ei, quia comes ita infirmabatur, quod non potuit eum videre, tam de caligis, calceis, mutsis, sumptibus et aliis negotiis simul vi duplices mutones quos domina ducissa jussit

computari et reddi, valente duplice mutone pro xxv lib. computato, c. l. lib.

Item habuit Judeus hoc anno primo in caligis, item in lineis vestibus, item in calceis, etc., etc.

Item de dormitione et hospitio dicti Judei apud domum Barbyrs, quod domicella Maria jussit solvi ex parte dominae ducissae, xx lib.

Item habuit Bulkin aute suum recessum de curia, quia licentiatius fuit, duo paria caligarum. Sunt duo franci val. xxxiii lib vi s. viii d.

Item habuit Tysken in stabulo domini ducis, apud Gossuinum Daniely, in calceis tam altis quam bassis usque xiii paria val. xxv lib.

Item est sciendum, quod dictus Nicolaus recepit ex parte dominae ducissae de Capello domini Willelmi de Boxtel militis, quos dominus Willelmus praedictus promiserat dictae dominae ducissae de manburnia infantis de Boxtel, et quod eum tenere potuit usque annos discretionis et eum regere, et eo quod eum asportaverat et abduxerat vi de domo materna, ii^c duplices; de quibus domina jussit dari domino duci pro expensis, per ipsum in Leodio *factis* tempore quo tractavit inter Episcopum Leodiensem et ejus patriam et oppida Leodiensia, c duplices quos expedivi Henrico de Bastonia.

§. 6. COMPTES DE NICOLAS SPECHT, DE 1374 A 1375.

Item recepit Nicolaus Specht per manus domini Johannis de Gravia xxx duplices mut., quos dedit commendator domus Theutonicorum in Trajecto pro solutione talliarum villae de Gemert spectantis ad eum, quia domini duces promiserunt dictam villam et etiam alias villas ipsorum quitas ab omni exactione conservare; sed dicta pecunia non fuit bona in toto, quia fuerunt pro parte duplices de Hollandia, de Leodio et etiam franci de Hannonia, et ideo non computo pro dicta pecunia nisi xxix duplices. Tamen non valuit tantum, valent. lviii mut.

Item dedit famulo dominorum domus Theutonicorum in Tra-

jecto, qui portavit dominae circa Natale Domini, Vincent dictum *Galand*, jussu dominae per manus Walteri Potelarii, iiii mut.

Item cuidam fratri de Chanterain misso per comitem de Marca ad dominam pro pecunia et nuntiis ducentibus canes ad regem Franciae, et nuntio scultetti de Openhem, xv mut.

Item Romkino missagio misso per litteras dominae ducissae Parisius ad dominum ducem Brabantiae feria tertia ante Purificationem, duos petros val. iiii mut.

Item nuntio hospitis dominae ducissae in Termonda, qui portavit dominae ducissae sicca alleca, dicta *Boxhoren*, circa quadragesimam per manus Willelmi Truwant, unam francum val. i mut. ix gr. fl.

Item equitavit Nicolaus Specht hoc anno, videlicet de festo Paschae usque Nativitatem beatae Virginis gloriosae, ad diaetas in Breda factas propter discordiam pendentem inter dominos nostros ducem Brabantiae et ducem Albertum et eorum patrias; consumpsit in via in hospitiiis tam in Lira quam in Hoestraten pluribus vicibus, prout illud in hospitiiis fuit computatum, septem duplices cum quartario. Sed apud Bredam fuerunt expensae suae semper computatae cum expensis consiliariorum, val. xiiii mut. cum dimidio.

Item equitavit Nicolaus Specht duabus vicibus ad diaetas in loco dicto Seteren juxta dominos de Bautershem et de Gruithuisen pro limitatione illorum de Buscho et de Vlimer. Consumpsit inter Bruxellam et dictum locum eundo et redeundo, expensis suis in Busco factis tamen computatis cum expensis dictorum dominorum, tres francos val. iiii mut.

Item fuit Nicolaus Specht missus de Fura apud Bredam ad dominum de Lecka circa Nativitatem beatae Mariae, ut reciperet informationem super tractatu pacis, quam dominus dux libenter tractavisset inter ducem Albertum et Episcopum Trajectensem, domino de Gruithuisen expectante dictam informationem apud Buscum-ducis. Consumpsit tam in via quam apud Bredam (alias expensas factas in Busco et in via versus Trajectum solvit dominum de Gruithuise) iiii mut.

Item fuerunt dominus Johannes Godevarts et Nicolaus Specht missi de Fura apud Gandavum ad comitem Flandriae circa Exaltationem sanctae crucis pro responsione habenda de talliis Antwerpiensibus, quia fuit pro tunc dies assignata. Solvit Nicolaus pro expensis in Gandavo factis quatuor francos val. v mut. ix gr. fl. Sed expensae factae apud Denremonde in hospitio dominae debuerunt persolvi, quam cito domina ibi esset transitura.

Item fuit Nicolaus Specht missus apud Leodium et oppida Leodiensia, et etiam ad episcopum feria quarta post Epiphaniam Domini pro expeditione arrestatorum apud Sanctum Trudonem; et stetit tam in Leodio quam apud Sanctum Trudonem per octo dies et expendit octo duplices cum dimidio val. xvii mut.

Item eodem tempore portavit Nicolaus Specht secum apud Leodium pepula dominae ducissae, ut mundarentur, et fuerunt lota; solvit fere duplicem mutonem val. ii mut.

Item fuit Nicolaus missus cum domino abbate Villariensi apud Leodium et etiam apud Trajectum ad dominum Leodiensem, capitulum et civitatem Leodiensia post dominicam Invocavit (1) pro negotiis domini, et ut demonstrarent violentias factas in villa de Molle per illos de Hexsele, et inhibitiones latas super justitios Brabantiae et de pecunia illorum de Sancto Trudone, et alia impedimenta quae dominus dux et ejus patria patiebantur. Stetit tam in via quam in Leodio et Trajecto per octo dies; consumpsit, exceptis costibus abbatis quos personaliter solvit, vii duplices. Tamen comedit duabus vicibus cum abbate; val. xiiii mut.

Item fuit Nicolaus Specht missus in vigilia Palmarum de Lozano apud Bergen et Bredam ad dominos de Bergen et Breda et ad eorum villas et ulterius ad officiatos de Busco-ducis, ubi invenit dominum de Gruithuisen senescallum, et stetit in dicta expeditione per septem dies et fuit pro negotio talliarum. Consumpsit septem duplices val. xiiii mut.

Item fuit Nicolaus missus post dominicam Quasimodo apud

(1) Le mercredi après le premier dimanche de Carême.

Turnhout ad dominam ducissam Gelriae et ulterius apud Bredam et Bergen, ut pecuniam talliarum praedictorum locorum secum reportaret; quam tunc paratam non invenit. Stetit per quatuor dies eundo et redeundo, et expendit quatuor duplices val. viii mut.

§. 7. COMPTES DE NICOLAS SPECHT, DE 1375 A 1376.

Item dedit Romkino nuntio apud Bredam misso dominica post omnium Sanctorum ad consules Hollandiae pro prorogatione cuiusdam diaetae, 4 petr. val. ii mut.

Item dedit Godefredo dicto Havickiier jussu dominae, pro expensis hinc inde factis cum ave sua et canibus, quatuor petr. val. vi mut.

Item dedit Henrico Lobbe circa omnium Sanctorum, sicut domina jusserat dari sancto Eligio in Bruxellis pro salvatione equorum suorum, unum petr. val. ii mut.

Item dedit cuidam histrioni ducis Austri, ludenti ad gwiternam et cantanti, simul per Willelmum Truwant et dominum ducem personaliter viii pet. val. xii mut.

Item dedi Henrico Lobbe misso ad me Nicolaum in hospitio meo apud sanctam Gudilam ex parte dominae ducissae petenti sex francos qui deberent dari, ut retulit, quibusdam histrionibus et etiam famulo qui portaverat caseos, val. viii mut.

Item dedit Nicolaus per manus Willelmi Truwant cuidam famulo comitis Meldensis seu Meaux in Bry, qui portaverat caseos dominae ducissae circa Epiphaniam domini, tres petr. val. iiiii $\frac{1}{2}$ mut.

Item dedit famulo praesentanti medonem (1) dominae ducissae ex parte oppidi seu urbis Aquensis circa festum Gertrudis, iii petr. val. iiiii $\frac{1}{2}$ mut.

Item dedit per manus domicellae Aleydis circa xxii diem mensis Martii famulo domini Eustachii de Pomerio, portanti dominae ducissae compos (2), duos petr. val. iii mut.

(1) *Medo*, aqua mulsa seu mellita.

(2) *Compotes* ou confitures de fruits?

Item misit domina Nicolaum Specht apud Thenismontem post Vincula Petri cum episcopo suffraganeo Leodiensi, nomine frater Arnoldus de Diest, ut consecraret locum et domum, quos domina dederat ibidem Carmelitis, quod factum fuit, et steterunt ibi ipse et dictus episcopus cum ejus familia et duobus fratribus Carmelitarum, quos domina et provincialis ibi miserunt, per quatuor dies; exposuerunt in expensis xviii petr. et dedit Nicolaus episcopo de curialitate jussu dominae xx petr. et ejus capellano et clericis duos petr. Sic ascendit summa simul ad xl petr. val. lx mut.

Item concessit dictus Nicolaus jussu dominae ducissae circa Natale Domini, qui deberent dari domino provinciali Carmelitarum et dabantur domino Godefrido de Thenis, pro expeditione et mercede episcopi suffraganei praedicti Leodiensis, qui tunc consecravit in dicto loco Thenensi altaria, lx scuta vetera Flandrensia, quae computo pro decem petris; et pro eodem negotio concessit similiter Reinerus Hollandiae x petr., quos ego non computo, val. xv mut.

Item fuit Nicolaus Specht missus duabus vicibus ex parte dominæ ducissae ad plebanum ecclesiae Thenensis et etiam ad oppidum, consules et scabinos, ut consentire vellent ibi fieri unum monasterium Carmelitarum; consumpsit quatuor francos.

Item fuit Nicolaus missus per dominam ducissam in Leodio ad dominum episcopum Leodiensem, ut impetraret litteraliter consensum et assensum domini episcopi, secundum tenorem bullæ apostolicæ, quod dictum monasterium in Thenismonte construi posset; quod impetravit et stetit ibi et in via per sex dies, consumpsit viii pet. val. xii muton.

Item fuit Wilhelmus Truwant missus et Nicolaus Specht cum eo apud Namurcum ad comitem Namurcensem et etiam ad debitores oppidi, quibus domini nostri tenebantur tam de vino quam aliis ad impetrandum inducias debiti post Petri ad Vincula, expenderunt tam ibi quam in via eundo et redeundo quatuor francos.

Item fuit Nicolaus Specht missus cum abbate Villariensi apud Leodium ad consules civitatis, oppidorum et patriae ibi congregatos circa dominicam Assumptionis beatae Virginis, et transivit Nicolaus per Villare et invenit abbatem apud Leodium et fuit istud negotium pro facto domini de Wesemale, quia Leodienses intendebant invadere seu obsidere domum de Fallays occasione cujusdam homicidii perpetrati in oppidanum suum apud Fallays, et fuit negotium per relationem nostram annullatum. Stetit Nicolaus tam in Leodio quam in via per quatuor dies; consumpsit, expensis abbatis exclusis quas personaliter solvit, iiii petr. val. vii mut.

Item fuit Nicolaus Specht missus apud sanctum Trudonem feria sexta ante festum beati Remigii ad impetrandum inducias de pecunia debita oppido sancti Trudonis et etiam Lombardis ex parte domini de Schoinvorst junioris. Stetit per tres dies eundo et redeundo, antequam poterat expediri; consumpsit tres petr. val. iiii $\frac{1}{2}$ mut.

Item in vigilia Lucae Evangelistae fuerunt missi domini Jacobus de Bourboen, Willelmus de Gaesbeke et Nicolaus Specht cum ipsis apud Kaisnoit ad ducem Albertum, ad sciendum veritatem de armatis mittendis contra societates et qualem succursum ad hoc facere vellet, et etiam ut ego Nicolaus monerem dictum dominum ducem Albertum de pecunia dotis dominæ nostræ ducissæ, quod factum fuit. Stetimus tam ibi quam in via eundo et redeundo per quatuor dies cum xii equis; expendimus, domino tamen de Gaesbeke apud Kaisnoit remanente, xviii petr. et duos solidos monetae Hannoniensis val. xxvii mut. iii gr. Fland.

Item fuit Nicolaus Specht missus ad Buscum-ducis die Jovis post Martini ad dominum de Ghempt cum litteris credentiæ, ut schultetus de Busco et ipse tractarent secum de captivitate domini de Schoinvorst junioris, quem tenebat in vinculis apud Eynbruggen in episcopatu Trajectensi; et quia dominus de Ghempt non poterat haberi nec inveniri, exspectabat. Nicolaus apud Buscum-ducis ejus adventum bene per octo dies antequam

venit, et consumpsit dictus Nicolaus tam in Busco in hospitio Henrici custodis quam in via eundo et redeundo spatio xiiii dierum, xvii petr. cum dimidio val. xxvi mut. vi gr. Fland.

Item fuit adhuc secundo Nicolaus missus apud Buscum-ducis, ut adhuc una cum schulteto tractaret cum domino de Ghemp de captivitate domini de Schoinvorst et super minoratione pecuniae sibi dandae, et etiam ut tractaret cum clerico domini comitis Clevensis; et stetit tam ibi quam in via eundo et redeundo per novem dies, consumpsit duodecim petr. val. xviii mut.

Item equitavit hoc anno Nicolaus Specht saepius apud Lovanium tam cum consulibus domini quam aliis pro negotiis dominorum nostrorum et ex eorum commissione, Consumpserunt equi dicti Nicolai in hospitio Johannis Heyme ii ¹/₂ petr. valent. iii mut. xx. gr. Fland.

Item fuit Nicolaus Specht missus circa xxii^m diem mensis martii cum quadam appellatione facta contra quosdam processus emissos ex curia romana ex parte praelatorum, inhibentes ne talliae solverentur et excommunicantes dominos ducem et ducissam et patriam, ut ipsam appellationem insinuaret apud Machliniam, Antwerpiam, Buscumducis, in concilio Bekensi et Woenselensi, stetit per octo dies, consumpsit decem petr. val. xv mut.

Item habuit Colinus padsa senior, antequam efficiebatur nuntius primo apud Gossuinum Danielis, vii paria calceorum de quibus computatur xiii paria pro uno duplice valent. xiiii lib. Item habuit, etc.

§. 8. COMPTES DE 1376 A 1377, RENDUS PAR PIERRE BRAEU.

Item de mandato dominae ducissae per manus Gerardi de Musen famulo domini Johannis de Grousest, portanti een uestelnichant xiii Junii, ii petr. val. iii mut.

Item de mandato dominae ducissae Johanni de Beaulmont

pro operariis dominae ducissae in talleria ultima Julii, ii petr. val. iii muton.

Item vii die Augusti de mandato dominae ducissae Priori ordinis Praedicatorum in Lovanio eunti ad capitulum generale in Andwerpia pro Deo, v. petr. val vii $\frac{1}{2}$ mut.

Item vi^a die Maii dedi Henrico Barbitonsori qui fleubotomavit dominam ducissam apud Furam, per manus Willelmi Bonte clerici ii petr. val. iii mut.

Item xi die Julii de mandato dominae ducissae euntis versus Turnout ad hastilludium pro eleemosynis dandis in via per dominum Johannem de Busco, iii fr. val. iiii mut. iii gr. Fland.

Item domina ducissa existente in Turnout ad hastilludium circa xiiii^m diem Julii dedi per manus domini Nicolay Specht v. petr. val. vii $\frac{1}{2}$ mut.

Item xvii die Septembris dedi dominae ducissae ludenti apud Eymeries ad ludum taxillorum dictum *naesten* xxx oghen ii petr. val. iii mut.

Item famulo domini de Gaesbeke, qui praesentavit dominae ducissae ex parte domini sui unum austurem dictum *Hunic* ultima die Octobris, ii petr. val. iii mut.

Item misit domina Coenrardum de Valkenborch ad rogandum dominos hinc inde, ut venirent ad hastilludium in Bruxellis circa festum carnis-privii xi^a die Januarii, pro expensis suis jussit eidem dari quatuor francos. val. v $\frac{1}{2}$ mut.

Item xiii^a die Februarii Goisswino famulo domini ducis Alberti portanti dominae ducissae ex parte domini sui unum canem marinum, x petr. val. xv mut.

Item solvit de mandato dominae ducissae Petro den Pothieten de nova nola ponenda in orlogio, xxiii die Martii, iii petr. val. iii $\frac{1}{2}$ muton.

Item famulo domini comitis Flandriae praesentanti dominae ducissae xxiii^a die Febr. ex parte comitis species dictas *pignolaet*, iiii^{or} petr. val. vi mut.

Item fuit dominus Nicolaus Specht missus apud comitem

Flandriae cum domino Ludovico de Hairecourt pro discordia habita inter dictum comitem et dictum dominum Ludovicum de turberia de Arsscot; et ad impetrandum quasdam litteras comitis, ut vellet consentire quod sui homines deponerent de lite pendente inter dominum de Bloys et dominos de Breda et de Bergue, delimitibus circa Steenberghen, ubi dominus Johannes Goideverts senesscallus Brabantiae et dominus Johannes de Gravia erant missi. Solvit dominus Ludovicus de Hairecourt expensas domini Nicolai, sed litteram impetratam de dicto negotio misit dominus Nicolaus per nuntium dictis deputatis domini ducis apud Steenberghen, cui dedit i petr. val. i $\frac{1}{2}$ muton.

Item pro jndeo tunicam dictam *hupelande* de griseo panneo de factura et de tonsura ipsius panni simul vi lib. iiii s.

§. 9. COMPTES DE PETRUS BRAEU, DE 1377 A 1378.

Cuidam Henrico de Croys capto per Anglicos bene septem annis in Anglia pro Deo, viii Aprilis i $\frac{1}{2}$ muton.

Item de mandato dominae ducissae, ea equitante versus comitem Flandriae in Mechlinea, dedi pauperibus in via pro Deo ultima Maii i $\frac{1}{2}$ muton.

Item de mandato dominae ducissae nuntio comitis Flandriae ex parte dicti comitis praesentanti dominae ducissae unam symeram et poma darangia xv Junii, ii petr. videlicet iii muton.

Item de mandato dominae ducissae pro quibusdam histrionibus ludentibus apud Furam sub Mayo per manus domini Arnoldi Van Melin magistri hospitii xxv Junii, i petr. videlicet i $\frac{1}{2}$ muton.

Item de mandato dominae ducissae Hugem den Mersman pro uno pectine eburneo empto pro domina vii Julii, x gr. Fland.

Item pro duobus pileis emptis apud eundem in Bruxellis, videlicet *beversche hoede* de mandato dominae viii Octobris, ii franc. videlicet ii $\frac{1}{2}$ muton, vii gr. Fland.

Item domino Nicolao per dominum ducem misso apud comitem Flandriae in Gandavo pro facto dominis Johannis d'Aa, viii Septembris, ii scut. veter. videlicet iii muton viii gr. Fland.

Item Petro misso per dominum ducem apud Lovanium bis cum litteris credentiae ad magistros communitatis, scabinos et consules villae, ad requirendum eos ut pecuniam talliarum seu piecarum, in quibus adtenebantur, mitterent Bruxellas, vel quod dominus dux faceret eos arrestari; et fuit primum xii Octobris secundum xxv Octobris, ubi exposui ii muton.

Item solvit Petrus xxvii Aprilis Jacobo den Rademaker de uno novo curru facto pro domina ducissa *vanden houtwerke*, xviii muton.

Item solvit Petrus Johanni Loy fabro qui dictum currum ligavit vulgariter *besloeck*, computatis per Johannem Moreel et Aegidium suum socium de lxxvi lib. ferri, lib. ad xx s. *ten dunnen werke*, et de clxxv lib. ferri, tib. xvi s. *ten groeten werke*, videlicet in universo ii^c xvi lib val. xvi mut. v. gr. flandr.

Item vi Martii famulo hospitii dominae ducissae apud Dendermonde praesentanti dominae ducissae ex parte dicti magistri sui capricornos, per manus Willelmi Truwant, i petr.

Item xiii Martii Willelmo de Ysca tapetisario de uno tapeto rubeo armorum domini et dominae ponendo sub pedibus ante altare in capella, per Giben camerarium computatum vi petr.

Item ii Aprilis pro duodecim pellibus franchenis, pelle pro xxii s., erga Thomam custoden *op ten Zavel*, emptis videlicet xiii lib. iiii s. val. xxv gr. Fland. vel circiter.

Item emit Petrus vi *gebouden franchen* pro quitanciis et caeteris necessariis damnorum conflictus Juliacensis scribendis, pro quolibet *gebout* solvit dictus Petrus i petr. aureum val. vi petr.

Item dedi de mandato dominae ducissae Stulken *den bordurwerker* ituro apud Brugas ad emenda necessaria pro una camera facienda *van blauwen samite* pro domina ducissa viii Maii, xxx petr.

Item xxii Maii solvi Caprune de mandato dominae ducissae pro armis quae Johannes de Luccembourg habuit circa mediam quadragesimam *ten boerde*, quum fuit super Frigidum Montem, vi petr.

Primo pro Wilhelmo de Zayne apud Petrum de Huesden sartorem, qui sibi fecit unum wambosium de panno *kammekaet* et pro factura, etc. xviii lib.

Item eidem pro lineo panno, stoffis et factura vestium suarum de liberata dominae cum tonsura panni *ende den voedersel van den rocken* pro dicta veste, xxiiii lib.

Item eidem pro factura, lineo panno et stoffis unius wambosii de liberata dominae dicta *koecrocken* cum tonsura panni xvi lib.

Item eidem pro factura, lineo panno et stoffis unius vestis dictae *scoepe* de fusteno. xx lib.

Item eidem de factura et stoffis unius duplicis vestis dictae *kerel van geleiden laken*. viii $\frac{1}{2}$ lib.

Item eidem pro factura et stoffis unius vestis dictae *kerel van gemyngden laken mit eencoren gevoedert* viii $\frac{1}{2}$ lib.

Item eidem Petro pro lineo panno *tot eenre hoetssen in te riden* vi lib. viii s.

Item eidem pro factura, lineo, panno et stoffis unius vestis dictae *scoepe* de viride panno, quam Johannus habuit in festo hastilludii apud Montem in Hannonia, xx lib.

Item eidem pro factura et stoffis unius tunicae dictae *steecroc* de virido panno contra rubeum pannum pro dicto festo in Monte, v lib.

Item eidem pro factura et stoffis *van eenre steekmouwen* sibi factam ad dictum festum Montis Hannoniae, ii lib. viii s.

Item pro dicto Johanne de Luccembourg apud Henricum Van der Ghoten calciatorem duodecim paria calceorum rubrorum et viridorum, pari pro lviii s. val. xxxii lib. viii s.

Item solvi de mandato dominae ducissae apud Petrum Van Os sartorem pro Johanna filia Gerardi de Florenville de factura et

stoffis duarum vestium dictarum *langkerocke* unius de rubeo panno, ulterius de panno *saudreye*.

Item accommodavit dictus Petrus apud Stroyers de mandato dominae ducissae, ea eunte versus Hannoniam ad levandum pueros ducis Alberti et domini de Bloys, circa septimam Septembris, c petr. quos dictus Petrus de mandato dominae et in praesentia sua dedit domicellae Aleydi apud Aymeries in parvo turri retro cameram dominae.

Item recepit Petrus de pecuniis talliarum cc petr., de quibus dedit immediate de mandato dominae ducissae Colin Pastureal messagio ituro Parisius ad solvendum ibidem Johanni Vanden Rosen aurifabro de duobus coronis et uno cypho seu gobuleto aureo, dominae ducissae per eundem Johannem factis, clxxxiii francos val. clxxxix petr. xi gr. Fland.

§. 10. COMPTES DE PIERRE BRAEU, DE 1378 A 1379.

Item solvit Petrus domino Nicolao Specht misso per dominam ducissam Apud Trajectum supra Mozam pro quodam scriinio in ecclesia Sancti Servatii posito, una vice eundo et redeundo pro quinque diebus, et secunda vice pro eodem quod tunc portavit, qui exposuit in universo cum illis qui duxerunt eum cum dicto negotio apud Bruxellas circa xliii^{am} diem Septembris, xxliii mut.

Item xvi Septembris de mandato dominae ducissae famulo abbatis de Luxembourg, qui praesentaverat dominae ducissae unam ystarionem in petr. videlicet liii $\frac{1}{2}$ mut.

Item xxii Novembris, incepta guerra cum Leodiensibus equitavit Petrus de mandato dominae ducissae in Thenismonte, missus ibidem juxta provincialem ordinis beatae Mariae confessorem dominae ad sciendum a communitate oppidi supradicti, in casu quo domina mitteret ibidem armatos pro defensione oppidi contra Leodienses, si permetterent eos intrare, ubi Petrus habuit unum conductum et exposuit in universo i $\frac{1}{2}$ mut.

Item xxi Decembris de mandato dominae ducissae episcopo scolarium Sanctae Gndilae pro festo sancti Nycholay, quod scolares annuatim faciunt, i $\frac{1}{2}$ mut.

Item iiii Aprilis de mandato dominae ducissae cuidam dicto Petro de Zurloec de Lira, qui ex parte domini Johannis Van Ranst praesentavit dominae ducissae unum piscem dictum *valme*, ii fr. videlicet ii mut. xx gr. Fland.

Item xxvii Aprilis de mandato dominae ducissae Georgio de stabulo dominae ducturo tres dexterarios ad hastilludia apud Andayne supra Mozam, pro suis expensis iii petr. videlicet iiii $\frac{1}{2}$ mut.

Item pro stoffis et factura unius vestis dictae *Kerel van samite* quum Johannes de Luccembourg equitavit ad hastiludia apud Brugge, vi lib.

Item eidem pro lineo panno *onder syne hoetse ende onder syn steecwamboys* et pro factura eorundem, xii lib.

Item eidem pro stoffis et factura unius vestis dictae *kerel* de panno virido *metten wolken gewracht*, viii lib.

Item pro Bursekins de stabulo, pro stoffis et factura unius vestis dictae *winterroc* de liberata dominae cum tonsura dicti panni, simul x lib. xii s.

Item pro stoffis et factura unius vestis dictae *somerhoike* v lib.

§. 11. COMPTES DE PIERRE BRAEU, DE 1379 A 1380.

Item vii Octobris dominae ducissae personaliter ludenti cum ludo dicto *ter quarten*, i mut.

Item x^o Octobris dominae ducissae personaliter ludenti cum domino de Wezemale ad aleas videlicet *twerbeerde*, viii petr. videlicet xii mut.

Item xx Novembris adhuc de mandato dominae ducissae Johanni de Luccembourg equitaturus versus Aelst, quando Gandenses jacuerunt ibidem ante oppidum, vi petr. videlicet ix mut.

Item vi Maii de mandato dominae ducissae pueris ludentibus in habitu dyabolico coram processione virginis Mariae *van opten Zavel*, per manus domini Arnoldi Van Melin i petr. videlicet i $\frac{1}{2}$ mut.

Item xx Junii equitavit adhuc Petrus Braeu de mandato dominorum ducis et ducissae apud dominum comitem Flandrias exeuntem in Gandavo pro facto pecuniarum adhuc dominis ducibus debitarum ac etiam aliorum negotiorum aliquorum de Lovanio tangentium, et stetit in via per tres dies eundo et redeundo cum tribus equis, ubi exposuit iiii petr. videlicet vi mul.

Item equitavit dominus Nicolaus Specht de mandato dominae ducissae, die lunae ante festum Natalis Domini apud Leodium, quum oppidani Lovanienses apud Lovanium fuerunt interfecti, ad percipiendum nova et de intentione communitatis Leodiensis, stando in via per octo dies, ubi ipse exposuit mediate quibusdam pecuniis datis adhuc pro lotione pepulorum dominae, quos sibi Petrus Braeu solvit, ix petr. val. xiii $\frac{1}{2}$ mut.

Item equitavit dictus dominus Nicolaus Specht de mandato dominae ducisse ante dominicam Palmarum Antwerpianam ad loquendum cum decano ecclesiae de facto tangenti dominum de Pereweys de theolonio; exposuit, quem sibi Petrus solvit, 1 petr. val. 1 $\frac{1}{2}$.

Item eidem pro lineo panno stoffis et factura unius paris vestium de liberata dominae pro festo Paschae cum foeratura *toten beken* xxx lib.

Item eidem pro limo panno stoffis et factura unius wambosii de panno *rootartersch ten behoerde* apud Machlineam, ix lib.

Item eidem pro stoffis et factura unius tunicae *van botrane ten behoerde tot Bruessel*, vi lib.

Item pro novis histrionibus dominae videlicet Nicolas et Petro apud Petrum Van Os sartorem, qui dictis Nicolao et Petro fecit duas vestes dictas *scoepen*, eis simul datas pro lineo panno stoffis et factura earundem simul liii lib.

Item pro uno fatuo de Francia nominato Duelllet, apud Petrum Van Os Sartorem qui sibi fecit unam vestem dictam *kerel* de panno rubeo et griseo xiii tib.

Item eidem pro una nova veste *beynkino* facta dicta *jacke* tam pro fusteno, lineo panno stoffis et factura ejusdem, xxxiiii tib.

Primo equitavit Petrus Braeu, circa xxii^m Novembris, de mandato dominæ ducissæ apud Machlineam cum certa pecunie summa ascendente ad quinque m. v^c mott. et v gross. Fland., duobus petris monetæ Lovaniensis pro tribus muton. computatis tradita domino de Gruithuse præsentem expedien. comitis Flandriæ, quam pecuniam dominus de Gruithuse nomine comitis personaliter recipere fecit in cambio suo proprio, ut dixit, de qua summa pecunie Petrus reportavit litteras apertas comitis Flandriæ, quas tradidit domicellæ Aleidi, sed illæ litteræ non sunt transmissæ, quia Petrus recepit vigesima Julii lxxx a receptore Flandriæ apud Iusulam in defalcatione summae supradictæ xxiiii^c petros in tali pecunia. Primo videlicet iii^c lx nobel. facientes viii^c lxvii. pet. viii^c gr. Fland. Item xi^c xli petr. xxx gr. Fland. Item iii^c lx flor. fortis ponderis facientes iii^c xci pet. videlicet in pet. simul xxiiii^c pet. minus ix gr. Fland. quos Petrus reportavit apud Furam xxviii Julii, lxxx, de quibus domina ducissa misit domino duci exeunte in Luxemb. per Heinkem Van Keynt ii^m frank. residuum pecunie videlicet vz petr. recepit domicella Johanna Van Dielbeke retro cameram dominæ in parvo turri supra dictam, *den deutschen* præsentem, qui tres x dictarum pecuniarum computavit. Et de residuo videlicet xii^c petr. v. gros. Fland. sunt litteræ apertæ comitis Flandriæ juxta dominam ducissam.

§. 12. COMPTES DE PIERRE BRAEU, DE 1380 A 1381.

Item circa xi^{am} Augusti equitavit dominus Nicolaus Specht de mandato ducissæ apud Leodium adhuc pro facto terræ de

Marchines, et stetit in via per sex dies, ubi exposuit sex petr. facientes ix mutt.

Item xxviii Augusti de mandato dominae ducissae cuidam magistro, qui fecerat iii paria ludorum dictorum *quartspele*, per Colin Trevers ii scuta vetera facientia iii mott. viii gr. Fland.

Item xxx^a Augusti de mandato dominae ducissae messagio comitis Flandriae nuntianti nova, quod comes cum suis triumphavit contra Gandenses, Yprensos et eorum complices, quinque petr. facientes vii $\frac{1}{2}$ mutt.

Item tertia Novembris de mandato dominae ducissae cuidam histrioni dicto Bockaert commoranti cum domino Roberto Namurcensi, per manus dornicellae Aleidis, ii petr. facientes iii mutt.

Item xv^a Novembris fecit domina ludere Petrum Braeu cum ludo alearum erga ammannum Bruxellensem dominum Johannem d'Oppem, et fecit domina partem cum Petro, qui perdidit ii florenos. Sic fuit pars dominae perdita i florenum facientem i mutt. vii gr. Fland.

Item xxi Novembris de mandato dominae ducissae Gerardo famulo camerae pro uno ludo videlicet *quartspele* emendo, i flor. facientem i mutt. vii gr. Fland.

Item xxiiii Januarii equitavit Petrus Braeu de mandato dominorum ducis et ducissae versus comitem Flandriae existentem in Brugis, pro salvo conductu oppidi Lovaniensis procurando ac aliis negotiis expediendis, Johannem Van Landaes, dominum Johannem Van Aa et alios tangentibus; et stetit in via eundo et redeundo plusquam per quinque dies, ubi exposuit quinque scuta vetera facientia viii mutt. vi $\frac{1}{2}$ gr. Fland.

Item de mandato dominae ducissae praepositio ecclesiae dictae Braeuwe, ubi domina comitissa Flandriae jacet defuncta pie memoriae, ad distribuendum pro Deo ubi eidem videretur expediri, xx petr. facient. xxx mott.

Item xxi Martii equitavit Petrus Braeu in Machlinea ubi receptor Brabantiae eum misit ad loquendum secreto cum sculteto de

Machlinea super facto Johannis de Witte et Walteri Platvoet, ibidem tunc jacentium, quod ipse vellet eos informare, ut pacem illam factam inter dominum ducem et oppidum Lovaniense vellet tenere, vel dominus dux haberet aliud consilium, etc., ubi Petrus exposuit i scutum vetus faciens i mut. xvii gr. Fland.

Item vi Aprilis invitavit Petrus Braeu relatione receptoris Brabantiae de *Kinderen Stroyers*, ad loquendum cum eis secreto super facto tangenti monetam Brabantiae, ubi receptor interfuit; et exposuerunt ii scuta vetera facientia iii mutt. viii gr. Fl.

P. 8 verso. Item xvi Aprilis de mandato ducissae domino provinciali confessori dominae equituro ad capitulum generale in ultramontanis partibus versus Bernen, per fratrem Heinricum de Dieste carmelitam, quinque petros facient. viiz mut.

Item ii maii de mandato dominae ducissae Amelrico aurifabro de Valenchines, pro perlis emptis erga dictum Amelricum, xx francos facientes xxviii mut.

Item adhuc ii Maii de mandato dominae ducissae Hautsen et Henderlino histrionibus equitantibus versus patriam suam, xxx francos facientes xlii mut.

Item iii^a Maii de mandato domini ducis famulo domini Guidonis de Nuefvile militis, qui nuntiaverat domino duci, quod multitudo armigerorum et societatum venerat super rivum de Marle, etc., unum scutum vetus faciens i mut. xvii gr. Fl.

Item viii^a Maii de mandato dominae ducissae cuidam matronae heremitae commoranti super atrium ecclesiae Anderlectensis pro Deo, i petr. facient i $\frac{1}{2}$ mut.

Item Petro Van Os pro stoffis et factura unius vestis dictae *cort kerel* de panno virido cum albis lineis, vii lib. iii s.

Item eidem pro lineo panno, stoffis et factura unius vestis de Lindale, xiii lib.

Item eidem pro tribus novis histrionibus dominae ducissae, videlicet Petro, Nicolao et Wintuwet, qui dictis Petro Nicolao et Wintuwet fecit tria mantella dupla de panno griseo *mit witten gevoedert*, pro stoffis et factura eorumdem; simul xxi lib.

Item eidem pro fusteno, stoffis et factura unius vestis dictae *onderroc*, v. lib.

§. 12. COMPTES DE PIERRE BRAEU DE 1381 A 1382.

Item recepit de Willelmo domino de Ligne, qui ex successione domini Willelmi de Ligne quondam patris sui de lx amis vini, quos pater suus tenere consuevit, relevavit xxxvi amos vini venientes de illis de Bailloel, x petr.

Item prima Novembris equitavit Petrus Braeu de mandato dominorum ducis et ducissae versus dominum comitem Flandriae pro salvo conductu ad opus domini regis Romanorum sororis transiturae per Flandriam versus Angliam impetrando et aliis negotiis et caetera cum tribus equis viarum periculo, ubi etiam habuit unum equum conductum; et stetit in via per sex dies eundo et reundo ubi exposuit viii petr. facientes xii mut.

Item xxiiii Novembris equitavit Petrus Braeu de mandato dominae ducissae juxta comitissam Namurcensem, ad rogandam eam quod vellet adhuc amore dominae ducissae laborare apud comitem Namurcensem, ut de pecunia sibi per dominos duces debita hac vice vellet dare dilationem usque natale domini proxime sequens. Quam dilationem annuit. Ubi Petrus habuit duos equos conductos quia non habuit equum circa tempus quem potuisset equitare, et exposuit tam pro dictis equis quam expensis simul iii petr. facient. iiii $\frac{1}{2}$ mut.

P. 7 verso. Item x decembris de mandato dominae ducissae cuidam converso ordinis fratrum minorum dicto *lots* qui consuevit equitare in armis, ii flor. facient, ii mut. xiiii gros. fl.

Item xxvi Januarii quatuor scolariis qui scripserunt litteras dirigendas omnibus militibus et feodalibus patriae, illis de Marchionatu exceptis, pro facto inter comitissam Clevensem et Johannem Cluting pendente, ii mut.

Item misit dominus dux prima Februarii Coenrardum Van Valkenberch et Petrum Braeu apud dominum comitem Flandriae

ad loquendum sibi super facto, per dominum de Hontscoten apud Anderlacum et Vewerden de quibusdam bonis ibidem inventis et personis vulneratis perpetrato, ut de illis fieret restitutio et emenda. Unde dominus comes ordinavit unam diaetam teneri, etc., et steterunt dicti Coenrardus et Petrus in via eundo et redeundo per octo dies, et exposuerunt xvi petr. facient. xxxiiii mut.

Item x Februarii de mandato dominae ducissae Goswino famulo domini episcopi Cameracensis, qui ex parte dicti domini episcopi praesentaverat dominae ducissae unum crusibulum, i noble facient. ii mut. xxiiii gr. Fl.

P. 8 *recto*. Item de mandato dominae ducissae famulo dominae de Gruythusen, quae misit dominae ducissae poma darangia de garnatis, alias confectiones et negotia de Brugis, per manus Duitscen famuli camerae v flor. facien. vi mut. x gr. Fland.

Item xxi martii solvit Petrus Braeu domino duci, quod in novo busoo extra portam Bruxellensem perdiderat cum ludo dicto *metten cloton*, i flor. facient. i mut. vii gr. Fland.

Item xii Aprilis jussit dominus dux emi unum nigrum equum ambulantiem, erga Petrum, quem equum dominus dux dedit domino Willelmo de Spontin militi, per Arnoldum Van Obraken pro xxxv petr. facient. lii $\frac{1}{2}$ mut.

Item xvii Junii equitavit Petrus Braeu de mandato domini ducis apud Lovanium pro facto dominorum Johannis de Calstris et Willelmi de Wildert, qui mandati fuerunt in turre oppidi Lovaniensis pro quadam excusatione facienda etc., ubi Petrus exposuit 1 flor. facient. 1 mut. vii gr. Fland.

Item xxiii Junii de mandato dominae ducissae domicellae Aleidi, pro una parva cista emenda, 1 franc. facient. 1 mut. x gr. Fl.

§. 13. COMPTES DE PIERRE BRAEU, DE 1382 A 1383.

Item xxix Novembris solvit Petrus Braeu ex parte receptoris Brabantiae domino Hermannno curato in Anderlecht pro strami-

nibus ab anno lxxxii eidem debitis, iii petr. facient. iiii $\frac{1}{2}$ mut.

Item xii Januarii de mandato dominae ducissae Godefrido de Hameker equitanti versus Hannoniam *om te lyncogeren* pro expensis suis faciendis ii francos facient. ii mut. xxi gr. Fl.

Item xi Febr. de mandato dominae ducissae expeditavit Petrus Braeu Gerardo Van Bergen unum equum, quem dictus Gerardus emerat pro l. duplices facientes c. mut.

Item xiiii Februarii dominae ducissae personaliter ludenti in *tquecber* cum mercatore seu lombardo illo, qui cum taxillis libenter consuevit cum domino duce ludere, duo scuta vetera, duos francos, duos florenos simul facient. viii mut. xvii gr. Fl.

Item xxvii Aprilis equitavit Petrus Braeu de mandato dominae ducissae apud Thenis-montem cum Johanne Van Weert pro quadam summa pecuniarum, quam dictus Johannes Van Weert ibidem deberet levare ad opus mercatorum coloniensium pro vivis erga eos emptis, ubi Johannes et Petrus exposuerunt eundo et redeundo ii petr. facient. iii mut.

Item viii Junii equitavit Petrus Braeu de mandato domini ducis versus episcopum Leodiensem existentem apud Stockem supra Mozam, pro certis negotiis sibi commissis factum Johannis de Rodemacher et alia tangentibus. Ubi exposuit eundo et redeundo iii scuta vetera facient. iiii mut. xxv gr. Fl.

Item Petro Van Os pro lineo panno stoffis et factura unius vestis dictae *zack* de panno rubeo, xiiii lib.

Item eidem pro stoffis et factura unius vestis dictae *kerel de panno boekeraen* circa festum carnis privii, vi lib.

Item circa xvii^m Octobris de mandato dominae ducissae ab abbate Parcensi et immediate de ejusdem dominae ducissae mandato domino duci cum pilo in aula apud Faram ludenti, per manus Engelrami de Coucy, Jehennino camerario domini ducis praesente, l. petr.

§. 14. COMPTES DE PIERRE BRAEU, DE 1383 A 1384.

Primo xviii Julii de mandato dominae ducissae clerico magistri de Chanteraine, qui ex parte dicti magistri praesentavit dominis duci et ducissae cuilibet unum pannum aureum et unum pannum dictum *camekaet*, ii scuta vetera facient. iii mut. viii gr. Fl.

Item xviii Julii adhuc de mandato dominae ducissae per dominum de Borgeval cuidam famulo, qui ex parte domini Willelmi de Namurco praesentavit dominis duci et ducissae pisces dictos *barbele*, ii flor. facient. ii mut. xiiii gr. Fland.

Item xxi Julii domino duci personaliter ludenti *ter quarten*, ii flor. facient. ii mut. xiiii gr. Fland.

Item xxx Augusti dominae ducissae personaliter soluturae inde quod absque panthera portanda inventa fuit *ter*, sicut inter socios de panthera ordinatos exstitit, tres flor. facient. iii mut. xxi gr. Fl.

Item xxii Martii equitavit Petrus Braeu de mandato dominae ducissae apud Andwerpiam cum libris feodalibus post ducem Bourgondiae, ad tradendum camerariis suis ex libris praedictis hommagia oppidi et domini Andwerpiensis; ubi dictus Petrus stetit in via eundo et redeundo per quatuor dies, et exposuit quatuor petr. facient. vi mut.

P. 6 verso. Item Petro Van Os pro stoffis et factura unius vestis dictae *kort ydel kerel* de panno nigro, x lib.

Item eidem pro conclere, stoffis et factura unius vestis dictae *wapenroc* de panno *syndael* ix lit. xii s.

Item eidem pro fusteno lineo panno stoffis et factura ii paria *voirmouwen*, v lib.

Item eidem pro stoffis et factura unius tunicae *pellinge* factae per dominam ducissam sibi datae, vi lib.

§. 15. COMPTES DE PIERRE BRAEU, DE 1384 A 1386.

P. 7 recto. Item circa xiii Septembris de mandato dominae ducissae cuidam pauperi de Trajecto inferiori, qui captus fuit

cum domino duce in conflictu Juliacensi, et postea adhuc in quadam alia captivitate detentus perdiderat membra sua; pro Deo 1 flor. facient. i mut. vii gr. Fl.

P. 7 verso. Item ii Novembris de mandato dominae ducissae camerario domini Karoli, filii regis Navariae, misso apud regem Romanorum, vi flor. facient. vii mut. xv gr. Fl.

Item iii Decembris de mandato dominae ducissae pro uno lecto, crate, tenella et foliculo emptis pro domina, ponendis in stufa dominae, per *Duutschen* famulum camerae, xiii flor. facient. xvi mut. iii gr. Fland.

Item xiiii Decembris de mandato dominae ducissae cuidam famulo de *Kariot* dicto Hannen aegrotanti, per manus Johanna de Zype pro Deo, 1 flor. facient. 1 mut. vii gr. Fland.

Item ii^a Januarii dedit Petrus Braeu duobus famulis, missis per dominam comitissam Namurensensem, qui circa iiii^a pira dicta *Van Seruwelen* dominae ducissae Brabantiae tunc apud Aymeries existenti praesentaverunt, per Colinum Treviers camerarium, iii flor. facient. iii mut. xxi gr. Fl.

P. 8 verso. Item ii Aprilis equitavit Petrus Braeu de mandato dominae ducissae apud Meffe juxta Hoyer pro quibusdam jocalibus dominae in pignoris jacentibus sub Willelmo de Gavers lombardo, ubi Petrus, mediante Henrico de Keynt per dominam una secum misso, habuit tres equos et habuit apud Meffe etiam ballivum de Hannuto cum tribus equis, ut Petrum cum dictis jocalibus conduceret securum; quorum omnium expensas Petrus solvit, exponens per tres dies eundo et redeundo circa vi flor. facient. vii mut. xv gr. Fl.

Item adhuc xxvi Maii de mandato dominae ducissae duobus fratribus ordinis Praedicatorum de Valenchenis pro refectioe ecclesiae eorum in praedicta villa de Valenchenis, iiii flor. valent. v mut. 1 gr. Fl.

P. 9 recto (juillet). Item de mandato dominae ducissae equitavit Petrus Braeu in die sancto Penthecostes proxime praeterito apud Meffe pro jocalibus dominae ducissae, quae Willelmus

de Gavers lombardus impignorata tenuit, unde cum eodem tractatum exstitit, quod in parato habere deheret vi^c francos una cum quibusdam aliis litteris obligatoriis eidem per Petrum tradituris; pro qua summa vi^c francorum perficienda domicella Johanna de Ranst Petro certam pecuniam tradidit, et defuerunt ibidem pro quibus Petrus et Baldewinus Lize hallivus de Hannuto promiserunt, quos Petrus dicto Lombardo solvit, li francos cum decem gros. Fland. facient. lxxii mut. iiii gr. Fland.

Primo Henrico Pete sartori, qui Willelmo Van Zayne fecit unam vestem dictam *jacke* de panno dicto *swertsiden*, pro lineo panno stoffis et factura ejusdem, simul xxxi lib.

Item eidem pro lineo panno, stoffis et factura unius *hoetse* de panno virido, vii lit.

Item eidem pro stoffis et factura unius mantelli dupli de panno nigro et virido *mit witten kertelen*, xxiii lib.

Item eidem pro stoffis et factura unius vestis dictae *cort dobbel kerel* de panno virido *mit panteren gewracht*, ix lib. iiii s.

Item eidem pro lineo panno, stoffis et factura unius *wambosii* de panno albo et virido *gelasant*, liiii lib.

Item eidem pro lineo panno, stoffis et factura unius *wambosii* de fusteno manceis intercisis de panno albo et virido, simul xli lib.

Item adhuc apud Mabuegen Sartoreno qui pro Scaepshoet (1) fecit unam vestem dictam *lange dobbel kerel* de liberata dominae videlicet *winterroclaken*, x lib.

Exposita per Petrum Braeu de praedicto anno 1385-86.

Primo xix Augusti de mandato dominae ducissae domicellae Aleïdi pro oblationibus dominae, ii flor.

(1) Officier des écuries dont le père avait été tué à Baeswilre. Les quatre jeunes garçons qui étaient pages de la duchesse cette année-là sont appelés *Bursekinus*, *Claiskinus*, *Berselkinus* et *Hennekinus*.

Item xxvii Augusti de mandato dominae ducissae Johanni Storm janitori, equitatu versus ducem Burgondiae jacentem ante Dam in Flandria, xii petr.

Item xix Septembris dominae ducissae personaliter per Johannem de Luccembourg bastardum, v. flor.

Item xxvi Septembris de mandato dominae ducissae Henderlino histrioni infirmanti, ii flor.

Item xxviii Septembris de mandato dominae ducissae filio domini Aegidii de Rossem militis, magistri hospitii quondam domini ducis, qui venerat peregre spoliatus in via, ut dixit, ii flor.

Item adhuc xxviii Septembris duobus carpentatoribus, qui reparaverunt cameram Johannis fatui, operantibus ibidem per duos dies, cum asseribus et clavis pro eadem reparatione sumptis, simul 1 scut. vetus.

Item quinto Octobris de mandato dominae ducissae magistro Johanni Ville, ii flor.

Item ix Octobris de mandato dominae ducissae duobus famulis praesentantibus dominae ex parte comitissae Namurcensis duos cophinos plenos botris, ii flor.

Item x Octobris de mandato dominae ducissae Waltero *den Roden leenjagher*, quum pro dicto officio retentus fuit pro uno equo emendo, x petr.

Item xii Novembris de mandato dominae ducissae Johanni Storm janitori, quos domina, ut dixit, eidem adhuc debebat per Mariam sororem ejus, viii petr.

Item debebant domini duces Johanni Vander Monicken a tempore, quo ballivus apud Halen extitit circa annum lxx^{um} proximo praeteritum, de pecunia parata soluta Olivero dicto de Male quondam ballivo apud Halen, ut per litteras dominorum ducum sigillatas patuit. Et cum hoc debebant domini duces praedicto Johanni de restanti computatione praedicti officii circa iii^e mut., unde Robertus frater memorati Johannis praefati habuit litteras, quas tractatu domini Ricoldi Koc militis et Reineri Hollandiae receptoris Brabantiae tradidit praedicto receptori cassandas,

omnia quitantes pro v^e mut.; et fuit per dictum receptorem assignatum apud monasterium de Berne de c xxii scudatis veteribus 1 quart. Item apud Bynderen de xxxvii scudatis veteribus iii quart. Item apud Hoedene de xc scudatis ii $\frac{1}{2}$ quart. facientibus simul circa iiii^c xiiii mut. Ita quod sic domina mansit debitorum eidem Roberto de praedicta summa v^e mutonum ultra summam eidem assignatam, de quibus Petrus Braeu praedicto Roberto satisfecit et solvit relatione praedicti receptoris, lxxxvi mut.

Item xviii Novembris equitavit Petrus Braeu de mandato dominae ducissae apud Lovanium, ad loquendum cum domino Johanne de Calstris pro certis negotiis sibi commissis, ubi pernoctavit et exposuit i mut.

Item xxiii Novembris de mandato dominae ducissae domicellae Johanna de Lathem, quos datura esset cuidam pauperi viro ut dixit pro Deo, ii flor.

Item prima Decembris dominae ducissae personaliter quae solutura esset inde cuidam mercatori pro quodam jocale empto, ut dixit, per domicellam Aleidem, viii francos.

Item xv Decembris de mandato dominae ducissae uni pauperimo presbytero leproso de Flandria jacenti apud Crayenhem pro Deo, 1 flor.

Item xviii Decembris de mandato dominae ducissae fratri Henrico de Thenis minori pro uno tapeto sibi empto pro Deo, ii $\frac{1}{2}$ mut.

Item xvi Januarii de mandato dominae ducissae nuntio dominae comitissae Namurcensis, qui ex parte dictae comitissae praesentavit dominae ducissae pira dicta Seruwelen, ii flor.

Item adhuc xvi Januarii relatione receptoris Brabantiae quatuor clericis, qui omnes litteras dominorum dictorum bis festinanter scripserunt praelatis, baronibus, militibus, oppidanis et caeteris mandatis pro facto precarii ultimi pro laboribus suis, iiii^c francos.

Item xix Januarii misit domina ducissa Petrum Braeu versus ducem Bourgondiae, qui fuit Ypris, sed obvians ammanno

Bruxellensi et domino Johanne de Gravia apud Dendermonde, qui inde venerant, inveniensque commissa sibi in tali statu, quod cum eisdem reversus fuit, et exposuit ibidem cum tribus equis 4 mut.

Item xxviii Januarii misit domina ducissa Petrum Braeu ad episcopum Leodiensem Lovanium exeuntem, ubi Petrus exposuit $\frac{1}{2}$ petr.

Item ad instantiam Henrici de Palude clerici receptoris Brabantiae solvit Petrus Braeu fratri Henrico de Thenis minori in defalcationem majoris summae eidem fratri Henrico pro gagiis suis cotidianis, domina ducissa pro hoc anno absente, debitis, xvi mut.

Item xvi Februarii de mandato dominae ducissae Johannae quondam de Nyvella defuncto Jacobo de Os calceatori pro lxi paribus calc. per Colinum Treviers ab eodem pro domina ducissa et ejus domicellabus ac Willelmo Van Sayne receptori cum uno pari ocrearum, xii $\frac{1}{2}$ mut.

Item xxiii Februarii dominae ducissae personaliter in oratorio suo, vi flor.

Item xxv Februarii adhuc dominae ducissae per manus domicellae Johannae de Lathem cum quibus, ut dixit domina deberet hoc sero ludere, iiii flor.

Item pro lotione ornamentorum capellae hoc anno, sicut consuetum est, iiii, mut.

Item prima Martii de mandato dominae ducissae equitavit Petrus Braeu Namurcum ad loquendum cum domina comitissa Namurcensi super certis negotiis sibi commissis et stetit in via eundo et redeundo per duos dies, ubi exposuit ii petr.

Item quinto martii de mandato dominae ducissae famulo praepositi de Binchio, qui misit dominae ducissae ii Lymoegen, per Duytschen famulum camerae, 1 flor.

Item xviii Martii jussu dominae ducissae tribus histrionibus, qui quondam fuerunt cum domina ducissa Bavariae, per dominum de Bourgeval magistrum hospitii, viii flor.

Item xxx Martii ex parte dominae ducissae relatione Reineri Hollandiae receptoris Brabantiae Johanni de Woluwe pictori pro ymaginibus in curia factis, in via qua de aula itur ad capellam, xiiii francos.

Item secunda Aprilis de mandato dominae ducissae uni pauperimae mulieri nomine Jutken juxta locum dictum Jodenpoel in puerperio jacenti, pro Deo, 1 flor.

Item vi Aprilis de mandato dominae ducissae messagio dominae Mariae de Bar, ex parte cujus praesentavit dominae ducissae litteras, quod unam filiam mundo protulit, x flor.

Item ix Aprilis de mandato dominae ducissae relictae quondam Hennekinet Kayn receptoris de Durbuy, egenti, pro Deo, v flor.

Item adhuc ix Aprilis de mandato dominae ducissae uni famulo qui venerat cum domina ducissa Gelriae et ceperat glix in curia per spatium quindecim et amplius dierum, iiii flor.

Item pro duobus riemen papiri, de rieme pro duobus petr. videlicet quatuor petr.

Item pro duobus *gebonden* franceni *tgebont*, 1 scutum vetus videlicet ii scuta vetera.

Item xvii Aprilis relatione Henrici clerici receptoris Brabantiae solvit Petrus Braeu Elizabeth Heystkens apud Furam, de gista dominae ducissae anni lxxxv^{ti} eidem Elizabeth debitas, ut patet per unam cedulam per Henricum praedictum scriptam, quas receptor Brabantiae computabit in suis receptis, xlvii lib.

Item xxii Aprilis de mandato dominae ducissae tribus famulis de Binchio venientibus et apportantibus dominae ducissae pastillos et placentas pro festo Pascae ex parte praepositi ac receptoris de Binchio, vi flor.

Item xxiii Aprilis tribus fratribus mendicantibus, in curia dominae, videlicet Godefrido de Thenis et Henrico ejus socio carmelitis ac Henrico de Thenis minori pro gagiis suis hoc anno, sicut consuetum est ipsis solvi, cuilibet x petr. facientes xxxi petr.

Item xxv Aprilis dominae ducissae personaliter ludenti ad aleas cum domino de Rostelaer, iii flor.

Item v Maii de mandato dominae ducissae nuntio praepositi Yvodiensis, per Petrum de Halle clericum, 1 flor.

Item vi Maii solvit Petrus Braeu relatione Reneri Hollandiae receptoris Brabantiae Wiedekino dicto Witten de Anderlaco pro centum mandelis straminum magistro Arnoldo Marsscalco pro hospitio hoc anno expeditis, iii^e lib.

Item xxiii Maii de mandato dominae ducissae famulo dominae de Ghistele, quae misit dominae ducissae poma darangia, per Duytschen famulum camerae, ii flor.

Item quarto Junii de mandato dominae ducissae uni pauperimae mulieri insensatae, pro Deo, 1 flor.

Item vi Junii Johanni fatuo et Sterrekino ejus famulo pro uno tapeto blanco mit iii cussentiken, iiii $\frac{1}{2}$ mut.

Item adhuc eisdem pro duobus manutergiis, $\frac{1}{2}$ petr.

Item solvit Petrus Braeu relatione receptoris Brabantiae fratri Henrico de Rethe minori, loco fratris Johannis de Halle, pro parte sua gagiorum annuatim fratribus mendicantibus solvi consuetorum, x petr.

Item solvit Petrus Braeu Sterrekino famulo Johannis fatui pro expensis suis qui dictum fatuum per totum annum duxit ad stufas et balnea ex gratia, ii flor.

Item ordinavit domina ducissa et praecepit personaliter, circa Nativitatis diem ultimo praeterito, quod Johanni et Willelmo Bastardis de Luccembourg pro omnibus, quae eis annuatim expediebantur pro factura vestium, pro caligis, calceis et caeteris negotiis eorum, prout in computatione Petri patet, cuilibet eorum anno quolibet darentur xxx mut. Ita computat Petrus in computatione praesenti de negotiis praedictis ipsis expeditis pro primo dimidio anno et pro secundo solvi, eorum cuilibet xv mut. facient. xxx mut.

Item relatione receptoris Brabantiae solvit Petrus Braeu adhuc Jacobo de Os calceatori ultra solutionem xii $\frac{1}{2}$ mut. xvi febr.

eidem, ut praescribitur factam, citra praedictum tempus pro lxxii paribus calceorum pro domina et ejus domicellabus, ac pro Willelmo Van Zayne xcvi par. calceorum facient. simul clxviii par. calceorum per Colinum Trevers, receptis et computatis, xii paribus pro duplici mutone, videlicet simul xxviii mut.

Item solvit adhuc Petrus Braeu eidem Jacobo pro quatuor paribus ocrearum videlicet Willelmo de Zayne ii par. Henrico Lobbe 1 par. et Laurentio de Saxetura 1 par. per illa quatuor simul vi mut.

Item solvit Petrus Braeu relatione receptoris Brabantiae Lamberto dicto Van Voeron, Henrico de Bemelem ac Johanni Moer de Montenaken per manus Johannis de Weert et in quibus domini duces per praesentes litteras hic appensas, prout in eisdem videri potest plenius contineri, praefatis Lamberto, Henrico ac Johanni adhuc pro dampnis suis confictus Juliacensis obligantur, cxxxvii petr. aureos, quolibet petro pro xlv grossis Fland. computato, facient. simul in hac computatione circa cxliiii $\frac{1}{2}$ petr.

§. 16. ANNÉE 1386-87.

P. 7 verso. Item adhuc circa quarta Julii de una Keuwa vini de Beaune per Johannem de Weert pincernam erga Petrum Braeu recepti jussu receptoris Brabantiae tenent. iii amen, d'ame ad vii franc. valent. xxxi $\frac{1}{2}$ muton.

Item xxviii Augusti de mandato dominae ducissae cuidam mulierculae pauperrimae de duobus pueris in puerperio jacenti in platea sanctae Katherinae, 1 flor. facient. 1 mut. vi gr. fl.

Item circa xxix Augusti de mandato dominae equitavit Petrus Braen Brugis et apud Sluzam pro facto domini Guillelmi de Namurco, videlicet permutationis ac transportationis dictae villae de Sluza, quam dictus dominus Guillelmus cum domino duce de Borgundia inierant, ubi Petrus eundo et redeundo in via stetit per octo dies, sed in expensis domini Guillelmi cum aliis dominis

commissariis apud Sluzam per tres dies, caeteris pro expositis vi franc. videlicet ix mut.

P. 8 recto. Item ii novembris relatione receptoris Brabantiae quatuor clericis scholaribus, qui scripserunt litteras trium diaetarum ad omnes praelatos, barones, milites et oppida Brabantiae pro facto preciarum dominae ducissae ultima vice concessarum, ut patet per cedullam praesentem annexam, ac eisdem scholaribus per Petrum de Halle clericum assignatam et concessam, quatuor franc. facient. vi mut.

Item solvit Petrus Braeu relatione Reneri Hollandiae receptoris Brabantiae domino scolastico Bruxellensi fratri naturali dominae, quos receptor eidem, ut dixit, defalcaturus esset de pensionibus sibi debitis, xvi franc. facient. xxiii mut.

P. 8 verso. Item circa vii^m Junii misit domina ducissa dominum de Borgeval et Petrum Braeu Lovanium ad loquendum cum oppido super concordia inter dictum oppidum et monasterium S. Gertrudis per dominam pronuntiata. Ubi exposuerunt ii flor. cum vii gr. fl. facient ii mut. xix gr. Fland.

A la fin de 1386. Item eidem pro stoffis et factura unius vestis dictae *cort dobbel kerel* de panno virido et albo *gescakeert*, liii lib.

Item eidem pro stoffis et factura unius vestis dictae *lange dobbel kerel* de panno dicto tripen. xviii lib. xii s.

Item eidem pro lineo panno, stoffis et factura unius vestis dictae *jacke van fluveel*. xxxvi lib. xii s.

Apud Jacobum de Os calceatorem pro domina ducissa suis domicellabus et mulieribus camerae, videlicet Aeide de Puffie, Jehanna de Laethem, Johanna de Zipe et Saintinne hoc anno, quindecim dousinne et septem paria calceorum, xii paria, pro duplici mutone faciente simul v^c xxiii lib. xii s. vel circiter.

Item adhuc circa exitum mensis Februarii lxxxv^o, jussu dominae accommodavit Petrus apud Stroyers, quos Willelmus de Baem habuit pro uno equo erga unum extraneum mercatorem jacentem in hospitio dicto *mane* empto, xxvi francos.

Item circa exitum mensis Martii lxxxv^o jussu dominae ducissae recepit Petrus a domino Theodorico de Gorichem pro Deo distribuendos, et quos Petrus etiam tradidit domicellae Aleydi supra astam stantem juxta repositorium lectorum, lxxx flor.

§. 17. ANNÉE 1387-88.

P. 6 verso. Item recepit Petrus Braeu de Johanne de Kariloe filio quondam Johannis de Kariloe, qui ex sanctione patris relevavit tria feoda, duo de cornu, de quibus nullum relevium solvit nec tenetur, sed pro tertio jacenti apud Uccle, x petr.

Item circa medium mensis Julii fecit Petrus Braeu emi per Rutgerum custodem lectorum in curia unam novam *Bedtyke* pro Johanne fatuo, et lectum ejus omnino destructum reparari, pro iii mutt.

Item xxx Julii equitaverunt Willelmus Zwac, Petrus Braeu, Nycolaus de Broentenck et Walterus de Rode apud Merchten, de mandato dominae, ad tractandum cum ballivo de Dendermonde super arrestatione quadam facta per eum ad et supra bona Margaretae Was a domina in feodo dependentis; et exposuerunt ibi ii flor. facient. ii mutt. xii gr. Fl.

P. 7 recto. Item xxviii Augusti remisit domina ducissa praedictum Petrum apud Lynam, ut certa bona mitteret Bruxellis; et quod ultra equitaret Lovanium et Bruxellas loquuturus una cum domino abbate Parcensi et cum eisdem oppidi de moneta. Quod factum protellatum existit ad certam diaetam super id tenendam videlicet ii^o Septembris apud Furam, ubi Petrus equitavit et exposuit illis sex diebus cum uno flor. quem Petrus dedit Daemkino nuntio misso super dicto facto et al. ad dominam ducissam quae praecepit ei omnia intimari, simul circa vii franc. facient. xi mutt.

P. 7 verso. Item circa vii^{ma} Octobris apud Lynam perdidit domina ducissa supra Willelmum Bonte et Petrum Braeu cum ludo alearum, quos domina praecepit de releviis solvi, xxii flor. facient. xxvi mutt. xx gr. Fl.

Item xxix Octobris de mandato dominae ducissae nuntio domini Willelmi de la Tremoille portanti litteras de novis, quae acciderunt ante oppidum de Remonde, v flor. facient. vi mutt.

P. 8 recto. Item solvit Petrus Braeu duobus clericis pauperibus, qui scripserunt plures litteras dominis principibus et aliis circa medium mensis Novembris super querela, quam domina fecit supra ducem Juliacensem, ii mutt.

P. 8 verso. Item xxvi Februarii equitavit Petrus Braeu de mandato dominae ducissae Leodium juxta episcopum pro facto interdicti lati in oppido Lovaniensi, etiam pro facto de Marbays et aliis negotiis sibi commissis; qui eundo et redeundo per quatuor dies exposuit vi flor. facient. vii mutt. viii gr. Fl.

Item circa xxi Martii fecit Petrus Braeu jussu dominae ducissae copiare in franceno ex libro de feodis feoda ultra Mozam et ea tradi magistro Roberto et Willelmo Blondeal ad requestam domini Burgundiae, et hoc per unum extraneum clericum qui inde habuit 1 petr. facient. 1 mutt. xx gr. Fl.

Item penultima Martii de mandato dominae ducissae equitavit Petrus Braeu apud Turnout pro certis sibi commissis cum domina Gelrae sorore ejus loquuturus, ubi eundo et redeundo exposuit circa ii franc. facient. iii mut. iiii gr. Fl.

P. 9 recto. Item xiiii Maii equitavit Petrus Braeu de mandato dominae ducissae Antwerpiani locuturus cum sculteto et scabinis dicti oppidi pro facto Bernardi quondam Judaei, quem baptisatum domina in monasterio S^u Bernardi posuerat alendum, ubi exposuit eundo et redeundo ii flor. facient. ii mut. xii gr. vl.

P. dernière. Item prima Aprilis recepit Petrus Braeu à Francisca de Oesterwyc pro quibusdam privilegiis ab eadem erga dominam ducissam acquisitis et de quibus Johannes de Weert recepit jussu dominae pro vivis pro ore ejus emptis xxvi franc., residuumque tradit domicellae Johannaë de Laethem sicut Petrus fecit, ii^e flor. Holl.

Item eidem pro tela, stoffis et factura unius tunicae dictae de panno dicto *mançellaken*, de quo etiam dominus Henricus de Lecka habuit, simul xix lib. viii s.

Item eidem pro tela stoffis et factura unius vestis dictae *dick jack* (1), xliiii lib. xvi s.

(1) La livrée de la duchesse est appelée, suivant les saisons, *liberata hyemalis*, *liberata paschalis* et *liberata aestivalis*.

III.

Lettres écrites par les souverains des Pays-Bas aux états de ces provinces, depuis Philippe II jusqu'à François II (1559-1794).

(Communiqué par M. GACHARD, membre de la Commission.)

I.

Depuis l'année 1559, où Philippe II retourna en Espagne, jusqu'en 1794, — si l'on excepte le règne des archiducs Albert et Isabelle, le voyage que Joseph II fit aux Pays-Bas en 1781, et les quelques semaines pendant lesquelles, en 1794, François II y fut à la tête de son armée, — les Belges ne jouirent plus de la présence de leurs souverains : ce fut à des gouverneurs généraux, investis de pouvoirs plus ou moins étendus, que fut confié le soin de les régir.

Avant cette époque, les rapports des souverains avec les états, qui représentaient le pays, selon les institutions existantes, avaient été directs et assez fréquents : ils durent nécessairement subir alors des modifications essentielles.

En quoi consistèrent ces changements? quelles relations nos princes continuèrent-ils d'entretenir avec les états? dans quelles occasions leur écrivirent-ils?

Ce sont là des questions que, jusqu'ici, aucun de nos historiens n'a résolues, qui n'ont pas même été posées, et qui ont de l'importance cependant, car elles se lient intimement à la connaissance de notre ancienne constitution.

Je me suis proposé, il y a bien des années déjà, de les éclaircir, et telle est l'origine du Recueil que je mets aujourd'hui sous les yeux du public.

Le peu de mots que je viens de dire expliquent le but dans lequel ce Recueil a été formé.

Mon point de départ est l'année 1559, et je ne m'arrête qu'à 1794.

J'ai laissé de côté le règne des Archiducs. Les lettres de ces princes aux états sont très-nombreuses : ils avaient souvent besoin de recourir aux mandataires de la nation, pour en obtenir des subsides. Ces lettres n'ont pas le caractère de celles que j'ai eu en vue de réunir ; elles diffèrent peu des correspondances que, avant et après Albert et Isabelle, les gouverneurs généraux eurent avec les états.

Louis XIV, dans le temps qu'il posséda le Tournaisis et le Hainaut, écrivit plus d'une fois aux états de ces provinces. J'ai naturellement exclu de mon Recueil ses lettres, de même que celles qui émanèrent de Louis XV, après la conquête des Pays-Bas faite par ses armes, lors de la guerre à laquelle donna lieu la mort de l'empereur Charles VI : car ni Louis XIV ni Louis XV ne furent des souverains des Pays-Bas.

Par un acte daté de Madrid, le 2 janvier 1712 (1), Philippe V, ratifiant les engagements que Louis XIV avait contractés, en son nom, envers Maximilien-Emmanuel, électeur de Bavière (2), fit à ce prince donation et cession des Pays-Bas. La souveraineté de l'Électeur fut reconnue dans

(1) *Tratados, convenios y declaraciones de paz y comercio que han hecho con las potencias extranjeras los monarcas españoles de la casa de Borbon, etc., por don Alejandro del Cantillo.* Madrid, 1843, p. 52.

(2) *Ib.*, p. 27.

les provinces de Namur et de Luxembourg, et il adressa, en cette qualité, plusieurs lettres aux états des deux provinces. Je n'ai pas cru devoir les recueillir : Maximilien-Emmanuel ne figure point au rang de nos princes.

En résumé, j'ai rassemblé cent trente-deux lettres écrites par les souverains aux états, savoir :

- 28 de Philippe II;
- 29 de Philippe IV;
- 12 de Marie-Anne d'Autriche, qui exerça la régence de la monarchie d'Espagne pendant la minorité de Charles II;
- 19 de Charles II;
- 1 de Marie-Anne de Neubourg, sa veuve;
- 1 de Philippe V;
- 24 de Charles III, depuis empereur sous le nom de Charles VI;
- 7 de Marie-Thérèse;
- 1 de François I^{er}, comme co-régent des États héréditaires de cette princesse;
- 4 de Joseph II;
- 1 de Léopold II;
- 5 de François II.

A l'exception de huit ou neuf, toutes ces lettres voient le jour pour la première fois.

II.

Des cent trente-deux lettres dont cette collection se compose, 90 sont des circulaires adressées aux états de toutes les provinces; 37 sont écrites aux états de Brabant, de Luxembourg, de Flandre, de Hainaut et de Namur, en particulier; 2 regardent les provinces wallonnes qui se réconcilièrent avec Philippe II, en 1579; 3 enfin sont adres-

sées aux états généraux qui siégèrent à Bruxelles en 1632, 1633 et 1634.

Passons rapidement en revue ces quatre catégories de lettres.

III.

Parmi celles qui ont la forme de circulaire, il en est 5 qui contiennent notification de la mort des souverains et de l'avènement de leurs successeurs (1).

Les lettres de MARIE-ANNE D'AUTRICHE et de MARIE-ANNE DE NEUBOURG n'ont rien qui doive être remarqué. MARIE-THÉRÈSE, dans la sienne, reconnaît « les services considérables » que les états ont rendus à l'Empereur, son père; elle les assure « que non-seulement elle prendra un soin très-particulier de les maintenir en la jouissance de leurs droits et privilèges, mais qu'elle procurera à ses sujets des Pays-Bas tous les soulagements et avantages possibles; » elle ajoute « qu'elle recevra favorablement et fera examiner avec soin les représentations que les états pourront lui adresser à ces fins. » Ces assurances sont consignées aussi dans les notifications de JOSEPH II et de FRANÇOIS II.

Une des lettres dont je m'occupe ici est relative au décès d'un prince de la maison royale : c'est PHILIPPE IV qui l'écrivit ; il y annonce qu'il vient de perdre l'infant don Baltazar-Carlos, son fils (2).

Il n'y a pas moins de 37 lettres qui notifient la nomina-

(1) En voici les numéros et les dates : LVIII, 25 septembre 1665 ; LXXXIX, 8 novembre 1700 ; CXV, 22 octobre 1740 ; CXXII, 30 novembre 1780 ; CXXVIII, 3 mars 1792.

(2) Lettre L, 13 octobre 1646.

tion des gouverneurs généraux (1). Ce fut un usage invariablement observé, depuis Philippe II jusqu'à François II, que les souverains des Pays-Bas informassent les états, par des lettres expédiées sous leur nom et leur signature, des choix qu'ils avaient faits pour le gouvernement du pays (2). En général, ces lettres portent invitation ou ordre aux états de reconnaître et respecter le gouverneur nommé, comme représentant la personne du souverain, et de lui prêter leur concours.

(1) Les numéros et les dates de ces lettres sont les suivants : II, 13 octobre 1567; IV, 19 octobre 1573; VIII, 24 mars 1576; XI, 1^{er} septembre 1576; XVII, 30 novembre 1593; XIX, 2 août 1595; XXXVI, 20 octobre 1632; XXXIX, 30 décembre 1633; XL, 6 avril 1634; XLII, 6 décembre 1641; XLIII, 11 décembre 1641; XLVI, 25 avril 1644; XLIX, 17 septembre 1646; LIII, 4 mars 1656; LV, 6 novembre 1658; LVII, 26 mars 1664; LXI, 7 août 1668; LXII, 7 août 1668; LXIV, 25 juillet 1670; LXV, 27 juillet 1670; LXVI, 27 août 1670; LXVII, 1^{er} janvier 1675; LXVIII, 2 janvier 1675; LXXV, 31 juillet 1680; LXXVI, 28 août 1680; LXXVII, 28 avril 1682; LXXVIII, 30 décembre 1685; LXXIX, 3 janvier 1686; LXXXIII, 13 décembre 1691; LXXXIV, 26 décembre 1691; XCVII, 19 décembre 1716; C, 27 janvier 1725; CXVI, 7 septembre 1741; CXIX, 20 janvier 1744; CXXI, 20 août 1780; CXXVII, 1^{er} décembre 1790; CXXIX, 17 mars 1793.

(2) Je ferai remarquer, cependant, que le comte Frédéric de Harrach exerça le gouvernement général des Pays-Bas, *ad interim*, en 1741, le prince de Starhemberg en 1780, et le comte Joseph de Murray en 1787, sans notification aux états de la part du souverain. Mais la nomination du comte de Harrach avait été faite par un *plégo de providencia* déposé en la citadelle d'Anvers, pour le cas où l'archiduchesse Marie-Élisabeth viendrait à mourir; il en fut de même de celle du prince de Starhemberg, sous le gouvernement du duc Charles de Lorraine; et, quant au comte de Murray, on sait qu'il fut nommé au plus fort des conflits de la révolution brabançonne, quand Joseph II eut résolu d'appeler à Vienne les gouverneurs généraux et le comte de Belgiojoso, son ministre plénipotentiaire, ainsi que des députés des états de toutes les provinces. Ces circonstances expliquent la marche qui fut suivie alors.

J'ai à mentionner deux lettres dont l'objet est la nomination de ministres plénipotentiaires. L'une et l'autre sont de **MARIE-THÉRÈSE**. La première a rapport au comte de **Königsegg-Erps**; l'autre concerne le comte de **Bathiany** (1). Elles forment des exceptions à la règle qui était suivie dans la chancellerie de Vienne. Toutes les autres fois que des ministres plénipotentiaires furent nommés, ce furent ces ministres eux-mêmes, ou bien les gouverneurs généraux, qui en instruisirent les états (2).

Le comte de **Harrach** notifia ses patentes aux états le 30 août 1741, le prince de **Starhemberg**, le 10 juillet 1780, et les gouverneurs généraux (l'archiduchesse **Marie-Christine** et le duc **Albert de Saxe-Teschen**), celles du comte de **Murray**, le 18 juillet 1787.

(1) **CXVII**, 16 février 1743, et **CXX**, 11 juin 1746.

(2) L'institution des ministres plénipotentiaires, pour remplir, auprès des gouverneurs généraux, le poste de premiers ministres, et les remplacer en cas d'absence, avait été inconnue sous le régime espagnol. Ce fut l'empereur **Charles VI** qui l'introduisit aux Pays-Bas.

Voici la liste de ces ministres :

I. **Joseph-Lothaire**, comte de **Kiniesee**, lieutenant maréchal-de-camp général des armées de l'Empereur, son chambellan et conseiller de son conseil de guerre. Par des patentes données à Vienne le 2 novembre 1714, **Charles VI** lui conféra des pleins pouvoirs pour, en son nom, après la conclusion du traité de la Barrière, prendre possession des Pays-Bas. **Kiniesee** notifia sa commission aux états, aux conseils et aux magistrats, sans leur communiquer ses patentes, le 4 février 1716.

II. **Hercule-Joseph-Louis Turinetti**, marquis de **Paré**, conseiller d'État de l'Empereur. Ses patentes, datées de Vienne, le 30 juin 1716, l'instituaient plénipotentiaire de l'Empereur, pendant l'absence du prince **Eugène de Savoie**, nommé, le 25 du même mois, lieutenant, gouverneur et capitaine général des Pays-Bas. Il notifia sa commission aux états par lettres du 28 novembre 1716.

Le prince **Eugène** ayant donné sa démission de gouverneur des Pays-Bas, **Charles VI**, en attendant qu'il eût pourvu à son remplacement, continua au marquis de **Paré**, par une dépêche du 8 décembre 1724, le plein pouvoir qu'il tenait des patentes de 1716. Mais, dès le 27 janvier 1725, il nomma

Les 45 autres lettres adressées à tous les états traitent de matières fort diverses.

gouverneur général *ad interim* le comte de Daun, en attendant que l'archiduchesse Marie-Élisabeth pût se rendre aux Pays-Bas.

Paré cessa ses fonctions le 15 février suivant.

Il n'y eut plus de ministre plénipotentiaire jusqu'en 1745 : mais l'archiduchesse eut des grands maîtres (le comte de Visconti et le comte de Harach), qui remplirent la charge de premiers ministres.

III. Charles-Ferdinand, comme de KÖNIGSEGG-ERBS, conseiller intime d'État, vice-président du conseil suprême des Pays-Bas, à Vienne, conseiller d'État aux Pays-Bas, grand maître de la cour de l'archiduchesse Marie-Anne. Ses patentes sont du 13 février 1743. Il en envoya copie aux états, par lettres du 17 mars suivant.

IV. Wenceslas-Antoine, comte de KAUNITZ-RITTEBERG, conseiller d'État actuel intime, grand maître de la cour du duc Charles de Lorraine. Ses patentes sont du 9 janvier 1743; il en envoya copie aux états, le 26 février.

Déjà, par un acte du 6 octobre 1744, que Marie-Thérèse avait ratifié le 24, l'archiduchesse Marie-Anne, sentant sa fin approcher, avait confié au comte de KAUNITZ la direction suprême des affaires du gouvernement pendant sa maladie, et pour le cas de sa mort.

V. Charles, comte de BATTHIANY, conseiller d'État actuel intime, ban de Croatie, feld-maréchal des armées de l'Impératrice-Reine, colonel d'un régiment de dragons et commandant général de l'armée aux Pays-Bas. Ses patentes sont du 6 juin 1746. Il en adressa copie aux états par lettres du 20 juillet 1746.

VI. Antoine-Othon, marquis de BOTTA-ADORNO, chevalier de Malte, conseiller d'État intime actuel, du conseil aulique de guerre, général d'artillerie. Ses patentes sont du 19 avril 1749. Le duc Charles de Lorraine les communiqua aux états par lettres du 16 avril 1750.

VII. Charles, comte du S^t-Empire romain et de COBENZL, grand échanton héréditaire du duché de Carniole, grand fauconnier et grand porte-plats héréditaire du comté de Goritz, chambellan de l'Impératrice-Reine, conseiller d'État intime actuel. Ses patentes sont du 19 mai 1753. Elles furent communiquées aux états par lettres du marquis BOTTA-ADORNO, du 15 septembre de la même année.

PHILIPPE II, dans celles qu'il leur écrit, les remercie de l'accueil fait à la reine Anne d'Autriche, son épouse, lors-

VIII. George-Adam, prince du S^t-Empire Romain, de STARNENBERG, chevalier de la Toison d'Or, grand'croix de l'ordre de S^t-Étienne, conseiller d'État intime actuel, ministre des conférences et d'État. Ses patentes sont du 31 mars 1770. Le duc Charles de Lorraine en envoya copie aux états par lettres du 28 mai suivant.

IX. Louis de BARBIANO et BELGIOJOSO, chevalier de Malte, chambellan, conseiller d'État intime actuel, lieutenant-général des armées de l'Empereur, colonel propriétaire d'un régiment d'infanterie de son nom, et ex-envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à la cour d'Angleterre. Ses patentes sont du 9 mai 1783. Elles furent communiquées aux états par lettres de l'archiduchesse Marie-Christine et du duc Albert de Saxe-Teschen, du 10 juin suivant.

X. Ferdinand, comte du S^t-Empire et de TRAUTTMANSDORFF-WEINSBERG, chambellan, conseiller d'État intime actuel, ex-ministre plénipotentiaire près l'électeur de Mayence et les cercles du Haut-Rhin et de Franconie. Ses patentes, qui le nomment, en outre, président du conseil royal du gouvernement nouvellement institué à Bruxelles, sont du 11 octobre 1787. Le comte de Murray, gouverneur général *ad interim*, en donna communication aux états par lettres du 26 du même mois.

XI. Florimond, comte de MERCY-ARGENTEAU, chevalier de la Toison d'Or, grand'croix de l'ordre de S^t-Étienne, chambellan, conseiller d'État intime actuel, ambassadeur près le roi très-chrétien. Ses patentes sont datées de Vienne, le 30 novembre 1790. Il en donna communication aux états par lettres écrites de La Haye, le 18 décembre suivant.

XII. François-George, comte de METTERNICH-WINNEBOURG, grand'croix de l'ordre de S^t-Étienne, chambellan, conseiller d'État intime actuel, ministre plénipotentiaire de l'Empereur près les cours électorales de Trèves et de Cologne, ainsi que près le cercle de Westphalie. Ses patentes sont datées de Milan, le 17 juin 1791. L'archiduchesse Marie-Christine et le duc Albert de Saxe-Teschen en transmirent copie aux états par lettres du 12 juillet de la même année.

Le comte de METTERNICH était encore à la tête du ministère, aux Pays-Bas, lorsque, au mois de juin 1794, les Français s'emparèrent de ces provinces.

qu'elle traversa les Pays-Bas, pour se rendre en Espagne⁽¹⁾; les invite à contribuer aux bons effets qu'il attend du pardon général accordé par lui aux révoltés ⁽²⁾; sollicite leur concours pécuniaire pour le licenciement des troupes allemandes et suisses ⁽³⁾; réclame d'eux une intervention qui prévienne toute atteinte à la tranquillité publique, pendant qu'il s'occupe des moyens de pacifier le pays ⁽⁴⁾; leur exprime sa satisfaction du traité conclu entre eux et don Juan d'Autriche ⁽⁵⁾, et, bientôt après, la peine que lui a fait éprouver leur rupture avec ce prince ⁽⁶⁾; enfin leur donne avis de ses intentions sur la cession des Pays-Bas à l'infante, sa fille ⁽⁷⁾.

La plupart des lettres de PHILIPPE IV roulent sur le misérable état où nos provinces se trouvèrent réduites sous son règne. Ce monarque y prodigue les promesses, non moins que les paroles de consolation et d'encouragement; il y proclame, dans les termes les plus flatteurs pour les états, sa gratitude du zèle, de la fidélité, du dévouement dont ils lui ont donné des preuves multipliées ⁽⁸⁾. On ne peut douter, en les lisant, que le petit-fils de Philippe II ne fût animé des sentiments les plus bienveillants et de la meilleure volonté pour la Belgique; mais quel fruit en recueillit-elle?

(1) III, 22 janvier 1571.

(2) V, 8 mars 1574.

(3) VI, 9 août 1574.

(4) IX, 24 juin 1576.

(5) XII, 7 avril 1577.

(6) XIII, 2 septembre 1577.

(7) XXVI, 10 septembre 1597; XXVIII, 31 mars 1598.

(8) XXXII, 26 octobre 1629; XXXIII, 14 décembre 1629; XLIV, 2 octobre 1643; XLV, 4 octobre 1643; XLVII, 23 octobre 1644; XLVIII, 5 avril 1646; LIV, 19 octobre 1658; LVI, 16 février 1663.

Il n'y a pas, dans nos annales, d'époque aussi calamiteuse que son règne, si ce n'est celle qui la suivit. Du côté des Provinces-Unies, le traité de Munster, du côté de la France, celui des Pyrénées, donnèrent la sanction du droit public au premier démembrement des Pays-Bas. La monarchie de Charles-Quint était tombée dans des mains bien débiles!

Les autres lettres de PHILIPPE IV ont pour objet : de remercier les états du concours qu'ils ont prêté à l'infante Isabelle lors du siège de Breda (1); de leur adresser des remerciements plus vifs encore, pour le refus qu'ils ont fait de s'associer à la révolte du comte Henri de Bergh (2); de les prier d'ajouter foi et créance à ce que leur dira de sa part le marquis de Leganez (3); de leur exprimer sa satisfaction du consentement qu'ils ont donné à l'union des armes qui leur a été proposée par ce ministre (4).

CHARLES II n'était âgé que de quatre ans, lorsqu'il fut appelé à succéder à son père : aussi la régence de la monarchie fut-elle exercée, selon la volonté du roi défunt, par sa veuvè, MARIE-ANNE D'AUTRICHE.

Trois lettres de cette princesse doivent être mentionnées ici : dans l'une, elle sollicite les états de « faire un » dernier effort » pour résister aux prétentions injustes de Louis XIV (5); dans la seconde, elle leur promet de puissants secours en hommes et en argent, et l'envoi prochain de don Juan d'Autriche, qui se mettra à leur tête (6); dans

(1) XXIX, 12 juillet 1625.

(2) XXXIV, 15 juillet 1632; XXXV, 16 juillet 1632.

(3) XXX, 17 juin 1627.

(4) XXXI, 20 juillet 1628.

(5) LIX, 2 juin 1667.

(6) LX, 9 février 1668.

la dernière, elle leur marque son estime, et le désir qu'elle a de les soulager (1). Il ne faut attacher aucune importance au regret qu'elle exprime, deux fois dans le cours de l'année 1668, que le roi, son fils, n'ait pas atteint l'âge de quinze ans, pour aller lui-même défendre les Pays-Bas.

En 1675, CHARLES II prit en mains les rênes de l'administration. Ses lettres aux états qui appartiennent à la catégorie dont je m'occupe en ce moment, sont pleines de témoignages de satisfaction et de gratitude pour leur amour et leur fidélité; il y fait aussi des promesses réitérées de puissants secours (2). Mais tout cela n'était que des paroles.

Il y a encore de lui une lettre où il annonce qu'il a placé la monarchie espagnole sous la protection de S^t Joseph (3)!

Sous le règne de CHARLES II, la décadence de l'Espagne fit d'effrayants progrès. Les Pays-Bas eurent surtout à souffrir de la langueur et de la faiblesse de son gouvernement. A la suite de guerres désastreuses, ils subirent, par les traités d'Aix-la-Chapelle et de Nimègue, des démembrements nouveaux; la France s'enrichit de leurs dépouilles.

L'ignorance, l'inapplication de CHARLES II sont attestées par les historiens. On verra, par les *fac-simile* que nous joignons à ce travail, qu'il savait à peine signer son nom (3).

Nous arrivons à l'époque *autrichienne*.

Quoi qu'aient pu dire quelques écrivains, c'est une épo-

(1) LXIII, 7 août 1668.

(2) LXIX, 17 septembre 1676; LXX, 7 avril 1678; LXXIII, 9 avril 1679; LXXIV, 4 mai 1679.

(3) LXXII, 6 décembre 1678.

(4) Dans la plupart des lettres *françaises* que nous avons de lui aux Archives du Royaume, sa signature est apposée au moyen d'une griffe.

que dont la Belgique doit garder un souvenir reconnaissant. Sous la branche allemande de la maison d'Autriche, nos provinces se relèvent de leurs ruines; l'agriculture, l'industrie, le commerce refleurissent; une longue paix ranime toutes les sources de la prospérité publique. Il n'y avait pas, en Europe, sur la fin du dernier siècle, de contrée plus heureuse, plus riche et plus libre à la fois que les Pays-Bas méridionaux.

Pendant près de deux siècles que nos provinces furent unies à l'Espagne, loin qu'elles fussent en état de contribuer aux dépenses générales de la monarchie, il fallut qu'on y envoyât incessamment, de la Péninsule, des secours pécuniaires pour l'entretien des troupes. En 1633, Philippe IV évaluait déjà à plus de *deux cents millions de florins* ce qu'avait coûté à l'Espagne la conservation des Pays-Bas (1)! L'Autriche, au contraire, put tirer de la Belgique des sommes énormes, en subsides, en dons gratuits et en emprunts.

CHARLES VI eut, le premier, recours aux états, dans les nécessités où le mit la guerre qu'il eut à soutenir, de 1733 à 1739, contre la France d'abord, et ensuite contre la Turquie. Toutes les lettres qu'il leur écrit, à l'exception de celle où il les remercie d'avoir accepté la Pragmatique-Sanction (2), sont motivées, ou par la demande de secours extraordinaires, ou par le besoin de leur exprimer sa gratitude du zèle avec lequel ils les lui ont accordés (3). Ce qui

(1) Voyez sa lettre du 19 juillet 1633 aux états généraux, n° XXXVIII.

(2) CI, 10 mars 1725.

(3) CII, 27 août 1735; CIII, 12 septembre 1736; CIV, CV, 14 février 1738; CVIII, CIX, 19 novembre 1738; CX, CXI, CXII, CXIII, 5 septembre 1739; CXIV, 14 septembre 1739.

distingue ces lettres de toutes les autres, ce sont les longs détails que donne l'Empereur, les considérations étendues qu'il fait valoir, pour convaincre les états des besoins dans lesquels il se trouve, et pour exciter leur dévouement.

Je n'ai à mentionner ici aucune lettre de MARIE-THÉRÈSE, ni de JOSEPH II, ni de LÉOPOLD II. On s'étonnera peut-être que MARIE-THÉRÈSE, qui régna quarante ans, et dont les rapports avec les représentants de la nation furent constamment marqués par une confiance et un attachement réciproques, leur ait écrit si peu de fois, et seulement pour des notifications de pure forme. L'explication de ce fait se trouve dans l'extrait suivant d'un rapport où le prince de Kaunitz rendait compte, en 1780, à l'Impératrice, de l'empressement avec lequel les états venaient d'accorder deux dons gratuits qui leur avaient été demandés, lorsqu'on craignait que l'affaire de la succession de Bavière ne donnât lieu à des conflits sanglants en Allemagne :

« Le procédé des états, disait le chancelier d'État et de cour, mérite sans doute quelque marque de la royale satisfaction de Votre Majesté, et le sérénissime duc, gouverneur général (1), en s'expliquant sur ce point, pense que l'on pourroit leur adresser à cet effet des dépêches sur le pied de ce qui s'est fait dans la guerre précédente, avec cette différence, cependant, que, comme les états, dans leurs actes de consentement, ont ajouté aux sentiments qu'ils doivent à Votre Majesté l'expression de leur admiration, de leur attachement et de leur reconnaissance respectueuse pour S. M. l'Empereur co-régent (2), il conviendrait de leur

(1) Le duc Charles-Alexandre de Lorraine.

(2) Joseph II.

faire parvenir des témoignages de satisfaction et de bienveillance, au nom réuni de Vos Majestés.

» Ces réflexions me paroissent fort justes, et je suis, moyennant cela, du respectueux avis que Votre Majesté pourroit daigner autoriser le sérénissime duc à adresser aux états des dépêches sur le pied qu'il l'a proposé.

» Il est vrai que, du temps de l'empereur Charles VI, de glorieuse mémoire, et au commencement du règne de Votre Majesté, on a adressé, non-seulement aux états en corps, mais aussi à quelques-uns des membres les plus notables des états et du gouvernement, des lettres closes, sous la signature du souverain, au sujet des dons gratuits, des subsides extraordinaires et même des simples levées à faire sur le crédit des administrations provinciales.

» On a même jugé convenable, en 1743, de défendre directement, par de pareilles lettres, aux conseils collatéraux et au grand conseil de Malines, de passer les bornes de leur pouvoir. Mais on devoit sans doute prendre ce parti, parce que le gouvernement n'avoit pas alors par soi-même assez de crédit et de considération pour obtenir par lui-même des secours extraordinaires de la nation, ni pour décider ou étouffer les prétentions ou oppositions de ses représentants en pareille occasion, ni pour se faire obéir par les conseils, qui lui étoient cependant entièrement subordonnés.

» Heureusement, les circonstances ont changé à cet égard. Le gouvernement fait constamment, au nom de Votre Majesté, avec un succès complet, toutes les pétitions, tant ordinaires qu'extraordinaires, et en même temps les états sont toujours aussi sensibles, qu'ils doivent l'être, aux marques de satisfaction qu'ils reçoivent, dans ces

sortes d'occasions, de la part de Votre Majesté, par le canal du gouvernement.

» Il ne semble donc nullement nécessaire de revenir à l'ancien pied, relativement aux lettres à écrire aux états, tandis que celles que le gouvernement leur adresse, de la part de Votre Majesté, font déjà tout l'effet qu'on peut en désirer, et il pourroit même arriver qu'en recommençant à entrer directement en correspondance avec eux sur tel objet que ce puisse être, cela ne diminue dans leur esprit la considération du gouvernement, et qu'ils ne se croient permis de recourir, dans d'autres occasions, directement aux pieds du trône, pour y obtenir ce que le gouvernement doit leur refuser : démarches toujours embarrassantes et dont on a eu bien de la peine à les désaccoutumer.... (1). »

En 1789 encore, le prince de Kaunitz insistait, auprès de Joseph II, sur les inconvénients qu'offraient les communications directes du souverain avec les états (2).

A peine montée sur le trône, MARIE-THÉRÈSE s'associa, comme co-régent, le duc FRANÇOIS DE LORRAINE, son époux. Les actes de co-régence furent notifiés par le gouverne-

(1) Rapport du 17 février 1780, aux archives de la chancellerie des Pays-Bas.

Ce fut sur ce rapport que Marie-Thérèse écrivit l'apostille suivante, dont j'ai donné le *fac-simile* dans les *Analectes Belges* :

« En marquant au duc-gouverneur et au ministre combien je suis satisfaite de leur zèle, ils ne pourront assez faire connoître à nos bons sujets et états belges notre satisfaction de la continuation de leurs attachements pendant tout mon règne; et le prince-chancelier, lequel en a si grand' part, me procurera toutes les occasions où je pourrois leur donner des marques de mabienveillance. »

(2) Voyez la note sur la lettre de Joseph II aux états de Brabant, du 15 février 1789, n° CXXV.

ment des Pays-Bas aux états, qui transmirent au duc co-régent des adresses de félicitation. J'ai cru devoir donner place, dans ce Recueil, à la réponse que FRANÇOIS I^{er} leur fit parvenir (1).

Trois lettres de FRANÇOIS II terminent cette série.

Dans la première, écrite de Vienne, il fait connaître aux états que, voulant assurer à ses provinces belgiques un gouvernement à l'abri, autant que possible, d'erreur ou de surprise, il a nommé deux conseillers dont le gouverneur général aura à prendre l'avis sur toutes les remontrances qui lui seront présentées, ainsi que sur les *consultes* et mémoires soumis à sa décision (2).

Les deux autres sont notables.

L'Empereur venait d'arriver aux Pays-Bas, pour y prendre le commandement en chef de ses troupes, et poursuivre avec vigueur les hostilités contre la France. Il écrit de son quartier général de Catillon aux états (3), afin de leur faire sentir que, dans les circonstances critiques où se trouve la monarchie, des ressources extraordinaires, efficaces et promptes sont indispensables à son gouvernement : il leur rappelle les puissants efforts qu'il a faits, l'année précédente, pour les arracher au joug qui pesait sur eux ; il leur met devant les yeux « les horribles projets » que les factieux, oppresseurs de la France, nourrissent contre toute liberté, toute propriété et même contre l'organisation sociale ; il leur fait observer enfin qu'ils sont plus intéressés encore que les autres

(1) CXVIII, 14 décembre 1743.

(2) CXXX, 18 mars 1793.

(3) CXXXI, 30 avril 1794.

peuples placés sous son sceptre, « à soutenir, par tous les
» moyens possibles, les vaillantes troupes qui les défen-
» dent, et qui sont le seul boulevard entre l'heureuse et
» douce situation où ils vivent, et la tyrannie des chefs
» actuels de la France, la servitude, la destruction et la
» mort que leurs armées trainent après elles (1). »

Il leur adresse une nouvelle lettre, un mois après, de son quartier général de Tournai (2). Cette fois, c'est un renfort d'hommes qu'il leur demande : ses armées ont fait de grandes pertes dans les campagnes de 1792 et 1793; elles diminuent journellement par les combats glorieux, mais fréquents, qu'elles sont obligées de livrer, tandis que l'ennemi se multiplie sur tous les points des frontières : aussi envisage-t-il cet objet comme plus important même que celui dont il les a entretenus dans sa précédente dépêche. Alors que ses autres États héréditaires ont fourni jusque-là la majeure partie de ses soldats, il ne doute point que
« les provinces belgiques, si florissantes, si peuplées, et
» si intéressées au succès de la guerre, qui, malheureuse,
» peut entraîner leur anéantissement et leur ruine to-
» tale, » ne soient disposées aussi à contribuer à leur propre défense. Les efforts qu'elles feront, dit-il aux états,
« ne seront point une surcharge bien pesante pour une
» nation anciennement reconnue pour belliqueuse et
» brave. »

(1) On lit, dans le registre aux résolutions des prélats composant l'état primaire du comté de Namur, de 1743 à 1794, à la date du 10 mai de cette dernière année : « Les seigneurs prélats, pénétrés des grandes vérités que
» cette dépêche renferme, ont ordonné qu'elle soit déposée dans leurs
» actes, pour y être conservée comme un monument précieux de la soli-
» citude de Sa Majesté et de la confiance qu'elle a dans son peuple. »

(2) CXXXII, 29 mai 1794.

FRANÇOIS II, au moment où il écrivait cette lettre, avait-il résolu déjà, comme le prétend un historien accrédité, d'abandonner la Belgique (1)? Je ne suis à même ni de l'affirmer ni de le contredire. Ce qui est certain, c'est que le comte de Trauttmansdorff (2), en transmettant la dépêche du 29 mai aux états, leur donna à entendre que, s'ils ne prêtaient pas à l'Empereur un concours prompt et décisif, ils ne devraient plus compter sur lui pour les défendre (3).

IV.

Sur les 37 lettres qui concernent les états en particulier, 26 s'adressent aux états de Brabant, 4 aux états de Hainaut, 3 aux états de Flandre, 2 aux états de Luxembourg, 2 aux états de Namur.

(1) *Mémoires tirés des papiers d'un homme d'État*, par le comte d'Allonville, t. I, p. 239. Société typographique belge, 1839, in-8°.

(2) Ancien ministre plénipotentiaire à Bruxelles, devenu chancelier d'État pour les affaires des Pays-Bas, à Vienne.

(3) On lit, à ce sujet, dans les registres aux résolutions des assemblées générales de la noblesse du comté de Namur, à la date du 12 juin 1794 : « On a fait une deuxième lecture de la dépêche de Sa Majesté, du 29 du mois dernier, et de la lettre d'accompagnement de Son Excellence le comte de Trauttmansdorff, en date du 31; et, ayant considéré que les expressions de la lettre de Son Excellence présentoient des menaces d'abandonner le pays, en cas que l'état ne se prêteroit pas à la demande de Sa Majesté, on a mis en délibération si on relèvera ces expressions dans la représentation à faire à Sa Majesté sur l'objet de sa royale dépêche, ou si l'on n'en fera rien, pris égard que ces expressions peuvent aussi être prises dans un sens qui n'ôteroit pas à l'état la liberté de son opinion. Et, collection faite des suffrages, la pluralité a été pour ne pas faire mention de ces expressions dans la représentation à Sa Majesté. »

Depuis la réunion des Pays-Bas sous un même sceptre, le Brabant occupa toujours le rang le plus considérable entre les dix-sept provinces. Il ne le dut pas seulement à son titre d'ancien duché, qui lui donnait la préséance sur les autres états : il le dut aussi à ce qu'il était le siège du gouvernement; qu'il jouissait de libertés et de privilèges très-étendus; qu'il avait, dans sa constitution, les garanties les plus fortes contre les empiétements du pouvoir; enfin que, dans toutes les situations graves où se trouva la Belgique, il prit l'initiative des mesures que réclamaient les intérêts ou les sentiments de la nation.

Ceci explique comment les lettres écrites aux états de Brabant sont en nombre plus que double de celles qui furent adressées aux états de toutes les autres provinces.

Celles qu'ils reçurent de PHILIPPE II (1) ne contiennent, toutefois, rien de bien intéressant; la plupart ne sont même relatives qu'à des paiements de rentes dont les créanciers avaient sollicité l'intervention du Roi. J'ai donné place à ces dernières dans mon Recueil, pour ne laisser ignorer aucune des circonstances où les souverains se mirent directement en communication avec les états.

On remarquera l'absence de lettres de PHILIPPE IV. Il y a lieu de croire cependant que ce monarque écrivit, et plus d'une fois, aux états de Brabant : mais, comme leurs archives furent brûlées lors du bombardement de Bruxelles par les Français, en 1695, ses lettres auront péri alors.

CHARLES II renouvelle, dans les siennes, en réponse aux remontrances des états sur la situation lamentable du

(1) X, 14 juillet 1576; XVI, 25 avril 1580; XVIII, 3 décembre 1593; XX, 18 février 1596; XXV, 12 juin 1596; XXVII, 1^{er} avril 1598.

pays, l'expression de sa reconnaissance pour les marques de fidélité et de dévouement que lui donne la Belgique, ainsi que la promesse de secours d'hommes et d'argent (1). Il leur déclare, de plus, que, parmi les soins importants qui l'occupent, il n'y en a aucun qu'il place au-dessus de celui de les protéger, car ils sont ses enfants chéris (2), et que, pour leur conservation et défense, il exposera, s'il le faut, tout le reste de la monarchie (3). La Reine-mère, à qui ils s'étaient adressés aussi, leur répond dans le même sens (4). J'ai déjà dit à quoi aboutirent toutes ces pompes paroles. Il serait injuste néanmoins de ne pas tenir compte du sentiment qui les dictait. La lettre de CHARLES II aux états sur le bombardement de Bruxelles, témoigne de la douleur et de la compassion que ce désastre lui fit éprouver (5).

PHILIPPE V, dans la seule lettre de lui que j'aie pu recueillir, remercie les états de Brabant de leur zèle, de leur amour et de leur fidélité inébranlables (6). Les états

(1) LXXX, 28 février 1686; LXXXI, 3 novembre 1686; LXXXV, 21 août 1692; LXXXVI, 15 octobre 1693; LXXXVII, 4 août 1695.

(2) *Entre las muchas y gravísimas importancias de la monarchia que excitan mi cuidado en la constitucion presente, ninguna se antepondrá á la de asistiros y protegeros, como á hijos queridos....* (Lettre du 21 août 1692, n° LXXXV.)

(3) *Essos paysses por cuya conservacion y defensa expondré gustoso todo el resto de la monarchia.....* (Lettre du 3 novembre 1690, n° LXXXI.)

..... *No rehusaré exponer (si fuere necesario) toda mia corona por preservar una tan estimable y principal parte della.....* (Lettre du 15 octobre 1693, n° LXXXVI.)

(4) LXXXII, 21 septembre 1691.

(5) LXXXVIII, 29 septembre 1695.

(6) XC, 19 mai 1701.

lui avaient fait parvenir une adresse où, non contents de le féliciter sur son avènement à la couronne, de protester de leur dévouement, de faire des vœux pour son bonheur et sa gloire, ils exaltaient « cet assemblage prodigieux de » tant de vertus chrétiennes et morales, héroïques et ci- » viles qui avaient été son plus cher partage (1)! »

On a quelque peine à concilier ce langage avec celui que, six ans après, les états tenaient à CHARLES III (2). Mais il est vrai de dire que le règne de PHILIPPE V, ou plutôt la domination française dans les Pays-Bas pendant les années 1700 à 1706, avait été marquée par des atteintes fréquentes aux privilèges nationaux (3).

Quoi qu'il en soit, CHARLES III, qui à cette époque était en Catalogne, disputant, les armes à la main, la couronne d'Espagne à PHILIPPE V, accueillit avec gratitude la manifestation des états : il les assura de son affection, et leur garantit le maintien ponctuel de leurs privilèges (4). A quelque temps de là, il leur notifia la nomination de don Francisco Bernardo de Quiros, pour le représenter en Belgique (5). Après la tentative infructueuse des Français

(1) Voyez la note, à la lettre XC.

(2) Voyez, dans ma *Collection de documents inédits concernant l'histoire de la Belgique*, t. III, p. 415-418, la lettre qu'ils lui écrivirent le 15 avril 1707. Ils y parlaient, entre autres choses, « de la joie et de l'allé- » gresse universelle avec laquelle tous les états et sujets de ce pays avaient » célébré leur heureux retour sous la douce et ancienne domination de l'au- » guste maison d'Autriche, qui ne cesseroit jamais de conserver son empire » au fond de leurs cœurs. »

(3) On peut consulter là-dessus mon introduction aux *Documents inédits concernant les troubles de la Belgique sous le règne de l'empereur Charles VI*, t. I, p. xciii.

(4) XC, 30 mai 1708.

(5) XCII, 4 août 1708.

contre Bruxelles, au mois de novembre 1708 (1), il leur exprima sa satisfaction de la manière glorieuse dont ils s'étaient conduits (2).

En 1716, les états de Brabant envoient des députés à CHARLES III, devenu Empereur, sous le nom de CHARLES VI, pour lui faire des représentations sur le traité de la Barrière. Il accueille les députés avec bienveillance, et répond aux états dans les termes les plus propres à leur donner satisfaction (3).

Il s'efforce, en 1724, de les convaincre que, quelque onéreux que soit pour ses sujets des Pays-Bas l'entretien des troupes qu'il y a dans ces provinces, l'état des affaires de l'Europe ne permet pas d'en réduire le nombre (4).

Il leur fait connaître, l'année suivante, conformément à leurs désirs, que la compagnie d'Ostende peut compter sur toute sa protection (5).

On a vu que CHARLES VI s'était adressé, à plusieurs reprises, aux états des différentes provinces, pour en obtenir des subsides extraordinaires. En 1738, il écrit aux états de Brabant en particulier, afin qu'ils veuillent lever, sur leur crédit, trois millions de florins de change dont les états de la Basse-Autriche se sont obligés à payer les intérêts et à rembourser le capital : il leur trace le tableau de ses besoins, leur donne toute garantie sur la sûreté de l'hypothèque offerte, ainsi que sur la régularité avec laquelle la

(1) Voy. la *Collection de documents inédits concernant l'histoire de la Belgique*, t. III, p. 584 et suiv.

(2) XCIII, 2 février 1709.

(3) XCVI, 2 mai 1716.

(4) XCVIII, 22 janvier 1724.

(5) XCIX, 17 janvier 1725.

Basse-Autriche remplira ses obligations, et termine, en les assurant « de sa royale protection et reconnaissance, et de » la tendresse vraiment paternelle avec laquelle il cher- » chera à leur procurer tout ce qui pourra contribuer à » l'avantage et augmentation de leur commerce, et au bien » commun de ses sujets (1). » Les états accédèrent sans difficulté à sa proposition.

Ce ne fut pas le seul service important qu'ils rendirent à l'Empereur. En 1729, ils avaient levé 1,600,000 florins pour l'extinction des dettes créées en Hollande et hypothéquées sur le revenu des postes. Ils avaient fait, en 1732, un emprunt de 7,000,000 pour le remboursement de capitaux dus aussi aux Hollandais, et pour lesquels ceux-ci avaient hypothèque sur le bureau des douanes de S'-Philippe. Enfin, pour dégager les domaines, en 1735 et 1736, ils avaient mis à la charge de la province une dette de 5,250,000 florins.

Quelle différence entre les lettres de CHARLES II et de CHARLES VI, et celles de JOSEPH II, dont il me reste à parler ! La première (2) est déjà bien aigre, bien blessante : si le successeur de Marie-Thérèse y prend à tâche d'expliquer ses vues ; s'il y assure les états de Brabant que jamais son dessein n'a été de renverser la constitution, que toutes les mesures qu'il a prises tendent uniquement au plus grand avantage de ses sujets, sans qu'il ait voulu priver les corps de la nation de leurs anciens droits, privilèges et libertés ; qu'il n'a pensé qu'à réformer, du gré même des intéressés, des abus nuisibles ; qu'il est disposé à con-

(1) CVI et CVII, 20 octobre 1738.

(2) CXXIII, 3 juillet 1787.

venir, avec les députés de toutes les provinces, des dispositions à faire pour le bien général, « selon les lois fondamentales du pays, » il s'y plaint aussi d'une « opposition audacieuse, » de la « déraison à laquelle il veut bien compatir, » des « excès honteux et des démarches inexcutables » auxquels les états se sont portés.

Mais que dire des trois autres ? Ici ce n'est plus le langage d'un souverain juste et bienveillant qui parle à une nation libre, d'un père qui s'adresse à ses enfants, c'est celui d'un maître irrité qui s'empporte contre ses esclaves, d'un despote qui ne veut admettre aucun frein à sa volonté. Le tiers état de Brabant avait refusé les subsides : peut-être on l'eût ramené, comme cela était arrivé plus d'une fois sous les règnes précédents, en employant des moyens de douceur. JOSEPH II laisse éclater son indignation et sa colère : il révoque toutes les concessions qu'il a faites à la province ; il défend à son gouvernement de conférer à des Brabançons des places quelconques, ou de lui proposer des grâces pour aucun d'eux ; il suspend toute nomination aux abbayes ; il ordonne que tous ceux qui ont pris part aux derniers troubles soient recherchés, « à l'aide du militaire, » pour être punis « selon qu'il le trouvera convenir aux circonstances ; » enfin, il déclare que la Joyeuse-Entrée n'existe plus (1). Les deux premiers ordres, voulant prévenir de plus grands malheurs, se soumettent à ce que l'Empereur jugera à propos de prescrire relativement aux subsides refusés par le tiers état ; ils le supplient de regarder comme non avenues celles de leurs représentations qui ont excité son mécontentement ; ils demandent la permission d'en-

(1) CXXIV, 7 janvier 1789.

voyer à Vienne des députés qui déposeront aux pieds de leur souverain leurs hommages et l'assurance de leur soumission (1). JOSEPH II pouvait tirer un grand parti de cet acte de condescendance. Il indispose, par sa raideur, ceux qui avaient montré le plus de bon vouloir. Il ne se contente pas d'ordonner, « en vertu de sa pleine et souveraine » puissance, » la perception des impôts, nonobstant le refus du tiers état; de charger le gouvernement de faire exécuter en toute rigueur les lois qu'il a portées, sans épargner aucun moyen pour en procurer la prompte et ponctuelle exécution, sans se tenir même, à l'égard des contrevenants, aux formes, *qui ne sont établies*, dit-il, *que pour les cas ordinaires* : mais il écrit encore aux états qu'il espère bien que, désormais, ils respecteront, comme ils le doivent, ses décisions souveraines; qu'ils ne se permettront plus de remontrances sur des objets étrangers à leur influence ou à leur administration, ni de démarches tendantes soit à appuyer ceux qui, par une résistance opiniâtre et une conduite criminelle, ont encouru sa disgrâce, soit à contester et embarrasser l'exercice de ses droits et les prérogatives de sa couronne. Il ne consent d'ailleurs à suspendre l'exécution des mesures énoncées dans sa dépêche du 7 janvier, que dans l'attente qu'ils réaliseront, en tout temps, en toutes circonstances et à l'égard de tous les objets, ce que le devoir leur impose. Sa dignité, ainsi que ses droits, continue-t-il, exigeant « qu'il prenne des mesures efficaces pour que, jamais, et en aucun temps, on » ne puisse voir se reproduire le scandale affreux dont, » pour l'honneur de la nation, il voudrait pouvoir effacer

(1) Représentation des états à l'Empereur, du 26 janvier 1789.

» le souvenir, » il se flatte qu'ils reconnaîtront eux-mêmes la nécessité d'épurer une constitution « également ténéeuse, incompréhensible et, à bien des égards, inexécutable. » Quant à la demande de lui envoyer une députation, il la trouve prématurée : lorsque les arrangements que leur proposera son ministre plénipotentiaire auront été adoptés, mais seulement alors, il recevra avec plaisir l'hommage des représentants de la nation, et leur rendra ses bonnes grâces, sa bienveillance et sa confiance (1).

Ces arrangements, sur le succès desquels le comte de Trauttmansdorff ne concevait aucun doute, n'étaient rien moins qu'un changement radical dans la composition du tiers état, et la permanence du subside, comme le gouvernement l'avait obtenue en Flandre, en 1754. L'organisation du tiers état était certes défectueuse : les trois chefs-villes de la province y avaient seules des représentants, et la complication des rouages qui faisaient mouvoir cette machine politique entravait parfois les affaires les plus utiles, les propositions les plus justes. Mais il aurait fallu y pourvoir comme l'exigeait la Joyeuse-Entrée, c'est-à-dire de concert avec les états.

Le comte de Trauttmansdorff envoya au conseil de Brabant, pour le promulguer, un édit qui plaçait les villes et bourgs de Tirlemont, Léau, Nivelles, Lierre, Vilvorde, Hannut, Genappe, Hooghstraeten, Turnhout, Gheel, Arschot et Wavre, pour la formation du tiers état, sur la même ligne que Louvain, Bruxelles et Anvers, et faisait cesser l'intervention des arrièremembres de ces trois chefs-villes (2).

(1) CXXV, 15 février 1789.

(2) Dépêche des gouverneurs généraux au conseil de Brabant, du 29 avril 1789.

Le ministre se flattait que ce projet ne rencontrerait pas d'opposition de la part du conseil de Brabant (1); mais il ne tarda pas à se convaincre qu'il s'était trompé. Le conseil annonça d'abord l'intention d'entendre les trois ordres des états (2). Le gouvernement le lui défendit, et voulut que l'édit fût *émané*, comme l'on disait alors, dans les vingt-quatre heures (3) : il consentit cependant ensuite, sur les observations du conseil, à accorder un délai de trois jours, pour que ce corps eût le loisir d'en faire l'examen (4). Ce délai expiré, le conseil déclara positivement qu'il ne pouvait prêter son ministère à l'*émanation* de l'édit, sans le concours préalable des états (5). Les gouverneurs généraux lui enjoignirent itérativement de promulguer l'édit, ou de leur faire connaître, dans les vingt-quatre heures, ce qu'il contenait de contraire à la Joyeuse-Entrée, « en le prouvant avec évidence (6). » Le même jour, le conseil répondit que « l'ensemble des dispositions reprises » dans l'édit était subversif de la constitution ; » qu'en conséquence, il ne voyait pas la possibilité de concilier, sans le concours des états, l'*émanation* de l'édit avec le serment que ses membres avaient prêté (7). Un nouveau décret lui ordonna de procéder à cette *émanation* le jour même, « à peine de désobéissance (8). » Mais le conseil

(1) Lettre au prince de Kaunitz, du 1^{er} mai 1789.

(2) Représentation du conseil aux gouverneurs généraux, du 2 mai.

(3) Décret des gouverneurs généraux au conseil, du 3 mai.

(4) Représentation du conseil aux gouverneurs généraux, du 4 mai. — Dépêche des gouverneurs généraux au conseil, du 5 mai.

(5) Représentation aux gouverneurs généraux, du 8 mai.

(6) Décret du 8 mai.

(7) Représentation aux gouverneurs généraux, du 8 mai.

(8) Décret du 9 mai.

fut inébranlable : il notifia résolument aux gouverneurs généraux qu'il n'obtempérerait pas (1).

Ce fut dans cette situation des choses que JOSEPH II, sur la proposition du comte de Trauttmansdorff, adressa aux états la lettre du 6 juin 1789 (2), avec un diplôme de la même date, portant : 1° que les subsides et les impôts seraient permanents ; 2° que néanmoins les états continueraient d'être convoqués, pour régler les affaires de la généralité et de leur administration ; 3° que le tiers état serait à l'avenir composé comme le prescrivaient les dispositions de l'édit envoyé au conseil de Brabant ; 4° que les résolutions, dans les assemblées des états, seraient prises à la pluralité des voix, et à majorité de deux ordres ; 5° que le conseil de Brabant serait tenu de sceller et publier tout édit, règlement ou acte quelconque émané de l'autorité souveraine, et ne contenant point de dispositions positivement contraires à quelque article exprès de la Joyeuse-Entrée. L'Empereur, après avoir retracé aux états, dans des termes durs et blessants, ce qui s'était passé depuis 1787, après avoir surtout insisté sur « la témérité et l'obstination criminelle » dont le conseil de Brabant venait de se rendre coupable, par son refus de promulguer l'édit sur le tiers état, attentat, disait-il, qui avait « comblé la » mesure, » leur signifiait que les résolutions contenues dans le diplôme joint à sa dépêche étaient « souveraines » et absolues : » il s'attendait donc « à assez de soumission, de fidélité et de raison de leur part, pour croire » inutile de leur recommander d'éviter soigneusement

(1) Représentation du 9 mai.

(2) CXXVI.

» tout ce qui pourrait l'obliger à les contraindre de force
» à l'obéissance à ses ordres. » Il voulait que, dans la ma-
tinée même où ils auraient reçu communication de sa dé-
pêche, ils portassent au ministre plénipotentiaire l'assu-
rance de cette soumission. « Si, contre toute attente,
» ajoutait-il, on étoit assez déraisonnable pour ne pas
» saisir avec empressement cette occasion de sauver la
» constitution, en se soumettant à ce que j'ai prescrit
» dans le diplôme, en ce cas, je me verrois forcé, pour
» venger ma dignité blessée, pour la mettre à jamais à
» l'abri de pareilles injures, et pour faire rentrer cette pro-
» vince dans l'ordre, de faire sortir son plein et entier
» effet à la dépêche du 7 janvier; et, n'étant alors plus ar-
» rêté par aucune gêne que la constitution me faisoit
» éprouver, je saurois rentrer dans toute l'étendue de mes
» droits de souveraineté. »

Le comte de Trauttmansdorff ne craignait aucune op-
position formelle aux volontés de l'Empereur (1) : mais ce
ministre devait s'abuser jusqu'à la fin sur la disposition des
esprits. Les états ayant été assemblés le 18 juin, le clergé
et la noblesse, après une longue délibération, déclarèrent
que les points contenus dans le diplôme de l'Empereur
étaient « subversifs de la constitution; » qu'ils se trouvaient
donc dans l'impossibilité d'y donner leur consentement.

On sait ce qui s'ensuivit. Trauttmansdorff, en vertu de
ses pleins pouvoirs (2), supprima les états et le conseil de

(1) Rapport à l'Empereur, du 15 juin 1789.

(2) Joseph II écrivait, sur un rapport du prince de Kaunitz, du 3 juin :
« Dans l'éloignement dans lequel on se trouve, dans l'incertitude et la va-
» riation même que les rapports présentent, il n'y a autre chose à faire que
» de donner mesure pleine au ministre, et de lui envoyer toutes les

Brabant; il révoqua la Joyeuse-Entrée et tous les privilèges de la province (1). C'était aller au-devant d'une révolution. Elle ne tarda pas à éclater, et JOSEPH II fut frappé de déchéance. Les Français, en 1830, n'ont fait qu'imiter les Belges de 1789.

V.

PHILIPPE II, PHILIPPE IV, CHARLES II, CHARLES VI sont les signataires des lettres écrites aux états de Hainaut, de Flandre, de Luxembourg et de Namur.

Deux de ces lettres (2) contiennent des remerciements de PHILIPPE II, adressés aux états de Hainaut, pour les soins qu'ils ont donnés au maintien de la tranquillité publique, et la promptitude avec laquelle ils ont consenti l'aide que le grand commandeur de Castille leur a demandée de sa part.

Les autres lettres du même monarque informent les quatre corps d'états qu'il a renvoyé leurs remontrances respectives à l'archiduc Albert (3).

PHILIPPE IV remercie les états de Flandre des secours qu'ils ont prêtés au gouvernement pour le siège de Gravelines et de Dunkerque (4).

CHARLES II exprime aux états de Hainaut sa gratitude de

» et tous les diplômes tels qu'il les exige, signés, afin qu'il en fasse l'usage
» pour le moment qu'il croira propre au service, et surtout finir une bonne
» fois cette odieuse besogne. »

(1) Ordonnance du 18 juin 1789.

(2) I, 3 octobre 1506; VII, 18 septembre 1574.

(3) XXI, XXII, XXIII, XXIV, 18 février 1596.

(4) LI, 2 septembre 1652; LII, 21 novembre 1652.

la « généreuse résistance » que, lors du blocus de Mons par les Français, ils ont faite à tous les efforts des ennemis (1).

Les lettres de CHARLES VI sont des réponses aux états de Luxembourg et de Namur. Ces provinces, qui, comme je l'ai dit, avaient été cédées par PHILIPPE V à l'électeur de Bavière, venaient, en vertu du traité d'Utrecht, de passer sous la domination de l'Empereur, et les états s'étaient empressés d'offrir à ce monarque l'expression de leur fidélité et de leur dévouement. CHARLES VI leur en marque sa satisfaction et sa gratitude : il leur promet de maintenir leurs privilèges; il les assure de son amour et de l'application qu'il apportera à tout ce qui pourra « rendre contents et heureux de si bons et fidèles sujets (2). »

VI.

Il y a peu de chose à dire des lettres de PHILIPPE II aux états des provinces wallonnes. Dans la première (3), il les remercie de la résolution, qu'ils ont prise, de maintenir la religion catholique et l'obéissance qui lui est due; il s'engage à ratifier ce que le prince de Parme leur promettra, en son nom. Par l'autre (4), il les informe qu'il a donné un successeur à ce prince dans le gouvernement des Pays-Bas, conformément à l'une des stipulations du traité fait avec eux.

(1) LXXI, 25 septembre 1678.

(2) XCIV, 16 février 1715; XCV, 9 mars 1715.

(3) XIV, 7 février 1579.

(4) XV, 30 novembre 1579.

VII.

Les lettres de PHILIPPE IV aux états généraux de 1632-1634 méritent plus d'attention.

L'infante Isabelle s'était vue forcée, par les clameurs de la nation, de convoquer des députés de toutes les provinces, afin de délibérer sur les mesures qu'exigeait le salut du pays. Réunis le 9 septembre 1632, les états généraux firent, le 4 décembre suivant, une adresse au Roi, où ils lui annonçaient qu'en vertu de l'autorisation de l'Infante, ils avaient nommé des commissaires qui allaient ouvrir des négociations avec les états des Provinces-Unies. Ils traçaient, dans cette adresse, le tableau de la triste situation où la Belgique était réduite, autant par les désordres des gens de guerre, que par l'impéritie des ministres et l'incapacité des chefs de l'armée. Ils ne voyaient d'autre remède aux calamités qui l'affligeaient, qu'un traité de paix ou de trêve avec les provinces rebelles; ils suppliaient donc le Roi de « condescendre aux points qui pourroient (sauf la » religion et sa souveraineté en tout) faciliter ledit traité. » « Nous envoyons incessamment des souspirs vers Vostre » Majesté, disaient-ils, pour la supplier, en toute humilité, d'avoir pitié de ce pouvre peuple, accablé de misère » et réduit au bord de sa dernière ruine, par faute d'ordre » et conduite (1). »

PHILIPPE IV avait appris avec déplaisir la convocation des états généraux (2); il avait été plus mécontent encore

(1) Reg. *Estatz généraux de 1632—1634*, aux Archives du Royaume.

(2) Voy. ma *Lettre à MM. les questeurs de la Chambre des Représentants*, sur les documents concernant les anciennes assemblées nationales

des ouvertures qu'ils avaient faites aux états des Provinces-Unies (1). Aussi, dans sa réponse (2), il s'exprime sur ce point avec une extrême réserve, se bornant à dire que, « si ses vassaulx desenvoyez de leur debvoir ne se veulent » ranger à la raison soubz conditions équitables, » il se promet que les provinces obéissantes feront « tout ce qu'il » doit et peult espérer de leur léaulté et zèle. » Il leur annonce, du reste, « sa résolution absolue d'exposer la » vie, royaulmes et Estats que Dieu lui a mis en garde, » plutôt que de manquer à la justice de sa cause, ni à la » conservation et repos des Pays-Bas. »

Les états lui écrivent une seconde fois, pour justifier leur conduite dans le cours des négociations, lui donner la preuve qu'ils ne se sont départis en rien du devoir de fidèles sujets, qu'ils ont sacrifié même des intérêts importants du pays en faveur des royaumes d'Espagne, et le supplier de lever les derniers obstacles qui arrêtent la conclusion de la trêve (3). Il leur répond (4) qu'il a été sensible à cette démonstration ; qu'il y a vu un témoignage de la force avec laquelle est gravée dans leurs cœurs cette fidélité naturelle qu'ils ont toujours professée pour leur prince. Mais, quant aux négociations avec les Provinces-Unies, il n'en est pas satisfait. Il eût consenti à une trêve sur les mêmes bases que celle qui fut signée par le Roi, son père :

de la Belgique, qui existent dans les archives de Simancas et dans les bibliothèques de Madrid, in-8°, 1845, p. 15.

(1) *Ibid.*

(2) XXXVII, 10 avril 1633.

(3) Représentation du 30 mars 1633, dans le registre *Estatz généraulx de 1632-1634*, fol. 241-244.

(4) XXXVIII, 19 juillet 1633.

il n'en peut accepter une qui serait préjudiciable à ses royaumes de Castille et de Portugal. Il les engage d'ailleurs à se défier des artifices des rebelles, qui n'aspirent qu'à les assujettir entièrement, et à s'emparer de tout leur commerce.

Les états députent à Madrid le duc d'Arschot, membre de leur assemblée (décembre 1633), pour insister, auprès de PHILIPPE IV et du comte-duc d'Olivarès, sur la nécessité de conclure la trêve (1). Le duc est arrêté dans le palais même du Roi, le samedi saint, 15 avril 1634, comme suspect d'avoir trempé dans la conspiration des comtes de Bergh et de Warfusée (2). A cette nouvelle, les états s'émeuvent : ils n'osent pourtant pas réclamer la mise en liberté du duc ; mais ils se bornent à rendre témoignage au Roi « de la fidélité et dévotion singulière au service de » S. M., qu'ils ont toujours vu paroître en tout son pro- » cédé et actions. » Le marquis d'Aytona, que PHILIPPE IV avait chargé du gouvernement des Pays-Bas, après la mort de l'infante Isabelle, en attendant l'arrivée du cardinal-infant, leur avait manifesté l'intention du monarque d'achever le traité commencé avec les Provinces-Unies : ils supplient le Roi « de donner à ses bons sujets de par deçà » cette consolation au plus tôt (3). »

C'est à cette lettre que PHILIPPE IV répond le 18 juin 1634 (4). Il déclare définitivement aux états généraux qu'il

(1) *Lettre à MM. les questeurs*, etc., p. 17 et suiv.

(2) *Ibid.*, p. 25.

(3) Représentation du 11 mai 1634, dans le *Recueil des actes des états généraux de 1632, 1633, 1634*, fol. 591, aux archives des états de Hainaut.

(4) Lettre XLI.

ne peut admettre « les propositions exorbitantes de ses
» rebelles, et qu'il ne convient faire nouvelles diligences,
» parce qu'elles ne serviroient qu'à rendre ceux-ci plus
» insolens : » il leur ordonne, en conséquence, de se sé-
parer. Il leur fait ensuite un long exposé des motifs qui l'ont
déterminé à s'assurer de la personne du duc d'Arschot, en
ajoutant qu'il aura égard, en ce qui concerne ledit duc,
non-seulement à la fidélité et aux mérites de sa maison,
mais à la supplication des états.

VIII.

Ce n'est pas sans de longues et de laborieuses recherches
que je suis parvenu à réunir les lettres dont cette collection
est formée.

J'ai fouillé, aux Archives du Royaume, dans tous les
fonds où il y avait quelque motif de supposer que des
lettres des souverains aux états se trouveraient.

J'ai plus particulièrement compulsé :

1° Dans le fonds des PAPIERS D'ÉTAT ET DE L'AUDIENCE:

Un registre de lettres écrites par Philippe II à la du-
chesse de Parme, aux seigneurs, aux villes, etc., dans les
années 1566 et 1567;

Un registre de la correspondance de Philippe II avec le
prince de Parme, dans les années 1578 à 1581, précédée
des négociations pour la réconciliation des provinces
wallonnes;

Quatre registres aux lettres de Philippe II aux gou-
verneurs généraux, du mois de janvier 1585 au mois
d'août 1598;

Un volume dans lequel ont été rassemblés tous les actes

concernant la cession des Pays-Bas à l'infante Isabelle, en 1598;

2° Dans le fonds des ÉTATS DE BRABANT :

Un recueil de pièces originales de l'année 1576, échappé au bombardement de 1695;

Un recueil de lettres originales des souverains, commençant en 1708 et finissant en 1793;

Les registres aux résolutions des états, de 1673 à 1789 (les registres antérieurs périrent lors du bombardement de 1695);

Trois registres intitulés : 1^{er}, 2^{en} et 3^{en} *bezonder Register*, dans lesquels, au commencement du XVIII^e siècle, le pensionnaire des états fit transcrire les pièces qui lui parurent avoir une importance spéciale;

3° Dans le fonds des ÉTATS DE NAMUR :

Un très-épais volume où, lorsqu'on mit en ordre les archives de ces états, au siècle dernier, on rassembla les lettres, la plupart en original, des souverains et des gouverneurs généraux; il est intitulé : *Registre aux lettres de la cour, depuis 1567 jusques et compris 1781*;

4° Dans le fonds de la CHANCELLERIE DES PAYS-BAS, à Vienne :

Un recueil de lettres écrites au et par le roi Charles III, dans les années 1707 à 1711;

Les registres aux dépêches des souverains, au nombre de trente-huit, commençant en 1717 et finissant en 1793;

Les liasses contenant les rapports faits aux souverains par le conseil suprême des Pays-Bas, et, après la suppression de ce corps, par le chancelier des Pays-Bas;

5° Enfin, dans le fonds des MANUSCRITS DIVERS :

Un recueil de lettres originales des souverains écrites aux états de diverses provinces.

Quelque satisfaisant que fût le résultat de ces investigations, je ne m'en suis pas contenté; mais j'ai voulu encore recourir aux archives des états conservées ailleurs qu'à Bruxelles.

J'ai fait le dépouillement des registres aux résolutions des états du Tournaisis, que M. HENNEBERT, conservateur des archives de l'État à Tournai, a bien voulu mettre à ma disposition.

J'ai réclamé le concours de M. LACROIX, conservateur des archives de l'État, à Mons, et de M. DIEGERICK, archiviste de la ville d'Ypres. M. LACROIX a sous sa garde la belle collection des archives des anciens états de Hainaut: les archives d'Ypres renferment la collection de lettres missives la plus riche peut-être qu'il y ait dans les dépôts de nos provinces et de nos villes.

Ce n'est jamais en vain qu'on s'adresse à ces deux honorables archivistes, dans l'intérêt des études historiques: leur complaisance égale la connaissance qu'ils possèdent des trésors confiés à leur garde. MM. LACROIX et DIEGERICK, jaloux de fournir leur contingent à un recueil dont l'utilité ne pouvait échapper à leur pénétration, ont exploré les archives qui sont si bien placées dans leurs mains, avec un empressement dont c'est un devoir pour moi de les remercier ici.

Grâce à eux, j'ai pu constater l'existence, dans les archives de Mons et d'Ypres, d'une partie des lettres que j'avais extraites, soit des collections conservées aux Archives du Royaume, soit des registres des états du Tournaisis; et c'était un point essentiel, car il importait de savoir si telle lettre adressée à un corps d'état l'avait été à d'autres. Mais là ne se sont pas bornés les résultats de leur coopération: les recherches qu'ils ont faites ont

amené la découverte de plusieurs lettres qui me manquaient.

Au moyen des accroissements qu'elle a ainsi reçus, la collection que j'offre au public, si elle n'est pas tout à fait complète, ne peut certainement présenter que des lacunes insignifiantes.

IX.

Quelques observations sur certains détails de ce Recueil sont ici nécessaires.

1° Pour le XVIII^e siècle, ou le régime autrichien, je n'ai eu à concevoir aucun doute sur les lettres que je donne comme ayant été adressées *aux états des différentes provinces* : j'ai trouvé tous les renseignements désirables à cet égard dans les archives de la chancellerie aulique des Pays-Bas.

J'ai acquis la même certitude quant aux lettres de Philippe II, des années 1595 et suivantes, car elle résulte d'indications placées sur les registres ou les minutes mêmes que nous possédons.

Mais, en ce qui concerne les autres, il ne m'a été donné de former que des conjectures basées, ou sur la nature des communications que ces lettres renferment, ou sur la circonstance qu'elles existent, en original ou en copie, dans les archives de plusieurs de nos ~~anciens~~ états.

Il se pourrait donc que des lettres auxquelles j'ai assigné le caractère de circulaires, n'eussent pas été écrites aux *états de toutes les provinces*, comme il pourrait être aussi que des lettres qui m'ont paru ne regarder qu'une seule province, soit relativement à leur objet, soit parce que je

ne les ai trouvées que dans une seule collection d'archives, eussent été adressées à *toutes*.

2° Le traitement ou courtoisie dont les souverains usaient au commencement, à la fin et dans la suscription des lettres qui s'adressaient aux états, variait, à cause de la composition différente de ces corps. Par ce motif, je l'ai entièrement supprimé dans les lettres écrites à tous les états.

3° J'ai placé des sommaires en tête des lettres, afin qu'on les consulte avec plus de fruit et de facilité. J'ai étendu ces sommaires pour les lettres en espagnol, et j'ai cru pouvoir ainsi me dispenser d'en donner des traductions, qui auraient augmenté considérablement le volume de ce Recueil.

4° J'ai joint des éclaircissements historiques et quelques notes aux lettres qui m'ont paru en avoir besoin. J'aurais pu aisément les multiplier : mais j'ai dû supposer que ceux qui liraient ce Recueil connaissaient déjà l'histoire de leur pays.

5° Enfin, j'ai indiqué, au bas de chaque lettre, la collection ou les collections dans lesquelles elle est conservée. Chacun peut de la sorte vérifier l'exactitude du texte publié.

I.

PHILIPPE II AUX ÉTATS DE HAINAUT (1).

Il les remercie de leur bon devoir pour la conservation de la tranquillité; les exhorte à le continuer; leur promet l'assistance du gouvernement, s'ils en ont besoin, et enfin leur donne avis qu'il retourne à Madrid, pour faire les préparatifs de son voyage aux Pays-Bas.

Bois de Ségovie, 3 octobre 1566.

LE ROY.

Révéréndz, vénérables, chiers et féaulx, nous avons volontiers entendu, par la ducesse de Parme, nostre sœur, que, entre tant de tumultes et aultres maulx advenuz en noz pays de delà, à nostre grand regret, vous ayez faict sy bon debvoir que, de vostre costel, les choses sont demeurées en leur ancien estat : dont vous louons et savons le gré que de raison, vous exhortant d'y continuer. Et, si vous avez besoiñ de quelque assistance, vous pourrez adresser à ladicte dame, qui ne fauldra, par le moyen de vostre gouverneur et aultrement, de la vous donner en tout ce que sera possible; vous veillant bien advertir que nous retournons présentement vers Madrid, à intention de, incontinent à nostre arrivée, donner ordre à nostre partement et de ce qu'en despend; et en advertirons ladicte dame de temps à aultre. Ré-

(1) Cette lettre fut peut-être adressée aussi aux états d'autres provinces, et notamment aux états d'Artois, qui avaient montré le même zèle que ceux de Hainaut pour le maintien de l'autorité du Roi et de la religion catholique.

vérendz, vénérables, chiers et féaulx, Dieu vous ait en sa garde.
Du Bois de Ségovie, le III^e jour d'octobre 1566.

PHLE.

COURTEWILLE.

Suscription : A révérendz pères en Dieu, vénérables, nos chiers
et féaulx, les prélatz, nobles et villes de nostre pays de Hayn-
nau, et à chascun d'eulx.

Archives du Royaume : 4^e registre aux lettres
du conseil de Hainaut, fol. 133.

II.

PHILIPPE II AUX ÉTATS DES DIFFÉRENTES
PROVINCES (1).

Il leur fait connaître les raisons qui le forcent de remettre au printemps son départ
pour les Pays-Bas; les assure qu'il s'y rendra à cette époque; leur annonce que,
sur les instances reiterées de la duchesse de Parme, il n'a pu lui refuser sa
démission, et leur notifie enfin la nomination du duc d'Albe comme gouverneur
général des Pays-Bas, par provision.

Madrid, 13 octobre 1567.

LE ROY.

..... Comme, passé aucuns mois en chà, avons escript à nostre
très-chère et très-amée sœur la ducesse de Parme, Plaisance, etc.,

(1) Le Roi écrit dans les mêmes termes aux conseils de justice. Voy. la
Correspondance de Philippe II sur les affaires des Pays-Bas, etc., t. II,
p. 652.

régente et gouvernante de noz Pays-Bas, et ailleurs où nous sembla convenir, de nous trouver par delà pour tout cest esté passé, et faict à ces fins toutes les diligences possibles pour apprestre nostre armée à ce nécessaire, que pensions debvoir estre preste au commencement d'aoust dernier, la chose a esté tellement retardée, tant à cause des victualles et munitions, que des batteaux que se debvoyent amener dez de l'Andelouzie jusques à l'autre mer, attendu que nostre première intention avoit esté d'aller par l'autre costé d'Italye, que, au primes à l'entrée du mois de septembre, sont arrivés au lieu destiné : saison fort périlleuse et du tout (comme est notoire) contraire à la navigation. Et, combien que, pour une chose tant importante que de nostre sainte religion et le bien de noz pays de delà, et y mettre en l'un et l'autre le remède que convient, nous estions résoluz et déterminez de non refuser aucun péril, et pour ce ne nous laisser divertir de nostre bonne intention, toutesfois, voyant et considérant que, avec si singulière grâce et bénignité de Dieu, et voz bons moyens et offices, et de noz bons et leaulx ministres et vassaulx, les mauvais ont esté reboutés de leurs intentions et desseings, et les choses remises en tel estat que apparemment elles se porront, avec l'ayde de Dieu (espérant qu'il sera servy de continuer par sa grâce ce qui luy a pleu sy bien encommencher), et semblables bons offices et moyens, maintenir et souffrir un peu de dilation, nous a semblé que, pour le service de Dieu et bien de nosdicts Estatz, sera moindre mal de différer nostre partement jusques au printemps prochain, que de nous mettre en apparent dangier desdicts inconveniens : pour lequel temps estimons nostre venue par delà estre non-seulement très-nécessaire, mais la tenons pour chose forcée, qu'en aucune manière ne se peult ne doit excuser, bien entendant et pensant que tant il emporte audict temps que nous l'exécutions, que, sans ce, tout ce qu'a esté bien faict et frayé jusques ores, et les paines et travaux que l'on y a prins, ne peuvent porter effect, oultre ce (qu'est le plus à considérer) que de ladicte grâce et bien qu'il a pleu à Dieu de nous faire, à nosdicts pays et Estatz,

en la réduction des affaires à telz termes, ny se tireroit le fruit que convient, ny nous démonstrerions la deue reconnaissance et action de grâce que nous et nosdicts pays luy devons, sy délaissions ou différions plus avant nostre partement, et le devoir d'y assister avec nostre présence, puisque sans icelle les affaires ne s'y peuvent remédier. Et, à cest effect, faisons pour ledict temps préparer tout ce qui y peult estre nécessaire, tant du coustel de par delà que d'icy, de manière que, avec la grâce de Dieu, n'y aura alors nul retardement ou empeschement.

D'autre part, comme nostredicte sœur nous a faict grande instance, par diverses et réitérées fois, pour se retirer en ses propres pays et Estatz, tant à cause de son indisposition que de ses urgens affaires, pour avoir esté sy longuement hors de sa maison, laquelle avons tousjours requis de continuer en ladite charge de gouvernante générale, considérant le temps présent et nostre venue si prochaine, et aussy la grande cognoissance et expérience qu'elle a des affaires de par delà, en l'administration desquelles elle s'est sy bien et vertueusement acquittée, avec une sollicitude, paine et travail incroyable : quoy nonobstant, nous a faict nouvelle instance, ayant à ceste fin envoyé devers nous ung de ses ministres propre et exprès (1), de manière que ne luy avons peu (bien à nostre grand regret) plus refuser sa réquisition : à ceste cause, et qu'il est nécessaire que, pendant le temps de nostredicte venue, nosdicts pays ne demeurent imporveuz de gouverneur et régent général, considérées les singulières prudence, loyauté et expérience, et aultres très-grandes qualités de nostre très-chier et très-amé cousin le duc d'Alve, pour nous présentement capitaine général de noz pays de par delà, l'avons commis, par forme de provision, audict estat de gouverneur général de nosdicts Pays-Bas (2). Dont vous avons

(1) Son secrétaire Machiavel. Voy. la *Correspondance de Philippe II sur les affaires des Pays-Bas*, etc., t. I, p. 571.

(2) Ses patentes sont du 8 octobre 1567. Voy. la même *Correspondance*, t. II, p. 650.

bien voulu advertir et certiorer par cestes, vous mandant et enchargeant, et néanmoins ordonnant de luy rendre, en nostre nom, toute obéissance, comme à gouverneur et capitaine général appartient, et ce qu'en dépend. A tant, etc. De Madrid, le xiii^e d'octobre 1567.

PHLE.

Archives des états de Hainaut : reg. *Mémoires du clergé*, n^o 10, fol. 136; et Actes des états, t. II, fol. 125.

III.

PHILIPPE II AUX ÉTATS DES DIFFÉRENTES
PROVINCES.

Il les remercie de la réception qu'ils ont faite et des présents qu'ils ont offerts à la Reine, son épouse, ainsi que de la promptitude avec laquelle ils ont accordé les aides et les autres choses qui leur ont été demandées. — Il les assure de son amour et de sa clémence. — Il exprime le regret que lui ont fait éprouver les inondations dont plusieurs provinces ont souffert.

Madrid, 22 janvier 1571.

LE ROY.

..... Comme nous sommes estez adverty, par la Royne, nostre très-chière et très-amée compaignie (1), ensemble par nostre cousin le duc d'Alve, chevalier de nostre Ordre, gouverneur et capitaine général de noz pays de par delà, du bon devoir que vous avés faict en la recepvoir, y arrivant et passant, et traicter sy bien et honorablement, luy faisant en oultre

(1) L'archiduchesse Anne-Marie, fille de Maximilien II, que le Roi épousa le 12 novembre 1570. Les états de toutes les provinces, sur l'invitation du duc d'Albe, lui avaient envoyé des députés à son passage à Nimègue, au mois d'août, et lui avaient offert un présent de 100,000 écus.

des dons et présens, comme plus particulièrement nous a esté relaté, y joint que, auparavant, de temps à aultre, sommes estes adverty, par nostredict cousin, de la promptitude qu'avés ausy monstre à l'accord des aydes et autres choses qu'il vous a demandé et enchargé de nostre part, nous n'avons peu déleissier, oultre les offices faicts par nosdicts compaignie et cousin, qu'yjà, par nostre ordonnance, vous a adverty du contentement qu'en avons receu, d'escripre ces présentes, pour vous donner à entendre que tout ce qu'en ce que dessus avez faict, nous a esté et est très-agréable, et donne singulier contentement. Et comme, en ce et pluisieurs aultres choses, vous avez monstre et monstrez journellement les debvoirs et offices de très-bons et très-affectionnez subjectz et vassaulx, vous vous povez samblablement bien assurer, de nostre costé, que n'obmectérons de vous monstrier toute affection, amour et clémence, comme à ung bon prince et seigneur naturel appartient, et par nous et noz prédiccesseurs tousjours a esté faict du passé : ce que ne sçaveriez mieulx nourrir et entretenir que par continuer ce que dessus, en vous montrant bien affectionnez et obéissans subjectz. Et, comme puis naguerras avons entendu le grand danger et domaige que par l'inundation aucuns noz pays de par delà ont receu et souffert (1), n'avons peu délaisser de monstrier par ceste le grand regret et ressentement qu'en avons heu, et escripvons, à ceste cause, aux archevesques et évesques de par delà que, pour appaiser Nostre-Seigneur, ilz fassent faire, chascun en leur diocèse, prières et processions par les bonnes villes, cloistres et aultres lieux où il appertindra : dont nous recepvrons plaisir et service. A tant, etc. De Madrid, le xxij^e de janvier 1571, *estilo communi*.

PHLE.

Archives des états de Hainaut : reg. *Mémoires du clergé*, n° 40, fol. 362.

(1) Voyez la *Correspondance de Philippe II sur les affaires des Pays-Bas*, etc., t. II, p. 165.

IV.

PHILIPPE II AUX ÉTATS DES DIFFÉRENTES
PROVINCES.

Il les informe que, sur les instances du duc d'Albe, il lui a accordé sa retraite ; qu'il a appelé près de lui le duc de Medina-Celi, et qu'il a conféré la charge de lieutenant, gouverneur et capitaine général des Pays-Bas à don Luis de Requesens et Çûniga, grand commandeur de Castille.

Madrid, 19 octobre 1573.

LE ROY.

..... Comme, pour les grandz et urgens affaires de noz royaumes et pays, il ne nous est possible de nous trouver en personne, pour maintenant, en noz pays de par delà, ce que procurerons de faire, Dieu aydant, le plus tost que lesdicts affaires le permectront, comme chose que tant désirons, et que, à la très-instante requeste de nostre très-chier et très-amié cousin le duc d'Albe, chevalier de nostre Ordre, lieutenant, gouverneur et capitaine général de nosdicts pays, pour certaines causes justes et raisonnables à ce le mouvant, sommes esté contents de le descharger dudict estat; ayant aussy appelé vers nous aussy nostre très-chier et très-amié cousin le duc de Medina-Celi, son désigné successeur, pour aulcunes choses de nostre service, nous vous avons bien voulu signifier, par cestes, que, heu regard à la grande prudence, expérience et loyauté que nous avons tousjours congneu en la personne de aussy nostre très-chier et très-amié cousin don Loys de Requesens et Çûniga, commandador mayor de Castilla, de l'ordre de Saint-Jacques de l'Espée, gouverneur de Milan et capitaine général de Lombardie, et de nostre conseil d'Estat, et le grand amour et dilec-

tion qu'il porte à nostre service, et principalement à toutes les choses qu'il sçait nous estre à cœur, comme, sur toutes aultres, est le bien, tranquillité, repoz et prospérité de nosdicts Pays-Bas et de noz vassaulx et subjectz, nous l'avons, par aultres noz lettres patentes de commission, nommé, commis et ordonné nostre lieutenant, gouverneur et capitaine général de nosdicts Pays-Bas et comté de Bourgoigne (1), au lieu de nostredict cousin le duc d'Alve, vous priant partant, requérant et ordonnant très-expressément que vous tenez et réputez, d'ores en avant, ledict commandador mayor pour nostredict lieutenant de nosdicts pays, et, comme tel et représentant nostre personne propre, luy portez et exhibez tout honneur, révérence et obéissance, comme à nous-meismes, et, en toutes choses concernans ledict gouvernement, l'aydez et assistez, en luy donnant conseil, confort et adresche de tout vostre povoir, toutes et quantes fois que de luy requis en serez. Et vous en sçaurons bon gré, et le tiendrons à plaisir et service très-aggréable. A tant, etc. De Madrid, le xix^e d'octobre 1573.

PHLE.

D'ENNETIÈRES.

Archives du Royaume : 6^e reg. aux lettres
du conseil de Hainaut, fol. 29 v^o.

(1) Ses patentes et ses instructions sont du 19 octobre 1573. Voyez la *Correspondance de Philippe II sur les affaires des Pays-Bas*, t. II, p. 709-713.

V.

PHILIPPE II AUX ÉTATS DES DIFFÉRENTES
PROVINCES.

Il les informe qu'il a accordé une grâce et pardon général à ses sujets des Pays-Bas qui ont pris part aux troubles, et les invite à contribuer aux bons effets qu'il attend de cette mesure.

Madrid, 8 mars 1574.

LE ROY.

..... Comme, après avoir eu bonne et deue information, de temps à aultre, de tout ce qui s'est passé et passe en noz pays de par delà, nous a semblé, par bonne et meure délibération de conseil, que seroit bien de prendre une résolution sur la forme et manière générale par où, moyennant la grâce de Dieu, se pourra remédier et mettre ordre à tout, pour la conservation de la sainte foy catholique romaine et de nostre service, ensemble au bien de nozdicts pays, dont avons particulièrement adverty nostre très-chier et très-amé cousin le commandador mayor de Castille, pour nous gouverneur, lieutenant et capitaine général illecq, et luy commandé de ce qu'en conformité de ce il aura à faire, et il soit que, pour mettre les cœurs de noz bons subjectz et vassaulx, tant troublez et altérez, en repos et tranquillité, dont, après Dieu, nous a semblé dépendre le commencement de tout, avons eu pour agréable de donner et octroyer une grâce et pardon général, le plus ample qu'a esté possible (1), nous vous en

(1) Le Roi veut parler ici des lettres patentes de pardon données à Madrid le 8 mars 1574. On les trouve, avec d'autres lettres patentes du 23 avril, sur la même matière, dans un in-4° de 16 pages, imprimé à Bruxelles, chez Michel de Hamont, avec le titre suivant : *Exemplaire des lettres patentes*

avons bien voulu advertir, afin que, congnoissant le grand amour et affection que portons à noz bons vassaulx et subjectz de par delà, comme aussi réciproquement sçavons qu'ilz nous portent, et voyant le grand soing et sollicitude que avons d'eulx et de leur bien, vous tenez la bonne main, comme sommes asseurez que ferez très-volontiers, afin que tout puisse avoir bon effet et parvenir à la fin prétendue, tant au regard de ladicte grâce, comme du surplus qu'entendrez en temps et lieu plus particulièrement par nostredict cousin, auquel l'avons ainsy enchargé. A tant, etc. De Madrid, le viii^e de mars 1574.

PHLE.

A. d'ENNETIÈRES.

Registres aux résolutions des états du
Tournaisis.

VI.

PHILIPPE II AUX ÉTATS DES DIFFÉRENTES
PROVINCES.

Il les prie de contribuer, au besoin, dans la dépense qu'aura à faire le gouvernement des Pays-Bas, pour licencier les gens de guerre d'Allemagne et de Suisse.

Madrid, 9 août 1574.

LE ROY.

..... Comme escripvons présentement à nostre très-chier et très-amié cousin le commandador mayor de Castille, nostre gouverneur, lieutenant et capitaine général de noz pays de par delà,

du Roy, nostre sire, par lesquelles Sa Majesté donne grâce absolue et pardon général, tant à estatx, pays, villes et communautex, que tous particuliers, voirez proscriptx et bannix de ces Pays-Bas, et aultres ayans offensé et fourfait, à cause des troubles, émotions et révoltes, tant passées que présentes, advenues en iceulx pays.

de, par tous bons moïens, procurer que les gens de guerre d'Allemagne et de Suyse soient licentiez et hors du pays, à laquelle fin luy envoyons quelque bonne provision d'argent, tant que, présentement, selon les aultres très-grandes charges de guerre que avons, nous a esté possible, pour vous descharger desdictes gens, vous avons bien voullu escrire et requérir, par ceste, que, sy possible ledict argent ne fût pas souffisant, mais il y fallût encoires davantaige, vous, pour vostre part et portion, le veuillez suppléer, soit en comptant, ou respondant, ou aultrement, comme mieulx viendra à propos : aiant égard que c'est pour vostre propre bien et descharge, et que, voiant que nous faisons tout effort de nostre costé, vous veuillez aussy faire le mieulx du vostre, comme confions entièrement que ferez. A tant, etc. De Madrid, le ix^e d'aoust 1574.

PHLE.

A. D'ENNETIÈRES.

Archives de la ville d'Ypres : liasses aux lettres missives.

VII.

PHILIPPE II AUX ÉTATS DE HAINAUT (1).

Il les remercie de la manière dont ils ont accordé l'aide qui leur a été demandée.

Madrid, 18 septembre 1574.

LE ROY.

Révérèndz pères en Dieu, vénérables, chiers et féaulx, chiers et bien amez, comme sommes esté adverty, par nostre très-chier

(1) Cette lettre fut peut-être adressée aussi aux états d'autres provinces.

et très-ami cousin le commendador mayor de Castille, gouverneur général de noz pays de par delà, du bon et prompt devoir qu'avez faict allendroit de l'ayde puis naguères à vous, de nostre part, demandée, vous en avons bien voulu remercier par ceste, et donner à congnoistre que nous y avez faict chose très-agréable, mesmes en ce temps présent, et ne laisserons d'en avoir bonne mémoire en temps et lieu, comme est rayson. A tant, révérendz pères en Dieu, vénérables, chiers et féaulx, chiers et bien amez, Nostre-Seigneur vous ait en sa sainte garde. De Madrid, le xviii^e de septembre 1574.

PHLE.

A. d'ENNETIÈRES.

Archives des états de Hainaut : registre spécial des actes des états, fol. 112.

VIII.

PHILIPPE II AUX ÉTATS DES DIFFÉRENTES
PROVINCES.

Il les informe qu'il a commis provisoirement au conseil d'État le gouvernement des Pays-Bas.

Madrid, 24 mars 1576.

LE ROY.

..... Comme naghères avons esté advertiz qu'il auroit pleu à Dieu d'appeller à sa part, le cinquiesme de ce mois, le grand commandeur de Castille, lieutenant, gouverneur et capitaine général de noz Pays-Bas et de Bourgongne, en sommes esté très-marryz, pour estre mort en la conjuncture qu'estions achevans

la résolution des vrais remèdes pour la pacification de nosdicts pays. Mais, confians et estans certains que ceux de nostre conseil d'Estat feront, en tout et partout, selon que, pour le service de Dieu, sa sainte foy catholique romaine et le nostre, et le bien de nosdicts pays convient, nous ha samblé et avons, selon ce, déterminé de leur commectre le gouvernement de nosdicts pays de par delà, en la manière que l'avoit ledict grand commandeur de Castille (1) : à quoy les avons auctorisez, tant et jusques à ce qu'avec toute la brièveté possible y aurons pourveu absolument de gouverneur, que sommes déterminez d'envoyer de nostre sang; vous priant et ordonnant très-expressément que ce pendant obéissez audict conseil d'Estat, en la qualité susdicte, comme à nostre propre personne, et tenez tous la main à la conservation et deffence de la religion et foy catholique romaine, et à la paix et tranquillité de nosdicts pays, comme confions entièrement en vous et en vostre grande léaulté que ferez, sans aucune doubte, et en recepvrons très-grand contentement et service. A tant, etc. De Madrid, ce xxiiii^e de mars 1576.

PHLE.

A. d'ENNETIÈRES.

Archives des états de Brabant : registre aux actes de 1576, pièce 44. — Archives des états de Hainaut : *Actes des états*, t. V, fol. 32, et reg. *Mémoriaux du clergé*, n° 10, fol., 630. v°.

(1) Les patentes de commission du conseil d'État sont du 3 avril 1576.

IX.

PHILIPPE II AUX ÉTATS DES DIFFÉRENTES
PROVINCES.

Il les requiert de veiller à ce que nul inconvénient n'advienne dans leurs provinces, pendant qu'il s'occupe des moyens de pacifier le pays par l'envoi d'un gouverneur de son sang et des vrais remèdes universels.

Madrid, 24 juin 1576.

LE ROY.

..... Comme escripvens présentement, par le marquis de Havrey, expressément pour ce dépesché, à ceulx de nostre conseil d'Estat par nous commis au gouvernement de noz pays de par delà et de Bourgoingne, de nostre bonne intention que, par la grâce de Dieu, avons d'avecq toute briefveté procurer la générale pacification de noz bons pays de par delà, tant par l'envoy d'ung gouverneur de nostre sang illecq, comme des vrais remèdes universelz, vous avons bien voulu escrire ceste, et requérir, par icelle, que veuillez ce pendant tenir la bonne main aux affaires, tant que en vous est, afin que nul inconvénient n'advienigne, comme par ceulx de nostredict conseil d'Estat plus amplement vous sera déclairé. Et, selon le grand amour que nous portons à nosdicts pays et sommes bien asseurez qu'ils nous portent réciproquement, confions entièrement, sans aucune doubte, que ferez très-volentiers le mieulx en tout et par-tout, tant que vous sera possible. A tant, etc. De Madrid, le xxiiii^e de juing 1576.

PHLE.

A. D'ENNETIÈRES.

Archives du Royaume : MS. *Lettres des souverains aux états*, et registre aux actes des états de Brabant de 1576, pièce 59. — Archives des états de Hainaut : *Actes des états*, t. V, fol. 73, et reg. *Mémoriaux du clergé*, n^o 10, fol. 634. — Registres aux résolutions des états du Tournaisis. — Archives de la ville d'Ypres : liasses aux lettres missives.

X.

PHILIPPE II AUX ÉTATS DE BRABANT (1).

Il a vu les lettres et requêtes qu'ils lui ont envoyées. Le conseil d'État leur fera connaître les résolutions qu'il a prises. — Il se confie en eux pour le maintien de la tranquillité publique, la conservation de la foi et le bien de son service.

Madrid, 14 juillet 1576.

LE ROY.

Révérèndz pères en Dieu, vénérables, chiers et féaulx, chiers et bien amez, nous avons receu voz lettres et requestes que par deux personnes nous avez à deux diverses fois respectivement envoyé (2), lesquelles avons à chascune fois veu et leu, et diligemment examiné. Mais, comme la principale détermination

(1) Cette lettre fut apportée de Madrid par le marquis de Havré, et délivrée aux états le 1^{er} août, en l'assemblée du conseil d'État.

(2) Le 30 mars 1576, les états avaient adressé une représentation au Roi, pour le supplier d'envoyer aux Pays-Bas un gouverneur du sang royal, et de faire convoquer les états généraux, en les autorisant à traiter avec les *altérés*. Ils insistèrent sur ces deux points par de nouvelles représentations en date du 11 et du 17 avril. Afin de donner plus de poids à ces dernières, ils envoyèrent à Madrid M^{re} George Kieffelt, licencié ès droits. Kieffelt, arrivé à Madrid le 6 mai, fut reçu par le Roi et par le garde des sceaux Hopperus ; mais il ne put obtenir de résolution, et retourna aux Pays-Bas vers le milieu de juillet.

La lettre du Roi parle d'un second envoyé des états. Il est probable que la mission de celui-ci avait précédé le voyage de Kieffelt. Une lettre de Hopperus aux états de Brabant, du 26 février 1576, fait mention d'un certain Dirck Van Hill, commis des états, qui était décédé à Madrid. (Registre aux actes des états de Brabant, de 1576.)

d'icelles est entièrement dépendant de certaine résolution concernant le bien universel de noz pays de par delà, que avons tant à cœur, et sur quoy, par bonne espace de temps, sommes soigneusement esté délibérans, ne nous a esté possible de faire l'ung sans l'autre; ains, estant asteur, par la grâce de Dieu, prinse ladicte résolution, vous serez bientost adverty de l'ung et l'autre, comme par ceulx de nostre conseil d'Estat, par nous commis au gouvernement de noz pays de par delà, entendrez plus particulièrement; nous confiant entièrement en vous que ce pendant tiendrez la bonne main, comme avez tousjours sy très-bien faict, au repos et tranquillité publique, et à tout ce que, pour la conservation de la sainte foy catholique, nostre service et bien commun, appertient. A tant, révérendz pères en Dieu, vénérables, chiers et féaulx, chiers et bien amez, Nostre-Seigneur vous ayt en sa sainte garde. De Madrid, le xiiij^e de juillet 1576.

PHLE.

A. D'ENNETIÈRES.

Suscription : A révérendz pères en Dieu, vénérables, chiers et féaulx, chiers et bien amez, les prélatz, nobles et villes de nostre pays et duché de Brabant, représentants les estatx d'iceluy pays, ou à leurs députez.

Archives des états de Brabant : registre aux
actes de 1576, pièce 59.

XI.

**PHILIPPE II AUX ÉTATS DES DIFFÉRENTES
PROVINCES.**

Il leur notifie la nomination de don Juan d'Autriche comme gouverneur général.

Madrid, 1^{er} septembre 1576.

LE ROY.

..... Comme, pour les grans et urgens affaires de noz royaumes et pays et de la chose publique chrestienne, ne nous soit convenablement possible de nous trouver, pour maintenant, en personne en noz pays patrimoniaux de par delà, ce que procurerons toutesfois de faire, Dieu aydant, lorsque lesdicts affaires le permectront, comme chose que tant désirons, et il soit que, vacquant présentement le gouvernement général de nosdicts Pays-Bas et de Bourgoingne, y avons bien voulu pourveoir de personnaige de nostre sang, nous vous avons bien voulu signifier, par cestes, que, heu regard à la singulière affection que portons à nosdicts pays et aux manans et habitans d'iceulx en tous estatz, noz bons et loyaux subjectz, et à l'entière et parfaite confiance qu'avons en nostre très-chier et très-amé frère messire Jehan d'Austrice, chevalier de nostre Ordre, et en ses sens, prudence et vertuz, sçaichant aussy la réciproque bonne volonté qu'il nous a tousjours porté et porte, principalement à toutes les choses qu'il sçait nous estre à cœur, comme sur toutes aultres est le bien, tranquillité, repos et prospérité de nosdicts pays et de noz vassaulx et subjectz, nous l'avons, par noz lettres patentes de commission (1), nommé, commis et ordonné nostre lieutenantgouverneur et capitaine général de nosdicts Pays-

(1) Elles sont, comme cette lettre, datées du 1^{er} septembre.

Bas et de Bourgoingne; vous priant partant, requérant et ordonnant très-expressément que vous réputez et tenez, d'ores en avant, nostredict frère pour nostredict lieutenant de nosdicts pays, et, comme tel et représentant nostre propre personne, lui portez et exhibez tout honneur, révérence et obéissance, comme à nous-mesme, et, en toutes aultres choses concernans ledict gouvernement, l'aydez et assistez, en lui donnant conseil, confort et adresse de tout vostre povoir, toutes et quantesfois que de par luy en serez requis. Et vous en sçaurons bon gré, et le tiendrons à playsir et service très-agréable. A tant, etc. De Madrid, le 1^{er} de septembre 1576.

PHLE.

A. d'ENNETIÈRES.

Archives du Royaume : MS. *Lettres des souverains aux états.* — Archives de la ville d'Ypres : liasses aux lettres missives.

XII.

PHILIPPE II AUX ÉTATS DES DIFFÉRENTES
PROVINCES (1).

Il a appris avec joie la conclusion de la paix entre les états et don Juan. — Il les remercie de la part qu'ils y ont prise, et leur recommande les intérêts de la religion catholique.

Madrid, 7 avril 1577.

LE ROY.

..... Comme nostre très-chier et très-ami bon frère messire Jehan d'Austrice, chevalier de nostre Ordre, lieutenant, gouverneur et capitaine général de noz pays de par delà, nous

(1) On trouve cette lettre imprimée à la suite des lettres patentes de Philippe II, du 7 avril 1577, portant confirmation du traité de Marche-en-

ait particulièrement et tout au long donné à entendre, par ses lettres du xxii^e de febvrier dernier passé, que finalement il a pleu à Dieu nous donner la paix en nosdicts pays (1), soubz les capitulations conclues, résolues et ja publiées en nostre ville de Bruxelles, nous en sommes esté fort resjouyz, louant Dieu pour ses grâces, et confiant entièrement que ceste résolution sera à son honneur et gloire, et la conservation de nosdicts pays et estat, soubz l'observance de nostre sainte religion catholique romaine, et nostre deue auctorité et obéissance (selon que par lesdictz estat, a esté protesté), et bien universel de noz bons vassaulx et subjectz de nosdicts pays, comme tant désirons. Ayant, oultre ce, entendu, par lesdictes lettres, les grands devoirs et offices que y avés faict faire par vos députez, sans esparigner aulcune paine ni fraix, nous n'avons voulu obmettre de vous en remercier bien affectueusement, et prier, comme faisons par ceste, très-instamment d'y continuer, et mesmes quant au point de l'observance de nostredicte sainte religion catholique romaine, selon que confions entièrement que ferés, pour le service de Dieu, nostre et de nosdicts pays, jusques à remectre iceulx, par le moyen et assistance de nostredict frère et la vostre, en l'ancien pied et estat de prospérité que du passé, et mesmes du tamps de mon seigneur et père, que Dieu ayt en gloire; et nous ferés service très-agréable. A tant, etc. De Madrid, le vii^e d'avril 1577.

PHLE.

A. d'ENNETIÈRES.

Archives des états de Hainaut : reg. *Mémoires du clergé*, n^o 10, fol. 720 v^o. — Registres aux résolutions des états du Tournaisis. — Archives de la ville d'Ypres : liasses aux lettres missives.

Famène, dans un livret de 16 pages in-4^e, sorti des presses de Michel de Hamont, à Bruxelles, en 1577.

(1) Il s'agit ici du traité conclu, à Marche-en-Famène, entre les états généraux et don Juan d'Autriche, le 12 février 1577.

XIII.

PHILIPPE II AUX ÉTATS DES DIFFÉRENTES
PROVINCES.

Il a appris avec regret la retraite de don Juan d'Autriche à Namur, motivée par une conspiration tramée contre sa personne. — Il lui a écrit de continuer les négociations qu'il avait commencées avec les états.—Il prie et requiert les états de contribuer, de leur côté, à un arrangement.

Madrid, 2 septembre 1577.

LE ROY.

..... Nostre très-chier et très-amé frère don Jehan d'Autriche, chevalier de nostre Ordre, gouverneur, lieutenant et capitaine général de noz Pays-Bas, nous a naguerrres escript que la malice et inquiétude d'aulcuns particuliers, peu zéleux du repos de nosdicts pays, quy traictoient de le prendre ou tuer, l'avoient forcé de mectre sa personne en Namur, affin de povoir avecq plus de liberté et seureté entendre au gouvernement desdicts pays : ce que nous a despleu très-grandement, pour ce que ce aura (peulst-estre) causé de retarder et alonger le bon chemin qu'avoient prins les affaires. Mais, désirant surtout que ce se continue, et le repoz d'iceulx noz bons pays, nous escrivons présentement à nostredict frère que, tenant le soing de sa personne et de sa seureté que convient, pour ce qu'elle importe et nous l'estimons et aymons, il entende à la pacification desdicts pays, par les bons moyens que l'on avoit encommancé, leur satisfaisant en tout ce qu'a esté accordé, et lesdicts estatz et pays, à ce qu'ilz ont promis de leur part et sont obligez pour la conservation et maintiennement de la religion catholique romaine et nostre deue obéissance : n'ayant, à ceste cause, peu délaisser de prier, requérir et encharger très-acertes à tous en

général, et à vous en particulier, que vous vous adressez à nostredict frère, et l'assistez, affin que s'exécute tout cecy, et nostre volonté, puis mesmes que c'est tant le service de Nostre-Seigneur et le bien et repoz de vous-mesmes, comme plus à plain vous entendrez de nostredict frère, auquel nous nous remec-ton, ne povant délaïsser de vous prier et exhorter très-instamment d'assister de bon cœur au service de Dieu et nostre, nous correspondant et à nostredict frère, comme bons vassaulx, [conforme] aux obligations qu'avez à tout ce que dict est, et à la volonté qu'avons eu et vous monstre de vostre bien et repoz. A tant, etc. A Madrid, le n° de septembre 1577.

PHLE.

A. D'ENNETIÈRES.

Archives de la ville d'Ypres : liasses aux lettres missives.

XIV.

PHILIPPE II AUX ÉTATS D'ARTOIS, DE HAINAUT,
DE LILLE, DOUAI ET ORCHIES.

Il leur exprime sa satisfaction et leur fait ses remerciements de la résolution qu'ils ont prise pour le maintien de la religion catholique et de l'obéissance qui lui est due. — Il promet de ratifier ce que les députés du prince de Parme traiteront avec eux.

Madrid, 7 février 1579.

LE ROY.

..... Comme nous ayons naguerrès entendu la bonne résolution que vous avez prins allendroict du maintenant et conservation de nostre sainte religion catholique romaine

et nostre deue obéissance, nous en avons receu ung très-grand plaisir et contentement, et ne vous en scaurions assez louer et estimer, en sorte que n'avons peu délaissier de vous escrire ceste, pour vous en remercier, et déclairer le bon gré que vous en sçavons, vous priant et enchargeant de continuer, comme bons et léaulx vassaulx et subjectz sont obligez. Et, pour le très-grand désir qu'avons de vous veoir en bonne paix et tranquillité, nous vous promectons de ratifier et approuver tout ce que les évesque d'Arras, seigneur de Valhuon et consors (1) traicteront et accorderont avecq vous, en vertu et suyvant la commission et instructions qu'ilz ont, à celle fin, de nostre très-cher et très-ami nepveu le prince de Parme, lieutenant, gouverneur et capitaine général de noz Pays-Bas. A tant, révérendz pères en Dieu, vénérables, chiers et féaulx, chiers et bien amez, Nostre-Seigneur vous ayt en sa saincte garde. De Madrid, le vii^e de février 1579.

PHLE.

A. D'ENNETIÈRES.

Bibliothèque de la Chambre des Représentants : Recueil de pièces relatives aux états généraux, 1576-1580, t. III, fol. 69.
— Archives des états de Hainaut : registre spécial des actes des états, fol. 272.

(1) Le prince de Parme avait nommé Mathieu Moulart, évêque d'Arras, et Guillaume Le Vasseur, seigneur de Valhuon, receveur général des aides d'Artois, ses commissaires pour traiter avec les états d'Artois d'abord, et ensuite avec ceux des autres provinces wallonnes. Plus tard, il leur adjoignit Jean de Noircarmes, baron de Selles.

XV.

PHILIPPE II AUX ÉTATS DES PROVINCES, VILLES ET
CHATELLENIES RÉCONCILIÉES (1).

Il les informe qu'il a donné un successeur au prince de Parme dans le gouvernement des Pays-Bas, et les invite à ajouter foi à ce que le prince leur dira, de sa part, là-dessus.

Madrid, 30 novembre 1579.

LE ROY.

Révérэндz pères en Dieu, vénérables, chiers et féaulx, chiers [et bien amez], pour continuer de suyvre, comme il convient, ce qu'a esté capitulé, [quant vous avez] accepté nostre très-chier neveu le prince de Parme pour vostre go[uverneur] pour six mois, et qu'il convient luy donner successeur audict gouver[nement, de] nostre sang, dont avec raison vous puissiez prendre contentement, nous avons sur ce prins la résolution que vous entendrez de luy (2), que nous confions vous sera très-aggréa-

(1) La pièce sur laquelle cette lettre a été copiée est en très-mauvais état; plusieurs endroits en sont déchirés. Nous avons tâché de suppléer aux mots manquants, en mettant, entre des crochets [], ceux par lesquels nous les avons remplacés.

(2) L'article 15 du traité de réconciliation, conclu à Arras le 17 mai 1579 et éclairci à Mons le 12 septembre suivant, portait que le Roi nommerait toujours un gouverneur général de son sang; que le prince de Parme serait reçu comme gouverneur pour six mois, aussitôt après la retraite des troupes étrangères, et que si, au bout de ces six mois, le Roi ne le continuait dans le gouvernement, ou n'en nommait un autre à sa place, le conseil d'État prendrait l'administration du pays.

Philippe II venait de conférer le gouvernement à la duchesse de Parme, Marguerite d'Autriche, mère d'Alexandre Farnèse.

ble, et que de ce vous cognoisterez que serez gouvernez avec toute douceur et paisiblement, et de personne que ce sçavera faire, nous remettant à ce que nostredict très-cher nepveu vous dira, que nous vous requérons croire, et trouver bon tout ce [qu'il] vous fera entendre de nostre part. A tant, révérendz [pères] en Dieu, vénérables, chiers et féaulx, chiers et [bien] amez, Nostre-Seigneur vous ait en sa sainte garde. De Madrid, le dernier de novembre 1579.

PHLE.

A. D'ENNETIÈRES.

Archives des états de Hainaut : laye IV,
reg. 4, 2^e partie, fol. 1.

XVI.

PHILIPPE II AUX ÉTATS DE BRABANT.

Il leur ordonne de faire payer à son garde des sceaux des Pays-Bas, Nicolas Damant, les arrérages des rentes qu'ils lui doivent (1).

Açeca, 25 avril 1589.

LE ROY.

Révérends pères en Dieu, vénérables, très-chiers, chiers et féaulx, chiers et bien amez, comme nous soit esté remonstré, par nostre chancelier de Brabant, conseiller d'Estat et garde de noz seaulx, messire Nicolas Damant, que, à cause de certaines

(1) Philippe II écrivit itérativement aux états, pour cet objet, le 1^{er} février 1590, le 1^{er} février 1591 et le 2 janvier 1593. (Reg. *Lettres de Philippe II aux gouverneurs généraux*, t. IV, fol. 11, 97 et 227.)

rentes qu'il a sur les estatz de nostre pays et duché de Brabant, luy sont deuz et escheuz les arriéraiges de plusieurs années, et qu'il n'en a sceu recouvrer aucun payement jusques à présent, quelque debvoir et diligente poursuyte qu'il en ayt faict vers vous et vostre recepveur, nonobstant que cy-devant ayez promis, à diverses fois, comm'il dict, de furnir audict payement, mesmes avant son départ de Bruxelles, selon que se voit par certaine ordonnance vostre du xxii^e et xxvii^e d'apvril de l'an 1587, nous sommes esté meuz de vous faire la présente. Et, parce que la raison veult qu'ung ministre nostre si principal, résident lez nostre personne, pour nostre service et affaires de noz pays de par delà, non-seullement soit satisfait et contenté de ce que à si bonne cause luy est deu, mais aussi respecté et favorisé en toutes choses, vous ordonnons bien acertes que, des premiers deniers que aurez à la main, luy faictes entièrement furnir les susdicts arriéraiges, sans qu'en ce ayt faulte ou retardement; et tiendrons à service agréable et contentement ce que par vous y sera faict et ordonné. Révérends, etc. De Açeca, le xxv^e d'apvril 1589.

*Papiers d'État : Lettres de Philippe II aux
gouverneurs généraux, t. III, fol. 29.*

XVII.

PHILIPPE II AUX ÉTATS DES DIFFÉRENTES
PROVINCES.

Il les informe qu'il a nommé au gouvernement général des Pays-Bas l'archiduc Ernest, son neveu.

Madrid, 30 novembre 1593.

LE ROY.

..... Comme nous ayons trouvé convenable de instituer et
establir nostre très-cher et très-ami bon frère, neveu et cou-

sin, chevalier de nostre Ordre, Ernest, archiducq d'Austrice (1), au gouvernement général de noz pays d'embas et de Bourgogne, auquel avions commis, après le trespas de feu nostre bon nepveu le ducq de Parme et de Plaisance, nostre très-cher et féal cousin, aussi chevalier de nostre Ordre, le conte de Mansfelt (2), pour y estre employé, tant et jusques à ce que aultrement en eussions pourveu, comm'il a faict à nostre grande satisfaction et contentement, nous vous avons bien voulu advertir de nostre susdicte intention et résolution, et vous requérir, exhorter et ordonner, comme faisons expressément par la présente, que, tant en général que particulier, réputez et tenez, d'ores en avant, ledict archiducq Ernest pour nostre lieutenant, gouverneur et capitaine général en nosdicts pays, et, comme à tel qui représentera nostre propre personne, luy portez, déférez et exhibez tout honneur, révérence, respect et obéissance, comme à nous-mesme, luy donnant aussi en toutes choses appuy, confort et assistance de voz conseils, advis et moyens, et que l'adressez de tout vostre pouvoir, à toutes et quantes fois que par luy en serez requis. Dont vous requérons et enchargeons bien acertes, et vous sçaurons bon gré, et tiendrons à plaisir et service très-agréable ce que ferez audict endroit..... De Madrid, le dernier de novembre 1593.

Papiers d'État : *Lettres de Philippe II aux gouverneurs généraux*, t. IV, fol. 338.

(1) Sa commission est du 25 novembre 1593.

(2) Sa commission est du 6 février 1593.

XVIII.

PHILIPPE II AUX ÉTATS DE BRABANT.

Il les prie de faire payer à Josine del Rio, veuve du mestre-de-camp de Isla, les arrérages d'une rente qu'elle a sur eux : il le tiendra à service agréable.

Madrid, 3 décembre 1593.

LE ROY.

Révérэндz pères en Dieu, vénérables, très-chers, chers et féaulx, chers et bien amez, comme dame Josine del Rio, vefve de feu mestre-de-camp Nicolas de Ysla; nous ait remonstré que, à cause de sa retraicte de noz Pays-Bas, sont passées quinze années, elle n'auroit esté payée des rentes qu'elle y a, signamment d'une, de cent florins par an, sur les estatx de nostre pays et duché de Brabant, la présente sera pour vous dire que tiendrons à service agréable que donnez ordre que à ladicte vefve soit fait payement réel des arriéraiges de la susdicte rente, qu'elle dict monter à plus de quinze années, et que semblablement luy soit tel payement continué, d'an en an, au terme qu'elle escherra, et qu'en ce ne soit usé d'aucune faulte, afin que ladicte vefve soit soulagée de tel petit moyen, pour mieulx s'entretenir. Révérэндz, etc. De Madrid, le 3^me de décembre 1593.

Papiers d'État : Lettres de Philippe II aux gouverneurs généraux, t. IV, fol. 333 v^o.

XIX.

PHILIPPE II AUX ÉTATS DES DIFFÉRENTES
PROVINCES.

Il leur fait part de la nomination de l'archiduc Albert, son neveu, comme gouverneur général des Pays-Bas.

Saint-Laurent, 2 août 1595.

LE ROY.

..... Comme, après le trespas de nostre bon frère, nepveu et cousin l'archiducq Ernest (1), à qui Dieu pardoint, nous ayons pièce faict choix de la personne de aussi nostre très-cher et très-amé bon frère, nepveu et cousin le cardinal-archiducq Albert, pour l'instituer et establir au gouvernement général de noz pays d'embas et de Bourgoingne (2), vacant par ledict trespas, et que, jusques à son arrivée en iceulx, l'exerceroit par provision nostre très-cher et féal cousin le conte de Fuentès, qui se trouvoit par delà, comme il a faict, à nostre bonne satisfaction, nous vous avons bien voulu advertir de nostre susdicte résolution, et, par occasion du partement de nostredict bon frère, pour se rendre par delà et emprendre ladicte régence, vous requérir, exhorter et ordonner, comme par la présente faisons expressément, que, tant en général que particulier, vous réputez et tenez, d'ores en avant, nostre susdict bon frère pour nostre lieutenant, gouverneur et capitaine général en nosdicts Pays-Bas, et, comme à tel qui représentera nostre propre personne, vous luy portez, déférez et exhibez tout honneur, révérence, respect et obéissance, comme à nous-mesme, luy donnant aussi en

(1) Il était mort à Bruxelles, le 22 février précédent.

(2) Ses patentes sont du 2 août, comme cette lettre.

toutes choses appuy, confort et assistance de voz conseils, advis et moyens, et que l'adressez de tout vostre pouvoir, à toutes et quantes fois que par luy en serez requis. Dont vous requérons et ordonnons bien acertes, et vous scaurons bon gré et tiendrons à service bien agréable ce que ferez audict endroit..... De Saint-Laurent, le n° d'aoust 1595.

PHLE.

A. DE LALOO.

Papiers d'État : *Lettres de Philippe II aux gouverneurs généraux*, t. IV, fol. 491 v°. — Archives des états de Namur : *Registre aux lettres de la cour*, de 1567 à 1781, pièce 3.

XX.

PHILIPPE II AUX ÉTATS DE BRABANT (1).

Il leur sait bon gré de ce qu'ils font pour son service et pour la conservation du pays, et les assure que son secours ne leur manquera pas.

Madrid, 15 février 1596.

LE ROY.

Révérands pères en Dieu, vénérables, très-chers, chers et féaulx, chers et bien amez, par occasion du retour du conte de Berlaymont, chevalier de nostre Ordre, n'avons voulu laisser de vous signifier qu'il nous a particulièrement représenté l'estat de nostre pays et duché de Brabant, ensemble les dommaiges et

(1) La même lettre fut adressée, *mutatis mutandis*, aux états de Lille, Douai et Orchies, aux états de Tournai et Tournaisis, et aux états de Malines. On peut consulter, relativement à cette lettre et aux quatre suivantes, les *Actes des états généraux de 1600*, p. LXXVI.

inconvenients qu'il a porté par la diversité du temps présent, nonobstant les devoirs de fidélité et assistance que donnez à nostre service et pour la conservation de nosdicts pays : dont vous sçavons bon gré, et nous asseurons que y continuerez, comme aussi, de nostre part, avons advisé, et adviserons encores pour l'advenir, aux remèdes des affaires de par delà, mesmes par l'arrivée de nostre bon frère, nepveu et cousin le Cardinal-Archiducq, auquel prendrez vostre recours pour les affaires que se présenteront d'icy en avant. Révérends pères en Dieu, etc. De Madrid, le xviii^e de febvrier 1596.

Papiers d'État : *Lettres de Philippe II aux gouverneurs généraux*, t. V, fol. 17 v^o.

XXI.

PHILIPPE II AUX ÉTATS DE LUXEMBOURG.

Il exprime ses regrets de la situation dans laquelle il a appris, par leur remontrance, que se trouve leur province. — Il a remis leurs écrits à l'Archiduc.
— Il ne juge pas à propos qu'ils envoient des députés à Madrid.

Madrid, 18 février 1596.

LE ROY.

Vénérables, très-chers, chers et féaulx, chers et bien amez, nous avons esté informé, à l'arrivée du conte de Berlaymont, chevalier de nostre Ordre, des pointz que, à vostre réquisition, il nous a particulièrement représenté, suyvant l'instruction que luy en aviez donné, desquelz nous ayant depuis esté faict rapport, et d'aulture escript de certaine instruction qu'aviez par avant donné à quelques commissaires que pensiez dépescher vers nous, trouvons qu'avez bien faict de nous reserver de tous les

poinctz comprins par lesdicts escriptz , avecq regret que les affaires de nostre pays et duché de Luxembourg, qu'en tout temps s'est tant fidèlement maintenu en nostre obéissance et service, soyent réduictz aux termes que contient vostre lettre du premier de septembre de l'an passé. Et, comme nostre désir est de remédier à tout, et vous donner tout le soulagement que faire se pourra, avons trouvé convenable d'envoyer lesdicts escriptz à nostre bon frère, nepveu et cousin le Cardinal-Archiducq, afin qu'il ait regard aux remonstrances faictes par iceulx, ou qu'il nous reserve de son advis en ce qu'il trouvera convenir, comme nous asseurons qu'il fera, suyvant ce que luy en escripvons, par occasion de luy remectre lesdicts escriptz ; et, pour mesme raison, prendrez vostre recours à luy, et ferez par delà, sur ce que dict est, les instances que convient : par où ne sera besoing d'envoyer par deçà aucuns députez ni commissaires, comme bien à propos vous fut escript par ceux de nostre conseil d'Estat, par lettre du xviii^e de juillet dudict an passé, afin éviter telle despense superflue. Vénérables, etc. De Madrid, le xviii^e de febvrier 1596.

Papiers d'État : *Lettres de Philippe II aux gouverneurs généraux*, t. V. fol. 11 v^o.

XXII.

PHILIPPE II AUX QUATRE MEMBRES DE FLANDRE.

Il a renvoyé à l'archiduc Albert les écrits qu'ils lui ont fait présenter.

Madrid, 18 février 1596.

LE ROY.

Chers et féaulx, nous n'avons voulu laisser de vous signifier qu'avons prins de fort bonne part la remonstrance de quelques

poinctz et articles que de vostre part nous ont esté envoyez, par occasion de la venue du conte de Berlaymont, chevalier de nostre Ordre, pour le redressement de l'estat des affaires de nostre pays et conté de Flandres, et des provinces de noz pays d'embas demeurées en nostre obéissance. Et, pour ce que aucuns desdicts poinctz sont d'importance, avons trouvé convenable d'adresser à nostre bon frère, nepveu et cousin le Cardinal-Archiducq les escriptz que nous en avez faict tenir, afin que, après qu'en aurez prins vostre recours à luy, il ordonne ce qu'il trouvera y convenir, comme nous asseurons qu'il fera, pour remédier et redresser ce qu'avez remonstré, ou que de son advis il nous reserve bien particulièrement, ne désirant rien plus que de veoir nostredict pays et conté de Flandres soulaigé, et en la seurté et repos qu'il a esté du passé. Chers et féaulx, etc. De Madrid, le xviii^e de febvrier 1596.

Papiers d'État : *Lettres de Philippe II aux gouverneurs généraux*, t. V. fol. 13.

XXIII.

PHILIPPE II AUX ÉTATS DE HAINAUT.

Il est bien satisfait des bons devoirs qu'ils ont rendus en toutes occasions. — Il a envoyé à l'archiduc Albert la remontrance qu'ils lui ont fait présenter par le conte de Berlaymont.

Madrid, 18 février 1596.

LE ROY.

Révérands pères en Dieu, vénérables, très-chers, chers et féaulx, chers et bien amez, nous avons esté reservy, par lettre de nostre cousin le conte de Fuentès, et semblablement de

nostre cousin le prince de Chimay, lieutenant et capitaine général et grand baillly de noz pays et conté de Haynault, des bons devoirs qu'avez rendu, à toutes occasions, en tout ce qu'est de nostre service, et pour la conservation de ladicte province en icelluy, mesmes par la diversité du temps présent et des emprinses des François et aultres mal affectionnez : dont avons receu la satisfaction qu'est raisonnable, avecq assurance que continuerez tousjours semblables devoirs. Et, pour ce que, par occasion de la venue du conte de Berlaymont, chevalier de nostre Ordre, nous a esté envoyé certain escript de la remonstrance qu'aviez faict par delà, contenant quelques pointcz d'importance, avons trouvé requis de l'envoyer à nostre bon frère, nepveu et cousin le Cardinal-Archiducq, afin qu'il y ait le regard que convient, comme nous asseurons qu'il fera ; et, à tel effect, vous ordonnons de vous adresser à luy. Révérends pères en Dieu, vénérables, très-chers, etc. De Madrid, le xviii^e de febvrier 1596.

Papiers d'État : *Lettres de Philippe II aux gouverneurs généraux*, t. V, fol. 14 v^o.

XXIV.

PHILIPPE II AUX ÉTATS DE NAMUR.

Il a remis leur remonstrance à l'archiduc Albert.

Madrid, 18 février 1596.

LE ROY.

Révérends pères en Dieu, vénérables, très-chers, chers et féaulx, chers et bien amez, comme, par le conte de Berlaymont, chevalier de nostre Ordre, gouverneur et souverain baillly de

nostre pays et conté de Namur, nous soit esté exhibé l'escript de certaine remonstrance qu'avez faict par delà par voz députez, au mois de may de l'an 1595 passé, nous avons trouvé convenable de remectre ledict escript à nostre bon frère, nepveu et cousin le Cardinal-Archiducq, afin qu'il y pourvoye endroict les poinctz qui dépendent de sa charge de nostre lieutenant, gouverneur et capitaine général de noz pays d'embas, et qu'en regard d'autres poinctz de la mesme remonstrance, il nous ait à reserver son advis, pour après en estre par nous ordonné comme trouverons convenir, et prendrez audict effect vostre recours à luy; vous recommandant au surplus les debvoirs de fidélité en tout ce qu'est de nostre service : en quoy ledict conte de Berlaymont nous a assuré qu'avez continué avecq le zèle auquel espérons que ne défautrez. Révérends pères en Dieu, vénérables, très-chers, chers et féaulx, chers et bien amez, etc. De Madrid, le xviii^e de febvrier 1596.

Papiers d'État : *Lettres de Philippe II aux gouverneurs généraux*, t. V, fol. 15 v^o.

XXV.

PHILIPPE II AUX ÉTATS DE BRABANT.

Il leur ordonne de faire payer exactement une rente due à une fondation faite, en l'église de Sainte-Gudule, à Bruxelles, par Pierre Damant, et d'en user de même pour toutes les rentes dues aux pauvres.

Tolède, 12 juin 1596.

LE ROY.

Révérends pères en Dieu, vénérables, très-chers, chers et féaulx, chers et bien amez, la plaincte que nous a esté faicte,

par l'escript cy-joint de nostre conseiller d'Estat, suyvant nostre personne pour les affaires de noz pays d'embas, messire Nicolas Damant, chevalier, aussi chancelier de nostre conseil en Brabant, contient raisons tant fondées qu'il représente endroict le payement de la rente de certaine fondation d'aulmosne laissée, en l'église de Sainte-Goele, en nostre ville de Bruxelles, par son père, Pierre Damant, en son vivant nostre conseiller et garde-joyaulx par delà, pour xxv povres, à trois pattars de pain à chascun, et aultant en argent, afin d'en estre faicte la distribution en icelle église, aux jours de dimanche et aultres festes de l'année, que nous sommes grandement esmerveillez que, à l'effet d'œuvre tant pieux, redondant au bien des povres, ayez discontinué le payement de la rente que y est deue par quelques années, comme porte le mesme escript, et partant avons plus d'occasion de vous requérir, et néantmoins ordonner, comme vous ordonnons bien expressément, que non-seullement vous acquictez de ladicte rente, faisans payer, sans aucune remise ou délai, tout ce qu'en est deu doiz les années passées jusques oires, sans aussi rien en déduire, et de faire le mesme, par continuation de bon payement, de ce qu'en escherra à l'advenir, de terme en terme, mais qu'en usez de semblable manière en regard de toutes rentes dont estes chargez pour les povres, considéré que à eulx sera-ce de quelque soulagement, et à Dieu agréable que l'on se comporte ainsi en œuvres de charité vers eulx. Et n'y faictes faulte. Révérends pères en Dieu, vénérables, etc. De Toledo, le xii^e de juin 1596.

XXVI.

PHILIPPE II AUX ÉTATS DES DIFFÉRENTES
PROVINCES (1).

Il les invite à donner foi et créance à ce que l'archiduc Albert leur dira de la résolution qu'il a prise pour leur propre bien.

Saint-Laurent, 10 septembre 1597.

—

LE ROY.

..... Vous avez maintes fois peu cognoistre la bonne volonté et affection qu'avons tousjours eu à noz pays patrimoniaux d'embas, et à chascune province d'iceulx, par le grand soing qu'avons porté de tout temps, et continuellement portons, pour le bien, repos et tranquillité d'iceulx, et par les peines et travaux qu'y avons prins, et la despence excessive que y avons fait, sans rien espargner, pour les défendre de noz ennemis circonvoisins, et réduire à nostre obéissance ceulx qui s'en sont soustraictz et desvoyez, rebellans contre nous, leur prince naturel : ce que cognoistrez encores plus évidemment maintenant par la benigne résolution qu'avons prise pour vostre propre bien (2), laquelle nostre bon frère, nepveu et cousin Albert, archiducq d'Autrice, vous fera entendre de nostre part : à quoy désirons et vous mandons donner pleine foy et créance, comme à nostre propre

(1) Nous avons publié cette lettre, avec beaucoup d'autres pièces relatives à la cession des Pays-Bas, dans la *Collection de documents inédits concernant l'histoire de la Belgique*, t. I, p. 388.

(2) Celle de céder les Pays-Bas à l'infante Isabelle, sa fille, qui épouserait l'archiduc Albert.

personne, puisque c'est chose que tant vous touche et au bien public. Et, nous assurant qu'ainsi le ferez, et qu'aurez plaisir et contentement de ce qu'il vous proposera, n'en dirons davantage.
..... De Saint-Laurent, le x^e de septembre 1597.

Archives du Royaume : MS. *Lettres des souverains aux états*, et papiers d'État : reg. *Cession des Pays-Bas à l'infante Isabelle*, fol. 73.
— Archives des états de Hainaut : *Actes des états*, t. VIII, fol. 76.

XXVII.

PHILIPPE II AUX ÉTATS DE BRABANT.

Il les prie de faire payer à Jean l'Hermite, son aide de chambre, les rentes dont ils lui sont redevables.

Madrid, 1^{er} avril 1598.

LE ROY.

Très-révérends pères en Dieu, vénérables, très-chers, chers et féaulx, chers et bien amez, le service actuel que rend lez nostre personne Jehan l'Hermite, ayde de nostre chambre, nous donne occasion de vous faire la présente, pour dire que tiendrons à bon gré qu'il soit par vous favorablement traicté, en ce qu'il prétend pour le payement de trois parties de rentes montans à deux cents soixante florins par an, que feu son père, Thomas l'Hermite, a laissé à luy et ses cohéritiers, sur les estatz de Brabant, au quartier d'Anvers, dont seroient deuz plusieurs arriérages, et entre aultres sept années que l'on tient en surcéance, en vertu de certain général octroy, comme ledict Jehan l'Hermite en fera apparoir par delà. Et, pour la raison que dict est, et

afin qu'il ait meilleur moyen de s'entretenir en nostre service, et subvenir par delà aux nécessitez de ses mère et deux sœurs, tiendrons à contentement que, en ce que dict est, et en regard d'aultres arriérages, il soit traicté le plus favorablement que faire se pourra. Très-révérends pères, etc. De Madrid, le premier d'apvril 1598.

Papiers d'État : *Lettres de Philippe II aux gouverneurs généraux*, t. V, fol. 183 v^o.

XXVIII.

PHILIPPE II AUX ÉTATS DES DIFFÉRENTES
PROVINCES (1).

Il les informe de la cession qu'il a faite des Pays-Bas à l'infante Isabelle, sa fille, et promet qu'il continuera de les secourir, comme par le passé.

Madrid, 31 mai 1598.

LE ROY.

..... Par ce que contiennent voz lettres du de l'an passé, avons eu plaisir d'entendre la grande joye et contentement que vous avoit causé nostre bénigne résolution endroict la matière que, de nostre part, vous avoit déclaré nostre bon frère, nepveu et cousin l'archiducq Albert, en vertu de noz lettres à vous en sa créance. Et, pour ce que nostre intention ne tend que à mettre cez pays d'embas en paix et repos, par le mariage qu'avons conçu de nostre très-chère et très-amée bonne fille l'In-

(1) Cette lettre est également insérée dans la *Collection de documents inédits*, etc., t. I, p. 425.

fante avecq nostredict bon frère, neveu et cousin, mesmes par leur présence, avons trouvé convenable, pour l'avancement de ce bon œuvre, de préallablement donner, céder et transporter à nostredict fille tous nosdicts pays d'embas et de Bourgoigne, en conformité des lettres patentes que sur ce s'envoyent à nostredict bon frère, comme semblablement celles du consentement, aggréation et adveu de nostre très-cher et très-amé bon filz le prince, aussi celles de l'acceptation de nostredict fille. Dont nous asseurons qu'aurez contentement, et cognoistrez davantaige l'amour et affection que tousjours avons porté ausdicts pays, comme le mesme sera encor (à l'ayde de Dieu) cognu plus clairement par moyen dudict futur mariage et l'envoy de nostredict fille par delà, aussitost que le temps le permectra, et aussi par l'assistance que continuerons de faire ausdicts pays, à toutes occasions que besaing sera, considéré que nullement est nostre intention (comme pourroient interpréter aucuns mal advisez) de les abandonner, ains bien les secourir et défendre, comme avons faict du passé, jusques à ce que, par paix ou autrement, ilz seront bien asseurez..... De Madrid, le dernier de may 1598.

Papiers d'État : reg. *Cession des Pays-Bas à l'infante Isabelle*, fol. 325. — Archives des états de Hainaut : *Actes des états*, t. VIII, fol. 11.

PHILIPPE IV AUX ÉTATS DES DIFFÉRENTES
PROVINCES.

Il les remercie de la bonne volonté et de l'affection dont ils lui ont donné des preuves, et spécialement lors du siège de Breda.

Madrid, 12 juillet 1625.

LE ROY.

..... Madame la sérénissime Infante, nostre très-chère et très-amée bonne tante, nous a escript de quelle bonne volonté et affection vous vous employez tousjours en nostre service, aux occasions qui s'en présentent par delà, mesmes qu'en celle du siège de Breda, l'avez faict avec une singulière démonstration, assistant à tout ce qui a esté nécessaire pour parvenir à une si bonne fin, comme il a pleu à Nostre-Seigneur nous en donner. Et, ores que ce soit le devoir de si bons et fidelz vassaulx que vous estes, et deu à l'estimation que nous faisons de vous, et à la grande affection et volonté que vous portons, ce néantmoins, nous vous en avons bien voulu remercier par ceste, et asseurer qu'aurons tousjours favorable souvenance de ce service et de tous autres que nous avez rendu, ensemble particulier soin de tout ce qui vous touchera, et concernera vostre plus grand repos et allégement, comme l'entendrez plus amplement de Son Altèze, à laquelle nous nous en remettons De Madrid, le xii^e de juillet 1625. FR. INACUS v^t.

PHILIPPE.

J. OSW. DE BRITO.

Archives du Royaume : MS. *Lettres des souverains aux états*. — Archives des états de Hainaut : *Actes des états*, t. XV, fol. 48. — Registre aux résolutions des états du Tournaisis, de 1623 à 1631.

XXX.

PHILIPPE IV AUX ÉTATS DES DIFFÉRENTES
PROVINCES.

Il envoie aux Pays-Bas le marquis de Leganez, lequel, après les avoir remerciés de leur zèle et fidélité, leur communiquera les moyens qui ont été imaginés pour procurer quelque repos à ces provinces. — Il les prie d'ajouter foi et créance à ce que ce ministre leur dira.

Madrid, 17 juin 1627.

LE ROY.

..... Comme ce nous soit propre d'avoir soin du bien et soulagement de nos fidelz vassaux, nous avons en particulier voulu le prendre de ce qui peut toucher celluy de nos provinces obéyssantes, leur faisant cognoistre combien il nous sera cher et agréable de leur procurer quelque repos, parmy tant de travaux que les occurences du temps ont amené, avec très-grand ressentiment nostre. Et, ayant meurement considéré ce qu'il se pourroit faire pour y apporter du remède, nous avons trouvé convenir d'envoyer par delà, à cest effect, don Diego Messia (1), gentilhomme de nostre chambre, et de nostre conseil d'Estat, lequel, après vous avoir faict entendre la satisfaction que nous avons de vostre zèle et fidélité à nostre service, vous dira les moyens qu'avons trouvé à ce les plus propres, et desquelz nous pourrons estre mieulx servy, afin que, l'estat de nos affaires de par delà prenant un pied assuré, vous en puisse ensuivre plus

(1) Don Diego Messia, marquis de Leganez, gentilhomme de la chambre du Roi, son conseiller d'État, capitaine général de la cavalerie légère aux Pays-Bas et de l'artillerie d'Espagne.

de repos : nous remettant, au surplus, à ce que ledict don Diego Messia vous dira de nostre part; désirants que vous luy donniez entière foy et créance; assuré que embrasserez ce qu'il vous proposera, comme chose qui touche tant vostre bien et utilité, qui est ce qu'avons plus à cœur..... De Madrid, le xvii^e de juin 1627. FR. INACUS v^t.

PHILIPPE.

J. OSW. DE BRITO.

Archives du Royaume : MS. *Lettres des souverains aux états*. — Archives des états de Hainaut : *Actes des états*, t. XVI, fol. 119. — Registre aux résolutions des états du Tournaisis, de 1623 à 1631.

XXXI.

PHILIPPE IV AUX ÉTATS DES DIFFÉRENTES
PROVINCES.

Il les remercie de la résolution qu'ils ont prise sur le fait de l'union des armes qui leur avait été proposée, et les assure qu'il aura toujours un soin très particulier de ce qui concernera leur soulagement et leur prospérité.

Madrid, 20 juillet 1628.

LE ROY.

..... Ayant entendu le particulier zèle qu'avez monstre à ce que, de nostre part, vous a esté proposé sur le fait de l'union d'armes entre tous nos royaumes et seigneuries, et la bonne volonté avec laquelle vous vous y estes conformé à la nostre (1),

(1) Le marquis de Leganez, s'étant transporté dans toutes les provinces, fit aux états la proposition d'une union d'armes avec les autres royaumes et États de la monarchie espagnole, sur les bases suivantes : la Castille avec les

et entré en ladicté union, nous vous avons bien voulu signifier le grand contentement qu'en avons receu, ensemble vous en remercier, comme faisons par ceste, vous assurant que n'avons oncques espéré moins de vostre affection et fidélité, comme de si bons et loyaux vassaux, et qui tant affectionnent nostre service et le bien de l'Estat, et qu'avons et aurons tousjours très-particulier soin de tout ce qui concernera vostre plus grand soulagement et prospérité. Et, quant à la supplication que vous et les autres estatz de nos provinces obéyssantes nous faictes, de vouloir entretenir quelques régimens et compagnies de chevaux des naturelz de par delà, afin que la noblesse et autres soyent employez, et s'exercent au faict des armes, vous entendrez sur ce nostre résolution de la sérénissime infante madame Isabel, nostre bonne tante De Madrid, le xx^e de juillet 1628.
FR. INACUS v^e.

PHILIPPE.

J. OSW. DE BRITO.

Archives des états de Hainaut : *Actes des états*, t. XVII, fol. 54. — Registre aux résolutions des états du Tournaisis, de 1623 à 1631.

Indes fournirait 44,000 hommes; les Pays-Bas, 12,000 hommes; le royaume d'Aragon, 10,000; le royaume de Valence, 6,000; le royaume de Catalogne, 16,000; le royaume de Portugal, 16,000; le royaume de Naples, 16,000; le royaume de Sicile, 6,000; le duché de Milan, 8,000; les îles de la Méditerranée et de l'Océan, 6,000 : en tout, 140,000. Lorsqu'un des États du Roi serait le théâtre de la guerre, ceux qui se trouveraient en paix le secourraient de 20,000 hommes de pied et 4,000 chevaux, entretenus à leurs frais, dans la proportion de leur quote-part respective.

Déjà les royaumes d'Aragon, de Valence, de Sardaigne et de Mallorque avaient donné leur consentement à cette union. Les états des Pays-Bas l'acceptèrent à leur tour.

XXXII.

PHILIPPE IV AUX ÉTATS DES DIFFÉRENTES
PROVINCES.

Il leur exprime son regret du mauvais succès des affaires aux Pays-Bas, et leur adresse des paroles de consolation et d'encouragement.

Madrid, 26 octobre 1629.

LE ROY.

..... Nous avons, à nostre grant regret, entendu, par lettres de la sérénissime Infante, nostre bonne tante, les mauvais succès des affaires de par delà (1) et le ressentiment qu'en avez eu, et, d'autre costé, faisons particulière estime de l'affection, valeur et soin qu'avez montré en ces occasions, vous employant et signalant en ce que s'y est offert de nostre plus grand service. Ce qu'estant vrayement correspondant à ce que tousjours nous nous sommes promis de vostre zèle et ancienne fidélité, nous avons bien voulu vous en remercier par ceste, et asseurer que l'une des plus principales causes qui nous ont faict ressentir ces succès, a esté le mescontentement qu'ilz vous auront causé, lorsqu'avec tant de soin se traictoit de vostre plus grande seurété et tranquillité. Mais nous espérons qu'il plaira à Nostre-Seigneur redresser mieux les affaires, et vous donner le repos et consolation que méritez, et que, pour tant de raisons, nous vous procurons, veillans et assistans aux choses de par delà, et à vostre seurté, avec tout ce qui est nécessaire, comme en effect

(1) Bois-le-Duc avait été pris par le prince d'Orange, Frédéric-Henri, le 14 septembre précédent.

l'on y entend à bon escient. Nous nous confions aussi qu'en ce qui se présentera pour l'advenir, vous continuerez de servir et assister nostredicte bonne tante avec le mesme zèle que du passé, comme nous vous en requérons et enchargeons. A tant, etc. Nostre-Seigneur vous ait en sa sainte garde. De Madrid, le xxvi^e d'octobre 1629. M^e LEG^e v^t.

PHILIPPE.

J. OSW. DE BRITO.

Archives des états de Hainaut : *Actes des états*, t. XVII, fol. 148.

XXXIII.

PHILIPPE IV AUX ÉTATS DES DIFFÉRENTES
PROVINCES.

Il leur témoigne la sollicitude particulière qu'il leur porte, et l'estime qu'il fait de leur fidélité; leur annonce le dessein d'aller visiter les Pays-Bas; les informe que, en attendant qu'il puisse effectuer ce voyage, il leur envoie le comte de Solre, auquel il les prie de donner toute foi et créance.

Madrid, 14 décembre 1629.

LE ROY.

..... Nostre uniqe désir a tousjours esté de veoir nos royaumes et Estats fleurissans, et de leur procurer les effects d'un amour plus que paternel, que nous leur portons d'autant plus singulièrement qu'ilz se sont renduz remarquables par leur zèle et fidélité entre tous autres subjects et vassaux; et s'estans noz pays d'embas, pendant nostre règne, signalez en plusieurs occasions de nostre service, ilz ont faict croistre en nous le soin qu'avons tousjours eu de si bons subjects, nous remectans devant les yeux, par leurs déportemens, les anciens services qu'ilz ont

renduz à nos prédécesseurs, et l'ancienneté de leur obéissance, qui semble engendrer quelque espèce de droit de primogéniture dans nostre volonté. Ces raisons nous ont meu et meuvent d'avoir nostre sollicitude particulière de leur bien, et de le procurer par tous moyens possibles, afin qu'ilz reçoivent le prix qu'ilz ont mérité de nous, et que tous autres noz subjects recognoissent l'estime que faisons de leur fidélité. Et estans en ceste résolution, nous nous disposons mesme (afin de la mieux effectuer, et de veoir nosdicts Pays-Bas) de nous y encheminer au plus tost qu'il nous sera possible; et, ce pendant, pour le zèle que nous avons reconnu en nostre cousin le comte de Solre (1), chevalier de nostre Ordre, de nostre conseil d'Estat, gentilhomme de nostre chambre et capitaine de noz archiers de corps, et particulièrement en ce qui concerne le plus grand bien de nosdicts Estatz, nous avons faict choix de sa personne, et luy avons ordonné de s'y transporter, auquel, en vertu des présentes, donnerez toute foy et créance en ce que par luy vous sera dict et proposé de nostre part, nous confians que, faisant une juste estimation du soin paternel qu'avons pour vostre bien et repos, vous vous rendrez de plus en plus recommandables en nostre endroict. A tant, etc., Nostre-Seigneur vous ait en sa sainte garde. De Madrid, le xiv^e de décembre 1629. M^e LEC^e v^t.

PHILIPPE.

J. GERVART.

Archives des états de Hainaut : *Actes des états*,
t. XVII, fol. 149.

(1) Philippe de Croy.

XXXIV.

PHILIPPE IV AUX ÉTATS DES DIFFÉRENTES
PROVINCES.

Il les remercie d'avoir fermé l'oreille aux propositions du comte Henri de Bergh.

Madrid, 15 juillet 1632.

LE ROY.

..... Nous avons tousjours creu que la seureté et conservation de nos pays obéissans de par delà consistoit en leur fidélité, amour et affection à nostre service; et il n'y a preuve qui s'en puisse égaler à celle que nous venons d'en recevoir par lettres de S. A. la sérénissime infante madame Isabel, du 28 de juin dernier, portans qu'en une conjuncture si extraordinaire, vous et les autres estats, sollicitez par le comte Henry de Berges (1), contre son debvoir et serment, afin qu'eussies à escouter ses très-pernitieux desseins, au préjudice de vostre bien et repos et de nostre service, vous les ayez, comme tels et indignes du support d'aucuns princes voisins, de vostre propre mouvement, rejectez et détestez. Dont nous avons bien voulu vous remercier par ceste, comme ferons bientost plus amplement par voye d'assistance et secours extraordinaires; vous requérans et exhortans cependant à la continuation de vostre fidélité, comme nous nous en confions entièrement, en vous opposans auxdits attentats et desseins pernitieux dudit comte Henry, que nous avons con-

(1) Il s'agit ici de la conspiration des nobles, sur laquelle M. Théodore Juste vient de publier un livre plein de recherches et de faits intéressants.

(368)

demné et condamnons , comme très-préjudiciables à nostre service et au bien et repos de nosdits pays. A tant , etc., Nostre-Seigneur vous ait en sa sainte garde. De Madrid, le xv^e de juillet 1632. M^e LEC^e vt.

PHILIPPE.

G. DE ROY.

Archives du Royaume : MS. *Lettres des souverains aux états*. — Archives des états de Flandre à Gand : reg. *Resolutieboek van maerte 1631 tot september 1634* , fol. 271.
— Archives des états de Hainaut : *Actes des états* , t. XVIII , fol. 228.

XXXV.

PHILIPPE IV AUX ÉTATS DES DIFFÉRENTES PROVINCES.

Il les remercie comme dans la lettre précédente , les exhorte à s'opposer aux attentats du comte de Bergh , et leur promet des secours prompts et extraordinaires.

Madrid, 16 juillet 1632.

EL REY.

..... La señora infanta doña Isabel, mi tia, me dize, en carta de 28 del mes de junio, el desacuerdo con que el conde Henrique de Bergas, tan beneficiado de mí, como el mundo sabe, ha querido faltar á todas sus obligaciones, y ponerse en estado tan ageno dellas, y de tanto discrédito y infamia suya en toda Europa, y que haviéndoos solicitado á que diésedes oídos á sus perniciosos designios, bien indignos de la ayuda de ningun príncipe justo y grande, vuestra natural fidelidad y prudente consejo cumpliendo

con el amor y estimacion que me deveis, y mirando á vuestra propia conveniencia y reposso, de vuestro propio motu los haveis deshechado y detestado, y dado á conocer al mundo que puedo gloriarme justamente de que en vuestra fidelidad y amor á mi servicio ha de ser siempre durable la seguridad y conservacion de essos mis paises obedientes. Hame agradado y obligado de nuevo esta vuestra honrossa demostracion, y assi he querido daros las gracias della; y, en señal del amor que os tengo y de lo que confio de vuestros ánimos, exortaros á que la continueis, oponiéndoos, con el valor y declaracion que conviene, á los atentados y atrevidos designios del conde Henrique, que hemos condenado y condenamos, como tan perniciosos y offensivos á nuestro servicio y á vuestro bien, descanso y reputacion. Confiámoslo assi de tan fieles vassallos, á cuyo consuelo acudiré presto con asistencias y socorros extraordinarios, y siempre tendré grata memoria del mericimiento que conmigo haveis grangeado en esta ocasion. Con tanto, etc., Nuestro Señor os tenga en su santa guardia. De Madrid, á xvi de julio 1632.

YO EL REY.

ANDRES DE ROÇAS.

Archives des états de Hainaut : *Actes des états*, t. XVIII, fol. 231. — Archives de la ville d'Ypres : liasses aux lettres missives.

XXXVI.

PHILIPPE IV AUX ÉTATS DES DIFFÉRENTES
PROVINCES.

Il fait appel à leur fidélité, dans les circonstances critiques où se trouvent les Pays-Bas. — Il leur promet l'exécution ponctuelle des anciens réglemens, et, en outre, il leur annonce qu'il a ordonné au Cardinal-Infant, son frère unique, de se rendre dans ces provinces, pour assister l'infante Isabelle, et lui succéder après sa mort.

Madrid, 20 octobre 1632.

LE ROY.

..... En ces occurrences de désordre quy, à nostre regret, travaillent présentement nos pays obéissans de par delà, nous avons fait délibérer et arrester les remèdes les plus prompts et salutaires pour empescher et surmonter les violences et pernicious desseings de l'ennemy et d'autres nos mal affectionnez, quy, de l'issue de leurs artifices et attentats, se promettent la ruine de nos bons et fidels subjects; s'estans nos rebelles, pour planter et establir l'hérésie en nos pays obéissans, naguères servy, dans les places par eulx dernièrement occupées, d'une tolérance feinte de l'exercice de nostre sainte foy, pour la supplanter et exterminer de nos provinces obéissantes, aussytost qu'ils la pourroient séparer, et les soustraire de nostre souveraineté, sans laquelle il se voit à l'œil (et vous le sçavez) qu'elle ne puisse leur estre conservée, ny longuement subsister. Et, bien que nous ayons, à ces fins, desjà donné ordre à des prompts et très-puissans secours, résoluz de perdre la vie et tous les Estatz que Dieu nous a mis en garde, plustost que de prévariquer à la justice de sa cause, et à vostre conservation et repos, le fondement de toutes nos actions gist en la fidélité

de nosdicts subjects obéissans, et en la confiance qu'en avons, et dans le bon ordre que (moiegnant la grâce de Dieu) nous leur procurerons et asseurerons promptement, par exécution et observance punctuelle des anciens et bons réglemens, pour donner à nosdits pays le repos et contentement dont ils ont par ci-devant joui, mesme durant la vie et conjunction des Sérénissimes Archiducs. Et, par dessus ce, préférans leur désir commun à nostre contentement particulier, nous sommes résolus de nous priver de la présence et des bons avis de nostre très-cher et très-amé bon frère unique, l'infant don Fernande, et luy ordonner (comme avons desjà faict) de se mectre en chemin et rendre promptement par delà, afin d'y accompagner et assister nostre très-chère et très-amée bonne tante, et, après sa vie (que Dieu veuille estre longue et heureuse!) luy succéder au gouvernement, et vous tesmoingner encores, durant icelle, l'effect de nostre affection et de nos plus importans desseins, quy sont de procurer à nosdits subjects obéissans, comme avons toujours désiré, par la justice et nos armes, et par toutes autres voies convenables, une seure, honorable et profitable paix. De quoy j'ay trouvé bon de vous advertir, afin que, mondit frère unique arrivant par delà, vous le receviés et respectiés en ceste conformité. A tant, etc., Nostre-Seigneur vous ayt en sa sainte garde. De Madrid, le xx^e d'octobre 1632. M^e LEC^e v^t.

PHILIPPE.

G. DE ROY.

Archives du Royaume : MS. *Lettres des souverains aux états*. — Archives des états de Flandre à Gand : reg. *Resolutieboek van maert 1631 tot september 1634*, fol. 275. — Registre aux résolutions des états du Tournaisis, de 1631 à 1635. — Archives de la ville d'Ypres : liasses aux lettres missives.

XXXVII.

PHILIPPE IV AUX ÉTATS GÉNÉRAUX ASSEMBLÉS A
BRUXELLES.

Il répond à leur lettre du 4 décembre précédent. — Il leur exprime sa satisfaction du soin qu'ils portent à son service et à la conservation de la religion catholique, et les exhorte à le continuer. — Il espère que, au moyen des secours extraordinaires qu'il a envoyés et continuera d'envoyer aux Pays-Bas, ainsi que de l'observation des anciens réglemens, ces provinces auront le repos et contentement dont elles ont ci-devant joui. — Il se déclare prêt à exposer sa vie et ses États pour la cause de Dieu et la conservation du pays. — Il leur confirme, enfin, la prochaine arrivée du Cardinal-Infant.

Madrid, 10 avril 1633.

LE ROY.

Très-révérands, révérends pères en Dieu, vénérables, très-chers, chers et féaulx, chers et bien amez, nous avons receu la lettre que vos députés, assemblés à Bruxelles par ordre de nostre très-chère et très-amée bonne tante la sérénissime infante madame Isabel, nous ont escrit le ⁱⁱⁱⁱ^e de décembre dernier (1), et veu, par icelle et ce que, depuis trois ans en çà, de temps à aultre, nous a esté représenté de vostre part, tant par les contes de Solre et d'Estaires, qu'aultres, le particulier soin qu'avés et portés à tout ce qui concerne nostre plus grand service et la conservation de nos pays de par delà, soubz nostre obéyssance, en la sainte foy catholicque. Dont avons bien voulu vous insinuer, par ceste, l'enthière satisfaction qu'en avons, et vous exhorter à la continuation de ces bons, louables et fidels debvoirs; vous assurant qu'en cette considération et confiance, avons disposé

(1) Voyez ci-dessus, p. 313.

les efforts et secours si extraordinaires et plus que jamais veuz du passé, tant d'argent que de gens de guerre, qu'aurés peu recognoistre, encores qu'avecq peu d'effect jusques ores; lesquels néantmoins nous espérons, avecq la grâce de Dieu, pouvoir continuer et augmenter à l'advenir, selon qu'en sera de besoing, et de sorte que, moyenant ce et l'observance punctuelle par nous ordonnée des anciens et bons règlemens, tant politicques que militaires, se redresseront les affaires, et nous donnerons à nosdicts pays le repos et contentement dont ils ont par cy-devant jouy : estant nostre résolution absolue d'y exposer la vie, royaumes et Estats que Dieu nous a mis en garde, plustost que de manquer à la justice de sa cause, ni à la conservation et repos de nosdicts pays, ne se voulant nos vassaulx désenvoyer de leur devoir ranger à la raison soubz conditions équitables, et la religion et nostre souveraineté saulfs : nous promectant qu'en tel cas y apporterés, de vostre part, tout ce que se doit et peult espérer de la confiance qu'avons tousjours fait de vostre léaulté et zèle acoustumé, au plus grand service de Dieu et le nostre, et selon la résolution tant cordiale et résignée que nous tesmoignent voz députez par leur lettre du 4^e de décembre dessus mentionnée en estre prinse, et du depuis ratifiée par leur renversal donné le 26 de janvier dernier (1) : ce que de tant plus nous oblige à la seconder de nostre part, et tesmoigner par effect à nos bons vassaulx et subjects le soing continuel et vrayement paternel que nous avons, non-seulement de les préserver de l'oppression de ceulx qui méditent leur dernière ruyne, ains de leur procurer, comme avons tousjours désiré, par la justice de

(1) Par ces actes, les états généraux déclaraient « que tout ce qu'ils » avaient négocié et traité, traiteraient ou négocieraient, par eux, ou leurs » commis, avec les Provinces-Unies, comme états à autres, pour parvenir à » une paix ou trêve, avait été et serait négocié et traité en qualité d'états » et sujets, qu'ils étaient, obéissans et fidèles du Roi, sous son aveu et » agréation, et sans intérêt et préjudice de ses autorités et hauteurs. »

nos armes et par toutes autres voyes équitables, une seure, honorable et profitable paix. Et, pour tant plus grand et asseuré gaige de cestuy nostre desseing et bonne résolution, nous persistons aussy en celle qu'avons prins de vous envoyer nostre très-cher et très-ame bon frère uniq, l'infant don Ferdinand, lequel s'est ja embarqué, pour, Dieu aydant (surmontés les dangiers de la mer), s'acheminer en toute diligence et rendre promptement par delà, à l'effect de ce qu'aurez entendu par nos lettres du xx^e d'octobre dernier, escrites aux estats de chascune de nos provinces obéissantes en particulier. A tant, très-révérands, révérends pères en Dieu, vénérables, très-chers, chers et féaulx, chers et bien amez, Nostre-Seigneur vous ayt en sa sainte garde. De Madrid, le x^e d'avril 1633. M^e L^{es} v^e.

PHILIPPE.

G. DE ROY.

Suscription : A très-révérands, révérends pères en Dieu, vénérables, très-chers, chers et féaulx, chers et bien amez, les archevèques, évêques, prélats, nobles et villes de noz Pays-Bas, représentans les estatz d'iceulx.

Archives du Royaume : reg. *Estatz généraulx* de 1632, fol. 264. — Archives des états de Hainaut : *Recueil des actes des états généraulx*, 1632, 1633, 1634, fol. 381.

XXXVIII.

PHILIPPE IV AUX ÉTATS GÉNÉRAUX ASSEMBLÉS
A BRUXELLES (1).

Il répond à leur lettre du 30 mai. — Il les remercie des témoignages d'amour, de respect et de fidélité qu'elle contient. — Il a pris connaissance des négociations entamées avec les Provinces-Unies : il n'est pas satisfait du résultat. — Il aurait consenti à une trêve faite sur les mêmes bases que celle de 1609, mais il n'en peut admettre une qui serait préjudiciable à ses royaumes de Castille et de Portugal. — Il loue les états d'avoir fermé l'oreille aux suggestions des Hollandais, qui voulaient leur faire considérer comme leur étant étrangers les intérêts de ces royaumes. — Il assure les états qu'il désire vivement leur repos et leur prospérité, et les engage à se défier des Hollandais, qui veulent s'emparer de tout le commerce. — Il termine, en leur exprimant sa gratitude de l'intention, qu'ils manifestent, de concilier ce que réclame le bien des Pays-Bas avec les exigences des autres parties de la monarchie.

Madrid, 19 juillet 1653.

EL REY.

Muy reverendos, reverendos padres in Christo, venerables, muy amados y charos y leales, charos y bien amados, estos dias ha llegado à mis manos una carta vuestra, de 30 de mayo (2), en que os haveis governado (3) en la tratacion de la tregua con las Provincias Unidas que están fuera de mi obediencia, y procurais satisfazerme del amor, respecto y fidelidad con que en esta ocasion y en todas haveis desseado mi mayor servicio.

(1) Le texte de cette lettre, que je n'ai trouvé que dans les archives des états de Hainaut, est malheureusement fautif en plusieurs endroits. J'indiquerai les passages auxquels cette remarque s'applique.

(2) Voyez ci-dessus, p. 314.

(3) Il manque ici quelques mots.

Agradéscos esta demostracion, que, si bien es debida á lo que yo os quiero y estimo, y poco necessaria á lo que confio de vosotros, he holgado de ver en el affecto y verdad con que confesais vuestras obligaciones, quan presentes las teneis, y quan viva y arrigada está hoy en vuestros corazones aquella natural fidelidad y reverencia que por tantos siglos haveis conservado á vuestros principes y señores naturales y á mí; y, aunque todos ellos han hecho desto el aprecio y estimacion que es justo, y os han desseado todo bien y descansso, creo que haveis hechado de ver que se pudiesse encaminar (1).

He oido la tratacion de tregua que, de algunos meses acá, ha corrido con las Provincias Unidas, con mucho desseo de daros algun reposso, aunque, á juicio de todos, era el tiempo poco á propósito para conseguir por este medio cossa alguna de seguridad y beneficio vuestro: á que he acudido tan de buena gana, como sabeis, con la substancia de los demas reynos y Estados que poseo, desde que Dios fué servido de encargármelos.

La serenísima señora Infanta mi tia me ha dado quenta de lo que hasta aora se ha tratado en materia de tregua, y del último estado que tiene, que no me puede haver contentado, porque desseando, como desseo, no solo quedar sin guerra con las provincias que están fuera de mi obediencia, sino con olvido de lo passado, y no pudiéndose esto conseguir, si una parte de mis reynos quedase en paz, y otra en guerra, ó si las treguas de que hoy se trata fuesen disiguales á las que hizo el Rey mi señor, mi padre, que esté en el cielo, es forzosso que me sea de poca satisfacion lo que se propone por los inobedientes, particularmente pudiéndose anteveer que tales condiciones dejarian lastimados á mis vasallos de Castilla y Portugal, alterándoles sus comercios en los reynos y provincias que ellos mismos conquistaron, y de que han gozado tantos años.

(1) Le texte est encore ici tronqué : ce qui rend inintelligible le sens de la phrase.

Admitiré con muy buena voluntad á las Provincias Unidas en todas las partes que se les permitió por las treguas passadas, y haré mirar todo lo demas favorable que por participacion y escala de los reynos de Castilla y Portugal se les pueda conceder, sin daño del Estado. Y este requisito es tan necessario que sin él nada se puede tratar con reputacion ni con seguridad, particularmente en reynos apartados del real calor y sombra de su príncipe, y hame parecido atencion muy digna de vuestra prudencia y agradecimiento, que aveis deshechado la vana razon que Holandeses artificiosamente han querido persuadiros, de que no son intereses vuestros los de otros Estados y reynos mios, que, por tiempo tan largo y continuado, han assistido á essas provincias con mas de ducientos millones, y con el esfuerzo y sangre mas illustre de sus naturales, siendo cierto que el bien ó el mal de qualquiera parte del compuesto desta monarchia, le padezen todas las demas, y es commun á todas el sentimiento del daño y el cuydado y obligacion de reparalle, sin que el ser mas ó menos distante pueda enflaquezer esta razon, que, por la participacion y correspondencia natural de las partes con el todo, es siempre cierta.

Desseo vuestro descansso y acrecentamiento con la verdad que os he representado, y no tendré mejor dia que aquel en que vieré las cosas dispuestas y concluidas como conviene á este fin; y por esto debeis yr con mayor advertencia á que la malicia de essas provincias inobedientes aspira á vuestra total sujecion, y en el punto de los commercios es mayor su artificio, pues usurpándoos, en su provecho, vuestra utilidad y conveniencias (como lo harán por su mayor poder marítimo), os vendrán á enflaquezer un dia á otro, y os reduzirán, á pressa propria, debajo de su total dominio, y yran creciendo de manera (si se les diese libre comercio) que reducirán el de estos reynos de España á tal flaqueza que no puedan socorreros, ny yo tan poco con las fuerças y pujanza que hasta aquí.

Hame parecido deziros esto, no solo en demostracion de lo que os amo y de lo mucho que desseo vuestro mayor bien, sino

en testimonio de lo que confio de vuestra natural fidelidad y prudente acuerdo, y para agradezeros mas el ánimo y buenas intenciones que mostrais, de procurar unir mi mayor servicio y vuestra conveniencia, en que acá tambien se queda mirando. Con tanto, muy reverendos, reverendos padres en Christo, venerables, muy amados y charos y leales, charos y bien amados, téngaos Nuestro Señor en su santa guardia. De Madrid, à xix de julio 1633.

YO EL REY.

ANDRES DE ROÇAS.

Suscription : Por el Rey à los muy reverendos, reverendos padres en Christo, venerables, muy amados, charos y leales, charos y bien amados, los arzobispos, obispos, nobles, y villas de las provincias obedientes de sus Países Baxos.

Archives des états de Hainaut : *Recueil des actes des états généraux*, 1632, 1633, 1634, fol. 437.

XXXIX.

PHILIPPE IV AUX ÉTATS DES DIFFÉRENTES
PROVINCES (1).

Il les informe que, en attendant l'arrivée du Cardinal-Infant aux Pays-Bas, il a nommé lieutenant, gouverneur et capitaine général de ces provinces le marquis d'Aytona.

Madrid, 30 décembre 1633.

LE ROY.

..... Vous aurez já entendu comme, pour la singulière affection que nous portons à nos pays de par delà et comté de Bourgogne, nous ayons, passé quelque temps, nommé nostre très-cher et très-amé bon frère le cardinal infant don Ferdinand, pour, après le décès de nostre très-chère et très-amée bonne

(1) La même lettre fut écrite aux états généraux assemblés à Bruxelles.

tante madame Isabel-Clara-Eugenia, succéder au gouvernement général desdicts pays. Et ayant, à nostre très-grand regret, naguères entendu que ladicte nostre bonne tante seroit décédée (Dieu l'ait en gloire!), avons ordonné à nostredict bon frère de en toute diligence se transporter par delà, et, pendant qu'il sera en chemin et y arrivera, trouvé convenir à nostre service et au bien desdicts pays de commettre audict gouvernement général, provisionnellement et jusques à sa venue, nostre très-cher et féal cousin le marquis d'Aytona, de nostre conseil d'Estat, gouvernant présentement nos armes par delà : dont lui avons envoyé noz lettres patentes de commission, suivant lesquelles vous requérons et ordonnons, tant en général que particulier, pendant ledict temps, tenir et réputer ledict marquis pour nostre lieutenant, gouverneur et capitaine général provisionnel desdicts pays, et, comme tel et représentant nostre personne, lui porter et exhiber tout honneur, révérence et obéissance, comme à nous-mesmes; et, en toutes choses concernant ledict gouvernement, l'ayder et assister, en luy donnnant conseil, confort et adresse, de tout vostre pouvoir, toutes et quantesfois que par luy requis en serez; et vous en sçaurons bon gré, et le tiendrons à plaisir et service très-agréable. A tant, etc., Nostre-Seigneur vous ait en sa sainte garde. De Madrid, le xxx^e de décembre 1633. M^e. L^{eg}. v^t.

PHILIPPE.

J. Osw. DE BRITO.

Archives du Royaume : MS. *Lettres des souverains aux états*. — Archives des états de Hainaut : *Actes des états*, t. XIX, fol. 190. — Archives des états de Namur : *Registre aux lettres de la cour*, de 1567 à 1781, pièce 8. — *Registre aux résolutions des états du Tournaisis*, de 1634 à 1635. — Archives de la ville d'Ypres : liasses aux lettres missives.

XL.

PHILIPPE IV AUX ÉTATS DES DIFFÉRENTES PROVINCES.

Il les charge de respecter et d'assister le marquis d'Aytóna.

Madrid, 6 avril 1634.

EL REY.

..... Por la satisfaccion grande que tengo de que el marques de Aitona, mi governador y capitan general de esos mis Países Baxos y de Borgoña, cumpliendo con mis órdenes y con las obligaciones de su cargo y de mi servicio, procurará, en todo quanto le fuere posible, el mayor bien y mejor gobierno de esas provincias y de los buenos y fieles vasallos que en ellas tengo, y su defensa y conservacion, y que los medios que tomare para esto serán justificados y prudentes y de satisfaccion comun, he querido encargaros que, dándole entero crédito en lo que, conforme al tiempo y á las ocasiones, os comunicare y advirtiere en mi nombre, le acateis y asistais con la demostracion que yo confio de vuestras obligaciones y fidelidad, y de lo que debeis á mi servicio y al amor que os tengo. Con tanto, etc., Nuestro Señor os tenga en su sancta guardia. De Madrid, á vi de abril de 1634.

YO EL REY.

ANDRES DE ROÇAS.

Archives du Royaume : MS. *Lettres des souverains aux états*. — Archives de la ville d'Ypres : liasses aux lettres missives.

XLI.

PHILIPPE IV AUX ÉTATS GÉNÉRAUX ASSEMBLÉS A
BRUXELLES.

Il répond à leur lettre du 11 mai précédent. — Il tient à service ce qu'ils ont traité avec les Hollandais ; mais l'insolence de ceux-ci ne permet pas qu'il autorise de nouvelles négociations, et il leur ordonne de retourner dans leurs provinces. — Il leur fait un long exposé des motifs qu'il a eus d'ordonner l'arrestation du duc d'Arschot à Madrid.

Madrid, 18 juin 1634.

LE ROY.

Très-révérэндz, révérendz pères en Dieu, vénérables, nobles, chers et feaulx, chers et bien amez, nous avons veu vostre lettre de l'onziesme de may (1), et estimons fort vostre promptitude et fidélité, et tenons à service ce que jusques ores vous avez traicté touchant la trefve à la conclusion de laquelle nous désirions parvenir ; et les dilays qu'il y a eu en ajuster les poincts d'icelle, sont procédez de l'importance et multitude d'iceulx, et des papiers qu'il a fallu veoir et examiner en une matière si grave et si prolixе, qui contenoient aucunes propositions exorbitantes de noz rebelles, esquelles estoient intéressez tous nos royaumes ; et, ce nonobstant, nous envoyasmes nos lettres de procuration au marquis d'Aytona, afin de faire traicter et conelure selon l'instruction que nous luy envoyasmes, conforme à ce qui s'estoit peu ajuster. Mais, ayant depuis entendu ce qui s'est traicté avecq Charnassé, ambassadeur du roy de France (2), et que les

(1) Voy. ci-dessus, p. 315.

(2) Voy. la *Conspiration de la noblesse belge contre l'Espagne*, par M. Théodore Juste, p. 61 et suivantes.

rebelles ont serré la porte à toute sorte de traictez pour le terme de huict mois, il nous a semblé qu'il ne convient faire de nostre part nouvelles diligences, parce qu'elles ne serviroient que pour les rendre plus insolens, et nous faire passer par une indécence si grande, sans espoir de conclure la trefve. C'est pourquoy nous vous ordonnons de vous en retourner en voz provinces, desfaisant l'assemblée générale, et nous espérons de nous servir de vous déans peu de temps, et de parvenir à une bonne paix ou trefve par les moyens que nous allons disposant.

Quant à la détention du duc d'Arschot, nous vous asseurons qu'elle n'a esté faite, pour avoir iceluy manqué à son devoir en ce qu'il a traicté jointement avec vous. Le motif et la cause principale en a esté qu'estant arrivé ledict duc d'Arschot à Madrid, et nous ayant donné compte de ce que feue nostre bonne tante la sérénissime infante madame Isabel luy avoit enchargé, et faict particulière relation de l'estat de la trefve et des verbaux et conférences tenues, dès le commencement du traicté, entre les députez et commissaires de noz provinces obéyssantes et ceulx des Provinces-Unies, qui sont hors de nostre obéissance, nous commandasmes aussitost que les papiers fussent veuz, et à nous faict rapport sommaire de la substance d'iceux, et prinse forme pour encheminer la matière et dépescher ledict duc. Et, combien qu'incontinent l'on y recognût des grandes difficultez et inconveniens, néantmoins le désir que nous avons tousjours eu et avons du bien et repos commun de nosdictes provinces obéissantes, nous meut d'encharger à noz ministres de considérer et nous consulter tous les moyens possibles et décens pour conclure ladicte trefve avecq seureté, et que, communicquant avec le mesme duc les doubtes qui se présentoyent en ladicte matière, ilz oyssent ses responses et son advis sur icelles, afin de par ce moyen faciliter tant plus l'adjustement du traicté et la satisfaction de nosdictes provinces, en tant qu'il leur pourroit estre utile, sans respondre icelny duc, en leur nom, à ce que sur aucuns poincts l'on luy demandoit,

disant qu'il n'estoit venu avec procure desdictes provinces, sinon envoyé par nostre bonne tante la sérénissime Infante, sans avoir eu remède de le faire respondre, comm'il luy convenoit et l'affaire requéroit; s'affirmant tousjours n'estre venu au nom des provinces, ny avec procure ou direction d'icelles, ains seulement envoyé par nostredicte tante.

Durant ces dispositions, et ayant ledict duc asseuré que les mouvemens que la trahison et desloyauté du comte Henry de Berghes pouvoit avoir causé n'estoient plus à craindre, nous receusmes divers advis, les uns confirmans les autres, et tous de grand crédit et autorité, que les secrets complices dudict comte Henry de Berghes fomentoyent sa rébellion, et machinoient nouveaux mouvemens, aspirans à surprendre et se soulever avecq quelques places, au préjudice de la religion catholique et à la turbation générale de nos bons et fidelles vassaux. Et, encores que cela nous ait causé le soin que de raison, nous avons toutesfois voulu espurer davantage les notices et circonstances d'icelle, et, peu à peu, et avec meure considération, soigner du remède qu'il convenoit y mettre, confians en Dieu que la fidélité desdictes provinces et de tant de bons et prudens subjectz que nous avons en icelles, zéleux du service de Dieu, du nostre et de leur propre conservation, prévalleroit contre toute sorte de desloyauté. Aussi nous meut à confiance ladicte affirmation dudict duc d'Arschot qu'il n'y avoit plus à craindre; et partant, nous nous contentasmes de faire grosses provisions et assistences pour par noz armes tenir en bride noz ennemis, et disposer, tant au faict de la police que de la milice, ce que nous sembloit convenir, jusques à ce que nous eusmes derechef des nouveaulx et importans advis que la conjuration dudict comte Henry de Berghes estoit le jourd'huy plus vive que jamais en tous les complices d'icelle, et qu'estant nostre armée engagée en la compagne, ilz entreprendroyent de mettre en exécution leurs pernicious desseins. Et, parce que ce mal requéroit remède opportun et efficace, et le pouvoit estre la notice indi-

viduelle de tous les complices de ladicte conjuration que nous avons desjà d'aucuns, affin de pouvoir couper le mal dès sa racine, et préserver noz provinces obéyssantes du dommage qu'il leur pourroit causer, ayant sceu de vray que le duc d'Arshot sçavoit ceulx qui l'estoient et leurs desseins, et se pouvant inférer le mesme de ce que ledict duc nous en avoit dict et autres avoyent entendu de luy, nous sembla néantmoins convenable, pour l'estime que nous faisons de sa personne et de sa maison (combien que d'avoir célé une conjuration sceue contre la quiétude et conservation de nos vassaux, et pour les séparer de leur naturelle fidélité et de nostre souveraineté et obéyssance, est une coulpe de telle qualité, comme se peult veoir, de son propre naturel irréparable), de traicter ledict duc avec telle démonstration de faveur et confiance qu'il ne nous céleroit rien, pour la crainte que luy pourroit causer sa propre faulte du silence passé, ni laisseroit de cognoistre que nous luy ouvrions les portes de nostre clémence, et l'obligions par icelle nous ayder à sauver noz Estatz, en nous déclarant ce que, sans coulpe très-grande, il ne pouvoit ny devoit nier à son propre seigneur naturel; et partant nous-mesmes, en personne, avec parolles de grand amour et d'estime, l'advertissant combien il luy convenoit monstrier en ceste occasion sa fidélité et zèle à nostre service, combien il nous obligeroit en cela, combien il aventureroit ne le faisant poinct, luy demandasmes ce que nous désirions sçavoir de luy, et dont avions des fundamens et grandes notices de croire qu'il ne pouvoit ignorer, nous eslargissant si avant que de lui exprimer verbalement que les principaux et plus grands poincts de ses notices et actions en ceste affaire résultoient de papiers originals, de la propre main de feu nostre bonne tante la sérénissime infante madame Isabel, pour ostenter tant ledict duc la faveur et confiance que nostredicte bonne tante faisoit de luy : au moyen de quoy, nous jugeasmes luy oster entièrement l'occasion de se pouvoir perdre, niant ce que ceste autorité de Son Altesse, sy partiale sienne, confirmoit. Et, affin de nous pou-

voir mieux satisfaire à tout , luy donnasmes par escrit ce que faisoit à la matière , après l'avoir exhorté à part , comme dict est , de prendre esgard à soy , et n'embarrasser la clémence que nous lui estions tesmoignant.

Ses responces furent générales ; et nous , désirans trouver chemin pour le sauver , et nous condolans fort qu'il se fust si mal prévalu du temps et de l'occasion que nous luy avions donné pour pouvoir réparer sa faulte , et nous obliger d'user de grâce et faveur envers luy , ordonnasmes au gouverneur de nostre conseil de Castille et à nostre conseil d'Estat , et à trois conseillers dudict conseil de Castille , de veoir si , avec les notices et advis précédens , et ce que ledict duc avoit respondu par escrit , obmettant partie de ce qu'il nous avoit dict verbalement , l'on pourroit , avecq ceste occasion , lui ouvrir derechef avec dignité les portes de nostre piété , l'interrogeant aultre fois en présence du gouverneur de nostredict conseil , du comte-duc et du duc d'Alve , afin que tous l'aydassent , et luy se peust ayder d'eulx , qui ne désiroient que son bien. Et , nonobstant que tous travaillèrent le persuader , et luy ouvrirent le chemin en nostre présence , l'espace d'environ trois heures , afin qu'il s'en prévalust , tout cela ne souffit.

Sur ce , nous remismes à tous ces ministres-là , qui estoient en une chambre joignante à celle où nous estions , de voir si , avec les notices précédentes , il estoit convenable et juste de le constituer prisonnier , ou point ; et , ayans uniformément jugé qu'ouy , et sur ce nous consulté , le samedy saint , au soir , quinzième d'avril , nous résolusmes de le faire appréhender , et ceux de sa suite et ses serviteurs , ainsy qu'en semblables cas on a accoustumé de faire , exceptant de la forme générale de l'emprisonnement le pensionnaire Schot (1) , pour estre venu de vostre part et autorisé par vous , encores que , pour estre venu

(1) Charles Schotte , pensionnaire de Bruxelles. Voyez , sur la conduite qu'il tint à Madrid , la *Lettre à messieurs les questeurs* , ci-dessus citée , p. 26.

en compagnie dudict ducq, il estoit nécessaire de s'asseurer de sa personne en quelque manière, pour ce que ledict duc luy pouvoit avoir communiqué. Nous l'enchargeasmes au marquis de Gelves, de nostre conseil d'Estat et capitaine de nostre garde espaignolle, et que, selon le stil ordinaire, il le mist entre les mains du licentié don Juan de Quiñones, alcalde de nostre maison et cour, pour estre par luy mené à la maison-forte de l'Almeda, par nous à ce choisie, comme la plus voisine de nostre cour, et faict prévenir, avec la décence et commodité convenable, à la personne dudict ducq; d'où, le jour ensuivant, sans luy rien demander, nous ayant demandé congé de pouvoir escrire (lequel l'on luy difficultoit), luy estant accordé, il envoya un papier dirigé au conte-duc, que nous-mesmes ouvrismes, par lequel il déclare les incitations, incitateurs et autres particulières actions mauvaises par luy commises, pour n'en avoir donné compte, et, les recognoissant pour telles, nous demande pardon: au moyen de quoy, il se va disposant à meilleur advis. Et nous serons toujours bien aise qu'en la satisfaction publique qu'en semblables cas nous devons désirer, l'on puist veoir les effects de nostre volonté et clémence envers ledict ducq, et l'estime que faisons de la fidélité et mérites de sa maison, et l'esgard que nous aurons en tout temps à ce que vous nous suppliez. A tant, très-révérэндz, révérэндz pères en Dieu, vénérables, nobles, chers et féaulx, chers et bien amez, Nostre-Seigneur vous ait en sa sainte garde. De Madrid, le xviii^e de juin 1634.

PHILIPPE.

J. OSW. DE BRITO.

Suscription : A très-révérэндz, révérэндz pères en Dieu, vénérables, nobles, noz chers et féaulx, chers et bien amez, les députez des estatz de nos pays d'embas assemblez en nostre ville de Bruxelles.

Archives du Royaume : MS. *Estatz généraulx de 1632*, fol. 254-259. — Archives des états de Hainaut : *Recueil des actes des états généraulx*, 1632, 1633, 1634, fol. 607-610.

XLII.

PHILIPPE IV AUX ÉTATS DES DIFFÉRENTES
PROVINCES.

Il les informe qu'il a nommé gouverneur général des Pays-Bas, par provision, don Francisco de Mello, comte d'Assumar, et leur ordonne de lui obéir en cette qualité.

Madrid, 6 décembre 1641.

LE ROY.

..... Vous aurez assez reconnu le soin et l'amour que nous avons tousjours eu pour noz bons et fidèles subjectz de par delà, et que, pour vous en faire veoir plus de preuve, nous avons, passées quelques années, commis le gouvernement général de noz Pays-Bas et de Bourgogne entre les mains de nostre bon frère unique, le cardinal-infant don Ferdinand. Or, comme il a pleu à Dieu de le retirer à soy par une mort vraiment chrestienne (1), et exemplaire à tous autres princes, et qu'en attendant que nous y puissions envoyer une autre personne royale de notre sang en sa place, nous ayons au gouvernement général de nosdicts Pays-Bas et de Bourgogne commis, par provision, nostre très-cher et féal cousin don Francisco de Melo, comte de Assumar, de noz conseilz d'Estat et de guerre, gentilhomme de nostre chambre et capitaine général de l'armée d'Alsace (2), et à qui, pour ses grandes qualitez et prérogatives, nous avons confié des charges les plus relevées de nos-

(1) Le 9 novembre 1641, à midi.

(2) Ses patentes sont du 6 décembre. Voyez, sur don Francisco de Mello, la note 2^e, à la lettre XLVI.

tre monarchie, suivant les lettres patentes que luy en ont esté envoyées, nous avons bien voulu vous en advertir, vous requérans et ordonnans, tant en général qu'en particulier, de reconnoistre ledict don Francisco de Melo, ce pendant, en qualité de gouverneur général susdict, par les tesmoignages de respect et d'obéyssance que vous avez accoustumé de rendre à celuy qui représente nostre personne. Et, comme vous pouvez vous asseurer que, nonobstant les travaux que nous avons sur le bras, nous sommes recherchant tous les moyens possibles pour vous moyenner le repos tant désiré, aussy nous nous promettons, du zèle et promptitude qu'avez tousjours monstré à ce qui est de nostre service, que vous y continuerez, comme vous y exhortons, notamment dans la conjuncture que la nécessité y oblige pour la conservation de nosdicts pays. A tant, etc., Nostre-Seigneur vous ait en sa sainte garde. De Madrid, le vi^e de décembre 1641. M. L^e v^e.

PHILIPPE.

BRECHT.

Archives du Royaume : MS. *Lettres des souverains aux états*.

— Archives des états de Hainaut : laye IV, vol. 4, 2^e partie. — Archives de la ville d'Ypres : liasses aux lettres missives.

XLIII.

PHILIPPE IV AUX ÉTATS DES DIFFÉRENTES
PROVINCES.

Il eût désiré, en apprenant la mort de son frère, le Cardinal-Infant, se rendre aux Pays-Bas, pour les gouverner en personne : mais les grandes affaires de la monarchie ne le lui permettent point. — En attendant qu'il puisse leur donner un gouverneur de son sang, il a résolu de réunir le gouvernement politique et militaire des Pays-Bas, et il en a conféré la charge à don Francisco de Mello, comte d'Assumar. — Cette nomination fait cesser la commission qui avait été donnée à plusieurs personnages.

Madrid, 11 décembre 1641.

EL REY.

..... No podiera yo tener otro consuelo mayor en lo temporal de la pérdida grande que he hecho en el serenissimo cardinal infante don Fernando, mi hermano, que esté en el ciclo, que poder ir en persona á governaros y consolaros, y consolarme con vosotros en esta ocasion, porque, sabiendo yo lo que os amaba y estimava, y quan amado y respectado era de essas mis fieles provincias, y lo mucho que haveis sentido su falta, recibiera yo consuelo grande de consolaros con mi presencia, y governaros en propria persona, por lo mucho que os precio y estimo, y por la obligacion en que cada dia me ponen las demostraciones de amor y fidelidad en que os señalais. Los cuidados universales que son los que sabeis, me han menester aquí necessariamente; y entretanto que puedo daros persona de mi sangre que os gobierne, y trate de enderezar las cosas á la quietud y descanso que os desseo, he juzgado os será de mayor satisfacion que el gobierno politico y militar de essos mis Estados del Pays Bajo y condados de Borgoña y Charloes esté en una sola persona, y así le he encargado á don Francisco

de Mello, conde de Assumar, gentilhombre de mi cámara, mi capitan general del ejército de Alsazia, de mis consejos de Estado y guerra, á quien, por la mucha calidad y grandes prerogativas que concurren en su persona, he confiado los mayores puestos y cargos de mi monarchia, y ultimamente le mandé pasar á asistir á mi hermano en el gobierno de esas armas, y en el consejo y direccion de todo. Y habiendo conocido en su ánimo particular zelo del bien y conservacion de esas provincias, y una grande afficion y estimacion de los buenos súbditos que en ellas tengo, he juzgado que entre mis vasallos ninguna eleccion puedo hazer de mayor servicio mio y conveniencia vuestra, y así confío os será de entera satisfacion, y que le obedezereis, respectareis y assistireis en todo, como á quien representa mi real persona y soberanidad, y así os lo encargo. No se pudo prevenir el caso de la muerte de mi hermano, en orden á vuestro gobierno, inmediatamente con esta resolucion, porque, considerando su vida (aunque sujeta á tan breve plazo como Dios quizo que tubiese) en disposicion natural de durar mucho, era falible la nominacion de una persona sola (1), y fué necessario elegir muchas (como se ha usado, aunque despues hubiese de quedar el gobierno en una), por assegurar mas el caso, y por la satisfacion grande

(1) Par des lettres patentes du 18 juillet 1641, le Roi, prévoyant le cas de la mort de son frère, avait nommé, pour exercer le gouvernement politique des Pays-Bas, ce cas advenant, don Francisco de Mello, comte d'Assumar, le marquis de Velada, gentilhomme de sa chambre et mestre-de-camp général aux Pays-Bas, le comte de Fontaine, don Andrea Cantelmo, l'archevêque de Malines et le président du conseil privé.

Ce gouvernement intérimaire envoya copie des patentes royales aux conseils de justice, le 10 novembre 1641, en les prévenant que le Roi avait aussi délégué le gouvernement des armes au comte d'Assumar et au comte de Fontaine.

Cette lettre, du 10 novembre, porte en tête: *Les gouverneurs généraux de ces Pays-Bas et de Bourgogne établis par Sa Majesté*. Il y en a d'autres qui sont intitulées: *Les gouverneurs généraux de ces Pays-Bas de Bourgogne établis par commission du Roy, nostre sire*.

que tengo de los que nombré; y viendo aora que el gobierno de uno solo es mas suave y fácil, y de mejor aceptacion y utilidad de los súbditos, he exonerado d'él á los demas, confiando de su caudaly obligaciones, y del amor que me deben, que les parecerá conveniente y justa esta resolucion, por lo que dessean mi servicio y vuestro mayor bien, specialmente que don Francisco de Mello podra valerse de su consejo: coná que se viene á conseguir el fructo que yo esperaba de su prudenzia y zelo. Con tanto, etc., Dios os tenga en su sancta guardia. De Madrid, á xi de deziembre de 1641.

YO EL REY.

ANDRES DE ROÇAS.

Archives du Royaume : MS. *Lettres des souverains aux états.*

XLIV.

PHILIPPE IV AUX ÉTATS DES DIFFÉRENTES
PROVINCES.

S'il n'avait pour eux, depuis longtemps, une estime et un amour tout particuliers, il serait obligé de l'avoir, en considerant les services qu'ils lui ont rendus dans le cours de cette année. — Il espère que les circonstances deviendront plus favorables. — Il les exhorte à avoir courage, et les assure qu'il emploiera tous les moyens qui sont en son pouvoir, pour leur procurer une bonne paix. — Il termine, en s'en remettant au comte d'Isenghien, à qui il les invite à donner foi et créance.

Saragosse, 2 octobre 1643.

EL REY.

..... Quando yo no hiciera de essas provincias la estimacion que hago, ni les tubiera el amor que les tengo, que entre todos mis vasallos es muy particular, viendo lo que haveis hecho este año, y las demostraciones grandes conque me haveis servido en vuestra propria defensa y conservacion, me hallara obligado á quereros y estimaros con particular affecto, y á daros muchas

gracias, como os las doy, de la fineza que os devo. Los tiempos son trabajosos, y los cuidados que cargan sobre mí, los que saveis; pero fio de Dios que ha de mejorar las horas, y darnos presto el fin de nuestros trabajos, que yo deseo tanto, y que vosotros os ayudareis y me ayudareis á mí para que esto se consiga; y así os encargo esteis de buen ánimo, asegurándoos que os he de asistir y socorrer para vuestra defensa, y para daros una buena y segura paz, con todos los medios que me fueren posibles, aunque se falte á lo mas forzoso, porque juzgo os es devido todo, y que me pagais en vuestros corazones el amor que os tengo. Al conde de Isinghien, que vuelve á su casa, he encargado os lo diga mas particularmente. Dareis entero crédito en todo lo que de mi parte os representare. Con tanto, etc., Dios os tenga en su santa guardia. De Çaragoza, á 11 de octubre de 1643.

YO EL REY.

GERONIMO VILLANUEVA.

Archives du Royaume : MS. *Lettres des souverains aux états*. — Archives de la ville d'Ypres : liasses aux lettres missives.

XLV.

PHILIPPE IV AUX ÉTATS DES DIFFÉRENTES PROVINCES.

Il leur exprime sa reconnaissance des preuves réitérées, qu'ils lui ont données, de leur amour et de leur fidélité, leur promet d'en conserver la mémoire, et les assure qu'il n'a rien de plus à cœur que de leur rendre le repos et le contentement. — Il les invite à ajouter foi et créance à ce que le comte d'Isenghien leur dira de sa part.

Saragosse, 4 octobre 1643.

LE ROY.

..... Les preuves que vous nous avez donné si souvent de vostre amour et fidélité, mesme encor ceste année, et aux plus urgentes nécessitez, sont auprès de nous en telle estime et con-

sidération, qu'elles nous obligent à vous en tesmoigner de nouveau ceste nostre recognoissance, et à vous dire de combien nous en conserverons la mémoire, pour vous en faire veoir les effectz aux occasions de vostre plus grand bien : vous pouvant asseurer que, quoyque l'estat des affaires que nous avons sur les bras, ne nous permet pas encore de vous aller consoler en personne, comme pièce avons désiré de faire, nous n'avons néantmoins rien plus à cœur que d'y suppléer, ce pendant, par des moyens telz qui, ostant la cause du mal qui presse par la continuation de si longues guerres, vous puissent remettre dans une parfaicte joyssance de repos et contentement. C'est ce que vous devez attendre de nostre soing et affection paternelle, comme nous nous confions ausy qu'en attendant ce bien, continuerez à nous assister constamment, et avec la mesme volonté et promptitude que jusques à présent, ainsi que vous y exhortons de tout nostre possible, par la considération mesme que, pour la défense de nos provinces obéyssantes, nous n'avons espargné ny hommes, ny argent, bien qu'avec les incommoditez notoires d'aultres provinces et royaumes de ceste monarchie, comme nous ferons, moyennant Dieu, jusques au dernier, et ainsi que l'expérimenterez et verrez par les effectz. Et, afin de vous en donner tant plus de certitude, nous envoyons par delà nostre très-cher et féal le comte d'Isenghien, gentilhomme de nostre chambre, pour vous délivrer ceste, et vous dire de bouche le surplus de ce que luy avons enchargé; et, à cest effect, vous aurez, en général et en particulier, à luy donner entière créance. A tant, etc., Nostre-Seigneur vous ait en sa sainte garde. De Saragoza, le iv^e d'octobre 1643. VULD. v^t.

PHILIPPE.

BRECHT.

Archives des états de Hainaut : *Actes des états*, t. XXIII, fol. 1. — Registre aux résolutions des états du Tournaisis, de 1642 à 1648. — Archives de la ville d'Ypres : liasses aux lettres missives.

XLVI.

PHILIPPE IV AUX ÉTATS DES DIFFÉRENTES
PROVINCES.

Il s'informe qu'il a nommé lieutenant général de don Juan d'Autriche, aux Pays-Bas, le marquis de Castel-Rodrigo, ambassadeur à Rome et en Allemagne.

Saragosse, 25 avril 1644.

LE ROY.

..... Vous aurez entendu, par nos lettres du 18 de décembre de l'an dernièrement passé (1), les raisons pour quoy nous avons esté meuz de commettre nostre filz don Jean d'Autriche pour lieutenant, gouverneur et capitaine général de nos Pays-Bas et de Bourgoingne, et d'en rappeler icy nostre cousin le marquis de Tordelaguna (2). Et comme, pour le refus, que depuis peu a esté faict en France, de donner passe-port à nostre-dict filz, iceluy n'ayant peu se rendre encore par delà, bien que l'on soit empesché à l'y faire passer, par la plus briefve et seure voye que faire se pourra, ayons aussi trouvé convenir de commettre nostre cousin le marquis de Castel-Rodrigo, de nostre con-

(1) Je n'ai pu trouver cette lettre. MM. Lacroix et Diegerick, qui en ont aussi fait la recherche, avec le plus grand soin, dans les archives confiées à leur garde, n'ont pas été plus heureux que moi.

(2) Philippe IV, voulant reconnaître le zèle et le dévouement que don Francisco de Meló avait montrés dans les charges de majordome de la Reine, d'ambassadeur à Gênes, de gouverneur de l'État de Milan, de viceroi de Sicile, d'ambassadeur extraordinaire en Allemagne, de capitaine général des armées d'Alsace et de Bourgogne, de gouverneur général des Pays-Bas, et voulant aussi récompenser les services qu'il avait rendus dans la campagne de 1642, en reprenant Lens et la Bassée, et en mettant dans

seil d'Estat, gentilhomme de nostre chambre, nostre ambassadeur de Rome et en Allemaigne, et nostre premier plénipotentiaire pour la paix universelle, pour lieutenant général de nostredict filz au gouvernement de nosdicts Pays-Bas et de Bourgoingne, ceste sera pour vous en advertir, afin que le recognoissiez et respectiez pour tel, et que l'assistiez en tout ce qui regardera nostre service et le plus grand bien et conservation de nosdicts pays, comme vous avez accoustumé de faire en cas semblable, et selon la confiance aussi que nous en avons. A tant, etc., Nostre-Seigneur vous ait en sa sainte garde. De Saragozze, le xxv^e d'avril 1644. VULD. v^t.

PHILIPPE.

BRECHT.

Archives du Royaume : MS. *Lettres des souverains aux états*. — Archives des états de Hainaut : *Actes des états*, t. XXIII, fol. 54. — Archives de la ville d'Ypres : liasses aux lettres missives.

une déroute complète, à Honnecourt, l'armée française commandée par le maréchal de Guiche, lui avait donné, pour lui et ses descendants, la grandesse, avec le titre de marquis de Tordelaguna. (MS. de la Bibliothèque nationale de Madrid, marqué H 16.)

Remarquons, en passant, que Berní, dans son livre intitulé *Creacion, antigüedad y privilegios de los titulos de Castilla*, publié en 1769, a omis de mentionner cette grâce accordée à don Francisco de Mello, et que cette mention manque également dans l'*Aparato para la correccion y adición de la obra de Berní*, que publia, en 1777, don Antonio Ramos.

XLVII.

PHILIPPE IV AUX ÉTATS DES DIFFÉRENTES
PROVINCES.

Il les engage à supporter courageusement les malheurs de la campagne passée; leur promet de les garantir des efforts ultérieurs des ennemis, en les assurant qu'il s'occupe de préparer des moyens suffisants à cet effet, et enfin leur donne avis qu'il leur enverra, pour les gouverner, un prince de son sang.

Madrid, 23 octobre 1644.

LE ROY.

..... Le succès de ceste campagne nous aiant donné subject de vous escrire, le 19 de septembre dernièrement passé (1), ce qu'aurez veu par nos lettres, nous y adjousterons maintenant que, comme nous les avons ressenti au double, par la considération des maux qui vous en reviennent, aussi nous nous promettons de la fidélité et de l'amour que nous avez tesmoigné en toutes occasions, que les supporterez tant plus courageusement, sur assurance qu'en attendant que je vous puisse moyenner une bonne et durable paix, nous ne manquerons, ce pendant, de vous garantir des efforts ultérieurs de nos ennemis par des moyens si puissans que, moyennant Dieu et la continuation de vostre valeur et assistance pour vostre propre bien et la conservation de la religion, nous espérons de pouvoir surmonter toutes les difficultés que l'on se pouroit imaginer en ce regard, à la confusion de ceux qui, pour vous perdre, prétendent vous faire désespérer du remède. Et, bien que la confiance que nous avons en vostre constance nous pouroit dispenser de vous faire ceste, néanmoins, pour vous faire veoir successivement le soing que nous

(1) M. Lacroix, M. Diegerick et moi, nous avons vainement fait la recherche de cette lettre.

avons pour vostre défense et conservation, nous avons bien voulu encor vous advertir que nous sommes empeschez à disposer les moyens à ce suffisans, mesme toute autre chose qui puisse servir audict effect, et que vous enverrons une personne des nostres qui vous gouverne, et vous assure davantage de l'assistance que nous vous ferons, et de l'amour que nous vous portons. A tant, etc., Nostre-Seigneur vous ait en sa sainte garde. De Madrid, le xxiii^e d'octobre 1644. ASSEL. v^t.

PHILIPPE.

BRECHT.

Archives du Royaume : MS. *Lettres des souverains aux états*. — Archives des états de Hainaut : *Actes des états*, t. XXIII, fol. 121. — Registre aux résolutions des états du Tournaisis, de 1642 à 1648. — Archives de la ville d'Ypres : liasses aux lettres missives.

XLVIII.

PHILIPPE IV AUX ÉTATS DES DIFFÉRENTES
PROVINCES.

Il leur fait savoir qu'il s'occupe sans relâche des moyens de les secourir, voulant ainsi leur témoigner la part qu'il prend à leurs souffrances. — La grosse somme de deniers et les gens qu'il a envoyés aux Pays-Bas pour la campagne actuelle, sont déjà des preuves de sa sollicitude à cet égard; il donne des soins à ce que l'argent qu'il reste à fournir pour le service de toute l'année, soit remis ponctuellement. — Il espère que, au moyen de ces secours et des aides des états, la tranquillité et la sûreté du pays seront garanties.

Madrid, 5 avril 1646.

EL REY.

..... Condoliéndome de la dilatacion de vuestros trabajos, como se deve á la constancia con que los tolerais, procuro in-

cessantemente acudiros con los medios mas efficaces que se pueden hallar en el estado de las cosas de acá. Assi lo havreis podido conocer en el grueso socorro de dinero y alguna gente que se ha remitido para las provisiones desta campaña, y quedo cuydando de que sea puntual la remission de lo que se ha ajustado por todo el año presente, haviéndose buscado effectos seguros. Con esto, y la continuacion de las ayudas que haveis hecho para vuestra propria defensa, con que os pido y encargo affectuosamente prosigais, devemos esperar en Dios que, pues se trata de caussa tan suya y tan justa, por todos lados será servido acudirnos con su favor, y disponer los successos de manera que se consiga la quietud y seguridad que yo os desseo y procuro, sin omittir ningun medio, con el amor que solicita vuestro continuo mérito. Con tanto, etc., Dios os tenga en su sancta guardia. De Madrid, á cinco de abril de 1646.

YO EL REY.

PEDRO DE COLOMA.

Archives de la ville d'Ypres : liasses aux lettres missives.

XLIX.

PHILIPPE IV AUX ÉTATS DES DIFFÉRENTES
PROVINCES.

Il les informe qu'il a nommé l'archiduc Léopold gouverneur général des
Pays-Bas.

Saragosse, 17 septembre 1646.

LE ROY.

..... Ayans trouvé convenir d'exonérer nostre cousin le
marquis de Castel-Rodrigo du gouvernement général de nos
Pays-Bas et Bourgoigne, afin qu'il puisse assister prez nostre

personne, et d'y commettre nostre très-cher et très-ami bon cousin monsieur l'archiduc Léopold, sur l'avis que nous avons eu que, pour l'amour qu'il avoit pour nostre service et le bien desdicts pays, il estoit content d'accepter le gouvernement d'iceux, tant au politicq que militaire, suivant les dépesches en faictes, nous avons bien voulu vous en advertir, vous requérans et ordonnans, arrivée que sera Son Altèze par delà, de le reconnoistre pour tel gouverneur et capitaine général de nosdicts Pays-Bas et Bourgoigne, et luy rendre les honneurs et devoirs deubz à sa personne, selon la confiance aussi que nous en avons. A tant, etc., Nostre-Seigneur vous ait en sa sainte garde. De Çaragosse, le xvii^e de septembre 1646. M. L^e v^t.

PHILIPPE.

BRECHT.

Archives du Royaume : MS. *Lettres des souverains aux états*. — Archives des états de Hainaut : *Actes des états*, t. XXIII, fol. 286. — Registre aux résolutions des états du Tournaisis, de 1642 à 1648.

L.

PHILIPPE IV AUX ÉTATS DES DIFFÉRENTES PROVINCES.

Il leur fait part de la mort du prince don Balthazar Carlos, son fils. — La douleur qu'il en ressent s'augmente de la peine qu'en éprouveront des vassaux aussi anciens et aussi fidèles qu'ils le sont.

Saragosse, 13 octobre 1646.

EL REY.

..... Dios ha sido servido de acrecentar nuestros trabajos con el maior y mas sensible de quantos podian sobrevenir en la saçon presente, llevando para sí al principe don Balthasar Carlos,

mi hijo (1), en pocos dias de una regurosa enfermedad, dejándome con el extremo dolor á que obliga haver perdido prenda tan chara y tan adornada de todas las partes y virtudes que la podian hacer amable, de manera que en su edad ni yo tenia que desear mas en un hijo heredero, ni vosotros para mi sucsor. Considero el grande sentimiento con que entenderán este triste suceso vasallos tan antiguos y tan fieles, quando estais haciendo los últimos esfuerços de vuestra fineça y amor á mi servicio, con exemplo á todas las naciones para la posteridad, cosa que acrecienta mi dolor en el grado que es justo. Pero, siendo cierto que tales disposiciones nunca carezen de superior y particular providencia, debemos yo y vosotros resignarnos en la divina voluntad, y esperar que, así como por sus secretos juicios se sirve de imbiarnos esta y las otras afliciones, para los mas altos fines que no se pueden penetrar, nos mirará misericordiosamente, y nos dará cumplido consuelo, quando nos combenga. Con tanto, etc., Dios os tenga en su santa guardia. De Çaragoza, á XIII de octubre de 1646.

YO EL REY.

PEDRO COLOMA.

Archives du Royaume : MS. *Lettres des souverains aux états*. — Archives des états de Hainaut : *Actes des états*, t. XXIII, fol. 288. — Archives de la ville d'Ypres : liasses aux lettres missives.

(1) Ce prince était né en 1630. Il venait d'être fiancé à l'archiduchesse Marie-Anne d'Autriche, que son père épousa depuis.

LI.

PHILIPPE IV AUX ÉTATS DE FLANDRE.

Il les remercie de l'assistance qu'ils ont donnée pour le recouvrement de Gravelines, et qu'ils donnent pour celui de Dunkerque.

Madrid, 2 septembre 1652.

LE ROY.

Très-révérands, révérends pères en Dieu, vénérables, chers et féaux, chers et bien amez, estans informé des grandes assistences que vous avez contribué à la récupération de Gravelines, et à celle qui s'exerce pareillement de Dunquerque, et ne pouvans obmettre de vous en tesmoingner nostre recognoissance, et l'estime que nous faisons de vostre grand zèle à nostre service, notamment dans ceste conjoncture du temps, nous avons bien voulu vous faire ceste, pour en rendre grâces, et vous exhorter à la continuation de ces bons debvoirs, soubs assurance que, comme n'avons rien plus à cœur que de vous procurer le soulagement et le repos tant désiré et mérité par de si bons et fidèles subjects, aussi nous nous confions en la miséricorde de Dieu que le fruict qui s'en doit recueillir redondera à sa plus grande gloire, et au bien et utilité du pais. A tant, très-révérands, révérends pères en Dieu, vénérables, chers et féaux, chers et bien amez, Nostre-Seigneur vous ait en sa sainte garde. De Madrid, le n° de septembre 1652. M. L^e v^e.

PHILIPPE.

BRECHT.

Suscription : A très-révérands, révérends pères en Dieu, vénérables, nos chiers et féaux, chiers et bien amez, les ecclésiastiques et quatre membres de nostre pais et conté de Flandres.

Archives de la ville d'Ypres : liasses aux lettres missives.

LII.

PHILIPPE IV AUX ÉTATS DE FLANDRE.

Il leur témoigne sa reconnaissance des secours en argent, en grains et en autres choses qu'ils ont fournis pour le siège de Dunkerque, et qui ont beaucoup contribué au recouvrement de cette ville. — Il conservera la mémoire de ce service et de tous ceux qu'ils lui ont rendus avec tant de générosité. — Il désire vivement trouver l'occasion de leur faire l'honneur et de leur accorder les récompenses qu'ils méritent si bien.

Madrid, 21 novembre 1652.

EL REY.

Muy reverendos, reverendos en Christo padres, venerables, nobles, caros y leales, caros y bien amados, el archiduque Leopoldo, mi primo, me ha dado particular noticia de los socorros de dinero, granos y otras cosas, con que aveis asistido á la impressa de Dunquerque, y de haver sido esto mucha parte de haverse facilitado la recuperacion de aquella plaza; y aunque la nueva de un sobceso de tanta importancia fué para mí del contento y regocijo que dejo á vuestra consideracion, puedo aseguraros que no le causó menor la noticia de una demonstracion tan grande de vuestro zelo y amor á mi servicio. Haviendo sido tan agradable el que me haveis hecho agora, que por ningun caso dejaré de conservarle con mucho gusto en mi memoria, por él y los demas que repetidas veces he recibido, con tanta generosidad, de vuestros leales ánimos, os doi las muchas gracias que es justo, quedando con vivos desseos que se offrezcan ocasiones en que vuestra singular fineza quede premiada, haciéndoos las honrras y mercedes que tan bien mereceis. Con tanto, muy reverendos, reverendos in Christo padres, venera-

bles, nobles, caros y leales, caros y bien amados, Dios os tenga en su santa guardia. De Madrid, á xxi de noviembre 1652.

YO EL REY.

GERÓNIMO DE LA TORRE.

Suscription : A los muy reverendos, reverendos en Christo padres, venerables, nobles, caros y leales, caros y bien amados, los ecclesiásticos y cuatro miembros y deputados de las villas de nuestro pays y condado de Flandes.

Archives de la ville d'Ypres : liasses aux lettres missives.

LIII.

PHILIPPE IV AUX ÉTATS DES DIFFÉRENTES
PROVINCES.

Il les informe qu'il a nommé don Juan d'Autriche, son fils, gouverneur général des Pays-Bas, et que ce prince a l'ordre de les assurer qu'il ne perdra jamais la mémoire du zèle avec lequel ils l'ont constamment secouru.

Madrid, 4 mars 1656.

LE ROY.

..... Ayans tousjours désiré que nos Pays-Bas et de Bourgogne fussent gouvernez par personnes royales, pour l'amour que nous portons aux bons subjects d'iceulx, et que, pour n'y pouvoir vacquer nous-mesmes, nous ayons trouvé convenir d'envoyer par delà nostre fils don Jean d'Austrice pour lieutenant, gouverneur et capitaine général de nosdits Pays-Bas et Bourgogne (1), nous avons bien voulu vous en advertir, afin que l'honnoriez et obéissiez pour tel, et l'assistiez en tout avec le respect et l'affection que vous devez et avez coustume de faire à celui qui représente nostre personne; luy ayant aussy en-

(1) Ses patentes sont de la même date que cette lettre.

chargé de vous tesmoigner, en toutes occasions, le soing continuél que nous avons de la conservation de nosdicts pays et de si bons et fidels subjects, comme l'expérimenterez : avec nouvelle assurance que nous estimons tellement le zèle avec lequel nous avez, parmy tant de maux causez par de si longues guerres, si constamment secouru de temps en temps, que n'en perdrions jamais la mémoire, aux occurrences de vostre plus grand bien et repos; espérans que Dieu, par sa miséricorde, ne laissera pas de seconder au plus tost les bonnes intentions que nous avons pour vous en faire ressentir les effects, et que ce pendant vous continuerez pareillement à nous assister de la mesme volonté et promptitude que jusques à présent. A tant, etc., Nostre-Seigneur vous ayt en sa saincte garde. De Madrid, le iv^e de mars 1656.
M. L^s v^t.

PHILIPPE.

BRECHT.

Archives du Royaume : MS. *Lettres des souverains aux états*. — Archives des états de Hainaut : *Actes des états*, t. XXVI, fol. 225. — Registre aux résolutions des états du Tournaisis, de 1635 à 1639. — Archives de la ville d'Ypres : liasses aux lettres missives.

LIV.

PHILIPPE IV AUX ÉTATS DES DIFFÉRENTES
PROVINCES.

Il leur exprime le chagrin que lui fait éprouver le mauvais succès de la campagne précédente; les assure qu'il secourra les Pays-Bas de toutes les provisions d'argent et de gens qu'il lui sera possible, et les exhorte à persévérer dans le zèle et la fidélité qu'ils lui ont toujours témoignés.

Madrid, 19 octobre 1658.

LE ROY.

..... Le soing paternel que nous avons eu tousjours de la conservation de noz pais de par delà, estant conforme aux obli-

gations que nous avons de procurer leur plus grand bien et soulagement, vous doit mettre hors de doute que le ressentiment que nous avons des mauvais succès de noz armes, et des désastres y survenuz durant la campagne de ceste année (1), ne soit à l'esgal de celuy de tant de maux que noz bons subjects endurent à ceste occasion; et, combien que le remède ne soit pas si prompt que la nécessité le requiert, néanmoins, espérons que Dieu, par sa miséricorde, nous donnera des moyens à les retirer bientôt de ces misères, nous avons bien voulu vous faire ceste, avec assurance que nous assisterons nosdicts pays de toutes les provisions d'argent et de gens qu'il sera possible, pour y parvenir; vous exhortans à cest effect à la continuation de vostre zèle et fidélité accoustumée à nostre service, selon la confiance que nous en avons. A tant, etc., Nostre-Seigneur vous ait en sa sainte garde. De Madrid, le xix^e d'octobre 1658. M. L^e v^e.

PHILIPPE.

BRECHT.

Archives du Royaume : MS. *Lettres des souverains aux états*. — Registre aux résolutions des états du Tournaisis, de 1655 à 1689.

(1) Les Français, commandés par Turenne, s'étaient emparés, dans cette campagne, de Dunkerque, Bergues-S'-Winox, Furnes, du fort de Knoque, de Dixmude, Gravelines, Audenarde, Menin et Ypres.

LV.

PHILIPPE IV AUX ÉTATS DES DIFFÉRENTES
PROVINCES.

les informe qu'il rappelle son fils don Juan d'Autriche pour la conquête du Portugal, et qu'il a nommé le marquis de Caracena gouverneur général des Pays-Bas, par provision.

Madrid, 6 novembre 1658.

—

LE ROY.

..... Ayans trouvé convenir de rappeler nostre fils don Jean d'Autriche pour la conquête de Portugal, à quoy il estoit destiné auparavant, et de commettre nostre cousin le marquis de Carazena (1) au gouvernement de nos Pays-Bas et de Bourgoigne, par provision, et en attendant l'arrivée par delà de la personne que nous enverrons à cest effect, nous avons bien voulu vous en advertir, afin de le recognoistre et respecter pour tel, et de l'assister de la continuation de vostre zèle accoustumé à nostre service, selon la confiance que nous en avons. A tant, etc., Nostre-Seigneur vous ait en sa sainte garde. De Madrid, le vi^e de novembre 1658.

PHILIPPE.

BRECHT.

Archives des états de Hainaut : *Actes des états*, t. XXVII, fol. 211. — Archives des états du Tournaisis : registre aux résolutions de 1635 à 1659.

(1) Don Luis de Benavides, Carillo y Toledo, marquis de Fromista et Caracena, comte de Pinto, du conseil d'État. Ses patentes sont du 6 novembre 1658.

LVI.

PHILIPPE IV AUX ÉTATS DES DIFFÉRENTES
PROVINCES.

Il leur exprime sa gratitude particulière de tout ce qu'ils ont fait pour l'aider à soutenir le poids de la monarchie.

Madrid, 16 février 1663.

LE ROY.

..... Ayans de tout temps reconnu avecq combien de zèle et de constance vous avez agy pour mon service et le bien et conservation de mes Estatz, en contribuant si libéralement, non-seulement vos personnes, mais aussy par les accords de vos aydes et subsides, je ne croirois pas avoir satisfait plaine-ment à l'estime que j'en ayjà conceue, si je n'y adjoustois encore ces sentiments particuliers de ma gratitude, et cet adveu et recognoissance, que je veux bien donner au publicq, de la part que je vous attribue justement d'avoir si avantageusement contribué à soustenir avecq moy le faix de ma monarchie. C'est ce tesmoignage que je me dispose à vous en donner, tant en général qu'à chacun de vous en particulier : de quoy vous devez estre très-persuadez, comme je le suis très-assurément de la continuation de vostre amour et zèle à vous efforcer à donner des assistences pour le bien de mon service, et à la conservation de ces fideles provinces, lesquelles ne peuvent demeurer en seureté et tranquillité, sans y maintenir un corps d'armée, et les places frontières en estat de defence, comme vous entendrez plus particulièrement de mon cousin le marquis de Carazena. A tant, etc.,

Nostre-Seigneur vous ait en sa sainte garde. De Madrid, le xvr^e de febvrier 1663.

PHILIPPE.

JEAN VECQUER.

Archives du Royaume : MS. *Lettres des souverains aux états*. — Archives des états de Hainaut : laye IV, registre 4, 2^e partie. — Archives de la ville d'Ypres : liasses aux lettres missives.

LVII.

PHILIPPE IV AUX ÉTATS DES DIFFÉRENTES PROVINCES.

Il les informe du rappel du marquis de Caracena, et de la nomination du marquis de Castel-Rodrigo au gouvernement général des Pays-Bas, par provision.

Madrid, 26 mars 1664.

LE ROY.

..... Ayans trouvé convenir de rappeler pour nostre service nostre très-cher et féal cousin le marquis de Carazena, et de commettre nostre cousin don Francisco de Moura et Cortereal, marquis de Castel-Rodrigo, comte de Lumiares, seigneur de Terreneufve, gouverneur et capitaine général héréditaire des isles Terceres de Saint-George, Fayal et Pico, grand commandeur de l'ordre militaire de Christo, gentilhomme de nostre chambre (1), au gouvernement de nos Pays-Bas et de Bourgogne,

(1) Ses patentes sont, comme cette lettre, du 26 mars 1664. Il y est dit que le marquis de Castel-Rodrigo avait rempli les charges d'ambassadeur extraordinaire en Allemagne, et de lieutenant et vice-roi de Sardaigne et de Catalogne.

par provision , et jusques à ce que nous y envoyons une personne royale de nostre sang, nous avons bien voulu vous en advertir, afin de le recognoistre et respecter pour tel, et de l'assister de la continuation de vostre zèle accoustumé à nostre service, selon la confiance que nous en avons. A tant, etc., Nostre-Seigneur vous ait en sa sainte garde. De Madrid, le 26 de mars 1664.

PHILIPPE.

JEAN VECQUER.

Archives du Royaume : MS. *Lettres des souverains aux états*. — Archives des états de Hainaut : laye IV, vol. 4, 3^e partie.

LVIII.

MARIE-ANNE D'AUTRICHE AUX ÉTATS DES DIFFÉ-
RENTES PROVINCES.

Elle leur annonce la mort de Philippe IV, et leur fait connaitre que ce prince l'a chargée de la tutelle du Roi, son fils, et du gouvernement de ses États.

Madrid, 23 septembre 1665.

LE ROY ET LA ROYNE RÉGENTE, SA MÈRE.

..... Aiant pleu à Dieu appeller à soy le Roy, mon seigneur (1), et nous aiant enchargé la tutelle et curatelle de la personne du Roy, nostre fils (2), et le gouvernement de ses

(1) Philippe IV était mort le 17 septembre, âgé de 60 ans 5 mois et 9 jours, dans la 45^e année de son règne.

(2) Charles II, né le 6 novembre 1661, n'avait donc pas encore accompli sa 4^e année.

progrès qu'il pourroit faire sur les provinces de par delà. A tant, etc., Nostre-Seigneur vous ait en sa sainte garde. Madrid, le 2 de juin 1667. Wat. v^l.

MARIE-ANNE.

JEAN VECQUER.

Archives du Royaume : MS. *Lettres des souverains aux états*. — Archives de la ville d'Ypres : liasses aux lettres missives.

LX.

MARIE-ANNE D'AUTRICHE AUX ÉTATS DES DIFFÉRENTES PROVINCES.

L'injuste agression du roi de France n'a fait qu'augmenter sa sollicitude pour la conservation des Pays-Bas. Aussi elle fait les plus grands efforts afin qu'un secours d'argent et d'infanterie y soit envoyé. — Don Juan d'Autriche a consenti à aller prendre le gouvernement de ces provinces, et partira incontinent. — Elle regrette que le Roi, son fils, n'ait pas encore 18 ans, pour aller les défendre lui-même.

Madrid, 9 février 1668.

LA REYNA GOVERNADORA.

..... Aunque no dudo, del amor y gran estimacion que me deven esas provincias, estarán muy persuadidas al desvelo y afecto entrañable con que deseo su alivio y conservacion, especialmente acrecentándoseme este cuidado despues del injusto rompimiento que el rey de Francia executó contra la fee de lo capitulado y jurado en la paz de los Pirineos, sin embargo, para que en todas ocasiones tengais continuadas muestras de mi atencion y venebolencia á quanto pueda ser maior satisfacion

vuestra, he querido deciros de nuebo que se han hecho y se quedan haciendo los mayores esfuerços para que en dinero y infanteria vaya de acá lo mas que sea posible; y don Joan de Austria, mi primo, se ha preferido con gran generosidad y fervor á pasar luego al gobierno de esos Estados, resignando su voluntad en mis manos : lo qual me ha sido muy grato, teniendolo por combiniente, y partirá sin demora alguna á empeñar en socorro de tan buenos vasallos los mayores medios con que incesantemente cuidaré de asistirlos, asegurándoos que se llegará al extremo de quanto cupiere en la humana disposicion, como lo merece vuestra fidelidad, y lo que me prometo de la gran prueba della que haveis de dar en la presente ocasion, quedando io con el sentimiento de que el Rey, mi hijo, no se halle en hedad de quince años; para que fuese á defenderlos por su real persona; mas espero de la divina providencia que conservará su larga salud y vida, para que en todos tiempos experimenteis el cariño que os tenemos, pues aora y siempre miraremos y atenderemos á quanto fuere alivio y consuelo vuestro; deseando honrraros y favoreceros, como parte tan noble y principal de su corona. En tanto, etc., Nuestro Señor os tenga en su santa guarda. De Madrid, á 9 de febrero 1668.

YO LA REYNA.

PEDRO FERN. DEL CAMPO Y ANGULO.

Archives du Royaume : MS. *Lettres des souverains aux états*. — Archives des états de Hainaut : *Actes des états*, t. XXIX, fol. 189.

LXI.

MARIE-ANNE D'AUTRICHE AUX ÉTATS DES DIFFÉRENTES PROVINCES.

Elle les informe du refus de don Juan d'Autriche de se rendre aux Pays-Bas, de la punition qu'elle lui a infligée en conséquence, et de la nomination qu'elle a faite de don Inigo Fernandez de Velasco, connétable de Castille, comme gouverneur général de ces provinces, par provision.

Madrid, 7 août 1668.

LE ROY ET LA ROYNE RÉGENTE.

..... Comme, à cause de l'estat périlleux auquel les affaires des Pays-Bas et Bourgogne ont esté réduites par l'invasion qu'y firent, l'année passée, les armes de France, nous avons ordonné à nostre frère et bon cousin don Jean d'Austrice qu'il s'y transportast, comme estant gouverneur et capitaine général propriétaire d'iceux pays, pour veiller à leur défense, considérans ce moyen comme le principal et le plus efficace de leur conservation, en laquelle est si fort intéressée celle de toute la monarchie, tandis que le Roy, mon fils, ne se trouve en eage compétent pour s'y employer, souhaitant qu'il l'eust atteint pour l'employer, comme il fera, y estant parvenu, par la grâce de Dieu; et, dans cette cognoissance, ont esté faites à ceste fin les derniers et plus grands efforts qu'il a esté possible pour ramasser les moyens nécessaires, tant de gens que d'argent, avec les despens, travaux et frais qui sont notoires, en quoy se sont consommées toutes les finances que l'on a peu trouver, ne s'estant jusques ores fait un tel effort, ni mesmes depuis le temps de l'empereur Charles cinquiesme, ni aussi joint presque neuf mille Espagnols, comme il s'est faict à présent; et s'estant don

Jean encheminé à la Coruñe, pour s'embarquer dans les navires destinez pour sa personne et secours prévenus, après le délai de quelques mois qu'il s'est arresté en ladite ville, et lorsque, selon les avis qu'il donnoit, l'on jugeoit qu'il auroit fait voile, et s'en attendoient d'heure à heure les nouvelles, il s'est excusé de faire le voyage du Pays-Bas, représentant qu'il en estoit empesché par l'accident d'une distillation. Et, ne tenant ceste excuse pour cause suffisante d'une résolution prinse si hors de temps, inopinée, et du plus grand préjudice que scauroit recevoir nostre service et le bien publicq en la présente conjuncture, nous luy avons ordonné que, sans s'approcher de vingt lieues près la cour, il ait à passer incontinent à Consuegra, et s'y tenir jusques à autre nostre ordonnance. Et, ayans, à ceste cause, commis au gouvernement général desdits Pays-Bas et Bourgogne nostre cousin don Inigo Fernandez de Velasco et Tovar, connestable de Castille, duc de Frias, gouverneur et capitaine général du royaume de Galice (1), par provision et jusques à ce que nous y envoyons une personne royale de nostre sang, nous avons bien voulu vous en advertir, afin de le recognoistre et respecter pour tel, et de l'assister de la continuation de vostre zèle accoustumé à nostre service, selon la confiance que nous en avons. A tant, etc., Notre-Seigneur vous ait en sa sainte garde. De Madrid, le 7 d'aougst 1668. WAT. v^t.

MARIE-ANNE.

JEAN VECQUER.

Archives du Royaume : MS. *Lettres des souverains aux états*. — Archives de la ville d'Ypres : liasses aux lettres missives.

(1) Les patentes du connétable de Castille sont du 1^{er} août 1668.

LXII.

MARIE-ANNE D'AUTRICHE AUX ÉTATS DES DIFFÉRENTS
PROVINCES.

Elle répète , dans cette lettre , le contenu de la précédente.

Madrid, 7 août 1668.

LA REYNA GOVERNADORA.

..... Haviendo concedido licencia al marques de Castel-Rodrigo para venir á Espana, mandé á don Juan de Austria que, como governador y capitán general propietario de essas provincias, fuese á gobernarlas y cuidar de su defensa, respecto del peligroso estado á que se redujeron por la imbasion que, el año pasado, hicieron Franceses en ellas, considerando este por el principal y mas eficaz medio para la conservacion de unas provincias en cuya seguridad interesa tanto la de toda la monarquia; y con este conocimiento se hicieron al mismo fin los últimos y mayores esfuerzos para juntar las asistencias de gente y dinero que se dispusieron con el trabajo y gasto que es notorio: en que se consumió todo el caudal que se pudo recoger, pues, desde el tiempo del señor emperador Carlos quinto, no se ha hecho hasta oy tal esfuerzo, ni juntándose cerca de nueve mil Españoles, como agora se hizo. Y haviéndose don Juan encaminado á la Coruña á embarcarse en los bajeles que havian de llevar su persona, y los socorros prevenidos, despues de la dilacion de algunos meses que se ha detenido en aquella ciudad, finalmente, quando, segun lo que consecutivamente havia ido avisando, se juzgava que ya se havria hecho á la vela, y aguardava por oras noticia dello, se ha escusado de executar su viage, represen-

tando que el achaque de una destilacion se lo impedia. Y no teniendo yo esta por causa bastante para determinacion tan intempestiva, no pensada, y de mayor perjuicio que podia recibir el real servicio, y la conveniencia publica en la coyuntura presente, le he ordenado que, sin llegar en distancia de veinte leguas á la corte, pase luego á Consuegra, y se detenga allí hasta otra órden mia. Lo qual he querido participaros por estos renglones, y que en su lugar pase á gobernar esas provincias el condestable de Castilla y de Leon, no dudando de su celo y grandes obligaciones que procurará cumplir con los mayores aciertos del desempeño de ellas, en servicio del Rey, mi hijo, y alivio de esas provincias : en que, de mi parte, podeis estar certissimos que no omitiré ninguna diligencia, ni desvelo de los que humanamente puedan contribuir á vuestra conservacion. Y, por el cariño que os tengo, me holgara sumamente que la edad del Rey, mi hijo, fuese tal que pudiera passar á consolaros y favoreceros con su real pressencia, reconociendo bien que todo se emplearia justamente en vuestro amor y celo, que no dudo le continuareis como hasta aora : de que me hallo con muy grata y estimable satisfacion. En tanto, etc., Nuestro Señor os tenga en su santa guarda. De Madrid, á 7 de agosto de 1668.

YO LA REYNA.

PEDRO FERN. DEL CAMPO Y ANGULO.

Archives du Royaume : MS. *Lettres des souverains aux états.*

LXIII.

MARIE-ANNE D'AUTRICHE AUX ÉTATS DES
DIFFÉRENTES PROVINCES.

Elle a chargé le connétable de Castille de leur exprimer la confiance qu'elle a dans leur amour et fidélité pour le Roi, son fils, et de les assurer qu'aucun des moyens qui peuvent procurer leur conservation ne sera épargné.

Madrid, 7 août 1668.

LA REYNA GOVERNADORA.

..... En conformidad y por los motibos que, en carta desta fecha dirigida al marques de Castel-Rodrigo, os he mandado escribir, parte el condestable de Castilla al gobierno de essos payses, fiando yo de su celo y grandes obligaciones que desempeñará sus aciertos en procurar mantener esos Estados en la justicia, tranquilidad y alivio que tan afectuosamente yo les deseo. Y assi he querido que lleve estos renglones, para manifestaros, por medio de ellos, la singular confianza que me asiste del amor con que proseguireis vuestra constancia y fineza en servicio del Rey, mi hijo, que holgaria yo arto se hallara en edad de poder pasar á essos payses, para favorecerlos y honrarlos con su real presencia, como yo lo desearé siempre, en quanto sea de vuestra mayor satisfacion, sin omitir ningun medio que humanamente pueda conducir á la conserbacion de tan buenos vasallos, como lo entendereis del condestable, que tan enterado va de mi buen ánimo, y de que todos mis fines son encaminados al mayor servicio de Nuestro Señor y alivio vuestro. En tanto, etc., Nuestro Señor os tenga en su santa guarda. De Madrid, á 7 de agosto de 1668.

YO LA REYNA.

PEDRO FERN. DEL CAMPO Y ANGULO.

Archives du Royaume : MS. *Lettres des souverains aux états*. — Archives de la ville d'Ypres : liasses aux lettres missives.

LXIV.

MARIE-ANNE D'AUTRICHE AUX ÉTATS DES DIFFÉRENTES
PROVINCES.

Elle les informe qu'elle a accordé au connétable de Castille le congé sollicité par lui, et qu'elle a continué dans le gouvernement des Pays-Bas, par provision, le comte de Monterey, auquel le connétable l'avait laissé, en partant.

Madrid, 25 juillet 1670.

LE ROY ET LA ROYNE RÉGENTE.

..... Comme, à cause de la continuelle indisposition que nostre cousin le connestable de Castille a souffert en nos pays de par delà, il ait fallu luy accorder le congé qu'il a sollicité réitérément, pour s'en retourner en Espagne, et qu'il s'en soit prévalu, laissant le gouvernement des Pays-Bas et Bourgogne à nostre cousin le comte de Monterey (1), gentilhomme de la chambre, capitaine général de nostre armée navale esdits pays, en vertu d'un ordre secret qu'à l'advenement de semblable cas, il y avoit par delà; et ayant, à ceste cause, continué au gouvernement général desdits Pays-Bas et Bourgogne ledit comte de Monterey, par provision, et jusques à ce que nous ayons nommé la personne qu'y debvra aller pour gouverneur, nous avons bien voulu vous en advertir, afin de le recognoistre

(1) Don Juan Domingo de Cúñiga y Fonseca, comte de Monterey.

Par des patentes déposées en la citadelle d'Anvers, Charles II et la Reine, sa mère, l'avaient nommé gouverneur et capitaine général des Pays-Bas, pour le cas que le connétable de Castille vint à mourir.

Ils en firent expédier d'autres, sous les dates des 25 juillet et 27 août 1670, pour confirmer cette nomination.

(420)

et respecter pour tel , et de l'assister de la continuation de vostre zèle accoustumé à nostre service, selon la confiance que nous en avons. A tant, etc., Nostre-Seigneur vous ait en sa sainte garde. De Madrid , le 25 de juillet 1670.

MARIE-ANNE.

JEAN VECQUER.

Archives du Royaume : MS. *Lettres des souverains aux états*. — Archives des états de Hainaut : *Actes des états*, t. XXX, fol. 39. — Archives de la ville d'Ypres : liasses aux lettres missives.

LXV.

MARIE-ANNE D'AUTRICHE AUX ÉTATS DES DIFFÉRENTES PROVINCES.

Elle répète, dans cette lettre, le contenu de la précédente, et y ajoute l'assurance qu'elle s'occupe incessamment d'envoyer des secours aux Pays-Bas.

Madrid , 27 juillet 1670.

LA REYNA GOVERNADORA.

..... El estado á que llegó la continuada indisposicion del condestable de Castilla ha obligado á exhoneralo del gobierno de essas provincias, concediéndole la licencia que por este motivo y el perjuicio que ocasionava la detencion del despacho ordinario, solicitó con repetidas instancias. Y haviendo tenido por bien de nombrar, para el dicho gobierno, provisionalmente, al conde de Monterey, por las circunstancias que concurren en su persona de calidad, méritos, graduacion y zelo, como lo havreis visto por el despacho que para ello se remitió al condestable, y el reservado que con este motivo se abrió y estava en el castillo de Amberes, espero que le asistireis, conforme á

vuestra obligacion, de forma que en todo se mire al mayor servicio del Rey, mi hijo, y este se encamine y logre como tanto conviene, y juntamente la satisfaccion de tan buenos y estimables vassallos, que es á lo que mas aspira mi cuydado y desseo : para lo qual se esta tratando aqui de embiar medios de dinero con que socorrer la gente de guerra, en que se obrará con incesante aplicacion; y esta misma me debiera siempre todo lo que pudiere conducir á vuestra conservacion y mayor consuelo, quedando yo muy asegurada de que, por vuestra parte, contribuireis lo posible á los aciertos del conde en su gobierno, obedeciéndole, respetándole y atendiéndole como á quien representa la real persona y soberanidad del Rey, mi hijo. Y sabiendo él de quanto agrado será para mí que se aplique muy de beras á vuestra defensa y mayor satisfaccion en todo, estoy muy cierta que lo procurará por quantos medios fueren imaginables, y que cumplirá enteramente con la obligacion en que le he puesto. En tanto, etc. Nuestro Señor os tenga en su sancta guarda. De Madrid, á 27 de julio de 1670.

YO LA REYNA.

D^a DIEGO DE LA TORRE.

Archives du Royaume : MS. *Lettres des souverains aux états*. — Archives de la ville d'Ypres : liasses aux lettres missives.

LXVI.

MARIE-ANNE D'AUTRICHE AUX ÉTATS DES
DIFFÉRENTES PROVINCES.

Elle leur fait connaitre qu'elle a confirmé, dans le gouvernement des Pays-Bas,
par provision, le comte de Monterey.

Madrid, 27 août 1670.

LE ROY ET LA ROYNE RÉGENTE.

..... Comme, par nos lettres patentes du 25 de juillet dernièrement passé, nous avons continué au gouvernement général des Pays-Bas et Bourgogne nostre cousin le comte de Monterey, par provision, et jusques à ce que nous eussions nommé la personne qu'y debvroit aller pour gouverneur, et que maintenant, pour la grande satisfaction qu'avons de sa personne et mérites, nous l'avons commis pour nostre lieutenant, gouverneur et capitaine général desdits Pays-Bas et Bourgogne, aussi par provision, jusques à l'arrivée de nostre frère et bon cousin don Jean d'Autriche, gouverneur propriétaire desdits pays, nous avons bien voulu vous en advertir, afin de le recognoistre et respecter pour tel, et l'assister de la continuation de vostre zèle accoustumé à nostre service, selon la confiance que nous en avons. A tant, etc., Nostre-Seigneur vous ait en sa sainte garde. Madrid, le 27 d'aoust 1670.

MARIE-ANNE.

JEAN VECQUER.

Archives du Royaume: MS. *Lettres des souverains aux états*. — Archives des états de Hainaut : laye IV, vol. 4, 2^e partie.
— Archives de la ville d'Ypres : liasses aux lettres missives.

LXVII.

MARIE-ANNE D'AUTRICHE AUX ÉTATS DES
DIFFÉRENTES PROVINCES.

Elle les informe que, sur les instances du comte de Monterey, elle lui a accordé son congé, et qu'elle a nommé au gouvernement des Pays-Bas le duc de Villa Hermosa, en attendant que don Juan d'Autriche puisse s'y rendre. — Elle les assure qu'on s'occupe sans relâche des moyens d'envoyer de l'argent dans ces provinces, pour la solde de l'armée, ainsi que de tout ce qui tend à leur soulagement et à leur conservation.

Madrid, 1^{er} janvier 1675.

LA REYNA GOVERNADORA.

..... Las continuas instancias que ha hecho el conde de Monterey para que le exonere del gobierno de esos Estados, han obligado á concederle licencia. Y haviendo tenido por bien de nombrar para el dicho gobierno al duque de Villa Hermosa (en el interin que pasa á esas provincias don Juan de Austria, mi primo), por las circunstancias, que concurren en su persona, de calidad, méritos, graduacion y zelo, espero que le asistireis, conforme á vuestra obligacion, de forma que en todo se mire al mayor servicio del Rey, mi hijo, y este se encamine y logre como tanto conviene, y juntamente la satisfacion de tan buenos y estimables vasallos, que es á lo que mas aspira mi cuydado y desseo. Para lo qual se está tratando aquí de embiar medios de dinero con que socorrer la gente de guerra : en que se obrará con incesante aplicacion; y esta misma me deberá siempre todo lo que pudiere conducir á vuestra conservacion y mayor consuelo; quedando yo muy asegurada de que, por vuestra parte, contribuyreis lo possible á los aciertos del duque en su gobierno, obedeciéndole, respectándole y atendién-

dole como á quien representa la real persona y soberanía del Rey, mi hijo. Y sabiendo él de quanto agrado sera para mi que se aplique muy de veras á vuestra defensa y mayor satisfacion en todo, estoy muy cierta que lo procurará por quantos medios fueren imaginables, y que cumplirá enteramente con la obligacion en que le he puesto. En tanto, Nuestro Señor os tenga en su santa guarda. De Madrid, á 1º de henero de 1675.

YO LA REYNA.

DON PEDRO COLOMA.

Archives du Royaume : MS. *Lettres des souverains aux états*. — Archives des états de Hainaut : laye IV, vol. 4, 2^e partie.
— Archives de la ville d'Ypres : liasses aux lettres missives.

LXVIII.

MARIE-ANNE D'AUTRICHE AUX ÉTATS DES DIFFÉ-
RENTES PROVINCES.

Elle leur annonce, comme dans la lettre précédente, la nomination du duc de Villa Hermosa.

Madrid, 2 janvier 1675.

LE ROY ET LA ROYNE RÉGENTE.

..... Comme, à cause du retour de nostre cousin le comte de Monterey par deçà, nous avons commis en sa place nostre cousin le ducq de Villa Hermosa (1), gentilhomme de la chambre,

(1) Don Carlos de Gurrea, Aragon y Borja, duc de Villa Hermosa, comte de Luna et Ficallo, général de la cavalerie aux Pays-Bas. Ses patentes sont du 2 janvier 1675.

(425)

pour nostre lieutenant, gouverneur et capitaine général de nos Pays-Bas et Bourgogne, par provision et jusques à l'arrivée de nostre frère et bon cousin don Jehan d'Austrice, gouverneur propriétaire desdits pays, nous avons bien voulu vous en avvertir, afin de le recognoistre et respecter pour tel, et de l'assister de la continuation de vostre zèle accoustumé à nostre service, selon la confiance que nous en avons. A tant, etc., Nostre-Seigneur vous ait en sa sainte garde. Madrid, le 2 de janvier 1675.

MARIE-ANNE.

BALTHASAR MOLINET.

Archives du Royaume : MS. *Lettres des souverains aux états*. — Archives des états de Hainaut : laye IV, vol. 4, 2^e partie.
— Archives de la ville d'Ypres : liasses aux lettres missives.

LXIX.

CHARLES II AUX ÉTATS DES DIFFÉRENTES PROVINCES.

Il leur exprime ses regrets du mauvais succès de ses armes, et sa satisfaction du zèle et de la constance qu'ils ont montrés pour son service. — Il leur fait espérer des secours prompts et efficaces.

Madrid, 17 septembre 1676.

LE ROY.

..... Le juste ressentiment que nous avons de ce que le succès de nos armes ne corresponde pas à la justice que nous avons sujet d'en espérer, et les notables travaux qu'en souffrent nos pays de par delà, et nos bons subjects ont si courageusement enduré pendant ceste guerre, nous oblige à vous en tes-

TOME I.

28

moigner nostre condoléance et singulière satisfaction de la continuation de vostre grand zèle, constance inébranlable et efforts pour nostre service, dont faisons une très-particulière estime, et en conserverons à jamais une favorable souvenance, pour vous garantir et procurer au plus tost le soulagement et repos deus à tant des fatigues, ensemble la récupération des pertes survenues à ceste occasion : à quel effect, nous portons sérieusement nos soins, et appliquons toute sorte de moyens, pour vous faire ressentir que n'avons rien si à cœur que les preuves de ceste assurance, parmy laquelle espérons et vous exortons aussy à la suite de vos bons devoirs, zèle et constante fidélité (dont vous et vos prédécesseurs avez donné tant de marques, à nostre entière satisfaction), et d'implorer le ciel pour les bons succès tant nécessaires à vostre soulagement. A tant, etc., Nostre-Seigneur vous ait en sa sainte garde. Madrid, le 17 de septembre 1676. CONDEST. v^t.

CHARLES.

BALTHASAR MOLINET.

Archives du Royaume : MS. *Lettres des souverains aux états*. — Archives des états de Brabant : registre aux résolutions de 1676, fol. 190. — Archives des états de Hainaut : laye IV, vol. 4, 3^e partie.

LXX.

CHARLES II AUX ÉTATS DES DIFFÉRENTES
PROVINCES.

Il les assure de l'estime que leur Courage, leur zèle et leur fidélité lui ont inspirée; leur déclare qu'il en conservera un souvenir éternel, et leur promet qu'il n'épargnera aucun moyen humainement possible pour les soulager.

Madrid, 7 avril 1678.

LE ROY.

..... Vous ayant tesmoigné, par nos lettres précédentes du 17 de septembre de l'année 1676, le juste ressentiment que nous avions (et qui nous demeure encores) de ce que les succès de nos armes ne correspondoient à l'attente de la notoire justice de nostre cause, et nostre pays et nos bons et chers sujets de par delà ayant depuis enduré, comme nous sommes informez, effects plus calamiteux et extrémitez de guerre inouyes et inusitées pour nostre service, avec telle constance et fidélité pourtant que nous pouvions espérer, nostre cœur souverain et paternel en estant esmeu et touché très-sensiblement, nous avons bien voulu vous réitérer, par ces lignes, une partie de nostre juste condoléance, et asseurer ensemble le singulier estime qu'en faisons, et l'entière satisfaction que nous avons de la continuation de vostre courage, zèle et fidélité inesbranslable. Le souvenir que nous en aurons serat éternel, ainsy que la volonté de vous faire ressentir, aux occasions, tous les effects avantageux qui dépendront de nostre souverain pouvoir. Cependant nous n'espargnerons aucuns moyens humainement possibles, soins ny travaux que nous jugerons pouvoir contribuer à vostre soulagement et conservation, et nous confions entièrement que vous continuerez dans l'ardeur

et zèle dont vous et vos prédécesseurs ont donné des preuves si signalées, à nostre entière satisfaction, et d'implorer le ciel, avec nous, d'y concourir favorablement avec ses divines influences, comme nous avons besoin. A tant, etc., Nostre-Seigneur vous ait en sa sainte garde. Madrid, le 7 d'avril 1678. C^{de} BERG. v^l.

CHARLES.

BALTHASAR MOLINET.

Archives du Royaume: MS. *Lettres des souverains aux états*. — Archives des états de Hainaut : laye IV, vol. 4, 2^e partie.

LXXI.

CHARLES II AUX ÉTATS DE HAINAUT.

Il leur témoigne sa reconnaissance du concours qu'ils ont prêté à la défense de la ville de Mons, assiégée par les Français.

Madrid, 25 septembre 1678.

LE ROY.

Révérends pères en Dieu, nobles, nos chers et féaux, chers et bien amez, nous ayant nostre cousin le duc de Villa Hermosa informé des bons devoirs et assistences que vous avez contribué pour la deffense de ceste ville-là, durant le dernier blocus des François, avec généreuse résistance à tous les efforts des ennemis, jusques à ce qu'elle a esté glorieusement secourue par nos armes; et estans invitez à vous en tesmoigner nostre recognoissance, et l'estime particulier que faisons de la constance de vostre zèle, valeur et fidélité à nostre service, nous vous en sçavons tout le gré qu'il nous est possible, nostre intention estant de

vous le faire paroistre par effets , en tout ce que vous pourriez attendre de nostre royale bienveillance, ès occasions de vos avantages, et de vous procurer le repos et soulagement que nostre protection vous pourra aucunement acquérir. A tant, révérends pères en Dieu, nobles, nos chers et féaux, chers et bien amez, Nostre-Seigneur vous ait en sa sainte garde. Madrid, le 25 de septembre 1678. C^{de} BERG. v^t.

CHARLES.

BALTHASAR MOLINET.

Archives des états de Hainaut : laye IV,
vol. 4, 2^e part., fol. 81.

LXXII.

CHARLES II AUX ÉTATS DES DIFFÉRENTES
PROVINCES.

Il leur fait savoir qu'il a placé tous ses États sous la protection de saint Joseph, et les invite à honorer et faire honorer ce saint dans leur ressort respectif.

Madrid, 6 décembre 1678.

LE ROY.

..... La singulière propension que nous avons pour la vénération du glorieux saint Joseph, nous a invité et fait incliner à dévouer tous nos Estats à sa sainte protection, et le rendre et déclarer tutélaire d'iceux, espérant des très-bonnes suites par l'intercession de ce grand patriarche. De quoy ayant donné part à Sa Sainteté, nous avons bien voulu vous en advertir, affin qu'en ce qui vous regarde, vous teniez et fassiez tenir et honorer ce saint pour tutélaire de nos Estats d'illecq, par toute

(430)

l'estendue de votre juridiction. A tant, etc., Nostre-Seigneur vous ait en sa sainte garde. Madrid, le 6 de décembre 1678.
C^{de} BERG. v^t.

CHARLES.

BALTHASAR MOLINET.

Archives du Royaume: MS. *Lettres des souverains aux états.*

LXXIII.

CHARLES II AUX ÉTATS DES DIFFÉRENTES
PROVINCES.

Il leur exprime la satisfaction qu'il a de leur conduite, et son désir de leur procurer la paix et la prospérité.

Madrid, 9 avril 1679.

LE ROY.

..... La mémoire que nous conservons des ruines et travaux que vous avez si constamment souffert pour nostre service pendant la dernière guerre, nous convie à vous en sçavoir tout le gré possible, et vous tesmoigner la satisfaction que nous avons de votre conduite, vigilance et labeurs, et combien nous souhaitons de vous faire ressentir les effets de la paix, et toute la prospérité qu'icelle permettra de vous acquérir, qui est l'objet de nos soins et de l'affection qui nous incline à tout ce qui regarde votre avantage, conservation et soulagement. A tant, etc., Nostre-Seigneur vous ait en sa sainte garde. Madrid, le 9 d'avril 1679. C^{de} BERG. v^t.

CHARLES.

BALTHASAR MOLINET.

Archives du Royaume: MS. *Lettres des souverains aux états.*

— Archives des états de Hainaut: laye IV, vol. 4,
2^e partie.

LXXIV.

CHARLES II AUX ÉTATS DES DIFFÉRENTES
PROVINCES.

Il leur témoigne sa reconnaissance du zèle et de la constance qu'ils ont montrés pendant la dernière guerre, et les assure qu'il s'appliquera incessamment à leur procurer tout le soulagement qui dépendra de lui.

Madrid, 4 mai 1679.

EL REY.

..... La noticia y experiencias con que me hallo de la singular fineza que haveis mostrado en los accidentes de la guerra pasada, padeciendo con exemplar constancia tan repetidos daños, me da justo motivo de manifestaros la gratitud con que me hallo de vuestro zelo y procedimientos; y deveis aseguraros que procuraré siempre que experimenteis todo el alivio que cupiere en los terminos de la constitucion presente en que os hallais, como se solicitará por todos los medios posibles, no solo por merecerlo vuestro obrar, sino tambien por lo que deseo la conserbacion de tan buenos y fieles vasallos. Y fio que os mantendreis siempre, con la misma firmeza que hasta aquí, en cumplimiento de vuestra obligacion y correspondencia de lo que os amo y estimo. En tanto, etc., Nuestro Señor os tenga en su santa guarda. De Madrid, á 4 de mayo 1679.

YO EL REY.

DON PEDRO COLOMA.

Archives du Royaume : MS. *Lettres des
souverains aux états.*

LXXV.

CHARLES II AUX ÉTATS DES DIFFÉRENTES
PROVINCES.

Il les informe qu'il a nommé Alexandre Farnèse lieutenant, gouverneur et capitaine général des Pays-Bas, en remplacement du duc de Villa Hermosa.

Madrid, 31 juillet 1680.

LE ROY.

..... Comme, à la réquisition de nostre cousin le duc de Villa Hermosa, nous luy avons permis de s'en retourner par deçà, et trouvé convenir de commettre nostre très-cher et féal cousin Alexandre Farnèse, chevalier de notre ordre de la Thoison d'Or et gentilhomme de nostre chambre (1), pour nostre lieutenant, gouverneur et capitaine général de nos Pays-Bas, nous avons bien voulu vous en advertir, afin de le recognoistre et respecter pour tel, et de l'assister de la continuation de vostre zèle accoustumé à nostre service, selon la confiance que nous en avons. A tant, etc., Nostre-Seigneur vous ait en la sainte garde. De Madrid, le 31 de juillet 1680. Y M^{te} REY v^t.

CHARLES.

BALTHASAR MOLINET.

Archives du Royaume : MS. *Lettres des souverains aux états*. — Archives des états de Hainaut : laye IV, vol. 4, 2^e partie.

(1) Ses patentes sont du 31 juillet 1680. Il y est qualifié d'ex-vice-roi du royaume de Navarre, et d'ex-gouverneur et capitaine général de la principauté de Catalogne.

LXXVI.

CHARLES II AUX ÉTATS DES DIFFÉRENTES
PROVINCES.

Il leur annonce, comme dans la lettre précédente, la nomination d'Alexandre Farnèse, les assure qu'il s'occupe, avec une application incessante, des moyens de les secourir d'hommes et d'argent, et ajoute que le nouveau gouverneur a ordre de se consacrer tout entier à leur défense et à leurs intérêts.

Madrid, 28 août 1680.

EL REY.

..... Haviendo concedido licencia para venir á España al duque de Villa Hermosa , y tenido por bien de nombrar en el gobierno de essos Estados á Alexandro Farnesse, por las grandes circunstancias, que concurren en su persona , de calidad , méritos , graduacion y celo, he querido daros noticia de ello, esperando que le asistireis, conforme á vuestra obligacion, de forma que en todo se mire á mi mayor servicio, y este se encamine y logre, como tanto conviene, y juntamente la satisfacion de tan buenos y estimables vasallos, que es á lo que mas se aplica mi deseo y cuydado, para el qual se queda tratando aquí de embiar medios de dinero con que socorrer la gente de guerra, en que se obrará con incessante aplicacion, y siempre me deverá esta misma todo lo que pudiere conducir á vuestra conservacion y mayor consuelo, hallándome yo muy seguro de que contribuireis, por vuestra parte, lo posible, á los aciertos de Alexandro Farnese en su gobierno, obediéndole, respetándole y atendiéndole como á quien representa mi real persona y soberanidad. Él lleva entendido de quanto agrado será para mí, que se aplique muy de veras á vuestra defensa y mayor satisfacion en todo, y yo quedo en toda

confianza de que lo procurará por quantos medios fueren ymaginables. En tanto, etc., Nuestro Señor os tenga en su santa guarda. De Madrid, á 28 de agosto de 1680.

YO EL REY.

DON PEDRO COLOMA.

Archives du Royaume : MS. *Lettres des souverains aux états*. — Archives des états de Namur : *Registre aux lettres de la cour*, de 1567 à 1781, pièce 31.

LXXVII.

CHARLES II AUX ÉTATS DES DIFFÉRENTES
PROVINCES.

Il leur fait savoir qu'il a commis au gouvernement des Pays-Bas, par provision, le marquis de Grana.

Madrid, 28 avril 1682.

LE ROY.

..... Ayans trouvé convenir de commettre au gouvernement général de nos Pays-Bas, par provision, nostre très-cher et féal cousin le marquis de Grana, chevalier de nostre ordre de la Thoison d'Or (1), pour la grande confiance qu'avons de sa personne, nous avons bien voulu vous en advertir, afin de le reco-

(1) Othon-Henri, marquis dal Carretto, Savona et Grana, comte de Milesimo. Ses patentes sont du même jour, 28 avril. Mais, par d'autres patentes réservées, en date du 16 février précédent, Charles II lui avait déjà conféré le gouvernement des Pays-Bas, « le cas arrivant que le prince de Parme vint à manquer. »

(435)

gnoistre pour tel, et de l'assister de la continuation de vostre zèle accoustumé à nostre service, selon la confiance que nous en avons. A tant, etc., Nostre-Seigneur vous ait en sa sainte garde.
Madrid, le 28 d'avril 1682. Y M^{te} REY v^t.

CHARLES.

BALTHASAR MOLINET.

Archives du Royaume : MS. *Lettres des souverains des États*. — Archives des états de Brabant : Registre aux résolutions de 1682. — Archives des états de Hainaut : laye IV, reg. 4, 2^e partie.

LXXVIII.

CHARLES II AUX ÉTATS DES DIFFÉRENTES PROVINCES.

Il leur annonce qu'il a nommé lieutenant, gouverneur et capitaine général des Pays-Bas, par provision, don Francisco Antonio de Agurto.

Madrid, 30 décembre 1685.

LE ROY.

..... Comme nous avons trouvé convenir de commettre nostre très-cher et féal don François-Anthoine d'Agurto (1), pour nostre lieutenant, gouverneur et capitaine général de nos Pays-Bas, par provision, nous avons bien voulu vous en advertir, afin de le recognoistre et respecter pour tel, et de l'assister de la

(1) Ses patentes sont du 30 décembre 1685.

Il était chevalier de l'ordre militaire d'Alcantara.

continuation de votre zèle accoustumé à nostre service, selon la confiance que nous en avons. A tant, etc., Nostre-Seigneur vous ait en sa sainte garde. Madrid, le 30 de décembre 1685. Y M^{te} REY v^t.

CHARLES.

BALTHASAR MOLINET.

Archives du Royaume : MS. *Lettres des souverains aux états*. — Archives des états de Hainaut : laye IV, vol. 4, 2^e partie.

LXXIX.

CHARLES II AUX ÉTATS DES DIFFÉRENTES PROVINCES.

Nomination de don Francisco Antonio de Agurto. — Promesse d'envoyer des secours d'argent.

Madrid, 3 janvier 1686.

EL REY.

..... He resuelto que á don Francisco Antonio de Agurto, que entró á gobernar esos Estados por muerte del marques de Grana, se le envien los despachos para que continue en el gobierno de esos payses, por las grandes circunstancias, que concurren en su persona, de calidad, méritos, graduacion, zelo y experiencia de las cosas de esos payses. De que he querido daros noticia, esperando que le asistireis, conforme me prometo de vuestra obligacion, de forma que en todo se mire á mi mayor servicio y al bien de esos mis buenos, amados y fieles vasallos, y este se encamine y logre como tanto conviene, y juntamente la satisfacion y consuelo que les desseo: que es á lo que incessante-

mente se aplicará siempre mi cuidado. A cuyo fin se queda tratando de enviar medios de dinero con que socorrer la gente de guerra : pudiendo estar ciertos de que siempre atenderé à todo lo que pudiere conducir à vuestra conservacion, assi como yo lo estoy de que contribuyreis, por vuestra parte, lo posible, à los aciertos de don Francisco Antonio de Agurto en su gobierno, obedeciéndole, respetándole y atendiéndole, como à quien representa mi real persona; y sabiendo él de quanto agrado será para mí que se aplique muy de veras à vuestra defensa y mayor satisfacion, quedo con toda confianza de que lo procurará por todos los medios posibles. En tanto, etc., Nuestro Señor os tenga en su santa guarda. De Madrid, á 3 de henero de 1686.

YO EL REY.

F. CRISPIN G. BOTELLO.

Archives du Royaume : MS. *Lettres des souverains aux états*. — Archives des états de Brabant : *Registre aux résolutions de 1686*.

LXXX.

CHARLES II AUX ÉTATS DE BRABANT.

Il lui a été extrêmement agréable d'apprendre, par leur lettre du 24 janvier, qu'ils avaient été satisfaits de la nomination de don Francisco Antonio de Agurto. — Il ne doute pas que le nouveau gouverneur ne justifie leur confiance. — Il leur promet toute l'assistance que méritent de si bons et si fidèles vassaux.

Madrid, 28 février 1686.

EL REY.

Muy reverendos, reverendos en Christo padres, nobles, charos y fieles, charos y bien amados, hame sido de todo agrado el gozo

y reconocimiento que expresais y con que me dais gracias en carta de 24 de henero (1), por haver confirmado á don Francisco Antonio de Agurto en el gobierno de essos paises, junto con la nueva insinuacion de vuestra fidelidad y perseverancia en mi servicio y obediencia : de que quedo con toda satisfacion, y de la aceptacion universal con que haveis recibido esta elecion, esperando procederá don Francisco en el gobierno de esos Estados de modo que os sea cada dia mas agradable su persona, teniendo yo muy presente el cuydado de que sean assistidos tan fieles y buenos vasallos con todo lo que cupiere en la posibilidad, segun el estado de mi real patrimonio. En tanto, muy reverendos, reverendos en Christo padres, nobles, charos y fieles, charos y bien amados, Nuestro Señor os tenga en su santa guarda. De Madrid, á 28 de febrero 1686.

YO EL REY.

F. CRISPIN G. BOTELLO.

Archives des états de Brabant : Registre
aux résolutions de 1686, fol. 59.

(1) Les états exprimaient leur joie, dans cette lettre, de la nomination de don Francisco Antonio de Agurto comme gouverneur général des Pays-Bas, et déclaraient être prêts « à lui rendre tous les honneurs, respect, » assistance et zèle que ce caractère requéroit, et à quoi leur propre affection » les portoit, par les fortes espérances, dans lesquelles il estoient, de voir » effectuer en ce gouverneur général plusieurs grandes pensées qu'il avoit » pour le bien de la province. »

LXXXI.

CHARLES II AUX ÉTATS DE BRABANT.

Il a vu, avec toute l'attention et l'amour que méritent de si fidèles vassaux, leur représentation du 26 septembre. — Il déclare que, pour leur défense et leur conservation, il exposera, s'il le faut, tout le reste de la monarchie, et qu'en conséquence il fait les plus grands efforts, au milieu des embarras dont il est environné, pour les secourir.

Saint-Laurent, 3 novembre 1690.

—

EL REY.

Muy reverendos, reverendos en Christo padres, nobles, charos y fieles, charos y bien amados, he visto, con toda la atencion y amor que me deven tan honrados y tan fieles vassalos, todo lo que me representais en carta de 26 setiembre pasado (1), en órden á la

(1) Dans cette lettre, les états de Brabant faisaient le plus triste tableau de la situation des Pays-Bas, et en particulier de leur province : « Nous nous trouvons, disaient-ils, réduits à la dernière des extrémités où puissent venir ceux que de longues et frayeuses guerres ont épuisé jusques à la dernière substance, et qui ne peuvent plus présenter à Vostre Majesté que des infirmités et des playes, que des gémissemens et de la douleur, au lieu de moyens et de secours pour subvenir à la continuation des grosses dépenses qu'entraîne après elle la présente guerre; laquelle, ayant achevé de donner la dernière secousse à cette province, vient de la mettre hors de tout estat de se pouvoir relever, après avoir donné tant de preuves de sa fidélité, qu'elles peuvent servir d'exemple et de model à tous les peuples de la terre. Car, Sire, quelles plus fortes marques peut-on en donner que d'avoir essuié, avec la fermeté que nous avons fait, toutes les foudres et ravages des successives guerres auxquelles ces pais ont esté exposés durant tant de siècles, et que de n'avoir rien épargné de nos biens et de nostre sang, pour nous conserver (malgré tous les efforts de nos ennemis) sous la légitime domination de V. M., sans que la vue de tout ce que les malheurs de la

necesidad que ay de asistir poderosamente á esos Estados, tanto por pedirlo assí la gravedad y urgencia de la guerra presente, quanto por hallarse ya exhaustas estas provincias, assí por lo que con tanta liberalidad y amor an contribuido, hasta aquí, con vidas y haziendas para la prosecucion de la guerra, como por los graves daños que an recibido y reciben, no menos de los exércitos amigos que de los enemigos : que todo es muy proprio de vuestra antigua y inalterable fidelidad y del paternal affecto y confianza con que yo y todos nuestros gloriosos predecesores havemos considerado y favorecido esos payses. Por cuya con-

» guerre ont de plus affreux, et qui ont particulièrement accueilly cette province, auxquels elle a comme esté en but, n'a jamais donné le moindre » bransle, ou causé la moindre altération à cet esprit d'amour, d'affection » et d'obéissance que nous avons tousjours eu, et que nous conserverons » éternellement pour la personne et le service de V. M ?.... »

Ils rappelaient au Roi les promesses de secours, en hommes et en argent, qu'il leur avait faites par sa lettre du 28 février 1686, et qu'il avait réitérées dans une lettre écrite au marquis de Gastañaga, gouverneur général des Pays-Bas, le 25 mars 1688; ils se flattaient qu'enfin elles seraient réalisées. « Le » plus long délai, continuaient-ils, nous jettera infailliblement dans le dernier » désordre et confusion, par le défaut des payements militaires et d'autres » nécessités inexcusables, pour lesquelles nous ne sçavons aucunes ressources ny moyens : car, ayant moissonné le fruit avant sa maturité, consommé » tous les revenus publics de cette province, présents et à venir, engagé » tout nostre crédit, tant en général qu'en particulier, pour contribuer aux » fraiz et despendes de cette guerre, dont les succès n'ont pas suivi nos attentes, et voyant la campagne déserte se décharger, dans les villes, et » jusques dans les pays estrangers, de la plus grande partie de ses habitants, » qui ont perdu leurs bestiaux, abandonné leur labour et leurs maisons, » pour chercher ailleurs la subsistence que les nombreuses armées, tant ennemies que amies, qui y ont campé, les deux dernières années, au nombre » de plus de deux cens mille hommes, ont entièrement consommé, détruit et » enlevé grains, fruits, fourages, légumes, les meubles et les effets mesmes, » où ils se sont trouvés, ayant subi le mesme sort, avec tant d'excès et de » rigueur, qu'il s'est fait sentir jusques aux personnes qui sembloient en devoir estre le plus exemptes par les avantages de leur naissance et de leurs

servacion y defensa expondré gustoso todo el resto de la monarchia, deviendo ahora aseguraros que, en medio de los ahogos presentes, quedo haziendo los mayores esfuerzos para socorreros quanto antes, por el grande aprecio que hago de tan leales, tan constantes y tan buenos súbditos. En tanto, muy reverendos en Christo padres, nobles, charos y fieles, charos y bien amados, Nuestro Señor os tenga en su santa guarda. De San Lorenzo, á 3 de noviembre 1690.

YO EL REY.

F. CRISPIN G. BOTELLO.

Archives des états de Brabant : Registre aux résolutions de 1690, fol 332, et 2^{en} *Besonder register*, fol. 150 v^o.

» dignités, il ne nous reste, sire, dans ce dernier malheur, qu'à soupirer
» après le secours et remises que V. M. nous a promises, et dont nous avons
» esté frustrés depuis tant d'années, et qu'à espérer que, touchée de com-
» passion pour les souffrances de ses fidels vassaux, elle nous donnera, au
» plus tost, ce soulagement et cette consolation, pour la conservation de cette
» province, la première et la plus importante du Pays-Bas. Ce ne sont pas,
» sire, des particuliers qui vous font cette démarche, ce sont universellement
» tous les habitans de ce duché de Brabant, que nous représentons, et
» pour lesquels nous portons la parole, qui gémissent et qui implorent l'as-
» sistance de V. M., et qui tâchent de la rendre sensible à leurs maux et à
» leurs playes, n'ayant plus en leur corps de parties qu'ils puissent dire
» saines, que leurs cœurs, qui ne respirent que par l'attente de cette assis-
» tance si désirée.... »

LXXXII.

MARIE-ANNE D'AUTRICHE AUX ÉTATS DE BRABANT.

Elle a vu leur représentation du 13 août sur la misérable situation des Pays-Bas. — Ayant un désir tout particulier de la conservation et du soulagement de si bons et si fidèles vassaux, elle s'interposera efficacement auprès du Roi, son fils, pour qu'il fasse pourvoir à ce qu'exigent, dans ces provinces, les circonstances présentes.

Madrid, 21 septembre 1691.

LA REYNA.

Muy reverendos, reverendos en Christo padres, nobles, charos y fieles, charos y bien amados, haviendo visto todo lo que me representais en carta de 13 de agosto (1) sobre los ahogos, estrechezes y recelos de essas provincias y Estados, y de sus consecuencias,

(1) Les états priaient la Reine-mère, dans cette lettre, d'employer ses bons offices auprès du Roi, pour que des secours efficaces fussent envoyés aux Pays-Bas. Ils se prévalaient de l'affection que Philippe IV avait montrée à ces provinces, des efforts qu'il avait toujours faits pour les conserver sous son obéissance, et les garantir des entreprises de leurs ennemis, de la disposition de dernière volonté par laquelle il avait ordonné qu'elles demeurassent à jamais réunies à ses autres royaumes, domaines et seigneuries, chargeant expressément ses successeurs de les assister et défendre de toute leur puissance. Ils rappelaient que, grâce aux soins de « ce bon et généreux prince, » on avait « toujours arrêté et empêché en quelque manière les entreprises et dangereux desseins des ennemis. » — « Mais, madame, disaient-ils, que les choses » ont changé de face, et que ces pays, autrefois si florissants et si puissants, » sont maintenant réduits à des extrêmes misère et désolation ! Les terres, » ci-devant si abondantes et si fertiles, se voient à la veille de former un vaste » désert : les peuples et les habitants, tant des villes que de la campagne,

supplicándome esfuerze los officios de mi real proteccion á vuestro favor para con el Rey, mi muy charo y muy amado hijo, en órden á que mande socorberos, segun os tiene ofrezido, con los mas vigorosos y efectivos medios proporcionados á vuestro resguardo, y desseando yo con particulares veras la conservacion y alivio de tan buenos y fieles vassallos, muy como nos le mereze al Rey, mi hijo, y á mí, vuestra antigua ley é innato amor y zelo á nuestro real servicio y de toda nuestra augustissima cassa, podeis estar ciertos me interpondré eficazmente con mi hijo, para que mande dar la providencia conveniente á lo que tanto importa en la occurrencia presente. Y en tanto, muy reverendos, reverendos en Christo padres, nobles, charos y fieles, charos y bien amados, Nuestro Señor os tenga en su santa guarda. De Madrid, á 21 de setiembre de 1691.

YO LA REYNA.

D^a. GARCIA DE BUSTAMENTE.

Archives des états de Brabant : 2^{en} Besonder register, fol. 160 v^o,

» sont si exténués et si dépouillés de moyens, qu'ils ne sont plus capables de
 » rendre aucun service à leur souverain..... » Ils ne lui laissaient pas ignorer
 que, « par de plus longs délais de secours et d'une résolution vigoureuse, » les
 Pays-Bas couraient grand risque de tomber sous la domination de la France.
 Une autre considération bien grave qui devait déterminer le Roi à ne rien
 épargner pour relever la gloire de ses armes, était, poursuivaient-ils, que les
 alliés mêmes, se prévalant de la faiblesse de la monarchie, « s'attribuoient des
 » pouvoirs et des autorités telles qu'elles alloient en vilipendance de celles
 » de Sa Majesté. »

LXXXIII.

CHARLES II AUX ÉTATS DES DIFFÉRENTES
PROVINCES.

Il leur fait savoir qu'il a nommé lieutenant, gouverneur et capitaine général des Pays-Bas l'électeur Maximilien-Emmanuel de Bavière. — Il espère que l'Électeur s'appliquera à les défendre et à les contenter autant qu'il sera en lui. — Il est occupé des moyens d'envoyer aux Pays-Bas une armée proportionnée aux exigences de la situation.

Madrid, 13 décembre 1691.

EL REY.

..... Para manifestaros quan presente me es vuestro amor, fidelidad y zelo á mi servicio, y quanto desseo la conservacion, defensa y consuelo de tan buenos y leales vasallos, en tiempos tan turbados y calamitosos, he tenido por bien de nombrar por mi lugarteniente, governador y capitán general de todos essos Estados, al serenissimo príncipe y señor Maximiliano Emanuel, conde palatino del Rhin, duque de Babiera, elector y copero mayor del sacro romano Imperio (1), mi buen hermano, primo y sobrino, en quien, además de los estrechos vínculos de amistad y parentesco que entre nos ay, concurren todas las grandes calidades de alto linaje, valor, prudencia, zelo y experiencia que pueden dessearse para dar cobro á un empleo de tanto peso, con entera satisfacion mia y vuestra. De que he que-

(1) L'Électeur reçut des patentes en français datées du 12 décembre 1691, et des patentes en espagnol en date du 13. Il est dit, dans les dernières, que le Roi lui donne les mêmes pouvoir et autorité qui lui appartiennent comme souverain.

rído avisaros, muy seguro de que le recibireis alegres y agradecidos, y contribuireis de vuestra parte lo posible á los aciertos del Elector en su gobierno y á mi mayor servicio, obedeciéndole, respetándole y atendiéndole, como á mi lugarteniente y que representa mi propia persona y soberanía. Y él lleva entendido de quanto aprecio y agrado me será el aplicarse muy de veras á vuestra defensa y mayor satisfacion en todo; y quedo en toda confianza que lo procurará por quantos medios fueren posibles: para lo qual se queda tratando aquí vivamente de embiar las asistencias necesarias, para formar y mantener ahí un ejército proporcionado á las urgencias presentes, en que se trabaxa con incesante aplicacion, la qual me deverá siempre todo lo que pueda conduzir á vuestro mayor consuelo y conservacion. En tanto, etc., Nuestro Señor os tenga en su santa guarda. De Madrid, á 13 de diziembre de 1691.

YO EL REY.

F. CRISPIN G. BOTELLO.

Archives des états de Brabant : *Registre aux résolutions de l'année 1692*, fol. 112, et 2^{en} *Besonder register*, fol. 103. — Archives des états de Namur : *Registre aux lettres de la cour*, de 1567 à 1781, pièce 55.

LXXXIV.

CHARLES II AUX ÉTATS DES DIFFÉRENTES
PROVINCES.

Il leur annonce, comme dans la lettre précédente, la nomination de l'électeur
Maximilien-Emmanuel de Bavière.

Madrid, 26 décembre 1691.

LE ROY.

..... Comme nous conservons toujours un particulier soing et amour pour nos bons et fidels subjects de par delà, et que nous n'avons rien plus à cœur que leur maintien et soulagement, nous avons, pour leur en donner des marques, commis le gouvernement général de nos Pays-Bas à nostre très-cher et très-amé bon frère, cousin et neveu le sérémissime prince électeur et duc de Bavière. Dont nous avons bien voulu vous advertir, vous requérants et ordonnants, tant en général qu'en particulier, de reconnoître ledit prince électeur pour gouverneur général susdit, par les témoignages de respect et d'obéissance que vous estes accoustumez de rendre à celluy qui représente nostre personne. Et, comme vous pouvez vous asseurer que, nonobstant les travaux qui nous incombent, nous sommes recherchant tous les moyens possibles pour vous procurer le repos tant désiré, aussy nous nous promettons, du zèle et promptitude que vous avez tousjours témoigné à tout ce qui s'est offert de nostre service, que vous le continuerez, ainsy que nous vous exhortons par cette, notamment dans la conjoncture présente, que la nécessité

(447)

y oblige pour la conservation de nosdits pays. A tant, etc.,
Nostre-Seigneur vous ait en sa sainte garde. Madrid, ce 26 décembre 1694. Y M^{te} REY V^t.

CHARLES.

LE COMTE DE CANILLAS.

Archives des états de Brabant : *Registre*
aux résolutions de 1692, fol. 112 v^o. —
Archives des états de Namur : *Registre*
aux lettres de la Cour, de 1667 à 1781,
pièce 56.

LXXXV.

CHARLES II AUX ÉTATS DE BRABANT.

Il a vu la lettre du 16 juillet où, après lui avoir représenté l'état lamentable des Pays-Bas et les dangers auxquels ils sont exposés par la perte de Namur, ils sollicitent des secours prompts et efficaces. — L'amour paternel qu'il leur porte et que méritent de si bons et de si fidèles vassaux, doit les assurer qu'il n'épargnera rien pour les défendre, comme des enfants qu'il chérit. — Cet objet est même mis par lui au-dessus de toutes les autres nécessités de la monarchie.

Madrid, 21 août 1692.

EL REY.

Muy reverendos, reverendos en Christo padres, nobles, charos y bien amados, he visto vuestra carta de 16 del passado (1), en que, con ocasion de la pérdida de Namur, representais, con terminos muy propios de vuestra innata fidelidad y antiguo

(1) Cette lettre des états du 16 juillet est en espagnol. Ils y suppliaient le Roi de jeter les yeux sur le misérable état des Pays-Bas, menacés d'une ruine irréparable, et exposés à passer sous une autre domination, s'il ne venait promptement et énergiquement à leur secours : car, les ennemis s'étant emparés des provinces de Hainaut et de Namur, il restait, disaient-ils, bien

zelo, el lamentable estado de esos payses, y el conocido riesgo á que quedan expuestos, y solicitais las promptas y proporcionadas assistencias que piden necesidades tan urgentes. Y, despues de acompañaros en el justo desconsuelo en que os considero por tantos contratiempos no esperados, deveis creer, del paternal amor que os tengo y que merecen tan buenos y fieles vasallos, que no se omittirá diligencia alguna en disponer y adelantar las remessas y socorros de que tanto se necessita para vuestro consuelo y defensa, en que se está entendiendo con extraordinaria aplicacion : deviendo asseguraros que, entre las muchas y gravissimas importancias de la monarchia que excitan mi cuidado en la constitucion presente, ninguna se antepondrá á la de asistiros y protegeros, como á hijos queridos, como espero lo acreditará el tiempo y vuestro mismo alivio. En tanto, muy reverendos, reverendos en Christo padres, nobles, charos y fieles, charos y bien amados, Nuestro Señor os tenga en su santa guarda. De Madrid, á 21 de agosto de 1692 (1).

YO EL REY.

F. CRISPIN G. BOTELLO.

Archives des états de Brabant : 3^{re} Besonder register, fol. 166 v^o.

peu de chose de cette féconde, populeuse et illustre Belgique, antique patri-moine et héritage du Roi, et si redoutable jadis aux ennemis (*quedan po-quissimas reliquias de la fecunda, populosa y illustre Bélgica, antiguo patrimonio paterno suyo, y antes tan formidable á los enemigos*).

(1) Les états écrivaient au Roi, le 19 novembre suivant (en espagnol), que les marques d'affection exprimées dans sa lettre, ainsi que les assurances y contenues, avaient « ranimé tous ses bons et fidèles vassaux ; » que ses sujets avaient repris un peu de vigueur ; qu'eux-mêmes, voulant concourir aux bonnes intentions de l'électeur de Bavière, avaient consenti à payer leur quote-part dans l'entretien d'un corps de milice, composé de naturels du pays, et destiné à remplacer les troupes auxiliaires, dont l'entretien était un fardeau insupportable pour la nation. Ils conjuraient le Roi de réaliser sans délai ses

CHARLES II AUX ÉTATS DE BRABANT.

Il a vu , avec une douleur égale à sa tendresse , le tableau qu'ils lui ont fait , dans leur lettre du 1^{er} juillet , du déplorable état des peuples très-fidèles des Pays-Bas , et spécialement de ceux du Brabant. — Il les assure que , comme la défense de si bons et si fidèles vassaux a été et sera toujours sa première obligation , rien ne sera épargné par lui pour parvenir à cette fin si désirée et si importante ; qu'il exposera même , s'il en est besoin , toute sa monarchie , pour en préserver une partie qui a tant de prix à ses yeux. — Conformément à ces assurances , on s'occupe , avec la plus grande activité , de leur envoyer de l'argent et des troupes.

Madrid , 15 octobre 1693.

EL REY.

Muy reverendos, reverendos en Christo padres, nobles, charos y fieles, charos y bien amados, he entendido, con igual dolor y ternura, las verdaderas y fieles expresiones que, en carta de primero de julio (1), me haceis del deplorable estado á que oy se hallan reducidos esos fidelissimos pueblos, y specialmente los de la provincia de Brabante, con los accidentes y infortunios de la presente guerra, y puedo aseguraros que, así como ha sido y será siempre el primer cuidado de mi obligacion, y del paternal amor con que os atiendo, el consuelo y defensa de tan buenos y fieles vasallos, no abrá diligencia ni medio que no se aplique á

promesses, afin de seconder les vues de l'Électeur, prince si bien intentionné pour la cause commune et pour la gloire et l'avantage de sa couronne (*principe de tan sana intencion para la causa comun, y para la gloria y ventajas de la corona de V. M.*).

(1) Dans cette lettre écrite en espagnol, les états ne font que reproduire leurs doléances sur la situation lamentable du pays. Le seul fait nouveau qu'elle contienne, c'est que, l'hiver précédent, la province avait eu à payer, seulement pour les fourrages et les logements dans la ville de Bruxelles, une somme de 1,300,000 réaux.

(450)

este deseado y importantissimo fin, y que no rehusaré exponer (si fuere necesario) toda mi corona por preservar una tan estimable y principal parte della. Y, conforme á esto, se quedan disponiendo con la mayor sollicitud algunas remessas de dinero y de gente, que se irán continuando en el mayor número que sea posible, esperando de la divina misericordia, y de la razon que nos asiste, ha de facilitar (como se lo suplico) las disposiciones, de suerte que se logre mi deseo y vuestro consuelo. En tanto, muy reverendos, reverendos en Christo padres, nobles, charos y fieles, charos y bien amados, Nuestro Señor os tenga en su santa guarda. De Madrid, á 15 de octubre de 1693.

YO EL REY.

F. CRISPIN G. BOTELLO.

Archives des états de Brabant : 2^{en} *Besonder*
register, fol. 174.

LXXXVII.

CHARLES II AUX ÉTATS DE BRABANT.

Il leur témoigne sa satisfaction de la fidélité et du zèle dont leur lettre du 20 avril contient les témoignages, ainsi que des efforts qu'ils ont faits et continuent de faire pour parvenir à une bonne paix. — Il les assure qu'il n'épargnera rien, afin de leur rendre le repos, et qu'il désire leur donner des marques de sa bienveillance, et de l'égard qu'il a pour leurs représentations. — Il s'excuse toutefois de nommer au conseil privé, comme ils en avaient fait la demande, un conseiller du conseil de Brabant.

Madrid, 4 avril 1695.

LE ROY.

Très-révérands, révérends pères en Dieu, nobles, chers et féaux, chers et bien amez, nous avons vu ce que vous nous avez représenté par vostre lettre du 20^e d'avril dernier (1), qui nous

(1) Les états disaient au Roi, dans cette lettre : « Nous continuerons, sans relâche, et dans toute l'étendue de nos forces, à marquer la sincérité

marque votre inébranlable fidélité et le grande zèle que vous avez pour notre service, offrans de sacrifier vos vies et biens pour vous conserver et maintenir sous notre obéissance : ce qui nous a esté si agréable, que nous ne pouvons assés vous témoigner notre satisfaction, non plus que celle que nous avons des efforts que vous avez faits et continuez de faire, concourans si généreusement aux moyens de parvenir à une paix ferme et stable, qui puisse alléger les peines et travaux que cette longue et frayense guerre a causé et cause à nos bons vassaux et sujets (à nostre grand regret); souhaitans de leur pouvoir faire ressentir toute la consolation et soulagement qui nous sera possible; vous assurons que nous n'épargnerons aucuns soins et moyens pour y parvenir, et les remettre en leur ancien repos, et que nous désirons en particulier de vous donner des marques de nostre bienveillance et de l'égard que nous prenons à vos remontrances, comme nous vous eussions fait connoltre, à l'occasion du point concernant la provision d'une place que vous souhaiteriez en nostre conseil privé pour un conseiller de nostre conseil souverain de Brabant (1), ne fût que nous avons jugé que la conjoncture présente et autres considérations particulières ne permettent pas pour le présent d'en augmenter le nombre, ni surcharger davantage nos finances. Mais, lorsqu'il en viendra à vaquer quelqu'une, nous aurons très-particulier esgard à ce que

» et l'ardeur de nostre amour pour la domination de Votre Majesté, et nous
 » n'épargnerons ni nos biens, ni nos vies, pour concourir, comme nous avons
 » fait jusqu'ici, aux efforts qu'il importe de faire pour parvenir, selon les
 » bonnes intentions de Votre Majesté, à une paix ferme et stable, qui est le
 » motif et l'objet de la durée de cette guerre. »

(1) Deux places étaient venues à vaquer au conseil privé : les états s'adressèrent à l'Électeur de Bavière, afin que l'une de ces places fût conférée à un conseiller de Brabant. L'Électeur eut égard à leur demande, dans la proposition qu'il fit au Roi : mais, à Madrid, on nomma aux places vacantes un conseiller du grand conseil de Malines et un conseiller du conseil de Flandre. Les états, dans leur lettre au Roi, exprimaient le vœu qu'un troisième commission fût donnée à un conseiller de Brabant : ce qui n'aurait porté qu'à cinq le nombre des conseillers du conseil privé.

vous nous représentez sur ce sujet, ainsy qu'à tout ce qui pourra contribuer à vostre appaisement, et à vous faire ressentir des effets de nostre affection paternelle. A tant, très-révérands, ré-vérands pères en Dieu, nobles, chers et féaux, chers et bien amez, Nostre-Seigneur vous ait en sa sainte garde. De Madrid, le 4 d'aoust 1695. Y M^{te} REY V^t.

CHARLES.

LE COMTE DE CANILLAS.

Archives des états de Brabant : 2^{ne} *Beonder register*, fol.
181 v^o.

LXXXVIII.

CHARLES II AUX ÉTATS DE BRABANT.

Il a reçu leur lettre du 25 août, concernant le bombardement de Bruxelles par les Français. — Cette funeste nouvelle lui a causé une douleur et une tristesse proportionnées à l'amour qu'il leur porte, pour l'attachement qu'ils lui ont toujours manifesté, et la constance singulière que la ville de Bruxelles a montrée en cette occasion. — Il s'en souviendra en tout temps.

Madrid, 29 septembre 1695.

EL REY.

Muy reverendos, reverendos en Christo padres, nobles, charos y fieles, charos y bien amados, hemos recibido vuestra carta de 25 del pasado (1), en que expresais el cruel destrozo que essa capital ha

(1) Cette lettre contient des détails aussi tristes que curieux sur le bombardement qui a rendu si odieux le nom du maréchal de Villeroi. Voici comment les états s'y exprimaient : « Viendo los enemigos recuperada la villa de » Namur, y que se estava atacando su castillo, por manos del serenissimo » señor duque elector de Baviera, nuestro governador general, y armas de » los aliados, y canoneado Dunquerque, como tambien las fronteras mari- » timas de Francia, por órden de la magestad del rey Guillermo tercero de » Inglaterra, trataron de vengarse, el dia treze del corriente mes, por la » tarde, poniendo fuego con sus bombas á esta nobilissima villa, corte de » V. M., como cabeça del ducado de Brabante y de todos los Payeses-Baxos,

padecido con el bárbaro bombardeo que Franceses han executado en ella, y podeis aseguraros que nos ha dexado esta funesta noticia con la compasion y ternura que corresponde á lo mucho que os amamos y estimamos, por el verdadero afecto que aveis manifestado siempre á nuestro servicio, y por la singular constancia con que essa villa ha llevado este contratiempo. En que muy de corazon os acompañamos y compadecemos, y todo tenemos y tendremos siempre muy presente para favoreceros y consolaros; y á este fin, se quedan mirando los medios y la forma en que podais mejor experimentar efectos de nuestra real gratitud. Y en tanto, muy reverendos, reverendos en Christo padres, nobles, charos y fieles, charos y bien amados, Nuestro Señor os tenga en su santa guarda. De Madrid, á 29 de setiembre de 1695.

YO EL REY.

F. CRISPIN G. BOTELLO.

Archives des états de Brabant : Registre aux résolutions de 1695, fol. 226 vº, et 2ª *Besonder register*, fol. 183, vº.

» y continuándolo, con infernal barbaridad y furia, indignas de pecho cristiano, el día siguiente y la fiesta de la gloriosa Assumpcion de Nuestra Señora, por la disposicion y medios del mariscal de Villeroy, general del ejército de Francia, que se ha encargado de execucion tan horrible : aviendo abraçado en esta villa, con sus bombas y balas de fuego, mas de un quarto de sus quatro partes della, con el valor de cerca de cinquenta millones, con treze iglesias, en particular las dos parrochiales de Nuestra Señora de la Capela y de San Nicolas, derribándose en la segunda su muy hermosa torre, con su artificioso reloj y grandiosas campanas; las iglesias y conventos de los PP. Dominicos, de los Recoletos, de San Francisco, del Carmel calçado, y de octros; abraçándose enteramente la magestuosa casa de la villa y sus ingeniosas torres, menos la principal de San Miguel, patron desta villa. Quemaron y derribáronse por tierra todas sus hermosissimas casas, principalmente la real de V. M., frente de la villa, sin quedarse alguna, con la menor habitacion, en toda la plaça y en todos los barrios al derredor, como tambien otras muchas muy sumptuosas de cavalleros vasallos de V. M., que engrandecian esta villa. »

LXXXIX.

MARIE-ANNE DE NEUBOURG AUX ÉTATS DES
DIFFÉRENTES PROVINCES.

Elle les avertit de la mort de Charles II, les informe qu'il a nommé le duc d'Anjou son successeur universel, et leur envoie copie de ses dispositions testamentaires.

Madrid, 8 novembre 1700.

LA REYNE ET GOUVERNEURS.

..... Parmi la grande affliction et douleur dans laquelle nous nous trouvons par la mort du roy Charles second, nostre sire (que Dieu ait en gloire!), nous ne pouvons laisser de vous en advertir, quoyque nous sçachions combien cette nouvelle sera affligeante et sensible à de si bons et fideles vassaux et sujets. Feue Sa Majesté a esté aervie de dénommer, par son testament, le seigneur duc d'Anjou pour successeur universel en tous ses royaumes, Estats et domaines, sans exception d'aucun d'iceux, et laissé les autres dispositions que vous verrez par les copies cy-jointes. A tant, etc., Madrid, ce 8^e de novembre 1700. C. M. v^t.

MARIANNE.

EL CARDENAL DE PORTOCARERO, D. MANUEL ARIAS, D. RODRIGO MANUEL
MANRIQUE DE LARA, EL CONDE DE BENAVENTE.

Par ordonnance de la Reine et gouverneurs:

NICOLAS MOLIN .f.

Archives des états de Namur: *Registre
aux lettres de la cour de 1567 à 1781,
pièce 61.*

XC.

PHILIPPE V AUX ÉTATS DE BRABANT.

Il les remercie de la lettre qu'ils lui ont écrite sur son avènement à la couronne. —

Il se promet qu'ils continueront à lui manifester leur zèle, leur amour et leur fidélité, et les assure que, de son côté, il leur fera ressentir les effets de sa protection et de sa bienveillance.

Buen Retiro, 19 mai 1701.

LE ROY.

Très-révérands, révérends pères en Dieu, vénérables, chers et féaux, chers et bien amez, le marquis de Bedmar (1) nous ayant remis la lettre que vous nous avez écrite sur notre heureux avènement à la couronne (2), nous y trouvons les expressions de

(1) Don Ysidro de la Cueva et Benavides, marquis de Bedmar et d'Assentar, comte de Villa Nova, etc., commandant général aux Pays-Bas.

(2) Cette lettre me paraît mériter d'être insérée ici tout entière :

« SIRE, à la première nouvelle qui nous fut donnée de l'heureux avènement de Votre Majesté à la succession universelle de tous les royaumes, États et domaines de la monarchie d'Espagne, nous avons non-seulement esté transportez d'une joye que nulle autre joye n'égale, mais nous avons ressenti en mesme tems les plus ardens et les plus vifs mouvemens de zèle, de respect et de fidélité pour l'auguste personne de Votre Majesté.

» Dès ce moment, nous n'avons plus formé d'autres vœux ni d'autres souhaits que pour le comble du bonheur et de la gloire de Votre Majesté; nous avons borné toute notre félicité à lui rendre notre hommage, nos respects et soumissions, et enfin nous avons arrêté unanimement tous nos desirs à nous voir bientôt attachez au glorieux service et à la juste domination de Votre Majesté par ce lien inviolable, plein de religion, dont les princes souverains de ce duché de Brabant et leurs sujets s'unissent mutuellement à leur joyeuse entrée. C'est, sire, la protestation aussi sincère que respectueuse avec

vosre zèle, amour et fidélité inébranlable, que nous envisageons toujours avec toute l'estime et considération qui leur est due, et nous nous promettons et confions que vous continuerez (ainsy que vous avez fait jusques à présent), ensuite de vosre obligation permanente, à vous évertuer en tout ce qui pourra conduire et convenir à notre plus grand service, et au repos et tranquillité de nos bons et fidels vassaux et sujets : vous assurant que nous tâcherons aussy d'y correspondre de notre part, en vous faisant ressentir des effets de notre royale protection et bienveillance. A tant, très-révérands, révérends pères en Dieu, vénérables, chers et féaux; chers et bien amez, Notre-Seigneur vous ait en sa sainte garde. De Buen Retiro, le 19^e de may 1701. Y M^{te} REY v^t.

PHILIPPE.

NICOLAS MOLINET.

Suscription : A très-révérands, révérends pères en Dieu, vénérables, chers et féaux, chers et bien amez, les archevêque, évêque, prélats, nobles et villes de notre pays et duché de Brabant, représentant les estats d'icelluy pays, ou à leurs députez.

Archives des états de Brabant : Registre
aux résolutions de 1701, fol. 242 v^o.

laquelle nous avons désiré ardemment d'estre les premiers à nous mettre aux pieds de Votre Majesté, par la lettre que nous avons eu l'honneur de lui escrire le 17^e du mois de janvier dernier, dans le temps que Votre Majesté alloit entrer dans ses Estats, pour la féliciter; avec toute la vénération possible, de ce suprême degré de grandeur et d'élévation dont le ciel a voulu faire briller et admirer à toute la terre cet assemblage prodigieux de tant de vertus chretiennes et morales, héroïques et civiles, qui ont esté le plus cher partage de Votre Majesté, et qui feront à jamais le fondement inébranlable du salut, de la prospérité et de l'accroissement de tous ses Estats et sujets. Nous prenons la liberté de réitérer, une autre fois, cette même protestation, présentement que Votre

XCI.

CHARLES III AUX ÉTATS DE BRABANT (1).

Ils leur exprime sa reconnaissance et son affection, pour les témoignages de fidélité et de zèle contenus dans leur lettre du 15 avril 1707. — Il les assure qu'en tout temps ils ressentiront les effets de ses sentiments pour eux, qu'il observera ponctuellement leurs privilèges, et qu'il mettra le plus grand soin à procurer leur soulagement. — Il leur recommande la conservation de la foi catholique, et les engage à entretenir une étroite correspondance avec l'archevêque de Malines.

Barcelone, 30 mai 1708.

EL REY.

Muy reverendos, reverendos en Christo padres, nobles, charos y fieles, charos y bien amados, acaba de llegar á mis reales manos vuestra carta de 15 de abril del año próximo pasado (2), en que me hazeis presentes vuestra heredada y constante fidelidad, y el fervoroso zelo con que, á imitacion de los plausibles exemplos de vuestros ascendientes, cooperásteis á la

Majesté est montée, avec tant d'esclat et de gloire, sur le trône de sa vaste monarchie, la suppliant, avec une profonde soumission, de nous faire la grâce et la justice d'estre assurée que l'honneur que nous avons de former le premier corps de tous ses estats dans ces Pays-Bas, nous inspirera toujours la glorieuse émulation de mériter aussi le premier rang par l'attachement, l'ardeur, le respect et la vénération avec laquelle nous sommes, etc. De notre assemblée générale tenue à Bruxelles, le 12^e d'avril 1701. (Registre aux résolutions de l'année 1701, fol. 168.)

(1) J'ai inséré cette lettre dans la *Collection de documents inédits concernant l'histoire de la Belgique*, t. III, p. 419.

(2) Cette lettre des états, du 15 avril 1707, est insérée aussi dans la même *Collection*, t. III, p. 415-418.

restauracion de esos mis fidelissimos pueblos, y deseais promover quanto conduzca á mi real servicio y conservacion de ellos. Y hallando acreditadas vuestras expresiones con las repetidas pruebas de vuestra acertada conducta, de que tengo cabales informes, me ha parecido manifestaros mi real gratitud y propension, y asseguraros de que en todos tiempos experimentareis copiosos efectos de una y otra, en todo lo que mirare, en comun y en particular, á vuestro mayor consuelo y felicidad : deviéndoos prometer de mi paternal amor la mas puntual observancia en todos vuestros fueros y privilegios, y la mayor atencion y cuydado en proveer á vuestro mayor alivio. Y espero de vuestro ardiente zelo y vigilancia por la conservacion de la pureza de nuestra santa fe que os aplicareis con uniformidad y firmeza á evitar todo lo que pudiere perturbarla. Y siendo medio el mas proporcionado para este loable fin el mantener estrecha correspondencia con el arzobispo de Malinas, no dudo que la cultivareis por vuestra parte, por lo que esta buena armonía influirá á la mayor quietud de esse Estado y mi real servicio. En tanto, muy reverendos en Christo padres, nobles, charos y fieles, charos y bien amados, Nuestro Señor os tenga en su santa guarda. De Barcelona, á treinta de mayo de mil setecientos y ocho.

YO EL REY.

D^o. GUILLERMO KELLERS.

Suscription : A los muy reverendos, reverendos en Christo padres, nobles, nuestros charos y fieles, charos y bien amados, los prelados, nobles y diputados de las villas capitales de nuestro pays y ducado de Brabante, que representan les estados de él.

Archives des états de Brabant : reg. *Lettres des souverains aux états*, et *Registre aux résolutions de l'année 1708*.— Archives de la chancellerie des Pays-Bas : reg. *Lettres du et au roi Charles III*, fol. 232.

XCH.

CHARLES III AUX ÉTATS DE BRABANT (1).

Il les informe qu'il a nommé don Francisco Bernardo de Quiros, de son conseil d'État, son ministre aux Pays-Bas.

Barcelone, 4 août 1708.

EL REY.

Mui reverendos en Christo padres, nobles, charos y fieles, charos y bien amados, por conocer que conviene á mi servicio y á vuestra comun satisfacion y bien público, que haya un ministro autorizado con despachos mios en esos dominios, por cuyo medio se me dirijan las representaciones y súplicas de esos mis leales y amados súbditos, he concedido á don Francisco Bernardo de Quiros, de mi consejo de Estado (2), la facultad y poder bastante á este fin, por la confianza y experiencias que tengo de su amor y zelo, en quanto mira á vuestro mayor consuelo i felicidad. De lo qual me ha parecido avisaros, para que, por vuestra parte, deis el devido cumplimiento y execucion á mis reales órdenes. En tanto, muy reverendos en Christo padres, nobles, charos y fieles, charos

(1) Cette lettre a été publiée dans la *Collection de documents inédits concernant l'histoire de la Belgique*, t. III, p. 422.

(2) Les états de Brabant exprimèrent leur satisfaction de la nomination de Quiros par une lettre au Roi, du 20 octobre 1708, que nous avons insérée dans la même *Collection*, t. III, p. 424.

y bien amados, Nuestro Señor os tenga en su santa guarda. De Barzelona, á quatro de agosto de mill setecientos y ocho.

YO EL REY.

EL BARON DE KELLERS.

Suscription : A los muy reverendos en Christo padres, nobles, charos y fieles, charos y bien amados, los prelados, nobles y diputados de las villas capitales de nuestro pays y ducado de Brabante, que representan los estados de él.

Archives des états de Brabant : reg. *Lettres des souverains aux états.*

XCIII.

CHARLES III AUX ÉTATS DE BRABANT (1).

Il leur témoigne sa reconnaissance et son estime, pour leur glorieuse conduite lors du siège de Bruxelles par les Français.

Barcelone, 2 février 1709.

EL REY.

Muy reverendos, reverendos en Christo padres, nobles, charos y fieles, charos y bien amados, corresponden muy bien con mi confianza y con vuestro gran zelo y calificado amor azia mi real servicio las expresiones con que acompañais vuestra carta de 20 de octubre passado, las quales quedan acreditadas con otro nuevo lustre,

(1) Comme les deux précédentes, cette lettre a déjà été publiée dans la *Collection de documents inédits concernant l'histoire de la Belgique*, t. III, p. 426.

á vista de la fineza, desvelo y fervor con que os haveis aplicado (segun me hallo informado de don Francisco Bernardo de Quirós, mi consejero de Estado) á la defensa y conservacion de mi ciudad de Brusselas y ducado de Brabante contra los tentativos y ataques del enemigo, que, llevado de vanos y ligeros supuestos, havia esperado poder apoderarse de todo él, no creyendo hallar en vuestros fieles ánimos la gran constancia y buena union que haveis mostrado (1). Y habiendo sido á todas luzes tan gloriosa vuestra conducta, no he querido dexar de manifestaros la gratitud y estimacion con que quedo de entender quan bien haveis sabido desempeñar en esta ocasion vuestras grandes obligaciones, assegurándoos que en todo quanto mirare á vuestro consuelo y satisfacion y á la prosperidad de estos pueblos, concurriré yo, muy gustoso, á hazeros experimentar los efectos de mi benignidad y del paterno amor que conservo á tan finos y leales vasallos. Con lo qual, muy reverendos, reverendos en Christo padres, nobles, charos y fieles, charos y bien amados, Nuestro Señor os tenga en su santa guarda. Barcelona, á dos de febrero de mil setecientos y nueve (2).

YO EL REY.

EL BARON DE KELLERS.

Suscription : A los muy reverendos, reverendos en Christo padres, nobles, nuestros charos y fieles, charos y bien amados, los prelados, nobles y diputados de las villas capitales de nuestro pays y ducado de Brabante, que representan los estados de él.

Archives des états de Brabant : reg. *Lettres des souverains aux états*, et *Registre aux résolutions de l'année 1709*. — Archives de la chancellerie des Pays-Bas : reg. *Lettres du et au roi Charles III*, fol. 219.

(1) Sur le siège de Bruxelles par les Français, on trouvera divers documents dans la même *Collection*, t. III, p. 384-398.

(2) Les états répondirent à Charles III, le 24 mars de la même année. Leur lettre est dans la *Collection* citée, t. III, p. 429-431.

XCIV.

CHARLES VI AUX ÉTATS DE NAMUR.

Il leur exprime sa satisfaction des marques de fidélité et d'amour contenues dans leur lettre du 17 décembre, et les assure de son affection paternelle, ainsi que du soin particulier avec lequel il s'appliquera à les rendre contents et heureux.

Vienne, 16 février 1715.

L'EMPEREUR ET ROY.

Très-chers et féaux les députez de l'estat ecclésiastique, noble et tiers de nostre comté et province de Namur, c'est avec bien de la satisfaction et d'agrément que nous avons receu votre lettre du 17^e du mois de décembre de l'année passée, par laquelle vous vous anticipez pour nous donner une marque de votre fidélité et amour, qui correspond entièrement à notre attente, vu la fermeté et zèle avec lesquels vous avez toujours été attachez à vos princes naturels, nos prédécesseurs. En reconnoissance de quoi, nous voulons bien vous en marquer, par celle-ci, notre contentement, et vous assurer, en même temps, de l'amour paternelle et du soin tout particulier dont nous vous regarderons constamment, et tâcherons de vous procurer tout ce qui puisse rendre contents et heureux de si bons et si fidèles sujets, et qui vous puisse convaincre des effets de notre clémence et protection. A tant, très-chers et féaux, nous prions Dieu qu'il vous ait en sa sainte garde. Vienne, ce 16 février 1715. AR^{pus} V^s v^t.

CHARLES.

A. F. KURZ.

Suscription : A nos chers et féaux les députés des états de notre pays et comté de Namur, à Namur.

Archives des états de Namur : *Registre aux lettres de la cour, de 1567 à 1781*, pièce 74.

XCV.

CHARLES VI AUX ÉTATS DE LUXEMBOURG.

Il leur témoigne sa gratitude des expressions contenues dans leur lettre du 20 janvier; les assure de l'amour et de la clémence qu'il conservera pour eux, et leur promet spécialement de maintenir les privilèges qu'ils se sont acquis par les services signalés rendus à sa maison.

Vienne, 9 mars 1715.

L'EMPEREUR ET ROY.

Très-chers et féaux les états ecclésiastique, noble et tiers de notre duché et province de Luxembourg, les respectueuses expressions dont vous accompagnez votre lettre du 20^e janvier, étant si conformes à notre attente, et au zèle et à la grande fermeté que de tout tems vous avez fait paroître pour vos princes naturels, nos prédécesseurs, nous avons bien voulu vous marquer, par celle-ci, notre agrément et gratitude: vous assurant que, dans la suite, vous éprouverez les effets de l'un et de l'autre, aussi bien que de la clémence et amour paternelle que nous conserverons pour de si bons et fidèles sujets, et qu'à l'exemple de nos glorieux prédécesseurs, nous aurons un spécial égard pour la conservation et maintien de vos anciennes constitutions, et des privilèges que vous vous êtes acquis par vos services signalés envers notre auguste maison. A tant, très-chers et féaux, nous prions Dieu qu'il vous ait en sa sainte garde. De Vienne, le 9^e du mois de mars 1715. AR^{ms} V^e. vⁱ.

CHARLES.

A.-F. Kurz.

Suscription : A nos très-chers et féaux les états ecclésiastique, noble et tiers de notre duché et province de Luxembourg et comté de Chiny.

Archives du Royaume : MS. *Lettres des souverains aux états.*

XCVI.

CHARLES VI AUX ÉTATS DE BRABANT (1).

Il a entendu les représentations que lui ont faites leurs députés au sujet du traité de la Barrière. — Il leur explique les motifs qui l'ont obligé de signer ce traité. — Comme rien ne lui est plus cher que leur bonheur, il a chargé le marquis de Prié de se rendre à La Haye, pour ouvrir de nouvelles négociations, et il les autorise à lui adjoindre des députés choisis par eux. — Il termine, en les assurant qu'ils peuvent compter sur les preuves les plus fortes de sa tendresse.

Vienne, 2 mai 1716.

L'EMPEREUR ET ROY.

Très-révérands, révérends en Dieu pères, nobles, chers et féaux, chers et bien amés, j'ai reçu, des mains de vos députés, votre lettre du 31 décembre de l'année passée, par laquelle vous les commettez et députez auprès de ma personne, pour me faire connoître, tant de vive voix que par écrit, vos griefs et doléances, tant au regard du traité de Barrière, conclu entre moi, le roy de la Grande-Bretagne et les états généraux des Provinces-Unies, qu'au regard d'autres intérêts de mon duché et pais de Brabant, dont je me suis très-soigneusement instruit.

Et, après les avoir ouïs bénignement, et fait une meure délibération sur lesdits griefs, je veux bien vous dire que, dès le commencement et durant la négociation dudit traité, je m'aper-

(1) J'ai publié cette lettre dans les *Documents inédits concernant les troubles de la Belgique sous le règne de Charles VI*, Introduction, t. I, p. xc.

Les états de Flandre avaient aussi envoyé des députés à Vienne, pour réclamer contre le traité de la Barrière; l'Empereur leur fit, le même jour, une réponse conçue dans le même sens, et, à peu de chose près, dans les mêmes termes.

çus bien que ce traité pourroit attirer dans la suite quelques inconvénients; et le soin que j'avois de vos intérêts me fit rejeter fort loin les demandes sur lesquelles les plénipotentiaires des états généraux des Provinces-Unies insistèrent d'abord : mais enfin, je me crus obligé à condescendre à leurs dernières propositions, beaucoup plus modérées, tant pour me conformer aux conjonctures très-déliçates et à la situation des affaires de l'Europe, que surtout pour parvenir d'autant plus tôt à mon principal but, qui étoit de vous voir, sans un plus long délai, qui ne vous pourroit être que fort préjudiciable, réunis à ma légitime domination.

Cependant, comme je n'ai et que je n'aurai jamais rien tant à cœur que de pourvoir à votre bonheur et sûreté commune, et de vous donner, en toute occasion, à l'exemple de mes glorieux prédécesseurs, des marques éclatantes de ma bonté et de la tendresse vraiment paternelle que je conserverai toujours pour un païs que je considère comme une partie très-considérable de l'ancien patrimoine de mon auguste maison, j'ai résolu d'envoyer incessamment à La Haye mon conseiller d'État le marquis de Prié, bien informé de mes intentions et de toutes les démarches que je crois les plus convenables pour vous procurer tout le soulagement possible, et pour éloigner les suites que vous appréhendez de l'entière exécution dudit traité de Barrière. Et, pour vous faire connoître, avec plus d'efficace, combien je vous suis affectionné, et pour assurer d'autant mieux le succès de la commission dont je charge mon ministre le marquis de Prié, je vous donne, par la présente, la liberté de choisir parmi votre corps une ou deux personnes, afin qu'elles se trouvent en même temps en Hollande que mon ministre s'y trouvera, et qu'elles lui donnent toutes les lumières et informations nécessaires pour parvenir plus tôt au but tant souhaité.

Au reste, je vous assure que, même à l'avenir, j'aurai un soin particulier de contribuer à tout ce qui peut être de votre bien, en général et en particulier, et de vous faire connoître, par les

(466)

preuves les plus fortes de ma tendresse, que le zèle et la fermeté avec laquelle vous avez été toujours attachés aux intérêts de mon auguste maison, m'a été et me sera toujours très-agréable. A tant, très-révérands, révérends en Dieu pères, nobles, chers et féaux, chers et bien amés, Notre-Seigneur vous ait en sa sainte garde. De Vienne, le 2 mai 1716. AR^{pus} V^e v^t.

CHARLES.

A.-F. DE KURZ.

Archives des états de Brabant : reg. *Lettres des souverains aux états.*

XCVII.

CHARLES VI AUX ÉTATS DES DIFFÉRENTES PROVINCES.

Il les informe qu'il a commis au gouvernement général des Pays-Bas le prince Eugène de Savoie. — Il les exhorte à continuer de montrer leur zèle pour son service (1).

Vienne, 19 décembre 1716.

L'EMPEREUR ET ROY.

..... Comme nous conservons toujours un particulier soin et amour pour nos bons et fidèles sujets de par delà, et que nous

(1) J'ai trouvé une lettre que le comte de Kinigsegg écrivit aux états, le 5 septembre 1716, pour les avertir que l'Empereur avait nommé le prince Eugène son lieutenant, gouverneur et capitaine général des Pays-Bas, et les inviter « à se régler à l'advenir selon ce. »

Il y a lieu de croire que, à Vienne, on avait cru alors que cette notification serait suffisante, mais qu'on se ravisa ensuite, et qu'une lettre de l'Empereur lui-même fut jugée nécessaire.

n'avons rien plus à cœur que leur maintien et soulagement, nous avons (pour leur en donner des marques) commis le gouvernement général de nos Pays-Bas à notre très-cher et bien aimé cousin le prince Eugène de Savoye et de Piémont, notre conseiller d'État, lieutenant général de nos armées, maréchal de l'Empire et président de notre conseil aulique de guerre (1). Dont nous avons bien voulu vous avertir, vous requérans et ordonnans, tant en général qu'en particulier, de reconnoître ledit prince pour gouverneur général susdit, par les témoignages de respect et d'obéissance que vous êtes accoutumés de rendre à celui qui représente notre personne. Et, comme vous pouvez vous assurer que, nonobstant les travaux qui nous incombent, nous sommes recherchant tous les moyens possibles pour vous procurer le repos tant désiré, aussi nous nous promettons, du zèle et promptitude que vous avez toujours témoigné à tout ce qui s'est offert du service de vos princes souverains, nos prédécesseurs, que vous le continuerez aussi envers nous, ainsi que nous vous exhortons par cette, notamment dans la conjoncture présente que la nécessité y oblige pour la conservation de nosdits Pays-Bas. A tant, etc., Notre-Seigneur vous ait en sa sainte garde. Vienne, ce 19 décembre 1716. ARCHIEP^{us} VAL. v^t.

CHARLES.

A.-F. DE KURZ.

Archives des états de Brabant : reg. *Lettres des souverains aux états*, et Registre aux résolutions de 1717. — Archives de la chancellerie des Pays-Bas.

(1) Dès le 7 mars 1716, l'Empereur avait fait connaître au conseil d'Espagne, qui avait dans ses attributions les affaires des Pays-Bas, qu'il conférerait au prince Eugène le gouvernement de ces provinces; mais les patentes n'en furent expédiées que le 25 juin suivant.

Le prince Eugène ne prit pas possession de son gouvernement : il y fut suppléé par le marquis de Prié. (Voy. ci-dessus, p. 287, note 2.)

XCVIII.

CHARLES VI AUX ÉTATS DE BRABANT.

Il a vu leurs remontrances sur l'impossibilité, pour les états des Pays-Bas, d'entretenir les troupes mises à leur charge. — La situation des affaires de l'Europe ne lui permettant pas de diminuer ces troupes, il se promet de leur zèle qu'ils feront de nouveaux efforts. — De son côté, il ne négligera rien pour l'augmentation du commerce et de la prospérité du pays.

Vienne, 22 janvier 1724.

L'EMPEREUR ET ROY.

Très-révérend, révérends en Dieu pères, nobles, chers et féaux, chers et bien aimez, nous avons reçu les remontrances réitérées (1) que votre zèle pour notre service et votre soin pour le soulagement de nos fidèles sujets des Pais-Bas vous ont dictées, et par lesquelles vous nous faites connoltre que les fonds de la province de Brabant, joints à ceux de nos autres provinces de ces pais-là, ne seroient pas suffisans pour pourvoir à la subsistance du corps des troupes que nous avons résolu, conjointement avec les états généraux des Provinces-Unies, d'entretenir en nosdits Pais-Bas, nous priant qu'eu égard à l'impuissance de contribuer à cet effet davantage de ce que ces provinces ont donné jusques à présent, nous voulussions bien faire régler le nombre et la dépense de nosdites troupes à proportion des revenus annuels de ces

(1) Représentations des états des 19 novembre 1721 et 8 juillet 1725. Dans la dernière, les états remontraient à l'Empereur que l'impuissance à laquelle le pays se trouvait réduit ne provenait pas de l'insuffisance de ses ressources, « mais des mauvaises suites qui résultaient des dettes contractées » pendant le cours des dernières guerres contre la France. »

païs-là, ou bien de faire fournir, d'ailleurs, à ce qui pourroit manquer à leur entretien.

Sur quoy nous voulons bien vous dire que, la conjoncture présente des affaires de l'Europe ne permettant pas de retirer aucunes troupes de nosdits Païs-Bas, d'autant que la paix avec l'Espagne n'étant pas encore entièrement ajustée, et les finances de nos autres États ne se trouvant non plus dans une situation à en pouvoir tirer quelque portion, pour l'employer à l'entretien de nos troupes aux Païs-Bas, nous nous promettons que vous continuerez à nous donner les mêmes marques, que vous avez fait connottre jusques ici, de votre zèle et attention pour le bien de notre service et pour la sûreté de votre patrie, vous assurant que nous tâcherons de vous consoler, aider et assister, tant par le redressement de nos finances que par l'augmentation du commerce interne et externe de nosdits païs, et de vous soulager aussitôt, et pour autant que les conjonctures du temps le permettront. Et, en attendant, nous aurons à cœur de vous procurer tous les avantages possibles, l'affection paternelle que nous vous portons nous engageant à être continuellement attentifs à tout ce qui peut conduire à la conservation et à la prospérité d'un païs qui, par plusieurs raisons, nous est si cher, et dont les habitans ont toujours fait éclater leur zèle et leur fidélité et attachement à notre auguste maison. A tant, très-révérend, révérends en Dieu pères, nobles, chers et féaux, chers et bien aimez, Nostre-Seigneur vous ait en sa sainte garde. Vienne, ce 22 janvier 1724. PRIN^s DE CAR^{na} P^s v^t.

CHARLES.

Par l'Empereur et Roy :

A.-F. DE KURZ.

Suscription : Aux très-révérend, révérends en Dieu pères, nobles, chers et féaux, chers et bien aimez, les états de notre païs et duché de Brabant.

Archives des états de Brabant : reg. *Lettres des souverains aux états*, et Registre aux résolutions de 1724.

XCIX.

CHARLES VI AUX ÉTATS DE BRABANT.

Il a reçu la remontrance où ils le remercient de l'établissement de la compagnie des Indes, et lui demandent sa protection pour cette compagnie. — Il les assure qu'il tâchera toujours de procurer à de si bons et fidèles vassaux tous les avantages possibles, se promettant, de son côté, la continuation de leur zèle, de leur fidélité et de leur attachement.

Vienne, 17 janvier 1725.

L'EMPEREUR ET ROY.

Très-révérends, révérends pères en Dieu, nobles, chers et féaux, chers et bien aimez, nous avons reçu, comme une nouvelle marque de votre zèle pour notre service, les expressions de votre remontrance que vous nous avez faite, le 23^e de mars de l'année dernière, tant pour nous remercier de ce que nous avons bien voulu établir une compagnie de navigation et de commerce des Indes, pour le bien et avantage de nos bons sujets de nos Pays-Bas, que pour nous demander notre protection royale contre ceux qui voudroient troubler ladite navigation et commerce (1). Sur quoy nous voulons bien vous faire cette, pour

(1) Dans leur remontrance, les états remerciaient d'abord l'Empereur de l'octroi par lequel il avait établi la compagnie des Indes. « Cet octroi (disaient-ils), lequel renferme une marque si signalée des soins paternels et infatigables de V. M. I. et C. pour le salut des Pays-Bas, l'ancien patrimoine de sa maison très-auguste, fait le principal sujet de leur consolation, et la plus solide espérance d'un sort plus fortuné pour le négoce à venir : car rien ne peut être plus convenable à prévenir leur ruine entière, que le bénéfice qu'ils doivent attendre de ce commerce aux Indes, par lequel ils ont lieu d'espérer de pouvoir peu à peu contrebalancer en quelque manière les pertes continuelles que leur cause le commerce qu'ils ont avec les pro-

vous faire connoître que, jointes à vos instances celles de l'assemblée générale des intéressez dans ladite compagnie, nous avons reçu favorablement les supplications qu'elle nous a fait faire par ses députez tendantes à la même fin, ayant, entre autres points qui regardent la sûreté et l'avantage de cette navigation et commerce, résolu et ordonné d'assurer de nouveau, en notre nom, les directeurs de la même compagnie de notre protection royale en tout ce qui peut conduire à son affermisement et utilité, puisque, comme nous n'avons rien plus à cœur que la con-

» vines de Hollande et de Zélande, vers où ils voient sortir journellement
» les deniers les plus clairs de leurs revenus, par l'achat de toutes sortes
» d'épices, drogues, sucre, sel, etc., et singulièrement d'une abondance
» excessive de poissons, tant frais, que sec et salé. »

Rappelant ensuite les démarches que les directeurs de la compagnie des Indes orientales, en Hollande, ne cessaient de faire près des états généraux, afin que la république s'opposât, même par les voies de fait, à l'établissement de la compagnie d'Ostende, les états de Brabant déclaraient à l'Empereur que, s'il révoquait l'octroi qu'il avait accordé, « il dépouillerait ses bons et fidèles
» sujets d'un droit de la nature et des gens auquel ils n'avoient jamais re-
» noncé, et lequel leur avoit été bien expressément confirmé par l'art. 13 de
» le Joyeuse-Entrée. »

Comme la compagnie hollandaise invoquait les traités existants entre la république et l'Empereur, les états demandaient « si les seigneurs états gé-
» néraux avoient rempli tous les engagements dans lesquels ils étoient entrés,
» au regard et pour la conservation des Pays-Bas, par le traité d'alliance
» conclu à La Haye, le 30 d'août 1673, avec feu le roi Charles II, par lequel
» traité LL. HH. PP., pénétrées des sentiments d'une juste reconnaissance,
» s'étoient obligées, art. 16, de ne point faire la paix avec le roi très-chrétien,
» que S. M. C. ne fût remise en la possession de toutes les villes, places et
» pays qui lui avoient été enlevés depuis le traité des Pyrénées, fait en 1659,
» et, art. 18, de céder et donner à S. M. C. la ville de Maestricht, avec le
» comté de Vroenhoven et ses dépendances. »

Les états terminaient, en suppliant l'Empereur, au cas que les Hollandais fissent « quelque injustice, injure ou mauvais traitement » à la nouvelle compagnie, d'autoriser le gouvernement des Pays-Bas à interdire tout commerce avec eux.

servation et la prospérité de tous nos royaumes et États en général, nous dirigerons toujours nos soins paternels au bien de ces pays en particulier, et tâcherons de procurer à de si bons et fidèles vassaux et sujets tous les avantages possibles : nous promettant que vous continuerez à nous donner les mêmes marques de fidélité, zèle et attachement que vous avez fait paroître jusqu'à présent pour notre service, et pour le bien de votre patrie. A tant, très-révérands, révérends pères en Dieu, nobles, chers et féaux, chers et bien aimez, Notre-Seigneur vous ait en sa sainte garde. De Vienne, le 17 janvier 1725. **PRIN^s DE CARD^{na} P^s v^t.**

CHARLES.

Par l'Empereur et Roy :

A.-F. DE KURZ.

Suscription : Aux très-révérands, révérends pères en Dieu, nobles, chers et féaux, chers et bien aimez, les états de notre pays et duché de Brabant.

Archives des états de Brabant : reg. *Lettres des souverains aux états*, et Registre aux résolutions de 1725.

C.

CHARLES VI AUX ÉTATS DES DIFFÉRENTES PROVINCES.

Il les informe que, ayant agréé la démission du prince Eugène de Savoie, il a nommé gouvernante générale des Pays-Bas l'archiduchesse Marie-Élisabeth, sa sœur, et que, en attendant son arrivée, le comte de Daun remplira les fonctions de lieutenant, gouverneur et capitaine général *ad interim*.

Vienne, 27 janvier 1725.

L'EMPEREUR ET ROY.

..... Ayant agréé la démission que le prince Eugène de Savoie a faite du gouvernement général de nos Pais-Bas, nous

avons cru que nous ne pouvions donner une marque plus certaine et plus éclatante du soin et de l'amour paternel que nous avons pour nos bons et fidels sujets d'iceux païs, qu'en choisissant une personne de notre sang pour les gouverner : ensuite de quoy, nous avons nommé et établi pour gouvernante générale des mêmes païs la sérénissime archiduchesse Marie-Élisabeth, notre très-chère et très-aimée sœur (1). Mais, la présente saison et les dispositions à faire pour son départ ne lui permettant pas de s'y rendre d'abord, nous avons nommé et commis pour notre lieutenant, gouverneur et capitaine général de nosdits païs, en *interim*, notre très-cher et féal cousin Virric-Philippe, comte de Daun, prince de Thiano, chevalier de notre ordre de la Toison d'Or, notre conseiller d'État actuel intime, général, mareschal de camp de nos armées, intendant général des arsenaux, colonel d'un régiment d'infanterie, colonel et gouverneur de notre ville de Vienne (2). Nous voulons bien vous donner part de cette notre disposition royale, vous requérans et ordonnans en même temps, tant en général qu'en particulier, de reconnaître la susdite sérénissime archiduchesse Marie-Élisabeth, notre très-chère et très-aimée sœur, pour gouvernante générale, et, en attendant son arrivée, ledit comte de Daun pour notre lieutenant, gouverneur et capitaine général, par les témoignages de respect et obéissance que vous êtes accoutumés de rendre à celui qui représente notre personne. Et, comme vous pouvez vous assurer que, nonobstant les travaux qui nous incombent, nous sommes recherchant tous les moyens possibles pour vous procurer tout le soulagement et prospérité, aussi nous nous promettons, du zèle et promptitude que vous avez toujours témoigné à tout ce qui

(1) Les patentes de l'Archiduchesse ne sont que du 1^{er} septembre 1725; mais l'Empereur avait fait connaître au conseil suprême des Pays-Bas qu'il conférerait le gouvernement de ces provinces à sa sœur, par un décret du 9 décembre 1724.

(2) Les patentes du comte de Daun sont du 27 janvier 1725.

s'est présenté de notre service, que vous le continuerez, ainsi que nous vous exhortons par cette, notamment dans la conjoncture présente que la nécessité y oblige pour la conservation de nosdits pais. A tant, etc., Notre-Seigneur vous ait en sa sainte garde. De Vienne, le 27 de janvier 1725. PRIN^e DE CARD^{na} P^s v^t.

CHARLES.

Par l'Empereur et Roy :

A.-F. DE KURZ.

Archives de la chancellerie des Pays-Bas : Registre aux dépêches de 1723 à 1725, fol. 94.
— Archives des états de Brabant : *Lettres des souverains aux états*, et Registre aux résolutions de l'année 1725.

CI.

CHARLES VI AUX ÉTATS DES DIFFÉRENTES PROVINCES.

Il les remercie de la manière dont ils ont accepté la pragmatique sanction, et les assure du soin et de l'attention paternelle qu'il donnera à leurs intérêts.

Vienne, 10 mars 1725.

L'EMPEREUR ET ROY.

..... Rapport nous ayant été fait de la satisfaction et gratitude avec lesquelles vous avez accepté et reconnu la règle et ordre de succession indivisible de tous nos royaumes, États et provinces héréditaires que nous avons trouvé convenir d'établir pour le bien et l'avantage de nos bons vassaux et sujets, et pour le repos et tranquillité de la chrétienté (1), nous voulons bien,

(1) On peut consulter, dans les *Mémoires de l'Académie royale de Belgique*, t. XX, notre *Mémoire sur l'acceptation et la publication, aux Pays-Bas, de la pragmatique sanction de l'empereur Charles VI*.

par cette, vous en marquer notre agrément royal, vous assurant que nous aurons toujours à cœur la conservation de si zélés et fidèles sujets, et que, dans toutes les occasions qui se présenteront, nous ne manquerons pas de vous donner des preuves du soin et de l'attention paternelle que nous avons pour tout ce qui peut conduire à votre soulagement et prospérité, persuadés que vous continuerez toujours à nous donner des marques de votre attachement et promptitude pour notre service et pour le bien de votre patrie. A tant, etc. De Vienne, le 10 mars 1725.

CHARLES.

Archives de la chancellerie des Pays-Bas : Registre aux dépêches de 1723 à 1725, fol. 94 v^o. — Archives des états de Brabant : Registre aux résolutions de 1725. — Archives des états de Hainaut : laye IV, vol. 2.

CII.

CHARLES VI AUX ÉTATS DES DIFFÉRENTES PROVINCES.

Il leur demande un subside extraordinaire, pour l'aider à soutenir la guerre en Italie et dans l'Empire (1).

Vienne, 27 août 1735.

L'EMPEREUR ET ROY.

..... La guerre injuste et violente par laquelle je me trouve attaqué en Italie et dans l'Empire, exigeant des dépenses beau-

(1) Ce secours extraordinaire fut, pour toutes les provinces, de 1,680,000 florins de Brabant. L'Archiduchesse en fit faire la demande : aux états de

coup au delà des revenus ordinaires de mes roiaumes et États, leur zèle et leur fidélité à toute épreuve les a fait et les fait contribuer des sommes considérables au delà des charges ordinaires, quoique ces mêmes charges ordinaires ne leur soient pas moins onéreuses et pénibles que celles que jusqu'ici, par votre zèle et votre fidélité inviolable, vous avez accordées annuellement pour l'entretien de celles de mes troupes existantes et assignées en mes Pais-Bas, et pour les autres besoins internes dudit pays.

Votre situation et celle de mes finances là-bas m'ont porté non-seulement à ne pas chercher jusqu'ici un secours, pour la présente guerre, dans votre zèle et attachement à mon service, mais aussi à faire examiner avec soin tous les moïens de remédier à la grande courtresse de mes finances aux Pais-Bas, et d'y soulager et avantager mes fidèles sujets. Ce soin paternel m'occupe encore tout entier, et j'y pourvoirai successivement, et à mesure que le temps et les circonstances des affaires publiques le pourront permettre.

Mais, les entreprises de mes ennemis étant parvenues au point que je me trouve obligé de faire les efforts les plus considérables pour les repousser, et pour me ressaisir de ceux de mes États héréditaires qu'ils ont violemment occupés, afin de garantir par là tous mes fidèles sujets de leurs violentes et injustes invasions, et afin de parvenir par la force des armes à une paix solide et honorable, je dois être persuadé que mes fidèles sujets

Brabant, par le chancelier du duché, le vicomte d'Haegen; aux états de Luxembourg, par le prince de Rubempré; aux états de Limbourg, par le comte de Coloma, chef et président du conseil privé; aux états de Gueldre, par le chancelier du conseil Van Lom; aux états de Flandre, par le comte de Harrach, son grand maître et premier ministre; aux états de Hainaut, par le prince de Ligne; aux états de Namur, par le comte de Maldeghem; aux états de Tournai et Tournaisis, par le grand bailli; aux états de Malines, par le président du grand conseil, Van Volden.

Tous les états consentirent, et firent à l'Empereur des réponses pleines de dévouement et de zèle.

aux Pais-Bas, non moins remplis de zèle et fidélité que ceux de tous mes autres royaumes et pais héréditaires, postposeront toutes considérations particulières à celle du bien de la cause commune de tous mes États, et à celle de mon service et de ma gloire, et que par ainsi ils concourront avec joye à contribuer, de leur part, aux présents besoins, en considérant la bonté paternelle avec laquelle (content, jusqu'ici, qu'ils aient contribué aux besoins internes du Pais-Bas) je n'ai encore demandé d'eux aucun secours extraordinaire pour le bien général de mes affaires, et j'ai fait pourvoir d'ailleurs à la subsistance du corps extraordinaire de troupes que j'ai envoyé ci-devant à Luxembourg, pour d'autant plus éviter tout ce qui auroit pu être de quelque surcharge à mes fidèles sujets aux Pais-Bas.

C'est dans cette attente et persuasion, que j'ai chargé madame ma très-chère et très-aimée sœur la sérénissime Archiduchesse, gouvernante générale de mes Pais-Bas, d'y faire demander, de ma part et en mon nom, de toutes les provinces, un secours extraordinaire proportionné aux grands et pressans besoins de la présente guerre. *Et, comme vous avez, en toute occasion qui s'est présentée de mon service, fait paroître votre zèle, et spécialement en remboursant si utilement les sommes considérables qui étoient dues aux états généraux sur le produit des postes, et sur celui du bureau d'entrée et sortie au fort S^t-Philippe sur l'Escaut, et sur quelques autres, et par l'arrangement des mesures pour la décharge de mes domaines, lesquelles je m'attends de savoir bientôt parvenues à leur perfection par le concours du tiers état en cette affaire, qui intéresse si fort le bien de mon service et celui de mes fidèles sujets, ainsi je compte aussi que vous donnerez en ceci l'exemple à tous les autres, et ne ferez faute de me donner en cette occasion une nouvelle, réelle et véritable preuve de votre fidélité, zèle et attachement pour ma personne et pour mon roïal service, en portant non-seulement votre consentement à votre quote-part en ce secours extraordinaire, mais en le portant aussi sans longueur et aussi promptement que le pressant besoin et la*

subsistance de mes armées le requiert, et en réfléchissant que la nécessité est si urgente, que le principal et meilleur effet de ce secours consiste dans une grande promptitude, dépouillée de toutes les longueurs et délais qui pourroient retarder votre consentement, ou l'effet d'icelui.

Au moien de quoi, vous me donnerez d'autant plus l'occasion de procurer à mes fidèles sujets des Pais-Bas, spécialement à votre province, et à chacun de vous en particulier, les avantages que des sujets aussi fidèles et aussi zélés que vous peuvent attendre et espérer de ma tendresse vraiment paternelle (1). A tant, etc.,

(1) Le long passage imprimé ici en italique ne se trouve que dans la lettre écrite aux états de Brabant. Dans celle que reçurent les états de Limbourg, de Gueldre, de Flandre, de Tournai, de Tournaisis et de Malines, il était remplacé par le suivant :

« Et je m'attends que, pour ce qui concerne votre quote-part en ce secours extraordinaire, vous me donnerez, en cette occasion, par un consentement fructueux et aussi prompt que la nécessité urgente de la subsistance de mes armées le requiert, une preuve réelle et efficace de votre véritable fidélité, zèle et attachement pour ma personne et pour mon roïal service : par où vous me donnerez d'autant plus l'occasion de procurer à mes fidèles sujets des Pais-Bas, spécialement à votre province, et à chacun de vous en particulier, les avantages que des sujets aussi fidèles et aussi zélés que vous peuvent et doivent attendre et espérer de ma tendresse vraiment paternelle. »

Aux états de Luxembourg l'Empereur disait :

« Et comme, principalement pour votre conservation, j'ai fait la dépense d'envoyer, pendant longtems, des sommes considérables pour l'entretien du corps extraordinaire des troupes que j'ai tenues ci-devant chez vous pour la sûreté de la ville de Luxembourg et de toute la province, et que, par là, ainsi que par les sommes immenses que du reste des Pais-Bas on apporte, depuis si longtems, chez vous, pour l'entretien d'une nombreuse garnison, et pour mettre ma bonne ville de Luxembourg dans un entier état de sûreté et de défense, votre province jouit, depuis tant d'années, du bénéfice des sommes si considérables qui se dépensent chez vous, j'ai non-seulement enjoint à madame ma très-chère et très-aimée sœur la sénéissime Archiduchesse, gouvernante générale de mes Pais-Bas, de vous faire demander votre

Notre-Seigneur vous ait en sa sainte garde. De Vienne, ce
27 août 1735. Roc^u v^t.

CHARLES.

Par l'Empereur et Roy :

LE BARON DE KURZ.

Archives de la chancellerie des Pays-Bas : Registre
aux dépêches de 1735 et 1736, fol. 46-48. — Ar-
chives des états de Brabant : reg. *Lettres des souve-
rains aux états*, et Registre aux résolutions de 1735.
— Archives des états de Hainaut : *Actes des états*,
t. XLVIII, fol. 241.

quote-part en ce secours extraordinaire, mais encore, au-dessus de cette
quote-part, une augmentation de secours proportionnée à la situation de
votre province, et aux grands bénéfices dont elle jouit depuis si longtems.
Et je m'attens que, non-seulement pour ce qui concerne votre quote-part
en ce secours extraordinaire, mais aussi en ce qui concerne ladite augmen-
tation de secours, vous me donnerez, en cette occasion, etc. (*ut supra*). »

Enfin, il s'exprimait ainsi dans la lettre adressée aux états de Hainaut :

« Et le zèle avec lequel vous vous êtes chargés, en dernier lieu, de la
levée, sur votre crédit, de deux millions et demi, argent de change de Bra-
bant, que je vous avois fait demander sur l'excroissance des moiens courans
de votre province, fait que je m'attens que vous emploierez non-seulement
tous les moiens imaginables pour parachever la levée de ces deniers, avec
autant de promptitude que le bien et la nécessité du service le requiert,
mais qu'aussi, pour ce qui concerne votre quote-part en ce secours extraor-
dinaire, vous me donnerez, en cette occasion, etc. (*ut supra*). »

CIII.

CHARLES VI A L'ÉTAT ECCLÉSIASTIQUE DES
DIFFÉRENTES PROVINCES (1).

Il leur demande un don gratuit pour la défense de la Hongrie contre les attaques éventuelles des Turcs.

Vienne, 12 septembre 1736.

L'EMPEREUR ET ROY.

Très-révérands, révérends pères en Dieu, vous m'avez donné tant de marques visibles et réelles de votre zèle et attachement pour ma personne et pour mon royal service, que je suis persuadé qu'il n'est pas besoin d'aucune exhortation, pour vous

(1) Le pape avait, par des bulles, accordé trois fois à l'Empereur, pour l'entretien des forteresses de la Hongrie, la dîme de tous les revenus du clergé dans ses États héréditaires, et chaque fois pour un terme de cinq années consécutives. Ces bulles ne furent pas mises à exécution aux Pays-Bas, par deux motifs: 1° pour éviter que, dans la suite, la cour de Rome n'élevât des prétentions d'autorité et de droit de collecte sur le clergé de ces provinces; 2° parce que celui-ci y résistait, se fondant sur ce qu'il contribuait dans les charges de l'État, à l'égal des laïques. Charles VI crut qu'il pouvait, au moins, lui demander un don gratuit, qu'il fixa à 500,000 florins, et il chargea l'archiduchesse Marie-Élisabeth, par une dépêche du 12 septembre 1736, de faire faire cette demande à l'état ecclésiastique, dans chaque province.

Outre la lettre circulaire que nous donnons ici, l'Empereur écrivit au cardinal archevêque de Malines et aux évêques, pour qu'ils secondassent l'Archiduchesse auprès du clergé de leur diocèse respectif.

Ce monarque crut devoir aussi exciter le zèle du premier ministre de l'Archiduchesse, le comte Frédéric de Harrach.

La négociation dont le gouvernement des Pays-Bas était chargé, présentait en effet assez de difficulté, pour que le succès en fût envisagé comme problématique. « L'unique grâce (disait le comte de Harrach à l'Empereur,

porter à concourir, de toutes vos forces et crédits, à tout ce par où vous croirez pouvoir donner des preuves réelles de ce zèle. Aussi celle-ci tend-elle moins à vous exhorter, qu'à vous faire connoître que j'ai chargé madame ma très-chère et très-aimée sœur l'Archiduchesse, gouvernante générale de mes Pays-Bas, de vous faire exposer, de ma part, que, la guerre que la Russie et la Perse soutiennent, avec un bonheur signalé de leurs armes, contre les Turcs, approchant insensiblement des frontières de mes États, et les revers et accidens fâcheux étant toujours à craindre dans le cours des guerres, il en pourroit arriver de telle nature, que le voisinage de cette guerre fourniroit occasion aux Turcs, les ennemis irréconciliables du nom chrétien, de tourner leurs armes contre mon royaume de Hongrie, dont les intérêts, joints à ceux de toute la chrétienté, exigent qu'usant des prévoyances possibles, je mette mes frontières à couvert de toute irruption, tant en faisant pousser avec chaleur les travaux des

» dans sa réponse du 25 septembre), l'unique grâce que j'ose demander à
 » V. M. avec l'instance la plus respectueuse, c'est de vouloir regarder cette
 » entreprise comme une des plus difficiles à effectuer, mais de vouloir en
 » même temps être persuadée que rien ne sera négligé, de la part du minis-
 » tère, aussi bien que de la mienne, pour en venir à bout; et, si elle réussit,
 » elle peut compter d'avance que nous ne le devons qu'à l'amour que ces
 » peuples ont pour sa sacrée personne, et à la confiance qu'ils ont en celle
 » de sa sérénissime sœur, à laquelle le clergé doit d'autant plus, que c'est
 » précisément sous son gouvernement, et par ses soins infatigables, que ces
 » pays-cy se trouvent autant que purgés de toutes les erreurs de nou-
 » veautés pernitiieuses en fait de religion, dont ils se trouvoient considéra-
 » blement infectés il y a onze à douze ans. L'union, la discipline ecclésiasti-
 » que et l'économie interne qui, à l'arrivée de Sadite Altesse Sérénissime,
 » paroissent presque bannies de certains chapitres et abbayes, se trouvent
 » la plupart établies par les soins que cette sérénissime princesse s'est
 » donnés à cet égard, de sorte qu'il ne nous manquera, à la vérité, pas de
 » motifs puissants pour porter le clergé à se prêter de bonne grâce à une
 » aussi juste demande : mais, comme il s'agit d'ouvrir icy une porte que le
 » clergé de ces pays-cy avoit trouvé le secret de tenir jusqu'astheure fermée,

fortifications de Belgrade et autres places frontières, qu'en rassemblant en Hongrie un corps considérable de troupes.

Vous, ainsi que généralement le clergé de mes autres États, avez contribué, avec mes sujets laïques, et tous avec un zèle égal, aux frais de la guerre qui jusqu'ici avoit été si frayeuse, ainsi qu'avec eux vous contribuez aux subsides ordinaires et autres charges publiques. Aujourd'hui le ciel a disposé toutes choses à une parfaite réconciliation entre les puissances chrétiennes; mais le voisinage d'une autre guerre qui pourroit attirer les armes ottomanes dans mes États, exige indispensablement toutes les dépenses nécessaires pour s'en garantir, et se mettre à couvert des surprises fatales à mes États et à toute la chrétienté. On ne peut pas tarder, et les moindres délais pourroient causer des dangers irréremédiables.

C'est là une occasion qui intéresse particulièrement la piété et la religion du clergé; c'est là où vous, qui êtes les ministres de la religion, pouvez et devez donner des marques éclatantes du zèle qu'elle vous inspire, et c'est à cette occasion que, dans un tems que, par d'autres voies et circonstances, le clergé de mes autres États héréditaires fournit et paye le dixième de ses revenus, depuis plusieurs années, pour l'entretien et la réparation des forteresses de l'Hongrie, et spécialement pour la fortification de Belgrade, par-dessus toutes les autres charges publiques qu'il supporte également avec les laïques, je n'ai pas voulu

» malgré les sanglantes guerres que V. M. et ses glorieux prédécesseurs ont
» essuyé contre les Turques, l'affaire en sera d'autant plus difficile »

Je n'ai pas trouvé les actes de cette négociation; mais il est constant que le résultat n'en répondit pas tout à fait aux vœux de l'Empereur. Voici ce que ce monarque écrivait, le 5 septembre 1759, à l'archiduchesse Marie-Élisabeth : « Lors de la demande d'un don gratuit au clergé des Pays-Bas, » les ecclésiastiques s'y sont portés, et si lentement, et si mincément, qu'ils » semblent n'avoir guère considéré l'attention que j'ai de ne pas chercher les moyens de faire valoir, à leur charge, les bulles de notre saint père le » pape..... »

avoir recours qu'à votre propre zèle et piété, pour obtenir de votre consentement un don gratuit du clergé, qui puisse servir de secours dans les besoins auxquels la religion est si intéressée. Madame ma très-chère et très-aimée sœur l'Archiduchesse, gouvernante générale de mes Pays-Bas, vous fera donc demander, en mon nom royal, un don gratuit et secours extraordinaire à fournir par tout le clergé séculier et régulier de toute la province de..... (tout le pays de.....), dans lequel, comme état ecclésiastique d'icelle (d'icelui), vous représentez tout le clergé.

Ce seroit vous faire tort, que de douter un instant du zèle et de la promptitude avec lesquels vous porterez votre consentement, pour vous et tout le clergé de ladite province (dudit pays), au don gratuit que Sa dite Altesse vous fera ainsi demander, en mon nom royal, et auquel je m'attends tellement de votre zèle et piété, que je ne doute pas d'être au plus tôt informé de votre consentement, et des mesures solides que vous aurez prises pour en faire entrer avec succès et promptitude les deniers. Vous ferez par là une œuvre agréable à Dieu, utile à la religion, édifiante pour le public (qui, pendant vos délibérations, aura les yeux ouverts sur vous), et entièrement conforme au zèle et à la piété naturelle et propre de votre caractère ecclésiastique. Vous marquerez en même tems de plus en plus votre attachement inviolable et votre zèle pour ma personne et pour le bien de mon service. Et, ainsi que je ne négligerai rien de tout ce qui pourra procurer le bien et l'avantage général de mes fidèles sujets aux Pays-Bas, je serai également attentif à procurer au clergé en général, et à chacun de vous et de vos églises en particulier, tous les avantages qu'un pareil zèle peut mériter. A tant, très-révérands, révérends pères en Dieu, Notre-Seigneur vous ait en sa sainte garde. De Vienne, ce 12 septembre 1736.

CHARLES.

Archives de la chancellerie des Pays-Bas : Registre aux dépêches de 1736-1737, p. 25.

fortifications de Belgrade et autres
assemblant en Hongrie un corps con-

Vous, ainsi que généralement
avez contribué, avec mes su- **IS DE BRABANT ET DE**
égal, aux frais de la guerr- **ANDRE (1).**

ainsi qu'avec eux vous
autres charges public- contre les Turcs l'engagent à leur demander de
choses à une parfa- de quatre millions, argent de change, dont les
tiennes; mais le- le capital remboursé par les princes et états de Silésie.
les armes ott- levée en Hollande; mais, les états généraux y ayant
toutes les d- pour les Pays-Bas, il a préféré faire appel au zèle

Vienne, 14 février 1738.

couvert

On ne

des

L'EMPEREUR ET ROY.

*Comme, dans mes pressans besoins, vous avez, en tout
temps et occasion, témoigné votre zèle pour mon royal service,
principalement à l'occasion du remboursement des sommes con-
sidérables que les Provinces-Unies avoient sur la Marie et autres*

(1) L'Empereur avait écrit, le 9 janvier, à l'archiduchesse Marie-Élisabeth,
pour que, au moyen du crédit des états de Brabant et de Flandre, soit con-
jointement, soit séparément, ou de quelque autre corps, ou même des parti-
culiers, elle trouvât à emprunter quatre millions de florins, à l'intérêt annuel
de quatre pour cent, qui seraient remboursés en vingt-huit années, sous la
garantie des princes et états de Silésie.

La gouvernante appela le conseil d'État à délibérer sur cette communication.
La chose parut au conseil sujette à beaucoup de difficultés : il fut d'avis, en
tout cas, de la proposer, non pas seulement aux états de Brabant et de
Flandre, mais à ceux de toutes les provinces, en réduisant à quinze années
le terme fixé pour le remboursement.

L'Empereur consentit à cette réduction; mais il persista, ainsi que la
conférence ministérielle, à laquelle il en avait référé, à croire qu'il valait
mieux ne négocier l'emprunt qu'avec les états de Brabant et de Flandre.
Néanmoins, comme déjà l'Archiduchesse avait convoqué les états des diffé-
rentes provinces pour le 23 février, il écrivit à chacun de ces corps, s'en re-
mettant à sa sœur du soin de négocier l'affaire sur le pied qu'elle jugerait le

domaines et finances de mes Pays-Bas, et encore (2)
de guerre que j'ai été obligé de soutenir tant en
in, au moyen de contribuer avec prompti-
rt ès aides et subsides ordinaires et extra-
secourir et faire subsister mes armées, et par-
x qui puisse faire votre bonheur et celui de tous
sujets, je ne puis douter que vous ne tâchiez, par tous
as possibles, de faire valoir ce même zèle, à l'occasion de
guerre dans laquelle je me trouve engagé contre l'ennemi
commun de la chrétienté, pour que je sois en état de repousser
leurs efforts, et de les obliger par mes armes à faire une paix
telle qui puisse procurer la sûreté de mes États et celle de toute
la chrétienté.

Avant que de m'adresser aux états de mes provinces héréditaires des Pays-Bas, j'ai considéré leur situation présente, et la nécessité qu'il y a d'y rétablir mes domaines et finances, le commerce de mes sujets, et de concourir de toutes mes forces à leur bonheur commun et conservation.

Loin donc que ma royale intention soit de vous demander des subsides et secours extraordinaires, ou de diminuer et surcharger les revenus de mes domaines et finances des Pays-Bas, assez chargés d'ailleurs, je me suis adressé aux princes et états de Silésie, afin que ceux-ci accorderoient un fonds sûr et suffisant pour la levée de quatre millions de florins de Brabant, argent de change, et tel qu'il puisse servir non-seulement pour payer annuellement les intérêts, mais aussi, tous les ans, la quinzième part du capital, en remettant, à cet effet, de trois en trois mois, même toujours par anticipation de trois mois, telle

plus convenable. C'est ce qui explique les variantes de la lettre adressée aux états de Brabant et de Flandre, avec celle que les autres états reçurent.

En définitive, l'Archiduchesse s'adressa aux états de toutes les provinces, et il n'y en eut pas qui refusassent leur consentement.

(1) Le passage imprimé ici en *italique* fut supprimé dans la lettre écrite aux états de Flandre.

CIV.

CHARLES VI AUX ÉTATS DE BRABANT ET DE
FLANDRE (1).

Les besoins où le met la guerre contre les Turcs l'engagent à leur demander de prêter leur crédit, pour la levée de quatre millions, argent de change, dont les intérêts seront acquittés et le capital remboursé par les princes et états de Silésie. — Cette somme eût pu être levée en Hollande; mais, les états généraux y ayant mis des conditions onéreuses pour les Pays-Bas, il a préféré faire appel au zèle de ses sujets.

Vienne, 14 février 1738.

L'EMPEREUR ET ROY.

..... Comme, dans mes pressans besoins, vous avez, en tout temps et occasion, témoigné votre zèle pour mon royal service, principalement à l'occasion du remboursement des sommes considérables que les Provinces-Unies avoient sur la Marie et autres

(1) L'Empereur avait écrit, le 9 janvier, à l'archiduchesse Marie-Élisabeth, pour que, au moyen du crédit des états de Brabant et de Flandre, soit conjointement, soit séparément, ou de quelque autre corps, ou même des particuliers, elle trouvât à emprunter quatre millions de florins, à l'intérêt annuel de quatre pour cent, qui seraient remboursés en vingt-huit années, sous la garantie des princes et états de Silésie.

La gouvernante appela le conseil d'État à délibérer sur cette communication. La chose parut au conseil sujette à beaucoup de difficultés : il fut d'avis, en tout cas, de la proposer, non pas seulement aux états de Brabant et de Flandre, mais à ceux de toutes les provinces, en réduisant à quinze années le terme fixé pour le remboursement.

L'Empereur consentit à cette réduction; mais il persista, ainsi que la conférence ministérielle, à laquelle il en avait référé, à croire qu'il valait mieux ne négocier l'emprunt qu'avec les états de Brabant et de Flandre. Néanmoins, comme déjà l'Archiduchesse avait convoqué les états des différentes provinces pour le 23 février, il écrivit à chacun de ces corps, s'en remettant à sa sœur du soin de négocier l'affaire sur le pied qu'elle jugerait le

revenus de mes domaines et finances de mes Pays-Bas, et encore (2) dans cette dernière guerre que j'ai été obligé de soutenir tant en Italie que sur le Rhin, au moyen de contribuer avec promptitude votre quote et part ès aides et subsides ordinaires et extraordinaires, afin de secourir et faire subsister mes armées, et parvenir à une paix qui puisse faire votre bonheur et celui de tous mes fidèles sujets, je ne puis douter que vous ne tâchiez, par tous les soins possibles, de faire valoir ce même zèle, à l'occasion de la guerre dans laquelle je me trouve engagé contre l'ennemi commun de la chrétienté, pour que je sois en état de repousser leurs efforts, et de les obliger par mes armes à faire une paix telle qui puisse procurer la sûreté de mes États et celle de toute la chrétienté.

Avant que de m'adresser aux états de mes provinces héréditaires des Pays-Bas, j'ai considéré leur situation présente, et la nécessité qu'il y a d'y rétablir mes domaines et finances, le commerce de mes sujets, et de concourir de toutes mes forces à leur bonheur commun et conservation.

Loin donc que ma royale intention soit de vous demander des subsides et secours extraordinaires, ou de diminuer et surcharger les revenus de mes domaines et finances des Pays-Bas, assez chargés d'ailleurs, je me suis adressé aux princes et états de Silésie, afin que ceux-ci accorderoient un fonds sûr et suffisant pour la levée de quatre millions de florins de Brabant, argent de change, et tel qu'il puisse servir non-seulement pour payer annuellement les intérêts, mais aussi, tous les ans, la quinzième part du capital, en remettant, à cet effet, de trois en trois mois, même toujours par anticipation de trois mois, telle

plus convenable. C'est ce qui explique les variantes de la lettre adressée aux états de Brabant et de Flandre, avec celle que les autres états requrent.

En définitive, l'Archiduchesse s'adressa aux états de toutes les provinces, et il n'y en eut pas qui refusassent leur consentement.

(1) Le passage imprimé ici en *italique* fut supprimé dans la lettre écrite aux états de Flandre.

CIV.

CHARLES VI AUX ÉTATS DE BRABANT ET DE
FLANDRE (1).

Les besoins où le met la guerre contre les Turcs l'engagent à leur demander de prêter leur crédit, pour la levée de quatre millions, argent de change, dont les intérêts seront acquittés et le capital remboursé par les princes et états de Silésie. — Cette somme eût pu être levée en Hollande; mais, les états généraux y ayant mis des conditions onéreuses pour les Pays-Bas, il a préféré faire appel au zèle de ses sujets.

Vienne, 14 février 1738.

L'EMPEREUR ET ROY.

..... Comme, dans mes pressans besoins, vous avez, en tout temps et occasion, témoigné votre zèle pour mon royal service, principalement à l'occasion du remboursement des sommes considérables que les Provinces-Unies avoient sur la Marie et autres

(1) L'Empereur avait écrit, le 9 janvier, à l'archiduchesse Marie-Élisabeth, pour que, au moyen du crédit des états de Brabant et de Flandre, soit conjointement, soit séparément, ou de quelque autre corps, ou même des particuliers, elle trouvât à emprunter quatre millions de florins, à l'intérêt annuel de quatre pour cent, qui seraient remboursés en vingt-huit années, sous la garantie des princes et états de Silésie.

La gouvernante appela le conseil d'État à délibérer sur cette communication. La chose parut au conseil sujette à beaucoup de difficultés : il fut d'avis, en tout cas, de la proposer, non pas seulement aux états de Brabant et de Flandre, mais à ceux de toutes les provinces, en réduisant à quinze années le terme fixé pour le remboursement.

L'Empereur consentit à cette réduction; mais il persista, ainsi que la conférence ministérielle, à laquelle il en avait référé, à croire qu'il valait mieux ne négocier l'emprunt qu'avec les états de Brabant et de Flandre. Néanmoins, comme déjà l'Archiduchesse avait convoqué les états des différentes provinces pour le 23 février, il écrivit à chacun de ces corps, s'en remettant à sa sœur du soin de négocier l'affaire sur le pied qu'elle jugerait le

revenus de mes domaines et finances de mes Pays-Bas, et encore (2) dans cette dernière guerre que j'ai été obligé de soutenir tant en Italie que sur le Rhin, au moyen de contribuer avec promptitude votre quote et part ès aides et subsides ordinaires et extraordinaires, afin de secourir et faire subsister mes armées, et parvenir à une paix qui puisse faire votre bonheur et celui de tous mes fidèles sujets, je ne puis douter que vous ne tâchiez, par tous les soins possibles, de faire valoir ce même zèle, à l'occasion de la guerre dans laquelle je me trouve engagé contre l'ennemi commun de la chrétienté, pour que je sois en état de repousser leurs efforts, et de les obliger par mes armes à faire une paix telle qui puisse procurer la sûreté de mes États et celle de toute la chrétienté.

Avant que de m'adresser aux états de mes provinces héréditaires des Pays-Bas, j'ai considéré leur situation présente, et la nécessité qu'il y a d'y rétablir mes domaines et finances, le commerce de mes sujets, et de concourir de toutes mes forces à leur bonheur commun et conservation.

Loin donc que ma royale intention soit de vous demander des subsides et secours extraordinaires, ou de diminuer et surcharger les revenus de mes domaines et finances des Pays-Bas, assez chargés d'ailleurs, je me suis adressé aux princes et états de Silésie, afin que ceux-ci accorderoient un fonds sûr et suffisant pour la levée de quatre millions de florins de Brabant, argent de change, et tel qu'il puisse servir non-seulement pour payer annuellement les intérêts, mais aussi, tous les ans, la quinzième part du capital, en remettant, à cet effet, de trois en trois mois, même toujours par anticipation de trois mois, telle

plus convenable. C'est ce qui explique les variantes de la lettre adressée aux états de Brabant et de Flandre, avec celle que les autres états reçurent.

En définitive, l'Archiduchesse s'adressa aux états de toutes les provinces, et il n'y en eut pas qui refusassent leur consentement.

(1) Le passage imprimé ici en *italique* fut supprimé dans la lettre écrite aux états de Flandre.

CIV.

CHARLES VI AUX ÉTATS DE BRABANT ET DE
FLANDRE (1).

Les besoins où le met la guerre contre les Turcs l'engagent à leur demander de prêter leur crédit, pour la levée de quatre millions, argent de change, dont les intérêts seront acquittés et le capital remboursé par les princes et états de Silésie. — Cette somme eût pu être levée en Hollande; mais, les états généraux y ayant mis des conditions onéreuses pour les Pays-Bas, il a préféré faire appel au zèle de ses sujets.

Vienne, 14 février 1738.

L'EMPEREUR ET ROY.

..... Comme, dans mes pressans besoins, vous avez, en tout temps et occasion, témoigné votre zèle pour mon royal service, principalement à l'occasion du remboursement des sommes considérables que les *Provinces-Unies* avoient sur la *Marie* et autres

(1) L'Empereur avait écrit, le 9 janvier, à l'archiduchesse Marie-Élisabeth, pour que, au moyen du crédit des états de Brabant et de Flandre, soit conjointement, soit séparément, ou de quelque autre corps, ou même des particuliers, elle trouvât à emprunter quatre millions de florins, à l'intérêt annuel de quatre pour cent, qui seraient remboursés en vingt-huit années, sous la garantie des princes et états de Silésie.

La gouvernante appela le conseil d'État à délibérer sur cette communication. La chose parut au conseil sujette à beaucoup de difficultés : il fut d'avis, en tout cas, de la proposer, non pas seulement aux états de Brabant et de Flandre, mais à ceux de toutes les provinces, en réduisant à quinze années le terme fixé pour le remboursement.

L'Empereur consentit à cette réduction; mais il persista, ainsi que la conférence ministérielle, à laquelle il en avait référé, à croire qu'il valait mieux ne négocier l'emprunt qu'avec les états de Brabant et de Flandre. Néanmoins, comme déjà l'Archiduchesse avait convoqué les états des différentes provinces pour le 23 février, il écrivit à chacun de ces corps, s'en remettant à sa sœur du soin de négocier l'affaire sur le pied qu'elle jugerait le

revenus de mes domaines et finances de mes Pays-Bas, et encore (2) dans cette dernière guerre que j'ai été obligé de soutenir tant en Italie que sur le Rhin, au moyen de contribuer avec promptitude votre quote et part ès aides et subsides ordinaires et extraordinaires, afin de secourir et faire subsister mes armées, et parvenir à une paix qui puisse faire votre bonheur et celui de tous mes fidèles sujets, je ne puis douter que vous ne tâchiez, par tous les soins possibles, de faire valoir ce même zèle, à l'occasion de la guerre dans laquelle je me trouve engagé contre l'ennemi commun de la chrétienté, pour que je sois en état de repousser leurs efforts, et de les obliger par mes armes à faire une paix telle qui puisse procurer la sûreté de mes États et celle de toute la chrétienté.

Avant que de m'adresser aux états de mes provinces héréditaires des Pays-Bas, j'ai considéré leur situation présente, et la nécessité qu'il y a d'y rétablir mes domaines et finances, le commerce de mes sujets, et de concourir de toutes mes forces à leur bonheur commun et conservation.

Loin donc que ma royale intention soit de vous demander des subsides et secours extraordinaires, ou de diminuer et surcharger les revenus de mes domaines et finances des Pays-Bas, assez chargés d'ailleurs, je me suis adressé aux princes et états de Silésie, afin que ceux-ci accorderoient un fonds sûr et suffisant pour la levée de quatre millions de florins de Brabant, argent de change, et tel qu'il puisse servir non-seulement pour payer annuellement les intérêts, mais aussi, tous les ans, la quinzième part du capital, en remettant, à cet effet, de trois en trois mois, même toujours par anticipation de trois mois, telle

plus convenable. C'est ce qui explique les variantes de la lettre adressée aux états de Brabant et de Flandre, avec celle que les autres états reçurent.

En définitive, l'Archiduchesse s'adressa aux états de toutes les provinces, et il n'y en eut pas qui refusassent leur consentement.

(1) Le passage imprimé ici en *italique* fut supprimé dans la lettre écrite aux états de Flandre.

CIV.

CHARLES VI AUX ÉTATS DE BRABANT ET DE
FLANDRE (1).

Les besoins où le met la guerre contre les Turcs l'engagent à leur demander de prêter leur crédit, pour la levée de quatre millions, argent de change, dont les intérêts seront acquittés et le capital remboursé par les princes et états de Silésie. — Cette somme eût pu être levée en Hollande; mais, les états généraux y ayant mis des conditions onéreuses pour les Pays-Bas, il a préféré faire appel au zèle de ses sujets.

Vienne, 14 février 1758.

L'EMPEREUR ET ROY.

..... Comme, dans mes pressans besoins, vous avez, en tout temps et occasion, témoigné votre zèle pour mon royal service, principalement à l'occasion du remboursement des sommes considérables que les Provinces-Unies avoient sur la Marie et autres

(1) L'Empereur avait écrit, le 9 janvier, à l'archiduchesse Marie-Élisabeth, pour que, au moyen du crédit des états de Brabant et de Flandre, soit conjointement, soit séparément, ou de quelque autre corps, ou même des particuliers, elle trouvât à emprunter quatre millions de florins, à l'intérêt annuel de quatre pour cent, qui seraient remboursés en vingt-huit années, sous la garantie des princes et états de Silésie.

La gouvernante appela le conseil d'État à délibérer sur cette communication. La chose parut au conseil sujette à beaucoup de difficultés : il fut d'avis, en tout cas, de la proposer, non pas seulement aux états de Brabant et de Flandre, mais à ceux de toutes les provinces, en réduisant à quinze années le terme fixé pour le remboursement.

L'Empereur consentit à cette réduction; mais il persista, ainsi que la conférence ministérielle, à laquelle il en avait référé, à croire qu'il valait mieux ne négocier l'emprunt qu'avec les états de Brabant et de Flandre. Néanmoins, comme déjà l'Archiduchesse avait convoqué les états des différentes provinces pour le 23 février, il écrivit à chacun de ces corps, s'en remettant à sa sœur du soin de négocier l'affaire sur le pied qu'elle jugerait le

revenus de mes domaines et finances de mes Pays-Bas, et encore (2) dans cette dernière guerre que j'ai été obligé de soutenir tant en Italie que sur le Rhin, au moyen de contribuer avec promptitude votre quote et part ès aides et subsides ordinaires et extraordinaires, afin de secourir et faire subsister mes armées, et parvenir à une paix qui puisse faire votre bonheur et celui de tous mes fidèles sujets, je ne puis douter que vous ne tâchiez, par tous les soins possibles, de faire valoir ce même zèle, à l'occasion de la guerre dans laquelle je me trouve engagé contre l'ennemi commun de la chrétienté, pour que je sois en état de repousser leurs efforts, et de les obliger par mes armes à faire une paix telle qui puisse procurer la sûreté de mes États et celle de toute la chrétienté.

Avant que de m'adresser aux états de mes provinces héréditaires des Pays-Bas, j'ai considéré leur situation présente, et la nécessité qu'il y a d'y rétablir mes domaines et finances, le commerce de mes sujets, et de concourir de toutes mes forces à leur bonheur commun et conservation.

Loin donc que ma royale intention soit de vous demander des subsides et secours extraordinaires, ou de diminuer et surcharger les revenus de mes domaines et finances des Pays-Bas, assez chargés d'ailleurs, je me suis adressé aux princes et états de Silésie, afin que ceux-ci accorderoient un fonds sûr et suffisant pour la levée de quatre millions de florins de Brabant, argent de change, et tel qu'il puisse servir non-seulement pour payer annuellement les intérêts, mais aussi, tous les ans, la quinzième part du capital, en remettant, à cet effet, de trois en trois mois, même toujours par anticipation de trois mois, telle

plus convenable. C'est ce qui explique les variantes de la lettre adressée aux états de Brabant et de Flandre, avec celle que les autres états reçurent.

En définitive, l'Archiduchesse s'adressa aux états de toutes les provinces, et il n'y en eut pas qui refusassent leur consentement.

(1) Le passage imprimé ici en *italique* fut supprimé dans la lettre écrite aux états de Flandre.

CIV.

CHARLES VI AUX ÉTATS DE BRABANT ET DE
FLANDRE (1).

Les besoins où le met la guerre contre les Turcs l'engagent à leur demander de prêter leur crédit, pour la levée de quatre millions, argent de change, dont les intérêts seront acquittés et le capital remboursé par les princes et états de Silésie. — Cette somme eût pu être levée en Hollande; mais, les états généraux y ayant mis des conditions onéreuses pour les Pays-Bas, il a préféré faire appel au zèle de ses sujets.

Vienne, 14 février 1738.

L'EMPEREUR ET ROY.

..... Comme, dans mes pressans besoins, vous avez, en tout temps et occasion, témoigné votre zèle pour mon royal service, principalement à l'occasion du remboursement des sommes considérables que les Provinces-Unies avoient sur la Marie et autres

(1) L'Empereur avait écrit, le 9 janvier, à l'archiduchesse Marie-Élisabeth, pour que, au moyen du crédit des états de Brabant et de Flandre, soit conjointement, soit séparément, ou de quelque autre corps, ou même des particuliers, elle trouvât à emprunter quatre millions de florins, à l'intérêt annuel de quatre pour cent, qui seraient remboursés en vingt-huit années, sous la garantie des princes et états de Silésie.

La gouvernante appela le conseil d'État à délibérer sur cette communication. La chose parut au conseil sujette à beaucoup de difficultés : il fut d'avis, en tout cas, de la proposer, non pas seulement aux états de Brabant et de Flandre, mais à ceux de toutes les provinces, en réduisant à quinze années le terme fixé pour le remboursement.

L'Empereur consentit à cette réduction; mais il persista, ainsi que la conférence ministérielle, à laquelle il en avait référé, à croire qu'il valait mieux ne négocier l'emprunt qu'avec les états de Brabant et de Flandre. Néanmoins, comme déjà l'Archiduchesse avait convoqué les états des différentes provinces pour le 23 février, il écrivit à chacun de ces corps, s'en remettant à sa sœur du soin de négocier l'affaire sur le pied qu'elle jugerait le

revenus de mes domaines et finances de mes Pays-Bas, et encore (2) dans cette dernière guerre que j'ai été obligé de soutenir tant en Italie que sur le Rhin, au moyen de contribuer avec promptitude votre quote et part ès aides et subsides ordinaires et extraordinaires, afin de secourir et faire subsister mes armées, et parvenir à une paix qui puisse faire votre bonheur et celui de tous mes fidèles sujets, je ne puis douter que vous ne tâchiez, par tous les soins possibles, de faire valoir ce même zèle, à l'occasion de la guerre dans laquelle je me trouve engagé contre l'ennemi commun de la chrétienté, pour que je sois en état de repousser leurs efforts, et de les obliger par mes armes à faire une paix telle qui puisse procurer la sûreté de mes États et celle de toute la chrétienté.

Avant que de m'adresser aux états de mes provinces héréditaires des Pays-Bas, j'ai considéré leur situation présente, et la nécessité qu'il y a d'y rétablir mes domaines et finances, le commerce de mes sujets, et de concourir de toutes mes forces à leur bonheur commun et conservation.

Loin donc que ma royale intention soit de vous demander des subsides et secours extraordinaires, ou de diminuer et surcharger les revenus de mes domaines et finances des Pays-Bas, assez chargés d'ailleurs, je me suis adressé aux princes et états de Silésie, afin que ceux-ci accorderoient un fonds sûr et suffisant pour la levée de quatre millions de florins de Brabant, argent de change, et tel qu'il puisse servir non-seulement pour payer annuellement les intérêts, mais aussi, tous les ans, la quinzième part du capital, en remettant, à cet effet, de trois en trois mois, même toujours par anticipation de trois mois, telle

plus convenable. C'est ce qui explique les variantes de la lettre adressée aux états de Brabant et de Flandre, avec celle que les autres états reçurent.

En définitive, l'Archiduchesse s'adressa aux états de toutes les provinces, et il n'y en eut pas qui refusassent leur consentement.

(1) Le passage imprimé ici en *italique* fut supprimé dans la lettre écrite aux états de Flandre.

somme qui sera requise pour ponctuellement y satisfaire, et en formant les actes obligatoires sur ce pied.

A quoi lesdits princes et états ayant consenti, et assigné le fonds nécessaire, conformément à mes royales intentions, j'ay trouvé bon d'en donner part à S. A. ma très-chère et très-aimée sœur, pour qu'elle vous fasse assembler, et, par commissaire à députer de ma part, vous proposer de vouloir donner votre consentement à la prompte levée de cette somme, non-seulement pour votre quote et part, mais la somme entière, en prêtant votre seul nom et crédit, persuadé et convaincu, par l'expérience du passé, que non-seulement vous pourrez me rendre ce signalé et important service, mais aussi plus promptement et facilement, que si tous les autres états de mes provinces respectives voudroient y concourir, pour les raisons et inconvéniens dont S. A. S. ma très-chère et très-aimée sœur vous fera informer.

Je vous dirai donc, seulement, que je n'ai rien omis pour vous donner une sûreté réelle et immanquable sur des fonds dont le produit est plus que suffisant, eu égard que, chaque fois que la nécessité m'a obligé de faire des emprunts de cette nature chez les étrangers, principalement en Hollande, mes états de Silésie et ceux de ma chambre aulique des finances se sont exactement et ponctuellement acquittés de leur engagement, en payant et satisfaisant aux intérêts et capitaux, conformément aux actes obligatoires par eux délivrés.

Par conséquent, et à plus forte raison, notre royale intention est telle qu'avec la même exactitude, les crédiérentiers mes sujets reçoivent même plus ponctuellement, s'il fût possible, lesdits intérêts et capitaux, sur le pied d'anticipation proposé ci-dessus, et repris au projet donné par ceux de ma chambre aulique des finances, dont copie vous sera donnée par mon commissaire à députer.

On auroit pu lever et trouver cette somme en Hollande, et j'avois même des avis assurés, par mon ministre plénipotentiaire à La Haye, que les sujets hollandais y auroient volontiers employé leur argent, convaincus de la bonne foi avec laquelle mes

états de Silésie ont toujours agi envers eux en pareilles occasions : mais, ayant appris que les états généraux des Provinces-Unies n'avoient pas voulu permettre cette levée dans leurs États qu'à des conditions très-onéreuses et préjudiciables aux sujets de mes Pays-Bas, si avant que de demander des faveurs au delà de celles leur accordées par le traité de Barrière, je n'ai pas hésité d'un moment de les rejeter, et de prendre la résolution de m'adresser plutôt à mes états des Pays-Bas, et principalement à vous en particulier, persuadé et convaincu, par l'expérience, du passé, de votre zèle et attachement inviolable pour mon royal service, que vous ne manquerez pas de me donner, dans ces circonstances, des marques ultérieures de ce zèle, pour faire connoître auxdits étrangers que ce n'est pas aux dépens et en préjudice de mes fidèles sujets que je suis ou que je sois obligé d'avoir recours à leur crédit

C'est pourquoi que j'ai chargé l'Archiduchesse, ma très-chère et très-aimée sœur, de vous faire instruire de mes royales intentions, de la sûreté et solidité des fonds destinés pour servir d'hypothèque, de la régularité avec laquelle le paiement se fera, même par anticipation, des avantages qui en peuvent résulter à mes états de Brabant et aux crédientiers en particulier, et des moyens que vous pourrez employer pour, aussi promptement que facilement, effectuer cette importante affaire, eu égard qu'il ne s'agit rien moins que de vous surcharger, mais uniquement de prêter votre nom et crédit pour qu'ayant reçu le paiement exact, de trois en trois mois, vous puissiez faire distribuer les sommes, sur ce pied remises aux Pays-Bas, aux crédientiers particuliers : ce qui, loin d'affoiblir votre crédit, l'augmentera plutôt, et fera connoître la bonne foi avec laquelle ma royale intention est que le tout soit ainsi exécuté ; persuadé qu'en perdant le crédit de mes propres états, je perdrois en même temps mes propres intérêts.

Il ne me reste donc que d'espérer fermement et au plus tôt une prompte et favorable résolution, et de vous assurer de ma royale protection, reconnaissance et tendresse vraiment pater-

nelle pour tout ce qui pourra contribuer au bien-être commun de mes sujets, et au vôtre en particulier. A tant, etc. De Vienne, ce 14 février 1738.

CHARLES.

Archives de la chancellerie des Pays-Bas : Registre aux dépêches de 1738-1739, p. 13. —
Archives des états de Brabant : Registre aux résolutions de 1738.

CV.

CHARLES VI AUX ÉTATS DE LIMBOURG, LUXEMBOURG, GUELDTRE, HAINAUT, NAMUR, TOURNAI, TOURNAISIS ET MALINES (1).

Il leur demande aussi leur concours à la levée de quatre millions mentionnée dans la lettre précédente.

Vienne, 14 février 1738.

L'EMPEREUR ET ROY.

..... Comme, dans mes pressans besoins, vous avez, en toute occasion, témoigné votre zèle pour mon service, principalement dans la dernière guerre que j'ai été obligé de soutenir, tant en Italie que sur le Rhin, au moyen de contribuer avec promptitude votre quote-part ès aides et subsides, tant ordinaires qu'extraordinaires, afin de faire secourir et faire subsister mes armées, et parvenir à une paix qui puisse vous être utile et à tous mes autres fidèles sujets, je ne puis douter que vous ne tâchiez, par tous les moyens possibles, de faire voir ce même zèle, à l'occasion de la guerre dans laquelle je me trouve engagé contre l'ennemi commun de la chrétienté, pour que je sois en état de

(1) L'Empereur écrivit aussi, dans les mêmes termes, aux magistrats des villes et châtellenies du pays rétrocedé.

repousser ses efforts , et l'obliger , par la force des armes , à faire une paix telle qui puisse procurer la propre sûreté de mes États et celle de toute la chrétienté.

Avant que de m'adresser aux états de mes provinces héréditaires des Pays-Bas, j'ai considéré leur situation présente, et la nécessité qu'il y a de rétablir mes finances, de favoriser mes sujets, et de concourir, par tous les moyens possibles, à leur conservation et bonheur commun.

Loin donc que ma volonté royale soit de vouloir vous demander, dans cette conjoncture, quoique très-pressante, des subsides extraordinaires, ou diminuer les revenus de mes domaines et finances aux Pays-Bas, assez surchargés d'ailleurs, je me suis adressé aux princes et états de mes pays héréditaires de Silésie, afin que ceux-ci s'obligeassent, en leur propre et privé nom, envers les créanciers qui voudront me fournir une anticipation, par forme de prêt, de quatre millions de florins, argent de change, à rembourser le capital, avec les intérêts de 4 p. %, argent pour argent, endéans le terme de quinze années, partagé en portions respectives.

A quoi lesdits princes et états, après que ma chambre aulique des finances leur a assigné et cédé des fonds assurés, pour les en dédommager, ayant consenti conformément à mes intentions royales, j'ai trouvé bon d'en donner part à ma très-chère et très-aimée sœur la sérénissime Archiduchesse, gouvernante générale de mesdits Pays-Bas, pour qu'elle vous fasse assembler et proposer, de ma part, par commissaire à députer, de vouloir consentir à la levée de cette somme, pour votre quote-part, sur le pied qu'il est réglé pour son entretien (1), et ce à 4 p. %, argent de change pour argent de change.

Par les moyens et arrangements ci-dessus, vous pourrez clairement connoître qu'il s'agit uniquement de prêter votre nom

(1) C'est-à-dire sur le pied de la matricule établie pour le subside destiné à l'entretien de la cour de l'Archiduchesse.

et crédit, afin de faciliter cette levée, et non pas de charger vos propres moyens ou revenus, en égard au paiement à vous remettre de trois en trois mois, par anticipation, pour, après avoir reçu les sommes respectives, les distribuer aux crédientiers particuliers.

Vous devez d'autant plus être assurés de la sûreté des fonds et paiement exact promis ci-dessus, que, chaque fois que la nécessité m'a obligé de faire de pareils emprunts, sur le crédit desdits princes et états de Silésie, chez les étrangers, particulièrement en Angleterre et en Hollande, ceux-ci ont été exactement satisfaits et payés conformément aux actes obligatoires leur délivrés : par conséquent, et par plus forte raison, ma volonté royale est qu'avec la même exactitude les crédientiers mes sujets reçoivent, même plus exactement, s'il fût possible, lesdits intérêts et capital, sur le pied ci-dessus marqué.

On auroit pu lever cette somme en Hollande : mais, comme les états généraux des Provinces-Unies ont demandé des conditions si onéreuses et préjudiciables aux intérêts de mes fidèles sujets des Pays-Bas, qu'aussitôt qu'elles sont parvenues à ma connoissance, j'ai pris la résolution de m'adresser plutôt à mes états respectifs de mesdits Pays-Bas, persuadé et convaincu, par l'expérience, du passé, de leur zèle et fidélité, qu'ils ne manqueront pas, dans ces circonstances d'une guerre comme celle à soutenir contre les infidèles, de donner leur consentement, chacun pour sa quote-part, à la levée de ladite somme : les assurant, et vous en particulier, de ma royale gratitude, protection et tendresse paternelle en tout ce qui pourra contribuer à leur et à votre soulagement et bonheur particulier. A tant, etc. De Vienne, ce 14 février 1738.

CHARLES.

CVI.

CHARLES VI AUX ÉTATS DE BRABANT.

Il demande qu'ils lui prêtent leur crédit pour la levée de trois millions de florins, argent de change, sous la garantie des états de la Basse-Autriche, afin de l'aider à soutenir la guerre contre les Turcs. — Il entre dans de longs détails, pour les convaincre de la régularité avec laquelle ces derniers états acquitteront les intérêts et rembourseront le capital de ladite levée, ainsi que pour justifier la préférence qu'il a donnée à ce mode de se procurer l'argent dont il a besoin.

Vienne, 29 octobre 1738.

L'EMPEREUR ET ROY.

Très-révérands, révérends pères en Dieu, nobles, chers et féaux, chers et bien amez, je ne puis vous donner une marque plus évidente de mon entière confiance en votre zèle, que la persuasion en laquelle je suis que vous saisirez toujours avec joie et empressement les occasions d'être utiles à mon royal service, principalement dans les circonstances qui exigent des dépenses immenses pour la défense et le soutien non-seulement de mes propres royaumes, pays et provinces héréditaires, mais même de toute la chrétienté contre les forces considérables des Ottomans.

Cet ennemi du nom chrétien ne peut être contraint à la paix, qu'en domptant son orgueil par la force des armes, et ce n'est qu'en préparant un formidable appareil de guerre pour la campagne prochaine, que je puis espérer de réduire les Turcs à donner les mains à une paix sûre et honorable ; en quoy même mes efforts seroient sans réussite, si mon armée n'est pas mise en état de parottre, l'année prochaine, en campagne, avant l'ennemi.

Je suis trop bien informé de votre situation et des efforts continuels avec lesquels votre zèle vous fait concourir et consentir

annuellement aux subsides et impôts nécessaires pour le maintien de mes troupes aux Pais-Bas, pour la défense et conservation de mesdits Pais-Bas, et pour l'entretien de la cour de madame ma très-chère et très-aimée sœur la sérénissime Archiduchesse, gouvernante générale de mesdits pais, pour vouloir vous surcharger par des demandes d'aides ou subsides extraordinaires, à l'occasion de la présente guerre; et, bien loin de vous demander, en cette occasion, toute pressante qu'elle est, des secours qui seroient à charge de mes fidèles sujets, je ne m'adresse à vous, que pour que vous me procuriez, par votre crédit, une anticipation sur des fonds assurez, et procuriez par là que j'aie l'avantage de trouver chez mes propres sujets les anticipations nécessaires, à des conditions moins onéreuses que chez les étrangers, et que mes fidèles sujets aux Pais-Bas aient l'avantage d'employer leur argent sur des bons fonds, et de me marquer en même temps leur zèle par leur promptitude à concourir à cette anticipation.

Le zèle avec lequel vous avez fait les levées des deniers nécessaires au dégagement des postes et du bureau de S^{te}-Marie, présentement de S^t-Philippe, ainsi que de mes domaines aux Pais-Bas, me seroient déjà des suffisants garants de celui avec lequel vous me secourrez présentement, si je n'en voiois pas d'ailleurs une entière certitude dans le zèle parfait de votre concours, en 1735 (1), au subside extraordinaire pour la subsistance de mes armées en Italie et sur le Rhin, lequel n'a pas peu contribué à la conclusion de la paix, et, en la présente année, à la levée de votre quote-part dans l'anticipation des quatre millions de florins, argent de change de Brabant (2), lesquels ont fourni en bonne partie les moyens d'arrêter les progrès des Turcs.

Ces circonstances ne me laissent pas douter un instant du zèle avec lequel vous concurrez présentement aux moyens de me

(1) Voyez ci-dessus, pag. 475, note 1.

(2) Voyez ci-dessus, pag. 484, note 1.

mettre en état de pousser tellement l'ennemi du nom chrétien , qu'il soit contraint à la paix : il ne faut plus , pour cet effet , que les efforts d'une seule campagne , qui , pour être fructueuse , demande que mes armées puissent prévenir les Turcs. Ce n'est qu'à force d'argent que l'on peut atteindre à ce but ; et , comme les revenus ordinaires ne peuvent pas fournir à tant de diverses dépenses , j'aime mieux chercher sur iceux des emprunts et anticipations , que recourir à des moyens qui seroient à charge à mes fidèles sujets. Et , comme néanmoins mon intention n'est pas non plus de surcharger les revenus de mes domaines et finances des Pais-Bas , assez chargés d'ailleurs , j'ai trouvé convenir de m'adresser à mes états de la Basse-Autriche , afin qu'ils m'accorderoient leur garantie pour la levée de trois millions de florins , argent de change de Brabant , sur le pied de celle que m'ont accordée les états de Silésie pour les susdits quatre millions.

C'est de quoy j'ai trouvé bon de donner part à madame ma très-chère et très-aimée sœur , pour qu'elle vous fasse assembler , et , par commissaire à députer de ma part (1) , vous proposer de vouloir donner votre consentement à la prompte levée de cette somme , en prêtant votre nom et crédit , persuadé et convaincu , par l'expérience du passé , que votre crédit est si bien établi , que vous pourrez me rendre ce signalé service. Je me tiens trop assuré de votre zèle , pour ne pas être persuadé que vous voudrez vous charger de cette levée , vous assurant de la gratitude et contentement que je conserve du zèle avec lequel vous avez non-seulement levé votre quote-part de douze cent mille florins dans la dernière anticipation de quatre millions , mais même consenti autres huit cent mille florins au delà de cette quote-part , si celles des états de quelques autres provinces n'auroient pu être effectuées. Je vous dirai donc seulement que , tout comme vous êtes convaincus qu'à l'occasion de la précédente levée , je n'ai rien

(1) Ce fut , selon la coutume , le chancelier de Brabant qui fit la proposition aux états.

omis pour vous donner une seureté entière et immancable, dont vous voyez la réalité, par l'exactitude avec laquelle mes états de Silésie et ceux de ma chambre aulique des finances s'acquittent ponctuellement de leurs engagemens, ainsi qu'ils avoient toujours fait, chaque fois que la nécessité m'a obligé de faire des emprunts de cette nature chez les étrangers, tout ainsi je n'omets rien pour vous donner pareillement, en cette occasion, une seureté réelle et immancable sur des fonds dont le produit est plus que suffisant, et par des obligations, tant de moy que de mes états de la Basse-Autriche, lesquelles, dès que vous aurez pris la bonne, brève et fructueuse résolution à laquelle je m'attens de votre zèle, seront expédiées et vous seront remises, sur le même pied que celles expédiées par moy et par mes états de Silésie, pour la précédente levée; et je n'attens que la nouvelle du consentement que j'espère de votre zèle, pour déterminer et remettre les fonds nécessaires et suffisants à mes états de la Basse-Autriche, afin qu'ils dépêchent et délivrent d'abord les obligations requises pour votre seureté et celle des crédientiers: vous prévenant que, tout onéreux qu'il m'est de fixer, pour la levée que je demande présentement, un terme plus court que celui de quinze années fixées pour le remboursement des quatre millions levez en dernier lieu, j'ai pris de tels arrangemens que, si vous accordez votre crédit pour lesdits trois millions de florins, argent de change, mes états de la Basse-Autriche s'obligeront à fournir, de trois en trois mois, telle somme qui sera requise, pour qu'outre le payement des intérêts, le capital entier se trouve remboursé dans un terme de douze années, en cas que vous l'aimez mieux.

Il seroit inutile de vous alléguer des preuves que mes états d'Autriche sont aussi exacts et religieux observateurs de leurs engagemens, et en aussi bon crédit, que ceux de Silésie, puisque c'est chose si notoire, que vous n'en pouvez avoir le moindre doute; et vous pouvez être d'autant plus assurez que, non moins que pour l'acquittement de la précédente levée, sera, tout aussi

exactement pour celle-ci, payé et satisfait aux intérêts et capitaux : de quoy mes soins paternels pour tout ce qui vous concerne, et l'importance même dont il est pour mes intérêts de soutenir, conserver et maintenir votre crédit, vous doivent être des sûrs garants. Et, pour ne même rien laisser du tout à désirer sur cet article de la seureté, et pour donner encore plus de confiance aux particuliers qui voudront acquérir des rentes dans cette levée, je consens que madame ma très-chère et très-aimée sœur la sérénissime Archiduchesse, gouvernante générale de mes Pais-Bas, vous assigne, pour hypothèque subsidiaire, les subsides auxquels vous êtes accoutumés de consentir tous les ans avec autant de zèle, et qu'elle vous permette de retenir, tous les ans, sur iceux, l'import de la courtresse, en cas que, contre toute attente, il dût jamais y en avoir, de la même manière que vous rabattez, tous les ans, des mêmes subsides, l'import de l'intérêt des sommes qui ont été ci-devant levées pour les pressants besoins de l'État.

La levée des deniers de cette nouvelle anticipation, bien loin d'affoiblir, augmentera et affermira votre crédit, et vous me rendrez un service d'autant plus signalé, que vous m'exempterez par là de chercher à faire cette levée en Hollande, et d'être exposé que, pour la permettre chez eux, les états généraux des Provinces-Unies chercheroient encore des conditions très-onéreuses et préjudiciables aux sujets des Pais-Bas, lesquelles j'ai rejetées, lorsque je me suis adressé à mes fidèles états des Pais-Bas pour la précédente anticipation de quatre millions de florins de change de Brabant, par eux effectuée avec tant de zèle et de diligence.

La promptitude est aussi essentielle en cette affaire que la chose même, puisque c'est des dispositions à faire pendant l'hiver que dépendent les moyens d'ouvrir la campagne de bonne heure, pour le bien de la religion, et pour votre propre conservation, ainsi que pour me mettre en état de faire conduire, d'autant plus heureusement pour votre commerce, les conférences d'Anvers. Il est si important de me mettre en état de pousser les Turcs assez

vivement, pour les contraindre à une prompte paix, que je suis persuadé que, considérant mes intérêts inséparables des vôtres, vous ferez voir de nouveau aux étrangers, par la continuation de votre zèle, que je ne suis pas dans le besoin d'avoir recours à leur crédit, aux dépens et en préjudice des intérêts de mes fidèles sujets.

Pour ce est-il que j'ai chargé l'Archiduchesse, ma très-chère et très-aimée sœur, de vous faire instruire de mes royales intentions, de la sûreté et solidité des fonds destinez pour servir d'hypothèque, de la régularité avec laquelle le payement se fera, de trois en trois mois, des avantages qui en peuvent résulter tant à vous en général, qu'aux crédirentiers en particulier, et des moyens que vous pourriez employer pour, aussi promptement que facilement, effectuer cette importante affaire, eu égard que, non plus qu'en la précédente, il ne s'agit en nulle façon de vous surcharger, mais uniquement de prêter votre nom et crédit, pour qu'ayant reçu le payement exact, de trois en trois mois, vous puissiez payer exactement les intérêts, et rembourser les capitaux de même (1).

Il ne me reste donc à vous dire autre chose, sinon qu'en espérant fermement et au plus tôt une prompte et favorable résolution, je vous assure de ma royale protection et reconnoissance, et de la tendresse vraiment paternelle avec laquelle je chercherai à vous procurer tout ce qui pourra contribuer à l'avantage et

(1) Les états de Brabant accordèrent le consentement qui leur était demandé, et ils ne voulurent même pas profiter de l'option, qui leur était laissée, de réclamer le remboursement des trois millions dans le terme de douze années, mais ils le fixèrent à quinze. Ils instruisirent l'Empereur de leur résolution par une lettre du 18 décembre, où ils lui disaient : « Nous espérons » que Votre Majesté voudra bien regarder cette notre conduite pour un effet » et une suite de notre attachement inviolable à sa personne sacrée, et qu'elle » daignera avoir pour agréable de les accepter comme une preuve réelle d'un » zèle des plus parfaits dont nous brûlons pour sa personne auguste et pour » le service de Votre Majesté. » (Registre aux résolutions de l'année 1738.)

augmentation de votre commerce, et au bien commun de mes sujets, ainsi qu'au vôtre en particulier, faisant examiner avec soin, nonobstant l'accablement d'affaires occasionnées par les conjonctures présentes, ceux des points de vos précédentes représentations sur lesquels je n'ai encore pas pu juger assez à fond des moyens les plus propres à vous consoler, par les résolutions que je prendrai au plus tôt sur iceux, avec les égards favorables auxquels votre zèle et fidélité se peuvent et doivent attendre de mon amour paternel. A tant, très-révérands, révérends pères en Dieu, nobles, chers et féaux, chers et bien amez, Notre-Seigneur vous ait en sa sainte garde. De Vienne, le 29^e d'octobre 1738.

CHARLES.

Suscription : Aux très-révérands, révérends pères en Dieu, nobles, chers et féaux, chers et bien amez, les archevêque, évêque, prélats, nobles et chefs-villes de mon pais et duché de Brabant, ou à leur députez.

Archives des états de Brabant : reg. *Lettres des souverains aux états*, et Registre aux résolutions de l'année 1738.

CVII.

CHARLES VI AUX DÉPUTÉS DES ÉTATS DE
BRABANT.

Il les prie d'aider l'Archiduchesse gouvernante à obtenir des états le consentement qui fait l'objet de sa lettre précédente.

Vienne, 29 octobre 1738.

L'EMPEREUR ET ROY.

Révérands pères en Dieu, nobles, chers et féaux, chers et bien amez, madame ma très-chère et très-aimée sœur l'Archiduchesse,

ma lieutenant et gouvernante générale de mes Pays-Bas, vous informera de l'anticipation de trois millions de florins, argent de change de Brabant, sur des fonds et garantie de mes états de la Basse-Autriche, pour laquelle elle est chargée de demander le nom et crédit des états de mon pays et duché de Brabant, de même que des circonstances de cette affaire, en laquelle il n'y a nul risque ni surcharge pour la province, ni pour les finances de mes Pays-Bas, et la pétition qu'elle en fera faire auxdits états, ainsi que ce que j'ai trouvé convenir de leur en écrire, en font si ample mention, qu'il seroit superflu de vous en faire ici le détail.

J'ai néanmoins bien voulu vous faire cette, pour vous requérir, ainsi que je m'y attends de votre zèle, dont vous m'avez donné tant de preuves, que vous ayez à concourir non-seulement au consentement que j'espère, mais aussi à aider et assister au besoin Sa dite Altesse de vos conseils et crédit, dans les moyens les plus convenables à conduire cette négociation à la briève et heureuse conclusion que j'espère et attends du zèle dont mesdits états de Brabant m'ont donné des preuves si fréquentes.

C'est l'expérience que j'ai de leur empressement à concourir, de toutes leurs forces, pouvoir et crédit, à tout ce qui peut être utile ou nécessaire au bien de mon royal service, laquelle m'engage à ne recourir en cette occasion qu'à mes fidèles états de Brabant, dont le crédit est assez solidement établi, pour qu'ils n'aient pas besoin du concours de quelqu'autre province, pour faire cette levée, et dont le zèle pour ma personne et pour mon royal service est trop fervent, pour que je n'en attende pas un consentement aussi prompt et fructueux, qu'ils reconnoîtront que les circonstances et la situation de la guerre contre l'ennemi commun de la chrétienté l'exigent. Et, comme chacun de vous en particulier m'a aussi donné des fréquentes marques de véritable zèle, je ne doute pas que vous vous employerez à faciliter et moyenner la promptitude de ce consentement, non-seulement de la part des deux premiers états, en leur assemblée générale, mais aussi partout ailleurs où vos soins y pourroient contribuer,

et notamment dans les trois chefs-villes, le zèle desquelles, j'espère, les engagera à ne pas apporter de retardement de leur part en cette affaire, lorsque leurs respectifs bourgemaîtres et pensionnaires leur feront connottre combien l'accélération y est nécessaire pour la seureté de mes États héréditaires, et pour celle de toute la chrétieneté.

A tant, révérends pères en Dieu, nobles, chers et féaux, chers et bien amez, Notre-Seigneur vous ait en sa sainte garde. De Vienne, le 29^e d'octobre 1738.

CHARLES.

Suscription : A révérends pères en Dieu, nobles, chers et féaux, et chers et bien amez, les députez ordinaires des trois états de mon pays et duché de Brabant.

Archives des états de Brabant : reg. *Lettres des souverains aux états.*

CVIII.

CHARLES VI AUX ÉTATS DE BRABANT ET DE FLANDRE.

Il leur témoigne sa gratitude des services considérables qu'ils lui ont rendus, par le subside extraordinaire accordé en 1733, et le consentement donné à la levée de quatre millions de florins, sous la garantie des états de Silésie; les assure qu'il en conservera constamment le souvenir, et qu'il s'efforcera de leur procurer toute consolation et soulagement.

Vienne, 19 novembre 1738.

L'EMPEREUR ET ROY.

..... Quoique la sérénissime Archiduchesse, gouvernante générale de mes Pays-Bas, ma très-chère et très-aimée sœur, vous aura déjà fait connottre la satisfaction particulière que me cau-

sent les continuelles et éclatantes marques de fidélité, zèle et dévouement pour ma personne royale, et pour l'avancement de mon service, que vous m'avez données en toutes les occasions, *non-seulement par des sommes considérables que vous avez levées, sur votre crédit, pour le dégagement des capitaux hypothéqués sur les revenus des postes en mesdits Pays-Bas, et sur la Marie, de même que pour le remboursement des rentes affectées sur mes domaines en Brabant, mais aussi* (1) à l'égard du subsidie extraordinaire que les pressans besoins de la guerre qu'en 1735, j'ai été obligé de soutenir sur le Rhin et en Italie, m'avoient imposé la nécessité de demander à mes fidèles états des provinces de mes Pays-Bas, et auquel vous n'avez pas hésité de consentir pour votre quote-part, et de la fournir en tems convenable, néanmoins, considérant la promptitude avec laquelle vous avez aussi concouru à la levée de quatre millions de florins que, pour le soutien de la présente guerre contre l'ennemi commun de la chrétienté, j'y ai fait négocier, pendant cette année, au moi en des fonds et sur la garantie des princes et états de mon pays de Silésie, et que, dans cette conjoncture, votre zèle vous a poussés jusques à consentir à lever beaucoup au delà de votre quote-part, si le cas l'eût exigé, je veux bien vous marquer, par la présente, en réponse de *vos deux lettres de l'année 1735 et du 14 juin dernier* (2), ma royale gratitude pour des services si considérables, que vous m'avez rendus en des occasions si pressantes, vous réitérant en même tems l'assurance du souvenir que je vous en conserverai constamment, et de l'amour et soins paternels avec lesquels je chercherai les moyens de pouvoir remédier à tout ce que vous me représentez *par vosdites lettres* (3), et de procurer

(1) Le passage imprimé ici en *italique* était omis dans la lettre adressée aux états de Flandre.

(2) Dans la lettre aux états de Flandre : « de votre lettre du 7 novembre » de l'année 1735. »

(3) Aux états de Flandre : « par votredite lettre. »

toute consolation et soulagement dont se rendent de plus en plus dignes des états si fidèles et si zélés pour le service de leur souverain. A tant, etc., Dieu vous ait en sa sainte garde. De Vienne, ce 19 novembre 1738. Roc^u v^t.

CHARLES.

Par l'Empereur et Roy :

LE BARON DE KURZ.

Archives de la chancellerie des Pays-Bas :
Registre aux dépêches de 1738-1739, p.
113. — Archives des états de Brabant :
reg. *Lettres des souverains aux états*, et Re-
gistre aux résolutions de 1738.

CIX.

CHARLES VI AUX ÉTATS DE LIMBOURG, DE LUXEM-
BOURG, DE GUELDTRE, DE HAINAUT, DE NAMUR, DE
TOURNAI, DE TOURNAISIS ET DE MALINES.

Il leur donne les mêmes témoignages et assurances qu'aux états de Brabant et de
Flandre.

Vienne, 19 novembre 1738.

L'EMPEREUR ET ROY.

..... Quoique la sérénissime Archiduchesse, gouvernante générale de mes Pays-Bas, ma très-chère et très-aimée sœur, vous aura déjà fait connottre la satisfaction particulière que j'ai des continuelles marques de fidélité, zèle et dévouement pour ma personne royale, et pour le bien de mon service, que vous m'avez témoigné en toutes les occasions, et spécialement *en celle concernant le subside extraordinaire que les pressans besoins de la*

guerre qu'en 1735 (1) j'étois obligé de soutenir sur le Rhin et en Italie, m'ont imposé la nécessité de demander à mes fidèles états des provinces de mes Pays-Bas, et auquel vous n'avez pas hésité de consentir pour votre quote-part, et de la fournir en tems convenable, nonobstant l'épuisement des moyens dans lequel se trouve votre pays, néanmoins, aiant égard à la promptitude avec laquelle vous avez aussi concouru, de votre côté, à la levée de quatre millions de florins que, pour le soutien de la présente guerre contre l'ennemi commun de la chrétienté, j'y ai fait négocier pendant cette année, au moi en des fonds et garantie des princes et états de mon pays de Silésie, je veux bien vous marquer, par la présente, en réponse de votre lettre du, ma royale gratitude pour des services si considérables que les fidèles états de mes Pays-Bas en général, et votre province en particulier, à proportion de ses forces, m'a rendus en des conjonctures si pressantes : vous réitérant, en même tems, l'assurance du souvenir que je vous en conserverai constamment, et de l'amour et soin paternel avec lequel je chercherai toujours les moïens de pouvoir (2) procurer toute consolation et soulagement que méritent des sujets si fidèles et si zélés pour le service de leur souverain. A tant, etc. Notre-Seigneur vous ait en sa sainte garde. De Vienne, ce 19 novembre 1738.

CHARLES.

Archives de la chancellerie des Pays-Bas : Registre
aux dépêches de 1738-1739, p. 114.

(1) Le passage imprimé ici en *italique* était remplacé, dans la lettre aux états de Hainaut, par le suivant : « en celles touchant la levée de deux millions et demi faite sur votre crédit en 1735, et le subside extraordinaire » que les pressans besoins de la guerre que, dans la même année..... »

(2) Les lettres aux états de Limbourg, de Luxembourg et de Hainaut, contenaient de plus, ici, les mots suivans : « remédier à tout ce que vous me » représentez par votredite lettre, et de »

CX.

CHARLES VI AUX ÉTATS DES DIFFÉRENTES
PROVINCES (1).

Il leur demande un subside extraordinaire, pour l'aider à supporter les frais de la guerre contre les Turcs, et pour payer l'arriéré dû à ses troupes aux Pays-Bas.

Vienne, 5 septembre 1739.

L'EMPEREUR ET ROY.

..... Vous devez être trop convaincus de mon amour vraiment paternel pour tous mes sujets, et pour vous en particulier, pour ne pas être certains et entièrement persuadés qu'il m'est très-douloureux de me trouver dans des circonstances qui m'obligent de recourir encore à votre zèle pour des nouveaux secours, au lieu

(1) L'Empereur transmet ces lettres pour les états à l'Archiduchesse, sa sœur, avec deux dépêches : l'une *ostensible*, l'autre *secrète*.

Dans la dépêche *ostensible*, il s'exprimait ainsi sur l'importance du secours qu'il se promettait des états :

« Les dépenses pour la guerre sont si considérables que, telle somme qu'il seroit possible d'obtenir de mes fidèles sujets de mesdits Pays-Bas, le tout ne me seroit que trop nécessaire pour le soutien de mes armées en Hongrie et en Transilvanie : mais, étant informé que, par la courtresse des fonds aux-dits pays, les arrérages dus aux troupes sont tellement accrus qu'ils importeroient environ dix-huit cent mille florins courans de Brabant, si, pour les soulager, Votre Altesse n'avoit fait négocier une anticipation de quelques centaines de mille florins, laquelle a soulagé à la vérité les troupes, mais, devant être remboursée hors des revenus de l'année prochaine, elle serviroit à les arriérer et accabler encore plus, si, par un subside extraordinaire, les respectifs états des provinces de mes Pays-Bas ne mettent pas Votre Altesse en état de rembourser cette anticipation, et de payer en même tems, sinon tout,

de pouvoir (comme je le désirerois) vous procurer du soulagement et des diminutions de charges, en vous témoignant, par la présente, le souvenir et reconnoissance que je conserverai tou-

du moins la plus grande partie de ce qui reste encore dû aux troupes, ainsi, pour pourvoir en même tems à ce besoin qui intéresse si immédiatement le bien-être et la conservation de mesdits Pays-Bas, je veux bien dire à Votre Altesse qu'il sera indispensable d'employer tous les moiens possibles, pour porter les respectifs états des provinces à consentir un subside extraordinaire ou don gratuit qui surpasse trois millions de florins, argent courant de Brabant, afin qu'au moi en de la moitié de cette somme, il m'en puisse être remis ici, pour les besoins indispensables de mes armées, un million de florins d'Allemagne, le plus promptement que faire se pourra, et afin que, au moi en du surplus, Votre Altesse soit mise en état de rembourser l'anticipation qu'elle a fait lever pour la subsistance des troupes, et de faire payer (à peu près du moins) les arriérages encore dus aux mêmes troupes, les circonstances desquels Votre Altesse fera connoître aux respectifs états, d'une façon à leur faire sentir l'importance et la nécessité d'y pourvoir au plus tost. »

L'Empereur donnait à sa sœur les instructions suivantes sur les moyens à employer pour disposer favorablement les états :

« Votre Altesse fera singulièrement valoir l'attention que j'ai de vouloir faire servir une partie du secours que j'espère du zèle des fidèles états des provinces de mes Pays-Bas, aux besoins internes, malgré le pressant besoin où je me trouverois de pouvoir employer contre les Turcs tout ce qu'il seroit possible d'obtenir.

« Il faudra particulièrement engager les ecclésiastiques au consentement, en leur représentant tout ce que font à cet égard ceux de mes autres États héréditaires; ce qu'ont même fait des clerges d'autres pays; le peu qu'importoit le don gratuit qu'ils m'ont fait une fois pendant cette guerre; l'attention que j'ai de ne pas vouloir me prévaloir aux Pays-Bas des bulles de notre saint père le pape, pour la dîme des revenus des ecclésiastiques, afin de les convaincre que, même dans les besoins les plus pressants, j'ai l'attention d'écartier tout ce qui pourroit avoir l'apparence, même la plus éloignée, de quelque chose de contraire aux privilèges et usages de mes Pays-Bas, quoique dans mes autres pays les ecclésiastiques fournissent cette dîme, nonobstant que, tout comme aux Pays-Bas, ils y sont aussi les premiers membres des états, avec lesquels ils m'accordent et payent les aides et subsides ordinaires et extraordinaires, sans être en rien exempts des charges que supportent les

jours de toutes les marques éclatantes de zèle et d'attachement que vous m'avez données en tant d'occasions, *et spécialement encore dans la levée de trois millions, argent de change, que vous venez*

laïques, et en représentant enfin à tous, en général, combien leur qualité d'ecclésiastiques les oblige, plus que d'autres, à me secourir promptement et efficacement, dans cette guerre où il s'agit de l'ennemi commun et irréconciliable du nom chrétien, et aux ecclésiastiques de Luxembourg en particulier, que, contribuant si peu que rien dans les aides et subsides de leur province, par un usage qui ne paroît guère régulier, ils sont plus obligés que d'autres de consentir, non-seulement à ce secours, mais aussi à ne se pas borner à leur simple quote-part, et à se charger, dans cette occasion au moins, d'autant que les laïques de la province.

» Quant aux états nobles en général, plusieurs d'entr'eux étant dans des emplois, et d'autres y aspirant, il ne doit pas manquer de moyens pour leur faire comprendre la convenance, dont il leur est, de me marquer en cette occasion leur véritable zèle.

» Et, quant aux villes et tiers état, comme c'est la partie la plus intéressée dans le commerce, elles ne pourront disconvenir de la difficulté dont il est d'espérer quelques fruits des conférences de Lille et d'Anvers, ni de tout ce que l'on pourroit négocier chez les étrangers en leur faveur, tant que je me trouverai embarrassé par cette sanglante guerre, pendant laquelle, au lieu d'avantages, l'on pourroit plutôt se trouver dans la nécessité d'acquiescer de plus en plus à des choses préjudiciables ou onéreuses à leur commerce et manufactures. »

Dans sa dépêche *secrète*, Charles VI insistait sur la nécessité indispensable, où il était, d'obtenir tout au plus tôt un secours suffisant des Pays-Bas. « Je compte tellement, disoit-il, sur le zèle des états desdits Pays-Bas, que je n'ai pas balancé de faire faire d'abord les dispositions les plus pressées et indispensables dans cette guerre, quoique, pour une bonne partie d'icelles, je n'aie pas d'autres fonds, pour y fournir, que le secours que j'attens..... » L'Empereur disoit à la gouvernante que, s'il n'étoit pas possible d'obtenir, pour les besoins de la guerre, le million de florins d'Allemagne exprimé dans sa dépêche ostensible, il se contenteroit de 750,000 florins, mais qu'il ne pouvait accepter moins. Il lui donnoit des instructions sur la conduite à tenir envers les états. Il lui prescrivait de se concerter, avec son grand maître, le comte de Harrach, et avec le duc d'Arenberg et d'Archot, commandant des troupes aux Pays-Bas, sur toutes les mesures à pren-

d'effectuer si heureusement, par votre crédit, sur les fonds et la garantie de mes états de la Basse-Autriche.

Le service que vous m'avez rendu par là s'effacera d'autant

dre. Il souhaitait que les états pussent être portés à accorder une somme égale à celle qu'ils votaient annuellement, à titre de subside ordinaire et extraordinaire; mais il ne l'espérait pas : aussi estimait-il que les deux tiers de cette somme seraient déjà un secours très-satisfaisant. Après avoir encore recommandé à l'Archiduchesse de ne négliger aucun moyen de lui procurer au plus tôt les 750,000 florins d'Allemagne sur lesquels il comptait, Charles VI terminait ainsi : « Je ne doute nullement que Votre Altesse aura pris un soin » particulier de faire mûrement examiner et successivement redresser les » griefs qui m'ont été représentés par les respectifs états des provinces des » Pays-Bas, après qu'elles m'avoient accordé le subside extraordinaire de » 1735 : mais, Votre Altesse ne m'ayant pas informé de ce qui s'est fait en » conséquence de ma dépêche du 19 de novembre 1738, notamment pour » l'examen des griefs des provinces de Luxembourg et d'Hainaut, et n'ayant » pas encore reçu les informations qu'ensuite des relations de Votre Altesse » du 22 de novembre 1738 et 3 de février 1739, et de ma dépêche du 21 » de janvier 1739, j'attendois au regard des griefs des états de Brabant, je » n'ai pas cru convenir de réitérer, dans mes dépêches aux respectifs états, » les assurances des soins que je porterai pour le redressement de leurs griefs, » afin de ne pas leur donner occasion d'appréhender que ces assurances ne » parviendroient pas encore à l'effet qu'ils désirent, si jusques à présent ils » n'ont encore obtenu aucun apaisement; et j'espère du zèle de Votre » Altesse que, dans cette occasion, et pour accélérer et faciliter ce subside » extraordinaire, elle procurera de donner aux respectifs états le plus d'a- » paisement qu'elle pourra..... »

Indépendamment des lettres que je publie, l'Empereur en adressa, pour le même objet, aux magistrats des villes de Louvain, de Bruxelles et d'Anvers, au tiers état de Limbourg, de Luxembourg, de Hainaut, de Namur, aux magistrats de Gand, de Bruges, du Franc, à ceux des pays et châtellenies de Flandre, enfin aux magistrats des villes et châtellenies du pays rétrocéde.

Il écrivit aussi, afin d'exciter leur zèle, au comte de Harrach, au duc d'Ansbach, au marquis d'Herzelles, surintendant et directeur général des finances, au feld-maréchal marquis de Rubi, gouverneur du château d'Anvers, au chef et président du conseil privé de Steenhault, enfin au vicomte de Patin, conseiller régent au conseil suprême des Pays-Bas et l'un de ses commissaires aux conférences d'Anvers.

moins de ma mémoire, que c'est principalement à cette anticipation que je dois attribuer la possibilité, où l'on s'est trouvé, de mettre de bonne heure en campagne la considérable et nombreuse

L'Archiduchesse, après en avoir conféré avec le comte de Harrach et le duc d'Arenberg, et après avoir pris ensuite l'avis d'une *jointe* de cabinet, résolut de demander aux états, ainsi qu'aux administrations du pays rétrocedé, une somme de trois millions de florins de Brabant, répartie de la manière suivante : Brabant, 900,000 ; Limbourg, 47,250 ; Luxembourg, 235,305 ; Gueldre, 13,125 ; Flandre, 1,209,375 ; Hainaut, 196,175 ; Namur, 37,500 ; Tournai, 20,250 ; Tournaisis, 16,875 ; Malines, 25,300 florins 10 sols ; pays rétrocedé, 287,589. (Total, 2,988,744 florins 10 sols.)

Les états et les magistrats des villes et châtellenies du pays rétrocedé furent convoqués dans le mois d'octobre. L'Archiduchesse désigna des commissaires pour leur faire la pétition, au nom de l'Empereur.

Les états de Namur et ceux de Tournai, de Tournaisis et de Malines consentirent avec empressement.

Le Brabant et le Hainaut consentirent aussi à fournir les sommes qui leur étaient demandées, mais à la condition que les intérêts en seraient prélevés sur le produit des impôts perçus au profit du souverain.

Les états de Limbourg n'accordèrent que 7,000 écus, somme qu'ils portèrent à 10,000 écus, après de nouvelles instances du gouvernement.

Les états de Luxembourg votèrent seulement 200,000 florins, argent de la province : ce qui faisait une différence de près de 50,000 florins avec la somme qui leur avait été demandée.

Les états de Gueldre accordèrent 10,000 florins, argent fort.

En Flandre, plusieurs des villes, châtellenies et métiers refusèrent purement et simplement ; d'autres ne donnèrent leur consentement que pour des sommes inférieures à celles auxquelles elles avaient été taxées. L'Archiduchesse ne se découragea pas : elle convoqua de nouveau, à Gand, quoique cela ne se fût pas encore vu en Flandre, les corps de la province, et le comte de Harrach se rendit à leur assemblée, pour exciter leur zèle (9 décembre 1739). Le résultat de cette mesure fut des plus satisfaisants : le subsidie fut voté par deux voix, celles de la ville de Bruges et du clergé, contre les deux voix de la ville de Gand et du Franc de Bruges ; seulement il fut réduit à 1,150,000 florins, les états prétendant que cette somme faisait le juste montant de leur quote-part dans celle de trois millions.

Quant au pays rétrocedé, le gouvernement rencontra, dans les administrations qui le représentaient, une vive résistance. L'Archiduchesse avait chargé

armée que, par l'assistance de mes sujets et par les secours de l'Empire, j'ai mis sur pied, dans l'espoir de pouvoir contraindre par cet effort l'ennemi du nom chrétien à la paix (1).

Mais, les forces formidables avec lesquelles cet ennemi a paru cette année, les événements et la hauteur arrogante des Turcs, paroissant éloigner encore la paix, le seul moyen d'y parvenir est d'implorer avec zèle et confiance l'assistance divine, et de faire en même tems tous les efforts possibles, non-seulement pour la campagne prochaine, mais pour pouvoir encore, pendant celle-cy, renforcer et pourvoir suffisamment mon armée, pour

de leur faire la pétition du subside, le comte de Cuvelier, surintendant de Tournai et du Tournais : après cinq assemblées successives, ce ministre ne put obtenir d'elles qu'un refus. L'Archiduchesse lui ordonna de les convoquer de nouveau, et d'agir en même temps auprès de chacune d'elles en particulier. Le résultat de ses démarches fut que trois des six corps ou collèges qui avaient le droit de voter, consentirent, tandis que les autres refusèrent. La gouvernante alors, conformément à l'avis du conseil des finances, et en vertu de l'autorisation que lui en avait donnée l'Empereur, décida que, suivant l'usage observé dans la province de Flandre, cette parité de voix serait tenue pour consentement, d'autant plus que les voix des collèges qui accordaient étaient prépondérantes, leurs cotes dans les subsides étant plus fortes que celles des refusants. (Archives de la chancellerie des Pays-Bas : Registre aux dépêches de 1738-1739. — Relations de l'Archiduchesse à l'Empereur, des 9 octobre, 1^{er} et 26 décembre 1739, 22 janvier, 3, 16 février, 19, 22 avril, 3 juin, 19 et 26 août 1740, dans les mêmes archives).

(1) Le passage imprimé ici en *italique* n'était inséré que dans la lettre écrite aux états de Brabant.

Dans les autres, il était remplacé par le suivant : « et spécialement l'année »
 » passée, en levant, sur votre crédit, votre quote-part dans les quatre mil-
 » lions, argent de change, garantis par les états de ma province de Silésie.
 » J'espérois qu'au moyen de cette anticipation, et particulièrement par
 » la levée de trois millions, argent de change, que mes fidèles états de mon
 » pays et duché de Brabant viennent d'avoir effectuée seuls avec tant de zèle,
 » les choses seroient parvenues au point de contraindre dès à présent les
 » Turcs à la paix. »

que l'on puisse tellement résister, pendant la campagne, ainsi que pendant l'hiver, aux progrès et courses de l'ennemi, qu'ensuite l'on se trouve en état de les repousser, en leur opposant des forces assez considérables pour rabaisser leur orgueil, et les forcer à une paix convenable, autant pour toute la chrétienté en général, que pour mes États en particulier.

Le plus ou moins de succès de mes armes dans cette guerre doit intéresser bien vivement tout chrétien, et aucun ne peut disconvenir du devoir, que la religion lui impose, de concourir, par ses prières et par des secours d'argent, contre l'ennemi irréconciliable de la chrétienté.

Notre saint père le pape, pénétré de cette vérité, m'a procuré des secours considérables, non-seulement du clergé de mes pays héréditaires d'Allemagne et d'Italie, au moyen des brefs par lesquels il m'a accordé la levée du dixième des revenus des ecclésiastiques, nonobstant qu'ils contribuent, comme les laïques, à tous les aides et subsides ordinaires et extraordinaires, mais aussi par des exhortations aux clergés d'autres États catholiques.

L'Empire même, par l'effet du nœud qui en unit si heureusement les membres au chef, m'a fourni des assistances notables, la plupart des Électeurs, princes et états de l'Empire ayant tellement senti et reconnu combien tout chrétien doit prendre à cœur les succès de cette guerre, qu'ils m'ont fourni, en hommes et en argent, des secours si grands et considérables, pendant la présente guerre contre les Turcs, qu'il ne sera pas facile d'en trouver un exemple pendant les tems des précédentes guerres contre cet ennemi commun.

Mes royaumes et pays héréditaires d'Allemagne (joignant un zèle et fidélité infatigable pour ma personne à ce que la religion doit inspirer en ce regard à tout chrétien), se sont, comme il est notoire, presque épuisés pendant les trois dernières années, pendant lesquelles (malgré les charges immenses dont ils ont été accablés par la guerre qui avoit immédiatement précédé celle-

cy), par-dessus les subsides ordinaires et extraordinaires, surpassant quasi leurs forces, ils ont fourni très-grand nombre de recrues, et payé chaque année le secours nommé en allemand *Türquen-Steuer*, secours d'autant plus considérable, qu'important un pour cent de la valeur de tous les biens fonds, soit terres ou maisons, et de tous les capitaux, soit employés, ou même oisifs dans les coffres, en comptant cinq du revenu pour cent de capital, ce seul article forme vingt pour cent de tous leurs revenus, outre dix pour cent de tous gages et pensions, sans exception de personne, soit qu'on ait ces gages et pensions de moy, ou de quelque corps de province, ville ou communauté, soit qu'on ne les ait que de quelques particuliers, sans compter de tems en tems des taxes sur les aisés, par forme de prêts. Mesdits royaumes et États héréditaires d'Allemagne, malgré le poids dont les accablent toutes ces charges, n'y ont pas borné les effets de leur zèle, puisqu'outre cela, il n'y a guère de province qui ne soit encore restée garante pour quelque levée considérable d'argent, ainsi que le resta la Silésie pour la levée de quatre millions, argent de change, à laquelle vous avez concouru l'année passée, et la Basse-Autriche pour celle de trois millions, argent de change, *que vous venez d'avoir effectuée seuls, et avec tant de zèle, en la présente année* (1).

Tous mes fidèles sujets des Pays-Bas, par la levée de quatre millions de florins, argent de change, à laquelle chaque province a concouru de sa quote-part, *et vous en particulier, par celle de trois millions que vous avez faite seuls* (2), ont marqué bien visiblement, d'un côté, leur vrai et inviolable zèle et fidélité pour ma personne, et, d'autre côté, combien ils sont per-

(1) Le passage en *italique* n'est que dans la lettre aux états de Brabant. Dans les autres, l'Empereur disait : « que les états de mon pays et duché de » Brabant viennent d'avoir effectué seuls, et avec tant de zèle, en la présente » année. »

(2) Même observation que ci-dessus.

suadés que la religion les engage à contribuer, au possible, aux dépenses d'une guerre qui intéresse tout vrai chrétien.

Le clergé de mes Pays-Bas en a aussi donné, en son particulier, des marques, par le don gratuit dont il m'a secouru une fois pendant le cours de cette guerre.

Ces divers secours de mes fidèles sujets des Pays-Bas sont certainement considérables, et il ne s'en trouvera guère d'exemple dans les tems précédents. J'en reconnois la grandeur, et reconnaitrai en tout tems l'avantage, qui m'en revient, d'avoir trouvé des sommes si considérables à un fort petit intérêt.

Mais je me flatte que votre propre zèle vous fera aisément connoître que, nonobstant la grandeur de ces services, les efforts qu'a faits l'Empire, quoique les nœuds par lesquels ses membres me sont unis, comme à leur chef, soient différents des nœuds qui lient envers moy mes fidèles sujets, et les efforts continuels que font tous mes royaumes et pays héréditaires d'Allemagne, sont d'une autre nature, en me fournissant, de leurs propres moyens, des secours immenses, qui ne chargent pas, comme les anticipations ou levées d'argent, mes finances obérées, auxquelles cependant il a été d'un grand soulagement de trouver, par votre crédit, les sommes que vous avez levées à un fort petit intérêt.

D'ailleurs, quoique l'intérêt auquel vous m'avez fait trouver ces sommes soit petit, cependant ces levées sont d'une nature que vous ne courez aucun risque, et qu'il ne vous en peut jamais revenir aucune charge; elles ont même fourni aux particuliers le moyen d'employer avec entière seureté leurs capitaux, à charge de mes provinces et finances d'Allemagne.

Si je vous fais appercevoir de cette différence, ce n'est pas pour diminuer le prix et la grandeur des services que vous m'avez rendus par ces levées : je vous en conserve, au contraire, une vive reconnaissance, et je connois assez combien les charges ordinaires pour les besoins internes des Pays-Bas vous accablent, pour désirer non-seulement de ne pas être obligé de vous de-

mander des secours pour le dehors, mais aussi de pouvoir même vous soulager, en diminuant les charges internes.

Mais Dieu, qui dispose de tout, et entre les mains duquel sont les événemens, n'ayant pas encore permis que mes efforts aient eu tout le succès désiré contre les Turcs, je dois vous représenter que, quoiqu'à la vérité cette guerre contre l'ennemi commun du nom chrétien ne vous expose et ne vous intéresse pas aussi directement et immédiatement que mes royaumes et États héréditaires d'Allemagne, la ruine de ceux-ci rejailliroit cependant sur vous. Et vous êtes intéressés, et comme fidèles sujets, et, en cette occasion surtout, par les devoirs de la religion, à faire aussi, de votre côté, tous les efforts possibles pour me secourir, et m'aider à mettre à couvert mes autres États.

Enfin, souvenez-vous que le subsidie extraordinaire que toutes les provinces des Pays-Bas m'accordèrent avec tant de zèle, à la fin de la dernière guerre contre la France, a principalement contribué à me procurer la paix avec cette couronne, en facilitant la marche que mon armée fit alors vers la Moselle, et la subsistance de celle qui étoit en Italie.

Les choses se trouvent à peu près dans un cas semblable, au regard de la présente guerre contre les Turcs, dont la fin désirable dépend absolument de l'effort commun à faire par tous mes fidèles sujets, pour me mettre en état de résister aux Turcs, et de les pousser assez vivement pour les contraindre à la paix, et pour me mettre, en cas même de négociation, en état de leur montrer des forces capables de les obliger à la conclusion, et à s'y prêter d'une façon qui la rende stable et assurée. Je compte tellement sur votre zèle, que je suis persuadé que l'exemple que vous donnerez en cette occasion servira d'encouragement à mes autres États, déjà épuisés par cette sanglante guerre.

La paix vous est aussi nécessaire qu'à mes autres sujets, puisque vous n'ignorez pas combien les embarras de cette guerre me mettent hors d'état d'appuyer assez, chez les étrangers, les intérêts de votre commerce, et de vous procurer dans les charges

internes le soulagement que je vous désire. Vous n'avez pas besoin que je vous représente combien cette circonstance vous intéresse directement à me secourir pour l'obtenir de la paix. Je sais qu'indépendamment de cette réflexion, votre zèle et affection pour ma personne suffit seul pour vous engager à faire des efforts au-dessus de vos forces : vous m'en avez donné des preuves si considérables, en toutes les occasions qui se sont présentées, que je ne puis pas douter que vous m'en marquerez en celle-cy l'inviolable continuation; et c'est dans cette ferme confiance en votre zèle, que je charge madame ma très-chère et très-aimée sœur la sérénissime archiduchesse Marie-Élisabeth d'Autriche, ma lieutenant et gouvernante générale de mes Pays-Bas, de vous faire convoquer, de vous exposer le besoin indispensable, où je me trouve, d'un secours prompt et suffisant de la part de toutes les provinces de mes Pays-Bas, et de vous faire demander, de ma part et en mon nom, que vous vouliez, par l'effet de votre zèle infatigable, m'accorder, en votre particulier, un secours et subside extraordinaire ou don gratuit assez considérable, pour que, joint à ceux que j'espère des fidèles états de toutes les autres provinces de mes Pays-Bas (qui seront aussi convoqués, pour leur être faite la même proposition et demande), il puisse importer la somme nécessaire à être remise ici, afin de me mettre en état de faire les efforts nécessaires pour dompter les Turcs, et les contraindre à la paix, et en même tems aussi une somme suffisante pour être employée, aux Pays-Bas même, au payement des considérables arriérages y dus à mes troupes.

Ce dernier article, les circonstances duquel ma très-chère et très-aimée sœur vous fera plus amplement exposer, n'est pas moins important à votre seureté et à mon service, que la demande qui forme le sujet de la présente, et j'espère que votre zèle vous engagera de concourir également à l'un et à l'autre, puisque, si le premier est indispensable pour parvenir à la paix, l'autre l'est aussi pour maintenir la discipline parmi les troupes, et pour les mettre dans l'état nécessaire à la seureté de mes Pays-Bas.

Par ces deux façons de me secourir, vous me mettez en état d'appuyer d'autant plus efficacement vos intérêts au dehors, et de vous procurer d'autant plus tôt du soulagement au dedans ; enfin vous me donnerez par là une preuve si éclatante de votre zèle, fidélité et affection inviolable, que, nonobstant la surcharge dont cela vous pourroit être, je compte entièrement sur votre consentement à la somme qui vous sera demandée, de ma part, pour ces deux besoins, et sur le zèle avec lequel vous trouverez des fonds et des moyens pour y fournir avec toute la promptitude que la nécessité des circonstances présentes le requiert, en cherchant pour cet effet les moyens les plus propres et convenables, et que vous jugerez être les moins onéreux aux peuples.

L'effort que vous ferez en cette occasion me mettra d'autant plus en état de vous marquer, à tous en général, et à chacun de vous en particulier, ma royale gratitude pour les continuelles marques que vous me donnez sans cesse de votre zèle et affection, et à la continuation desquelles je m'attends d'autant plus en cette occasion, qu'il s'y agit en même tems de l'intérêt de notre sainte religion, qui demande tous les efforts possibles contre l'ennemi commun et irréconciliable du nom chrétien. A tant, etc., Notre-Seigneur vous ait en sa sainte garde. De Vienne, le 5 septembre 1739. Roc^u vⁱ.

CHARLES.

Par l'Empereur et Roy :

LE BARON DE KURZ.

Archives de la chancellerie des Pays-Bas : Registre aux dépêches de 1739-1739, p. 211-221. — Archives des états de Brabant : reg. *Lettres des souverains aux états*, et Registre aux résolutions de l'année 1739.

CXI.

CHARLES VI AUX DÉPUTÉS ORDINAIRES DES ÉTATS DES
DIFFÉRENTES PROVINCES.

Il les prie de seconder l'Archiduchesse gouvernante dans la pétition qu'elle fera
aux états de leur province respective.

Vienne, 5 septembre 1739.

L'EMPEREUR ET ROY.

.....Quoique votre zèle me soit assez connu par toutes les preuves que vous m'en avez données, pour que je sois entièrement persuadé que vous ne négligerez rien pour faciliter, de votre côté, le consentement des états de..... au secours ou subside extraordinaire et don gratuit que je charge madame ma très-chère et très-aimée sœur la sérénissime archiduchesse Marie-Élisabeth d'Autriche, ma lieutenante et gouvernante générale de mes Pays-Bas, de demander, en mon nom, à chacun des fidèles états de mes respectives provinces des Pays-Bas, pour me secourir dans les frais immenses que la présente guerre contre les Turcs rend indispensablement nécessaires, et pour, en même tems, fournir aux moyens d'acquitter les arriérages considérables qui sont dus à mes troupes aux Pays-Bas, cependant je vous fais cette, pour vous requérir de considérer, non-seulement l'importance dont il est à toute la chrétienté de voir l'orgueil des Turcs abaissé, et combien il importe à votre propre sûreté et convenance de me mettre en état de terminer promptement cette sanglante guerre, et de remettre en bon état mes troupes aux Pays-Bas, mais aussi de seconder et aider, dans cette occasion pressante, madame ma très-chère et très-aimée sœur, en consentant, de votre part, à cette demande, et en employant tout votre

crédit pour porter les états de..... à y consentir, avec la promptitude et unanimité que les circonstances requièrent, et à laquelle je m'attends de leur zèle et affection pour ma personne, ainsi que de leur piété et religion.

Je ne doute pas non plus que, considérant la nécessité urgente, vous ne vous employiez efficacement à accélérer le consentement, en cherchant les moïens d'engager les villes, et particulièrement celle d'Anvers, à n'y pas apporter de retardement, et à considérer que chaque instant de délai seroit, dans la situation présente, d'un préjudice infini et presque irréparable (1).

Celle par laquelle j'expose la situation présente aux fidèles états de....., et ce que la sérénissime Archiduchesse gouvernante leur en fera plus amplement connottre, en leur faisant faire, en mon royal nom et de ma part, la demande et proposition, vous donnera une si ample information, qu'il seroit superflu de le ré-

(1) Le passage imprimé en *italiques* ne fut inséré que dans la lettre écrite aux députés des états de Brabant; il fut supprimé dans les lettres aux députés de Limbourg, de Gueldre, de Hainaut, de Namur, Tournai et Tournaisis.

Aux députés de Luxembourg, l'Empereur écrivit :

« Je ne doute pas non plus que vous vous y employerez d'autant plus efficacement, que vous n'ignorez pas les dépenses immenses avec lesquelles j'ai toujours fait pourvoir à la seureté particulière de votre province, en y employant des sommes immenses, soit pour les fortifications de la ville de Luxembourg, soit pour y entretenir des nombreuses garnisons, soit pour des corps de troupes y envoyez dans les tems plus critiques. Les subsides de la province, et le produit des domaines et des droits d'entrée et de sortie en votre province, n'y ont jamais pu suffire; il y faut suppléer annuellement par des envois continuels de fort grandes sommes d'argent des autres provinces de mes Pays-Bas, et fort souvent par la voie de mes finances d'Allemagne. Et ces circonstances vous doivent d'autant plus faire sentir la nécessité, dont il est, que chaque province contribue de toutes ses forces, et même au delà, dans les cas aussi pressants que celui-ci, à la conservation et défense de l'universalité de mes États. »

Et il dit aux députés de Flandre :

« Je ne doute pas non plus que vous vous y employerez d'autant plus effi-

péter ici, et que je m'y borne à vous assurer de l'affection paternelle avec laquelle je chercherai toujours de marquer à tous en général, et à chacun de vous en particulier, ma royale gratitude pour toutes les marques réelles de zèle et d'affection que vous ne cessez de me donner, et que je compte que vous me donnerez encore en cette occasion, en laquelle, outre cela, notre religion est si intéressée, que je ne puis pas douter que vous ne la saisissez avec empressement, pour marquer votre zèle pour le soutien de la chrétienté contre l'ennemi commun de notre sainte religion. A tant, etc., Notre-Seigneur vous ait en sa sainte garde. De Vienne, ce 5 de septembre 1739. Roc^u v^t.

CHARLES.

Par l'Empereur et Roy :

LE BARON DE KURZ.

Archives de la chancellerie des Pays-Bas : Registre aux
dépêches de 1738-1739, p. 234-230.

cacement, que j'espère qu'en saisissant cette occasion de marquer en même tems votre zèle pour la religion, et votre zèle, fidélité et affection pour ma personne, vous en profiterez pour encourager et donner l'exemple à toutes les autres provinces, par la promptitude du consentement de la vôtre, et par le soin que vous prendrez de procurer que les ecclésiastiques et membres, bien loin de m'accorder moins que la somme qui leur sera demandée, veuillent plutôt m'en accorder une plus considérable, afin de ne pas se distinguer moins en cette occasion, que n'ont fait en dernier lieu les fidèles états de mon pays et duché de Brabant, en levant, seuls et sur leur crédit, les trois millions, argent de change, qui m'ont été d'un si grand secours pour l'ouverture de la présente campagne. »

CXII.

CHARLES VI A L'ÉTAT ECCLÉSIASTIQUE DES
DIFFÉRENTES PROVINCES.

Leur piété, leur zèle pour la religion et leur attachement à son service lui font espérer que non-seulement ils consentiront au subside qu'il fait demander aux états, mais encore qu'ils emploieront leur crédit auprès des autres membres, pour engager ceux-ci à les imiter.

Vienne, 5 septembre 1759.

L'EMPEREUR ET ROY.

..... Nonobstant le détail avec lequel je marque aux états de les circonstances qui me rendent un secours et subside extraordinaire ou don gratuit indispensablement nécessaire, je vous fais cette, pour vous dire que vous avez donné en toutes occasions des marques si évidentes de votre piété vraiment chrétienne, de votre zèle ardent pour notre sainte religion, et de votre attachement inviolable au bien de mon royal service, que je compte, avec une entière confiance, non-seulement sur votre prompt consentement en cette occasion, mais aussi qu'en donnant l'exemple aux autres, vous employerez en même tems tout votre crédit pour les porter à le suivre avec toute la promptitude que requiert, d'un côté, la situation d'une guerre qui intéresse si vivement toute la chrétienté, et, d'autre côté, ce que souffrent, faute de paiement, mes troupes aux Pays-Bas.

Ces circonstances intéressent votre religion et votre propre conservation, aussi bien que celle de mes autres royaumes et pays héréditaires, qui ne cessent de faire des efforts (même au-dessus du possible) pour continuer à me mettre en état de résister à

l'ennemi du nom chrétien, et de le contraindre enfin à la paix.

Et je ne doute pas que, *faisant à cette (que je vous adresse à tous en général) la même attention que vous avez faite à celle que je vous écrivis à chacun en particulier, lors de la demande de l'anticipation des trois millions que mes fidèles états de Brabant viennent d'avoir levés sur leur crédit, sous la sûreté des fonds et de la garantie de mes états de la Basse-Autriche (1),* vous montrerez en cette occasion la continuation de votre zèle et affection inviolable pour ma personne, et mériterez de plus en plus l'affection paternelle avec laquelle je procurerai toujours de vous marquer en général, et à chacun de vous en particulier, ma royale gratitude. A tant, etc., Notre-Seigneur vous ait en sa garde. De Vienne, ce 5 septembre 1739. Roc^u v^t.

CHARLES.

Par l'Empereur et Roy :

LE BARON DE KURZ.

Archives de la chancellerie des Pays-Bas : Registre aux dépêches de 1739-1739, p. 231-234. — Archives des états de Brabant : reg. *Lettres des souverains aux états.*

(1) Le passage imprimé ici en *italique* ne se trouve que dans la lettre adressée à l'état ecclésiastique de Brabant. Dans la lettre à l'état ecclésiastique de Flandre, il fut remplacé par le suivant : « touchés de l'intérêt de la religion » et de la seureté de toute la chrétienté, qui exigent les efforts les plus puissants pour réprimer et abattre l'orgueil des Turcs, etc. »

A l'état ecclésiastique de Luxembourg l'Empereur disait : « Considérant la » petite portion par laquelle l'état ecclésiastique concourt d'ordinaire aux » subsides, tant ordinaires qu'extraordinaires, que mes fidèles états de » Luxembourg m'accordent, vous ferez réflexion qu'étant moins chargés, » à proportion, que ne le sont les laïques, il vous sera d'autant plus facile » de faire un effort, dans cette occasion où la religion n'est pas moins » intéressée que la seureté de mes États héréditaires. Je m'attends donc que » vous ne bornerez pas votre zèle à consentir simplement au secours et subside extraordinaire ou don gratuit que je demande aux fidèles états de » ma province et duché de Luxembourg et comté de Chiny, et de ceux de

CXIII.

CHARLES VI A L'ÉTAT NOBLE DES DIFFÉRENTES
PROVINCES.

Il leur adresse la même exhortation qu'à l'état ecclésiastique.

Vienne, 5 septembre 1739.

—

L'EMPEREUR ET ROY.

Chers et féaux, quoique je sois tellement persuadé de votre zèle, affection et fidélité pour ma personne et pour mon royal service, que je ne croie pas les exhortations nécessaires pour vous engager à consentir à la demande, qui sera faite aux états de , ainsi qu'à ceux des autres provinces de mes Pays-Bas, d'un secours et subside extraordinaire ou don gratuit, tant pour me mettre en état de pousser la guerre contre les Turcs avec la vigueur requise, pour les contraindre à la paix, que pour soulager aux Pays-Bas mes troupes dont le paiement est si arriéré, cependant j'ai bien voulu vous faire cette, pour vous requérir et exhorter de non-seulement y vouloir consentir, mais aussi employer efficacement votre crédit pour l'obtient d'un consentement général et unanime, avec autant de promptitude que le besoin pressant le requiert.

Ce que j'en dis plus amplement auxdits états, et ce que leur

» mes autres provinces des Pays-Bas, mais que, pour me mettre d'autant mieux
» en état de résister à l'ennemi du nom chrétien, vous étendrez votre zèle et
» piété jusqu'à m'aider d'un don gratuit de la part du clergé de mondit
» duché et comté, par-dessus la quote-part que vous fournirez dans le subside
» ou secours extraordinaire que j'espère du zèle et affection desdits états,
» dans lesquels vous occupez la première place. Je suis persuadé que, etc. »

en fera connoître madame ma très-chère et très-aimée sœur la sérénissime archiduchesse Marie-Élisabeth d'Autriche, ma lieutenante et gouvernante générale de mes Pays-Bas, vous fera connoître combien la religion même s'y trouve intéressée, et qu'outre la sûreté de toute la chrétienté et de mes États héréditaires d'Allemagne, votre propre sûreté et convenance rend un effort de votre part indispensablement nécessaire.

Ainsi, je ne doute pas que, *faisant autant d'attention à la présente, qui vous est adressée à tous en commun, que vous venez d'en avoir fait à celles que je vous ai adressées à chacun en particulier, lors de la demande de la levée et anticipation de trois millions de florins de change si heureusement effectuée par le zèle et crédit de mes fidèles états de Brabant (1)*, vous montrerez, en cette pressante occasion, la continuation de votre zèle et attachement inviolable au bien et avantage de mon royal service, et mériterez de plus en plus l'affection paternelle avec laquelle je procurerai toujours de vous marquer, en général, et à chacun de vous en particulier, ma royale gratitude. A tant, chers et féaux, Notre-Seigneur vous ait en sa sainte garde. De Vienne, ce 5 septembre 1739. Roc^u vt.

CHARLES.

Par l'Empereur et Roy :

LE BARON DE KURZ.

Archives de la chancellerie des Pays-Bas :
Registre aux dépêches de 1738-1739, p. 235-237. — Archives des états de Brabant :
reg. *Lettres des souverains aux états.*

(1) Le passage imprimé ici en italique n'était inséré que dans la lettre écrite à l'état noble de Brabant.

CXIV.

CHARLES VI AUX ÉTATS DES DIFFÉRENTES
PROVINCES.

Il leur renouvelle la demande contenue dans sa lettre du 5, quoique, depuis l'expédition de celle-ci, quelques points préliminaires de paix aient été arrêtés.

Vienne, 14 septembre 1739.

L'EMPEREUR ET ROY.

..... Vous serez informés, par mes royales dépêches du 5 de ce mois, et par la demande et proposition que vous en fera faire madame ma très-chère et très-aimée sœur la sérénissime archiduchesse Marie-Élisabeth, ma lieutenant et gouvernante générale de mes Pays-Bas, du pressant besoin dans lequel je recours à votre zèle, pour vous demander un subside extraordinaire. J'ai, à la vérité, été informé, depuis l'expédition de mes susdites dépêches, de quelques points préliminaires ajustés pour parvenir à la paix : mais le secours et subside extraordinaire auquel je m'attends de votre zèle, m'est toujours également nécessaire, puisque les circonstances me forcent de continuer les mêmes dépenses, soit pour se tenir en état et situation convenable jusqu'à parfaite fin de la négociation, soit pour continuer la guerre contre les ennemis du nom chrétien, si l'on ne parviendrait pas à la conclusion.

C'est dans ces circonstances, que je vous fais cette, pour vous requérir itérativement de m'accorder d'autant plus le secours et subside extraordinaire mentionné en mes précédentes dépêches, qu'il ne sauroit se présenter d'occasion où cette marque de votre zèle me puisse être plus nécessaire et plus agréable; et vous m'avez donné trop de marques de votre attachement inviolable, pour que je n'espère pas que vous répondrez à la confiance avec

(523)

laquelle je compte sur l'effet de votre zèle dans une conjoncture si pressante. A tant, etc., Notre-Seigneur vous ait en sa sainte garde. De Vienne, le 14^e de septembre 1739. Roc^u v^t.

CHARLES.

Par l'Empereur et Roy :

LE BARON DE KURZ.

Archives de la chancellerie des Pays-Bas : Registre aux dépêches de 1738-1739, pag. 248. — Archives des états de Brabant : reg. *Lettres des souverains aux états*, et Registre aux résolutions de 1739. — Archives des états de Hainaut : *Actes des états*, t. L, fol. 38.

CXV.

MARIE-THÉRÈSE AUX ÉTATS DES DIFFÉRENTES PROVINCES.

Elle les informe de la mort de l'Empereur, son père, ainsi que de son avènement au trône; les assure qu'elle maintiendra leurs privilèges, et leur procurera tous les avantages possibles; leur promet de recevoir favorablement toutes les représentations qu'ils voudront lui faire, et enfin, leur notifie qu'elle a continué l'archiduchesse Marie-Élisabeth, sa tante, dans le gouvernement des Pays-Bas.

Vienne, 22 octobre 1740.

LA REINE.

..... L'amour et affection paternelle dont feu Sa Majesté Impériale et Catholique l'empereur Charles VI^e, notre très-honoré seigneur et père, de très-glorieuse mémoire, vous a donné tant de marques, ainsi qu'à tous ses sujets, vous rendra certainement très-sensible la perte que nous venons de faire de cet auguste monarque, qu'il a plu à Dieu d'appeler à soi le 20 de ce

mois, vers les deux heures du matin. Et comme, par ce trépas, nous avons succédé aux royaumes, États et provinces héréditaires de feu ledit Empereur, notre très-honoré seigneur et père, en qualité de son héritière unique et universelle, tant par droit de sang et de succession, qu'en vertu de l'acte de la sanction pragmatique reconnue et acceptée par tous nosdits royaumes, États et provinces héréditaires, nous avons bien voulu vous en donner part, en nous confiant tellement sur votre zèle, affection et fidélité, dont vous avez donné tant de preuves éclatantes, que nous ne doutons nullement que vous ne concouriez avec la même ardeur à tout ce qui peut intéresser le bien et avantage de notre royal service, en vous assurant qu'informée des services considérables que vous avez rendus, de même que des favorables intentions que feu notredit très-honoré seigneur et père avoit conçues, de son vivant, pour tout ce qui pouvoit contribuer au plus grand avantage et prospérité de ses fidèles États des Pays-Bas, nous prendrons non-seulement un soin très-particulier de vous maintenir en la jouissance de vos droits et privilèges, mais que nous procurerons aussi à nosdits sujets des Pays-Bas en général, et à votre province en particulier, tous les soulagemens et avantages possibles; et, pour vous donner, dès à présent, une marque particulière de notre bienveillance, nous recevrons favorablement et ferons examiner avec attention les représentations que vous pourrez nous adresser à ces fins. Finalement, comme nous avons requis notre très-chère et très-aimée bonne tante et sœur madame la sérénissime archiduchesse Marie-Élisabeth d'Autriche, de vouloir bien continuer à régir et gouverner nosdits Pays-Bas, en qualité de notre lieutenant, gouvernante et capitaine générale, dont lui avons remis nos lettres patentes de plein pouvoir (1), nous vous requérons et ordonnons, tant en général qu'en particulier, de la reconnoltre pour telle, par les témoignages de respect et obéissance dus à celle qui représente notre personne royale, et que vous lui avez marqués jus-

(1) Elles sont du 22 octobre 1740.

ques à présent. A tant, etc. De Vienne, ce 22 octobre 1740. Roc^{ti} vt.

MARIE-THÉRÈSE.

Par la Reine :

LE BARON DE KURZ.

Archives du Royaume : MS. *Lettres des souverains aux états*. — Archives de la chancellerie des Pays-Bas :
Registre aux dépêches de 1740-1741, fol. 3. —
Archives des états de Brabant : Registre aux résolutions de 1740. — Archives des états de Hainaut :
laye IV, vol. 2.

CKVI.

MARIE-THÉRÈSE AUX ÉTATS DES DIFFÉRENTES
PROVINCES.

Elle les informe qu'elle a conféré la charge de lieutenant, gouverneur et capitaine général des Pays-Bas au prince Charles de Lorraine.

Preßbourg, 7 septembre 1741.

LA REINE.

..... Étant persuadée de votre zèle et fidélité pour les intérêts de notre royal service, ainsi que de votre affection respectueuse envers feu la sérénissime archiduchesse Marie-Élisabeth, notre très-chère et très-aimée bonne tante et sœur, notre lieutenant et gouvernante générale des Pays-Bas, nous ne saurions douter que vous ne soyez touchés de la sensible perte que nous venons de faire par la mort de cette digne princesse (1), que nous chérissions et estimions selon ses rares mérites, parmi lesquels nous voulons bien considérer celui de vous avoir dirigés avec tant de bonté et sagesse. Nous devons confier dans les divines miséricordes qu'elle ait reçu la récompense de ses grandes vertus, desquelles vous trouverez un digne successeur dans la personne du prince Charles de Lorraine et Bar, notre beau-frère et cousin, que, comme tel, et en qualité d'adjoint, nous avons

(1) Elle était décédée le 26 août, au château de Marimont.

déclaré dès le mois d'avril de cette année, ainsi que vous reconnaissez plus amplement de nos lettres patentes dépêchées à cette fin le 17 dudit mois d'avril. C'est pourquoi (et ne sachant point si feu la sérénissime Archiduchesse vous en avoit instruit) que nous avons bien voulu vous donner part de cette notre royale résolution, vous requérant et ordonnant en même temps, tant en général qu'en particulier, de reconnaître notredit très-cher et aimé beau-frère et cousin pour notre lieutenant, gouverneur et capitaine général de nosdits Pays-Bas, par les témoignages de respect et obéissance que vous êtes accoutumés de rendre à celui qui représente notre personne. Et, comme vous pouvez être assurés que c'est pour le plus grand bien et avantage de nos bons et fidèles vassaux et sujets desdits pays, que nous avons pris cette résolution, nous nous promettons que vous continuerez de nous donner de plus en plus des marques de votre zèle et attachement pour notre service, et les moyens de nous mettre en état de veiller à la conservation et défense de nosdits États héréditaires des Pays-Bas, ainsi que d'y faire subsister, avec la décence requise, le prince, notre beau-frère, à l'exemple de ce que vous avez fait jusqu'à présent pour l'entretien de la cour de notre sérénissime tante : sur quoi nous faisons instruire le comte Frédéric de Harrach, lequel vous aurez déjà reconnu en qualité de notre lieutenant, gouverneur et capitaine général *ad interim*, selon que nous l'avions établi dans le *pliego de providencia* (1). A tant, etc., Dieu vous ait en sa sainte garde. Du château de Presbourg, le 7^e septembre 1741. S^{il} v^t.

MARIE-THÉRÈSE.

Par la Reine :

BENOÎT DE PALAZZI.

Archives du Royaume : MS. *Lettres des souverains aux états*. — Archives des états de Brabant : *Registre aux résolutions de 1741*. — Archives des états de Namur : *Registre aux lettres de la cour, de 1567 à 1781*, pièce 96. — Archives des états de Hainaut : *Actes des états*, t. LI, fol. 29.

(1) Par lettres patentes du 12 novembre 1740.

CXVII.

MARIE-THÉRÈSE AUX ÉTATS DES DIFFÉRENTES
PROVINCES.

Elle les informe qu'elle a accordé son rappel au comte de Harrach, lieutenant, gouverneur et capitaine général des Pays-Bas *ad interim*, et qu'elle a nommé le comte de Königsegg-Erps pour le remplacer, en attendant l'arrivée du prince Charles de Lorraine. Elle espère que ce ministre leur sera agréable, et termine, en sollicitant la continuation de leurs efforts et de leur zèle.

Vienne, 16 février 1743.

LA REINE.

..... Comme, de la part de notre très-cher et féal le comte Frédéric de Harrach, notre conseiller d'État et notre lieutenant, gouverneur et capitaine général en intérim de nos Pays-Bas, il nous a été représenté que, par la mort du comte Aloisius, son père, maréchal de l'Autriche Inférieure, sa nombreuse famille et intérêts domestiques souffroient notablement par son absence, et comme nous avons toujours regardé la personne dudit comte avec bienveillance, et le considérons également utile pour les bons services qu'il peut nous rendre ici, ou ailleurs, nous avons bien voulu condescendre à ses instantes prières, en lui accordant le rappel qu'il a tant sollicité, et qui intéresse si fort une famille que nous honorons de notre spéciale protection.

Mais, considérant qu'entre le prochain départ du comte de Harrach et l'arrivée de notre lieutenant, gouverneur et capitaine général, le sérénissime prince Charles de Lorraine et de Bar, notre très-cher et très-aimé beau-frère et cousin, il se trouveroit un intervalle de temps durant lequel cet important poste, que ledit comte va quitter, seroit dépourvu d'une personne de notre part commise et autorisée, et considérant de même que

ledit sérénissime prince Charles pourroit encore tarder quelque peu de mois, à cause des importantes et indispensables commissions dont il se trouve actuellement chargé pour la prochaine campagne, l'amour et sollicitude que nous devons à nos bons sujets nous a fait incessamment penser à la personne qui pourroit également mériter notre royale confiance et s'attirer lavôtre, tant dans l'administration des intérêts du souverain, que dans la direction générale du gouvernement, non-seulement sous la dépendance dudit prince gouverneur général, mais aussi sous nos ordres immédiats, pouvant encore par soi-même faire tout ce que le bien de notre royal service et l'avantage de nos bons sujets peut exiger.

Selon ces principes, et pour les fins ci-dessus reprises, et principalement pour de plus en plus vous convaincre de notre bienveillance et soins maternels vers nos bonnes provinces en général, et la vôtre en particulier, nous avons nommé, par nos lettres patentes du 13^e de ce mois, pour notre ministre plénipotentiaire, notre très-cher et féal le comte Charles-Ferdinand de Königsegg-Erps, notre conseiller intime d'État actuel, vice-président de notre conseil suprême établi près de notre personne royale pour les affaires de nos Pays-Bas, conseiller d'épée en notre conseil d'État établi en nosdits pays, et grand maître de la cour de la sérénissime archiduchesse Marie-Anne, notre très-chère et très-aimée sœur, auquel comte, nonobstant que ses emplois exigeroient ici sa résidence continuelle, nous ordonnons de se rendre sans délai à Bruxelles, et même sans faire les préparatifs et dispositions nécessaires pour sa propre maison et équipages, et cela en vue du peu de durée que naturellement y doit avoir sa demeure, et pour que d'autant plus aisément il puisse former la cour du prince, notre beau-frère : dont nous le chargeons particulièrement, et de vous assurer à cet égard de notre royale gratitude, pour les secours ou entretien que vous continuerez à accorder.

Nous sommes bien persuadée que ce ministre plénipotentiaire

vous sera tout à fait agréable, tant par ses mérites et bonnes qualités personnelles, que par ses longues expériences et grandes connoissances de ces pays-là : raison qui n'a pas manqué de nous être fort en vue dans la présente destination et résolution, laquelle, ainsi que toutes celles que nous prendrons à votre égard a et auront toujours pour but le plus grand bien et avantage de nos bons et fidèles sujets.

C'est pour atteindre ce but, et pour un objet si salulaire, que nous avons été obligée, et le sommes encore, de vous demander la continuation des généreux efforts de votre zèle, par-dessus les aides et subsides ordinaires, voulant que le tout soit employé à votre propre défense, et au plus grand bien, soutien et avantage de nos bons sujets : sur quoi le comte de Königsegg-Erps vous donnera tout apaisement convenable de notre part, de même que le prince gouverneur général, dès son arrivée, en attendant qu'il plaise à la divine Providence de réprimer tellement l'injustice et violens efforts de nos ennemis, que nous puissions parvenir à une situation assez heureuse, pour ne vous faire ressentir que nos grâces et les effets de notre royale gratitude. A tant, etc., Notre-Seigneur vous ait en sa sainte garde. Vienne, ce 16 février 1743. S^{te} v^{te}.

MARIE-THÉRÈSE.

Par la Reine :

BENOÎT DE PALAZZI.

Archives des états de Namur : *Registre aux lettres de la cour, de 1567 à 1781, pièce 98.* —
Archives des états de Brabant : *Registre aux résolutions de 1743.*

CXVIII.

FRANÇOIS I^{er} AUX ÉTATS DES DIFFÉRENTES
PROVINCES.

Il les remercie des lettres qu'ils lui ont écrites, pour lui exprimer leur joie, leur dévouement et leur satisfaction, à l'occasion de la co-régence que la Reine lui a donnée de ses États héréditaires.

Vienne, 14 décembre 1743.

LE DUC CO-RÉGENT.

..... Nous avons vu, avec beaucoup d'agrément, les marques de joie, de dévouement et de satisfaction que vous nous avez témoignées, par votre lettre du, sur la résolution que Sa Majesté la Reine, notre très-chère et très-aimée épouse, a prise, de nous associer à la co-régence de tous ses royaumes et pays héréditaires (1). Comme les vues de la Reine, dans cette sa souveraine disposition, n'ont été dirigées qu'à procurer de plus en plus l'avantage de ses bons et fidèles sujets, nous concourrons de toutes nos forces à atteindre ce but, et à remplir entièrement l'idée proposée, en faisant ressentir aux habitants

(1) L'acte par lequel Marie-Thérèse déclara le duc François de Lorraine, son époux, co-régent de tous ses États héréditaires, est du 21 novembre 1740, et l'acte d'acceptation du duc, du 22 novembre. L'un et l'autre sont insérés dans un diplôme que la Reine fit expédier pour les Pays-Bas, sous la date du 18 février 1741.

Ce fut seulement en 1743, que les états en reçurent communication officiellement. Le conseil d'État avait trouvé, en 1741, des difficultés à ce qu'elle eût lieu alors, à cause que Marie-Thérèse n'était pas encore inaugurée.

des Pays-Bas en général, et à votre province en particulier, l'étendue de nos soins et de notre affection. A tant, etc., Notre-Seigneur vous ait en sa sainte garde. De Vienne, ce 14 décembre 1743. Sit^a v^t.

FRANÇOIS.

Par le duc co-régent :

BENOÎT DE PALAZZI.

Archives de la chancellerie des Pays-Bas :
Registre aux dépêches de 1743-1744, fol.
120. — Archives des états de Brabant :
reg. *Lettres des souverains aux états.*

CXIX.

MARIE-THÉRÈSE AUX ÉTATS DES DIFFÉRENTES
PROVINCES.

Elle leur notifie le mariage de l'archiduchesse Marie-Anne, sa sœur, avec le prince Charles de Lorraine, et leur nomination comme gouverneurs généraux des Pays-Bas conjointement.

Vienne, 29 janvier 1744.

LA REINE.

..... Les preuves réelles et constantes que nos bons et fidèles sujets des Pays-Bas nous ont continuellement données de leur zèle et attachement envers notre royale personne, depuis notre avènement au trône, attire notre spéciale attention à les favoriser et distinguer en toute rencontre. C'est par un pur effet de nos soins maternels que, dès le mois d'avril de l'an 1741, nous avons destiné le sérénissime prince Charles de Lorraine et de Bar comme gouverneur général adjoint à feu la sérénissime Archiduchesse, notre tante, pour l'aider et soulager, au plus grand bien et avantage de nos États héréditaires des Pays-Bas,

au gouvernement desquels il lui devoit succéder, ainsi qu'il étoit ordonné par ses lettres patentes, et que nous vous avons déclaré, par nos dépêches expédiées de notre château de Presbourg, en date du 7^e septembre de la même année. Les invasions injustes et inopinées de plusieurs armées ennemies, et les extorsions commises dans la meilleure partie de nos États héréditaires d'Allemagne, ont bien empêché le départ du prince, employé, pour notre service, à leur défense, sous les ordres de S. A. R. le duc co-régent, notre très-cher et très-aimé époux, et ensuite, comme général en chef de nos armées : mais ces mêmes invasions n'ont jamais su détourner nos vues du dessein que nous avons de vous distinguer et favoriser de plus en plus, tellement que, dès que, par la protection et bénédiction divine, nos armées victorieuses nous ont pu débarrasser de l'injuste oppression, nous n'avons pas voulu retarder l'accomplissement du mariage, depuis longtems résolu, de la sérénissime archiduchesse Marie-Anne, notre très-chère et très-aimée sœur, avec le susdit prince, non plus que la satisfaction extrême que vous autres recevrez à les avoir tous deux conjointement pour vos gouverneurs généraux, représentant notre royale personne, ainsi que vous le reconnottrez plus amplement par lettres patentes, dépêchées en due forme, en date du 8^e du courant, et par le prompt départ de ces princes vers nos provinces, nonobstant les inconvénients de la présente saison. Par tout quoi, vous devez vous tenir assurés de notre royale propension et gratitude, vous requérant et ordonnant, en même tems, tant en général qu'en particulier, de reconnoltre notredite très-chère et très-aimée sœur et notredit très-cher et très-aimé beau-frère et cousin pour notre lieutenant et lieutenant, gouverneurs et capitaines généraux de nos Pays-Bas, par les témoignages de respect et d'obéissance que vous êtes accoutumés de rendre à ceux qui représentent notre personne sacrée. Et, comme vous devez vous convaincre de ce que c'est pour le plus grand bien et avantage de nos bons et fidèles sujets des Pays-Bas, que

nous avons pris cette résolution, nous nous promettons également de votre due reconnaissance que vous continuerez à nous donner de plus en plus des marques réelles de votre attachement et zèle pour notre service, et les moyens de nous mettre en état de veiller avec fruit à votre propre défense et conservation, de même qu'à faire subsister, avec la décence requise, la cour des sérénissimes princes : sur tout quoi, nous avons fait instruire le comte de Königsegg-Erps, qui doit continuer, jusqu'à leur arrivée, comme notre représentant et ministre plénipotentiaire, la direction générale de ce gouvernement. A tant, etc., Notre-Seigneur vous ait en sa sainte garde. Vienne, ce 29 janvier 1744. S^{te} v^{te}.

MARIE-THÉRÈSE.

Par la Reine :
LE BARON DE PALAZZI.

Archives de la chancellerie des Pays-Bas : Registre aux dépêches de 1743-1744, fol. 157. — Archives des états de Namur : *Registre aux lettres de la cour*, de 1567 à 1781, pièce 100. — Archives des états de Hainaut : laye IV, vol. 2.

CXX.

MARIE-THÉRÈSE AUX ÉTATS DES DIFFÉRENTES PROVINCES.

Elle les informe qu'elle a accordé au comte de Kaunitz-Rittberg, ministre plénipotentiaire aux Pays-Bas, le rappel sollicité par lui, et que le comte Charles de Batthiany le remplace. — Elle sollicite la continuation de leurs efforts et de leur zèle pour son service.

Vienne, 11 juin 1746.

L'IMPÉRATRICE ET REINE.

..... Comme, de la part de notre très-cher et féal le comte Wenceslas-Antoine de Kaunitz-Rittberg, notre conseiller d'État,

et, pendant l'absence de notre très-cher et très-aimé beau-frère et cousin le sérénissime prince Charles de Lorraine et de Bar, notre ministre plénipotentiaire pour le gouvernement général de nos Pays-Bas, il nous a été représenté que son état valétudinaire et sa santé chancelante ne lui permettroient plus de pouvoir s'appliquer aux affaires de la direction que nous lui avons confiée, et que nous avons toujours regardé la personne dudit comte avec bienveillance, la considérant également utile pour les bons services qu'il peut nous rendre ailleurs, nous avons bien voulu condescendre à ses instantes prières, en lui accordant le rappel qu'il a tant sollicité, et qui intéresse si fort le rétablissement de sa santé, à laquelle nous voulons bien prendre part.

Mais, considérant qu'entre le prochain départ du comte de Kaunitz-Rittberg et l'arrivée de notre lieutenant, gouverneur et capitaine général, le sérénissime prince Charles de Lorraine et de Bar, notre très-cher et très-aimé beau-frère et cousin, il se trouveroit un intervalle de tems durant lequel cet important poste, que ledit comte va quitter, seroit dépourvu d'une personne de notre part commise et autorisée, l'amour et sollicitude que nous devons à nos bons sujets nous a fait incessamment penser au choix d'un ministre qui pourroit également mériter notre royale confiance et s'attirer la vôtre, tant dans l'administration des intérêts du souverain que dans la direction générale du gouvernement, non-seulement sous la dépendance dudit prince gouverneur général, mais aussi sous nos ordres immédiats, pouvant encore par soi-même faire tout ce que le bien de notre royal service et l'avantage de nos bons sujets peut exiger.

Selon ces principes, et pour les fins ci-dessus reprises, et principalement pour de plus en plus vous convaincre de notre bienveillance et soins maternels envers nos bonnes provinces en général, et la vôtre en particulier, nous avons nommé, par nos lettres patentes du 6^e de ce mois, pour notre ministre plénipotentiaire, notre très-cher et féal le comte Charles de Batthiany, notre conseiller intime d'État actuel, ban de Croatie, feld-maré-

chal de nos armées, colonel d'un régiment de dragons et commandant général de notre armée aux Pays-Bas, et nous sommes bien persuadée que ce ministre plénipotentiaire vous sera tout à fait agréable, tant par ses mérites et bonnes qualités personnelles, que par sa valeur et longue expérience militaire, si nécessaires dans les conjonctures présentes : raison qui n'a pas manqué de nous être fort en vue dans cette destination et résolution, la trouvant non-seulement compatible, mais aussi fort convenable avec les circonstances du temps et du commandement des armées où ledit maréchal se trouve employé; laquelle résolution, ainsi que toutes celles que nous prendrons à votre égard, a et auront toujours pour but le plus grand bien et avantage de nos bons et fidèles sujets.

C'est pour atteindre ce même but, et pour un objet si salutaire, que nous avons été obligée, et le sommes encore, de vous demander la continuation des généreux efforts de votre zèle, par-dessus les aides et subsides ordinaires, voulant que le tout soit employé à votre propre défense et au plus grand bien, soutien et avantage de nos bons sujets : sur quoi, le comte de Bathiany vous donnera tout apaisement convenable de notre part, de même que le prince gouverneur général, dès son arrivée, en attendant qu'il plaise à la divine providence de réprimer tellement l'injustice et violents efforts de nos ennemis, que nous puissions parvenir à une situation assez heureuse pour ne vous faire ressentir que nos grâces et les effets de notre royale gratitude et clémence. A tant, etc., Dieu vous ait en sa sainte garde. Vienne, ce 11 juin 1746. SIL^a v^t.

MARIE-THÉRÈSE.

Par l'Impératrice et Reine :

LE BARON DE PALAZZI.

Archives de la chancellerie des Pays-Bas : Registre aux dépêches de 1745-1746, fol. 132. —

Archives des états de Namur : *Registre aux lettres de la cour*, de 1567 à 1781, pièce 111.

—

MARIE-THÉRÈSE AUX ÉTATS DES DIFFÉRENTES
PROVINCES.

Elle leur notifie la nomination de l'archiduchesse Marie-Christine et du duc Albert de Saxe-Teschen, son époux, comme gouverneurs généraux des Pays-Bas, en remplacement de feu le prince Charles de Lorraine.

Vienne, 20 août 1780.

L'IMPÉRATRICE DOUAIRIÈRE ET REINE.

..... Les témoignages que vous nous avez constamment donnés de votre fidélité, ainsi que de votre zèle pour le bien de notre royal service, et la connoissance que nous avons de l'attachement respectueux que vous avez toujours marqué à la personne de feu S. A. R. le duc Charles-Alexandre de Lorraine et de Bar, notre très-cher et très-aimé beau-frère et cousin, notre lieutenant, gouverneur et capitaine général des Pays-Bas, ne nous permettent pas de douter de votre sensibilité à la perte que nous venons de faire par le décès de ce digne prince (1), dont nous chérissions et estimions les rares qualités, et entre autres la bonté et la sagesse avec lesquelles il vous a dirigés pendant le long cours de son gouvernement. Et, comme nous n'avons rien plus à cœur que le plus grand bien et avantage de nos bons et fidèles vassaux et sujets en général, et de ceux de nos provinces belgiques en particulier, nous voulons bien vous donner, à cette occasion, une nouvelle preuve éclatante de nos soins maternels, en vous faisant part de la résolution que nous avons prise de nommer, comme nous avons déjà en effet nommé, notre très-chère et très-aimée fille l'archiduchesse Marie-Christine, et notre très-cher et très-aimé gendre et cousin le duc Albert de Saxe-

(1) Il était mort, le 4 juillet, au château de Tervueren.

Teschen, son époux, nos lieutenans, gouverneurs et capitaines généraux des Pays-Bas (1), où ils se rendront aussi promptement que faire se pourra : vous requérant et ordonnant, en même tems, tant en général qu'en particulier, de les reconnoître en cette qualité par les témoignages de respect et obéissance que vous êtes accoutumés de rendre à ceux qui représentent notre personne royale. Et, comme le choix que nous avons fait vous assure de plus en plus de notre souveraine bienveillance, nous nous promettons aussi que non-seulement vous déploierez de plus en plus votre zèle et dévouement pour notre service, et pour nous mettre en état de veiller à la conservation et défense de nosdites provinces héréditaires des Pays-Bas, mais que vous continuerez également de fournir les moyens d'y faire subsister, avec la décence requise, nos très-chers et très-aimés fille et gendre, à l'exemple de ce que vous avez fait pour l'entretien de la cour, tant de feu la sérénissime archiduchesse Marie-Élisabeth, notre tante, que de Leurs Altesses Royales Marie-Anne, notre sœur, et son époux, le duc Charles-Alexandre de Lorraine et de Bar, notre beau-frère et cousin, selon ce que nous vous ferons connoître à cet égard par le prince George-Adam de Starhemberg, notre lieutenant, gouverneur et capitaine général *ad interim*, en conséquence de la disposition contenue dans le *pliego de providencia* (2). A tant, etc. De Vienne, le 20 août 1780. K. R. v^l.

MARIE-THÉRÈSE.

Par l'Impératrice douairière et Reine :

A.-G. DE LEDERER.

Archives du Royaume : MS. *Lettres des souverains aux états*.

— Archives de la chancellerie des Pays-Bas : Registre aux dépêches de 1777 à 1784, fol. 276. — Archives des états de Brabant : reg. *Lettres des souverains aux états*.

(1) Par lettres patentes du 20 août 1780.

(2) Ce *pliego de providencia*, qui avait été déposé à la citadelle d'An-

CXXII.

JOSEPH II AUX ÉTATS DES DIFFÉRENTES
PROVINCES (1).

Il leur notifie la mort de l'Impératrice-Reine, sa mère, et son avènement au trône ; les assure que non-seulement il les maintiendra dans leurs privilèges, mais encore qu'il s'occupera de tout ce qui peut contribuer à leur avantage et à leur bonheur, et les prévient enfin qu'il recevra favorablement les représentations qu'ils voudront lui faire.

Vienne, 30 novembre 1780.

L'EMPEREUR ET ROI.

..... L'Impératrice-Reine, notre très-chère et très-honorée mère et dame, de très-glorieuse mémoire, vous a donné, ainsi qu'à tous ses autres sujets, tant de marques de son amour et affection maternelle, que nous ne doutons pas que vous ne soyez pénétrés de douleur de la perte que nous venons de faire de cette auguste princesse, que Dieu a appelée à lui le 29 de ce mois, vers les neuf heures du soir. Et, ayant succédé dans tous les royaumes, États et provinces héréditaires de feu Sa Majesté, en qualité de son héritier universel et unique, nous voulons bien vous en faire part par les présentes, ne doutant pas que vous ne concouriez à tout ce qui peut intéresser le bien de notre royal service, avec le même zèle et la même fidélité et affection dont vous avez donné tant de preuves éclatantes sous le règne de feu Sa Majesté. Nous vous assurons en même tems que nous aurons non-seulement un

vers, consistait dans des lettres patentes du 12 février 1772, par lesquelles Marie-Thérèse nommait le prince de Starhemberg lieutenant, gouverneur et capitaine général *ad interim*, en cas que le duc Charles de Lorraine vint à décéder.

(1) Cette lettre se trouve dans le *Recueil des représentations, protestations et réclamations*, publié en 1787, t. I, p. 72.

soin particulier de vous maintenir dans la jouissance de vos droits et privilèges, mais de nous occuper constamment aussi de tout ce qui peut en général contribuer au soulagement, à l'avantage et au bonheur de tous nos sujets des Pays-Bas, et de votre province en particulier; et, pour vous donner dès à présent une marque distinguée de notre bienveillance, nous vous prévenons que nous recevrons favorablement et ferons examiner avec attention les représentations que vous croirez devoir nous adresser sur des objets qui intéressent notre royal service, ou le bien-être de nos fidèles sujets.

Du reste, vous êtes déjà informés de la destination de Leurs Altesses Royales l'archiduchesse Marie-Christine, notre très-chère et très-aimée sœur, et le duc Albert de Saxe-Teschen, son époux, au gouvernement général de nos provinces belgiques (1); et, en attendant leur arrivée aux Pays-Bas, nous vous requérons et ordonnons, tant en général qu'en particulier, de reconnaître notre cousin le prince Adam de Starhemberg pour notre lieutenant, gouverneur et capitaine général *par intérim* (2), par les témoignages de respect et obéissance que vous devez à celui qui représente notre personne royale. A tant, etc., Notre-Seigneur vous ait en sa sainte garde. De Vienne, le 30 novembre 1780. K. R. v^t.

JOSEPH.

Par l'Empereur et Roi :

A.-G. DE LEDERER.

Archives du Royaume : MS. *Lettres des souverains aux états*. — Archives des états de Brabant : *Registre aux résolutions de 1780*, et reg. *Lettres des souverains aux états*. — Archives des états de Namur : *Registre aux lettres de la cour, de 1777 à 1781*, pièce 152. — Archives des états de Hainaut : laye IV, vol. 4, 4^e partie.

(1) L'Empereur confirma, par des patentes du 12 janvier 1781, la nomination que ces princes tenaient de sa mère.

(2) Le prince de Starhemberg fut maintenu dans le poste de gouverneur général *ad interim*, par des patentes de l'Empereur, du 30 novembre 1780.

JOSEPH II AUX ÉTATS DE BRABANT (1).

Il a reçu leurs remontrances du 22 juin. — Il proteste qu'il n'a jamais voulu renverser la constitution des provinces belgiques, mais seulement réformer les abus. — Il s'attendait donc à de la reconnaissance de leur part. — Il a mandé à Vienne des députés des différentes provinces, pour conférer avec eux. S'ils n'y venaient pas, ils ne devraient imputer qu'à eux-mêmes les malheureuses conséquences qui en résulteraient.

Vienne, 5 juillet 1787.

L'EMPEREUR ET ROI.

Très-révérands, révérends pères en Dieu, nobles, chers et féaux, chers et bien amés, mon chancelier de cour et d'État m'a présenté vos remontrances datées du 22 juin dernier (2); et je veux bien encore, sur leur contenu, vous dire, par les présentes, que mon intention n'a jamais été de renverser la constitution de mes provinces belgiques, et que toutes les dispositions dont j'ai chargé mon gouvernement général tendent uniquement, et sans la moindre apparence d'un intérêt personnel, au plus grand avan-

(1) Cette lettre fut rédigée dans le cabinet même de l'Empereur, et vraisemblablement sous sa dictée.

Elle a été publiée dans le *Recueil des représentations*, etc., 4^e partie du 1^{er} recueil, p. 101.

(2) Ces remontrances ont été publiées aussi dans le *Recueil des représentations*, etc., suite de la 3^e partie du 1^{er} recueil, p. 171-198.

Le prince de Kaunitz écrivait, le même jour, 5 juillet, au comte de Belgiojoso : « Les états de Brabant ont fait parvenir, par un exprès, une représentation, qui cependant n'est qu'une récapitulation de ce qu'ils ont déjà dit, et dont, par conséquent, une copie ne vous apprendrait rien. »

tage de mes fidèles sujets des Pays-Bas, sans que j'aye voulu priver par là les corps de la nation de leurs anciens droits, privilèges et libertés. Toutes mes démarches vous doivent convaincre de la vérité de cette assertion, si vous êtes encore susceptibles de leur rendre la justice qui leur est due.

Je ne me suis occupé de quelques réformes dans l'administration de la justice, que sur les instances multipliées que contenoient nombre de requêtes que j'ai reçues, tendantes à obtenir une procédure moins longue et moins dispendieuse; et les intendances n'avoient d'autre but que de surveiller à l'exécution des loix, et à ce que les personnes obligées par état à les faire observer, remplissent leur devoir.

A l'égard de plusieurs anciens privilèges, je n'ai pensé qu'à réformer, du gré même des intéressés, les abus nuisibles qui peuvent s'y être glissés par le laps de tems, contre le but de leur concession primitive.

Loin donc de prévoir de l'opposition, et surtout une aussi audacieuse, je devois m'attendre à ce que les états de mes provinces belgiques y entroient avec autant d'empressement que de reconnaissance; et je veux bien, en bon père et en homme qui sait compatir à la déraison, et qui sait beaucoup pardonner, n'attribuer encore ce qui est arrivé, et ce que vous avez osé, qu'à des mésentendus ou des fausses interprétations de mes intentions, données et répandues par des personnes plus attachées à leur intérêt privé qu'au bien général, et qui n'ont rien à perdre.

Quoi qu'il en soit, je veux bien que l'exécution des nouvelles ordonnances en question reste présentement en suspens, et, lorsque Leurs Altesses Royales mes lieutenants et gouverneurs généraux, conformément aux intentions que je leur ai fait connoître en dernier lieu, se seront rendues à Vienne avec les députés des différentes états, pour me représenter de vive voix leurs griefs, et apprendre mes intentions, qu'ils trouveront toujours calquées sur les principes de l'équité la plus parfaite, et

uniquement tendantes au bien-être de mes sujets, nous conviendrons ensemble des dispositions à faire pour le bien général, selon les loix fondamentales du pays.

Mais si, contre toute attente, cette dernière démarche de ma bonté envers vous fût méconnue, au point que vous vous refusiez à me venir porter vos plaintes, vos craintes, vos doutes, et à m'entendre avec confiance, et que vous continuiez vos excès honteux et démarches inexcusables, alors vous en tirerez vous-mêmes toutes les malheureuses conséquences qui en résulteront sans faute : ce qu'à Dieu ne plaise. A tant, très-révérands, révérends pères en Dieu, nobles, chers et féaux, chers et bien aimés, Notre-Seigneur vous ait en sa sainte garde. Vienne, le 3 juillet 1787.

JOSEPH.

Par l'Empereur et Roi :

A.-G. DE LEDERER.

Suscription : Aux très-révérands, révérends pères en Dieu, nobles, chers et féaux, chers et bien aimés, les archevêque, évêque, prélats, nobles et villes de notre pays et duché de Brabant, ou à leurs députés.

Archives des états de Brabant : reg. *Lettres des souverains aux états.*

CXXIV.

JOSEPH II AUX ÉTATS DE BRABANT (1).

Il leur notifie les mesures qu'il a prises, par suite du refus des subsides fait par le tiers état, et leur déclare qu'il ne se croit plus lié par la Joyeuse-Entrée.

Vienne, 7 janvier 1789.

L'EMPEREUR ET ROI.

Très-révérands, révérends pères en Dieu, nobles, chers et féaux, chers et bien amés, le refus aux subsides ordinaires,

(1) Quelques particularités qui se rapportent à cette lettre méritent d'être consignées ici.

Le 26 décembre 1788, Joseph II écrivit au prince de Kaunitz un billet ainsi conçu :

« Mon cher prince de Kaunitz, le refus des subsides de la part du tiers état du Brabant, et la mauvaise grâce avec laquelle les deux premiers états les ont accordés, joint au refus des états du Hainaut, m'engagent à vous charger de faire minuter tout de suite une dépêche, aussi courte que positive, par laquelle je donne à connoître mon juste mécontentement à ces deux provinces, et, sans insister d'aucune façon à une assemblée ultérieure qui auroit pour objet les subsides, ni même leur permettre qu'ils s'assemblent, on leur déclare que dès ce moment je révoquois, et pour le Brabant et pour le Hainaut, toutes les concessions, et surtout celle de l'oubli de tout ce qui s'étoit passé, que j'avois eu la clémence de leur faire, en enjoignant en même tems à mon gouvernement de ne me plus proposer de grâce quelconque, soit à l'égard du clergé ou du civil, pour les individus du Brabant et du Hainaut, et de n'en placer aucun, de suspendre toute nomination ultérieure aux abbayes, et de faire, à l'aide du militaire, la recherche la plus exacte des personnes de toutes les classes et conditions qui, pendant les troubles, se sont rendues coupables de fait,

auquel a osé se porter le tiers état de mon duché de Brabant, sans que les premiers membres aient fait le moindre effort pour y mettre ordre, a dû exciter toute mon indignation, et m'engage à révoquer, dès ce moment, pour cette province, toutes les concessions que je lui avois faites, et nommément celle de l'oubli de tout ce qui s'est passé pendant les derniers troubles, que j'avois eu la clémence de lui accorder. Je défends en même

de paroles, ou par écrit, pour les punir selon que je le trouverai convenir aux circonstances; que, par le refus que font les états des subsides qui sont dus et indispensables pour l'entretien de l'administration publique, ils ne pourront plus alléguer la moindre infraction de la Joyeuse-Entrée; que je ne me croyois, par conséquent, plus lié vis-à-vis d'eux à l'observer.

» Il me semble qu'en leur disant ceci très-sèchement, et en ne leur demandant plus de subside, cela devra faire quelque effet.

» JOSEPH. »

Kaunitz fit observer à l'Empereur que le comte de Trauttmansdorff (qui avait succédé au comte de Belgiojoso dans le poste de ministre plénipotentiaire aux Pays-Bas) était sur le point d'arriver à Vienne, et que ce serait hasarder infiniment, si, pendant son absence, on faisait des dispositions qui pussent causer de nouveaux troubles : il était donc d'avis, ou que le comte de Trauttmansdorff reçût par estafette l'ordre de rester à Bruxelles, s'il y était encore, ou qu'on attendît son arrivée, pour qu'on pût concerter avec lui les mesures à prendre envers les états *rénitents*. (Rapport du 27 décembre.)

Joseph II apostilla le rapport du chancelier de cour et d'État dans les termes suivants :

« Comme je crois l'arrivée du comte de Trauttmansdorff peut-être encore éloignée, et que les choses perdent leur effet, quand elles ne se font pas au moment, j'aurois cru une dépêche pareille ne pouvoir produire qu'un bon effet, puisqu'elle distinguoit les provinces revêches des autres, et que ceci remettoit l'inquiétude dans l'âme à une quantité d'individus de la première volée. Néanmoins, je veux bien condescendre à votre avis, et attendre l'arrivée du ministre, ou au moins celle de sa dépêche promise.

» JOSEPH. »

Le 6 janvier 1789, l'Empereur adressa au prince de Kaunitz le nouveau billet que voici :

« Mon cher prince de Kaunitz, je viens de recevoir du comte de Trautt-

téms à mon gouvernement général de ne plus me proposer de grâce quelconque pour les individus, soit du civil ou du clergé de cette province, et de n'en placer aucun. Je suspends aussi toute nomination ultérieure aux abbayes de Brabant; et mon gouvernement général fera, à l'aide du militaire, la recherche la plus exacte des personnes de toutes les classes et conditions de la même province, qui, pendant les derniers troubles, se sont ren-

mansdorff la lettre ci-jointe, par laquelle vous verrez la nécessité de recourir au moyen auquel je m'étois décidé en dernier lieu, à l'égard du Brabant et du Hainaut. Vous ferez dresser, en conséquence, la dépêche telle que je l'avois demandée, pour être munie de ma signature et envoyée tout de suite, par estafette, à Bruxelles, puisque nous attendrions inutilement l'arrivée du comte de Trauttmansdorff, qui n'attend que mes ordres sur le refus des subsides, pour se mettre en route, après les avoir mis en exécution.

» JOSEPH. »

Le chancelier se conforma à la volonté de l'Empereur: toutefois, en soumettant à sa signature les dépêches pour les états de Brabant et de Hainaut, il lui représenta « que, s'il étoit possible que ces dépêches produisissent l'effet » qu'il s'en promettoit, il ne l'étoit pas moins qu'il en résultât de fort mauvais, en réveillant, non-seulement dans les deux provinces, mais dans toutes les autres, l'esprit de mutinerie. » Les termes dans lesquels on étoit avec le roi de Prusse étoient, aux yeux de ce ministre habile et expérimenté, un motif qui devait conseiller la prudence. (Rapport du 7 janvier 1789.)

Joseph II écrivit, de sa main, sur le rapport du prince de Kaunitz, l'apostille suivante :

« Il eût été à désirer qu'on eût tout de suite expédié ces dépêches, et qu'on n'eût pas perdu le temps à attendre l'arrivée, en vain, du comte de Trauttmansdorff, ce qui naturellement confirme les états insolents dans leur idée que, vu les embarras de la guerre, c'étoit le moment de tout obtenir, et que j'étois embarrassé du parti à prendre. Vous les enverrez par estafette, ou par le courrier Herden, s'il est encore ici, au ministre, et je vais lui écrire, en conséquence, une lettre que je vous enverrai.

» JOSEPH. »

dues coupables de faits, de paroles, ou par écrit, pour les punir selon que je le trouverai convenir aux circonstances. Après le refus que vous osez vous permettre de consentir aux subsides qui sont dus et indispensables pour l'entretien de l'administration publique, vous ne pourrez plus, dans aucune matière, réclamer la Joyeuse-Entrée, à laquelle je ne me crois plus lié, tandis que vous osez oublier ce que vous me devez, de votre côté, comme de fidèles sujets. A tant, très-révérands, révérends pères en Dieu, nobles, chers et féaux, chers et bien amés, Notre-Seigneur vous ait en sa sainte garde. Vienne, le 7 janvier 1789.

JOSEPH.

Par l'Empereur et Roi :

A.-G. DE LEDERER.

Suscription : Aux très-révérands, révérends pères en Dieu, nobles, chers et féaux, chers et bien amés, les archevêque, évêque, prélats, nobles et villes de notre pays et duché de Brabant, ou à leurs députés.

Archives des états de Brabant : reg. *Lettres des souverains aux états.*

CXXV.

JOSEPH II AUX ÉTATS DE BRABANT (1).

Satisfait de leur requête du 26 janvier, il leur ordonne de procéder au recouvrement des impôts et subsides, nonobstant le refus du tiers état. — Il consent à regarder comme non avenues leurs représentations du 1^{er} décembre, à condition qu'ils respecteront désormais ses décisions souveraine. — Il veut que les lois qu'il a rendues soient exécutées en toute rigueur. — Il tient en suspens les mesures annoncées dans sa lettre du 7 janvier, dans la confiance que tous les ordres de citoyens observeront la soumission, le respect et l'obéissance qu'ils lui doivent. — Il fait connaître son intention de modifier la Joyeuse-Entrée. — Il ne peut, pour le moment, les autoriser à lui envoyer une députation.

Vienne, 15 février 1789.

L'EMPEREUR ET ROI.

Très-révérands, révérends pères en Dieu, nobles, chers et féaux, chers et bien amés, j'ai eu rapport de la requête que vous m'avez adressée de votre assemblée générale tenue le 26 du mois

(1) Cette lettre avait été minutée, à Bruxelles, par le comte de Trauttmansdorff. L'Empereur l'envoya au chancelier de cour et d'État par le billet suivant :

« Mon cher prince Kaunitz, ayant ordonné au comte de Trauttmansdorff de m'exposer ce que, dans les circonstances présentes, il croiroit convenir de faire connoître aux états de Brabant, je viens de recevoir de lui le canevas ci-joint d'une dépêche à adresser auxdits états. Je vous prie, mon prince, de la revoir, et de la faire minuter en conséquence, en y apportant toutefois les changemens que vous jugerés devoir s'y faire. Vienne, ce 14 février 1789.

» JOSEPH. »

Le prince de Kaunitz fit peu de changements au projet du ministre plénipotentiaire. Mais, en présentant la lettre à la signature de Joseph II, il crut devoir l'accompagner d'une observation : « Il est vrai, dit-il à l'Empereur, que cette correspondance directe du souverain avec les états est contre

dernier (1), et je suis satisfait de la déclaration qu'elle renferme de votre part, quant aux subsides et charges ordinaires qu'une partie du tiers état de ma province de Brabant a osé refuser avec opiniâtreté.

En conséquence, je vous ordonne, comme je vous y autorise ,

» l'usage, et paroît même être contre la dignité de Votre Majesté. Mais, quoi
 » qu'il en puisse être, comme il s'agit d'une affaire fort délicate, dans la-
 » quelle Votre Majesté a daigné s'en rapporter aux lumières et à la prudence
 » du ministre, qui se promet un succès immanquable de ses mesures, je dois
 » avouer qu'il ne pourroit plus répondre de rien, si l'on ne suivoit jusqu'au
 » bout la marche qu'il indique. » (Rapport du 15 février 1789.)

Joseph II renvoya, le lendemain, la lettre au prince de Kaunitz par un billet ainsi conçu :

« Mon cher prince de Kaunitz, sachant que la dépêche au gouvernement des Pays-Bas, que j'ai signée hier, n'a pas encore été expédiée, je vous prie d'en faire faire une nouvelle minute, et d'y faire ajouter ce que vous trouverez souligné au passage ci-dessous mentionné, vers le commencement de la dépêche :

» Arrangemens que je trouverai bon de faire, pour qu'il ne puisse plus se reproduire un scandale pareil à celui que je ressens à si juste titre aujourd'hui, *que ceux qui en sont cause, soient les premiers à en éprouver les effets*, et que les frais de l'administration publique soient à jamais mis à couvert, etc.

» La phrase, *que ceux, etc.*, me semble essentielle, puisqu'il l'est que le tiers état, qui mérite bien d'être puni, y trouve déjà le pressentiment de cette punition, et osé d'autant moins faire de nouvelles oppositions.

» JOSEPH. »

(1) Dans cette requête, les prélats, nobles et députés des chefs-villes, représentant les trois états du duché de Brabant, demandaient, « avec une profonde humilité, » qu'il leur fût permis d'exposer à l'Empereur « l'affliction » extrême où ils étaient d'avoir pu lui déplaire; » ils l'assuraient qu'aussitôt qu'il avait été possible « d'embrasser les moyens de désarmer son courroux, » ils les avaient saisis avec empressement, et que ces moyens seraient toujours « dictés par la soumission la plus parfaite; » ils lui annonçaient que les prélats et nobles, composant les deux premiers ordres, avaient résolu « d'obéir, » en toute soumission, à ce qui seroit statué, en son nom, en vertu de la plé-

sans qu'il soit où puisse être question à cet effet d'autre expédition que de cette présente dépêche, de procéder au recouvrement et à la perception de ces impôts et subsides, sur le pied accoutumé, suppléant directement, en vertu de ma pleine et souveraine puissance, à tout ce qui pourroit être requis pour compléter le consentement des états. Et, attendu que le terme de cette perception expire avec le mois de mai prochain, j'ordonne et entends que, ce terme écoulé, vous en continuiez le recouvrement par provision, et sans interruption, jusqu'à ce que je vous aye fait connoître mes intentions par rapport aux arrangemens que je trouverai bon de faire, pour qu'il ne puisse plus se reproduire un scandale pareil à celui que je ressens à si juste titre aujourd'hui; que ceux qui en sont cause soient les premiers à en ressentir les effets, et que les frais de l'administration soient à jamais mis à couvert.

J'ai chargé, en conséquence, mon gouvernement général de donner, s'il en étoit besoin, à cet effet, main-forte à vos employés, quoique je doive croire et que je préfère de me laisser aller à la pensée que tous les contribuables sans exception s'empresseront d'eux-mêmes à remplir ce qui est, sur cet article, du devoir de tout fidèle sujet.

Je veux bien, ainsi que vous m'en suppliez, regarder comme non avenues les représentations que vous m'aviez adressées le 1^{er} décembre, et que je vous ai renvoyées, et agréer ainsi votre

« nitude de sa puissance et de son autorité souveraine, sur le recouvrement
 « immédiat des impôts; » ils le suppliaient « de daigner regarder comme
 « non avenues leurs dernières représentations, » puisqu'ils étoient uniquement attachés « au soin de le servir, de tâcher de lui complaire en toutes
 « choses, et d'aller au devant du moindre désir qu'il daignerait leur manifester. » Ils terminaient, en demandant « au meilleur comme au plus accessible des Rois » la permission de lui envoyer des députés des trois ordres, pour lui offrir « l'hommage de toutes les ressources de ses sujets, » et le supplier « de rendre à son peuple toute l'étendue de ses bonnes grâces, de sa bonté et de sa clémence. »

renonciation aux objets sur lesquels elle portoit, dont j'entends, au reste, qu'en aucun tems il ne puisse plus être question. Je me promets que vous respecterez désormais, comme vous le devez, mes décisions souveraines, portées avec pleine connoissance de cause ; que vous ne vous permettrez plus de démarche quelconque sur des objets étrangers à votre influence, ou à votre administration, ni aucune représentation ou démarche indiscreètes, soit pour appuyer ceux qui, par une résistance opiniâtre et une conduite criminelle, ont encouru ma disgrâce, soit pour tenter de contester et d'embarrasser l'exercice des droits de mon autorité et les prérogatives de ma couronne.

Du reste, j'ai ordonné de nouveau à mon gouvernement général de faire exécuter en toute rigueur les lois que j'ai portées, et de n'épargner aucun moyen pour en procurer la prompte et ponctuelle exécution, sans se tenir même, à l'égard de mes sujets quelconques qui y contreviendroient, aux formes, qui ne sont établies que pour les cas ordinaires, vous prévenant au surplus que j'ai cassé et annulé, comme je casse et annule, les clauses et conditions par lesquels quelques tribunaux se sont permis d'y apporter des restrictions ou modifications : sur quoi j'ai chargé mon gouvernement de faire connoître à ces tribunaux ma volonté souveraine et absolue.

J'ai reçu d'ailleurs, avec confiance et plaisir, l'hommage de soumission et d'empressement à répondre à mes intentions, que votre requête me présente, et cette confiance a déjà déterminé ma volonté à autoriser mon gouvernement général à tenir en suspens l'exécution des ordres que je lui avois donnés en conséquence de ma dépêche du 7 janvier. Je me suis porté à cette disposition provisoire, dans l'attente que vous réaliserez, en tout tems, en toutes circonstances et à l'égard de tous les objets, ce qu'annonce votre requête, et ce que le devoir vous impose, comme à tout bon sujet : ne doutant pas que vous ne reconnoissiez vous-mêmes que, si ma dignité, ainsi que mes droits, exigent que je prenne des mesures efficaces pour que, jamais, et en

aucun temps, on ne puisse voir se reproduire le scandale affreux dont, pour l'honneur même de la nation, je voudrais pouvoir effacer le souvenir, il est en même temps de l'intérêt de cette nation, comme de mon service, d'épurer la constitution, également ténébreuse, incompréhensible, et même à bien des égards inexécutable, comme le texte seul l'annonce, et de la rédiger et fixer sur un pied convenable.

Mon intention est de gouverner par les loix, et de procurer le bonheur et le soulagement de mes peuples : c'est là l'unique objet de mes soins, et, après ce qui s'est passé, depuis près de deux ans, et ce que, sous les faux dehors de zèle et d'attachement, on a osé se permettre tout récemment encore, malgré que l'autorité eût épuisé tout ce qui étoit possible en bonté et en modération, je ne saurois vous donner une plus grande preuve de clémence, ainsi que de mon affection, qu'en vous manifestant des vues et des intentions que, d'après la conduite du grand nombre, j'aurois été autorisé à réaliser par ma seule puissance souveraine.

Ces vues et intentions vous seront déclarées plus individuellement par mon ministre plénipotentiaire, et c'est par la manière dont vous vous conduirez, ainsi que par l'accélération que vous apporterez dans une circonstance où il s'agit non-seulement de tarir la source des maux, mais d'assurer la félicité publique que j'ai tant à cœur, que je jugerai de la sincérité de vos dispositions, auxquelles d'ailleurs j'aime à croire dès à présent.

Du reste, il seroit prématuré que vous m'envoyassiez une députation, et ce ne sera qu'après que les choses auront été arrangées avec mon ministre plénipotentiaire, instruit de mes intentions pour le bien commun, que je recevrai avec plaisir l'hommage des représentans de la nation, et qu'en leur rendant alors, dans toute leur étendue, mes bonnes grâces, ma bienveillance et ma confiance, je pourrai avoir la satisfaction de les regarder et de les employer, comme des coopérateurs zélés et éclairés, à l'avancement de la prospérité générale, laquelle ne fait qu'un avec l'intérêt de mon royal service.

Je vous prévienne, au surplus, que la surséance aux dispositions rigoureuses de ma dépêche du 7 janvier ne tiendra que pour autant que tous les ordres de citoyens demeureront, à tous égards, dans la soumission, le respect et l'obéissance qu'ils me doivent, et que, s'il s'en trouvoit de réfractaires, ou si l'on se permettoit, de quelque part que ce pût être, la moindre démarche séditieuse contraire à l'ordre public, ou injurieuse à l'autorité, j'ai enjoint très-expressément à mon gouvernement général de faire agir contre les coupables et complices, sans observer, pour lors, les formes d'usage, et comme il appartient dans tous les cas qui, par leur objet, ainsi que par leurs suites et conséquences, sont au-dessus des règles et formes ordinaires. A tant, très-révérands, révérends pères en Dieu, nobles, chers et féaux, chers et bien amés, Notre-Seigneur vous ait en sa sainte garde. Vienne, le 15 février 1789.

JOSEPH.

Par l'Empereur et Roi :

A.-G. DE LEDERER.

Suscription : Aux très-révérands, révérends pères en Dieu, nobles, chers et féaux, chers et bien amés, les archevêque, évêque, prélats, nobles et villes de notre pays et duché de Brabant, ou à leurs députés.

Archives des états de Brabant : reg. *Lettres des souverains aux états.*

CXXVI.

JOSEPH II AUX ÉTATS DE BRABANT (1).

Après un long exposé des attentats qui ont été commis contre son autorité, dans la province, depuis 1787, et spécialement du refus, fait par le conseil de Brabant, de publier l'édit par lequel l'organisation du tiers état était changé, il leur déclare sa volonté qu'ils acceptent le diplôme dont il leur donne communication.
— Au cas qu'ils s'y refusent, il est décidé à faire sortir son plein et entier effet à la dépêche du 7 janvier précédent.

Laxembourg, 6 juin 1789.

L'EMPEREUR ET ROI.

Très-révérands, révérends pères en Dieu, nobles, chers et féaux, chers et bien amés, je ne vous rappellerai point les excès scandaleux qui ont été commis en 1787, nommément dans ma province de Brabant, à l'occasion des arrangemens que je voulois y introduire, dans la seule vue de procurer le plus grand bien de mon peuple, arrangemens d'ailleurs qui tendoient à pourvoir aux inconvéniens sensibles dont l'existence étoit démontrée par une suite de requêtes et de plaintes sans nombre qui m'ont été por-

(1) Un projet de lettre aux états avait été rédigé d'abord par le président du grand conseil de Fierlants, et le conseiller au même conseil Vanderfosse, avec lesquels le comte de Trauttmansdorff concerta toutes les mesures relatives au renversement de la constitution du Brabant : « tous deux » zélés (dit ce ministre, dans sa dépêche du 22 mai au prince de Kaunitz), « tous deux jouissant de la considération publique, sans avoir fait objet dans » la haine des circonstances précédentes. » Trauttmansdorff y apporta des changemens considérables, et envoya un nouveau projet à Vienne. Ce projet fut adopté par l'Empereur, qui voulut toutefois qu'on y ajoutât tout ce qui forme la fin de la lettre, à partir de la phrase : « Mais, si, contre toute » tente, etc., dans l'avant-dernier alinéa. »

tées, lorsqu'en me rendant dans mes provinces belgiques, j'avois cherché à m'instruire, par moi-même, de tout ce qui pouvoit contribuer au bonheur de mes sujets, fidèles encore alors, afin de pouvoir y porter tous mes soins.

Je ne vous rappellerai point que, compatissant à la foiblesse de la nation, j'ai renoncé à ces vues salutaires, que vous envisagez comme un malheur pour des provinces dont je ne voulois que le bien.

Je ne vous rappellerai point que le retour de vos députés, que j'avois traités avec bonté et clémence, et qui étoient les porteurs de résolutions également généreuses, a été, pour ainsi dire, le signal d'un nouvel acte de rébellion, par lequel on a reproduit, le 20 septembre 1787, moyennant une résistance ouverte, le scandale affreux qu'on s'étoit déjà permis par la même voie, le 30 mai de ladite année, en forçant mes gouverneurs généraux à signer des déclarations qui passoient infiniment les bornes de leur autorité. J'eusse pu, j'eusse dû peut-être vous priver dès lors de votre constitution, vous déclarer déchus de tous vos privilèges, et traiter enfin ces provinces comme un pays que vous me forciez de reconquérir.

Je ne vous rappellerai point non plus toutes les promesses de zèle, de soumission et de fidélité que vous m'avez faites, lorsque vous m'avez demandé l'oubli de ces horreurs. Puissent-elles être effectivement oubliées à jamais ! Puissiez-vous ne jamais ressentir les funestes effets de ce délire, qui déshonorera toujours une nation distinguée autrefois par son attachement pour ses mœurs.

C'est des derniers événements seuls dont je dois vous parler, au moment où ma dignité, mon devoir, le bien de mon service et, plus que tout, celui du pays, exigent absolument que je mette fin à l'esprit de résistance et de méfiance qui y règne si fort encore, et à l'anarchie, qui en est une suite nécessaire et qui le détruit.

La déraison de deux années consécutives a été couronnée

par le scandale sans exemple d'un refus des prestations ordinaires, indispensablement nécessaires pour le maintien de l'administration publique. Ce refus n'a été porté, à la vérité, que par le troisième ordre des états de ma province de Brabant : mais tout ce qui a précédé cette époque, de la part de toutes les classes, et les circonstances qui ont accompagné le consentement des deux premiers, ayant désigné la source du mal, et rendant tout le corps également coupable, je me suis vu obligé de révoquer, par ma dépêche du 7 janvier, non-seulement l'oubli du passé, que ma bonté et ma confiance m'avoient engagé à accorder trop tôt peut-être, et auquel on avoit renoncé volontairement par une démarche aussi répréhensible, mais aussi toutes les concessions et privilèges accordés à ma province de Brabant, et même sa constitution en entier, n'ayant plus cru pouvoir être lié envers des sujets qui, s'érigeant en juges de leur propre cause, et se refusant à ce que tout vrai sujet doit à son souverain, s'étoient dégagés d'eux-mêmes du lien qui les attachoit à leur maître.

La requête qui m'a été adressée, le 26 janvier, par les deux premiers membres de mes états de Brabant, et par laquelle ils se soumettoient à ce que je statuerois, en vertu de la plénitude de ma puissance souveraine, sur le recouvrement immédiat des impositions, en me priant humblement de daigner regarder comme non avenues leurs beaucoup trop fréquentes et indécentes représentations, et en m'offrant d'aller au devant du moindre de mes désirs, pour me complaire en toute chose, m'a engagé à agir envers vous avec la bonté et clémence que vous imploriez, et à satisfaire au désir de vous conserver cette constitution et ces privilèges que vos ancêtres avoient mérités de mes prédécesseurs par leur fidélité et leurs services signalés, et dont je ne vous aurois privés et ne vous priverois encore, que si vous m'y forciez, en persistant dans votre aveuglement.

J'ai donc suspendu, par ma dépêche du 15 février, l'exécution des ordres que j'avois donnés, dans l'attente que vous

réaliserez, en tous tems, en toutes circonstances et à l'égard de tous les objets, ce qu'annonçoit votre requête, et ce que le devoir vous imposoit.

Je n'ai fait cependant cette disposition provisoire que sous la condition expresse :

1^o Que vous procéderiez d'abord, et sans interruption, au recouvrement des impôts ;

2^o Que vous continueriez ainsi, jusqu'à ce que je vous aurois fait connoître mes intentions sur les arrangemens que je trouverois bon de prendre, pour qu'il ne puisse plus se reproduire un scandale pareil à celui dont je voudrois pouvoir effacer la moindre trace, pour que ceux qui en sont la principale cause soient les premiers à ressentir les effets de ma juste indignation, et pour que les fraix de l'administration soient à jamais mis à couvert; enfin

3^o Que vous concourriez, avec la soumission et le zèle que vous m'aviez promis, à faciliter et accélérer mes vues, dont le but étoit de tarir, le plus tôt possible, la source des maux qui affligeoient mes provinces, et d'assurer la félicité publique, qui est l'objet principal de mon devoir et de mes soins.

Mais quelle a été ma surprise et mon indignation extrême, lorsque j'ai appris que les différens points dont il s'agissoit faisoient déjà naitre des doutes; que vous osiez prévoir de la difficulté à y consentir, et, par conséquent, selon vous, de l'impossibilité à l'exécution de mes vues, comme s'il s'agissoit, en un moment où vous avez démérité votre constitution, où votre soumission apparente m'avoit engagé à tenir en suspens les dispositions résolues pour la casser, et où rien que votre empressement à réaliser cette soumission pouvoit vous la faire obtenir de ma bonté et de ma générosité, comme s'il s'agissoit, dis-je, à l'époque d'aujourd'hui, d'un consentement de votre part, pour déterminer et statuer ce que je trouverois nécessaire pour le retour de la tranquillité et du calme, si nécessaire après une si longue démençe!

Quelle a dû être surtout mon indignation, lorsque j'ai appris que la première disposition que j'avois trouvé bon de faire en conséquence de ma dépêche du 15 février, relativement à la réforme de la représentation du tiers état, avoit d'abord éprouvé des difficultés, et que le tribunal de la province, à qui j'avois itérativement ordonné son émanation, avoit eu la témérité de s'y refuser, avec une obstination vraiment criminelle, en soutenant, sans pouvoir y opposer aucun article contraire de la Joyeuse-Entrée, la nécessité du concours des trois ordres des états de la province, par conséquent aussi du tiers, dont la punition faisoit la principale cause et un des principaux objets de l'édit portant cette réforme !

Ce nouvel attentat, fait à ma dignité et à mon autorité souveraine par un tribunal qui, dès le commencement des malheureux troubles qui ont désolé ces provinces, avoit déjà encouru ma juste indignation, par des démarches concertées avec vous, et également attentatoires à ma souveraineté et contraires à la tranquillité publique, doit nécessairement combler la mesure; et, si je n'écoutois que ma justice, il en ressentiroit d'abord les effets par une cassation plus que méritée. Mais, étant informé que ce n'est point tout le corps qui s'est porté à ce coupable excès; qu'il est une suite de la cabale d'une partie de ses membres, qui s'étoient dans tous ces derniers temps signalés par un esprit de désobéissance et de révolte, ainsi que de plusieurs individus du tiers état, également connus comme de vrais boute-feux, peut-être même d'une intrigue sourde plus étendue que celle du tiers ordre, et que je souhaite ne devoir pas approfondir de plus près, je ne veux point punir les innocens avec les coupables, et faire ressentir à ce corps la peine que n'ont méritée que quelques personnes de différentes classes, que je connois, et saurai mettre hors d'état de nuire davantage.

C'est d'après le même principe, que je crois devoir agir envers toute la province, que je ne veux également point exposer au danger de perdre sa constitution et ses privilèges, et d'éprouver

peut-être de plus grands malheurs encore, pour la déraison de quelques membres qui pourroient vouloir sacrifier le bien de la généralité à leur entêtement et obstination personnels, ainsi qu'à leurs intérêts.

Ce seroit peut-être un malheur pour le pays de perdre sa constitution; mais c'en seroit un bien positif et un bien plus grand d'y laisser continuer l'esprit de révolte et d'anarchie qui y règne, et qui doit nécessairement le ruiner.

C'est une fin à ces désordres qu'il faut, plus que toutes choses; c'est celle-là qu'il est de ma dignité et de mon intérêt de procurer sans délai, coûte qui coûte; c'est donc à rétablir l'obéissance, dont le retour seul peut amener celui de l'ordre, du calme et de la tranquillité, que je suis absolument et irrévocablement décidé, en revendiquant, de gré ou de force, mes droits de souveraineté, qu'on ne cesse d'insulter et d'attaquer.

Je voulois, en vous faisant connoître mes intentions, d'après ma dépêche du 15 février, disposer sur de certains objets, demander votre consentement sur d'autres absolument indispensables, et même m'entendre avec vous sur quelques-uns qui, sans être si nécessaires, seroient au moins utiles à l'intérêt public : mais que puis-je, dans la disposition actuelle des esprits, attendre de votre part quant à ces derniers ? Et comment pourrois-je, en un moment si essentiel, soumettre au hasard d'un consentement l'important objet de terminer de si longs embarras, et d'écarter à jamais la possibilité de les voir renaître ?

Il ne me faut pas votre consentement pour faire le bien, et je regarde comme mon principal devoir de vous sauver, même malgré vous, du danger auquel vous vous exposeriez peut-être, ainsi que toute la nation, si j'attendois votre concours aux résolutions souveraines et absolues que je crois indispensablement nécessaires, auxquelles je veux bien me borner, et que je vous fais connoître par le diplôme dispositif ci-joint, pour mettre fin, en les annonçant, dans leur entier, au malheureux état dans lequel un délire provenant de toutes les inquiétudes qu'on

cherche à faire naitre sur mes intentions ultérieures, entretient ma province de Brabant, et qui les détruiroit, si je les laissois continuer.

Au cas que vous trouviez difficulté à faire le recouvrement des susdites impositions, rendues fixes par la députation ordinaire des trois états, que j'y autorise telle qu'elle existe, je ferai faire cette perception par mes propres officiers, ainsi que je suis en droit de le faire, dans tous les cas, et à l'exemple des princes, mes prédécesseurs. Et, pour vous ôter tout scrupule sur ce recouvrement à faire faire par votre ministère, je supplée, par la plénitude de mon pouvoir souverain, au consentement du tiers état, pour autant que vous pourriez en juger l'accession nécessaire, et j'entends que les arrièr-membres de cet ordre, tel qu'il est composé, n'ayent plus la moindre influence, jusqu'à ce que le nouveau règlement que j'ai ordonné sur la réforme du tiers état soit émané, ni dans les actes d'accord de mes subsides, ni dans aucune affaire de la généralité de la province.

Je me réserve de faire émaner ce règlement, jusqu'à ce que, dans un tems plus calme, on soit à même d'en mieux sentir le prix.

C'est ainsi que je ponis le tiers état actuel des insultes continuelles qu'il a faites à ma dignité; c'est par là que je réprime l'esprit de sédition et d'indocilité que quelques-uns d'eux ont osé et su inspirer à mes propres officiers, conseillers à mon conseil de Brabant; c'est ainsi que je désigne à la nation entière ces esprits pervers et turbulens comme les auteurs des maux et de la défiance qui l'agitent.

Je vous prévien que, dans le cas que les arrièr-membres des trois chefs-villes continuent dans leur esprit d'insubordination et de sédition, ou qu'ils prétendissent se mêler en la moindre chose aux affaires de la généralité de la province, dans ce cas, je suis résolu d'avoir enfin recours à la sévérité, et d'en renouveler, bien malgré moi, les punitions générales et terribles que mes prédécesseurs ont déployées quelquefois; de punir la crédulité

de ceux qui les écoutent, en suspendant, dès maintenant pour lors, les trois chefs-villes de Brabant de tous leurs droits, franchises et privilèges déjà démerités depuis long-tems, et même en faisant cesser, sans exception, les exemptions de tonlien, ou autres quelconques dont jouissent les bourgeois et marchands de ces villes indociles à mon autorité. Ainsi je saurai y ramener la soumission et la tranquillité.

Je m'attends à assez de soumission, de fidélité et de raison de votre part, pour croire inutile de vous recommander d'éviter soigneusement tout ce qui pourroit m'obliger à vous contraindre, de force, à l'obéissance à mes ordres absolus. Je compte, au contraire, si parfaitement sur l'empressement avec lequel vous saisirez les moyens, que ces résolutions définitives vous fournissent, de concourir à ramener incessamment le calme et la confiance dans ces provinces, que je ne doute nullement de recevoir l'hommage de votre soumission, relativement aux arrangemens qui vous concernent, et dont vous aurez à porter l'assurance à mon ministre plénipotentiaire dans la matinée même où la communication vous en aura été faite. J'espère voir arriver alors le moment où je pourrai vous donner des marques de ma bonté et de ma confiance, ainsi que celles du retour complet de mes bonnes grâces. Mais si, contre toute attente, on étoit assez déraisonnable pour ne pas saisir avec empressement cette occasion de sauver la constitution, en se soumettant à ce que j'ai prescrit dans le diplôme, en ce cas, qui, j'espère cependant, n'arrivera pas, je me verrai forcé, pour venger ma dignité blessée, pour la mettre à jamais à l'abri de pareilles injures, et pour faire rentrer cette province dans l'ordre, sans lequel le retour du calme est impossible, de faire sortir son plein et entier effet à ma dépêche du 7 janvier dernier; et, n'étant alors plus arrêté par aucune gêne que la constitution me faisoit éprouver, je saurois rentrer dans toute l'étendue de mes droits de souveraineté.

Et, quoi qu'il ne puisse plus être question d'aucun des points

des fréquentes représentations qu'on m'a faites, vu que j'ai souvent déclaré de ne vouloir plus en entendre parler, et que vous m'avez supplié vous-mêmes de regarder ces représentations comme non avenues, je veux cependant bien vous répéter cette souveraine décision encore au moment où il s'agit de finir tout, parce que je veux écarter tout prétexte quelconque qui puisse troubler encore la tranquillité publique, en faisant naître le moindre doute sur aucun des objets dont il s'agit. Vous devez donc les regarder tous comme absolument et irrévocablement décidés, et avoir en même tems assez de confiance dans la pureté de mes vues et dans mon zèle pour notre sainte religion, pour croire que, quant aux craintes qu'on a su inspirer sur l'enseignement de la théologie à Louvain, afin d'empêcher l'établissement et le succès du séminaire général, j'envisage comme mon principal devoir de me procurer à moi-même, et, par conséquent, à la nation entière, un plein apaisement sur cet objet essentiel. A tant, très-révérands, révérends pères en Dieu, nobles, chers et féaux, chers et bien amés, Notre-Seigneur vous ait en sa sainte garde. Laxembourg, le 6 juin 1789. K. R. v^e.

JOSEPH.

Par l'Empereur et Roi :

A.-G. DE LEDERER.

Suscription : Aux très-révérands, révérends pères en Dieu, nobles, chers et féaux, chers et bien amés, les archevêque, évêque, prélats, nobles et villes de notre pays et duché de Brabant, ou à leurs députés.

Archives des états de Brabant : reg. *Lettres des souverains aux états.*

CXXVII.

LÉOPOLD II AUX ÉTATS DES DIFFÉRENTES
PROVINCES.

Il les informe qu'il a confirmé l'archiduchesse Marie-Christine et le duc Albert de Saxe-Teschén dans le gouvernement général des Pays-Bas; les assure que leur bonheur sera l'objet principal de sa sollicitude; qu'il maintiendra scrupuleusement la constitution de chaque province; qu'il s'occupera avec un soin particulier de tout ce qui pourra contribuer à leur avantage, et qu'il recevra avec plaisir leurs représentations. — Il se promet, en échange, que les états emploieront leurs efforts au rétablissement de son autorité, de l'ordre et de la tranquillité publique, et leur notifie enfin que, en l'absence des gouverneurs généraux, le comte de Mercy-Argenteau les suppléera.

Vienne, 1^{er} décembre 1790.

L'EMPEREUR ET ROI.

..... Ayant succédé, comme héritier universel et unique de feu l'empereur et roi Joseph, notre très-cher et très-aimé frère, de très-glorieuse mémoire, à tous ses royaumes, États et provinces héréditaires, nous avons cru ne pouvoir mieux assurer le bien-être et la prospérité de nos fidèles sujets des Pays-Bas, qu'en confirmant et continuant Leurs Altesses Royales l'archiduchesse Marie-Christine d'Autriche, princesse royale de Hongrie et de Bohême, notre très-chère et très-aimée sœur, et le duc Albert, prince royal de Pologne et électoral de Saxe, duc de Teschen, notre très-cher et très-aimé beau-frère et cousin, dans le gouvernement général de ces provinces, que feu Sa Majesté leur avoit conféré.

En conséquence, nous leur avons également confié ce gouvernement, avec la même autorité et les mêmes prérogatives dont jouissoient les princes et princesses de sang royal, leurs prédécesseurs, et nous vous requérons et ordonnons, tant en général

qu'en particulier, de rendre à Leurs Altesses Royales le respect et l'obéissance que vous leur devez, comme aux représentans de notre personne, ne doutant pas que, témoins de l'affection singulière qu'elles portent à la nation belge, vous ne trouviez, dans le choix de ces sérénissimes princes, une nouvelle preuve des soins constans que nous apportons à tout ce qui peut intéresser la satisfaction et la félicité publique de nos fidèles sujets dans lesdites provinces.

Vous devez en effet être assurés que leur bonheur sera toujours l'objet principal de notre sollicitude paternelle, et que non-seulement nous maintiendrons scrupuleusement la constitution et les droits et privilèges de chaque province, mais que nous nous occuperons de plus, avec un soin particulier, de tout ce qui pourroit contribuer ultérieurement à l'avantage de nos fidèles sujets des Pays-Bas, et que nous recevrons toujours avec plaisir et examinerons avec attention tout ce que vous nous suggérerez pour remplir nos vues bienfaisantes à ce sujet.

Nous nous promettons, en échange, de votre ancien dévouement à notre auguste maison et de votre attachement aux vrais intérêts de votre province, que vous concurrez de tout votre crédit et de toute votre influence à ce que notre autorité, le bon ordre et la tranquillité publique soient partout parfaitement rétablis, et que vous seconderez en même tems avec zèle notre empressement de pourvoir à la sûreté et à la bonne administration de nosdites provinces héréditaires, en fournissant aussi les subsides nécessaires, et consentis ci-devant, pour l'entretien convenable de la cour de vos sérénissimes gouverneurs généraux.

Du reste, nous vous faisons part qu'en l'absence de Leurs Altesses Royales, nous avons nommé et établi notre cousin le comte Florimond de Mercy-d'Argenteau, chevalier de la Toison d'Or, grand-croix de l'ordre royal de Saint-Étienne, notre chambellan, conseiller d'État intime actuel et ambassadeur près de Sa Majesté Très-Chrétienne, notre ministre plénipotentiaire

(364)

pour le gouvernement général des Pays-Bas, muni des pouvoirs les plus amples, vous requérant et ordonnant, tant en général qu'en particulier, de lui porter le respect et l'obéissance qui lui sont dus, comme au représentant de notre personne, jusqu'à l'arrivée de Leurs Altesses Royales. A tant, etc., Notre-Seigneur vous ait en sa sainte garde. Vienne, le 1^{er} décembre 1790. K. R. v^t.

LÉOPOLD.

Par l'Empereur et Roi :

A. G. DE LEDERER.

Archives du Royaume : MS. *Lettres des souverains aux états*. — Archives des états de Brabant : reg. *Lettres des souverains aux états*. — Archives des états de Hainaut : *Actes des états*, t. LXXXII, fol. 29.

CXXVIII.

FRANÇOIS II AUX ÉTATS DES DIFFÉRENTES PROVINCES.

Il leur notifie la mort de l'empereur Léopold, son père, et son avènement au trône. — Il les assure que non-seulement il les maintiendra dans leurs privilèges, mais encore qu'il s'occupera de tout ce qui peut contribuer à leur avantage et à leur bonheur, et qu'il recevra favorablement leurs représentations.

Vienne, 3 mars 1792.

LE ROI.

..... Les marques distinguées de clémence et d'affection paternelle que l'Empereur et Roi, notre très-cher et très-honoré père et seigneur, de très-glorieuse mémoire, vous a données, depuis l'instant de son avènement au trône, ne nous permettent pas de douter que vous ne soyez pénétrés de la douleur la plus

vive, en apprenant la perte que nous venons de faire de cet auguste prince, que Dieu a appelé à lui le 1^{er} de ce mois, à trois heures et demie après midi. Et, ayant succédé dans tous les royaumes, États et provinces héréditaires de feu Sa Majesté, en qualité de son héritier universel et unique, nous voulons bien vous en faire part par les présentes, dans la ferme persuasion où nous sommes que vous concurrez à tout ce qui peut intéresser le bien de notre royal service, avec ce zèle et cette fidélité et affection dont nos augustes ancêtres ont eu, en tant d'occasions, les preuves les plus éclatantes.

Nous vous assurons, en même tems, qu'en retour de ces sentiments, nous aurons non-seulement un soin particulier de vous maintenir dans la jouissance de vos droits et privilèges, mais de nous occuper constamment aussi de tout ce qui peut en général contribuer au soulagement, à l'avantage et au bonheur de tous nos sujets des Pays-Bas, et de votre province en particulier, en recevant favorablement et en faisant examiner avec attention les représentations que vous croirez devoir nous adresser sur des objets qui intéressent notre royal service, ou le bien-être de nos fidèles sujets (1).

Du reste, nous vous requérons et ordonnons, tant en général

(1) Dans la lettre aux états de Brabant, ce paragraphe fut remplacé par le suivant :

« Nous vous prévenons en même temps que, dès que, par une conduite à tous égards analogue à celle des états des autres provinces, sur les différents objets encore ouverts à l'égard du Brabant, vous nous aurez convaincu que nous ne nous sommes pas trompé dans notre juste attente, non-seulement nous vous confirmerons dans la jouissance de vos droits et privilèges, mais, occupé aussi, comme nous le sommes constamment, de tout ce qui peut en général contribuer au soulagement, à l'avantage et au bonheur de tous nos sujets des Pays-Bas, et de votre province en particulier, nous recevrons favorablement et ferons examiner avec attention les représentations que vous croirez devoir nous adresser sur des objets qui intéressent notre royal service, ou le bien-être de nos fidèles sujets. »

(566)

qu'en particulier , de reconnottre Leurs Altesses Royales l'archiduchesse Marie-Christine, notre très-chère et très-aimée tante, et le duc Albert de Saxe-Teschen, son époux, pour nos lieutenans, gouverneurs et capitaines généraux des Pays-Bas, par les témoignages de respect et obéissance que vous devez à ceux qui représentent notre personne royale. A tant, etc., Notre-Seigneur vous ait en sa sainte garde. Vienne, le 3 mars 1792. K. R. v^t.

FRANÇOIS.

Par le Roi :

A.-G. DE LEDERER.

Archives du Royaume : MS. *Lettres des souverains aux états.* — Archives des états de Brabant : reg. *Lettres des souverains aux états.* — Archives de la chancellerie des Pays-Bas : Registre aux dépêches de 1791-1793, p. 96 et 100.

CXXIX.

FRANÇOIS II AUX ÉTATS DES DIFFÉRENTES PROVINCES.

Il leur notifie la nomination de l'archiduc Charles, son frère, comme lieutenant, gouverneur et capitaine général des Pays-Bas.

Vienne, 17 mars 1793.

L'EMPEREUR ET ROI.

..... Comme nous n'avons rien tant à cœur que le plus grand bien de nos bons et fidèles vassaux et sujets en général, et de ceux de nos provinces belgiques en particulier, nous voulons bien vous donner une nouvelle preuve éclatante de nos soins

paternels, en vous faisant part de la résolution que nous avons prise, de nommer notre très-cher et très-aimé frère, l'archiduc Charles-Louis d'Autriche, notre lieutenant gouverneur et capitaine général des Pays-Bas, à la place de LL. AA. RR. notre très-chère et très-aimée bonne tante et sœur l'archiduchesse Marie-Christine d'Autriche, et notre très-cher et très-aimé oncle et cousin le duc Albert de Saxe-Teschen (1); vous requérant et ordonnant en même tems, tant en général qu'en particulier, de le reconnoltre en cette qualité par les témoignages de respect et d'obéissance qui sont dus à ceux qui représentent notre personne royale. Et, comme le choix que nous avons fait vous assure de plus en plus notre royale bienveillance, nous nous promettons aussi que non-seulement vous déploierez de plus en plus votre zèle et dévouement pour notre service, et pour nous mettre en état de veiller à la conservation et défense de nosdites provinces héréditaires des Pays-Bas, mais que vous continuerez également de fournir les moyens d'y faire subsister avec la décence requise notre très-cher et très-aimé frère, à l'exemple de ce que vous avez fait pour l'entretien de la cour de ses prédécesseurs, selon ce que nous vous ferons connoltre, à cet égard, par notre ministre plénipotentiaire, comte de Metternich. A tant, etc., Notre-Seigneur vous ait en sa sainte garde. Vienne, ce 17 mars 1793. TRAUTT. v^t.

FRANÇOIS.

Par l'Empereur et Roi :

A.-G. DE LEDERER.

Archives du Royaume : MS. *Lettres des souverains aux états*. — Archives de la chancellerie des Pays-Bas : Registre aux dépêches de 1791-1793, p. 189. — Archives des états de Brabant : reg. *Lettres des souverains aux états*. — Archives des états de Hainaut : laye IV, vol. 6.

(1) Les patentes de l'archiduc Charles sont du 17 mars 1793.

CXXX.

FRANÇOIS II AUX ÉTATS DES DIFFÉRENTES
PROVINCES.

Il les informe qu'il a nommé deux conseillers dont le gouverneur général devra prendre l'avis sur toutes les affaires, et que les corps, communautés et particuliers pourront lui faire remettre un double des suppliques qu'ils auront présentées au gouverneur général.

Vienne, 18 mars 1793.

L'EMPEREUR ET ROI.

..... Pour donner une nouvelle preuve du soin extrême que nous mettons à assurer à nos provinces belgiques un gouvernement à l'abri, autant que possible, d'erreur et de surprise, nous venons de donner effet à une disposition par laquelle, à l'exemple de ce que feu Sa Majesté Impériale, de glorieuse mémoire, notre très-cher et très-honoré père et seigneur, avoit introduit dans les provinces d'Italie, avec le succès le plus heureux, et au parfait contentement de toutes les classes de leurs habitants, nous avons ordonné qu'à l'avenir, le sérénissime gouverneur général, notre très-cher et très-aimé frère l'archiduc Charles-Louis d'Autriche, avant de prendre des résolutions sur les suppliques ou remontrances qui lui seront présentées, ou sur les consultes et mémoires qui lui seront adressés, et avant de se déterminer sur les propositions qu'il auroit à nous faire, entendroit non-seulement l'avis de notre ministre plénipotentiaire et du secrétaire d'État, mais aussi celui de deux conseillers que nous avons nommés à cet effet (1), et

(1) Ces conseillers étaient MM. de Robiano et de Lannoy. Ils prêtèrent serment et furent installés le 22 mai 1793.

à l'intervention desquels on tiendra des séances régulières pour l'évacuation des affaires du gouvernement, desquelles séances le protocole exact et détaillé, contenant les opinions motivées de tous les présents, auxquelles cependant Son Altesse Royale ne sera pas liée, sera envoyé régulièrement à notre examen. Et, quoique les soins et la sollicitude du gouverneur général pour tout ce qui peut contribuer au bien-être et à la prospérité de nos provinces belgiques, doivent être pour tous nos sujets un sûr garant que toutes les affaires seront toujours traitées et terminées avec autant de justice que de promptitude, nous voulons cependant qu'il soit libre à tout corps et communauté, aussi bien qu'à tout particulier, de nous faire présenter, en nos propres mains, dans notre résidence, toutes fois qu'ils le croiront utile, le double des suppliques ou remontrances remises à notre gouvernement général. De tout quoi nous avons bien voulu vous informer par la présente. A tant, etc. Notre-Seigneur vous ait en sa sainte garde. De Vienne, le 18 mars 1792. TRAUTT. v^t.

FRANÇOIS.

Par l'Empereur et Roi :

A.-G. DE LEDERER.

Archives du Royaume : MS. *Lettres des souverains aux états*.

— Archives de la chancellerie des Pays-Bas : Registre aux dépêches de 1791-1793, p. 194. — Archives des états de Brabant : reg. *Lettres des souverains aux états*. — Archives des états de Hainaut : laye IV, vol. 6.

**FRANÇOIS II AUX ÉTATS DES DIFFÉRENTES
PROVINCES.**

Après leur avoir fait un tableau des dangers dont les menacent les desseins des factieux qui oppriment la France, et leur avoir rappelé les efforts qu'il a faits pour les délivrer, après la première invasion, il les exhorte à contribuer, par des ressources et des sacrifices extraordinaires, au soutien de ses armées.

Au quartier-général à Catillon, 30 avril 1794.

L'EMPEREUR ET ROI.

..... L'objet de la guerre injuste que nous ont déclarée les factieux oppresseurs de la France, et les dangers dont les résultats de cette guerre menacent tous les États civilisés de l'Europe, mais surtout les provinces belgiques, vous sont trop connus, pour que vous puissiez douter que ces belles provinces, dont ils convoient les richesses et les abondantes subsistances, ne devinsent infailliblement les victimes d'une nouvelle invasion, si leur guerre étoit heureuse, et que leurs hordes dévastatrices ne tarderoient point à réaliser, par leur désastreuse activité, leurs horribles projets contre toute liberté, toute propriété, et même contre l'organisation sociale.

Dès la première invasion, la résistance de la saine partie des habitants de la Belgique aux vues sinistres des agens des divers factieux fanatiques qui se sont rapidement succédé dans l'usurpation des pouvoirs en France, nous décida à déployer les puissans efforts qui, au commencement de l'année dernière, arrachèrent les Pays-Bas au joug qui déjà les opprimoit, et qui n'eût point tardé à les accabler de tout son poids, par les spoliations projetées et honteusement exécutées partout où les commissaires et les armées françaises ont pu pénétrer.

Ces mêmes dispositions de la Belgique nous engagèrent depuis à continuer nos efforts, et à déployer en hommes et en argent les principales ressources de la monarchie. Mais ces efforts, trop longtemps prolongés, devoient avoir leur terme, et nous manquions à ce que nous devons au bien des divers États et pays de notre domination, et à la confiance que nous nous plaisons à vous accorder, si, au moment où il faut continuer à faire face aux dépenses immenses de la présente campagne, et préparer éventuellement les moyens de fournir à une quatrième, nous ne vous faisons point connottre, par la présente, signée de notre main, ce que nous attendons de votre zèle dans les conjonctures où nous sommes, et les puissantes raisons qui nous déterminent à vous y parler d'un grand motif qui, en ce moment, doit vous engager à réunir tous vos efforts à ceux du reste de la monarchie; efforts qu'il est bien juste que vous proportionniez au péril plus prochain qui vous menace, et à l'intérêt si majeur que vous avez à soutenir, par tous les moyens possibles, les vaillantes troupes qui vous défendent, et qui sont le seul boulevard entre l'heureuse et douce situation où vous vivez, et la tyrannie des chefs actuels de la France, la servitude, la destruction et la mort que leurs armées traitnent après elles.

C'est en ce moment, où nous venons nous mettre nous-même à la tête des principales forces de notre monarchie, et partager en personne les fatigues et les dangers, comme la gloire de leurs opérations, que nous avons fait charger les commissaires de notre gouvernement général de vous proposer l'emploi de quelques ressources extraordinaires, efficaces et promptes, que nous attendons du zèle de nos fidèles sujets; zèle dont un grand nombre d'entre eux nous ont déjà donné des preuves réelles, par les dons volontaires qu'ils nous ont offerts, et dont nous avons éprouvé et témoigné une véritable satisfaction.

Il nous est douloureux, sans doute, d'avoir recours à de nouvelles charges, au milieu des maux de la guerre, dont un grand nombre de nos sujets ont déjà plus ou moins souffert. Mais il

(572)

est si important de couvrir entièrement les besoins de nos nombreuses armées, et tous ceux qui désirent la conservation de notre sainte religion, de leur constitution, de leur propriété, de leur état et même de leur vie, y ont un si grand intérêt, que nous n'avons point hésité à communiquer franchement avec vous sur les mesures à prendre, à l'égard desquelles nous ne pouvons que nous remettre ultérieurement à tout ce que les commissaires de notre gouvernement général susdit vous feront connaître à ce sujet. A tant, etc., Dieu vous ait en sa sainte garde. Fait à notre quartier-général à Catillon, le 30 avril 1794. TRAUTT. v^t.

FRANÇOIS.

Par l'Empereur et Roi :

P. DU RIEUX.

Archives du Royaume : MS. *Lettres des souverains aux états.*

CXXXII.

FRANÇOIS II AUX ÉTATS DES DIFFÉRENTES PROVINCES.

Il demande leur consentement et leur concours, pour une levée d'hommes destinée à renforcer son armée.

Au quartier-général, à Tournai, 29 mai 1794.

L'EMPEREUR ET ROI.

..... Par notre royale dépêche du 30 avril dernier, nous vous avons annoncé les motifs qui nous portoit à avoir recours avec confiance à votre zèle; et ces motifs, que nos com-

missaires vous ont ultérieurement développés, vous intéressoient d'aussi près que nous-même.

Depuis lors, la masse d'ennemis qui se précipite vers la Belgique rendant vos dangers plus pressans, il devient aussi plus urgent d'employer les moyens indispensables pour arrêter cette masse par toutes les forces possibles à rassembler.

Nos armées ont souffert et ont besoin d'un nombre considérable de recrues ; et, quoique nous ayons vu, avec autant de satisfaction que de gratitude, les sacrifices que vous avez voulu faire pour exciter mes sujets à prendre des engagements volontaires, nous ne saurions vous cacher que, cette ressource n'ayant jusqu'à présent rien produit, notre armée pourroit peut-être ne plus se trouver à même de déployer, contre un ennemi qui fait tant d'efforts pour envahir ces provinces, la résistance et les mesures offensives qui les ont préservées jusqu'ici.

Il seroit superflu de vous rappeler que, jusqu'à présent, nos autres États héréditaires ont fourni la majeure partie de vos défenseurs, et sans doute, nos provinces belgiques, si florissantes, si peuplées et si intéressées au succès de cette guerre, qui, malheureuse, peut entraîner leur anéantissement et leur ruine totale, ne manqueront également pas de fournir des hommes qui aideront à les défendre.

C'est au moment où il en est tems encore, que nous nous adressons à vous pour cet objet, plus important même que celui de notre dépêche du 30 avril. Nous demandons, pour notre armée, à toutes les provinces ensemble, une levée d'hommes, selon le plan ci-joint (1). Et, comme nous sommes persuadé que, pénétrés de la nécessité de satisfaire à une aussi juste demande, vous ne pourriez être arrêtés que sur le mode seul de la réaliser, nous n'hésitons point de vous proposer celui qui est le plus conforme à la raison, à la justice et à l'intérêt général du moment, savoir : d'une répartition, dans une proportion équitable, sur toutes les communautés du pays, en chargeant chacune d'elles de pro-

(1) Je n'ai pas trouvé ce plan.

curer, soit un homme sur cent de sa population en général, soit cinq sur cent de ceux qui sont en état de porter les armes.

C'est sur cette demande que nous attendons incessamment, et, au plus tard, endéans un terme de huit jours, votre consentement et votre concours le plus efficace, en abandonnant néanmoins à votre choix les meilleurs moyens d'y satisfaire : vous prévenant, au reste, que cette levée extraordinaire est si nécessaire et si pressante, que, si vous jugiez avoir besoin du concours de notre autorité souveraine pour son exécution, nous sommes disposés à vous l'accorder de la manière la plus étendue.

Vous nous avez, à la vérité, offert, plusieurs fois, la levée de quelques nouveaux corps; mais nous avons considéré qu'il faudroit beaucoup trop de tems pour les organiser et les former à l'exercice et aux évolutions militaires, tandis que ces hommes, mêlés aux vieux soldats, rendront d'abord les bons services que nous en attendons.

Vous ne sauriez vous le dissimuler : votre existence future dépend peut-être de l'exécution la plus prompte d'une pareille augmentation de forces, car vous voyez vos ennemis se multiplier sur tous les points de vos frontières, pendant que nos armées diminuent journellement par leurs victoires, et les combats glorieux, mais fréquents, qu'elles sont obligées de livrer. D'ailleurs, les efforts que vous ferez à cet égard ne seront point une surcharge bien pesante pour un pays si peuplé, et pour une nation anciennement reconnue pour belliqueuse et brave. A tant, etc., je prie Dieu qu'il vous ait en sa sainte et digne garde. Donné au quartier-général, à Tournay, le 29 mai 1794. TRAUTT. v^t.

FRANÇOIS.

Par l'Empereur et Roi :

P. DU RIEUX.

usqu'à

10.

GB.

20.





TABLE

DES LETTRES DES SOUVERAINS AUX ÉTATS.

	Pages.
I. Philippe II aux états de Hainaut : Bois de Ségovie, 3 octobre 1566	321
II. Philippe II aux états des différentes provinces : Madrid, 13 octobre 1567.	322
III. Philippe II aux états des différentes provinces : Madrid, 22 janvier 1571.	325
IV. Philippe II aux états des différentes provinces : Madrid, 19 octobre 1573.	327
V. Philippe II aux états des différentes provinces : Madrid, 8 mars 1574	329
VI. Philippe II aux états des différentes provinces : Madrid, 9 août 1574.	330
VII. Philippe II aux états de Hainaut : Madrid, 18 septembre 1574	331
VIII. Philippe II aux états des différentes provinces : Madrid, 24 mars 1576	332
IX. Philippe II aux états des différentes provinces : Madrid, 24 juin 1576.	334
X. Philippe II aux états de Brabant : Madrid, 14 juillet 1576.	335
XI. Philippe II aux états des différentes provinces : Madrid, 1 ^{er} septembre 1576.	337
XII. Philippe II aux états des différentes provinces : Madrid, 7 avril 1577.	338
XIII. Philippe II aux états des différentes provinces : Madrid, 2 septembre 1577.	340
XIV. Philippe II aux états d'Artois, de Hainaut, de Lille, Douai et Orchies : Madrid, 7 février 1579	341

	Pages.
XV. Philippe II aux états des différentes provinces, villes et châtellenies réconciliées : Madrid, 30 novembre 1579. . .	343
XVI. Philippe II aux états de Brabant : Aceca, 25 avril 1589. .	344
XVII. Philippe II aux états des différentes provinces : Madrid, 30 novembre 1593.	345
XVIII. Philippe II aux états de Brabant : Madrid, 3 décembre 1593.	347
XIX. Philippe II aux états des différentes provinces : Saint-Laurent, 2 août 1595.	348
XX. Philippe II aux états de Brabant : Madrid, 15 février 1596.	349
XXI. Philippe II aux états de Luxembourg : Madrid, 18 février 1596	350
XXII. Philippe II aux quatre membres de Flandre : Madrid, 18 février 1596	351
XXIII. Philippe II aux états de Hainaut : Madrid, 18 février 1596.	352
XXIV. Philippe II aux états de Namur : Madrid, 18 février 1596.	353
XXV. Philippe II aux états de Brabant : Tolède, 12 juin 1596 .	354
XXVI. Philippe II aux états des différentes provinces : Saint-Laurent, 10 septembre 1597.	356
XXVII. Philippe II aux états de Brabant : Madrid, 1 ^{er} avril 1598 .	357
XXVIII. Philippe II aux états des différentes provinces : Madrid, 31 mai 1598.	358
XXIX. Philippe IV aux états des différentes provinces : Madrid, 12 juillet 1625	360
XXX. Philippe IV aux états des différentes provinces : Madrid, 17 juin 1627.	361
XXXI. Philippe IV aux états des différentes provinces : Madrid, 20 juillet 1628.	362
XXXII. Philippe IV aux états des différentes provinces : Madrid, 26 octobre 1629	364
XXXIII. Philippe IV aux états des différentes provinces : Madrid, 14 décembre 1629.	365
XXXIV. Philippe IV aux états des différentes provinces : Madrid, 15 juillet 1632.	367
XXXV. Philippe IV aux états des différentes provinces : Madrid, 16 juillet 1632.	368
XXXVI. Philippe IV aux états des différentes provinces : Madrid, 20 octobre 1632	370
XXXVII. Philippe IV aux états généraux assemblés à Bruxelles : Madrid, 10 avril 1633.	372

	Pages.
XXXVIII. Philippe IV aux états généraux assemblés à Bruxelles : Madrid, 19 juillet 1633.	375
XXXIX. Philippe IV aux états des différentes provinces : Madrid, 30 décembre 1633.	378
XL. Philippe IV aux états des différentes provinces : Madrid, 6 avril 1634.	380
XLI. Philippe IV aux états généraux assemblés à Bruxelles : Madrid, 18 juin 1634.	381
XLII. Philippe IV aux états des différentes provinces : Madrid, 6 décembre 1641.	387
XLIII. Philippe IV aux états des différentes provinces : Madrid, 11 décembre 1641.	389
XLIV. Philippe IV aux états des différentes provinces : Saragosse, 2 octobre 1643.	391
XLV. Philippe IV aux états des différentes provinces : Saragosse, 4 octobre 1643.	392
XLVI. Philippe IV aux états des différentes provinces : Saragosse, 25 avril 1644.	394
XLVII. Philippe IV aux états des différentes provinces : Madrid, 23 octobre 1644.	396
XLVIII. Philippe IV aux états des différentes provinces : Madrid, 5 avril 1646.	397
XLIX. Philippe IV aux états des différentes provinces : Saragosse, 17 septembre 1646.	398
L. Philippe IV aux états des différentes provinces : Saragosse, 13 octobre 1646.	399
LI. Philippe IV aux états de Flandre : Madrid, 2 septembre 1652.	401
LII. Philippe IV aux états de Flandre : Madrid, 21 novembre 1652.	402
LIII. Philippe IV aux états des différentes provinces : Madrid, 4 mars 1656.	403
LIV. Philippe IV aux états des différentes provinces : Madrid, 19 octobre 1658.	404
LV. Philippe IV aux états des différentes provinces : Madrid, 6 novembre 1658.	406
LVI. Philippe IV aux états des différentes provinces : Madrid, 16 février 1663.	407
LVII. Philippe IV aux états des différentes provinces : Madrid, 26 mars 1664.	408

	Pages.
LVIII. Marie-Anne d'Autriche aux états des différentes provinces : Madrid, 23 septembre 1665	409
LIX. Marie-Anne d'Autriche aux états des différentes provinces : Madrid, 2 juin 1667.	410
LX. Marie-Anne d'Autriche aux états des différentes provinces : Madrid, 9 février 1668	412
LXI. Marie-Anne d'Autriche aux états des différentes provinces : Madrid, 7 août 1668	414
LXII. Marie-Anne d'Autriche aux états des différentes provinces : Madrid, 7 août 1668	416
LXIII. Marie-Anne d'Autriche aux états des différentes provinces : Madrid, 7 août 1668	418
LXIV. Marie-Anne d'Autriche aux états des différentes provinces : Madrid, 25 juillet 1670	419
LXV. Marie-Anne d'Autriche aux états des différentes provinces : Madrid, 27 juillet 1670	420
LXVI. Marie-Anne d'Autriche aux états des différentes provinces : Madrid, 27 août 1670	422
LXVII. Marie-Anne d'Autriche aux états des différentes provinces : Madrid, 1 ^{er} janvier 1675	423
LXVIII. Marie-Anne d'Autriche aux états des différentes provinces : Madrid, 2 janvier 1675	424
LXIX. Charles II aux états des différentes provinces : Madrid, 17 septembre 1676	425
LXX. Charles II aux états des différentes provinces : Madrid, 7 avril 1678	427
LXXI. Charles II aux états de Hainaut : Madrid, 25 septembre 1678.	428
LXXII. Charles II aux états des différentes provinces : Madrid, 6 décembre 1678	429
LXXIII. Charles II aux états des différentes provinces : Madrid, 9 avril 1679	430
LXXIV. Charles II aux états des différentes provinces : Madrid, 4 mai 1679	431
LXXV. Charles II aux états des différentes provinces : Madrid, 31 juillet 1680	432
LXXVI. Charles II aux états des différentes provinces : Madrid, 28 août 1680.	433
LXXVII. Charles II aux états des différentes provinces : Madrid,	

	Pages.
28 avril 1682	454
LXXXVIII. Charles II aux états des différentes provinces : Madrid, 30 décembre 1685	455
LXXXIX. Charles II aux états des différentes provinces : Madrid, 3 janvier 1686	456
LXXX. Charles II aux états de Brabant : Madrid, 28 février 1686.	457
LXXXI. Charles II aux états de Brabant : Saint-Laurent, 3 novem- bre 1690	459
LXXXII. Marie-Anne d'Autriche aux états de Brabant : Madrid, 21 septembre 1691	442
LXXXIII. Charles II aux états des différentes provinces : Madrid, 13 décembre 1691	444
LXXXIV. Charles II aux états des différentes provinces : Madrid, 26 décembre 1691	446
LXXXV. Charles II aux états de Brabant : Madrid, 21 août 1692 .	447
LXXXVI. Charles II aux états de Brabant : Madrid, 15 octobre 1693.	449
LXXXVII. Charles II aux états de Brabant : Madrid, 4 avril 1695 .	450
LXXXVIII. Charles II aux états de Brabant : Madrid, 29 septembre 1695	452
LXXXIX. Marie-Anne de Neubourg aux états des différentes pro- vinces : Madrid, 8 novembre 1700.	454
XC. Philippe V aux états de Brabant : Buen Retiro, 19 mai 1701	455
XCI. Charles III aux états de Brabant : Barcelone, 30 mai 1708.	457
XCII. Charles III aux états de Brabant : Barcelone, 4 août 1708.	459
XCIII. Charles III aux états de Brabant : Barcelone, 2 février 1709.	460
XCIV. Charles VI aux états de Namur : Vienne, 16 février 1715.	462
XCV. Charles VI aux états de Luxembourg : Vienne, 9 mars 1715.	463
XCVI. Charles VI aux états de Brabant : Vienne, 2 mai 1716. .	464
XCVII. Charles VI aux états des différentes provinces : Vienne, 19 décembre 1716	466
XCVIII. Charles VI aux états de Brabant : Vienne, 22 janvier 1724.	468
XCIX. Charles VI aux états de Brabant : Vienne, 17 janvier 1725.	470
C. Charles VI aux états des différentes provinces : Vienne, 27 janvier 1725	472
CI. Charles VI aux états des différentes provinces : Vienne, 10 mars 1725.	474
CII. Charles VI aux états des différentes provinces : Vienne, 27 août 1735.	475

	Pages.
CIII. Charles VI à l'état ecclésiastique des différentes provinces : Vienne, 12 septembre 1730	480
CIV. Charles VI aux états de Brabant et de Flandre : Vienne, 14 février 1738	484
CV. Charles VI aux états de Limbourg, Luxembourg, Gueldre, Hainaut, Namur, Tournai, Tournais et Malines : Vienne, 14 février 1738	488
CVI. Charles VI aux états de Brabant : Vienne, 29 octobre 1738.	491
CVII. Charles VI aux députés des états de Brabant : Vienne, 29 octobre 1738	497
CVIII. Charles VI aux états de Brabant et de Flandre : Vienne, 19 novembre 1738	499
CIX. Charles VI aux états de Limbourg, Luxembourg, Gueldre, Hainaut, Namur, Tournai, Tournais et Malines : Vienne, 19 novembre 1738	501
CX. Charles VI aux états des différentes provinces : Vienne, 5 septembre 1739	503
CXI. Charles VI aux députés ordinaires des états des différentes provinces : Vienne, 5 septembre 1739.	515
CXII. Charles VI à l'état ecclésiastique des différentes provinces : Vienne, 5 septembre 1739	518
CXIII. Charles VI à l'état noble des différentes provinces : Vienne, 5 septembre 1739	520
CXIV. Charles VI aux états des différentes provinces : Vienne, 14 septembre 1739	522
CXV. Marie-Thérèse aux états des différentes provinces : Vienne, 22 octobre 1740.	523
CXVI. Marie-Thérèse aux états des différentes provinces : Pres- bourg, 7 septembre 1741	525
CXVII. Marie-Thérèse aux états des différentes provinces : Vienne, 16 février 1745	527
CXVIII. François I aux états des différentes provinces : Vienne, 14 décembre 1745	530
CXIX. Marie-Thérèse aux états des différentes provinces : Vienne, 29 janvier 1744.	531
CXX. Marie-Thérèse aux états des différentes provinces : Vienne, 11 juin 1746	533
CXXI. Marie-Thérèse aux états des différentes provinces : Vienne, 29 août 1780.	536

	Pages.
CXXII. Joseph II aux états des différentes provinces : Vienne, 30 novembre 1780	538
CXXIII. Joseph II aux états de Brabant : Vienne, 3 juillet 1787 .	540
CXXIV. Joseph II aux états de Brabant : Vienne, 7 janvier 1789.	543
CXXV. Joseph II aux états de Brabant : Vienne, 15 février 1789.	547
CXXVI. Joseph II aux états de Brabant : Laxembourg, 6 juin 1789.	553
CXXVII. Léopold II aux états des différentes provinces : Vienne, 1 ^{er} décembre 1790	562
CXXVIII. François II aux états des différentes provinces : Vienne, 3 mars 1792	564
CXXIX. François II aux états des différentes provinces : Vienne, 17 mars 1793.	566
CLXXX. François II aux états des différentes provinces : Vienne, 18 mars 1793.	568
CLXXXI. François II aux états des différentes provinces : au quar- tier général, à Catillon, 30 avril 1794.	570
CLXXXII. François II aux états des différentes provinces : au quar- tier général, à Tournai, 20 mai 1794.	572

ERRATA.

Page 104, ligne 23 : d'une voix inintelligible; *lisez* : d'une voix intelligible.

Page 314, note 3 : représentation du 30 mars; *lisez* : du 30 mai.

TABLE

DES MATIÈRES DU TOME PREMIER.

	Pages.
ACTES OFFICIELS CONCERNANT LA COMMISSION ROYALE D'HISTOIRE. . .	1
<i>Séance du 7 mai 1850.</i>	
Mort de M. le baron de Reiffenberg; hommage rendu à sa mémoire . .	29
Remerciements à M. Gachard.	31
Lettre de condoléance à M ^{me} la baronne de Reiffenberg	ib.
M. Gachard nommé secrétaire.	ib.
Proposition à M. le Ministre de l'intérieur, pour le remplacement de M. le baron de Reiffenberg.	ib.
CORRESPONDANCE. — M. le Ministre de l'intérieur consulte le Commis- sion sur deux demandes qui lui ont été adressées.	ib.
Envoi, par le secrétaire perpétuel de la Société des antiquaires de Picardie, des <i>Coutumes du bailliage d'Amiens</i> , et réclamation faire par lui.	ib.
AFFAIRES INTÉRIEURES. — Résolution de rappeler à M. le Ministre de l'intérieur la nécessité de rassembler tous le fonds des <i>Chroniques</i> , et d'en tenir une comptabilité régulière.	32
BULLETIN DES SÉANCES. — Résolutions prises pour la formation d'une nouvelle série des <i>Bulletins</i> , et la révision de la liste des corps, établissements et particuliers qui les reçoivent gratuitement. . .	ib.

Séance du 2 août 1850.

	Pages.
Remise, par M. le baron Frédéric de Reiffenberg, des archives et du sceau de la Commission, ainsi que de divers documents manuscrits, de quelques volumes de la collection des <i>Chroniques</i> et du fonds des <i>Bulletins</i>	33
Envoi d'une copie de l'inventaire des archives à M. le Secrétaire perpétuel de l'Académie.	ib.
OUVRAGES OFFERTS A LA COMMISSION.	ib.
CORRESPONDANCE. — Dépêche de M. le Ministre de l'intérieur approuvant les mesures proposées par la Commission, pour la régularisation de la comptabilité relative au fonds des <i>Chroniques belges</i>	54
Envoi, par le même Ministre, des exemplaires des <i>Chroniques</i> qui étaient en dépôt chez le libraire Berthot.	ib.
Décision du même Ministre qui accorde à M. de Godefroy, à Lille, la collection des <i>Chroniques</i>	35
Réclamation du docteur Oettinger, bibliothécaire de l'université de Fribourg.	ib.
Envoi, par MM. les bourgmestre et échevins de Courtrai, et par M. Goethals-Danneel, de trois manuscrits conservés dans la bibliothèque <i>Goethals-Vervruysse</i>	36
Dépêche de M. le Ministre de l'intérieur concernant le projet de M. Vasse, de donner une nouvelle édition du <i>Miroir des nobles de la Hesbaie</i>	ib.
AFFAIRES INTÉRIEURES. — Tableau offrant la situation du fonds des <i>Chroniques belges</i>	ib.
Relevé des décisions ministérielles qui ont accordé la collection des <i>Chroniques</i>	ib.
Envoi de ces deux pièces à M. le Ministres de l'intérieur.	37
RAPPORTS. — Rapport de M. Gachard sur une notice de M. Bakhuizen van den Brink, intitulée : <i>La retraite de Charles V.</i>	ib.
COLLECTION DES CHRONIQUES. — Retard dans l'impression du <i>Voyage de Philippe le Beau en Espagne</i> , occasionné par le renouvellement du matériel de M. Hayez.	41
Lettre à M. le Ministre de l'intérieur concernant les portraits originaux de Philippe le Beau qui pourraient se trouver à Vienne.	42
Autorisation donnée à M. Bormans de faire transcrire la chronique rimée de la guerre de Grimbergen.	ib.
Rapport de M. Ém. Gachet sur les chroniques inédites de Flandre qui	

	Pages.
existent à la Bibliothèque royale, et sur différents points relatifs au calendrier du moyen âge dont il s'occupe.	42
M. Gachet chargé d'aller visiter les bibliothèques de Lille, de Douai et d'Arras	52
BULLETIN DES SÉANCES. — Situation du fonds des <i>Bulletins</i>	<i>ib.</i>
Révision de la liste de distribution des <i>Bulletins</i>	<i>ib.</i>
COMMUNICATIONS ET LECTURES. — Communication, par M. Gachard : d'un manuscrit autographe de Des Roches, d'un manuscrit autographe du pensionnaire de la Gueldre autrichienne, Syben ; d'extraits analytiques de quelques comptes de la recette générale des finances et de la recette générale des confiscations, conservés aux archives de Lille; d'une chronique des événements arrivés à Tournai, en 1565, 1566 et 1567.	53
COMMUNICATIONS. — I. <i>La retraite de Charles-Quint</i> , analyse d'un manuscrit espagnol contemporain; par M. Bakhuizen van den Brink.	57
II. Ordre qu'il faut suivre pour lire avec fruit les auteurs de l'histoire belge, par Des Roches.	118
III. Note concernant l'histoire du duché de Gueldre, par J.-B. Syben.	122
IV. Extraits analytiques de quelques comptes de la recette générale des finances et de la recette générale des confiscations, pour cause des troubles du XVI ^e siècle, conservés aux archives du département du Nord, à Lille; par M. Gachard.	127
V. <i>Recueil, par forme de mémoires, des actes et choses plus notables qui sont advenues es Pays-Bas, et spécialement en la ville et cité de Tournay, depuis l'an 1565</i> , par Pasquier de Le Barre (Extraits.)	150

Séance du 4 novembre 1850.

OUVRAGES OFFERTS A LA COMMISSION. — MM. Vreede, Jeantin, l'abbé Carton, Nyhoff, la Société de l'histoire de France et l'abbé Corblet.	170
CORRESPONDANCE. — Lettre de M. le Ministre de l'intérieur demandant l'avis de la Commission sur l'organisation des archives de l'État, et réponse de la Commission	<i>ib.</i>
Lettres du même Ministre, de M. Isidore Hye et de M. l'abbé Carton, touchant le portrait de Philippe le Beau existant à la cathédrale de Bruges	171
Lettre de M. le Ministre de l'intérieur demandant un rapport sur le Bureau paléographique	172